DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Les citoyens et le fédéralisme

Perceptions et préférences fédérales en Belgique et au Canada

Thèse de doctorat présentée par Min REUCHAMPS
en vue de l'obtention du grade de Docteur en sciences politiques et sociales

Pr. Sébastien BRUNET, *Université de Liège*
Pr. Kris DESCHOUWER, *Vrije Universiteit Brussel*
Pr. Bernard FOURNIER, *Université de Liège*, promoteur
Pr. Réjean PELLETIER, *Université Laval*
Pr. Jean-Claude SCHOLSEM, *Université de Liège*
Pr. Dave SINARDET, *Universiteit Antwerpen*

Année académique 2009-2010

Les citoyens et le fédéralisme

Perceptions et préférences fédérales en Belgique et au Canada

L'ensemble de la recherche doctorale a été réalisé dans le cadre d'un mandat d'Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS (2006-2010).

L'impression et la reliure de cette thèse de doctorat ont été financées par le Département de Science politique et l'Unité de politologie générale de l'Université de Liège.

Les annexes reprenant les documents et les données des quatre enquêtes de terrain sont disponibles sur un DVD placé à la fin de ce manuscrit.

Thèse de doctorat présentée par Min REUCHAMPS en vue de l'obtention du grade de Docteur en sciences politiques et sociales

---

Soutenue publiquement à l'Université de Liège,
le vendredi 28 mai 2010

Composition du jury

Pr. Sébastien BRUNET, *Université de Liège*
Pr. Kris DESCHOUWER, *Vrije Universiteit Brussel*
Pr. Bernard FOURNIER, *Université de Liège*, promoteur
Pr. Réjean PELLETIER, *Université Laval*
Pr. Jean-Claude SCHOLSEM, *Université de Liège*
Pr. Dave SINARDET, *Universiteit Antwerpen*

Imprimée à Liège en avril 2010

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Les citoyens et le fédéralisme

Perceptions et préférences fédérales en Belgique et au Canada

Thèse de doctorat présentée par Min REUCHAMPS
en vue de l'obtention du grade de Docteur en sciences politiques et sociales

Pr. Sébastien BRUNET, *Université de Liège*
Pr. Kris DESCHOUWER, *Vrije Universiteit Brussel*
Pr. Bernard FOURNIER, *Université de Liège*, promoteur
Pr. Réjean PELLETIER, *Université Laval*
Pr. Jean-Claude SCHOLSEM, *Université de Liège*
Pr. Dave SINARDET, *Universiteit Antwerpen*

Année académique 2009-2010

Remerciements

Cette recherche doctorale a été soutenue par le Fonds de la Recherche Scientifique-FNRS dans le cadre d'un mandat d'Aspirant accompli au sein du Département de Science politique de la Faculté de Droit et de Science politique, à l'Université de Liège. Outre à ces institutions, mes vifs remerciements vont au Professeur Bernard FOURNIER (*Université de Liège*), promoteur, aux Professeurs Kris DESCHOUWER (*Vrije Universiteit Brussel*), Réjean PELLETIER (*Université Laval*) et Jean-Claude SCHOLSEM (*Université de Liège*), membres du comité de thèse, ainsi qu'aux Professeurs Sébastien BRUNET (*Université de Liège*) et Dave SINARDET (*Universiteit Antwerpen*, *Vrije Universiteit Brussel* et *Facultés universitaires Saint-Louis*) qui complètent le jury, sans oublier les nombreuses personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cette thèse. Que ces personnes et ces institutions trouvent dans ce trop court paragraphe la marque de ma sincère gratitude et de mon entière reconnaissance. Les erreurs et les imperfections de ce travail demeurent évidemment de ma seule responsabilité.

Sommaire

INTRODUCTION

Introduction

Les citoyens et le fédéralisme en Belgique et au Canada 3

PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉMATIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Chapitre 1

Le fédéralisme en Belgique et au Canada 15

Chapitre 2

Des panels citoyens délibératifs sur l'avenir du fédéralisme 47

DEUXIÈME PARTIE : PANELS CITOYENS

PREMIÈRE SOUS-PARTIE : PANELS CITOYENS BELGES

Chapitre 3

Les citoyens belges francophones et le fédéralisme en Belgique 95

Chapitre 4

Les citoyens belges néerlandophones et le fédéralisme en Belgique 163

DEUXIÈME SOUS-PARTIE : PANELS CITOYENS CANADIENS

Chapitre 5

Les citoyens canadiens anglophones et le fédéralisme au Canada 229

Chapitre 6

Les citoyens québécois et le fédéralisme au Canada 293

TROISIÈME PARTIE : COMPARAISONS ET CONCLUSIONS

Chapitre 7

Les perceptions et les préférences fédérales en Belgique et au Canada 377

Conclusions

Les citoyens et le fédéralisme 405

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie 421

LISTE DES FIGURES, LISTE DES TABLEAUX ET TABLES DES MATIÈRES

Liste des figures 459

Liste des tableaux 461

Table des matières 463

Introduction

Introduction
Les citoyens et le fédéralisme en Belgique et au Canada

La présente thèse vise à étudier *les liens entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir, lors de panels citoyens délibératifs permettant de recueillir des opinions mieux informées, et en comparant quatre terrains dont les dynamiques se rejoignent et s'opposent*. Cette hypothèse résume notre recherche et constitue la trame de la démonstration qui va suivre. L'intérêt d'étudier les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens tient à deux raisons majeures. D'une part, les études – généralement quantitatives – sur les opinions à l'égard du fédéralisme se concentrent principalement sur quelques dimensions sans chercher à étudier en profondeur l'ensemble des facteurs. Une approche qualitative peut donc offrir un portrait plus compréhensif des relations entre les perceptions du fédéralisme dans leurs différentes facettes et les préférences envers son avenir. D'autre part, partant des citoyens et surtout de la diversité de leurs positions sur ce sujet, une telle perspective permet d'éclairer la dynamique fédérale dans leur pays. Cet exercice s'annonce d'autant plus fécond qu'il vise à comparer quatre terrains où l'avenir du fédéralisme constitue un sujet récurrent d'attention et d'interrogations. Pour répondre à cet objectif pluriel, cette recherche repose sur le développement d'une méthode, des panels citoyens délibératifs, offrant un processus d'information et d'interaction visant à récolter des opinions *mieux informées* et qui doit être *reproductible* dans les quatre terrains étudiés. Posant les jalons de cette investigation, l'introduction générale décortique l'objectif au cœur de ce travail avant de présenter le plan de la dissertation en trois parties.

I. Les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir

Dans les sociétés ethno-linguistiquement diversifiées, voire divisées comme le sont la Belgique et le Canada, une solution institutionnelle d'inspiration fédérale a souvent été appliquée afin d'assurer la coexistence pacifique des différentes communautés nationales[1]. Au sein de ces fédérations, les pressions centrifuges provoquent une remise en cause quasi-

[1] Voyez, entre autres, Arend Lijphart, *Democracy in Plural Societies : a Comparative Exploration* (New Haven : Yale University Press, 1977) ; Arend Lijphart (dir.), *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society* (Berkeley : Institute of International Studies, University of California, 1981) ; Daniel J. Elazar, *Exploring Federalism* (Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1987).

permanente du système politique fédéral. Cette solution fédérale n'est pourtant pas *neutre*. Ce choix mérite donc d'être étudié ; ce qui a été largement fait par de nombreux chercheurs venus de l'histoire, du droit, de l'économie. La science politique n'est pas en reste et a fortement contribué à l'analyse du fédéralisme dans tous ses états et dans tous les États.

Ces recherches sont, cependant, principalement tournées vers les structures institutionnelles et les acteurs qui les animent. On trouve ainsi une littérature importante sur la structure fédérale elle-même et ses réformes, les relations entre les différentes composantes de la fédération ou encore les enjeux et l'avenir du fédéralisme. Cependant, dans ces études, les citoyens sont plutôt subsumés dans des grandes catégories, supposées homogènes et compréhensives et surtout explicatives[2]. On parle ainsi des Québécois face au reste du Canada ou en leur sein des fédéralistes et des souverainistes ou, en Belgique, des francophones et des Flamands, comme si cette seule appartenance suffisait à expliquer leur vision du pays et de son évolution. Une thématique fait, toutefois, figure d'exception : la souveraineté du Québec. Ce sujet a, en effet, été particulièrement étudié du point de vue des citoyens, en tentant de comprendre les raisons de l'appui ou du rejet de la souveraineté[3].

Les opinions, les attitudes et surtout les identités des citoyens à l'égard de leur pays et de son fédéralisme font, néanmoins, l'objet de certaines études reposant essentiellement sur des sondages et s'inscrivant généralement dans une perspective globalisante des comportements politiques. En Belgique, ce sont principalement les travaux conjoints du Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP) de l'Université catholique de Louvain et de l'*Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek* (ISPO) – anciennement l'*Interuniversitaire Steunpunt Politiek Opinieonderzoek* – rattaché à la *Katholieke Universiteit Leuven* qui ont fourni, sur base d'enquêtes pré- et post-électorales, les données les plus riches sur les attitudes des Belges vis-à-vis du fédéralisme[4]. Plus récemment, le Pôle

[2] Analysant les études de socialisation politique, Bernard FOURNIER pose ce constat que l'on peut généraliser à d'autres champs de recherches : Bernard Fournier, « Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget », in *Penser la négociation. Mélanges en hommage à Olgierd Kuty*, Didier Vrancken *et al.* (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck, 2008).

[3] Dans le sixième chapitre, présentant les résultats du panel québécois, nous évoquons plus en détails la littérature sur ce sujet.

[4] Ces enquêtes ont porté sur les élections fédérales de 1991, 1995, 1999, 2003 et 2007 et mené à la publication de deux ouvrages – pour l'enquête en Belgique francophone et pour l'enquête en Flandre – pour chacune de celles-ci (sauf pour celles de 2007 dont les ouvrages doivent paraître prochainement) : Marc Swyngedouw *et al.* (dir.), *Kiezen is verliezen. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen* (Louvain : Acco, 1993) ; André-Paul Frognier et Anne-Marie Aish (dir.), *Élections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones* (Bruxelles : De Boeck, 1994) ; Marc Swyngedouw *et al.* (dir.), *De (on)redelijke kiezer. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen. Verkiezingen van 21 mei 1995* (Louvain ; Amersfoort : Acco, 1998) ; André-

d'attraction interuniversitaire PARTIREP qui rassemble des chercheurs de plusieurs universités belges – néerlandophones comme francophones – et étrangères a également consacré un volet de sa grande enquête électorale[5] à l'étude des relations entre les identités et les opinions dites communautaires et le comportement électoral des Belges[6].

Au Canada, on trouve également des analyses globales des attitudes politiques des citoyens à l'endroit du fédéralisme. Ici aussi, celles-ci s'attachent plus particulièrement à comprendre les comportements électoraux. Ainsi, depuis l'élection fédérale canadienne de 1997, l'Étude Électorale Canadienne, plus connue sous son nom anglais de *Canadian Election Study*, cherche à expliquer, par l'entremise des données recueillies dans des sondages représentatifs de l'ensemble de la population, les motivations derrière le vote des Canadiens[7]. En plus de ces grandes études, des enquêtes plus spécifiques s'attardent quelquefois sur les perceptions et préférences – fédérales ou non – des citoyens[8] ou de certaines catégories d'entre eux[9]. Au Québec, plus particulièrement comme nous l'avons déjà mentionné, il y a eu de nombreuses études sur les liens entre les citoyens et le fédéralisme canadien, au travers de la question de la souveraineté du Québec, d'une part, et de leurs sentiments identitaires, d'autre part.

Il ressort de ces études une analyse au niveau « macro ». Elles offrent un portrait général, et parfois longitudinal, des opinions des citoyens et cherchent les facteurs

---

Paul Frognier et Anne-Marie Aish (dir.), *Des élections en trompe-l'oeil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones* (Bruxelles : De Boeck, 1999) ; Marc Swyngedouw et Jaak Billiet (dir.), *De kiezer heeft zijn redenen. 13 juni 1999 en de politieke opvattingen van Vlamingen* (Louvain : Acco, 2002) ; André-Paul Frognier et Anne-Marie Aish (dir.), *Élections : la rupture ? Le comportement des Belges face aux élections de 1999.* (Bruxelles : De Boeck, 2003) ; Marc Swyngedouw *et al.* (dir.), *De Kiezer Onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen* (Louvain : Universitaire Pers Leuven, 2007) ; André-Paul Frognier *et al.* (dir.), *Élections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique* (Bruxelles : De Boeck, 2008).

[5] Kris Deschouwer *et al.* (dir.), *De stemmen van het volk* (Bruxelles : VUB Press, à paraître en 2010).

[6] Kris Deschouwer et Dave Sinardet, « Taal, identiteit en stemgedrag », in *De stemmen van het volk*, Kris Deschouwer *et al.* (dir.) (Bruxelles : VUB Press, à paraître en 2010).

[7] Voyez, par exemple, les ouvrages faisant le bilan des analyses des élections de 1997 et de 2000 : Neil Nevitte *et al.*, *Unsteady State : The 1997 Canadian Federal Election* (Don Mills : Oxford University Press, 2000) ; André Blais *et al.*, *Anatomy of a Liberal Victory : Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election* (Peterborough : Broadview Press, 2002).

[8] Comme celle menée par Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ en 2007 auprès de 1000 Canadiens que nous aurons l'occasion de commenter dans la suite de cette thèse : François Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009) ; Patrick Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians », *Regional & Federal Studies* 20, n°1 (2010).

[9] Notamment, cette étude récente sur les opinions des jeunes Québécois à l'égard du fédéralisme et de la souveraineté : Éric Bélanger et Andrea Perrella, « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones », *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008) ; Andrea Perrella et Éric Bélanger, « Young Quebec Sovereignists and Attitudes about Canadian Federalism », *Québec Studies* 47 (2009).

explicatifs derrière celles-ci. S'éloignant de l'approche institutionnelle classique du fédéralisme[10], elles proposent une vue *bottom-up* de la dynamique fédérale[11], centrée non pas sur les institutions et les acteurs politiques mais sur les citoyens eux-mêmes. L'ensemble de ces travaux constitue la toile de fond de notre recherche qui, quant à elle, entend par une étude « micro », c'est-à-dire au niveau individuel et non plus agrégé, comprendre les différentes facettes des attitudes vis-à-vis du fédéralisme afin d'appréhender plus finement les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens belges et canadiens.

Analytiquement, ces deux concepts au cœur de la recherche se décomposent en plusieurs dimensions qui seront présentées – ainsi que les indicateurs qui visent à les mesurer – plus en détail dans le deuxième chapitre. Les perceptions du fédéralisme recouvrent ainsi la *connaissance politique*, la *perception politique*, les *identités* et les *sentiments d'appartenance* et, enfin, la *perception de l'autre*. Les préférences, quant à elles, renvoient aux souhaits que les citoyens ont pour l'*avenir du fédéralisme dans leur pays*. Ces souhaits peuvent aller d'une centralisation complète de la fédération, voire d'un retour, dans le cas belge, à un système unitaire à une séparation du pays accompagnée de l'indépendance de ses régions ou provinces, en passant par de nombreuses positions intermédiaires entre ces deux pôles. Aucune option n'est donc exclue de notre grille d'analyse.

L'expression « perceptions et préférences fédérales » utilisée dans le titre de la thèse et dans les développements qui vont suivre traduit donc synthétiquement l'ensemble de ces dimensions, de ces réalités, dont certaines ne sont pas *fédérales* au sens strict puisqu'elles impliquent une solution sortant du cadre fédéral. En résumé, l'objectif de la recherche consiste à étudier d'une manière qualitative – c'est-à-dire compréhensive et non explicative – les liens entre les perceptions et les préférences fédérales des citoyens en Belgique et au Canada. Pour ce faire, au sein de chaque terrain, chacune des dimensions sera d'abord

[10] Plus généralement, un courant récent de la littérature sur le fédéralisme propose d'orienter les recherches sur ce sujet vers la société et plus particulièrement sur les relations entre la société et les structures étatiques. Jan ERK explique ainsi le fédéralisme en Autriche, en Belgique, au Canada, en Allemagne et en Suisse en mettant en évidence la congruence entre l'évolution de la société et celle de l'État : Jan Erk, *Explaining Federalism. State, society and congruence in Austria, Belgium, Canada, Germany and Switzerland*, Routledge series in federal studies (Londres ; New Yok : Routledge, 2008). Avec Edward KONING, cet auteur ose même écrire : « [n]ew institutionalism is getting kind of old », Jan Erk et Edward Koning, « New Structuralism and Institutional Change : Federalism Between Centralization and Decentralization », *Comparative Political Studies* 43, n°3 (2010). Ils encouragent les comparativistes à se détacher de l'étude des institutions pour explorer les facteurs sociaux et notamment l'aspect linguistique présent dans de nombreuses dynamiques fédérales.

[11] Au contraire d'une vision habituellement *top-down* du fédéralisme, suivant ainsi la logique de (dé)fédéralisation qui est généralement initiée au sommet de l'État : voyez, par exemple, Wilfried Swenden *et al.*, « The politics of Belgium : Institutions and policy under bipolar and centrifugal federalism », *West European Politics* 29, n°5 (2006) ; Wilfried Swenden et Maarten Theo Jans, « 'Will it stay or will it go?' Federalism and the sustainability of Belgium », *West European Politics* 29, n°5 (2006).

explorée individuellement, en faisant ressortir les différentes positions qui les caractérisent et qui ensuite serviront à la construction d'idéaux types synthétisant des profils de citoyens sur base de leurs perceptions et préférences à l'endroit du fédéralisme. Ces idéaux types pourront enfin être comparés au sein et entre les quatre terrains de la recherche. Ce cheminement en trois étapes offre la manière la plus heuristique de mener l'analyse en partant des riches et nombreuses données empiriques recueillies au cours de panels citoyens.

II. Des panels citoyens délibératifs

Habituellement, les sondages, comme nous venons de l'écrire, constituent l'outil privilégié pour étudier les opinions, les attitudes et les identités des Belges et des Canadiens à l'égard du fédéralisme dans leur pays. Ces recherches et ces enquêtes, bien qu'incontestablement importantes, présupposent toutefois que tous les citoyens ont un avis sur une thématique – le fédéralisme – plutôt complexe et en évolution[12]. En effet, si certains citoyens se sont forgés une opinion sur le sujet depuis longtemps, d'autres ont peut-être des visions stéréotypées ou incomplètes, d'autres encore n'ont probablement jamais eu l'occasion de se poser de telles questions. Il ne faudrait cependant pas – laisser – croire que s'ils avaient une meilleure connaissance, ils penseraient « mieux ». À notre sens, il n'y a pas de « bonne » vision du fédéralisme ; à l'inverse, il existe une diversité de points de vue qui mérite d'être étudiée car elle permet de mieux comprendre la dynamique fédérale dans les sociétés traversées par des tensions importantes.

Dans cette perspective, notre recherche s'appuie sur un dispositif méthodologique qualitatif[13] qui permet à une vingtaine de participants de s'informer et de discuter de thèmes

[12] Ce constat rejoint, en partie, celui formulé par Pierre BOURDIEU qui critique le postulat de départ des sondages supposant que tout le monde peut avoir une opinion : « un des effets les plus pernicieux de l'enquête d'opinion consiste précisément à mettre les gens en demeure de répondre à des questions qu'ils ne se sont pas posées ou encore de répondre à une autre question que la question posée, l'interprétation ne faisant qu'enregistrer le malentendu », Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », *Les Temps modernes*, n°318 (1973) : 1297. Simon PETERMANN ajoute qu' « en matière d'opinion, aucune loi non-contradictoire ne joue : on peut simultanément aimer la justice égalitaire et rester attaché à des privilèges, tenir à la liberté et être fasciné par certains régimes autoritaires, aspirer à un ordre de coopération internationale et être capable de réflexes nationalistes… c'est dire qu'il convient d'être extrêmement prudent dans l'interprétation des résultats des sondages », Simon Petermann, « Idéologies et étude de l'opinion », in *Sondage et opinion politique*, Jean Beaufays (dir.), Etudes et Recherches (Liège : Université de Liège, 1975), 13.

[13] Bien qu'assez rares, quelques recherches qualitatives ont été menées sur les identités et sentiments d'appartenance. Ainsi, Denise VAN DAM a exploré au travers de plusieurs dizaines d'entretiens individuels les identités culturelles et politiques des responsables du monde économique et sociale en Flandre et en Wallonie : Denise Van Dam, *Flandre, Wallonie : le rêve brisé : Quelles identités culturelles et politiques en Flandre et en Wallonie* (Ottignies : Quorum, 1997). À l'aide d'entretiens collectifs, c'est l'identité européenne qui a été au

liés au fédéralisme avec des experts, des personnalités politiques et en petits groupes. Ces panels citoyens délibératifs assurent donc un processus informatif et interactif, favorisant le recueil d'opinions mieux *informées* auprès des citoyens, suite à leur participation. C'est donc la raison d'être de la méthode choisie : permettre aux participants de réfléchir sur le fédéralisme. Pour ce faire, chaque panel a suivi le même schéma et respecté un protocole similaire – sur lesquels nous reviendrons plus longuement dans le deuxième chapitre. D'abord, la passation d'un pré-questionnaire comprenant des questions fermées et ouvertes mesurant les perceptions et préférences des participants ainsi que leurs caractéristiques politiques et sociodémographiques. Ensuite, des échanges sur le fédéralisme et son avenir articulés entre des moments de discussions en focus groupes et des séances plénières réunissant l'ensemble des participants avec des experts et des hommes politiques. Enfin, la passation d'un post-questionnaire quasi-identique au pré-questionnaire permettant de comparer ainsi les opinions recueillies avant et après le panel.

Loin de chercher à être des microcosmes de délibération idéale ou des incubateurs d'une solution pour « sauver » la Belgique ou le Canada, les panels citoyens mis en place visaient donc exclusivement à récolter des données mieux informées sur les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir. À des fins comparatives, quatre panels ont été organisés réunissant au total quelque 127 participants[14] : deux en Belgique (à Liège, en septembre 2007, et à Anvers, en novembre 2008) et deux au Canada (à Montréal, en mars et en juin 2008, et à Kingston, en juin 2008).

III. Les quatre terrains de la recherche

La Belgique et le Canada constituent deux « beaux cas » de fédéralisme multinational, qui reposent sur la cohabitation de deux communautés nationales (dont une, minoritaire, parle le français) et cette dynamique est au cœur de la vie politique du pays et de son évolution. Cette dynamique similaire justifie la sélection de ces deux pays. De plus, puisque la recherche vise à étudier cette logique bipolaire, elle permet non pas une comparaison « à deux » mais « à quatre », offrant ainsi des comparaisons *au sein* et *entre* les pays – ce qui, en outre, a l'avantage d'augmenter les points de comparaison, garant d'une

cœur des recherches de Sophie DUCHESNE et ses collègues : par exemple, Sophie Duchesne et Florence Haegel, « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science* 37, n°1 (2006) ; Sophie Duchesne et André-Paul Frognier, « National and European Identifications : A Dual Relationship », *Comparative European Politics* 6, n°2 (2008).

[14] Pour des raisons qui seront expliquées plus loin, ceux-ci sont répartis inégalement : 64 à Liège, 23 à Anvers, 24 à Montréal et 16 à Kingston.

plus grande validité scientifique, comme le rappelle Arend LIJPHART[15]. Toutefois, faut-il le préciser, les différences entre ces deux contextes fédéraux ne doivent pas être négligées puisqu'elles sont parfois « énormes » :

> [l]a Belgique entre quelque 300 fois dans le Canada et 50 fois dans le Québec ; quatre heures de voiture suffisent pour relier les deux extrémités de la Belgique (Arlon et Ostende), il en faut cinq, en avion faut-il le préciser, pour gagner Vancouver en partant de Montréal et presque le double si l'on décolle de Saint-Jean de Terre-Neuve ; avec 33 millions d'habitants, la population canadienne est trois fois plus nombreuse que la belge mais par contre la densité en Belgique (346 habitants/km²) contraste largement avec celle du Canada (3,2 habitants/km²)[16].

Ce faisant, quelle est la pertinence d'une telle comparaison ? Peut-on même s'y risquer ? Chaque fédération, chaque dynamique fédérale est unique. La Belgique et le Canada n'échappent pas à ce constat ; l'origine, l'évolution et la structure de ces deux pays le prouvent suffisamment. Néanmoins, l'existence d'une littérature en forte croissance sur le fédéralisme comparé, principalement anglo-saxonne, tend à répondre par la négative à la seconde question[17]. Jusqu'il y a une quinzaine d'années, le fédéralisme avait été étudié principalement dans le cadre national[18] – et d'un point de vue institutionnel, comme nous venons de le mentionner –, fortement influencé par l'expérience fondatrice américaine[19]. Depuis lors, inspirés par les écrits des comparatistes classiques[20], les spécialistes se sont

---

15 Arend Lijphart, « Comparative Politics and the Comparative Method », *The American Political Science Review* 65, n°3 (1971).

16 Bernard Fournier et Min Reuchamps, « Le fédéralisme en Belgique et au Canada », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 9.

17 Parmi cette littérature, on notera notamment : Michael Burgess et Alain Gagnon (dir.), *Comparative Federalism and Federation : Competing Traditions and Future Directions* (Toronto ; Buffalo : University of Toronto Press, 1993) ; Ronald L. Watts, *Comparing federal systems in the 1990s* (Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1996) ; Ronald L. Watts, *Comparaison des régimes fédéraux des années 1990* (Kingston : Institut des relations intergouvernementales, 1998) ; Michael Burgess, *Comparative Federalism : Theory and practice* (London ; New York : Routledge, 2006) ; Thomas O. Hueglin et Alan Fenna, *Comparative Federalism : A Systematic Inquiry* (Peterborough : Broadview Press, 2006) ; Wilfried Swenden, *Federalism and Regionalism in Western Europe : A Comparative and Thematic Analysis* (New York : Palgrave Macmillan, 2006) ; Ronald L. Watts, *Comparing Federal Systems*, 3ème éd. (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2008).

18 C'est un des spécialistes du fédéralisme comparé les plus célèbres qui l'atteste : Ronald L. Watts, « The Historical Development of Comparative Federal Studies », in *The Watts Collection* (Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 2007), 2.

19 Même si certains auteurs avaient déjà ouvert la voie : Kenneth Clinton Wheare, *Federal government* (Londres ; New York : H. Milford ; Oxford University Press, 1946) ; Ronald L. Watts, *New federations : experiments in the Commonwealth* (Oxford : Clarendon Press, 1966) ; Ivo D. Duchacek, *Comparative federalism : The territorial dimension of politics* (New York : Holt, 1970) ; William H. Riker, « Federalism », in *Governmental institutions and processes, Handbook of political science, Vol. 5*, Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (dir.) (Reading : Addison-Wesley Pub. Co., 1975) ; Elazar, *Exploring Federalism*.

20 Comme, par exemple, Gabriel A. Almond et G. Bingham Powell, *Comparative Politics : A Developmental Approach* (Boston : Little, Brown, 1966) ; Giovanni Sartori, « From the Sociology of Politics to Political Sociology », in *Politics and the social sciences*, Seymour Martin Lipset (dir.) (New York : Oxford University Press, 1969) ; Adam Przeworski et Henry Teune, *The Logic of Comparative Social Inquiry*, Comparative Studies in

lancés dans des exercices de comparaisons de plus en plus fournis. Les uns étudient les différences en termes de structure et de modes d'organisation du pouvoir[21], les autres explorent les origines et l'évolution du fédéralisme[22], sans compter les nombreuses études comparatives sur une institution ou une politique particulière. Que peut-on retenir de ces réflexions comparatives pour cette recherche ?

Tout d'abord, le recours à des typologies s'avère généralement fécond. L'identification de différents types offre une avenue pertinente pour mettre en évidence les différences et les similitudes entre les cas comparés. Ensuite, une fois cette grille d'analyse constituée, il s'agit de rechercher quels sont les éléments parmi les différences et les similitudes qui peuvent expliquer, ou en tout cas permettre de mieux comprendre, les dynamiques fédérales étudiées[23]. Enfin, comparer ne signifie pas – vouloir – exporter une situation dans une autre. Si la question de l'exportation d'une pratique, d'une solution fédérale mérite d'être posée, elle permet avant tout de réfléchir sur le cas que l'on souhaite exporter, ce qui en soit est déjà profitable[24]. Dans cette recherche comparative, il convient donc de garder à l'esprit ces trois règles du fédéralisme comparé.

Au final, notre ambition n'est pas de comparer strictement les quatre terrains étudiés – exercice périlleux au vu des différences qui séparent la Belgique et le Canada – mais de les replacer dans leur contexte géographique, démographique et surtout politique

---

Behavioral Science (New York : Wiley-Interscience, 1970) ; Giovanni Sartori, « Concept Misformation in Comparative Politics », *The American Political Science Review* 64, n°4 (1970) ; Lijphart, « Comparative Politics and the Comparative Method » ; Mattei Dogan et Dominique Pelassy, *How to Compare Nations : Strategies in Comparative Politics* (Chatham : Chatham House Publishers, 1984) ; Howard J. Wiarda et Douglas A. Chalmers (dir.), *New directions in comparative politics* (Boulder : Westview, 1985) ; Gabriel A. Almond, « Separate Tables : Schools and Sects in Political Science », *PS : Political Science & Politics* 21, n°4 (1988).

21 Ronald L. WATTS a fortement marqué de son empreinte ce champ d'études : outre les références déjà citées, voyez notamment Ronald L. Watts, « Executive Federalism : A Comparative Analysis », (Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, 1989) ; Ronald L. Watts, « Models of federal power sharing », *International Social Science Journal* 53, n°167 (2001) ; Ronald L. Watts, « Les principales tendances du fédéralisme au XXe siècle », *Revue internationale de politique comparée* 10, n°1 (2003) ; Ronald L. Watts, « Autonomy or Independence : Intergovernmental Financial Relations in Eleven Countries », in *The Watts Collection* (Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 2005).

22 Burgess, *Comparative Federalism : Theory and practice.*

23 À cet égard, Geoffroy MATAGNE rappelle que « la question qui intéresse davantage le politologue comparatiste est la suivante : parmi les similitudes et différences identifiées, lesquelles sont explicatives des dynamiques fédérales observées, de ce qu'elles ont de commun ou, au contraire, de particulier ? », Geoffroy Matagne, « La dynamique fédérale en Belgique et au Canada », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 92.

24 Pour des exemples concernant la Belgique et le Canada : Johanne Poirier, « Fédéralisme en Belgique et au Canada : parallèles, dissonances et paradoxes », *Septentrion : arts, lettre et culture de Flandre et des Pays-Bas* (2004) ; André Lecours, « Speaking of Asymmetry. Canada and the 'Belgian Model' », *Asymmetry Series*, n°7 (2005), http ://www.iigr.ca/pdf/publications/365_Speaking_of_Asymmetry_Ca.pdf ; Jean-Claude Scholsem, « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n°3 (2005).

respectif afin de les étudier au travers d'indicateurs communs préalablement définis. Les résultats qui découleront de ces analyses pourront, quant à eux, servir de base à la comparaison entre les quatre terrains de la recherche et finalement permettre une meilleure compréhension de chacun de ceux-ci grâce à l'étude des autres[25]. Cette perspective diffère d'un comparatisme strict, terme à terme : il s'agit plus justement d'un *dialogue* comparatif pour *éclairer* les dynamiques belges et canadiennes qui se rejoignent et s'opposent. En d'autres termes, « un dialogue comparatif mettant en perspective ces deux systèmes fédéraux et éclairant ainsi la compréhension de l'un grâce à l'étude de l'autre peut s'avérer fertile et intéressante »[26]. Tel est notre objectif.

IV. Le plan de la thèse

Comme il a déjà été souligné, cette thèse propose d'étudier les liens entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir, lors de quatre panels citoyens délibératifs qui se sont déroulés en Belgique francophone, en Belgique néerlandophone, au Canada anglophone et au Québec. Pour ce faire, elle se divise en trois parties. La première partie pose le cadre thématique et le cadre méthodologique de la recherche. Ainsi, le chapitre 1 revient sur les origines, la formation et l'évolution du fédéralisme en Belgique et au Canada et, partant de cet exposé, le chapitre 2 présente le dispositif méthodologique mis en place, en précisant les indicateurs et les outils qui ont servi à recueillir les opinions mieux informées des citoyens à propos de leurs perceptions du fédéralisme et leurs préférences envers son avenir dans ces deux pays. La deuxième partie expose les résultats des panels citoyens délibératifs séparément afin de construire à partir de ce dense matériau empirique des idéaux types synthétisant les différentes visions du fédéralisme au sein de chaque terrain. Les chapitres 3 et 4 dévoilent respectivement les données pour le panel belge francophone et pour le panel belge néerlandophone tandis que les chapitres 5 et 6 analysent les résultats des panels canadien anglophone et québécois. La troisième et dernière partie fait la synthèse de la recherche au niveau à la fois thématique et méthodologique : c'est ainsi que le chapitre 7 part des idéaux types dégagés dans les quatre terrains pour offrir une comparaison croisée entre ceux-ci. Les conclusions évaluent finalement le dispositif méthodologique développé et les enseignements qu'on a pu en tirer

[25] C'est un exercice similaire qui avait été mené dans Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).
[26] Fournier et Reuchamps, « Le fédéralisme en Belgique et au Canada », 11.

avant d'esquisser les nouvelles avenues et pistes de recherche mises au jour au fil de la réflexion.

Ce sont donc les opinions personnelles de 127 citoyens belges et canadiens qui constituent la toile de fond de cette thèse. À la lueur de ces nombreuses « histoires » individuelles, le cheminement passera d'un terrain à l'autre afin d'en dégager des idéaux types, c'est-à-dire des portraits construits à partir des réalités intrinsèquement diversifiées, mais qui n'en gardent que les caractéristiques essentielles et discrimantes. Les cinq idéaux types évoluant selon des *centres de gravité* propres à chaque terrain apparaîtront comme une synthèse heuristique des multiples liens qui seront apparus entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir grâce à notre protocole méthodologique. Ce portrait pluriel aidera ainsi à décrypter les dynamiques politiques, identitaires et fédérales qui animent les Belges et les Canadiens ainsi que leur fédération.

PREMIÈRE PARTIE

Cadre thématique et cadre méthodologique

Chapitre 1
Le fédéralisme en Belgique et au Canada

En Belgique et au Canada, le fédéralisme est un sujet brûlant d'actualité depuis de nombreuses années et, on pourrait même ajouter, depuis ses origines voire au-delà. Dans ces deux pays, le choix fédéral original ne fut jamais le fruit d'une décision unanime ou l'objet d'un large consensus entre les acteurs politiques. Au Canada, les débats entre 1864 et 1867 à l'origine de la fédération canadienne, faussement qualifiée de confédération[27], ont opposé les partisans d'une grande centralisation, voire d'une solution unitaire, aux tenants d'une forte décentralisation et donc d'un plus grand rôle aux provinces – bien que tous étaient convaincus de l'importance d'unir trois colonies britanniques en Amérique du Nord[28].

Quelque 40 années plus tôt, au cœur de l'Europe, le nouvel État belge, fraîchement séparé du Royaume des Pays-Bas, adoptait en 1830 un système unitaire – quoique décentralisé administrativement avec les provinces et les communes[29]. On était donc loin d'imaginer qu'un jour ce pays compterait parmi les fédérations. Ce n'est qu'un siècle plus tard qu'en opposition à l'État belge unitaire, des voix favorables au fédéralisme, souvent qualifiées de régionalistes, se font entendre de plus en plus fort ; venant du nord du pays, elles demandent une autonomie culturelle et linguistique pour la Flandre, venant du sud du pays, elles réclament une autonomie socio-économique pour la Wallonie. Ces revendications traduisent les tensions communautaires qui sont à l'origine de la transformation progressive de l'État unitaire, à partir de la fin des années 1960, en un État

---

[27] Avec Réjean PELLETIER, rappelons qu'une confédération « résulte d'un traité ou d'une alliance conclue entre les États souverains, chacun déléguant une part de ses compétences (par exemple, en matière de défense ou de politique étrangère) à une autorité supérieure […] », Réjean Pelletier, « Constitution et fédéralisme », in *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.) (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009), 48. Il s'agit donc d'États *indépendants*, *souverains* qui décident de faire gérer par une autorité commune, dite confédérale, certaines compétences comme, par exemple, la monnaie ou les relations étrangères. Ainsi, malgré son nom depuis 1867, la confédération canadienne constitue bel et bien une fédération, même si certaines nuances peuvent être apportées, comme nous le verrons par la suite.

[28] Pour étudier toute l'ampleur de ces débats constitutionnels, on pourra utilement consulter : Janet Ajzenstat *et al.* (dir.), *Débats sur la fondation du Canada*, édition française préparée par Stéphane Kelly et Guy Laforest (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2004).

[29] Ces collectivités locales existent encore à l'heure actuelle. Sur l'histoire politique belge, on ne manquera pas de consulter l'ouvrage classique : Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique : facteurs et acteurs de changement*, 4ème éd. (Bruxelles : CRISP, 2000).

fédéral, une véritable fédération composée de trois Communautés et de trois Régions comme le proclame l'article premier de la Constitution en 1993[30].

I. Le fédéralisme et la fédération

À l'origine de ces deux fédérations – fortement décalée dans le temps puisqu'un siècle les sépare –, le fédéralisme constituait déjà un sujet de discussions, voire de tensions. Avant d'évoquer la dynamique fédérale actuelle en Belgique et au Canada, il est une question qu'on ne peut esquiver : qu'est-ce que le fédéralisme ? On s'en doute, les définitions abondent, se confrontent et se recouvrent ; chacune apporte une nuance et un éclairage particuliers. Venant du mot latin *foedus*, la racine « fédéral » signifie alliance ou contrat ou encore pacte[31]. Ainsi, un arrangement fédéral repose sur un partenariat entre les parties. Plus précisément, pour Daniel J. ELAZAR[32] suivi par de nombreux spécialistes de la question[33], le fédéralisme repose sur la combinaison de *self-rule* et de *shared rule* ou, ce que l'on a traduit en français, entre autonomie (ou gestion séparée) et participation (ou gestion commune). Les compétences et les pouvoirs se répartissent ainsi entre deux – voire trois – ordres juridiques complets et distincts, non hiérarchisés et se superposant : l'ordre[34] de gouvernement fédéral (ce que l'on qualifie d' « État fédéral » ou mieux d' « Autorité fédérale » en Belgique et de « gouvernement fédéral » au Canada – ou « Ottawa », où siège ce gouvernement) et l'ordre de gouvernement fédéré (les provinces au Canada et les Communautés et Régions en Belgique).

Par ailleurs, suivant Preston T. KING[35], il apparaît pertinent de distinguer conceptuellement le fédéralisme, d'une part, et la fédération, d'autre part. Ces deux éléments constituent, ajoute Maurice CROISAT, « deux aspects différents du même phénomène »[36]. Le premier, d'ordre normatif ou philosophique, renvoie à une dynamique

[30] Nous aurons l'occasion de revenir plus longuement sur ce processus de fédéralisation, un peu inhabituel dans l'univers des fédérations, et qui diffère largement du processus d'*assemblage* qu'a connu la fédération canadienne.
[31] En anglais, la traduction généralement acceptée du latin *foedus* est *covenant* ou *compact* qui renvoie à l'idée de convention et d'alliance.
[32] Elazar, *Exploring Federalism*, 5.
[33] Voyez notamment Maurice Croisat, *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*, 3ème éd., Clefs/Politique (Paris : Montchrestien, 1999) ; Burgess, *Comparative Federalism : Theory and practice* ; Jean Beaufays et Geoffroy Matagne, « Fédéralisme », in *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*, Vincent Bourdeau et Roberto Merrill (dir.) (2007) ; Watts, *Comparing Federal Systems*.
[34] Le terme « ordre » est préféré à celui de « niveau », même s'il est souvent employé, pour éviter de marquer une hiérarchisation qui théoriquement n'existe pas.
[35] Preston T. King, *Federalism and Federation* (Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1982).
[36] Croisat, *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*, 15.

qui tente de concilier la diversité dans l'unité[37]. Cette diversité peut être de plusieurs types et en combiner plusieurs : géographique comme dans le cas des États-Unis d'Amérique ou de l'Australie ; linguistique et religieuse, c'est l'exemple suisse ; géographique et linguistique comme au Canada ; linguistique et culturelle en Belgique. Plus précisément, il y a deux courants de pensée qui voient différemment le fédéralisme, pris dans cette acceptation de « philosophie compréhensive de la diversité dans l'unité »[38]. D'un côté, héritier des *Federalist Papers*[39], le premier courant est anglo-saxon[40] et prône « un équilibre pragmatique entre les préférences des citoyens pour (a) une action commune pour certains objectifs et (b) une gestion autonome des entités constitutives pour d'autres objectifs »[41]. De l'autre côté, le second courant, de tradition européenne, trouve son origine dans le principe de subsidiarité[42] au travers des travaux fondateurs de Johannes ALTHUSIUS[43] et constitue plutôt une approche idéologique – parfois empreinte d'un certain utopisme[44] – qui s'inscrit en réaction à la vision unitaire et centralisée de l'État, singulièrement formalisée par Jean BODIN[45] et Thomas HOBBES[46].

Distingué du fédéralisme, le terme fédération – le second aspect, plus descriptif – renvoie, quant à lui, « aux applications concrètes du fédéralisme, aux différents arrangements institutionnels possibles pour incorporer des unités autonomes à l'exercice

---

37 Faut-il préciser que les théories du fédéralisme sont nombreuses. Illustrant cette diversité, Dimitrios KARMIS et Wayne NORMAN ont réuni dans un récent volume les écrits de quelques-uns des grands penseurs du fédéralisme du XVII[e] siècle à nos jours : Dimitrios Karmis et Wayne Norman, *Theories of Federalism : A Reader* (New York : Palgrave Macmillan, 2005).

38 Alexandre Marc, *Dialectique du déchaînement, fondements philosophiques du fédéralisme*, Réalités du Présent (Paris : La Colombe-Éditions du Vieux Colombier, 1961), 14.

39 Alexander Hamilton *et al.*, *The Federalist Papers* (New York : Mentor, [1788] 1999).

40 Pensons notamment aux travaux de : Elazar, *Exploring Federalism* ; Kenneth Clinton Wheare, *Federal Government*, 4[ème] éd. (Londres ; New York : Oxford University Press, [1946] 1963).

41 Ronald L. Watts, « Federalism, Federal Political Systems, and Federations », *Annual Review of Political Science*, n°1 (1998) : 120 (notre traduction).

42 Thomas Fleiner et Nicolas Schmitt (dir.), *Towards a European Constitution : Europe and Federal Experiences*, Etudes et Colloques (Fribourg : Institut du fédéralisme, 1996).

43 Johannes Althusius, *The Politics of Johannes Althusius*, traduit par Frederick S. Carney, une traduction abrégée de la troisième édition (1614) de *Politica Methodice Digesta, Atque Exemplis Sacris et Profanis Illustrata* (Boston : Beacon Press, [1614] 1964).

44 Comme, par exemple, dans les écrits de Pierre-Joseph PROUDHON dans la seconde moitié du XIX[e] siècle ou plus récemment dans les écrits d'Alexandre MARC qui proposent respectivement un « fédéralisme intégral » et un « fédéralisme global » se distinguant du fédéralisme dit « hamiltonien » et dépassant le strict cadre politique en tentant de rapprocher l'individu de tous les points de décisions qui le concernent : Alexandre Marc, « New and Old Federalism : Faithful to the Origins », *Publius : The Journal of Federalism* 9, n°4 (1979) ; Alexandre Marc, *Fondements du fédéralisme. Destin de l'homme à venir* (Paris : L'Harmattan, 1997) ; Pierre-Joseph Proudhon, *Œuvres complètes : Du principe fédératif et des œuvres diverses sur les problèmes politiques européens* (Paris : Marcel Rivière, [1863] 1959).

45 Jean Bodin, *Les six livres de la République* (Stuttgart : Scientia, [1576] 1961).

46 Thomas Hobbes, *Leviathan. Or The matter, Forme and Power of a Commonwealth, Ecclesiasticall and Civil* (New York : Touchstone, [1651] 1997).

d'un gouvernement central sur des bases constitutionnelles rigoureuses »[47]. La fédération, c'est donc « l'ensemble institutionnel résultant du partage de la souveraineté »[48] entre les – deux ou plusieurs – ordres de gouvernement qui sont chacun suprême dans leur sphère de compétences et d'action. Ainsi, la fédération – le tout – diffère donc, et cette précision est importante dans le contexte belge, de l'État fédéral – une partie du tout – ; c'est pourquoi certains auteurs belges[49] préfèrent parler de l'Autorité fédérale pour référer à ce que les Canadiens appellent le gouvernement fédéral ou encore le gouvernement central.

Malgré cette distinction conceptuelle, le fédéralisme et la fédération sont intrinsèquement liés et s'influencent mutuellement. Indéniablement, la formation et l'évolution de chaque fédération sont le fruit de l'interaction entre la nature multidimensionnelle du fédéralisme – ainsi que des forces qui s'y opposent – et la structure fédérale. L'interaction de forces politiques différentes – dont toutes ne peuvent être qualifiées de forces fédéralistes puisque certaines peuvent être centrifuges – caractérise singulièrement la dynamique fédérale en Belgique et au Canada. Celle-ci mérite que l'on s'y attarde, fût-ce brièvement, afin de présenter le contexte politique général de la recherche. En effet, les perceptions et préférences vis-à-vis du fédéralisme qui seront conceptuellement présentées dans le chapitre suivant s'inscrivent nécessairement dans la dynamique fédérale qui anime les fédérations belge et canadienne.

II. La fédération canadienne

A. Les origines et la formation : une vieille fédération

Honneur à la plus ancienne des deux fédérations étudiées : la « Confédération » canadienne. Après quelques tentatives infructueuses[50], trois colonies britanniques situées au

[47] Croisat, *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*, 16.
[48] François Vergniolle de Chantal, *Fédéralisme et antifédéralisme*, Que sais-je ? (Paris : Presses universitaires de France, 2005), 8.
[49] Caroline Sägesser, *Introduction à la Belgique fédérale* (Bruxelles : CRISP, 2006) ; Christian Behrendt et Frédéric Bouhon, *Introduction à la Théorie générale de l'État. Manuel*, Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège (Bruxelles : Larcier, 2009).
[50] Au cours des cent années précédentes, quatre régimes politiques dont le dernier avait créé le Canada-Uni se sont succédé mais n'ont guère réussi à assurer une stabilité politique et encore moins une cohabitation franco-britannique harmonieuse. Pour rappel, le régime anglais a débuté pour certains en 1759, suite à la défaite des Français lors de la bataille des plaines d'Abraham qui marque la fin du régime français – et ainsi de la Nouvelle-France – ou pour d'autres en 1763, date du Traité de Paris et de la Proclamation royale qui signifie l'entrée de l'ancienne colonie française dans le giron britannique. Auparavant, ce territoire, depuis l'exploration par Jacques Cartier du golfe du Saint-Laurent en 1534, vivait sous autorité française, à côté de possessions britanniques établies dans la région à partir de 1623. L'histoire et les enjeux du régime politique canadien avant 1867 sont clairement présentés par Alain-G. GAGNON et Laurent-Mehdi CHOKRI dans une contribution récente : Alain-G. Gagnon et Laurent-Mehdi Chokri, « Le régime politique canadien : histoire et

nord des États-Unis d'Amérique s'unissent en 1867[51], par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB)[52], pour former la Confédération canadienne[53], une fausse confédération comme nous l'avons mentionné ci-dessus mais une véritable fédération formée de quatre provinces : la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick ainsi que l'Ontario et le Québec qui formaient respectivement le Canada-Ouest (ou Haut-Canada[54]) et le Canada-Est (ou Bas-Canada) du Canada-uni, aussi connu sous le nom de Province unie du Canada. L'unification de ces colonies dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle répond à une logique centripète, commune à plusieurs fédérations comme les États-Unis ou la Suisse, et plus particulièrement à des raisons d'ordre économique et commercial, militaire et politique.

Économiquement et commercialement, afin de faire contrepoids au marché américain, les colonies britanniques avaient intérêt à créer un système économique intégré

enjeux », in *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.) (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005). *Canada-Québec*, de Jacques LACOURSIÈRE, Jean PROVENCHER et Denis VAUGEOIS, constitue la référence classique sur l'histoire du Québec et du Canada : Jacques Lacoursière *et al.*, *Canada-Québec : 1534-2000* (Sillery : Septentrion, 2000). Par ailleurs, on trouvera dans l'ouvrage, récemment réédité, de John DICKINSON et Brian YOUNG une – courte – histoire du Québec en anglais : John Dickinson et Brian Young, *A Short History of Quebec*, 4ème éd. (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2008). Enfin, pour une chronologie détaillée du Canada, on pourra consulter utilement : Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.), *Le parlementarisme canadien*, 4ème éd. (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009), 533-557.

[51] On peut se demander pourquoi ces colonies, et par la suite les provinces canadiennes, n'ont pas rejoint les États-Unis d'Amérique. Une première explication réside dans le fort attachement des colons britanniques à la métropole. Ceux-ci ont ainsi refusé de s'allier aux colons américains dans leur volonté d'indépendance, malgré plusieurs tentatives de ces derniers notamment en recourant à la force lors de la Bataille de Québec en 1775. Les Canadiens français, quant à eux, ont également été sollicités à plusieurs reprises et, malgré leur opposition aux Britanniques, ont toujours préféré rester à l'écart de la quête d'indépendance des États-Unis (leurs problèmes n'étaient pas les leurs). Chez les francophones, il y a aussi certainement une raison religieuse. Les nouvelles colonies américaines ne sont pas catholiques. Par ailleurs, suite à la victoire américaine, de nombreux colons loyalistes – à la Couronne britannique – ont fui ce nouveau pays pour se réfugier dans ce qui sera dorénavant connu comme l'Amérique du Nord britannique. L'inimitié entre les colons britanniques et les Américains ne diminuera pas et sera même renforcée par la peur d'être annexés sous le couvert de la *Manifest Destiny*, comme nous le préciserons ci-dessous.

[52] Également connu sous le nom de Loi constitutionnelle de 1867 (L.C. 1867). En effet, la Loi constitutionnelle de 1982 (L.C. 1982) a aboli les désignations traditionnelles comme l'AANB en faveur du nom générique de « Loi constitutionnelle » suivi de l'année de proclamation (article 53 de la L.C. 1982).

[53] La Confédération canadienne fut initialement appelée *Dominion of Canada*. Cette appellation avait été préférée, explique Louis MASSICOTTE, à l'expression *Kingdom of Canada* pour éviter toute provocation à l'endroit des voisins du Sud et cet auteur de continuer : « [i]roniquement, le mot *Dominion*, ultérieurement chargé de connotations coloniales et difficilement traduisible en français, tomba ultérieurement en défaveur, si bien que la désignation officielle du pays est aujourd'hui simplement 'Canada' », Louis Massicotte, « Le pouvoir exécutif : la monarchie, le premier ministre et les ministres », in *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.) (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009), 383 (italiques dans l'original).

[54] Les expressions Haut-Canada et Bas-Canada, antérieures aux appellations Canada-Ouest et Canada-Est (qui prévalent sur le plan géographique), étaient plus couramment utilisées.

notamment bancaire et postal[55] afin de garantir la libre circulation des biens et des capitaux, d'autant plus qu'elles étaient touchées par une crise structurelle due à la perte des tarifs préférentiels avec la métropole et au poids d'une lourde dette publique qui grevait leurs finances[56]. Dans cette perspective, seule l'unification des colonies pouvait permettre le développement du réseau de communications, notamment ferroviaire, entre Halifax, Québec et Montréal, réseau qui faciliterait à la fois les échanges et la défense du pays. Militairement, les craintes d'une invasion suivie d'une annexion par le voisin du sud qui, venant de sortir de la Guerre de sécession (1861-1865), s'élançait de plus belle dans une *Manifest Destiny*[57] à la conquête du continent, poussaient à la mise en commun des forces militaires canadiennes plutôt qu'à leur dispersion[58]. Politiquement, combinée au souhait de Londres de voir voler ses colonies de leurs propres ailes – financièrement et militairement –, l'instabilité politique du Canada-Uni explique la volonté d'établir un nouveau régime politique.

Comme nous l'avons écrit en introduction, le choix d'une structure fédérale pour ce nouveau régime politique qui allait unir les colonies de l'Amérique du Nord britannique ne s'est pas imposé directement. En effet, si l'intérêt d'unifier les colonies[59] était partagé par bon nombre de participants aux débats constitutionnels, dures furent les discussions entre les partisans d'un État unitaire ou d'une union législative – comme John A. MACDONALD, qui deviendra tout de même le premier Premier ministre de la fédération canadienne – et les supporters d'une union fédérale au sein de laquelle les provinces joueraient un rôle

55 Peter B. Waite, *The Life and Times of Confederation 1864-1867. Politics, newspapers and the union of British North America* (Toronto : University of Toronto Press, 1962), 345.

56 Réjean Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, Prisme (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008), 9-11 ; Réjean Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 75.

57 Dans les États-Unis du XIX^e^ siècle, la destinée manifeste ou destin manifeste était la croyance que le pays devait accomplir une mission démocratique et civilisatrice d'inspiration divine en poursuivant son expansion vers l'Ouest mais également dans le reste du continent – au Mexique et au Canada, donc. Pour plus de détails sur ce sujet et notamment en rapport avec l'Amérique du Nord britannique : Reginald C. Stuart, *United States Expansionism and British North America, 1775-1871* (Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1988) ; Sam W. Haynes et Christopher Morris (dir.), *Manifest Destiny and Empire : American Antebellum Expansionism* (College Station : Texas A&M University Press, 1997).

58 On trouve trace de cette crainte de l'annexion dans les débats à l'origine de la Confédération canadienne ; pour nombre de politiques de l'époque, dont un grand nombre de francophones, l'alternative était : « Confédération ou annexion », Ajzenstat *et al.* (dir.), *Débats sur la fondation du Canada*, 201-202.

59 Outre des représentants de la Province du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, on comptait également à ses discussions des personnalités politiques de deux autres colonies, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve, qui n'ont toutefois pas rejoint la fédération en 1867 mais respectivement en 1873 et en 1949, suite à de multiples péripéties pour cette dernière. Sur ce sujet, on pourra notamment consulter : Raymond B. Blake, *Canadians at Last : Canada Integrates Newfoundland as a Province* (Toronto : University of Toronto Press, 1994) ; Sean T. Cadigan, *Newfoundland and Labrador : A History* (Toronto : University of Toronto Press, 2009).

important[60]. Ces derniers auront le dernier mot parce que seule une formule fédérale reconnaissant – et protégeant – la diversité culturelle, singulièrement « la présence de deux grandes cultures reposant avant tout sur les communautés anglophone et francophone »[61], était possible compte tenu de la composition linguistique – majoritairement française – et religieuse – majoritairement catholique – du Bas-Canada (la future province du Québec)[62]. En outre, une union fédérale pouvait prendre en compte l'existence d'un « *régionalisme* intense »[63] dans les deux provinces maritimes qui n'ont « aucun désir de perdre leur individualité comme nation »[64] notamment ancrée dans leurs institutions politiques et sociales établies depuis plus d'un siècle[65]. Pour un des grands théoriciens du fédéralisme, Carl J. FRIEDRICH, c'est d'ailleurs l'essence même du fédéralisme d'institutionnaliser la diversité[66]. Ainsi, dans la fédération canadienne telle qu'instituée en 1867, minoritaires dans le nouvel ensemble politique, les francophones du Bas-Canada recouvraient grâce à cette formule fédérale une majorité dans leur province[67]. Cette double dynamique entrelacée entre minorité et majorité et entre anglophones et francophones à la base de la solution fédérale a animé, depuis lors, la vie politique de la fédération canadienne[68].

Au fil du temps, de quatre provinces fondatrices, la fédération s'est élargie à six autres provinces et trois territoires septentrionaux : le Manitoba (en 1870), la Colombie-Britannique (en 1871), l'Île-du-Prince-Édouard (en 1873), la Saskatchewan et l'Alberta (en

[60] Ajzenstat *et al.* (dir.), *Débats sur la fondation du Canada.*
[61] Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 13. Depuis l'arrivée des colons européens en Amérique du Nord, les relations entre ces deux communautés ont souvent été tendues. Outre les luttes politiques et militaires qui menèrent à la défaite de la France en 1759-1760, il y eut aussi des luttes plus symboliques telles que la « bataille de berceaux » aussi connue sous le nom de « revanche des berceaux » qui vit les Canadiens français poursuivre l'objectif, encouragé par l'Église catholique fortement présente à l'époque, de dépasser la natalité des colons britanniques afin de réduire leur infériorité numérique et ainsi réduire les risques d'assimilation.
[62] Will Kymlicka, *La voie canadienne. Repenser le multiculturalisme* (Montréal : Boréal, 2003).
[63] Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 76 (italiques dans l'original).
[64] Ajzenstat *et al.* (dir.), *Débats sur la fondation du Canada*, 310.
[65] Par exemple, la Nouvelle-Écosse jouit d'une assemblée législative depuis 1758 et le Nouveau-Brunswick depuis 1784.
[66] Carl J. Friedrich, *Tendances du fédéralisme en théorie et en pratique* (Bruxelles : Institut belge de science politique, 1971), 70 ; Carl J. Friedrich, « Federalism, Regionalism, and Association », *European Journal of Political Research* 2, n°4 (1974).
[67] Michael B. Stein, « Federal Political Systems and Federal Societies », *World Politics* 20, n°4 (1968) : 727 ; José Woehrling, « La protection des minorités nationales dans le système fédéral canadien », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 145.
[68] Alain-G. Gagnon (dir.), *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*, Paramètres (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006).

1905) et Terre-Neuve[69] (en 1949) pour les provinces, le Yukon (en 1870), les Territoires du Nord-Ouest (en 1898) et le Nunavut[70] (en 1999) au rang des territoires.

B. Le partage des compétences : le fédéral et le provincial

Le Canada présente le visage classique d'une fédération composée de deux ordres de gouvernement : le gouvernement fédéral, d'une part, et les provinces et territoires, d'autre part. Le cœur de toute fédération se trouve dans le partage des compétences – et plus largement de la souveraineté étatique – entre l'ordre fédéral et l'ordre fédéré puisqu'il constitue « à la fois l'une des raisons d'être du choix d'un régime fédéral et l'un des éléments centraux de la charpente de ce système »[71]. Dans ses articles 91 à 95, la Loi constitutionnelle de 1867 (L.C. 1867), fruit d'un compromis entre des tendances centralisatrices et décentralisatrices[72], a évidemment veillé à organiser la répartition des compétences pour la nouvelle fédération canadienne.

Concrètement, toutefois, un esprit centralisateur, insufflé comme on a déjà eu l'occasion de le dire par un des hommes forts de l'époque, John A. MACDONALD, domine le compromis fédéral de 1867, ce qui se traduit dans la répartition des compétences. Ainsi, le gouvernement fédéral a été « investi des compétences essentielles de l'époque et [s'est] vu attribuer un rôle puissant et paternaliste de surveillance à l'endroit des provinces »[73]. C'est pour cette raison que plusieurs constitutionnalistes et politologues qualifient la nature du fédéralisme canadien dans ses premières années de *quasi-fédérale*[74]. Cependant, la pratique politique et juridique a fortement fait évoluer le partage initial et surtout son interprétation. Sur cette longue histoire constitutionnelle, plusieurs lectures, souvent contradictoires, s'affrontent. Pour les uns, majoritairement anglophones, l'interprétation de la répartition des compétences a fait l'objet d'une oscillation constante entre tendances à la centralisation

[69] Depuis 2001, un amendement constitutionnel a renommé cette province en Terre-Neuve-et-Labrador.
[70] Séparé des Territoires du Nord-Ouest, ce nouveau territoire, qui signifie *Notre terre* en inuktitut, offre une certaine autonomie gouvernementale aux 30.000 Nunavummiut.
[71] Johanne Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 107. Pour une comparaison Belgique-Canada, on pourra également consulter : Min Reuchamps et Jérémy Dodeigne, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales dans les fédérations belge et canadienne », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).
[72] Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 14.
[73] David R. Cameron, « Canada », in *Guide des pays fédéraux*, Ann L. Griffiths (dir.) (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005), 158.
[74] Voyez, notamment, Watts, *Comparing Federal Systems*, 9 ; Wheare, *Federal Government*.

et tendances à la décentralisation, notamment sous l'impulsion des tribunaux[75] et en particulier le Comité judiciaire du Conseil Privé de la Chambre des Lords[76] qui accordait un rôle important et des compétences exclusives aux provinces[77]. Pour d'autres, principalement des francophones, on ne peut parler de véritable dynamique décentralisation-centralisation car il n'y a jamais eu de décentralisation, tout au plus « des moments d'arrêt, de pause dans cet exercice d'un pouvoir central fort »[78].

D'une manière générale, l'évolution de l'interprétation constitutionnelle de la répartition des compétences peut se résumer, pour reprendre l'expression de Johanne POIRIER, en une « valse à trois temps »[79]. Dans un premier temps, du début de la Confédération jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres, après quelques années de domination fédérale, il y a eu une séparation plus ou moins nette entre les compétences des provinces et celles du gouvernement fédéral : c'était alors la métaphore des « compartiments étanches »[80] qui prédominait dans le cadre d'un fédéralisme dual. Dans le contexte de la Grande Dépression[81] et plus encore du développement de l'État-providence après la Seconde Guerre mondiale, une dynamique plus centralisatrice caractérise le deuxième temps. Cette dynamique s'installe à l'instigation du gouvernement fédéral via notamment l'exercice de son pouvoir résiduaire et, surtout, de son pouvoir de dépenser sous la bénédiction de la Cour suprême du Canada qui voit dans une action fédérale forte un gage d'efficacité[82]. Enfin, actuellement, en ce troisième temps de la valse, on assiste à

---

75 Cameron, « Canada », 158.

76 Institution britannique située à Londres, le Comité judiciaire du Conseil Privé servit jusqu'en 1949 d'instance juridictionnelle ultime pour le Canada. Dans un article de synthèse, Alan C. CAIRNS recense les études analysant le rôle de celui-ci dans l'évolution du fédéralisme canadien, voyez : Alan C. Cairns, « The Judicial Committee and Its Critics », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 4, n°3 (1971).

77 Howard Cody, « The Evolution of Federal-Provincial Relations in Canada », *American Review of Canadian Studies* 7, n°1 (1977) ; Rainer Knopff et Anthony Sayers, « Canada », in *Constitutional Origins, Structure, and Change in Federal Countries*, John Kincaid et G. Alan Tarr (dir.), A Global Dialogue on Federalism (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005) ; Robert J. Jackson et Doreen Jackson, *Politics in Canada : Culture, Institutions, Behaviour and Public Policy*, 6ème éd. (Toronto : Pearson Prentice Hall, 2006).

78 Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 77.

79 Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », 114-115.

80 Ou comme dans l'expression originale, en anglais, « *watertight compartments* », voyez *Attorney General for Canada vs. Attorney General for Ontario et al.* [A.C. 326], 1937.

81 À cette époque, Harold LASKI estimait que dans un âge de capitalisme moderne, de reconstruction économique et sociale, le fédéralisme n'avait plus de raison d'être puisque seul un gouvernement fédéral fort pouvait remplir les fonctions d'un État moderne : Harold Laski, « The Obsolescence of Federalism », *The New Republic* 3 (1939).

82 Jean Leclair, « The Supreme Court's Understanding of Federalism : Efficiency at the Expense of Diversity », *Queen's Law Journal* 28 (2003).

une « 'glorification' de la coopération au sein de la fédération, encore une fois, par souci d'efficacité »[83].

Après avoir énoncé les grandes lignes de l'évolution du partage de compétences, il faut maintenant se tourner vers les modalités concrètes de celui-ci tel qu'on le connaît aujourd'hui. S'il serait laborieux de préciser ici en détail « qui fait quoi ? »[84], on se doit néanmoins, fût-ce simplement pour faciliter une lecture croisée Belgique-Canada, de tracer les lignes de la distribution actuelle des compétences au sein de la fédération canadienne. Retenons quatre éléments. Tout d'abord, dans bien des cas et comme dans toutes les autres fédérations, une certaine coordination entre les actions gouvernementales est nécessaire puisque nombre de matières dépassent les champs exclusifs des compétences de chacun[85]. Ensuite, si la compétence résiduelle appartient au Parlement du Canada, en d'autres mots au gouvernement fédéral, selon David R. CAMERON, « [u]ne interprétation large par les tribunaux a cependant transformé la compétence des provinces sur la 'propriété et les droits civils' (article 92 (13)) en un genre de compétence résiduelle particulière »[86]. Par ailleurs, on peut tenter de présenter succinctement les compétences exclusives du gouvernement fédéral et des provinces.

D'une part, l'article 91 de la L.C. 1867 énumère 29 catégories de compétences exclusives pour le gouvernement fédéral. Parmi celles-ci, on trouve notamment les modifications constitutionnelles affectant les institutions fédérales, la défense, le commerce international et interprovincial ainsi que les transports interprovinciaux, la politique monétaire (la monnaie et les taux d'intérêts), les banques, les postes et télécommunications, certaines compétences sociales (l'assurance-chômage depuis 1940, les pensions de vieillesse depuis 1951 et les prestations additionnelles depuis 1964 et certains aspects de la santé publique), le droit criminel et la procédure pénale (sans, toutefois, la constitution des tribunaux de juridiction criminelle), les Indiens et les terres réservées aux Indiens[87], le

[83] Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », 115.
[84] Pour un tel exposé, on peut suggérer la lecture de deux articles qui ont servi de trame à ce passage : Richard Simeon et Martin Papillon, « Canada », in *Distribution of Powers and Responsibilities in Federal Countries* Akhtar Majeed *et al.* (dir.), A Global Dialogue on Federalism (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2006) ; Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada ».
[85] Ce constat dépasse évidemment le strict cadre fédéral national puisque nombreuses sont les actions qui pour être efficaces doivent être prises au niveau régional, continental, voire mondial.
[86] Cameron, « Canada », 159.
[87] Si le terme « Indiens » est employé dans la Constitution, de nos jours les termes « autochtones » ou « amérindiens » semblent plus appropriés.

mariage et le divorce[88], la nationalité, la taxation directe et indirecte, la conclusion des traités et, mais c'est l'objet de controverses[89], les relations internationales.

D'autre part, l'article 92 de la L.C. 1867 précise 16 catégories de compétences exclusives pour les provinces. On compte ainsi la modification des constitutions provinciales[90], la taxation directe dans les limites de la province – mais cette compétence n'est plus exclusive comme nous le verrons ci-dessous –, les activités liées à la gestion de la province et de son administration, l'administration et la vente des terres publiques et donc les ressources naturelles – ou en tout cas leur exploitation sur le territoire de la province –, l'essentiel de la santé et du bien-être social (l'aide sociale de dernier recours, l'assurance contre les accidents du travail et l'assurance-maladie)[91], les affaires municipales, le droit privé, le droit de la famille, le droit de propriété, l'essentiel du droit du travail ainsi que la protection du consommateur, l'administration de la justice et la police[92], l'essentiel de la culture, l'éducation de la prématernelle à l'université, le commerce intra-provincial et le contrôle des valeurs mobilières.

En outre, la Constitution énonce quatre compétences concurrentes (articles 92A, 64 et 95 de la L.C. 1867) qui peuvent être légiférées par les deux ordres de gouvernement : l'agriculture, l'immigration[93], l'exportation des ressources naturelles vers une autre province et les pensions de vieillesse. Il existe, toutefois, en cas de conflit, une prépondérance pour un des deux ordres – le fédéral pour les trois premiers cas et le provincial pour le dernier. À côté de ces quatre compétences concurrentes, un certain nombre de domaines sont

[88] Mais pas la célébration du mariage qui est de compétence provinciale et Johanne POIRIER de préciser : « [d]e vaguement ésotérique, cette distinction est redevenue importante au début des années 2000 avec le débat sur la mariage entre personnes de même sexe, que plusieurs provinces ont voulu introduire avant le gouvernement fédéral », Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », 111.

[89] Sur ce sujet et plus particulièrement sur les relations internationales du Québec, on pourra consulter : Stéphane Paquin, « La paradiplomatie identitaire : Le Québec, la Catalogne et la Flandre en relations internationales », *Politique et Sociétés* 23, n°2-3 (2004) ; Nelson Michaud, « Le Québec et ses relations internationales : impacts sur le sytème fédéral et sur le système international », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009) ; Stéphane Paquin, « Fédéralisme et système de gouvernance à paliers multiples en matière de politique étrangère : une comparaison entre le Canada et la Belgique », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).

[90] À quelques exceptions près énoncées à l'article 45 de la L.C. 1982.

[91] L'importance de cette responsabilité s'est considérablement accrue au fil du temps pour constituer le champ de dépenses le plus important des gouvernements provinciaux.

[92] Sauf la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la « Police montée », qui est du ressort du fédéral bien que dans huit des dix provinces ses services sont loués par les autorités provinciales ; voyez, par exemple, la Section 21 de l'*Alberta Police Act*.

[93] Des ententes entre le gouvernement fédéral et un gouvernement provincial peuvent prévoir la participation des autorités provinciales – singulièrement le Québec – dans la sélection des candidats à l'immigration.

partagés ; pour ceux-ci, l'autorité fédérale et l'autorité provinciale peuvent toutes les deux légiférer sans qu'il y ait de prépondérance ; dans ce cas, ce sera alors aux tribunaux de trancher s'il y a conflit de juridiction. Parmi ces domaines, on trouve les droits fondamentaux et les droits linguistiques[94] (en matière linguistique, le partage est mieux défini), la protection de l'environnement, l'énergie, la fiscalité directe (ce sont les impôts sur le revenu des particuliers, par exemple), le droit commercial, l'exécution des obligations internationales et, d'une certaine façon, les relations internationales (où s'exerce plutôt une prépondérance fédérale).

Enfin, un dernier domaine de chevauchement important à mentionner, en raison des controverses politiques et académiques qu'il suscite[95], est le pouvoir fédéral de dépenser et les programmes à frais partagés. Au travers de ce pouvoir de dépenser, le gouvernement fédéral « remet aux gouvernements provinciaux des fonds pour les aider à s'acquitter de certaines de leurs responsabilités constitutionnelles »[96], notamment en matière de santé, d'assistance sociale et d'enseignement post-secondaire[97]. Comme le montre une enquête récente de Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ[98], ce pouvoir fédéral de dépenser, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, semble bien accueilli par de nombreux Canadiens, majoritairement anglophones – pour qui le pouvoir fédéral de dépenser contribue au bien-être de la nation en offrant des programmes sociaux à l'ensemble des Canadiens[99] –, mais est vivement critiqué par nombre de Québécois, politiques[100] comme académiques[101], qui y voient plutôt une invasion de l'autonomie provinciale et surtout une menace à la culture québécoise distincte.

---

94 « La Constitution, complète Johanne POIRIER, pose un socle minimal, les provinces et l'autorité fédérale peuvent offrir de meilleures garanties dans leurs sphères d'action respectives », Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », 112.

95 Parmi les études récentes, on notera : Ronald L. Watts, *Étude comparative du pouvoir de dépenser dans d'autres régimes fédéraux* (Kingston : Institut des relations intergouvernementales, 1999) ; Hamish Telford, « The Federal Spending Power in Canada : Nation-Building or Nation-destroying? », *Publius : The Journal of Federalism* 33, n°1 (2003) ; John R. Allan *et al.* (dir.), *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, Canada : The State of the Federation (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009).

96 Cameron, « Canada », 162.

97 Ces programmes sont maintenant regroupés dans le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS).

98 Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ».

99 Telford, « The Federal Spending Power in Canada : Nation-Building or Nation-destroying? ».

100 Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, « Position historique du Québec sur le pouvoir fédéral de dépenser 1944-1998 », (Québec : Gouvernement du Québec, 1998) ; Commission sur le déséquilibre fiscal, « Le « pouvoir fédéral de dépenser » », (Québec : Gouvernement du Québec, 2002).

101 Michel Maher, « Le défi du fédéralisme fiscal dans l'exercice du pouvoir de dépenser », *Canadian Bar Review* 75 (1996) ; André Tremblay, « Federal Spending Power », in *The Canadian Social Union Without Quebec : 8*

C. La dynamique fédérale : « deux solitudes » au sein d'un même pays

Cette perception différente du pouvoir de dépenser entre le Québec et le « reste du Canada » – ou, comme on a l'habitude de le nommer en anglais y compris au Québec, le *rest of Canada* (ROC) – reflète la dualité qui anime la dynamique fédérale au Canada depuis 1867. Plus généralement, dans ce pays, on a pris l'habitude d'évoquer les relations entre les deux grandes communautés en termes de « deux solitudes »[102]. Réjean PELLETIER précise ainsi :

> [à] l'époque, cette notion s'appliquait, d'un côté, à la communauté anglophone, y compris celle qui vivait au Québec, et, de l'autre, à la communauté francophone, y compris celles qui vivaient à l'extérieur du Québec. Depuis lors, cette notion s'applique plutôt à la situation qui prévaut actuellement au Canada, soit celle de deux communautés qui vivent au sein de la même fédération, l'une étant concentrée et majoritaire sur le territoire québécois, l'autre étant concentrée et majoritaire dans le reste du Canada à l'extérieur du Québec. Ces deux communautés se connaissent finalement assez peu et s'ignorent pratiquement dans la vie quotidienne. De ce fait, elles répondent bien à la notion de deux solitudes qui vivent côte à côte, sans partager la même langue, la même culture, le même mode de vie, mais qui partagent le même pays sans trop se parler. Peu de dialogues entre les deux communautés, mais beaucoup de monologues intérieurs fondés sur sa propre histoire, ses mythes, ses héros, son propre nationalisme[103].

Pour comprendre l'évolution de la fédération canadienne, il faut garder à l'esprit la dynamique des nationalismes qui trouvent leurs origines dans les structures préfédérales et qui se sont toujours affrontés au sein de la fédération canadienne. Cette dynamique s'exprime dans la vision même de l'entente de 1867 : « la vie politique canadienne est marquée par un dialogue laborieux entre deux conceptions du pays : l'une majoritairement répandue chez les francophones et l'autre majoritairement acceptée chez les anglophones. La première pense le Canada comme l'union de deux (parfois trois) nations et la seconde imagine le Canada comme la création originale d'une nation »[104]. Par la suite, cette

---

Critical Analyses, Alain-G. Gagnon et Hugh Segal (dir.) (Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2000) ; Andrée Lajoie, « Le fédéralisme canadien : science politique fiction pour l'Europe? », *Lex Electronica* 10, n°1 (2005), http ://www.lex-electronica.org/articles/v10-1/lajoie.pdf.

[102] Hugh MacLennan, *Two Solitudes* (New York : Duell, Sloan and Pearce, 1945). Le philosophe canadien, Charles Taylor, a réuni plusieurs essais célèbres, dont « Pourquoi les nations doivent-elles se transformer en États ? » (1979), dans un ouvrage au titre particulièrement évocateur : Charles Taylor, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme canadien* (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1992). Ces deux solitudes ne concernent pas uniquement la politique mais bien toutes les facettes de la vie politique, sociale, culturelle et aussi académique. Plusieurs études ont ainsi montré l'ignorance par une communauté des travaux scientifiques issus de l'autre communauté : David R. Cameron et Jacqueline D. Krikorian, « The study of federalism, 1960-99 : A content review of several leading Canadian academic journals », *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 45, n°3 (2002) ; François Rocher, « The End of the "Two Solitudes"? The Presence (or Absence) of the Work of French-speaking Scholars in Canadian Politics », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 40, n°4 (2007).

[103] Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 79.

[104] Gagnon et Chokri, « Le régime politique canadien : histoire et enjeux », 12.

dialectique entre les nationalismes a façonné la dynamique fédérale canadienne, dans une tension entre forces centripètes et forces centrifuges. Les premières, dès 1879, se sont traduites par des politiques *nationales* en matière de chemin de fer, d'immigration et de commerce pour transformer le Canada, au tournant du XX^e^ siècle, en « une véritable entité nationale »[105]. Celle-ci, tout comme les gouvernements provinciaux, est sortie renforcée des politiques keynésiennes adoptées dans les années 1940 et 1950. Dans ce sillage, c'est lors de la décennie suivante que le Québec a connu sa « Révolution tranquille » qui l'a transformé d'une province majoritairement urbanisée en 1960, mais peut-être à mentalité rurale, profondément catholique et dominée économiquement par les anglophones en une société laïque combinée à un fort État-providence reposant sur des institutions politiques et sociales adaptées « aux transformations survenues dans le secteur économique et dans les structures sociales »[106]. En outre, une prise de conscience identitaire a accompagné cette période de modernisation et de rattrapage pour la société québécoise. C'est à ce moment que les Canadiens français du Québec sont devenus les Québécois. Parallèlement à cette montée en puissance d'une identité nationale *québécoise*, une conscience nationale *canadienne* s'est développée sous l'impulsion des leaders fédéraux quel que soit leur parti – conservateur de John DIEFENBAKER élu en 1957 ou libéral de Pierre Elliott TRUDEAU[107] élu en 1968. Dans cette perspective nationalisante, ce dernier, à la tête du gouvernement fédéral pendant près de quinze ans[108], sera, pour reprendre l'expression de Réjean PELLETIER,

> l'architecte d'une identité canadienne fondée sur les valeurs communes d'égalité des individus détenteurs des mêmes droits inscrits dans la Charte des droits et libertés, et d'égalité des provinces en vertu de la formule d'amendement à la constitution, toutes deux incorporées au rapatriement de 1982. Il va ainsi contribuer à forger une identité canadienne et à créer un véritable nationalisme canadien par opposition au nationalisme québécois[109].

Cette confrontation des nationalismes nourrira les tensions importantes que la fédération canadienne va connaître au cours des deux décennies suivantes, selon les

---

105 Gil Rémillard, *Le fédéralisme canadien. Le rapatriement de la constitution. Éléments constitutionnels de réalisation*, vol. 2 (Montréal : Québec Amérique, 1985), 215.

106 Réjean Pelletier, « La Révolution tranquille », in *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.) (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1992), 609. Parmi la vaste littérature sur ce sujet, on trouvera cependant une synthèse de cette période dans : Gérard Bergeron et Réjean Pelletier (dir.), *L'État du Québec en devenir* (Montréal : Les Éditions du Boréal-Express, 1980) ; Dale C. Thomson, *Jean Lesage et la révolution tranquille* (Montréal : Éditions du Trécarré, 1984).

107 Pour être précis, « Elliott » est le nom de la mère de ce Premier ministre canadien mais son nom a toujours été indexé sous « Trudeau », c'est pourquoi nous avons uniquement capitalisé ce nom-là, comme le fait le Parlement du Canada.

108 Du 20 avril 1968 au 3 juin 1979, puis du 3 mars 1980 au 30 juin 1984.

109 Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 78.

tendances politiques représentées par les partis au pouvoir à Québec et à Ottawa[110]. Le premier épisode prend la forme d'une volonté référendaire, portée par le Parti québécois (PQ) qui la mettra en pratique au cours de son premier mandat à la tête du Québec. Ainsi, en 1980, le gouvernement de René LÉVESQUE initie un référendum sur un projet de souveraineté-association[111]. La défaite du camp du Oui, qui a recueilli un peu plus de 40 % des suffrages, n'atténue cependant pas les tensions entre les forces souverainistes et les forces fédéralistes. Ces dernières, au travers du gouvernement fédéral dirigé par Pierre Elliott TRUDEAU, vont œuvrer à la construction d'une identité nationale canadienne forte. En 1982, ce gouvernement décide de rapatrier la Constitution[112] avec l'accord de toutes les provinces, sauf celle du Québec[113]. Une Charte des droits et des libertés ainsi qu'une formule d'amendement sont jointes à la Loi constitutionnelle de 1982. S'en suivent plusieurs tentatives d'accords constitutionnels, ceux du Lac Meech (1987-1990) et de Charlottetown (1992), pour tenter d'intégrer le Québec dans la Constitution « avec honneur et enthousiasme » selon les mots du premier ministre canadien qui succéda à Pierre Elliott TRUDEAU, le progressiste-conservateur Brian MULRONEY, mais en vain. L'échec de ces négociations constitutionnelles conduit à la tenue d'un deuxième référendum en octobre 1995 qui se solde par une nouvelle défaite du camp du Oui, mais cette fois de justesse (49,42 % dont 60 % des Québécois francophones).

En réponse au séisme provoqué par le référendum et ses résultats serrés, le gouvernement fédéral alors dirigé par le libéral Jean CHRÉTIEN adopte, en 2000, la Loi sur la clarté référendaire qui exige, s'appuyant sur un arrêt de la Cour suprême du Canada[114], une question claire et une majorité claire pour que des négociations puissent s'ouvrir entre le gouvernement fédéral et une province qui souhaite quitter la fédération. Plus généralement, outre cette Loi et le Renvoi devant la Cour suprême, l'entente-cadre sur l'union sociale, le programme des commandites (qui a donné lieu à un scandale politique

[110] Kenneth McRoberts, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity* (Toronto ; New York : Oxford University Press, 1997). Cet ouvrage devenu un classique a par la suite été traduit en français : Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes* (Montréal : Boréal, 1999).

[111] Dans la première partie du chapitre 6, nous revenons plus longuement sur les deux référendums qu'a connus le Québec.

[112] Le Statut de Westminster a accordé la pleine liberté juridique – en d'autres termes, l'indépendance – aux colonies britanniques en 1931. Toutefois, à cette époque, le Canada décida de laisser au Parlement britannique le droit d'amender sa Constitution.

[113] Sur ce sujet, on pourra consulter utilement « Le rapatriement de 1982 et ses suites » dans Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 41-55.

[114] C'est l'arrêt du 20 août 1998 intitulé *Renvoi relatif à la sécession du Québec* [2 R.C.S. 217], 1998.

retentissant)[115], les bourses du millénaire et d'autres formes d'intervention du fédéral dans les matières provinciales témoignent « d'une reprise en main par le gouvernement fédéral d'un leadership qu'il semblait avoir momentanément perdu sous les conservateurs considérés trop accommodants envers les provinces »[116].

Si à l'heure actuelle les tensions entre le Québec et le reste du Canada semblent atténuées[117], « [l]es relations entre les deux grandes communautés qui composent la fédération canadienne portent toujours la marque de deux solitudes habituées à vivre côte à côte sans partager un amour profond, mais sans vouloir nécessairement la séparation »[118]. En outre, malgré un multiculturalisme accru[119] et l'arrivée au pouvoir d'un premier ministre de l'Ouest, Stephen HARPER, prônant un fédéralisme d'ouverture[120], la confrontation des nationalismes n'a pas disparu de la fédération canadienne et continuera d'influencer la dynamique de ce pays.

III. La fédération belge

A. Les origines et la formation : une jeune fédération

La fédération belge est jeune, très jeune lorsqu'on la compare à la longue histoire fédérale canadienne vieille de plus de 150 ans. L'État belge lui-même, par contre, est vieux de plus de 175 ans. La Belgique existe en tant qu'État indépendant depuis 1830. Après plusieurs siècles de domination espagnole, autrichienne et française, le territoire[121] formant

115 En effet, une partie significative des fonds prévue pour le programme fédéral de promotion de l'identité canadienne au Québec a été détournée illégalement.
116 Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 78.
117 Voyez, par exemple, Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada ».
118 Pelletier, « La dynamique fédérale au Canada », 85.
119 Will KYMLICKA rappelle, comme l'a fait avant lui Charles TAYLOR, la différence entre les États multiculturels, où « cultural diversity arises from individual and familial immigration », et les États multinationaux où « cultural diversity arises from incorporation of previously self-governing, territorially concentrated cultures into a larger state ». Certains pays comme le Canada sont à la fois multiculturels et multinationaux. Cependant, cette différence conceptuelle emporte une conséquence en termes de degré d'autonomie puisque les groupes nationaux dans les États multinationaux, comme les Québécois et les Premières nations au Canada, sont en droit d'attendre une autonomie plus substantielle que les groupes ethniques dans les États multiculturels. Voyez Taylor, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme canadien* ; Will Kymlicka, *Multicultural citizenship : a liberal theory of minority rights*, Oxford political theory (Oxford ; New York : Clarendon Press ; Oxford University Press, 1995), 6 et 9.
120 Éric Montpetit, *Le fédéralisme d'ouverture : La recherche d'une légitimité canadienne au Québec* (Sillery : Septentrion, 2007).
121 Il serait, en fait, plus correct de parler des territoires car l'État qui se créait n'avait jamais existé auparavant. Jusqu'alors, plusieurs – plus ou moins grandes – entités telles que le Comté de Flandre ou le Principauté de Liège avaient coexisté et avaient parfois été – plus ou moins – unies sous une autorité commune ; voyez, Kris Deschouwer, *Politics of Belgium : Governing a Divided Society*, Comparative Government and Politics Series (Londres : Palgrave Macmillan, 2009), 16-18.

la Belgique actuelle fut rattaché en 1815, suite au Traité de Vienne, au Royaume-Uni des Pays-Bas sous le règne du roi Guillaume I[er] d'Orange. Les politiques linguistiques – pro-néerlandaises – et religieuses – pro-protestantes – de ce dernier ont rapidement poussé les habitants, catholiques comme libéraux, des provinces du Sud à s'unir contre le régime hollandais et à proclamer, en octobre 1830, l'indépendance de la Belgique promptement reconnue par les grandes puissances européennes et, en 1839, par les Pays-Bas[122].

Si dès l'origine, ce pays connaît une grande diversité linguistique où la population s'exprime dans des dialectes d'origine germanique au Nord et romane au Sud, le français est adopté comme langue d'État, dans un État unilingue et unitaire. Cet État est dirigé par un gouvernement central qui régit les politiques nationales et est à la tête d'une structure unitaire décentralisée composée des provinces et des communes[123]. La prédominance démographique flamande ne se répercute donc aucunement dans les structures institutionnelles. Les francophones de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles tiennent les rênes du pouvoir. Toutefois, en réaction à ce quasi-monopole linguistique[124], dès le lendemain de l'indépendance de la Belgique, un mouvement flamand, emmené par la « petite » bourgeoise catholique flamande, se constitue et lutte pour la reconnaissance du néerlandais et son égalité avec le français, en Flandre en particulier. L'égalité avec le français ne sera officiellement réalisée qu'en 1898, bien que le français reste la langue dominante. Les revendications flamandes, d'abord linguistiques, mèneront progressivement à des réclamations pour plus d'autonomie culturelle, dès les années 1920, et finalement à des demandes en faveur du fédéralisme, à partir des années 1950. Ainsi, que les premières revendications fédérales émanent du nord du pays n'est guère surprenant vu la monopolisation du pouvoir par les élites francophones et la lente reconnaissance de la langue et du fait flamand[125]. Au sud du pays, dès le début du XX[e] siècle, une certaine tension linguistique est également palpable comme l'atteste la lettre restée célèbre de Jules

122 Voyez notamment Mabille, *Histoire politique de la Belgique : facteurs et acteurs de changement*, 83-97.

123 Les provinces belges ne jouissent donc pas du tout du même statut que les provinces canadiennes. Alors que ces dernières constituent une composante fondamentale de la structure fédérale du Canada, les premières font partie de la structure administrative de la Belgique et ne jouent, à ce titre, aucun rôle dans le système fédéral qui s'est mis en place par la suite.

124 Jean-Claude Scholsem, « Bref survol de la Belgique comme « laboratoire des minorités » », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 132.

125 Kris Deschouwer, « Kingdom of Belgium », in *Constitutional Origins, Structure, and Change in Federal Countries*, John Kincaid et G. Alan Tarr (dir.), A Global Dialogue on Federalism (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005), 49-50.

DESTRÉE au roi Albert I[er] dans laquelle il écrivait en 1912 : « Sire, il n'y a pas de Belges, il n'y a que des Wallons et des Flamands ».

En 1921, l'introduction du suffrage universel masculin ne modifie guère la domination politique des élites francophones malgré le poids démographique et désormais électoral des locuteurs néerlandais. Toutefois, en réponse aux demandes incessantes du mouvement flamand, les années 1920 voient des avancées législatives importantes en matière linguistique, suivies d'autres en 1932, reconnaissant et assurant, en Flandre, l'usage du néerlandais dans de nombreux domaines de la vie publique (notamment la justice, l'administration et l'enseignement). Au même moment, le bilinguisme généralisé est rejeté par une majorité de francophones et de néerlandophones, chaque groupe souhaitant avant tout protéger le statut de *sa* langue sur *sa* partie du territoire. La logique de ces lois linguistiques – et donc de l'emploi des langues en Belgique – est *territoriale*. Chaque commune est rattachée à une région linguistique unilingue, sauf pour les communes bruxelloises qui constituent la seule région bilingue. Le statut de chaque commune est défini en fonction des résultats des recensements décennaux. Les communes où vivent au moins 30 % de citoyens adultes parlant la langue d'une autre région linguistique acquièrent le statut de commune bilingue et, si la proportion de ces personnes dépasse 50 %, elles changent tout simplement de région linguistique[126]. Aux yeux des néerlandophones, cette méthode, utilisée jusqu'en 1948, se révèle particulièrement problématique à Bruxelles et dans sa périphérie en raison de la francisation de ces communes (qualifiée de « tâche d'huile » par certains responsables flamands) provoquant le recul vers le Nord de la frontière linguistique.

Les tensions politiques suscitées par ce procédé mèneront, en 1963, à la fixation de la frontière linguistique et, corollairement, des limites des quatre régions linguistiques : la région de langue néerlandaise au Nord, la région de langue française au Sud, la région de langue allemande à l'Est et la région bilingue de Bruxelles-Capitale au centre du pays, enclavée dans la région de langue néerlandaise. En termes pratiques pour les citoyens vivant dans les régions linguistiques unilingues, toutes les relations avec l'administration se font dans la langue de la région. Les communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale continuent à utiliser le français et le néerlandais dans les relations avec leurs administrés et plusieurs communes francophones et néerlandophones situées le long de la frontière

[126] Swenden et Jans, « 'Will it stay or will it go?' Federalism and the sustainability of Belgium » : 879.

linguistique (ainsi que certaines communes à l'est du pays) doivent accorder certaines facilités linguistiques[127].

Avant le clichage territorial de l'emploi des langues, les années d'occupation allemande et surtout les années de l'après-guerre avec notamment la cristallisation des tensions autour de la Question royale ont contribué au renforcement des conflits communautaires[128]. Ainsi, au début des années 1960, il semble de plus en plus clair que l'État unitaire est dépassé dans les faits. Politiquement, une structure unitaire ne permet plus de concilier les visions divergentes du vivre ensemble portées par les deux grandes communautés. Porteurs de ces visions opposées, des partis régionalistes apparaissent : la Volksunie (VU) et par la suite le Vlaams Blok – devenu en 2004 le Vlaams Belang (VB) – en Flandre, le Rassemblement wallon (RW) en Wallonie et le Front démocratique des francophones (FDF) à Bruxelles[129]. Ces partis se positionnent clairement sur le clivage communautaire dont la saillance croît rapidement[130] et « exercent de fortes pressions politiques et électorales sur les partis traditionnels […], où naquirent des ailes linguistiques »[131]. Au même moment, l'affaire de Louvain attise le différend communautaire[132]. Les trois partis traditionnels ne survivront pas à ces tensions et se

127 Rudi Janssens, *Taalgebruik in Brussel. Taalverhoudingen, taalverschuivingen en taalidentiteit in een meertalige stad* (Bruxelles : VUB Press, 2001).

128 La Question royale a divisé le pays entre partisans – plus nombreux en Flandre (72,2 %) et sur l'ensemble du territoire (57,7 %) – et opposants – plus nombreux en Wallonie et à Bruxelles (respectivement 58 % et 52 %) – au retour du Roi Léopold III après la Seconde Guerre mondiale. Il faut, toutefois, préciser qu'au sein d'une même région les opinions pouvaient être fort différentes (par exemple, l'arrondissement de Verviers, situé en province de Liège, s'était prononcé à 60 % favorable au retour du souverain).

129 À ce sujet, on pourra consulter, par exemple, Emilie van Haute et Jean-Benoit Pilet, « Regionalist parties in Belgium (VU, RW, FDF) : Victims of their own success? », *Regional & Federal Studies* 16, n°3 (2006).

130 Jusqu'alors, depuis la création de la Belgique, deux autres clivages avaient particulièrement structuré la vie politique du pays : le clivage philosophique ou Église/État et le clivage socio-économique ou possédants/travailleurs. À leur sujet, on pourra utilement consulter le travail de synthèse suivant : Vincent de Coorebyter, « Clivages et partis en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2000 (2008). Leur saillance a d'ailleurs donné lieu à une pilarisation de la société résultant en une organisation particulière du système politique sous la forme d'une consociation où chaque pilier reçoit une grande autonomie tout en maintenant des contacts entre ceux-ci via leurs élites appelées à se partager le pouvoir : Luc Huyse, *Passiviteit, pacificatie en verzuiling in de Belgische politiek : Een sociologische studie* (Anvers : Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1970) ; Lijphart, *Democracy in Plural Societies : a Comparative Exploration* ; Luc Huyse, « Political conflict in bicultural Belgium », in *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society*, Arend Lijphart (dir.) (Berkeley : Institute of International Studies, University of California, 1981) ; Lijphart (dir.), *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society* ; Kris Deschouwer, « Falling apart together. The changing nature of Belgian consociationalism, 1961-2000 », *Acta Politica* 37 (2002) ; Kris Deschouwer, « And the peace goes on? Consociational democracy and Belgian politics in the twenty-first century », *West European Politics* 29, n°5 (2006).

131 André Lecours, « Belgique », in *Guide des pays fédéraux*, Ann L. Griffiths (dir.) (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005), 100-101.

132 Dès le début des années 1960, de nombreuses voix en Flandre s'élèvent pour réclamer le départ de Louvain de la section francophone de l'Université catholique de Louvain. À partir de 1966, le conflit se durcit et divise les partis politiques en particulier le parti social-chrétien qui est encore unitaire. C'est finalement en

scinderont en 1968 pour le parti social-chrétien, en 1972 pour le parti libéral et en 1978 pour le parti socialiste.

À la veille de la première étape de la réforme de l'État, les premières demandes de fédéralisme se font entendre au nord mais également, dans une moindre mesure, au sud du pays. Cependant, les raisons et les solutions institutionnelles proposées diffèrent largement. Côté flamand, les forces nationalistes, menées notamment par la VU, réclament la transformation fédérale du pays afin de s'émanciper du carcan d'un État unitaire dominé par les francophones et d'assurer ainsi une plus grande autonomie linguistique et culturelle de la Flandre. Une structure fédérale reposant sur deux Communautés linguistico-culturelles est donc privilégiée. Dans cette configuration, Bruxelles, qui est enclavée dans la région de langue néerlandaise, serait, explique Kris DESCHOUWER, « incorporée, ou au moins intimement liée, à la communauté flamande […] »[133]. Côté wallon, le déclin économique[134] pousse certains responsables politiques à souhaiter la régionalisation des instruments de politiques économiques pour répondre le plus adéquatement possible aux besoins wallons[135]. Une structure fédérale basée sur des régions reçoit les faveurs de cette vision wallonne d'inspiration socio-économique. Côté bruxellois – francophone – une configuration à trois régions dont une région bruxelloise apparaît comme la meilleure solution pour garantir un statut particulier à Bruxelles et à sa majorité de francophones – et éviter ainsi l'incorporation pure et simple à la Flandre.

À côté de ces forces favorables – mais divergentes – à la fédéralisation, de nombreuses voix, en particulier francophones, s'élèvent contre le fédéralisme qui conduirait inévitablement selon elles à la fin de la Belgique[136]. Si ces « voix de Cassandre » s'accordent sur le besoin de dépasser la structure unitaire du pays, elles rejettent avec vigueur la solution fédérale réclamée par les forces ethnorégionalistes du nord et du sud du pays. La diversité et l'opposition entre ces forces multiples expliquent l'émergence et le développement d'un mouvement qui va mener, d'abord, à la transformation de la Belgique d'un État unitaire en un État fédéral et, ensuite, à son approfondissement par l'entremise

septembre 1968 que la crise est résolue avec le transfert de la section francophone dans une ville créée pour l'occasion, Louvain-la-Neuve, – et à Woluwe-Saint-Lambert pour la faculté de médecine – marquant la scission officielle entre la *Katholieke Universiteit Leuven* et l'Université catholique de Louvain.

133 Deschouwer, « Kingdom of Belgium », 51 (notre traduction).

134 En 1962-1963, le produit intérieur brut par habitant de la Flandre dépasse, pour la première fois depuis l'indépendance de la Belgique en 1830, celui de la Wallonie, reflétant ainsi la nouvelle situation économique : la Flandre avec une économie florissante face à la Wallonie en proie au déclin de son économie.

135 Michel Quévit, *Les causes du déclin wallon* (Bruxelles : Vie ouvrière, 1978).

136 Paul de Stexhe, *La révision de la Constitution belge 1968-1971* (Bruxelles ; Namur : Larcier ; Société d'études morales, sociales et juridiques, 1972).

de réformes de l'État : 1968-1971, 1980, 1988-1989, 1993, 2001 et probablement d'autres encore à venir.

B. Le partage des compétences : une Autorité fédérale, trois Communautés et trois Régions

La caractéristique la plus visible du paysage institutionnel fédéral belge est l'existence de deux types d'entités fédérées non hiérarchisées et se superposant : les Communautés et les Régions. Répondant aux forces centrifuges évoquées ci-dessus, les premières résultent, dès 1970, des revendications principalement flamandes pour plus d'autonomie culturelle, les secondes découlent, à partir de 1980, des demandes wallonnes et francophones pour respectivement plus d'autonomie économique et la reconnaissance de Bruxelles en tant que Région. La fédération belge montre donc un visage doublement fédéral même si, théoriquement, six entités fédérées coexistent : la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone ainsi que la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne.

Sauf pour la Région flamande, fusionnée dès sa création avec la Communauté flamande, chacune de ces entités dispose d'un parlement et d'un gouvernement[137]. Dans une logique fédérale, les parlements communautaires et régionaux sont les égaux législativement parlant du Parlement fédéral, dans leurs matières respectives et sur leur territoire. Ce dernier est aisé à décrire pour les Régions : la région de langue néerlandaise, autrement dit les cinq provinces flamandes, pour la Région flamande ; la région de langue française, autrement dit les cinq provinces wallonnes, pour la Région wallonne ; la région bilingue de Bruxelles-Capitale, autrement dit les 19 communes bruxelloises, pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le territoire de la Communauté germanophone, quant à lui, est également aisément définissable puisqu'il s'agit de la région de langue allemande, à l'est du pays. Par contre, l'absence de sous-nationalités à Bruxelles rend la définition du territoire des deux autres Communautés, flamande et française, plus difficile. La première couvre la région de langue néerlandaise et la seconde la région de langue française tandis que, pour le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, trois Commissions communautaires sont créées : la *Vlaamse Gemeenschapscommissie* (la Commission communautaire néerlandaise

[137] Respectivement qualifiés jusqu'en 2005 de conseil et d'exécutif. Dans une contribution récente, Jean-Claude SCHOLSEM revient sur la symbolique et le « pouvoirs des mots » derrière ces changements de nom : Jean-Claude Scholsem, « Des « conseils » aux « parlements » et autres variations sur le pouvoir des mots », in *Mélanges en hommage à Francis Delpérée – Itinéraires d'un constitutionnaliste* (Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2007).

ou VGC), la Commission communautaire française (Cocof) et, pour les matières bicommunautaires, la Commission communautaire commune (Cocom)[138].

Bien que l'Autorité fédérale détienne toujours des pouvoirs importants, les pouvoirs et les compétences des entités fédérées sont comparativement vastes[139]. L'existence de deux types d'entités fédérées non hiérarchisées se superposant exige une division claire des prérogatives de chacun[140]. En principe, les Communautés sont responsables des matières culturelles, personnalisables (liées aux personnes ou en néerlandais *persoonsgebonden*)[141], de l'enseignement, à trois exceptions près[142], et de l'emploi des langues dans les matières administratives et les relations sociales[143]. Quant aux Régions, elles sont compétentes dans les matières qui peuvent être organisées sur une base territoriale et/ou économique, principalement : l'aménagement du territoire et l'urbanisme, l'environnement et la politique de l'eau, la rénovation rurale et la conservation de la nature, le logement, la politique agricole et la pêche maritime, l'économie et le commerce extérieur, la politique de l'énergie, les pouvoirs subordonnés (principalement les communes et les provinces) et la tutelle administrative, la politique de l'emploi, les travaux publics et le transport, et la coopération au développement[144].

Par ailleurs, élément atypique dans la sphère des fédérations, les Communautés et les Régions jouissent du prolongement international de leurs compétences internes[145]. Ainsi, l'attribution d'une compétence va de pair avec le droit d'engager des relations internationales et de conclure des traités liés à cette compétence. Sous réserve de certaines procédures de coopération, les entités fédérées peuvent donc mener des activités

138 La VGC et la Cocof appliquent les décrets de leur Communauté respective sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale par l'entremise d'institutions, comme les écoles ou les bibliothèques. Les matières bipersonnalisables, celles qui intéressent les deux communautés comme la gestion des C.P.A.S. ou des hôpitaux publics, sont gérées par la Cocom. En outre, en 1993 la Communauté française en manque de moyens a transféré l'exercice de certaines compétences sans le financement équivalent à la Région wallonne et, à Bruxelles, via la Cocof, dotant cette dernière du pouvoir décrétal (et non plus uniquement d'application des décrets).

139 Watts, *Comparing Federal Systems*.

140 Michel Pâques et Marie Olivier, « La Belgique institutionnelle, quelques points de repère », in *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet *et al.* (dir.), Economie, société, région (Bruxelles : De Boeck, 2007).

141 Ce sont certaines matières sociales liées à la politique de la santé et à l'aide aux personnes.

142 Trois compétences sont restées fédérales : la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire, les conditions minimales pour la délivrance des diplômes et le régime des pensions du personnel employé dans le secteur de l'enseignement.

143 Ces matières sont énoncées aux articles 127, 128 et 129 de la Constitution.

144 Les compétences régionales sont reprises à l'article 6, paragraphe 1er de la loi des réformes institutionnelles de 1980, maintes fois modifiées depuis lors.

145 Pour une synthèse de ce sujet, voyez Françoise Massart-Pierard, « Les entités fédérées belges : des relations internationales peu « paradiplomatiques » », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).

paradiplomatiques d'une envergure certaine, au rang desquelles on notera les Délégations – des quasi-ambassades – dans certaines capitales ou villes en vue, la représentation à tour de rôle de la Belgique dans certaines organisations internationales, dont le Conseil des ministres de l'Union européenne, ou la signature d'accords internationaux comme la Déclaration de Bologne signée par les trois ministres belges compétents[146].

Le caractère double de la fédération belge et sa constante évolution au gré des relations et négociations communautaires expliquent les modalités du financement des Régions et des Communautés. Jusqu'en 2002, la redistribution des taxes et impôts collectés par l'Autorité fédérale sur l'ensemble du territoire (impôt sur les revenus des personnes physiques, morales, des sociétés, TVA, etc.) constituait le mécanisme principal de financement des entités fédérées alors que celles-ci disposaient déjà de larges compétences. Lors de la réforme de l'État de 2001, à la demande de la Flandre, une part d'autonomie fiscale a été accordée aux Régions, malgré les réticences francophones qui craignaient de voir la Région flamande diminuer ses taxes et ainsi renforcer sa position économique[147]. Désormais les Régions disposent d'une véritable – bien que limitée pour éviter la compétition fiscale – capacité fiscale propre, en plus de transferts financiers provenant de l'Autorité fédérale. Quant aux Communautés, les transferts demeurent la principale source de leur financement (environ 90 %) – puisqu'en raison de leur caractère non exclusivement territorial, elles ne peuvent recourir aisément ni à l'imposition ni à la taxation. Il s'agit de la redistribution annuelle d'une partie des revenus de l'impôt des personnes physiques et de la TVA en fonction de la clé de répartition des transferts adoptée en 1989 et adaptée selon l'évolution de l'indice des prix ainsi que du nombre d'étudiants. À partir de 2012, le montant des transferts sera également lié à la croissance du produit intérieur brut. Par ailleurs, s'ajoutent les revenus que les Communautés et les Régions « tirent de la vente de leurs biens et des fruits de ceux-ci »[148] et éventuellement d'emprunts.

Le financement des entités fédérées constitue indéniablement un enjeu fondamental du fédéralisme belge qui anime continuellement la dynamique fédérale. La bipolarité caractérise cette dynamique entre une Flandre économiquement puissante, encline à plus d'autonomie fiscale et moins de transferts, et un monde francophone divisé avec, d'une

[146] Françoise Massart-Piérard, « Les entités fédérées de Belgique, acteurs décisionnels au sein de l'Union européenne », *Politique et Sociétés* 18, n°1 (1999) ; Françoise Massart-Piérard, « Une étude comparée des relations entre entités fédérées au sein du système de politique extérieure en Belgique francophone », *Revue internationale de politique comparée* 12, n°2 (2005).
[147] Deschouwer, « Kingdom of Belgium », 65.
[148] Pâques et Olivier, « La Belgique institutionnelle, quelques points de repère », 67.

part, la Communauté française fragile financièrement et sans véritable capacité fiscale puisqu'un quart de ses membres vivent à Bruxelles où il est impossible de taxer uniquement les francophones, et, d'autre part, les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale qui bénéficient des transferts et jouissent d'une capacité fiscale, mais limitée par leur situation économique. On perçoit ainsi que la bipolarité constitue un des éléments principaux de la dynamique fédérale en Belgique, renforcée par la nature centrifuge du fédéralisme, qui se développe dans une logique de relations communautaires, voire parfois de conflits communautaires.

C. La dynamique fédérale : les relations communautaires

Si l'on devait résumer la dynamique fédérale en Belgique, on pourrait proposer la formule suivante : le fédéralisme résulte de la volonté d'atténuer les conflits communautaires[149]. Cependant, le fédéralisme belge s'est développé par défaut et Kris DESCHOUWER d'insister :

> […] le choix d'une solution fédérale ne fut pas délibéré. En effet, les premières révisions de la Constitution en 1970 n'avaient pas pour objectif d'être les premières étapes de la création d'un État fédéral. Au contraire, elles visaient à apaiser les conflits liés à l'organisation territoriale – linguistique – en Belgique ; en procédant de la sorte, le fédéralisme pouvait être évité[150].

Au cœur du fédéralisme belge se trouvent donc les relations communautaires entre les néerlandophones/Flamands et les francophones/Wallons. Ces relations ont été fortement influencées par une double logique : bipolaire et centrifuge. Or, Ivo D. DUCHACEK prévenait déjà il y a plus de vingt ans que ces deux caractéristiques ne plaident pas en faveur de la survie d'un tel système[151] et Jean-Claude SCHOLSEM de rappeler plus récemment qu' « un fédéralisme essentiellement *dualiste*, *bipolaire*, n'a que très peu de chances de succès. Il souffre en quelque sorte d'un handicap structurel »[152]. En Belgique, cette bipolarité touche à la fois la vie politique mais également la vie sociale, culturelle et médiatique. En effet, au-delà de la division des partis et de l'absence de partis fédéraux[153],

149 André Leton et André Miroir, *Les conflits communautaires en Belgique*, Perspectives internationales (Paris : Presses universitaires de France, 1999).
150 Kris Deschouwer, « La dynamique fédérale en Belgique », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 65.
151 Ivo D. Duchacek, « Dyadic Federations and Confederations », *Publius : The Journal of Federalism* 18, n°2 (1988).
152 Scholsem, « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? » : 286 (italiques dans l'original).
153 Kris Deschouwer, « Une fédération sans fédérations de partis », in *La réforme de l'Etat... et après ? L'impact des débats constitutionnels en Belgique et au Canada*, Serge Jaumain (dir.) (Bruxelles : Editions de l'ULB, 1997).

on trouve véritablement « deux solitudes » au sein de la société belge, tout comme au Canada, avec leur histoire et leurs mythes, leurs héros et leurs stars – ces *bekende Vlamingen* différents des francophones célèbres –, leur sphère médiatique, leur vie culturelle et qui se connaissent peu, voire pas du tout[154]. En résultent une méconnaissance de l'autre et donc une incompréhension de ses attentes ; l'absence de dialogue inter-communautaire renforce cette dynamique doublement unilatérale. « Or, rappelle Kris DESCHOUWER, dans une démocratie, personne ne peut avoir raison d'une manière unilatérale ; ainsi, la frustration s'en trouve encore grandie. Le compromis – nécessaire – en bout de course est alors plus difficile à réaliser et prend beaucoup plus de temps. Il est également plus difficile à accepter, car il faut le trouver sans perdre la face, ce qui ne favorise par la légitimité démocratique du système »[155]. Dans ce paysage bipolarisé, il existe toutefois, mais probablement moins qu'au Canada, certaines dynamiques qui ont résisté à la logique centrifuge. Pensons aux syndicats et fédérations patronales, mais également à certaines fédérations sportives, restés nationales.

Malgré cette forte dualité, la pratique du compromis et de la recherche du consensus – héritée de la tradition consociative rappelée ci-dessus – a permis de pacifier les conflits communautaires (le fédéralisme belge constitue avant tout un modèle de pacification, de *conflict management*) et d'assurer une cohabitation plus ou moins harmonieuse entre les deux grandes communautés, même si, précise André LETON,

> […] les décisions par consensus ne se révèlent […] pas toujours être les situations presque idylliques que présentent certains auteurs. Nous avons pu faire apparaître que si les compromis peuvent mettre fin au moins provisoirement à un conflit, ils ne se révèlent pas nécessairement une base solide pour de meilleures relations : l'essentiel semble plutôt que chaque partie puisse trouver dans l'accord des éléments de satisfaction permettant de présenter un bilan acceptable par ses partisans. Les compromis n'apportent d'ailleurs pas toujours de véritable solution : ils peuvent dans certains cas se révéler impossible à mettre en œuvre[156].

On peut même aller plus loin : les compromis « à la belge », s'ils ont le mérite d'apaiser une tension communautaire particulière, portent souvent en germe les graines de la prochaine discorde. La dynamique fédérale belge se vit ainsi de crise en compromis et de compromis en crise. On peut ainsi contraster le fédéralisme belge au fédéralisme canadien

---

154 Dave Sinardet et Marc Hooghe (dir.), *Is Democracy viable without a unified public opinion? The Swiss experience and the Belgian case*, vol. 3, Re-Bel e-books (Bruxelles : Re-Bel initiative, 2009). Voyez notamment l'introduction de ce livre : Marc Hooghe et Dave Sinardet, « Introduction : Is there a Belgian public opinion? », in *Is Democracy viable without a unified public opinion? The Swiss experience and the Belgian case*, Dave Sinardet et Marc Hooghe (dir.), Re-Bel e-books (Bruxelles : Re-Bel initiative, 2009).

155 Deschouwer, « La dynamique fédérale en Belgique », 71.

156 André Leton, « Contribution à l'étude des conflits communautaires en Belgique » (Thèse pour le Doctorat d'Etat en science politique, Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris II, 1989), 802.

en insistant sur l'immobilisme constitutionnel du second et l'hyper-mobilité constitutionnelle du premier. À la différence du Canada, la Belgique connaît donc une évolution de sa fédération assez remarquable. Et comme, « l'objectif final des réformes constitutionnelles n'a jamais été spécifié […] le futur reste donc ouvert »[157]. Peu d'observateurs se risquent d'ailleurs à pronostiquer l'avenir du pays bien que tous prévoient une nouvelle réforme de l'État à plus ou moins brève échéance[158]. Celle-ci semble inévitable en raison des demandes répétées pour plus d'autonomie venant de certains leaders flamands et la diminution progressive de l'opposition farouche des responsables politiques francophones à toute nouvelle avancée constitutionnelle. Mais simultanément, on assiste depuis quelques années à des appels pour le renforcement de la fédération soit par l'entremise d'une refonte de celle-ci avec des transferts de compétences dans les deux sens (du fédéral vers le fédéré et vice-versa)[159] soit via l'adaptation des structures institutionnelles comme, par exemple, l'instauration d'une circonscription fédérale qui couvrirait l'ensemble du territoire et permettrait l'élection de quinze députés par *tous* les électeurs, qu'ils vivent en Flandre, en Wallonie ou à Bruxelles – ce qui n'est pas possible actuellement[160].

D'une manière générale, la fédération belge évolue aussi fortement sous l'impulsion de l'Union européenne et d'autres institutions internationales. Ainsi, comme l'écrivent justement Jan BEYERS et Peter BURSENS, « Europa is geen buitenland »[161], l'Europe n'est pas un pays étranger. Y compris dans le débat communautaire, l'argument européen est mobilisé mais en sens divergents et parfois opposés. Tout d'abord, certains estiment que le niveau fédéral est devenu une « coquille vide » entre le niveau européen et le niveau régional – flamand en particulier. C'est, par exemple, l'argument mis en avant par le groupe de réflexions In de Warande qui prône l'indépendance de la Flandre tout en maintenant un

157 Deschouwer, « La dynamique fédérale en Belgique », 65.
158 Dave Sinardet, « Belgian Federalism Put to the Test : The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath », *West European Politics* 31, n°5 (2008) ; Lieven De Winter et Pierre Baudewyns, « Belgium : Towards the Breakdown of a Nation-State in the Heart of Europe? », *Nationalism and Ethnic Politics* 15, n°3 (2009).
159 Paul Piret, « Une Belgique en pointillés », *Etudes* 55, n°11 (2006).
160 Dave Sinardet, « De communautaire koorts : Symptomen, diagnose en aanzet tot remedie », *Samenleving en Politiek* 10, n°3 (2003) ; Kris Deschouwer et Philippe Van Parijs, « Une circonscription fédérale pour tous les Belges », *La revue nouvelle*, n°4 (2007) ; Kris Deschouwer et Philippe Van Parijs, « Een federale kieskring voor een gezonde federatie », *Samenleving en Politiek* 15, n°3 (2008). Frédéric BOUHON se pose, néanmoins, la question de savoir si ce n'est pas un placebo pour un malade incurable, Frédéric Bouhon, « La circonscription fédérale : un placebo administré à un malade incurable ? », (Liège : Université de Liège, 2007).
161 Jan Beyers et Peter Bursens, *Europa is geen buitenland. Over de relatie tussen het federale België en de Europese Unie* (Louvain : Acco, 2006).

lien européen fort[162]. L'Europe justifierait ainsi la disparition de la Belgique. Au contraire, d'autres mettent en avant que l'Europe et surtout ses États membres n'accepteraient pas les velléités d'indépendance de la Flandre pour éviter de créer un précédent qui pourrait être repris par les Basques, les Catalans, les Écossais, voire les Corses ou les Bretons. La Flandre ne serait pas le Kosovo et la balkanisation d'un pays au cœur de l'Europe, de surcroît un membre fondateur, ne serait pas nécessairement accueilli d'un œil favorable par les partenaires européens. Dans ce cas, l'Europe empêcherait la disparition de la Belgique. Enfin, certains chercheurs avancent que l'Europe vient à la rescousse de la Belgique fédérale en montrant que l'intégration européenne, d'une part, encourage la coopération entre les Régions, les Communautés et l'Autorité fédérale et, d'autre part, renforce la centralisation et empêche ainsi la disparition de cet ordre de gouvernement[163]. Ici, l'Europe justifierait la survie de la Belgique.

IV. Le fédéralisme en Belgique et au Canada

« Tant le Canada que la Belgique prônent la cohabitation harmonieuse des cultures ainsi que tous deux un juste équilibre entre la solidarité et la subsidiarité »[164], estiment le Canadien, Gérald-A. BEAUDOIN, et les deux Belges, Armand DE DECKER et Francis DELPÉRÉE. Ce constat posé par des hommes politiques[165] mérite, cependant, d'être discuté. Nous l'avons déjà écrit, le fédéralisme en Belgique et au Canada n'est pas une solution neutre. Dès lors, il n'est pas inutile de questionner et de comparer cette cohabitation *harmonieuse* des cultures ainsi que le *juste* équilibre entre la solidarité – ou la gestion commune et les intérêts communs[166] – et la subsidiarité – c'est-à-dire l'autonomie et les intérêts distincts. Cette double interrogation renvoie à deux dimensions du fédéralisme que l'on retrouve dans les deux pays étudiés : son caractère multinational, d'une part, et paradoxal, d'autre part. C'est justement la présence de ces deux dimensions qui justifie la pertinence de comparer la Belgique et le Canada.

---

162 Denkgreop "In de Warande", *Manifest. Voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa* (Bruxelles : Denkgreop "In de Warande", 2005).

163 Jan Beyers et Peter Bursens, « The European Rescue of the Federal State : How Europeanization Shapes the Belgian State », *West European Politics* 29, n°5 (2006).

164 Gérald-A. Beaudoin *et al.*, « Les fédéralismes canadien et belge », *Revue parlementaire canadienne* 22, n°4 (1999) : 1.

165 Précisons que le premier et le troisième étaient tous deux professeurs de droit à l'université avant d'entrer en politique. En 1999, Francis DELPÉRÉE n'était d'ailleurs pas encore Sénateur.

166 La traduction anglaise de cet article utilise les notions de *common interests* et de *separate interests* qui nous semblent plus parlant que respectivement la solidarité et la subsidiarité ; Gérald-A. Beaudoin *et al.*, « Canadian and Belgian Federalism », *Canadian Parliamentary Review* 22, n°4 (1999) : 1.

A. Le fédéralisme multinational

Si les États-Unis d'Amérique représentent le modèle classique d'une fédération, en raison notamment de l'influence des *Federalist Papers*[167] et plus généralement du poids politique de ce pays, le fédéralisme américain ne constitue évidemment pas la seule solution fédérale possible. En outre, les États-Unis, comme l'Australie, l'Autriche et l'Allemagne, pour n'évoquer que des fédérations occidentales, reposent sur une seule nation ; ce sont des *single-nation federations*[168]. Pour ces fédérations, le fédéralisme permet d'assurer une décentralisation suffisante et ainsi gérer une diversité essentiellement géographique, quoique parfois culturelle comme dans le cas de la Bavière ou de certains États américains. Bien différentes sont donc les *multinational democracies* qui sont « des sociétés contemporaines non seulement composées de plusieurs cultures (*multicultural*) mais aussi de deux ou plusieurs nations (*multinational*) »[169]. Avec Kenneth MCROBERTS, on peut observer que « ces 'nations internes' sont en contradiction directe avec l'idée de nation que les États centraux ont articulé eux-mêmes et qui sous-tend leur volonté d'être des 'États-nations' »[170]. Plus fondamentalement, ces nations internes portent elles-mêmes des projets de vivre ensemble qui peuvent être en opposition avec celui d'autres groupes nationaux et plus particulièrement celui du groupe dominant.

C'est donc pour gérer ces tensions « nationales » – et non pas nationalistes pour éviter le caractère péjoratif du terme – au sein d'un même pays qu'une architecture fédérale est adoptée, ou préconisée. Au-delà du caractère empirique des recherches sur le multinalionalisme ou le plurinationalisme[171], on assiste souvent à un glissement sur le terrain normatif. Ainsi, Alain-G. GAGNON note que ces fédérations multinationales démocratiques sont caractérisées par une propension à refléter une profonde *diversité* tout en maintenant une *stabilité* – ce qui peut *a priori* paraître un peu surprenant –, malgré les pressions et les contraintes pesant sur le système politique[172]. Il observe, toutefois, que

167 Hamilton *et al.*, *The Federalist Papers*.
168 John Pinder, « Multinational federations : Introduction », in *Multinational federations*, Michael Burgess et John Pinder (dir.) (New York : Routledge, 2007).
169 James Tully, « Introduction », in *Multinational democracies*, Alain Gagnon et James Tully (dir.) (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001), 1 (notre traduction et nos italiques).
170 Kenneth McRoberts, « Preface : Managing cultural differences in multinational democracies », in *The conditions of diversity in multinational democracies*, Alain-G. Gagnon *et al.* (dir.) (Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2003), iii (notre traduction).
171 Michael Keating, *Plurinational Democracy : Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2001).
172 Alain-G. Gagnon, « Democratic multinational federalism under scrutiny. Healthy tensions and unresolved issues in Canada », in *Multinational federations*, Michael Burgess et John Pinder (dir.) (New York : Routledge, 2007), 17.

l'expérience canadienne représente une des moins stables parmi les fédérations démocratiques multinationales en raison principalement de la forte quête identitaire québécoise, restée vaine jusqu'à présent[173]. C'est pourquoi, face à une « nation [canadienne] unificatrice », il en appelle à plus de fédéralisme multinational dans ce pays[174]. En Espagne, Ferran REQUEJO, un philosophe politique catalan, prône ouvertement une plus forte fédéralisation de l'État espagnol sur base du caractère multinational, selon lui, du pays[175]. La fédération belge, quant à elle, repose implicitement sur la reconnaissance du multinationalisme, sans que cela soit explicitement déclaré. Dans ce pays, le mot « nation » fait peur et est associé au nationalisme, souvent perçu négativement.

La Belgique et le Canada constituent ainsi deux fédérations multinationales. De plus, malgré la présence d'autres groupes « nationaux » comme les Premières nations ou les germanophones, la dynamique principale de ces fédérations est même *binationale*. Avec ses deux grandes communautés, le fédéralisme belge est essentiellement bipolaire. Quoique reposant sur dix provinces, la fédération canadienne connaît également cette dualité :

> […] regardons le Canada, avec ses dix provinces. Qui peut nier qu'il s'agit là, même si la division en provinces n'est évidemment pas indifférente à l'échelle d'un pays-continent, d'un exemple de fédéralisme essentiellement dualiste, avec son Québec, société distincte ?[176]

Ces deux pays reposent, comme cela a déjà été mentionné, sur deux solitudes aux visions (et sous visions) différentes du vivre ensemble. Surtout, au cœur de ces deux fédéralismes multinationaux se pose la question même de leur existence : dans de telles sociétés, le fédéralisme est censé apaiser les tensions nationales en accordant plus d'autonomie aux différentes « nations internes », mais ce faisant n'ouvre-t-il pas la voie à plus de tensions et *in fine* à la division complète du pays ? Cette question traduit le paradoxe du fédéralisme.

---

173 Alain-G. Gagnon et Raffaele Iacovino, *De la nation à la multination : les rapports Québec-Canada* (Montréal : Boréal, 2007).

174 Alain-G. Gagnon, *Au-delà de la nation unificatrice : Plaidoyer pour le fédéralisme multinational* (Barcelona : Institut d'Estudis Autonomics, 2007) ; Alain-G. Gagnon, *La raison du plus fort : Plaidoyer pour le fédéralisme multinational* (Montréal : Québec Amérique, 2008).

175 On pourra notamment consulter : Ferran Requejo, « Cultural pluralism, nationalism and federalism : A revision of democratic citizenship in plurinational states », *European Journal of Political Research* 35, n°2 (1999) ; Ferran Requejo, « Fédéralisme et groupes nationaux », *Revue internationale des sciences sociales* n°167 (2001) ; Ferran Requejo (dir.), *Democracy and National Pluralism*, Routledge Innovations in Political Theory (Londres ; New York : Routledge, 2001) ; Ferran Requejo, « Value pluralism and multinational federalism », *Australian Journal of Politics and History* 50, n°1 (2004).

176 Scholsem, « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? » : 285.

B. Le paradoxe du fédéralisme

En Belgique et au Canada, l'enjeu du fédéralisme, nous venons de le montrer, est la cohabitation entre les différents groupes nationaux formant l'État[177]. Cela dépasse, toutefois, la simple cohabitation pacifique puisqu'il s'agit d'organiser la gestion du pays en combinant une participation commune au pouvoir, voire même une solidarité, tout en offrant une autonomie suffisante à des entités distinctes et donc en permettant des itinéraires différents à chacune de celles-ci. Cependant, cette organisation du pouvoir génère un véritable paradoxe au cœur du fédéralisme multinational qui pose questions à tous les spécialistes de ce sujet[178]. Dans l'introduction d'un numéro spécial de la revue *Regional and Federal Studies*, Jan ERK et Lawrence ANDERSON l'expriment dans ces termes :

> [t]erritorial recognition of minorities through the adoption (or strengthening) of federalism may intuitively seem to be the best way to manage ethno-linguistic conflict but, in the long run, such recognition perpetuates and strengthens the differences between groups and provides minority nationalists with the institutional tools for eventual secession. Further, federalism provides opportunities for conflict between regions and centres that might otherwise not exist. The fundamental question, then, is whether federalism provides a stable, long-lasting solution to the management of conflict in divided societies or is, instead, a temporary stop on a continuum leading to secession and independence. A federal arrangement that formally recognizes ethno-linguistic diversity to help manage the political system can also set this newly—or increasingly—federal state on a path to eventual disintegration. Here, in a nutshell, is the paradox: federalism has features that are both secession inducing and secession preventing[179].

Dans son livre, *Ethnic Groups in Conflict*, publié en 1985 et considéré depuis lors comme une référence centrale de la littérature sur les conflits ethniques, Donald HOROWITZ observe qu'une division ingénieuse de l'autorité entre des régions ou des États et le gouvernement central offre un potentiel de réduction des conflits, sans toutefois surestimer ce potentiel[180]. Dans son sillage, Ted Robert GURR observe qu'une « negotiated autonomy has proved to be an effective antidote for ethnonational wars of secession in Western and Third World states »[181]. De même, Yash GHAI voit dans le fédéralisme et

---

177 C'est la différence entre les groupes nationaux et les minorités ou groupes dits culturels ; ces derniers n'ont pas vocation à gouverner l'État, même s'ils en font partie. Sur ce sujet, voyez la collection d'essais regroupés dans Will Kymlicka (dir.), *The Rights of Minority Cultures* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 1995).

178 Voyez, par exemple, Allen E. Buchanan, *Secession : the morality of political divorce from Fort Sumter to Lithuania and Quebec* (Boulder : Westview Press, 1991) ; Louis Balthazar, « The Quebec experience : Success or failure? », *Regional & Federal Studies* 9, n°1 (1999) ; Lawrence M. Anderson, « Exploring the paradox of autonomy : federalism and secession in North America », *Regional & Federal Studies* 14, n°1 (2004) ; Kristin M. Bakke et Erik Wibbels, « Diversity, Disparity, and Civil Conflict in Federal States », *World Politics* 59, n°1 (2006).

179 Jan Erk et Lawrence Anderson, « The Paradox of Federalism : Does Self-Rule Accommodate or Exacerbate Ethnic Divisions? », *Regional & Federal Studies* 19, n°2 (2009) : 191-192.

180 Donald L. Horowitz, *Ethnic Groups in Conflict* (Berkeley : University of California Press, 1985).

181 Ted Robert Gurr, *Peoples versus states : minorities at risk in the new century* (Washington : United States Institute of Peace Press, 2000), 366.

surtout l'autonomie qu'il offre un potentiel intéressant tout en pouvant servir de « springboard to secession »[182]. Toutefois, une solution fédérale gèle la division entre les groupes et les identités ce qui rend plus difficile une évolution positive de la situation. Alors qu'elle posait comme hypothèse de départ que le fédéralisme exacerbait les conflits ethniques, Nancy BERMEO, quant à elle, se montre au final plus optimiste, puisqu'elle conclut ses travaux sur une note positive : « federal institutions promote successful accommodation »[183] et ce aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays moins développés. Cependant, d'autres chercheurs ne partagent pas cet enthousiasme. Ainsi, Jack SNYDER écrit :

> [w]hile ethnofederalism does not always produce ethnic violence in late-developing, transitional societies, it does create strong incentives for their elites to mobilize mass support around ethnic themes. When other factors are favorable for intense nationalist mobilization, the legacy of ethnofederalism heightens the likelihood of conflict[184].

Une fois le constat posé d'un paradoxe du fédéralisme, deux questions s'en suivent. D'une part, il convient de savoir sous quelles conditions le potentiel du fédéralisme peut être réalisé. Plusieurs réponses apparaissent dans la littérature et ont été – ou non – appliquées en Belgique et au Canada. Elles peuvent provenir de structures institutionnelles adaptées à la démographie du pays[185], des partis politiques et surtout de la présence ou non de partis fédéraux[186] et inversement de l'absence ou non de partis régionalistes[187], de solutions juridiques notamment au regard du droit international qui rejette la sécession[188]. Partant de ces réponses, Jan ERK et Lawrence ANDERSON dressent un inventaire des facteurs favorisant les forces centripètes et les forces centrifuges en les classant selon trois

182 Yash Ghai, « Autonomy as a Strategy for Diffusing Conflict », in *International Conflict Resolution after the Cold War*, Paul C. Stern et Daniel Druckman (dir.) (Washington : National Academy Press, 2000), 501.
183 Nancy Bermeo, « The Import of Institutions », *Journal of Democracy* 13, n°2 (2002).
184 Jack Snyder, *From Voting to Violence : Democratization and Nationalist Conflict* (New York : Norton, 2000), 202.
185 Voyez notamment Michael Hechter, *Containing nationalism* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000) ; Henry E. Hale, « Divided We Stand : Institutional Sources of Ethnofederal State Survival and Collapse », *World Politics* 56, n°2 (2004) ; Jacob T. Levy, « Federalism, Liberalism, and the Separation of Loyalties », *The American Political Science Review* 101, n°3 (2007).
186 Pour le cas belge et le cas canadien, on trouvera des réflexions intéressantes dans Deschouwer, « Une fédération sans fédérations de partis » ; Sinardet, « De communautaire koorts : Symptomen, diagnose en aanzet tot remedie » ; Deschouwer et Van Parijs, « Une circonscription fédérale pour tous les Belges » ; Jean-Benoit Pilet *et al.* (dir.), *L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?*, Science politique (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2009).
187 La littérature sur ce sujet est vaste, on consultera utilement : Mikhail Filippov *et al.*, *Designing federalism : A theory of self-sustainable federal institutions* (New York : Cambridge University Press, 2004) ; Dawn Brancati, « Decentralization : Fueling the Fire or Dampening the Flames of Ethnic Conflict and Secessionism? », *International Organization* 60, n°3 (2006) ; Lieven De Winter *et al.* (dir.), *Autonomist Parties in Europe : identity politics and the revival of the territorial cleavage*, 2 vols. (Barcelone : Institut de Ciències Polítiques i Socials, 2006).
188 Allen E. Buchanan, « Federalism, Secession, and the Morality of Inclusion », *Arizona Law Review* 37, n°1 (1995).

dimensions : la volonté et la capacité politique, le dispositif institutionnel tel que codifié dans la Constitution et enfin les facteurs économiques et sociaux non codifiés[189]. C'est ici que les dynamiques belge et canadienne s'opposent.

D'autre part, une seconde réflexion surgit du paradoxe du fédéralisme et constitue le pendant de la première. Les *citoyens*, et plus particulièrement leurs divisions, constituent la raison d'être du fédéralisme ; or ils disparaissent quasi-complètement des solutions pour résoudre ce paradoxe. Deux questions subséquentes se posent. Comment voient-ils l'architecture fédérale censée apaiser les tensions dans leur pays ? Quel est l'impact de cette perception sur leurs préférences ? Cette double interrogation anime cette recherche dont l'attention est tournée vers les citoyens. Pour y répondre un dispositif méthodologique a été mis au point qu'il convient maintenant de présenter. Ce sera l'objet de notre prochain chapitre.

[189] Erk et Anderson, « The Paradox of Federalism : Does Self-Rule Accommodate or Exacerbate Ethnic Divisions? ».

Chapitre 2
Des panels citoyens délibératifs sur l'avenir du fédéralisme

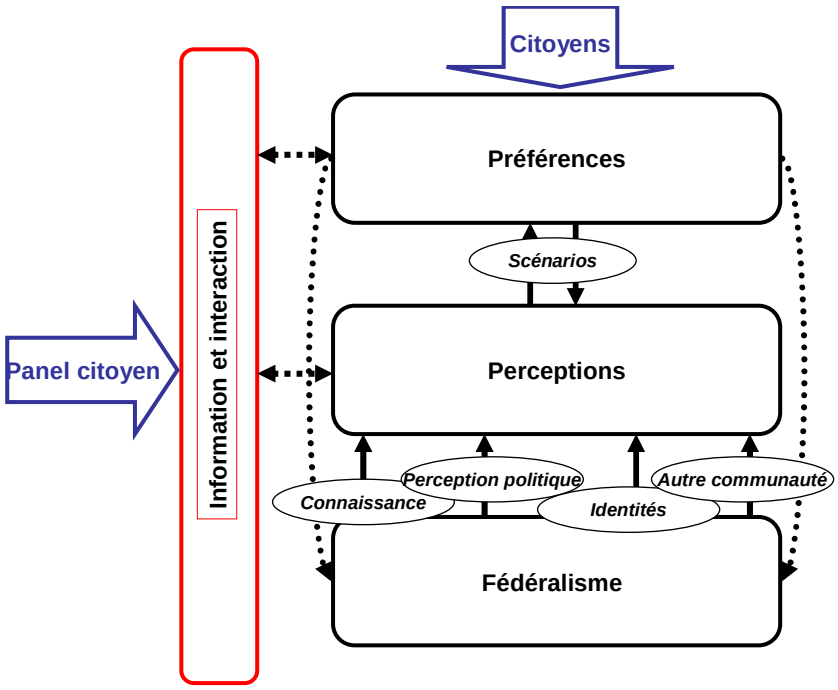
Partant de la nature multinationale et potentiellement paradoxale du fédéralisme en Belgique et au Canada, l'objectif principal de la thèse vise, rappelons-le, à étudier les liens entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir. S'inspirant de plusieurs expériences délibératives, une méthodologie particulière qui repose sur l'organisation de panels citoyens a été mise en place pour atteindre cet objectif. En effet, bien que par définition le sujet qui nous occupe principalement – le fédéralisme – soit connu de tous et qu'une majorité de citoyens a pu se faire sa propre opinion au fil du temps, tous les citoyens ne disposent pas des mêmes informations et des mêmes connaissances sur la question. Dès lors, tenter de comprendre leurs perceptions et leurs préférences, sans leur donner l'opportunité de s'informer préalablement peut s'avérer un exercice limité. Bien évidemment, il n'est pas question de créer un microcosme de délibération idéale qui serait complètement déconnecté de la réalité « concrète » des personnes interrogées. En outre, malgré la composante délibérative de la méthodologie, le but de la démarche n'est ni de pousser à un changement d'opinion ni d'obtenir un consensus entre les citoyens : l'expérience est donc individuelle même si elle se déroule – afin de susciter la délibération – dans un collectif. L'objectif de chaque panel fut donc de permettre aux participants de s'informer et de réfléchir sur le fédéralisme et ce faisant de récolter leurs perceptions et préférences fédérales mieux informées.

Dans ce chapitre, le cadre méthodologique est exposé en trois temps. Il convient, d'abord, de présenter les deux grandes variables de la recherche : les perceptions, d'une part, et les préférences, d'autre part. Ensuite, avant de présenter concrètement les panels citoyens, ceux-ci devront être replacés dans le contexte plus général qui les a vus naître, c'est-à-dire l'éclosion d'expériences délibératives au cours des deux dernières décennies. Enfin, la présentation de ces expériences et plus généralement de ce l'on pourrait qualifier d' « ère de la délibération » permettront de comprendre les choix qui ont présidé au développement et à l'organisation pratique des panels citoyens délibératifs.

I. Les perceptions et les préférences fédérales

L'étude des perceptions et des préférences constitue le cœur de la présente recherche. Ces deux variables reposent sur différentes dimensions qui permettront de traiter systématiquement le matériau recueilli lors des panels citoyens. Les comparaisons entre les terrains seront ainsi rendues par l'utilisation d'un cadre analytique commun. Dans cette partie, chacune de ces deux variables est décomposée afin d'exposer les indicateurs qui retiendront notre attention dans l'analyse du corpus. La Figure 2.1 synthétise visuellement le cadre méthodologique développé et les interactions théoriques entre les différents éléments de celui-ci.

Figure 2.1 Cadre méthodologique



A. Les perceptions

L'analyse des perceptions, qui sont parfois étudiées sous le label de « politics of perception »[190], constitue un champ important des études de sociologie politique et de psychologie politique[191]. Les perceptions constituent les premiers éléments d'une

[190] Jessica Lavariega Monforti et Gabriel R. Sanchez, « The Politics of Perception : An Investigation of the Presence and Sources of Perceptions of Internal Discrimination Among Latinos », *Social Science Quarterly* 91, n°1 (2010).

[191] La partie III de l'ouvrage, *Citizens and Politics*, dirigé par James H. KUKLINSKI offre une synthèse intéressante de l'étude des perceptions : James H. Kuklinski (dir.), *Citizens and Politics : Perspectives from Political Psychology*, Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology (New York : Cambridge University

représentation plus générale que l'on se fait d'un objet, d'une personne ou d'un groupe, d'un acte. La notion de perception, tout comme celle de représentation[192], peut s'appliquer à de nombreux objets ; c'est pourquoi il est nécessaire de conceptualiser ce que recouvre la variable « perceptions » dans notre étude. Concrètement, quatre dimensions forment les perceptions : la connaissance politique, la perception politique, les identités et les sentiments d'appartenance et, enfin, la perception de l'autre.

1. La connaissance politique

La connaissance politique constitue la première facette des perceptions[193]. Bien que la connaissance politique ne correspond pas à ce que l'on entend généralement par perception, elle entre en ligne de compte, comme une variable intermédiaire, dans la perception des trois autres dimensions. Il est d'autant plus important de la prendre en compte que la connaissance politique est généralement peu élevée, nous l'avons mentionné précédemment, mais également varie fortement entre individus[194]. Le premier constat – d'une connaissance politique généralement faible – vaut particulièrement pour les contextes fédéraux comme la Belgique et le Canada. Sur base d'une vaste enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1000 Canadiens, Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ commentent ainsi :

> [w]e should not assume that citizens know how the federation works and are able to make an informed judgement about the behaviour and the choices of different orders of government. For many Canadians, indeed for the citizens of most countries, what matters is that 'the government' does something to solve a given problem or that 'government' is remote and

Press, 2001). Pour des exemples concrets d'études des perceptions issues de différents domaines de la science politique, voyez notamment : David Denver et Gordon Hands, « Does Studying Politics Make a Difference? The Political Knowledge, Attitudes and Perceptions of School Students », *British Journal of Political Science* 20, n°2 (1990) ; Samantha Laycock, « Experience versus Perceptions : Accounting for the NHS "Perception Gap" », *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 19, n°4 (2009) ; Éric Bélanger et François Gélineau, « Does Perceived Competence Matter? Political Parties and Economic Voting in Canadian Federal Elections », *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 20, n°1 (2010).

192 Sandrine DEPEAU écrit ainsi : « [l]a notion de représentation constitue sans doute une des notions les plus polysémiques en Sciences Humaines et sociales et donc une des plus polémiques. Mais elle est surtout une des plus riche, complexe et donc souvent risquée à exposer de manière générale dans un seul article. Il n'y a qu'à recenser le nombre de volumineux ouvrages sous le titre des représentations, qu'elles soient sociales, cognitives ou encore spatiales », Sandrine Depeau, « De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale : La notion de « représentation » en psychologie sociale et environnementale », *Éso, Travaux et documents*, n°25 (2006) : 7.

193 Dans cette recherche, nous nous intéressons principalement à la connaissance politique, en d'autres termes à la connaissance du système fédéral et du fédéralisme. Cependant, dans l'analyse des comportements politiques, la compétence politique est souvent étudiée en complément de la connaissance politique. Dans cette perspective, on pourra consulter, par exemple, Henry Milner, *Civic literacy in comparative context : why Canadians should be concerned* (Montréal : IRPP, 2001) ; Loïc Blondiaux, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? », *Revue française de science politique* 57, n°6 (2007) ; Daniel Gaxie, « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » », *Revue française de science politique* 57, n°6 (2007).

194 Philip E. Converse, « Assessing the capacity of mass electorates », *Annual Review of Political Science* 3, n°1 (2000).

> unresponsive. Most Canadian citizens are only vaguely aware of the fact that Canada is a federation where authority to act is constitutionally divided between the federal and provincial governments and further divided by statute between provincial governments and local governments. On this account, the strength of the political culture of federalism is tied to understanding. Federalism literacy is thus a critical part of a political culture of federalism[195].

Quant au second constat – la connaissance politique varie fortement –, il convient dans le cadre de notre recherche d'évaluer la différence de connaissance politique entre les participants car celle-ci peut emporter certaines conséquences sur les préférences. En effet, si l'on en croit John R. ZALLER, l'information influence la perception[196]. En outre, les études sur l'impact de l'information politique révèlent que les préférences partisanes peuvent influencer la perception des faits dits objectifs. Ainsi, pour Charles S. TABER et Milton LODGE, les citoyens sélectionnent les informations qu'ils reçoivent selon leurs croyances antérieures et se montrent trop « têtus »[197] pour changer leurs perceptions et jugements[198]. D'autres chercheurs, par contre, montrent que les citoyens sont capables d'adapter leur évaluation des politiques publiques au fur et à mesure qu'ils reçoivent de l'information[199]. Ce point de vue est toutefois contesté par Larry M. BARTELS qui voit un véritable effet « pénétrant » de l'attachement partisan sur les perceptions politiques[200], confirmant ainsi le cœur de la démonstration des auteurs du célèbre livre *The American Voter*, « the role of enduring partisan commitments in shaping attitudes toward political objects »[201]. Faisant la synthèse de ces études, André BLAIS et ses collègues confirment la thèse de John R. ZALLER, « [t]o be sure, information does play a role »[202], et ajoutent que l'identification partisane influence les jugements et opinions politiques. Ces enseignements offrent le cadre général dans lequel s'inscrit le processus d'information que les citoyens

195 Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians » : 25.
196 John R. Zaller, *The nature and origins of mass opinion* (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1992).
197 En 1973, David O. SEARS et Robert E. WHITNEY avaient déjà montré cette « stubborn adherence to prior attitudes » : David O. Sears et Robert E. Whitney, *Political Persuasion* (Morristown : General Learning Press, 1973).
198 Charles S. Taber et Milton Lodge, « Motivated Skepticism in the Evaluation of Political Beliefs », *American Journal of Political Science* 50, n°3 (2006). Voyez également Charles S. Taber *et al.*, « The Motivated Construction of Political Judgments », in *Citizens and Politics : Perspectives from Political Psychology*, James H. Kuklinski (dir.), *Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology* (New York : Cambridge University Press, 2001).
199 Alan Gerber et Donald P. Green, « Rational Learning and Partisan Attitudes », *American Journal of Political Science* 42, n°3 (1998) ; Alan Gerber et Donald P. Green, « Misperceptions about Perceptual Bias », *Annual Review of Political Science* 2, n°1 (1999).
200 Larry M. Bartels, « Beyond the Running Tally : Partisan Bias in Political Perceptions », *Political Behavior* 24, n°2 (2002).
201 Angus Campbell *et al.*, *The American voter* (New York : Wiley, 1960), 135.
202 André Blais *et al.*, « Political judgments, perceptions of facts, and partisan effects », *Electoral Studies* 29, n°1 (2010) : 8.

vivront au cours des panels citoyens. Leurs préférences envers le fédéralisme réagiront-elles de la même manière dans un contexte délibératif ? En d'autres termes, sans pour autant chercher à comprendre les mécanismes psychologiques, on peut étudier l'impact de l'information politique sur leurs perceptions et leurs préférences en termes de changements ou non-changements d'opinons.

En conclusion, le dispositif méthodologique mis en place devra, d'une part, permettre aux participants de s'informer sur le fédéralisme et le système fédéral de leur pays et, d'autre part, mesurer leur connaissance politique afin d'étudier l'éventuel impact de celle-ci sur les autres dimensions des perceptions ainsi que sur leurs préférences. D'un point de vue analytique, à la suite de Kimmo ELO et Lauri RAPELI, il faudra distinguer l'*information politique* – la connaissance politique au sens strict, c'est-à-dire les informations factuelles telles que le nom des personnalités politiques, par exemple – de la *connaissance structurelle* – la connaissance politique au sens large, c'est-à-dire la compréhension du système fédéral et de sa dynamique[203]. La première pourra être mesurée par des questions de connaissance politique classiques[204], via le questionnaire, tandis que la seconde sera appréhendée au travers des discussions en focus groupes et des cartes du fédéralisme.

2. La perception politique

Cette dimension englobe les perceptions à propos du système fédéral et du fédéralisme eux-mêmes. C'est donc ce à quoi on pense spontanément lorsqu'on parle des opinions et attitudes politiques à propos de cette thématique : la satisfaction et la légitimité à l'égard du système fédéral, la confiance dans les institutions et les acteurs politiques, la nature du fédéralisme (sa ou ses raison(s) d'être) et, d'une manière plus générale, la culture politique fédérale. Pourtant, d'une manière un peu surprenante, l'ensemble de ces thématiques est peu étudié simultanément dans la littérature. Les travaux sur le fédéralisme adressent principalement le volet préférences, comme nous aurons l'occasion de le montrer, ou alors la facette identitaire, voire encore, au sein de ce que nous qualifions de perception politique, des thématiques plus précises comme la culture politique fédérale,

[203] Kimmo Elo et Lauri Rapeli, « Determinants of Political Knowledge : The Effects of the Media on Knowledge and Information », *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 20, n°1 (2010).

[204] Une littérature abondante existe sur ce sujet. Poser des questions de connaissance politique valides et pertinentes n'est pas chose aisée : Michael X. Delli Carpini et Scott Keeter, « Measuring Political Knowledge : Putting First Things First », *American Journal of Political Science* 37, n°4 (1993) ; Jeffery J. Mondak, « Reconsidering the Measurement of Political Knowledge », *Political Analysis* 8, n°1 (1999) ; Jeffery J. Mondak, « Developing Valid Knowledge Scales », *American Journal of Political Science* 45, n°1 (2001) ; Bernard Fournier et Min Reuchamps, « Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 53, n°3 (2008) ; Patrick Sturgis *et al.*, « An Experiment on the Measurement of Political Knowledge in Surveys », *Public Opinion Quarterly* 72, n°1 (2008).

nous y reviendrons, ou des problèmes spécifiques – pour ne citer qu'un exemple belge : l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Néanmoins, étudier la perception politique des citoyens pour mieux comprendre leurs préférences semble pertinent. C'est en tout cas une des hypothèses de cette recherche. Dans le contexte québécois, Andrea PERRELLA et Éric BÉLANGER notent que cette relation n'est guère étudiée[205]. En Belgique, un constat similaire peut être posé ; les études portent avant tout sur les préférences des citoyens pour l'avenir de leur pays, comme si intrinsèquement, sans aucune autre forme de procès, le fédéralisme était jugé insatisfaisant et qu'il fallait donc se tourner vers le futur. Cette vision se reflète particulièrement dans les écrits de nombreux chercheurs francophones qui commencent régulièrement leurs travaux par un avertissement à propos de la complexité du sujet[206]. « C'est exact, rappelle Geoffroy MATAGNE, [m]ais ce n'est pas propre au fédéralisme… et de nombreux phénomènes loin d'être simples et homogènes ne semblent pas appeler autant de prudence »[207]. Plus généralement, les tensions que connaissent ou ont connu les deux pays expliquent probablement ce jugement *a priori* négatif à l'endroit du fédéralisme belge et canadien. Cependant, seule une étude plus poussée des différentes facettes de la perception du système fédéral peut confirmer ou infirmer cette impression et plus précisément identifier les raisons derrière la perception politique des citoyens.

Pour ce faire, cette analyse se doit d'être la plus large possible en termes d'éléments étudiés. Premièrement, la perception du fonctionnement du système fédéral doit être évaluée. L'indicateur classique se décline sur le mode de la satisfaction. En outre, dans le cadre du fédéralisme belge, la question du partage des ressources et son corollaire, la solidarité, doit également être posée. En effet, la position de chaque citoyen sur cette thématique peut-être en lien avec, d'une part, sa perception de l'autre et, d'autre, sa vision pour l'avenir de son pays, de sa région ou de sa province. Cet indicateur renvoie également à la perception de la nature du fédéralisme. Pourquoi, selon eux, leur pays connaît-il le fédéralisme ? La raison d'être d'un vivre ensemble commun, par exemple, basé sur l'union entre deux groupes nationaux ou à l'inverse sur l'unité d'une seule et unique nation, renvoie donc à des conceptions différentes qu'il est nécessaire d'appréhender dans l'étude des perceptions.

[205] Andrea Perrella et Éric Bélanger, « Young sovereignists and attitudes about federalism », in *Annual meeting of the Canadian Political Science Association* (Saskatoon : 2007).
[206] Cet avertissement est, par exemple, récurrent chez Francis DELPÉRÉE, un constitutionnaliste belge au fort écho médiatique : Francis Delpérée, *Le fédéralisme en Europe*, Que sais-je ? (Paris : PUF, 2000), 124.
[207] Matagne, « La dynamique fédérale en Belgique et au Canada », 90.

Deuxièmement, la confiance dans les institutions et les acteurs peut révéler la perception d'un citoyen à l'égard du système fédéral et de ses composantes[208]. Les indicateurs de confiance sont intéressants à plus d'un titre[209]. D'abord, parce que la confiance vis-à-vis du système en général offre un bon étalon de la légitimité accordée à celui-ci. Ensuite, au sein de la fédération, les citoyens peuvent montrer une confiance différente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, par exemple. Cette distinction révèle une perception différente de ces deux ordres de gouvernement qui ne peut être négligée. Enfin, elle renvoie à l'interaction entre les partenaires de la fédération ; celle-ci peut relever d'une « federal trust »[210] ou non, qui peut servir à étudier la cohésion de l'ensemble fédéral.

Troisièmement, une mesure plus globale de la perception politique peut provenir, selon certains auteurs, de l'évaluation d'une culture politique fédérale chez les citoyens. Il y a plus de cinquante ans, Gabriel A. ALMOND définissait la culture politique comme le « particular pattern of orientations to political action »[211]. Les spécialistes du fédéralisme ont ensuite repris ce concept pour l'appliquer dans les contextes fédéraux. Cependant, les définitions varient. Pour les uns, comme Ivo D. DUCHACEK[212] ou Daniel J. ELAZAR[213], ils définissent la culture politique fédérale en termes de comment les citoyens voient et apprécient le système fédéral dans leur pays. Pour les autres, comme Michael BURGESS[214] ou Aaron WILDAVSKY [215], la culture politique fédérale témoigne de l'acceptation, ou non, de la diversité – qu'elle soit linguistique, ethnique ou religieuse – au sein d'un même pays. En outre, si de nombreux auteurs, à commencer par un des premiers spécialistes du fédéralisme William S. LIVINGSTON[216], estiment qu'une culture politique fédérale doit accompagner toute structure fédérale, l'étude empirique de celle-ci constitue une

[208] En science politique, la confiance a été beaucoup étudiée sous l'angle interpersonnel et son impact sur la vie sociale ; voyez Robert D. Putnam, « Bowling Alone : America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy* 6, n°1 (1995) ; Robert D. Putnam, *Bowling alone : The Collapse and Revival of American Community* (New York : Simon & Schuster, 2000) ; Alberto Alesina et Eliana La Ferrara, « Who trusts others? », *Journal of Public Economics* 85, n°2 (2002).

[209] Marc J. Hetherington, « The Political Relevance of Political Trust », *The American Political Science Review* 92, n°4 (1998).

[210] Jan Erk et Alain-G. Gagnon, « Constitutional Ambiguity and Federal Trust : The Codification of Federalism in Belgium, Canada and Spain », *Regional & Federal Studies* 10, n°1 (2000).

[211] Gabriel A. Almond, « Comparative Political Systems », *The Journal of Politics* 18, n°3 (1956) : 396.

[212] Duchacek, *Comparative federalism : The territorial dimension of politics.*

[213] Elazar, *Exploring Federalism.*

[214] Michael Burgess, *The British tradition of federalism*, Studies in federalism (Madison ; Londres : Fairleigh Dickinson University Press ; Leicester University Presses, 1995).

[215] Aaron Wildavsky, « Federalism means inequality », *Society* 22, n°2 (1985).

[216] William S. Livingston, « A Note on the Nature of Federalism », *Political Science Quarterly* 67, n°1 (1952).

thématique inexplorée[217]. Dans une enquête comparative s'étalant sur plusieurs années, Richard L. COLE, John KINCAID et Alejandro RODRIGUEZ ont tenté de synthétiser les deux définitions en opérationnalisant le concept en quelques questions[218]. Dans notre recherche, nous reprendrons leurs questions. Cependant, notre but n'est pas seulement de vérifier la présence ou non d'une culture politique fédérale en Belgique et au Canada ou de mesurer son intensité, à la manière de ces trois auteurs, car cet exercice apparaît rapidement limité mais plutôt de partir de ces indicateurs pour explorer, comme le suggèrent certains auteurs[219], les différentes conceptions du fédéralisme qui peuvent se trouver derrière une culture politique fédérale. En outre, il ne faut pas oublier qu'il existe de fortes différences interindividuelles. On doit à cet égard se demander si, pour que le fédéralisme soit « viable », une seule perception du fédéralisme est souhaitable. En d'autres mots, plusieurs visions du fédéralisme peuvent être appréhendées dans cette recherche sans que cela pose problème d'un point de vue fédéral. Finalement, qu'importe l'existence ou non d'une vraie culture fédérale, il semble plus opportun de mettre au jour les différentes cultures, au sens de visions, du fédéralisme dans les quatre terrains étudiés et d'ensuite les comparer.

3. Les identités et les sentiments d'appartenance

Parmi les quatre dimensions des perceptions, les identités et les sentiments d'appartenance constituent de loin la thématique la plus étudiée dans la littérature. Avec la perception de l'autre, cette dimension forme un triangle identitaire reposant sur trois pôles : « moi », « nous » et « eux ». Cette distinction renvoie à différentes approches du phénomène identitaire qui peuvent guider notre analyse. D'un côté, on trouve les travaux qui étudient les identités et sentiments d'appartenance d'un point de vue individuel – ce que nous qualifions de « moi ». D'un autre côté, il y a les études qui s'intéressent au phénomène de construction du « nous », en d'autres termes celles qui étudient le nationalisme.

Plusieurs conceptions des identités (ethno-)territoriales ressortent de la littérature et se traduisent par des questionnements différents. Tout d'abord, la première repose sur la

[217] Duchacek, *Comparative federalism : The territorial dimension of politics*.

[218] Richard L. Cole *et al.*, « Public Opinion on Federalism in the United States and Canada in 2002 : The Aftermath of Terrorism », *Publius : The Journal of Federalism* 32, n°4 (2002) ; John Kincaid *et al.*, « Public Opinion on Federalism in Canada, Mexico, and the United States in 2003 », *Publius : The Journal of Federalism* 33, n°3 (2003) ; Richard L. Cole *et al.*, « Public Opinion on Federalism and Federal Political Culture in Canada, Mexico, and the United States, 2004 », *Publius : The Journal of Federalism* 34, n°3 (2004) ; John Kincaid et Richard L. Cole, « Public Opinion on Issues of U.S. Federalism in 2005 : End of the Post-2001 Pro-Federal Surge? », *Publius : The Journal of Federalism* 35, n°1 (2005) ; Richard L. Cole et John Kincaid, « Public Opinion on U.S. Federal and Intergovernmental Issues in 2006 : Continuity and Change », *Publius : The Journal of Federalism* 36, n°3 (2006).

[219] Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ».

hiérarchie des identités et des sentiments d'appartenance. Dans les enquêtes, elle se transpose par la question suivante : à quel groupe estimez-vous appartenir avant tout ? Selon le contexte, les modalités proposées varient évidemment. En Belgique francophone, à titre d'exemple, six propositions sont généralement offertes : l'ensemble des Belges (pour insister sur l'idée d'une communauté de personnes), la Belgique (pour une référence plus institutionnelle), la Communauté française, la Région wallonne, la province et enfin la ville/commune. Classiquement utilisée en Belgique, depuis les premières enquêtes sur le sujet connues sous le nom de « Régioscopes »[220], cette manière d'appréhender les identités comporte un avantage et un inconvénient importants, selon Emilie VAN HAUTE et ses collègues :

> [d]e par son utilisation fréquente, l'avantage de cette question est qu'elle permet une comparaison diachronique. Elle oblige cependant le répondant à ordonner et hiérarchiser ses identités, ce qu'il ne ferait peut-être pas s'il avait la liberté de réponse[221].

La deuxième conception offre une alternative à l'échelle hiérarchique ; elle met en évidence l'intensité relative des identités, ce qui convient particulièrement bien dans un contexte multinational ou pour reprendre l'expression de Luis MORENO dans les « États d'union » comme le sont l'Espagne et la Grande-Bretagne, là où deux identités se chevauchent[222]. Cet auteur a développé une échelle de mesure des identités qui porte, depuis lors, son nom et qui a été utilisée dans de nombreux pays – favorisant ainsi les comparaisons internationales[223]. Celle-ci propose en une seule question cinq grandes

---

220 Nicole Delruelle-Vosswinckel et André-Paul Frognier, « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes I », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°880 (1980) ; Nicole Delruelle-Vosswinckel et André-Paul Frognier, « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes II », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°927-928 (1981) ; Nicole Delruelle-Vosswinckel *et al.*, « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes III », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°966 (1982) ; Nicole Delruelle-Vosswinckel *et al.*, « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes IV », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°991-992 (1983).

221 Emilie van Haute *et al.*, « Complexes identitaires ou identités complexes en Belgique fédérale », in *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet *et al.* (dir.), Economie, société, région (Bruxelles : De Boeck, 2007), 4.

222 Luis Moreno, « Identités duales et nations sans État (la Question Moreno) », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 501.Voyez également Luis Moreno, « Decentralization in Britain and Spain : The Cases of Scotland and Catalonia » (University of Edinburgh, 1986) ; Luis Moreno, « Scotland, Catalonia, Europeanization and the 'Moreno Question' », *Scottish Affairs* 45 (2006).

223 Voyez, par exemple, Alistair Cole et Jocelyn Evans, « Utilisation de l'échelle de Moreno en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) ; Lieven De Winter, « La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) ; Élisabeth Dupoirier, « De l'usage de la Question Moreno en France », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) ; Guy Lachapelle, « Identités, économie et territoire : la mesure des identités au Québec et la Question Moreno », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) ; Hubert Peres, « Genèse et contexte d'une invention : le questionnaire de Juan Linz entre identité subjective et prétentions nationalistes », *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007).

modalités : « Je me sens uniquement X », « Je me sens plus X que Y », « Je me sens aussi bien X que Y », « Je me sens plus Y que X » et enfin « Je me sens uniquement Y ».

Se démarquant d'une approche hiérarchique ou relative des sentiments d'appartenance, la troisième conception se fonde sur une vision complémentaire plutôt que concurrente des identités. Cette perspective repose sur une mesure de la fréquence et de l'intensité de celles-ci[224]. Particulièrement développé par le Centre Liégeois d'Étude de l'Opinion (CLEO), devenu le Centre d'Étude de l'Opinion de l'Université de Liège, un tel questionnement a permis de mettre en évidence que les identités sont souvent positivement corrélées, en tout cas dans le contexte wallon[225]. Ainsi, les citoyens qui se sentent fortement belges, tendent à se sentir fortement wallons et également européens[226].

Dans les quatre terrains de la recherche, la combinaison de l'échelle Moreno et d'un indicateur d'intensité servira de base à l'étude des identités et des sentiments d'appartenance des participants. En outre, lors des discussions en focus groupes, ce sujet sera débattu afin de dépasser la simple mesure par questionnaire. Cela permettra de prendre en compte la « contextualisation » des identités[227], d'étudier la « constellation des appartenances »[228] ou ce que Charles TAYLOR appelle la « plurality of ways of belonging »[229] et surtout d'analyser comment elles s'articulent entre elles.

À côté de cette investigation de l'identification individuelle des citoyens, il faut également étudier la dimension collective des identités et des sentiments d'appartenance. Celle-ci a souvent été traduite sous le vocable de nationalisme, au sens large, compris comme la construction nationale d'une communauté[230]. Anthony D. SMITH, suivi par de

---

224 Marc Jacquemain *et al.*, « Identités sociales et comportement électoral », *Res Publica* 32, n°1 (1990) ; Marc Jacquemain *et al.*, « L'identité Wallonne saisie par l'enquête. Une approche constructiviste de l'identité collective », *Res Publica* 36, n°3/4 (1994).

225 Voyez notamment : Centre liégeois d'étude de l'opinion (CLEO), « Wallobaromêtre. Les Wallons jugent leur région », in *Publication du CLEO et de la Fondation André Renard* (Liège : 1991) ; Michel Vandekeere *et al.*, « Les déclinaisons de l'identité en Wallonie. Couplages et divorces entre électorats, appartenances et prises de position en matière communautaire et institutionnelle », in *Élections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, André-Paul Frognier et Anne-Marie Aish (dir.) (Bruxelles : De Boeck, 1994).

226 Marc Jacquemain (dir.), *Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon*, vol. 6, *Fédéralisme Régionalisme* (2005-2006).

227 On peut, en effet, penser que les identités des citoyens peuvent varier – ou plus précisément être activées – selon le contexte dans lequel ils se trouvent : Vandekeere *et al.*, « Les déclinaisons de l'identité en Wallonie. Couplages et divorces entre électorats, appartenances et prises de position en matière communautaire et institutionnelle ».

228 Alain Dieckhoff (dir.), *La constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme* (Paris : Les Presses de Sciences Po, 2004).

229 Charles Taylor, « Shared and divergent values », in *Options for a new Canada*, Ronald L. Watts et Douglas M. Brown (dir.) (Toronto : University of Toronto Press, 1991), 76.

230 La littérature sur ce sujet est extrêmement vaste, parmi les œuvres séminales, on trouve notamment Hans Kohn, *The Idea of Nationalism* (New York : Macmillan, 1945) ; John Armstrong, *Nations Before Nationalism*

nombreux autres théoriciens du nationalisme[231], distingue l'évolution identitaire des communautés selon deux types de nationalisme qui constituent des idéaux types[232].

D'une part, la société et les institutions peuvent se fonder sur une unité culturelle que ce soit la langue ou la religion, par exemple[233]. La base de l'inclusion et de l'exclusion repose donc sur l'ethnicité[234]. L'attachement de l'individu à la communauté est symbolique et émotionnel, plutôt que pragmatique ou utilitaire[235]. Ce premier type de nationalisme est qualifié d'ethnique ou encore de culturel ou de primaire. Comme l'exprimait Ernest RENAN, dans un discours donné à la Sorbonne en 1882 intitulé « Qu'est-ce qu'une nation ? » :

> [u]ne nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. […] L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie[236].

D'autre part, la société peut se construire dans une perspective instrumentale et pragmatique. Cette conception de la nation se fonde sur la citoyenneté[237]. L'inclusion et l'exclusion reposent sur des principes légaux et des valeurs communes[238]. Ce second type de nationalisme est appelé civique, politique, territorial ou secondaire.

Puisque ces deux types constituent des idéaux types, peu de nationalismes prennent exclusivement une forme au détriment de l'autre. Par ailleurs, il ne s'agit pas non plus de hiérarchiser ces deux formes de nationalisme selon la formule *ethnic is bad, civic is good*.

(Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982) ; Ernest Gellner, *Nations and nationalism* (Ithaca : Cornell University Press, 1983) ; Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations* (Oxford : Blackwell, 1986) ; John Hutchinson, *The Dynamics of Cultural Nationalism* (Londres : Unwin Hyman, 1987) ; Liah Greenfeld, *Nationalism. Five Roads to Modernity* (Cambridge : Harvard University Press, 1992) ; Benedict R. Anderson, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2ème éd. (Londres : Verso, [1983] 1991).

231 Outre les travaux qui ont été cités ci-dessus, voyez, par exemple, pour une réflexion ancrée dans le contexte canadien : Ramsay Cook, « Nationalist Ideologies in Canada » (paper presented at the Conference on the future of the Canadian Federation, University of Toronto, Toronto, 1977) ; Raymond Breton, « From Ethnic to Civic Nationalism. English Canada and Quebec », *Ethnic and Racial Studies* 11, n°1 (1988).

232 Anthony D. Smith, *Theories of nationalism* (Londres : Duckworth, 1971).

233 Anthony D. Smith, *The Ethnic Revival* (Cambridge : Cambridge University Press, 1981).

234 Marco Martiniello, *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Que sais-je ? (Paris : Presses universitaires de France, 1995).

235 Michael Bruter, « Winning Hearts and Minds for Europe : The Impact of News and Symbols on Civic and Cultural European Identity », *Comparative Political Studies* 36, n°10 (2003).

236 Joseph Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ? Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882* (1882).

237 Serge Bernstein et Pierre Milza, *Histoire de l'Europe*, 5 vols. (Paris : Hatier, 1994).

238 Dans le contexte canadien, Michael IGNATIEFF décrit le nationalisme civique comme une « community of equal, rights-bearing citizens, united in patriotic attachment to a shared set of political practices and values », Michael Ignatieff, *Blood & Belonging* (Toronto : Penguin Canada, 1993), 6. Depuis 2006, ce professeur de renommée internationale s'est engagé dans la politique et est devenu en mai 2009 le chef du Parti libéral du Canada.

Plusieurs auteurs dont David BROWN montrent que ces deux types de nationalisme possèdent des vertus et des vices et que la violence n'est pas l'apanage exclusif d'un seul[239]. C'est donc sur base de ce cadre théorique qu'il faudra explorer les visions – puisqu'elles seront probablement plurielles – de la nation belge et de la nation canadienne, mais également des nations québécoise, flamande, francophone, anglophone voire autre qui émergeront des panels citoyens de Liège, Montréal, Kingston et Anvers. On peut supposer, mais il faudra le vérifier, que la perception que chaque citoyen a de la collectivité – pour ne pas utiliser un mot chargé de sens comme la nation – à laquelle il s'identifie aura un impact sur ses perceptions et préférences fédérales. Ainsi, l'identité en termes de « moi » mais également en termes de « nous » participe à la construction d'une vision de l'avenir du pays et ce d'autant plus que la dimension identitaire transcende les débats politiques et constitutionnels au Canada et en Belgique.

4. La perception de l'autre

Toute construction identitaire se fonde sur une vision de soi et du « nous », mais également une vision, une perception de l'autre[240] qui reste à définir. Cette dernière dimension des perceptions complète ainsi le triangle identitaire en explorant le « eux ». Dimitrios KARMIS et Jocelyn MACLURE précisent ainsi que la « difference is constitutive of any identity. Otherness is both internal and external to identity »[241]. Charles TAYLOR ajoute que la quête identitaire est une démarche légitime pour tout être humain et pour tout groupe humain et que ce processus ne peut avoir lieu dans l'isolement ; il doit se réaliser par *voie dialogique*, c'est-à-dire, dans les rapports avec d'autres[242]. Dans les sociétés divisées, cette perspective dialogique prend tout son sens puisque l' « autre » est parfaitement identifiable et les rapports qu'un groupe entretient avec l'autre constituent le moteur de la

[239] David Brown, *Contemporary Nationalism. Civic, Ethnocultural and Multicultural Politics* (Londres : Routledge, 2000). Cet auteur ajoute que le nationalisme ethnique ne peut être vu, nécessairement, comme exclusiviste et violent. En effet, le nationalisme jacobin français qui est un exemple type de nationalisme civique fut à la fois exclusiviste et violent alors que les nationalismes écossais et québécois contemporains, qui sont plutôt de type ethnique, respectent la différence et sont pacifiques.

[240] Denise VAN DAM utilise la notion d' « identité interculturelle » pour traduire les attitudes vis-à-vis de l'autre région : Van Dam, *Flandre, Wallonie : le rêve brisé : Quelles identités culturelles et politiques en Flandre et en Wallonie*. La notion de « perception de l'autre » que nous privilégions permet de sortir, d'une part, du strict carcan culturel pour embrasser éventuellement d'autres types de ressemblances ou dissemblances et, d'autre part, d'une logique exclusivement basée sur les rapports entre deux groupes.

[241] Dimitrios Karmis et Jocelyn Maclure, « Two escape routes from the paradigm of monistic authenticity : post-imperialist and federal perspectives on plural and complex identities », *Ethnic and Racial Studies* 24, n°3 (2001) : 379.

[242] Taylor, *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme canadien* ; Charles Taylor et Amy Gutmann (dir.), *Multiculturalism : Examining the Politics of Recognition* (Princeton : Princeton University Press, 1994).

dynamique politique. En outre, pour certains, l'autre est source de tous les maux. Les préjugés jouent d'ailleurs un rôle dans les conflits ethniques[243].

Cette dimension mérite donc que l'on s'y attarde dans notre étude des perceptions. Il y a tout d'abord l'aspect connaissance de l'autre. Il est souvent écrit que les Québécois ne connaissent pas les Canadiens anglophones et l'inverse semble encore plus vrai[244]. En Belgique, un constat similaire peut être posé : une grande enquête conjointe des journaux *De Standaard* et *Le Soir*, en mars et avril 2007, a montré, sur base d'un sondage mais également de récits plus « qualitatifs », la méconnaissance réciproque des deux communautés. Autre exemple, les *bekende Vlamingen*, les Flamands célèbres, sont souvent de parfaits inconnus en Communauté française et vice-versa. Pour étudier la perception de l'autre, il s'agit donc en premier lieu de prendre en compte la connaissance que les citoyens ont de l'autre « communauté » et de ses habitants. En outre, on ne peut réduire l' « autre » à une seule communauté ; il est probable que d'autres « autres » entrent en ligne de compte. Sans être exhaustif, on pensera aux peuples autochtones au Canada ou aux germanophones en Belgique. Ensuite, la thématique des préjugés, et notamment ceux que les médias peuvent véhiculer, doit être explorée. Ces deux premiers éléments sont, en fait, fort liés. Par exemple, dans le cas belge, Jozef Remi NUTTIN a montré que ce sont les personnes qui connaissent le moins les habitants de l'autre communauté qui développent pourtant les stéréotypes et les préjugés les plus forts[245]. Enfin, cette exploration conduit au cœur de la perception de l'autre : l'existence ou non de différences. Une réponse positive – qui malgré ce que l'on pourrait croire *a priori* n'est peut-être pas automatique – à cette première interrogation mène à une double question. D'une part, quelle est la nature de ces différences ? Sont-elles simplement liées à la grandeur et/ou à la diversité du pays ? Sont-elles uniquement d'ordre linguistique ou culturel ? D'autre part, ces différences entraînent-

[243] Donald P. Green et Rachel L. Seher, « What role does prejudice play in ethnic conflict? », *Annual Review of Political Science* 6, n°1 (2003).

[244] Cela transparaît même dans les recherches scientifiques ; par exemple, dans celles sur le fédéralisme canadien, les auteurs francophones sont bien moins cités, proportionnellement, par les auteurs anglophones que ces derniers par les premiers : Rocher, « The End of the "Two Solitudes"? The Presence (or Absence) of the Work of French-speaking Scholars in Canadian Politics » ; Patrick Fafard et François Rocher, « The Current State of Federalism Studies in Canada (2000-2007) : A Quantitative and Qualitative Review of the Scholarly Literature », in *CPRN Research Report* (Ottawa : Canadian Policy Research Networks, 2008) ; Patrick Fafard et François Rocher, « The evolution of federalism studies in Canada : From centre to periphery », *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 52, n°2 (2009).

[245] Jozef Remi Nuttin, « Gezindheid van Vlaamse studenten tegenover de Walen : sociaal-psychologisch onderzoek naar het verband tussen de gezindheid en het contact » (Katholieke Universiteit Leuven, 1957) ; Joseph Remi Nuttin, *Het stereotiep beeld van Walen, Vlamingen en Brusselaars : hun kijk op zichzelf en elkaar : een empirisch onderzoek bij universitairen*, Mededelingen van de Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België. Klasse der letteren (Brussel : Paleis der Academiën, 1976).

elles des conséquences sur le plan politique ? Justifient-elles l'organisation d'un vivre ensemble politique autonome, voire distinct ou même séparé ? C'est à cette série d'interrogations qu'il faudra tenter de répondre afin de conclure l'analyse des perceptions des citoyens belges et canadiens.

B. Les préférences

Comment les citoyens belges néerlandophones, belges francophones, canadiens anglophones et québécois voient-ils l'avenir de leur pays, de leur région, de leur province ? Dans les quatre terrains étudiés, sauf à Kingston, cette question est au cœur de l'actualité, plus ou moins intensément selon les moments. En Flandre, au Québec et en Wallonie, la vision de l'avenir de leur région[246], au sein ou non du pays, divise la population. En Ontario, par contre, on ne trouve pas une dynamique similaire ; certes le fédéralisme canadien n'est pas loué par l'ensemble de la population mais, pour eux, l'avenir du Canada sera fédéral. Cependant, des différences peuvent apparaître quant aux souhaits de voir le système fédéral, notamment au regard des pouvoirs du gouvernement fédéral ou des relations entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral, évoluer dans une direction plutôt qu'une autre. Des études menées dans ces deux pays montrent que des tensions existent au sein de la population à l'endroit de l'avenir de la fédération, de l'avenir du fédéralisme[247].

Concrètement, l'analyse des préférences peut se faire à deux niveaux – et doit s'adapter à la réalité de chaque terrain[248]. D'une part, l'attention peut se concentrer sur les opinions vis-à-vis de l'évolution du système fédéral, sur l'échelle classique centralisation-décentralisation ou unité-diversité. Évidemment, des visions plus nuancées émergeront des études de terrain. Par exemple, il ne semble pas impossible d'accepter généralement une augmentation des pouvoirs du fédéral, tout en souhaitant sur des points précis une diminution de ses compétences. En outre, il s'agit d'aller au-delà de la seule récolte des réponses à cette question pour comprendre les raisons derrière ces différentes positions. Les discussions en focus groups permettront de faire ressortir les arguments pour ou contre ces évolutions.

[246] Le terme est utilisé ici dans un sens générique ; c'est d'ailleurs pourquoi il est écrit avec une minuscule.
[247] Deux études récentes ont fait le point sur cette question respectivement au Canada et en Belgique : Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada » ; Dave Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).
[248] C'est pour cela que chaque étude de terrain sera introduite par une mise en contexte.

D'autre part, l'analyse doit également considérer les visions de l'avenir hors du cadre fédéral. C'est particulièrement vrai pour une partie de la population québécoise, mais c'est également le cas en Belgique néerlandophone et en Belgique francophone ainsi qu'au Canada anglophone, même si cela pourrait paraître surprenant au premier abord. Toutefois, ces préférences non fédérales ne se traduisent pas de la même façon selon le contexte et surtout ne procèdent pas du même souhait – l'objectif de cette thèse consiste justement à étudier ces deux dimensions. Au Québec, le débat sur l'avenir du Québec met face-à-face deux alternatives dont une consiste à sortir de la fédération canadienne : c'est l'option de la souveraineté assortie ou non d'un partenariat[249]. En Flandre, on trouve également un mouvement indépendantiste/séparatiste qui prône la séparation de cette région du reste de la Belgique – la définition du reste de la Belgique et plus particulièrement du sort de Bruxelles n'est pas tranchée. Néanmoins, à l'autre extrême, il y a des Belges néerlandophones qui souhaitent le rétablissement de l'État unitaire et donc la disparition du système fédéral mis en place depuis 1970. Ainsi, à côté de préférences fédérales, au sens strict, se côtoient des options non fédérales. En Wallonie, ce schéma existe également, mais pas dans les mêmes proportions[250]. D'un côté, un petit groupe de Wallons appelle au rattachement de la Wallonie à la France. De l'autre, un groupe nettement plus important – on parle souvent d'un tiers des Belges francophones – est favorable au retour à une Belgique unitaire. Enfin, au Canada anglophone, et plus particulièrement en Ontario, si on ne trouve ni de séparatistes – ni de rattachistes aux États-Unis[251] – ni d'unitaristes au sens belge du terme, il y a cependant une frange de la population qui plaide pour une centralisation tellement forte des compétences au niveau fédéral pour des raisons d'efficacité et d'efficience que cela rendrait l'existence des provinces inutile – même s'ils n'appellent pas à leur disparition formelle.

Les contextes diffèrent donc largement, mais les préférences peuvent s'appréhender dans une perspective similaire. Conceptuellement, une question-phare réunit les deux niveaux de préférences (les préférences fédérales et les préférences non fédérales). Cette question exclusive propose des scénarios pour l'avenir du fédéralisme qui s'inscrivent sur un continuum allant d'un retour à l' État unitaire, en Belgique, et d'un renforcement des

[249] Dans cette section, afin de ne pas l'alourdir inutilement, nous ne renvoyons pas à des références précises ; mais nous dresserons un inventaire détaillé de la littérature dans les chapitres présentant les études de terrain respectives.

[250] On trouvera des chiffres précis, issus de sondages d'opinion, dans la première section du chapitre 3.

[251] Dans le chapitre 5, on verra d'ailleurs que l'identité canadienne se définit en partie en opposition aux États-Unis.

pouvoirs du gouvernement fédéral, au Canada, à la séparation de la Belgique et à l'indépendance du Québec. À côté de cet indicateur s'ajoutent des indicateurs complémentaires qui invitent chaque citoyen à se positionner par rapport à chacun des scénarios. Dans la réalité politique, certains scénarios peuvent être jugés idéalistes tandis que d'autres peuvent paraître suffisamment bons mêmes s'ils ne sont pas idéaux. Il est donc judicieux de permettre aux citoyens d'exprimer leurs préférences, qu'elles soient idéalistes, réalistes ou les deux. Dans cette recherche, nous combinons ainsi une analyse à la fois exclusive et complémentaire des préférences afin de saisir le plus précisément possible la vision de l'avenir du fédéralisme portée par chaque participant.

Enfin, ce questionnement en termes de préférences prend d'autant plus de sens que les citoyens interrogés ont l'occasion de s'informer sur les différentes options lors de rencontres avec des experts et des personnalités politiques, d'une part, et d'échanger avec d'autres participants sur ce sujet, d'autre part. L'exercice en devient donc moins artificiel puisque les panels citoyens sont supposés permettre aux citoyens de mieux comprendre, s'ils le jugent nécessaire, les enjeux derrière chacun des scénarios proposés. Le recours à un tel processus informatif et interactif s'inscrit dans la foulée d'expériences délibératives issue d'une réflexion plus générale sur la démocratie délibérative.

II. L'ère de la délibération

Depuis deux décennies, la science politique connaît un double mouvement « délibératif ». D'une part, un mouvement théorique et philosophique, en réaction aux malaises, à certains égards, de la démocratie représentative ; d'autre part, un mouvement empirique tentant d'appliquer, dans le concret, ce premier mouvement en renouvelant les outils et les forums existants et en développant de nouvelles méthodes. Sans chercher à engager le débat avec cette littérature en forte croissance, la présente étude s'est appuyée sur celle-ci afin de développer le dispositif méthodologique permettant de répondre à notre question de recherche. Avant de le présenter dans la prochaine partie, il convient d'esquisser l'état de la littérature sur la délibération, et plus particulièrement, présenter les expériences délibératives qui ont inspiré la nôtre.

A. L'âge de la délibération

Dans une époque de transformation des pratiques et des valeurs politiques traditionnelles notamment en termes de participation et d'engagement politiques, la démocratie représentative classique que l'Occident connaît depuis les Lumières est remise

en question. Face à ce malaise, un premier mouvement en faveur de la délibération s'est développé rapidement menant au « coming of age of deliberative democracy »[252] suivi, au tournant du siècle, d'un véritable « deliberative democracy turn »[253]. Aux sources de ce mouvement se trouvent des philosophes politiques qui voient dans la légitimité apportée par la délibération – cependant contestée par certains[254] – la meilleure façon de redynamiser les démocraties représentatives occidentales. Il s'agit d'intégrer l'exigence de *reason-giving* dans le processus démocratique[255]. D'une manière générale, la délibération peut être définie, selon les termes de Maeve COOKE, comme « an unconstrained exchange of arguments that involves practical reasoning and always potentially leads to a transformation of preferences »[256].

L'attraction – voire l' « impératif » pour les chercheurs français Loïc BLONDIAUX et Yves SINTOMER[257] – de la démocratie délibérative transcende véritablement les études actuelles sur la démocratie et a donné naissance à plusieurs théories de la démocratie délibérative[258]. C'est ainsi que deux des plus grands philosophes du XX[e] siècle, Jürgen

---

252 James Bohman, « Survey Article : The Coming of Age of Deliberative Democracy », *Journal of Political Philosophy* 6, n°4 (1998).

253 John S. Dryzek, *Deliberative democracy and beyond : liberals, critics, contestations*, Oxford political theory (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000).

254 Par exemple, Lynn M. Sanders, « Against Deliberation », *Political Theory* 25, n°3 (1997) ; Cass R. Sunstein, « Deliberative Trouble : When groups go to extremes », *Yale Law Journal* 110, n°1 (2000) ; John Parkinson, « Legitimacy Problems in Deliberative Democracy », *Political Studies* 51, n°1 (2003) ; John Parkinson, *Deliberating in the real world : problems of legitimacy in deliberative democracy* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2006).

255 La pléthore de travaux et réflexions sur ce sujet ne peut être évoquée exhaustivement ici. À titre d'exemples, voyez notamment, Jürgen Habermas, *Legitimation crisis* (Boston : Beacon Press, 1975) ; Jane J. Mansbridge, *Beyond adversary democracy* (New York : Basic Books, 1980) ; Joshua Cohen, « Deliberation and Democratic Legitimacy », in *The Good Polity*, Alan Hamlin et Phillip Petit (dir.) (Oxford : Blackwell, 1989) ; Joshua Cohen, « The Economic Basis of Deliberative Democracy », *Social Philosophy & Policy* 6, n°2 (1989) ; Seyla Benhabib (dir.), *Democracy and Difference : Contesting the Boundaries of the Political* (Princeton : Princeton University Press, 1996) ; James Bohman, *Public Deliberation : Pluralism, Complexity, and Democracy* (Cambridge : MIT Press, 1996) ; Amy Gutmann et Dennis F. Thompson, *Democracy and disagreement* (Cambridge : Harvard University Press, 1996) ; Jürgen Habermas, *Between facts and norms : contributions to a discourse theory of law and democracy*, Studies in contemporary German social thought (Cambridge : MIT Press, 1996) ; Jon Elster (dir.), *Deliberative Democracy*, Cambridge Studies in the Theory of Democracy (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1998) ; Amy Gutmann et Dennis F. Thompson, *Why deliberative democracy?* (Princeton : Princeton University Press, 2004).

256 Maeve Cooke, « Five Arguments for Deliberative Democracy », *Political Studies* 48, n°5 (2000) : 948.

257 Loïc Blondiaux et Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix* 15, n°57 (2002).

258 Pour une recension de ces différentes théories, on pourra consulter utilement : Gutmann et Thompson, *Why deliberative democracy?* , 1-39. En outre, plusieurs ouvrages collectifs offrent des contributions émanant des iniateurs de ces courants théoriques : Benhabib (dir.), *Democracy and Difference : Contesting the Boundaries of the Political* ; James Bohman et William Rehg (dir.), *Deliberative Democracy : Essays on Reason and Politics* (Cambridge : MIT Press, 1997) ; Elster (dir.), *Deliberative Democracy* ; Stephen Macedo (dir.), *Deliberative politics : essays on democracy and disagreement*, Practical and professional ethics series (New York ; Oxford : Oxford University Press, 1999) ; James S. Fishkin et Peter Laslett (dir.), *Debating deliberative democracy*, Philosophy, politics and society (Malden : Blackwell, 2003) ; Samantha Besson et José Luis Marti (dir.), *Deliberative democracy and its discontents*, Applied legal philosophy (Aldershot ; Burlington : Ashgate, 2006).

HABERMAS[259] et John RAWLS[260], ont proposé des visions différentes de ce que doit être la démocratie délibérative – le premier insistant davantage sur la procédure et le second plutôt sur l'objectif d'atteindre une *public reason*[261]. Toutefois, rejetant les conceptions de la démocratie réduisant la politique à la seule recherche du pouvoir ou de son propre intérêt dans la tradition des écrits de Joseph Alois SCHUMPETER[262] et de Anthony DOWNS[263], toutes ces théories, malgré leurs oppositions sur certaines modalités, s'accordent sur l'importance de la délibération dans toute définition de la démocratie contemporaine. Le bénéfice de la démocratie délibérative se trouve dans l'exigence de *reason-giving* qui offre ainsi une plus grande légitimité à toute décision issue d'un tel processus. Dennis F. THOMPSON précise que « this benefit is inherent in the process, not a consequence of it »[264]. Malgré cet enthousiasme, cette vision normative se confirme-t-elle dans la réalité ?

B. L'éclosion d'expériences délibératives

Dans la foulée du mouvement théorique et philosophique en faveur de la démocratie délibérative, de nombreux chercheurs ont voulu vérifier *in concreto* les qualités présumées de la délibération[265]. Un mouvement empirique a donc accompagné le

---

259 Voyez tout d'abord les ouvrages classiques du philosophe allemand : Habermas, *Legitimation crisis* ; Jürgen Habermas, *The Theory of Communicative Action*, 2 vols. (Boston : Beacon Press, 1984) ; Jürgen Habermas, *The structural transformation of the public sphere : an inquiry into a category of bourgeois society*, Studies in contemporary German social thought (Cambridge : MIT Press, 1989) ; Jürgen Habermas, *Moral Consciousness and Communicative Action*, Studies in Contemporary German Social Thought (Cambridge : MIT Press, 1990) ; Habermas, *Between facts and norms : contributions to a discourse theory of law and democracy*. Il y a également des articles plus récents notamment : Jürgen Habermas, « Concluding comments on empirical approaches to deliberative politics », *Acta Politica* 40, n°3 (2005) ; Jürgen Habermas, « Political Communication in Media Society : Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research », *Communication Theory* 16, n°4 (2006).

260 John Rawls, « Reply to Habermas », *The Journal of Philosophy* 92, n°3 (1995) ; John Rawls, « The Idea of Public Reason Revisited », *Chicago Law Review* 64, n°3 (1997) ; John Rawls, « The Idea of Public Reason », in *Deliberative Democracy : Essays on Reason and Politics*, James Bohman et William Rehg (dir.) (Cambridge : MIT Press, 1997).

261 Dans un article de synthèse important, Maeve COOKE revient sur les similitudes et les différences entre ces deux philosophes au sujet de la démocratie délibérative : Cooke, « Five Arguments for Deliberative Democracy ».

262 Joseph Alois Schumpeter, *Capitalism, socialism, and democracy* (New York ; Londres : Harper & Brothers, 1942).

263 Anthony Downs, *An economic theory of democracy* (New York : Harper, 1957).

264 Dennis F. Thompson, « Deliberative Democratic Theory and Empirical Political Science », *Annual Review of Political Science* 11, n°1 (2008).

265 Jürg STEINER met en garde les chercheurs d'un risque potentiel de « concept stretching » à propos de la délibération. S'il y a certainement différentes versions du concept de délibération, toute interaction ne peut entrer sous le vocable de délibération. Pour cet auteur, rejoignant de nombreux autres déjà cités, le cœur de celle-ci est le suivant : « political actors should be willing to change their preferences by the force of the better argument in truly listening to the points of view of others », Jürg Steiner, « Concept Stretching : The Case of Deliberation », *European Political Science* 7, n°2 (2008) : 187. Dès lors, un usage comme le font David AUSTEN-SMITH et Timothy J. FEDDERSEN de la délibération dans une perspective de théories des jeux où les acteurs peuvent mentir ne peut être considéré comme une forme de délibération : David Austen-Smith et Timothy J.

mouvement théorique et l'a même dépassé en termes quantitatifs[266], malgré l'existence d'un certain fossé entre les approches philosophiques et les études de terrain qui n'est, à l'heure actuelle, que partiellement comblé[267]. Si l'on tente de recenser les différentes expériences délibératives, on peut distinguer trois grandes catégories, qu'il est utile de passer rapidement en revue, même si ce sont celles du troisième type qui ont le plus inspiré cette recherche.

1. La délibération dans les institutions formelles

Si la démocratie délibérative a vu le jour en réaction à la démocratie représentative, on trouve pourtant dans les institutions de ce type des mécanismes de délibération formels et informels. En premier lieu, au sein même de l'institution au cœur de la démocratie représentative, le Parlement, la délibération occupe le devant de la scène. Dans un ouvrage séminal comparant les débats parlementaires en Allemagne, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Suisse, Jürg STEINER, André BÄCHTIGER, Markus SPÖRNDLI et Marco R. STEENBERGEN explorent le rôle des discussions et des arguments en politique[268]. « Talk matters » constitue le cœur de leur démonstration et ils précisent : « the nature of speech acts inside legislatures is a function of institutional rules and mechanisms, and bears an influence on political outcomes that transcends those rules and mechanisms »[269]. Ce faisant, ils estiment que la recherche empirique peut contribuer à résoudre les grandes controverses traversant la théorie démocratique[270]. Concrètement leur apport passe par la construction d'un *Discourse Quality Index* (DQI) qui mesure la qualité de la délibération[271]. La délibération en soi ne constitue donc pas la solution miracle, elle se doit d'être mesurée qualitativement.

Feddersen, « Deliberation, Preference Uncertainty, and Voting Rules », *The American Political Science Review* 100, n°2 (2006). Pour d'autres exemples de ce type, voyez Jürg Steiner *et al.*, *Deliberative Politics in Action : Analyzing Parliamentary Discourse*, Theories of Institutional Design (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2004), 43-52.

266 Pour des recensions des études empiriques sur la démocratie délibérative, voyez Tali Mendelberg, « The deliberative citizen : theory and evidence », in *Research in Micropolitics : Political Decisionmaking, Deliberation and Participation*, Michael X. Delli Carpini *et al.* (dir.) (Greenwich : JAI Press, 2002) ; Michael X. Delli Carpini *et al.*, « Public Deliberations, Discursive Participation and Citizen Engagement : A Review of the Empirical Literature », *Annual Review of Political Science* 7, n°1 (2004) ; David M. Ryfe, « Does deliberative democracy work? », *Annual Review of Political Science* 8, n°1 (2005).

267 Diana C. Mutz, « Is Deliberative Democracy a Falsifiable Theory? », *Annual Review of Political Science* 11, n°1 (2008) ; Thompson, « Deliberative Democratic Theory and Empirical Political Science ».

268 Steiner *et al.*, *Deliberative Politics in Action : Analyzing Parliamentary Discourse*. Voyez également un article poursuivant cette réflexion : André Bächtiger *et al.*, « The Deliberative Dimensions of Legislatures », *Acta Politica* 40, n°2 (2005) ; André Bächtiger *et al.*, « Deliberation in Legislatures : Antecedents and Outcomes », in *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn Rosenberg (dir.) (Basingstoke ; New York Palgrave Macmillan, 2007).

269 Steiner *et al.*, *Deliberative Politics in Action : Analyzing Parliamentary Discourse*, 1.

270 *Ibid.*, 42.

271 Cet index a été révisé et complété, il prend maintenant en compte l'interaction (qui parle à qui et comment), les formes alternatives de communication (comme le marchandage) et les différents types de discours (par exemple, conventiels, collaboratifs ou encore concurrentiels), en plus des quatre indicateurs

Ce constat vaut également pour d'autres institutions où la délibération est essentielle, notamment les jurys de citoyens. Plus fréquemment dans le monde anglo-saxon, des citoyens sont appelés à délibérer ensemble pour atteindre une décision commune. Ces institutions animées par des citoyens ordinaires permettent de vérifier les prescrits théoriques mis en avant par les philosophes politiques. Néanmoins, les résultats s'avèrent contrastés[272]. Plusieurs chercheurs se montrent même particulièrement sceptiques. Parmi eux, John R. HIBBING et Elizabeth THEISS-MORSE, dans leur ouvrage déjà célèbre intitulé *Stealth Democracy*, livrent un des réquisitoires les plus sévères à l'encontre de la démocratie délibérative dans la vie de tous les jours :

> [r]eallife deliberation can fan emotions unproductively, can exacerbate rather than diminish power differentials among those deliberating, can make people feel frustrated with the system that made them deliberate, is ill-suited to many issues and can lead to worse decisions than would have occurred if no deliberation had taken place[273].

D'autres critiques s'appuient sur la dynamique de groupes, au cœur de tout mécanisme de délibération, pour rejeter les avantages de celle-ci. Cass R. SUNSTEIN estime qu'une discussion de groupe conduit plus souvent à une radicalisation des opinions plutôt qu'à leur modération[274]. Cependant, selon d'autres chercheurs comme John S. DRYZEK, si les bénéfices de la démocratie délibérative ne sont pas unanimement reconnus, il faut nuancer certaines critiques. Cet auteur remet même en cause les résultats de John R. HIBBING et Elizabeth THEISS-MORSE en avançant qu'ils ignorent des éléments en faveur de la délibération dans leurs propres données[275]. Shawn W. ROSENBERG en appelle, quant à lui, à une « more collaborative and transformative form of deliberation », c'est-à-dire une approche délibérative qui prenne plus en compte le contexte dans lequel elle est pratiquée

initiaux : la participation, la justification, le respect et ce que les auteurs qualifient de *constructive politics ;* André Bächtiger *et al.*, « Discourse Quality Index 2 : An updated measurement instrument for deliberative processes », in *5th ECPR General Conference* (Potsdam : 2009).

272 Delli Carpini *et al.*, « Public Deliberations, Discursive Participation and Citizen Engagement : A Review of the Empirical Literature » ; Simone Chambers, « Measuring Publicity's Effect : Reconciling Empirical Research and Normative Theory », *Acta Politica* 40, n°2 (2005).

273 John R. Hibbing et Elizabeth Theiss-Morse, *Stealth democracy : Americans' beliefs about how government should work*, Cambridge studies in political psychology and public opinion (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2002), 191.

274 Sunstein, « Deliberative Trouble : When groups go to extremes » ; Cass R. Sunstein, *Republic.com* (Princeton : Princeton University Press, 2001) ; Cass R. Sunstein, « The Law of Group Polarization », *Journal of Political Philosophy* 10, n°2 (2002).

275 John S. Dryzek, « Theory, Evidence, and the Tasks of Deliberation », in *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.) (Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007).

et qui puisse évoluer[276]. Les expériences délibératives du deuxième type reposent précisément sur cet élément contextuel puisqu'elles sont instituées, construites dans ce but particulier.

2. La délibération instituée

Appliquant véritablement les enseignements de la théorie normative, des chercheurs mais également des décideurs publics ont implémenté des dispositifs, plus ou moins importants, visant à intégrer les citoyens dans le processus décisionnel sur un mode délibératif. Parmi ces expériences, les assemblées citoyennes constituent l'exemple le plus abouti de démocratie délibérative, alliant à la fois un nombre important de participants et une thématique politiquement pertinente. Ainsi, une première assemblée citoyenne à grande échelle a été organisée, en 2004, dans la province canadienne de Colombie-Britannique. Pendant 11 mois, 160 citoyens se sont réunis régulièrement et ont réfléchi sur la réforme du système électoral provincial[277]. À l'issue de leurs travaux, un nouveau système électoral – le BC-STV pour British Columbia-*Single transferable vote*[278] en remplacement du système uninominal à un tour – a été proposé à l'ensemble des habitants de la province au travers d'un référendum en mai 2005. La proposition fut cependant rejetée[279]. Deux autres assemblées similaires ont été organisées aux Pays-Bas – le *Burgerforum* – et dans la province canadienne de l'Ontario. Aux quatre coins du globe, se développent de telles assemblées délibératives[280].

Si nombre de chercheurs, décideurs, et citoyens se réjouissent de ces développements – on trouve d'ailleurs une certaine excitation à ce sujet dans les milieux académiques, politiques et médiatiques[281] –, certains observateurs doutent du bien fondé de ces expériences. Dans une étude des discussions de cinq *town meetings* dans le New Jersey à propos de la ségrégation scolaire, Tali MENDELBERG et John OLESKE montrent que la délibération n'a pas permis d'atténuer les conflits ni d'augmenter la confiance mutuelle et la tolérance. Toutefois, ils remarquent que le processus a généré un consensus mais opposé à

276 Shawn W. Rosenberg, « Types of Discourse and the Democracy of Deliberation », in *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.) (Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007).
277 Mark E. Warren et Hilary Pearse (dir.), *Designing Deliberative Democracy : The British Columbia Citizens' Assembly*, Theories of Institutional Design (New York : Cambridge University Press, 2008).
278 Ce système repose sur des circonscriptions permettant l'élection de plusieurs députés, sur une base proportionnelle, sans toutefois recourir à un scrutin de liste, ce qui minimise donc le rôle des partis.
279 En mai 2009, la proposition a été une nouvelle fois rejetée par référendum.
280 Yves Sintomer, *Le pouvoir au peuple : Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Cahiers libres (Paris : Découverte, 2007).
281 Amy Lang, « But Is It for Real? The British Columbia Citizens' Assembly as a Model of State-Sponsored Citizen Empowerment », *Politics Society* 35, n°1 (2007).

celui attendu et surtout tendant vers une position plus extrême – en défaveur de l'intégration scolaire[282].

À ce stade, il est utile d'observer qu'une certaine naïveté transparaît aussi bien du camp des partisans que de celui des opposants à la démocratie délibérative. Comme on le voit, une impression d'évaporation des conflits et des tensions se dégage de la littérature sur ce sujet. Pourtant, les conflits, les oppositions, les divergences existent et un processus délibératif ne pourra vraisemblablement jamais les transcender. C'est pourquoi, l'objectif de la présente recherche n'est ni de réconcilier les citoyens ni de transformer leurs préférences. Le processus informatif et délibératif mis en place doit plutôt leur permettre de confronter leurs opinions, sans pour autant rechercher une quelconque unanimité. Il n'en reste pas moins vrai que certaines questions critiques méritent d'être soulevées.

Ainsi, une interrogation fondamentale surgit des expériences délibératives : est-ce réel ? En effet, de tels événements délibératifs ne perdent-ils pas automatiquement leur caractère réel puisqu'ils sont construits. Après une année de travail de terrain auprès de la *British Columbia Citizens' Assembly on Electoral Reform,* Amy LANG suggère que le bénéfice pour les citoyens dépend des contraintes institutionnelles de l'événement mais également du développement de leur intérêt pour la thématique au cours de la procédure délibérative[283]. À nouveau, la prise en compte des éléments contextuels, tout comme le dispositif lui-même, importe donc lourdement dans la mise en œuvre d'expériences délibératives.

À côté d'événements de grande ampleur, des expériences délibératives de taille plus réduite permettent une approche plus « naturelle » de la délibération[284]. D'ailleurs, ces « mini-publics »[285] foisonnent. Ils peuvent prendre la forme de conférences citoyennes (ou de consensus) sur un sujet particulier, d'atelier scénarios où les participants sont invités à dégager un scénario idéal parmi plusieurs scénarios, de forums éducatifs visant

[282] Tali Mendelberg et John Oleske, « Race and Public Deliberation », *Political Communication* 17, n°2 (2000).
[283] Lang, « But Is It for Real? The British Columbia Citizens' Assembly as a Model of State-Sponsored Citizen Empowerment ».
[284] On ne sera d'ailleurs pas surpris que de nombreuses expériences délibératives se déroulent au niveau local ; voyez Yannis Papadopoulos et Philippe Warin, « Are innovative, participatory and deliberative procedures in policy making democratic and effective? », *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) ; Yannis Papadopoulos et Philippe Warin, « Major findings and paths for research : A concluding note », *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) ; Yves Sintomer et Jacques De Maillard, « The limits to local participation and deliberation in the French politique de la ville », *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007).
[285] Robert E. Goodin et John S. Dryzek, « Deliberative Impacts : The Macro-Political Uptake of Mini-Publics », *Politics Society* 34, n°2 (2006) ; Archon Fung, « Minipublics : Deliberative Designs and Their Consequences », in *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.) (Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007).

principalement à permettre d'échanger et de réfléchir sur une thématique précise, de budgets participatifs qui se développent dans certaines villes à travers le monde, de jurys de citoyens chargés d'évaluer certaines politiques[286]. Parmi ces expériences délibératives, les forums éducatifs constituent une des sources d'inspiration pour la présente recherche. Dans ce cas, la délibération n'est pas considérée comme un but, mais bien comme un moyen. Une série de recherches, et plus précisément de dispositifs de recherche, s'inscrivent dans cette lignée et offrent ainsi le fondement méthodologique sur lequel repose cette étude.

3. La délibération comme moyen

S'inspirant des expériences délibératives recensées dans les deux premières catégories, une troisième catégorie de méthodes peut être distinguée. Cette fois, la délibération est utilisée comme un moyen et plus précisément dans la collecte de données par sondages. En effet, depuis les premiers sondages d'opinions, réalisés par George H. GALLUP, les sondages tentent de fournir un portrait le plus précis possible de l'opinion publique sur une grande variété de sujets mais également de donner une voix à la démocratie et au peuple[287]. Cependant, bien que ces sondages reposent sur des échantillons statistiquement représentatifs, d'aucuns estiment qu'ils ne peuvent atteindre leur double objectif car ils mesurent des opinions non informées[288]. En fait, « the most fundamental problem is that not many of the respondents answering any given question have very well considered or informed opinions about the issue »[289]. Deux difficultés majeures bien connues de la démocratie moderne sont en cause ici : « rational ignorance »[290] et « non-attitudes »[291]. Tandis que le concept d'ignorance rationnelle a été exposé par Anthony DOWNS pour expliquer le manque d'incitants pour les citoyens ordinaires de se tenir

---

286 Pour des exemples concrets de ces différentes expériences délibératives, on pourra utilement consulter : John Gastil et Peter Levine (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook : Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century* (San Francisco : Jossey-Bass, 2005) ; Fung, « Minipublics : Deliberative Designs and Their Consequences » ; Sintomer, *Le pouvoir au peuple : Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*.

287 George Horace Gallup, *Public opinion in a democracy*, The Stafford Little Lectures (Princeton : Princeton University Extension Service, Herbert L. Baker foundation, 1939) ; George Horace Gallup et Saul Forbes Rae, *The pulse of democracy; the public-opinion poll and how it works* (New York : Greenwood Press, [1940] 1968).

288 Les sondages d'opinions ont été critiqués à bien des égards. Une des critiques les plus dures, comme nous le mentionnons dans l'introduction générale, a été formulée par Pierre BOURDIEU pour qui l'opinion publique n'existe tout simplement pas : Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas ».

289 Robert C. Luskin *et al.*, « Considered Opinions : Deliberative Polling in Britain », *British Journal of Political Science* 32, n°3 (2002) : 456.

290 Downs, *An economic theory of democracy*.

291 Philip E. Converse, « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in *Ideology and discontent*, David Ernest Apter (dir.) (New York : Free Press, 1964) ; Philip E. Converse, « Attitudes and Non-attitudes : Continuation of a Dialogue », in *The Quantitative Analysis of Social Problems*, Edward R. Tufte (dir.) (Reading : Addison-Wesley, 1970).

informés, le second concept, suggéré par Philip E. CONVERSE, pose que de nombreuses opinions recueillies dans les sondages n'existent peut-être même pas mais sont induites par le sondage[292]. Cette double difficulté repose sur un constat plus général : le faible niveau de connaissance politique dans la population[293].

Partant de cette triple observation, certains chercheurs ont développé des outils permettant de capturer des opinions *informées* plutôt que des opinions prises sur le vif, sans réflexion approfondie de la part du répondant. Parmi les plus connues d'entre elles, il y a le « Choice Questionnaire », développé par Peter NEIJENS[294] qui constitue en un sondage classique agrémenté de précisions factuelles sur chacune des modalités de réponse, l'utilisation du « Televote »[295] dans une perspective délibérative, initiative étudiée par Christa Daryl SLATON[296], et le « Deliberative Poll® »[297] inventé par James S. FISHKIN et Robert C. LUSKIN[298]. Ce denier, connu en français sous le label de sondage délibératif, constitue l'outil le plus emblématique de cette nouvelle génération de techniques de collecte d'opinions mieux informées. Développé au début des années 1990, le « Deliberative Poll® » rassemble un échantillon représentatif de citoyens préalablement sondés – d'une manière classique – sur une question précise, par exemple la peine de mort ou l'euro, pendant un week-end afin de leur permettre de s'informer, délibérer et finalement répondre à un nouveau sondage sur cette question[299]. Ces créateurs, ainsi que d'autres chercheurs qui

---

292 Quelque quarante années plus tard, Philip E. CONVERSE confirme que le constat posé dans les années 1950 et 1960 reste d'actualité même si de nombreuses pistes – notamment délibératives – ont été développées pour résoudre partiellement ce problème : Converse, « Assessing the capacity of mass electorates ».

293 Ce constat a été vérifié dans de nombreux contextes et à plusieurs époques, depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour l'étude la plus systématique en la matière, voyez Michael X. Delli Carpini et Scott Keeter, *What Americans Know about Politics and Why it Matters* (New Haven : Yale University Press, 1996). Voyez également Vincent Price, « Political Information », in *Measures of Political Attitudes*, John P. Robinson *et al.* (dir.) (New York : Academic Press, 1999).

294 Peter Neijens, *The Choice Questionnaire : Design and evaluation of an instrument for collecting more informed opinions of a population* (Amsterdam : Free University Press, 1987) ; Peter Neijens et Claes de Vreese, « Helping Citizens Decide in Referendums : The Moderating Effect of Political Sophistication on the Use of the Information and Choice Questionnaire as a Decision Aid », *Public Opinion Quarterly* 73, n°3 (2009).

295 Le « Televote » permet de voter à distance, soit par téléphone, soit par Internet.

296 Christa Daryl Slaton, *Televote : expanding citizen participation in the quantum age* (New York : Praeger, 1992).

297 Le « Deliberative Poll® » est une marque déposée de son inventeur principal James S. FISHKIN.

298 Sur les origines, les applications et les évolutions de cette technique, voyez notamment James S. Fishkin, *Democracy and deliberation : new directions for democratic reform* (New Haven : Yale University Press, 1991) ; James S. Fishkin, « The Idea of A Deliberative Opinion Poll », *Public Perspective* 3, n°2 (1992) ; James S. Fishkin, *The Voice of the People : Public Opinion and Democracy* (New Haven : Yale University Press, 1995) ; James S. Fishkin et Robert C. Luskin, « The Deliberative Poll : A Reply to Our Critics », *Public Perspective* 7, n°1 (1996) ; James S. Fishkin, « Consulting the public through deliberative polling », *Journal of Policy Analysis & Management* 22, n°1 (2003) ; Bruce A. Ackerman et James S. Fishkin, *Deliberation Day* (New Haven : Yale University Press, 2004).

299 La Fondation Roi Baudouin et l'*Instituut voor Wetenschappelijk en Technologisch Aspectenonderzoek* (viWTA) ont publié un guide décrivant une dizaine de méthodes participatives et délibératives dont le sondage délibératif : Janice Elliott. « Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Deliberative Polling® » (Bruxelles :

ont suivi leur trace[300], montrent que les opinions varient sensiblement après délibération et concluent, malgré les critiques parfois sévères à leur égard venant notamment des « sondeurs » classiques[301], que des mécanismes de délibération sont nécessaires afin d'étudier les préférences politiques des citoyens[302].

III. Les panels citoyens

Cette recherche s'inscrit dans la lignée des outils de recueil de données qui utilisent la délibération comme moyen pour assurer la collecte d'opinions mieux informées. Cependant, notre dispositif méthodologique s'éloigne fortement des expériences décrites ci-dessus et singulièrement des sondages délibératifs. Tout d'abord, le coût d'un événement délibératif de grande envergure peut s'élever de plusieurs dizaines de milliers d'euros jusqu'à plus d'un million d'euros, selon l'ambition des organisateurs[303]. Le coût élevé s'explique en partie par l'objectif quantitatif des inventeurs du sondage délibératif. Ils visent à « represent everyone in a given population, through a statistical microcosm empowered to think about the issues in question under favorable conditions »[304] ; en d'autres mots, « a

Fondation Roi Baudouin et Vlaams Instituut voor Wetenschappelijk en Technologisch Aspectenonderzoek (viWTA), 2005), http ://www.viwta.be/files/Toolkit%20deliberative%20polling.pdf.

300 Voyez, par exemple, Vincent Price et Peter Neijens, « Deliberative Polls : Toward Improved Measures of 'Informed' Public Opinion? », *International Journal of Public Opinion Research* 10, n°2 (1998) ; Kasper M. Hansen et Vibeke Normann Andersen, « The Deliberative Poll : Opinion formation in the experimental context of Deliberative Polling », in *Annual Meetings of the American Political Science Association* (San Fransisco : 2001) ; Vibeke Normann Andersen et Kasper M. Hansen, « How deliberation makes better citizens : The Danish Deliberative Poll on the euro », *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) ; Tomorrow's Europe, « EU citizens accept need for pension form, resist enlargement : First EU-wide Deliberative Poll® reveals citizens' considered preferences », (Bruxelles : 2007) ; EuroPolis, « More Informed Voters Select a Parliament in Unprecedented Experiment : Greens Make Dramatic Gains, Public Supports Action on Climate Change and Immigration », (Bruxelles : 2009).

301 Parmi les critiques, on consultera utilement : Norman L. Webb, « What, Really, Should We Think About "The Deliberative Poll" », *Public Perspective* 5, n°5 (1994) ; Norman M. Bradburn, « How NORC Selected the Deliberative Poll's Respondents », *Public Perspective* 7, n°1 (1996) ; Everett C. Ladd, « Fishkin's 'Deliberative Poll' Is Flawed Science And Dubious Democracy », *Public Perspective* 7, n°1 (1996) ; Warren J. Mitofsky, « It's Not Deliberative and It's Not a Poll », *Public Perspective* 7, n°1 (1996) ; Frank Newport, « Why Do We Need a Deliberative Poll? », *Public Perspective* 7, n°1 (1996) ; Patrick Sturgis *et al.*, « A different take on the deliberative poll », *Public Opinion Quarterly* 69, n°1 (2005). Les deux inventeurs ont, toutefois, répondu aux critiques qui leur étaient formulées : Fishkin et Luskin, « The Deliberative Poll : A Reply to Our Critics ».

302 Depuis la première expérience de sondage délibératif sur la politique criminelle à Manchester en 1994, de nombreuses expériences ont été menées dans plusieurs pays et sur diverses thématiques. Parmi les expériences les plus récentes, on compte les premiers sondages délibératifs en Chine et en Hongrie ainsi que plusieurs expériences à l'échelle européenne. Pour un aperçu de ces sondages délibératifs, voyez le site : http ://cdd.stanford.edu/ (consulté le 10/02/2010).

303 Elliott. « Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Deliberative Polling® ».

304 Fishkin, « Consulting the public through deliberative polling » : 128.

Deliberative Poll is designed to show what the public *would* think about the issues, if it thought more earnestly and had more information about them »[305].

En contraste, le but de notre étude ne consiste pas à reproduire ce microcosme statistiquement représentatif ; il s'agit de mieux comprendre les perceptions et les préférences fédérales des citoyens ainsi que les relations entre elles, d'un point de vue qualitatif. Ainsi, en raison du coût et surtout d'un objectif scientifique différent, la méthode des panels citoyens développée dans le cadre de cette recherche se distingue largement des sondages délibératifs. Ensuite, comme l'étude repose sur une volonté comparative, un dispositif « exportable » et applicable dans les quatre terrains de la recherche était nécessaire. Enfin, et c'est un élément fondamental, les éventuels changements d'opinions ne constituent pas l'objectif principal de la recherche. En d'autres termes, la méthodologie mise en place n'a pas pour vocation première de susciter des évolutions chez les citoyens ; il s'agit plutôt de leur permettre de réfléchir sur ce sujet qui pourrait éventuellement conduire à certaines modifications d'opinions. Par conséquent, si l'analyse cherchera à éclairer ces évolutions au regard des données recueillies, elle ne pourra pas offrir des explications généralisables sur les raisons de celles-ci. L'accent porte donc sur la récolte de données mieux *informées* ; c'est dans cette perspective que les panels citoyens ont été organisés.

A. L'organisation

Les panels citoyens reposaient sur une organisation relativement lourde, tout en étant « exportable » dans les quatre terrains de la recherche. Celle-ci comportait trois volets principaux : le nombre et le recrutement des participants, le déroulement du panel, l'encadrement académique, technique et logistique. Ce canevas général a guidé l'organisation pratique de chaque panel en s'adaptant au contexte local et en faisant preuve d'une certaine dose d'imagination pour contourner les aléas de toute recherche de terrain en sciences sociales. À l'issue d'une vaste recension des expériences délibératives empiriques, David M. RYFE rappelle d'ailleurs que : « organizing deliberative initiatives […] is a daunting enterprise indeed »[306].

1. Le nombre et le recrutement des participants

En termes d'effectif, l'objectif de chaque panel était de réunir une vingtaine de participants, formant un groupe le plus diversifié possible au regard des caractéristiques

[305] Luskin *et al.*, « Considered Opinions : Deliberative Polling in Britain » : 458.
[306] Ryfe, « Does deliberative democracy work? » : 51.

sociodémographiques mais également des indicateurs politiques notamment l'intérêt politique et l'identification partisane et surtout des perceptions et préférences fédérales. Suivant les exigences classiques en recherche qualitative, le recrutement des participants visait ainsi à assurer la *diversification* et la *saturation* au sein du groupe-cible[307]. David M. RYFE indique que « [m]ost deliberative initiatives involve no more than 20–30 individuals talking directly to one another. […] [F]or the most part the practice of deliberation is constrained to relatively small groups »[308]. Compte tenu de ce petit nombre, l'analyse des données recueillies sera exclusivement qualitative – même si certains résultats seront parfois présentés sous forme de tableaux. Aucune volonté de généralisation statistique ne guide donc cette recherche. L'approche se veut qualitative et doit mener à la constitution d'idéaux types, comme nous l'expliquerons dans la troisième section de ce chapitre.

Quant au recrutement proprement dit, deux grandes options existent[309], même si au final dans les deux cas le groupe réuni n'est jamais très grand[310]. Soit un recrutement direct qui repose généralement sur la constitution d'un échantillon représentatif et aléatoire, mais dont le coût est élevé[311]. Soit un recrutement indirect qui passe par des annonces publiques et favorise un processus boule de neige. Cette option offre l'avantage d'être beaucoup moins coûteuse mais peut conduire à des groupes plus homogènes[312]. C'est pour ces raisons que, dans les quatre terrains de la recherche, nous avons recouru à des moyens directs et indirects de recrutement, sans volonté de constituer un échantillon représentatif et aléatoire[313].

---

307 Alvaro Pires, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in *La recherche qualitative, Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Jean Poupart *et al.* (dir.) (Montréal : Gaëtan Morin, 1997), 154-159.

308 Ryfe, « Does deliberative democracy work? » : 51.

309 Mark Button et Kevin Mattson, « Deliberative Democracy in Practice : Challenges and Prospects for Civic Deliberation », *Polity* 31, n°4 (1999) ; David M. Ryfe, « The Practice of Deliberative Democracy : A Study of 16 Deliberative Organizations », *Political Communication* 19, n°3 (2002).

310 Ryfe, « Does deliberative democracy work? » : 51.

311 C'est la méthode employée par James S. FISHKIN que nous avons évoquée ci-dessus.

312 Or, selon certains auteurs, l'hétérogénéité d'un groupe favorise la délibération : Diana C. Mutz et Paul S. Martin, « Facilitating Communication across Lines of Political Difference : The Role of Mass Media », *The American Political Science Review* 95, n°1 (2001).

313 De toute manière, dans la composition de petits groupes, une sélection aléatoire permet une plus grande diversité mais n'assure pas la représentativité : John Burnheim, *Is democracy possible? The alternative to electoral politics* (Cambridge : Polity Press, 1985). Sébastien BRUNET et Pierre DELVENNE poussent même la réflexion plus loin sur ce sujet : « la représentativité des participants ne fait pas forcément l'unanimité, puisque finalement elle n'est que l'idée que l'on s'en fait et l'établissement de critères de représentativité relève forcément de l'arbitraire. La représentativité ne revêt pas la même signification dans les enquêtes fondées sur des entretiens que dans des enquêtes quantitatives, et ce pour deux raisons, l'une pratique et l'autre théorique. Il est tout d'abord impossible de prendre en compte toutes les variables sociographiques caractéristiques des individus, surtout lorsqu'on construit des groupes dont la taille est réduite. Ensuite, l'objectif n'est pas de reproduire à plus petite échelle la structure de la population entière, mais bien plutôt de tendre vers une diversification maximale du vivier afin d'optimiser la

Concrètement, cinq grands canaux ont été mobilisés. Premièrement, des invitations en format papier distribuées dans les boîtes aux lettres de plusieurs quartiers. Deuxièmement, des courriels envoyés aux associations ou groupes qu'ils soient engagés politiquement ou non (par exemple, les partis et autres mouvements politiques, les associations d'étudiants ou encore les associations sociales et culturelles locales). Troisièmement, les listes de diffusion de connaissances, d'associations ou de centres de recherches. Quatrièmement, des articles et des annonces dans les médias papiers (notamment des journaux régionaux et universitaires) et électroniques via les sites des universités où se déroulait le panel citoyen ainsi que des communiqués de presse. Cinquièmement, le bouche-à-oreille. Au total, pour chaque terrain, ce sont environ 2000 personnes qui ont été touchées par l'invitation sous une forme ou une autre. Enfin, la participation était volontaire et légèrement rémunérée dans certains cas (une indemnité de 10 dollars a été offerte à chaque participant aux deux panels canadiens afin de maximiser les chances de recrutement)[314].

2. Le déroulement du panel

Chaque panel s'est ouvert par la passation d'un questionnaire écrit individuel d'une soixantaine de questions interrogeant principalement les participants sur leurs perceptions et préférences fédérales[315]. Une fois le questionnaire complété, les participants rejoignaient le groupe de discussions, identifié par une lettre, qui leur avait été assigné en début de panel. L'ensemble des participants au panel fut aléatoirement réparti en sous-groupes en essayant d'observer un double équilibre entre les groupes : entre les hommes et les femmes, d'une part, et entre les participants de moins de 30 ans et les participants de plus de trente ans, d'autre part[316]. Lors de cette première séance de discussions en focus groupes, en guise d'introduction, les participants étaient invités à réaliser une carte du fédéralisme et à la

sélection des candidats et donc la probabilité d'obtenir des échantillons répondant aux exigences de départ et relativement similaires », Sébastien Brunet et Pierre Delvenne, « Politique et expertise d'usage en situation de haute incertitude scientifique : application de la méthodologie des Focus groups au risque électromagnétique », *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg*, n°17 (2010), http ://popups.ulg.ac.be/csp/document.php?id=462.

314 D'une manière générale, recruter des citoyens pour de tels événements participatifs n'est guère aisé. Une expérience récente menée par l'Institut du Nouveau Monde, mandaté par le Directeur général des élections du Québec – et disposant donc de moyens nettement plus importants – a connu certaines difficultés. En effet, un appel lancé auprès de 3400 citoyens inscrits sur la liste électorale du Québec et sélectionnés au hasard n'a permis de recueillir que 53 candidatures. Pour plus d'informations à ce sujet voyez la page Internet http ://www.inm.qc.ca/nos-actions-mainmenu-107/jury-citoyen/653.html (consultée le 22/03/2010).

315 Dans la section suivante, nous revenons plus longuement sur chacune des méthodes de collecte de données.

316 Il s'agit donc de répartir l'ensemble des personnes de ces quatre sous-groupes (par exemple, les femmes de moins de trente ans) d'une manière égale entre tous les groupes.

présenter ensuite au reste du groupe. Sur cette base, l'animateur lançait les échanges autour des perceptions.

Entre ce premier temps en sous-groupes et le second[317], les participants se sont retrouvés en séance plénière pour écouter et échanger avec des experts du sujet[318], dans un premier temps, et des personnalités politiques, dans un second temps. Concrètement, deux experts ont pris successivement la parole pour vingt minutes chacun. Le public a pu ensuite échanger avec les experts et réagir à leur intervention. Le déroulement fut identique avec les deux personnalités politiques : une présentation suivie d'une discussion avec l'assemblée[319]. L'objectif de ces échanges entre les participants et les experts et les personnalités politiques n'était pas d'offrir une avenue pour un débat politique classique mais plutôt de constituer un forum d'informations – à la fois « objectives » de la part des experts et « subjectives » de la part des personnalités politiques – et d'interactions. Après cette double séance plénière, les citoyens, en focus groupes, ont discuté de leurs préférences pour l'avenir de leur pays, région et province. Enfin, un questionnaire quasi-identique à celui administré en début de journée fut distribué à la fin de la rencontre.

Entre la passation des deux questionnaires, le panel s'est articulé ainsi entre des moments en groupes de discussions et des séances plénières avec des experts et des personnalités politiques. Au total, les participants ont discuté et réfléchi sur des thèmes liés au fédéralisme pendant plus de quatre heures. Cette organisation reposait donc sur plusieurs méthodes de recueil de données qui se complètent, d'autant plus qu'elles sont reliées pour chaque participant. En effet, puisque chaque participant a reçu un code qui l'anonymise (par exemple, A1 ou W4), on peut suivre ses réponses aux deux questionnaires et les relier avec sa carte du fédéralisme et ses interventions tout au long de la journée. La combinaison de ces différents types de données offre ainsi une forte triangulation qui

317 À Liège, il y a eu quatre temps de discussions en focus groupes. Dans le chapitre suivant qui traite des résultats du panel belge francophone, le déroulement de la rencontre est présenté en détails.

318 Par expert, nous entendons toute personne reconnue pour sa connaissance du fédéralisme dans le terrain étudié ; cette personne peut être, entre autres et d'une manière non exhaustive, un professeur (de sciences politiques, de droit, d'économie, de sociologie, etc.) ou un observateur de la vie politique (journaliste de presse écrite, télévisée ou radiophonique, un chroniqueur, etc.), par exemple.

319 Parfois les organisateurs d'expériences délibératives préfèrent ne pas associer de personnalités politiques aux discussions. Amy LANG commente ainsi les conséquences d'un tel choix dans le cadre de la *British Columbia Citizens' Assembly on Electoral Reform :* « [t]he clear exclusion of political actors may have heightened pre-existing antiparty or antipolitician sentiment that Assembly members brought into the process with them and may have contributed to the development of an us-them sentiment that is a common part of forming a collective identity. It is unlikely that dialogue with political actors would have changed the Assembly members' final decision, but the explicit consideration of the point of view of political actors was built out of the process », Lang, « But Is It for Real? The British Columbia Citizens' Assembly as a Model of State-Sponsored Citizen Empowerment » : 60-61.

permet de mieux comprendre les liens entre les perceptions et les préférences fédérales des citoyens.

3. L'encadrement académique, technique et logistique

L'organisation d'un tel événement délibératif nécessitait, outre la présence de participants, d'experts et de personnalités politiques, un encadrement académique, technique et logistique. Le déroulement de l'ensemble du panel a suivi un protocole de recherche fort détaillé et préalablement défini et communiqué aux personnes qui constituaient l'encadrement académique (principalement les animateurs et observateurs des groupes de discussions). Ce protocole – que l'on trouvera en annexe – permettait d'assurer le bon fonctionnement de la rencontre mais également, d'un point de vue scientifique, une récolte la plus uniforme et valide possible des données. En effet, celui-ci précisait comment les échanges devaient se dérouler, notamment dans les focus groupes, et quelles thématiques, sous quel angle, devaient être discutées et à quel moment de la rencontre. En outre, l'application d'un protocole similaire dans les quatre terrains de la recherche assurait la comparabilité des données, tout en prévoyant certaines adaptations au contexte local.

À côté de cet encadrement académique, un encadrement technique a été prévu. Il reposait, quant à lui, principalement sur les moyens d'enregistrement des discussions en petits groupes et en séances plénières. Pour chaque enregistrement, un double système fut mis en place afin qu'un moyen de sauvegarde accompagne toujours le dispositif d'enregistrement principal. Les discussions constituant une source d'informations majeures de la recherche, il s'agissait d'éviter de les perdre. Enfin, un encadrement logistique complétait l'organisation pratique des panels. Celui-ci couvrait l'accueil des participants, la répartition de ceux-ci en sous-groupes, la gestion du bon déroulement de la rencontre en général ainsi que le service des boissons et du repas.

Après avoir exposé l'organisation et le déroulement des panels citoyens, il est une triple démarche importante à accomplir avant d'aborder les résultats concrets de la recherche dans les prochains chapitres : expliciter les différentes méthodes de collecte de données, le traitement des données recueillies ainsi que les limites du dispositif de recherche.

B. Les trois outils de collecte de données

La méthodologie développée pour étudier les perceptions et les préférences fédérales des citoyens repose sur une forte volonté de triangulation entre différentes méthodes de récoltes de données. Lorraine SAVOIE-ZAJC précise que la triangulation « […]

est une stratégie de recherche au cours de laquelle le chercheur superpose et combine plusieurs techniques de recueil de données afin de compenser le biais inhérent à chacune d'entre elles. La stratégie permet également de vérifier la justesse et la stabilité des résultats produits »[320]. Notre recherche, en mobilisant des questionnaires, des cartes mentales et des focus groupes, entend ainsi capturer les perceptions et les préférences fédérales de plusieurs manières dans une perspective complémentaire. En outre, comme cela a déjà été mentionné, le code individuel offre la possibilité de relier les données récoltées via les trois méthodes pour chaque participant, assurant ainsi le portrait le plus riche possible de leurs opinions et attitudes à l'endroit du fédéralisme et de son avenir.

1. Deux questionnaires

Le recours au questionnaire constitue le premier pilier de cette triangulation. Avec ses questions fermées, assorties de plusieurs propositions, cet outil permet de cerner les thématiques étudiées selon les mêmes indicateurs pour tous les participants. Ce faisant, il offre un complément essentiel aux discussions en focus groupes. Concrètement, chaque panel a débuté par la passation d'un questionnaire – le pré-questionnaire (T1) – et s'est conclu avec la passation d'un questionnaire quasi-identique[321] – le post-questionnaire (T2). Souvent utilisé dans une approche quantitative, dans le cadre de cette recherche, le questionnaire n'a pas vocation à générer des résultats généralisables statistiquement à l'ensemble de la population. Plutôt, il vise à recueillir des informations d'une manière uniforme pour l'ensemble des participants du panel, facilitant ainsi la comparaison au sein d'un même terrain et entre les différents terrains – puisque nombre de questions sont identiques ou à tout le moins similaires, dans les quatre terrains. Compte tenu de la difficulté inhérente à la réalisation d'un questionnaire pertinent et valide[322], une attention particulière a été consacrée à la confection de celui-ci pour chaque terrain.

Tout d'abord, avec Roger MUCCHIELLI, il faut se rappeler qu'un « questionnaire ne doit pas être considéré comme une liste de questions »[323]. Un questionnaire doit donc

320 Lorraine Savoie-Zajc, « Triangulation (technique de validation par) », in *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Alex Mucchielli (dir.) (Paris : Armand Colin, 2004), 319.

321 Il y a deux grands types de différences entre les deux questionnaires. D'une part, comme nous l'expliquerons ci-dessous, la modalité « je ne sais pas » a été retirée en T2 pour les questions d'opinions – mais pas pour celles de connaissance. D'autre part, certaines catégories de questions telles que les indicateurs sociodémographiques ou les questions d'auto-évaluation de la participation n'ont logiquement été posés qu'une seule fois. Dans les annexes fournies sur le DVD, on pourra consulter tous les questionnaires utilisés.

322 Claude Javeau, *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*, 4ème éd. (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 1990).

323 Roger Mucchielli, *Le questionnaire dans l'enquête psycho-sociale* (Paris : Librairies Techniques/Editions Sociales Françaises, 1968), 119.

former un tout cohérent, ni trop court – pour ne pas aborder que trop superficiellement les thématiques étudiées – ni trop long – pour éviter que la fatigue ou la lassitude ne gagne les répondants. C'est pourquoi, le questionnaire proposé aux participants compte une soixantaine de questions presque toutes fermées et proposant des modalités de réponses[324]. Celui-ci aborde les différentes dimensions de la recherche – l'information et la connaissance politique, la perception politique, les identités et les sentiments d'appartenance, la perception de l'autre et, enfin, les préférences – ainsi que des indicateurs politiques tels que l'intérêt pour la politique et l'identification partisane et les indicateurs sociodémographiques classiques[325].

Ensuite, deux précisions méthodologiques doivent être apportées. D'une part, certaines recherches ayant montré un effet possible de l'ordre de questions[326], celles-ci ont été ordonnées en présentant d'abord les questions de connaissance politique avant d'interroger les répondants à propos de leur intérêt politique et surtout leurs perceptions et préférences politiques. D'autre part, une modalité « Je ne sais pas » est proposée pour toutes les questions de connaissance mais également d'opinions dans le questionnaire T1 afin de correspondre au mieux à la perspective de la recherche qui est de permettre aux citoyens de s'informer en participant au panel. En T2, cette modalité a été retirée du questionnaire pour les questions d'opinions – à propos des perceptions et des préférences – afin d'inviter les répondants à se positionner, même si la possibilité implicite de ne pas répondre était toujours possible. Ce choix qui pourrait paraître *a priori* surprenant est, cependant, communément admis dans la pratique des questionnaires[327]. Par contre, afin d'éviter un phénomène de *guessing* bien connu, quoique controversé, des chercheurs depuis les années 1950[328], la modalité « Je ne sais pas » a été conservée en T2 pour toutes les questions de connaissance politique.

---

[324] Les questionnaires T1et T2 pour les quatre terrains de la recherche sont présentés en annexes.

[325] Le sexe, l'âge, le lieu de vie, si le répondant a vécu ailleurs dans le pays, la connaissance de l'autre langue nationale, l'occupation et le niveau d'études.

[326] George F. Bishop *et al.*, « Political Information Processing : Question Order and Context Effects », *Political Behavior* 4, n°2 (1982) ; George F. Bishop *et al.*, « Interest in Political Campaigns : The Influence of Question Order and Electoral Context », *Political Behavior* 6, n°2 (1984) ; Mirta Galesic *et al.*, « Eye-Tracking Data : New Insights on Response Order Effects and Other Cognitive Shortcuts in Survey Responding », *Public Opinion Quarterly* 72, n°5 (2009) ; Neil Malhotra, « Order Effects in Complex and Simple Tasks », *Public Opinion Quarterly* 73, n°1 (2009).

[327] Javeau, *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*, 73.

[328] Alex C. Sherriffs et Donald S. Boomer, « Who's Penalized by the Penalty for Guessing? », *Journal of Educational Psychology* 45, n°2 (1954) ; Malcolm J. Slakter, « The Effect of Guessing Strategy on Objective Test Scores », *Journal of Educational Measurement* 5, n°3 (1968) ; William H. Angoff, « Does Guessing Really Help? », *Journal of Educational Measurement* 26, n°4 (1989) ; Arno M. M. Muijtjens *et al.*, « The effect of a 'don't know' option on test scores : number-right and formula scoring compared », *Medical Education* 33, n°4 (1999) ;

Enfin, il était rappelé aux répondants dans l'en-tête du questionnaire qu'il n'y avait pas de bonne ou mauvaise réponse, que seule leur opinion nous intéressait, que les réponses étaient *anonymes* et uniquement utilisées pour la recherche. En outre, il leur était demandé de ne sélectionner qu'une seule réponse par question – les réponses doubles ont été exclues de l'analyse. À la fin du questionnaire T2, un espace était prévu pour permettre aux participants d'y inscrire leurs éventuels commentaires sur le questionnaire et sur l'ensemble de la rencontre. Signalons, pour conclure, qu'aucun participant n'a refusé de compléter le questionnaire, ni en T1, ni en T2.

2. Les cartes du fédéralisme

Le deuxième outil de recueil des données est un peu inhabituel, particulièrement dans son application en sciences politiques. Les cartes du fédéralisme constituent une application concrète de ce que l'on qualifie en sciences sociales de cartes mentales[329]. Cette technique de collecte des données consiste à demander « à des individus d'un groupe donné de dessiner ou d'écrire spontanément leur représentation d'un objet ou d'un espace spécifique sous certaines conditions »[330]. Si les géographes et les psychologues ont souvent eu recours à cette technique[331], les politologues, à de rares exceptions près[332], ignorent largement cette possibilité méthodologique. Pourtant, à la suite de Sandra BREUX, on peut avancer que « l'analyse des représentations qu'un individu détient d'un territoire spécifique

Jeffery J. Mondak et Belinda Creel Davis, « Asked and Answered : Knowledge Levels When We Won't Take 'Don't Know' for an Answer », *Political Behavior* 23, n°3 (2001) ; Jeffery J. Mondak et Mary R. Anderson, « A Knowledge Gap or a Guessing Game? Gender and Political Knowledge », *Public perspective* 14, n°2 (2003) ; Jeffery J. Mondak et Mary R. Anderson, « The Knowledge Gap : A Reexamination of Gender-Based Differences in Political Knowledge », *The Journal of Politics* 66, n°2 (2004) ; Jeffery J. Mondak et Damarys Canache, « Knowledge Variables in Cross-National Social Inquiry », *Social Science Quarterly* 85, n°3 (2004).

329 Valérie HAAS rappelle que le concept de carte mentale peut être entendu de plusieurs façons ; elle précise : « bien que la terminologie reste la même, ce terme prend plusieurs sens, selon que l'on s'intéresse au processus ou au produit de la représentation mentale de l'espace. De plus, il peut être, aussi, attribué à la méthode utilisée pour faire extérioriser ce produit spatial par les sujets », Valérie Haas, « Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives », *Bulletin de psychologie* 57, n°6 (2004) : 621.

330 Sandra Breux *et al.*, « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique », *Transeo Review*, n°2 (2010).

331 Pour des exemples classiques, on pourra consulter notamment : Donald Appleyard, « Styles and Methods of Structuring a City », *Environment and Behavior* 2, n°1 (1970) ; Roger Downs et David Stea, *Maps in mind : reflections on cognitive mapping* (New York : Harper & Row, 1977) ; Peter Gould et Rodney White, *Cartes mentales* (Fribourg : Éditions Universitaires de Fribourg, 1984) ; Anne Fourmand, « Images d'une cité. Cartes mentales et représentations spatiales des adolescents de Garges-lès-Gonesse », *Annales de géographie* 112, n°633 (2003).

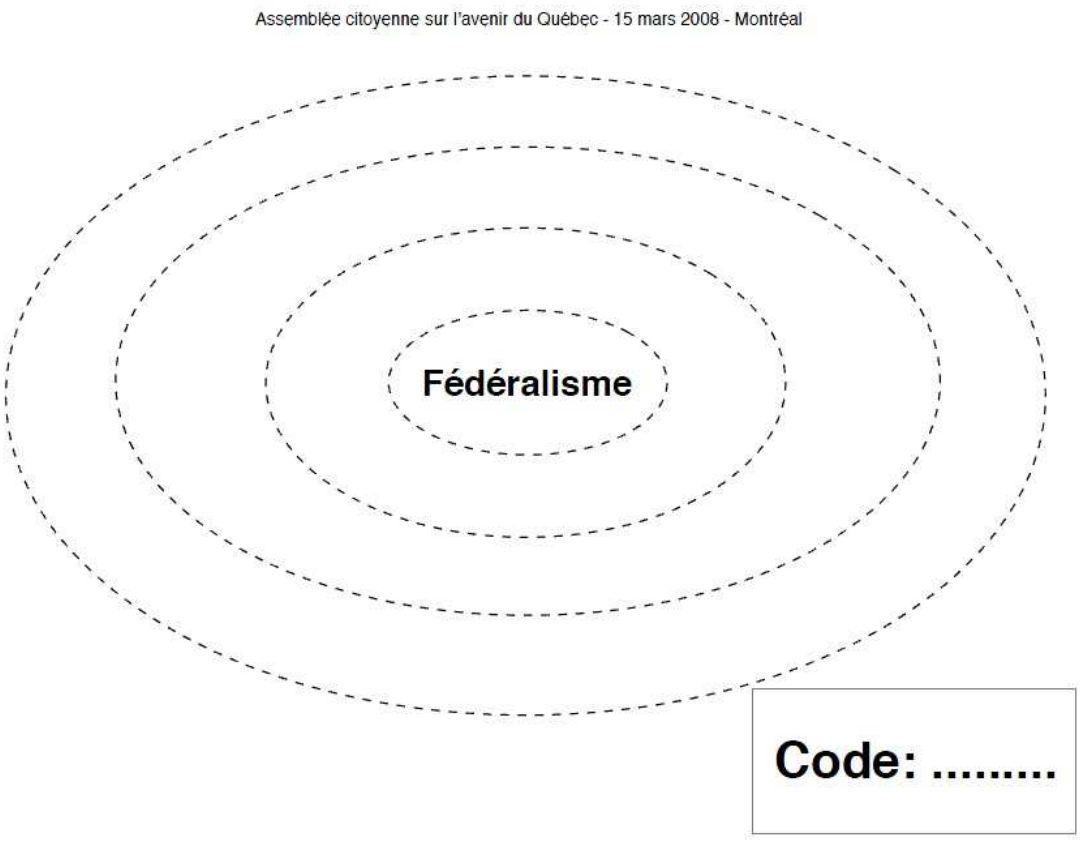
332 On pense à l'étude de Jean LAPONCE sur le centre du monde et dans une moindre mesure aux études de Gary FULLER et Murray CHAPMAN et de Alan K. HENRIKSON ; voyez, Gary Fuller et Murray Chapman, « On the Role of Mental Maps in Migration Research », *International Migration Review* 8, n°4 (1974) ; Alan K. Henrikson, « The Geographical "Mental Maps" of American Foreign Policy Makers », *International Political Science Review/Revue internationale de science politique* 1, n°4 (1980) ; Jean Laponce, « Le centre du monde : icône ou carrefour ? », *International Review of Sociology/Revue Internationale de Sociologie* 11, n°3 (2001).

est un moyen d'accéder au sens politique que l'individu lui attribue »[333] ; dans cette perspective la carte mentale semble l'outil adéquat. En effet,

> […] la carte mentale est un outil qui permet de recueillir des informations à la fois originales et immédiates. L'utilisation de cet outil n'en demeure pas moins délicate en raison des conditions de réalisation qu'il convient de respecter afin de s'assurer de la viabilité des données recueillies[334].

L'objet d'étude qu'est le fédéralisme se prête particulièrement bien à l'utilisation de la carte mentale pour appréhender les différentes perceptions qui se trouvent derrière celui-ci. Si dans une autre étude, menée avec Geoffrey GRANDJEAN et Élodie FLABA, la carte mentale sous forme de dessin a été mobilisée pour étudier le fédéralisme belge[335], dans cette recherche, nous avons opté pour une carte mentale sous la forme d'un nuage de mots (la Figure 2.2 montre le modèle utilisé au Québec).

Figure 2.2 Carte du fédéralisme, modèle du Québec



[333] Sandra Breux, « Représentations territoriales et engagement public individuel : premières explorations », *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008) : 187.
[334] Breux *et al.*, « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique ».
[335] Min Reuchamps *et al.*, *« Dessinez la Belgique » : Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme* (Liège : Les Editions de l'Université de Liège, 2009).

Concrètement, au début de la première séance en focus groupes, il a été demandé aux participants de compléter une « carte du fédéralisme ». Cette feuille blanche de format lettre ou A4, selon le contexte, présente en son centre le mot « fédéralisme » (ou « federalism » à Kingston et « federalisme » à Anvers) entouré de quatre ovales concentriques tracés en pointillés s'éloignant de plus en plus du centre. Pour compléter cette carte du fédéralisme alors vierge, les participants recevaient, pour consigne principale, la question suivante : « à quoi/que vous fait penser le mot « fédéralisme » ? ».

Il s'agit donc que chaque participant, individuellement, écrive des mots, des concepts, voire des réflexions ou des sentiments qui viennent à son esprit quand il pense au mot de fédéralisme dans son pays – aucune définition du mot fédéralisme n'étant donnée. Outre la question générale, une précision est apportée : plus le mot ou le concept est placé dans un ovale proche du centre, plus c'est un élément auquel le participant associe le fédéralisme, que cela soit positivement ou négativement. Un laps de temps de trois, quatre minutes est donné pour cet exercice ; aucun seuil minimum ou maximum n'est fixé et aucune liste de mots ou de concepts n'est proposée – c'est donc un exercice spontané. Il n'y a évidemment pas de bonne ou de mauvaise réponse. Enfin, les données récoltées par cet outil peuvent être interprétées et combinées avec les autres données – nous reviendrons sur l'analyse des cartes du fédéralisme dans la section suivante – puisque sur chaque carte se trouve le code du répondant ; il est dès lors possible de « suivre » chaque répondant tout au long du panel.

3. Les focus groupes

Le troisième outil de collecte de données prend la forme de focus groupes. David L. MORGAN offre une définition classique de cette technique : « un focus groupe est une technique de recherche qui permet la collecte des données grâce à l'interaction de groupe sur un sujet déterminé par le chercheur. Par essence, c'est l'intérêt du chercheur qui fournit le focus, là où les données elles-mêmes émergent de l'interaction de groupe »[336]. Sébastien BRUNET et Isabelle FUCKS complètent cette définition en mettant en évidence l'absence de volonté d'atteindre un consensus :

> […] la méthode des *Focus Groups* est une méthode qualitative de recherche en sciences sociales favorisant l'émergence de toutes les opinions. Elle ne poursuit pas la promotion du

[336] David L. Morgan, *Focus groups as qualitative research*, 2ème éd. (Thousand Oaks : Sage Publications, 1997), 6 (notre traduction).

> consensus mais le recueil des perceptions, des attitudes, des croyances, des zones de résistances des groupes cibles. Elle répond aux « pourquoi » et aux « comment »[337].

Cette technique qui a trouvé son origine, il y a plus de soixante ans, dans les recherches de l'équipe de Robert K. MERTON sur l'impact des *mass communications* au travers de « focused interviews »[338] fait partie de ce que Sophie DUCHESNE et Florence HAEGEL qualifient d' « entretiens collectifs »[339]. Ceux-ci permettent à des citoyens de participer à une discussion collective sur une thématique précise, d'où le qualificatif de *focus*. La plupart des sujets peuvent être traités par voie de focus groupes, y compris des sujets sensibles[340]. L'intérêt de cette méthode, par rapport à des entretiens individuels classiques, réside dans l'interaction entre les différents participants. C'est donc dans ces moments de discussions en petits groupes qu'une délibération peut véritablement prendre place. Par ailleurs, l'objet de notre recherche, le fédéralisme, se prête particulièrement bien à une méthode de groupe car c'est un thème de discussion naturellement collectif puisqu'il touche directement à la question du vivre ensemble.

Les panels citoyens reposent sur deux moments de discussions en focus groupes. Dans notre recherche, chaque groupe composé préalablement compte entre quatre et neuf personnes, ce qui correspond aux recommandations habituelles[341]. En outre, au sein des groupes, les participants sont encadrés par un animateur et un observateur. Tous les chercheurs recourant aux focus groupes reconnaissent l'importante majeure du rôle de l'animateur[342]. L'objet des focus groupes est de permettre, voire de susciter, la discussion

---

337 Sébastien Brunet et Isabelle Fucks, « Les groupes focalisés - Focus groups », in *Les méthodes participatives* (Liège : Université de Liège, 2003), 3.

338 Robert K. Merton et Patricia L. Kendall, « The Focused Interview », *The American Journal of Sociology* 51, n°6 (1946). Voyez également Robert K. Merton, « The Focussed Interview and Focus Groups : Continuities and Discontinuities », *The Public Opinion Quarterly* 51, n°4 (1987) ; Robert K. Merton *et al.*, *The Focused Interview* (New York : The Free Press, 1990).

339 Sophie Duchesne et Florence Haegel, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien collectif*, Sociologie (Paris : Armand Colin, 2005).

340 Ainsi Elizabeth FRAZER a étudié comment des jeunes filles britanniques parlent de la féminité en organisant des focus groupes : Elizabeth Frazer, « Teenage girls reading Jackie », *Media Culture Society* 9, n°4 (1987) ; Elizabeth Frazer, « Teenage Girls Talking about Class », *Sociology* 22, n°3 (1988) ; Elizabeth Frazer, « Feminist Talk and Talking about Feminism : Teenage Girls' Discourses of Gender », *Oxford Review of Education* 15, n°3 (1989). Pour une réflexion plus générale sur ce sujet, voyez Marilyn J. Hoppe *et al.*, « Using Focus Groups to Discuss Sensitive Topics with Children », *Evaluation Review* 19, n°1 (1995).

341 On évoque souvent la fourchette entre six et neuf participants ; dans certains cas, il est suggéré de réunir entre neuf et quinze participants, mais un tel nombre nous semble trop élevé pour assurer une discussion laissant la place à tous les participants.

342 Par exemple, Thomas L. Greenbaum, *The handbook for focus group research*, 2ème éd. (Thousand Oaks : Sage Publications, 1998) ; David L. Morgan *et al.*, *Focus group kit*, 6 vols. (Thousand Oaks : Sage Publications, 1998) ; Jenny Kitzinger et Rosaline S. Barbour, *Developing focus group research : politics, theory, and practice* (Thousand Oaks : Sage Publications, 1999) ; Richard A. Krueger et Mary Anne Casey, *Focus groups : a practical guide for applied research*, 3ème éd. (Thousand Oaks : Sage Publications, 2000) ; Michael Bloor, *Focus groups in social research*, Introducing qualitative methods (Thousand Oaks : Sage Publications, 2001) ; Lia Litosseliti, *Using focus*

entre ses membres. Dans ce cadre, le rôle de l'animateur consiste à structurer les débats notamment en distribuant équitablement la parole à tous les participants et en encourageant les plus silencieux à parler ou en modérant les plus prolixes mais surtout à favoriser les échanges sur les thématiques étudiées, en suivant le protocole de la recherche. Vu cette fonction, Greg MYERS estime que l'animateur peut, par ses commentaires, relances et reformulations, véritablement influencer le groupe[343]. Cependant, une préparation adéquate et uniforme des animateurs[344], accompagnée d'un protocole pré-établi, constitue une double protection généralement suffisante face à ce danger potentiel[345], même si évidemment chaque focus groupe suivra sa propre dynamique – c'est d'ailleurs une des richesses de cette méthode. En outre, selon James S. FISHKIN, un animateur préparé à sa tâche, ajouté à l'absence d'exigence de consensus final, permet d'éviter qu'une polarisation du groupe ne se révèle au fil du panel[346], comme le prédisait Cass R. SUNSTEIN[347]. Enfin, un observateur, également préparé à sa fonction, assiste aux discussions du groupe. Il est chargé de noter toutes les interventions des participants mais aussi les interactions et les réactions du groupe afin de faciliter l'analyse des données sur base d'informations les plus complètes possibles.

Concrètement, dans la première période de discussions en focus groupes, les participants sont invités, après avoir réalisé et présenté leur carte du fédéralisme, à exprimer leurs perceptions, c'est-à-dire leur connaissance et compréhension du système fédéral, leur perception de celui-ci, leurs identités et sentiments d'appartenance et, enfin, leur perception de l'autre. La deuxième séance aborde directement les préférences fédérales des participants ; en d'autres termes, leur vision pour l'avenir de leur pays, de leur région et de leur province. La dynamique de groupe s'articule autour de tours de table – chaque

groups in research, Continuum research methods series (Londres ; New York : Continuum, 2003) ; Nikki Slocum. « Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Focus groupe ». (Bruxelles : Fondation Roi Baudouin et Vlaams Instituut voor Wetenschappelijk en Technologisch Aspectenonderzoek (viWTA), 2005 ; Rose Barbour, *Doing focus groups* (Thousand Oaks : Sage Publications, 2007) ; David W. Stewart *et al.*, *Focus groups : theory and practice*, 2ème éd., Applied social research methods series (Thousand Oaks : Sage Publications, 2007).

343 Greg Myers, « Enabling talk : How the facilitator shapes a focus group », *Text & Talk - An Interdisciplinary Journal of Language Discourse & Communication Studies* 27, n°1 (2007).

344 Dans notre cas, nous avons rencontré individuellement chaque animateur et observateur pour évoquer leur rôle respectif. En outre, le matin de chaque panel, ils ont tous été réunis pour un passage en revue de l'ensemble du protocole.

345 Thomas L. Greenbaum, *Moderating focus groups : a practical guide for group facilitation* (Thousand Oaks : Sage Publications, 2000).

346 Fishkin, « Consulting the public through deliberative polling ».

347 Sunstein, « Deliberative Trouble : When groups go to extremes » ; Sunstein, « The Law of Group Polarization ».

participant prend la parole à son tour – et d'échanges sur des éléments précis soulevés dans la discussion. Cette combinaison de deux techniques d'animation assure que tous les participants puissent s'exprimer, d'une part, et que les sujets les plus importants, aux yeux des membres du groupe ou de l'animateur, soient discutés plus en profondeur. D'une manière générale, la plupart des groupes ont connu une certaine convivialité et une atmosphère d'échanges constructifs, malgré les tensions qui pouvaient naître de certaines prises de position.

Après avoir présenté l'organisation et les trois outils de collecte de données, le traitement et l'analyse de celles-ci doivent être précisés afin d'indiquer sur quelles bases les résultats des panels citoyens vont être exploités et ainsi servir à la thèse.

C. Le traitement et l'analyse des données

C'est à la qualité de la récolte et du traitement des données qu'est éprouvée la valeur d'un travail scientifique. Si nous avons construit le dispositif de récolte de données en alliant originalité et rigueur scientifique, il convient de poursuivre sur cet élan en traitant et en analysant les données dans cette même perspective. Ce sont trois volets de ce cheminement analytique qui doivent être décrits ici : l'encodage et le codage systématiques des données, l'analyse proprement dite et, enfin, la construction d'idéaux types qui permettront des comparaisons au sein et entre les panels citoyens.

1. Un encodage et un codage systématiques

Toutes les données recueillies par les trois méthodes sont, dans un premier temps, traitées indépendamment et systématiquement. Tout d'abord, les réponses aux questionnaires T1 et T2 sont encodées dans le logiciel de traitement statistique SPSS. Si l'approche de la recherche n'est pas quantitative, l'utilisation d'un tel programme informatique permet toutefois de constituer une base de données qui offre de nombreuses possibilités d'analyses telles que des tris croisés ou des analyses individuelles des données[348]. Par contre, comme nous l'avons déjà mentionné, il ne sera pas fait usage d'outils et d'analyses visant à des généralisations statistiques. Plus précisément, pour chaque participant, une synthèse de leurs réponses aux questionnaires est établie, favorisant les croisements au sein de celles-ci mais également les recoupements avec les autres données récoltées.

[348] Les quatre bases de données – les données récoltées en T1 et en T2 ont été rassemblées dans une base de données unique pour chaque terrain – sont disponibles sur le DVD des annexes.

Ensuite, les cartes du fédéralisme ont également été traitées d'une manière systématique. Toutes ont ainsi été scannées et introduites dans un logiciel d'analyse qualitative de contenu, HyperRESEARCH™[349]. Celui-ci permet de marquer, avec des mots-clés, généralement qualifiés de « codes », des images – d'où son intérêt dans la présente recherche – et de procéder ensuite à des analyses qualitatives. Le codage a été mené en deux temps : premièrement, l'entrée de toutes les occurrences et de leur position sur la « carte du fédéralisme » au regard des ovales concentriques ; deuxièmement, le recodage de ces entrées selon les dimensions de la recherche. Il s'agit donc d'un travail « manuel », ou mieux « réflexif »[350], du chercheur et non pas automatique puisque ce dernier possède une faculté de compréhension et de contextualisation dont l'ordinateur ne jouit pas[351]. En outre, bien qu'en soi intéressantes, les cartes du fédéralisme ont surtout vocation à compléter le corpus des données, en apportant un éclairage plus immédiat et spontané des perceptions du fédéralisme par les participants.

Enfin, les discussions des focus groupes constituent, en termes de volume, la part la plus importante du corpus de données. Toutes ont été enregistrées dans un format numérique[352]. Partant de ce premier matériau, il est généralement conseillé de retranscrire intégralement l'ensemble des échanges[353] ; ce que nous avons fait pour tous les focus groupes du panel d'Anvers et ceux de Kingston. Cependant, dans le cadre de cette recherche, il a été jugé matériellement trop difficile d'appliquer entièrement ce prescrit[354]. L'absence de retranscription intégrale de tous les entretiens a pu être heureusement compensée par le logiciel HyperRESEARCH™, qui permet d'effectuer sur un support audio – les enregistrements – le même codage, et donc le même type d'analyses, que sur un support textuel – les retranscriptions. Ainsi, trois groupes sur cinq à Montréal et un sur

349 Ce logiciel fait partie de la famille des *Computer Assisted Qualitative Data Analysis Software* ou CAQDAS, aux côtés de logiciels plus connus comme NVivo, WeftQDA ou TamsAnalyser. À propos de ces logiciels, voyez, par exemple, Nigel G. Fielding et Raymond M. Lee, *Computer Analysis and Qualitative Research* (Thousand Oaks : Sage Publications, 1998). En français, on pourra consulter : Christophe Lejeune, « Petite histoire des ressources logicielles au service de la sociologie qualitative », in *Humanités numériques*, Claire Brossaud et Bernard Reber (dir.), Traité IC2, série cognition et traitement de l'information (Paris : Hermès, 2007).

350 Christophe Lejeune, « Au fil de l'interprétation. L'apport des registres aux logiciels d'analyse qualitative », *Revue Suisse de Sociologie* 34, n°3 (2008) : 594.

351 Lorraine Savoie-Zajc, « L'analyse de données qualitatives : pratiques traditionnelles et assistées par le logiciel NUD*IST », *Recherches qualitatives* 21 (2000) : 120.

352 Elles peuvent donc être réécoutées sans aucune difficulté à partir du DVD fourni avec la thèse.

353 Brunet et Fucks, « Les groupes focalisés - Focus groups » ; Duchesne et Haegel, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien collectif*.

354 À titre d'illustration, rien que pour le panel liégeois, il aurait fallu compter au moins 28 jours complets de retranscription. En effet, on compte généralement huit heures de travail pour une heure d'enregistrement. Or, à Liège, neuf groupes se sont réunis pour quatre heures de discussions.

neuf à Liège[355] ont été intégralement retranscrits – et ensuite codés – tandis que les autres ont été codés directement sur l'enregistrement[356]. Dans les faits, grâce au recours au même logiciel informatique, l'analyse menée ne diffère pas ; d'ailleurs les codes utilisés sont identiques. Par conséquent, à nos yeux, cette différence potentielle d'encodage peut être minimisée puisque le traitement informatique est analogue et surtout réalisé par le même chercheur.

2. L'analyse des données

Une fois ce travail de préparation des données effectué, l'analyse proprement dite peut être menée. Celle-ci consiste en une exploration qualitative des perceptions et des préférences fédérales des citoyens mises au jour par les trois outils de collecte de données. Plus concrètement, dans la tradition de la recherche qualitative[357], il s'agit de repérer les éléments récurrents, divergents ou encore saillants dans le corpus de données. Pour ce faire, le traitement informatique systématique constitue la première étape de l'analyse en organisant l'ensemble des données selon les codes qui ont été assignés par le chercheur. Dans notre cas, ce sont les dimensions de la recherche qui permettent de structurer l'analyse. Partant du traitement informatique, le véritable travail réflexif revient ensuite au chercheur, selon les pratiques de l'analyse qualitative[358].

Pratiquement, au sein de chaque terrain de l'étude, les données sont analysées au regard des dimensions de la recherche et plus précisément en essayant d'identifier les différentes positions qui s'en dégagent, ce qui les constituent et comment elles s'articulent entre elles. L'unité d'analyse principale est l'individu. La perspective est donc avant tout individuelle, avec pour objectif de saisir les perceptions et les préférences à ce niveau, en identifiant les différences et les similitudes entre les citoyens. Pour ce faire, les trois types de données récoltées sont complémentaires et offrent un portrait plus détaillé pour chaque participant. Travailler à partir des résultats de questionnaires combinés aux discussions en focus groupes et des cartes du fédéralisme permet ainsi d'allier les avantages de la

[355] Une des difficultés était aussi qu'il y avait plus de monde à Liège qu'ailleurs. Il aurait pu être décider, finalement, de n'analyser que 20 participants liégeois, mais cela aurait été dommage, à notre sens.
[356] Sur ces données une analyse avec le logiciel Mosaïqs®, développée par le laboratoire SPIRAL de l'Université de Liège a également été menée en complément du logiciel HyperRESEARCH™ mais n'a pas pu être reproduite dans les autres terrains pour des raisons techniques liées au logiciel. Celui-ci bloquait lorsque les mêmes codes étaient utilisés pour le corpus de données d'un autre terrain.
[357] Voyez, par exemple, Charles C. Ragin, *The comparative method : moving beyond qualitative and quantitative strategies* (Berkeley : University of California Press, 1987).
[358] Graham R. Gibbs, *Qualitative Data Analysis : Explorations with NVivo* (Buckingham : Open University Press, 2002).

standardisation des premiers, la diversité et la profondeur des deuxièmes et la spontanéité des troisièmes.

En complément de l'étude principale des perceptions et des préférences fédérales, l'analyse doit également prendre en compte les éventuels changements d'opinions suite à la participation au panel. L'objectif de la recherche, nous l'avons déjà souligné, n'est ni de susciter des évolutions chez les participants ni de les étudier en tant que telles mais plutôt de proposer un dispositif méthodologique qui constituent un forum d'informations et d'interactions afin de récolter des perceptions et préférences mieux *informées*. Néanmoins, la question des changements et des non-changements ne peut être ignorée, même si elle ne constitue pas le cœur de la présente étude. L'analyse des modifications et des renforcements d'opinions sur base des réponses aux questionnaires mais également des discussions en focus groupes permet de mieux cerner les perceptions et les préférences des participants. Leurs visions du fédéralisme dans leur pays peuvent ainsi être explorées avec une plus grande profondeur, avec un certain recul offert par le dispositif mis en place. Enfin, tenter d'appréhender ces éventuelles évolutions d'opinions ne signifie certainement pas qu'il existe une voie idéale pour percevoir le fédéralisme et son avenir. Il n'y a donc aucune volonté normative. Il existe différentes façons de percevoir le fédéralisme en Belgique et au Canada et celles-ci peuvent ou non être influencées par la participation à un panel citoyen.

En résumé, dans notre cheminement analytique, le recours à l'informatique apporte un traitement plus systématique qu'un traitement classique « à la main » armé d'un surligneur[359], mais le cœur de l'analyse repose sur les données recueillies elles-mêmes. C'est pourquoi l'exploration des perceptions et préférences fédérales dans les quatre terrains sera parsemés de tableaux et d'extraits – plus ou moins longs[360] – des échanges en focus groupes ainsi que d'exemples de cartes du fédéralisme. Dans la « démonstration » qui sera présentée dans les quatre prochains chapitres, il y a donc une véritable volonté d'immersion dans le

[359] Lejeune, « Au fil de l'interprétation. L'apport des registres aux logiciels d'analyse qualitative ».

[360] L'insertion d'extraits dans le corps du texte alourdit indubitablement la lecture, d'autant plus que la retranscription des échanges entre participants n'est pas toujours facilement « lisible » puisqu'elle constitue une retranscription intégrale de ceux-ci, en ce compris les éventuelles répétitions et erreurs de syntaxe. Cependant, les extraits permettent au lecteur de percevoir la dynamique des panels et des discussions qui y ont pris place. Des nombreux extraits ressortent les tensions entre les participants et les arguments soulevés par ceux-ci. Enfin, précisons que les chapitres ont été rédigés de sorte à rendre possible une lecture du texte sans lire les extraits ; c'est d'autant plus important que les extraits sont reproduits dans leur version originale et sans traduction – ce qui était matériellement difficile, voire impossible à réaliser.

matériau empirique afin d'en dégager des idéaux types qui serviront de base à une double comparaison *interne* à chaque terrain et *externe* entre les quatre terrains.

3. La construction d'idéaux types

Finalement, l'analyse des liens entre les perceptions et les préférences mène à la construction d'idéaux types de citoyens. Ces profils génériques reposent sur l'articulation des différentes perceptions et préférences qui émergent du matériau empirique analysé séparément pour chaque terrain en tenant compte de leur contexte fédéral respectif. La construction de ces profils s'inspire des enseignements de Max WEBER à propos de l' « idéal type » (*Idealtypus*) qu'il définit ainsi :

> [a]n ideal type is formed by the one-sided *accentuation* of one or more points of view and by the synthesis of a great many diffuse, discrete, more or less present and occasionally absent concrete individual phenomena, which are arranged according to those one-sidedly emphasized view points into a unified *analytical* construct (*Gedankenbild*)[361].

Les différents types de citoyens que nous allons construire sur base des données recueillies dans les quatre terrains peuvent être considérés comme des idéaux types[362]. En effet, suivant la définition de Lewis A. COSER, ils peuvent être vus comme « an analytical construct that serves the investigator as a measuring rod to ascertain similarities as well as deviations in concrete cases »[363]. De plus, le même auteur insiste sur le fait que Max WEBER ne partait pas de « statistical averages. Average Protestants in a given region or at a given time may be quite different from ideal typical Protestants. The *ideal type* involves an accentuation of typical courses of conduct »[364]. Basée sur l'analyse qualitative de l'ensemble du corpus de données, la création des profils de citoyens reflète cette construction analytique suggérée par le sociologue allemand et qui doit, à des fins heuristiques, s'élever quelque peu de la réalité concrète. Surtout, ajoute-t-il :

---

361 Max Weber, « Objectivity in Social Science and Social Policy », in *The Methodology of the Social Sciences*, Edited and translated by Edward A. Shils and Henry A. Finch (dir.) (New York : Free Press, [1904] 1949), 90 (italiques dans l'original). La traduction française des travaux du sociologue allemand étant régulièrement critiquée, nous avons préféré recourir à la traduction anglaise.

362 Max WEBER distingue trois sortes d'idéaux types selon leur niveau d'abstraction. La première sorte d'idéaux types, explique Lewis A. COSER, « are rooted in historical particularities as the 'western city,' 'the Protestant Ethic,' or 'modern capitalism,' which refer to phenomena that appear only in specific historical periods and in particular cultural areas », Lewis A. Coser, *Masters of sociological thought : ideas in historical and social context* (New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1971), 224. Les profils dégagés dans notre recherche appartiennent à cette première catégorie. Max WEBER ajoute « in this function especially, the ideal-type is an attempt to analyze historically unique configurations or their individual components by means of genetic concepts », Weber, « Objectivity in Social Science and Social Policy », 93. Les deux autres sortes sont respectivement des éléments plus abstraits de la réalité sociale comme la bureaucratie et des propositions encore plus abstraites comme les propositions formulées par la théorie économique ; voyez Coser, *Masters of sociological thought : ideas in historical and social context*, 224.

363 Coser, *Masters of sociological thought : ideas in historical and social context*, 223.

364 *Ibid.*, 223 (italiques dans l'original).

> […] we should emphasize that the idea of an ethical *imperative*, of a 'model' of what 'ought' to exist is carefully distinguished from the analytical construct, which is 'ideal' in the strictly logical sense of the term. It is a matter of constructing relationships which our imagination accepts as plausibly motivated and hence as 'objectively possible' and which appear as *adequate* from the nomological standpoint[365].

En d'autres mots, comme les traducteurs de *From Max Weber*, Hans H. GERTH et C. Wright MILLS, le précisent succinctement « the term 'ideal' has nothing to do with evaluations of any sort »[366]. Ce faisant, les profils de citoyens doivent être considérés comme des constructions analytiques et non pas comme des jugements de valeur à propos de savoir s'il est bien ou mal d'être un séparatiste ou un unitariste, par exemple. Finalement, les idéaux types sont, conclut Max WEBER, « of great value for research and of high systematic purposes when they are used as conceptual instruments for *comparison* with and the *measurement* of reality. They are indispensable for this purpose »[367]. Suivant cette logique, les types de citoyens de notre étude sont construits en vue d'être comparés entre eux au sein d'un même terrain et entre ceux des autres terrains de la recherche. En fait, la conception des idéaux types est « intimately linked with the comparative method. This method implies that two constellations are comparable in terms of some features common to the both. A statement of such common features implies the use of general concepts »[368]. Appliquant ce conseil, les profils de citoyens seront analytiquement construits sur base des quatre dimensions des perceptions ainsi que des indicateurs des préférences, à partir de notre lecture du matériau recueilli.

IV. Les limites

Toute recherche comporte des limites qu'il convient de préciser et surtout de se rappeler tout au long de celle-ci – depuis la récolte des données jusqu'à la présentation des conclusions. Premièrement, la taille du groupe-cible appelle à la prudence, surtout au sein de chaque terrain. Si, comme le rappelait David M. RYFE, la plupart des expériences délibératives n'impliquent qu'entre 20 et 30 participants[369], il faut garder à l'esprit que, par définition, un groupe – pour ne pas parler d'échantillon qui évoque une logique quantitative – de petite taille ne peut être représentatif. Être conscient de cet état de fait constitue une première précaution nécessaire. Cependant, cette recherche n'a pas vocation à proposer des

365 Weber, « Objectivity in Social Science and Social Policy », 92 (italiques dans l'original).
366 Hans Heinrich Gerth et C. Wright Mills, *The man and his work*, introduction to *From Max Weber : Essays in Sociology* (New York : Galaxy Book, [1946] 1958), 59.
367 Weber, « Objectivity in Social Science and Social Policy », 97.
368 Gerth et Mills, *The man and his work*, 60.
369 Ryfe, « Does deliberative democracy work? » : 51.

généralisations statistiques. Plutôt, par sa nature compréhensive, elle vise à étudier en profondeur les relations entre les perceptions et les préférences des participants, ce qu'une recherche quantitative ne pourrait prétendre. En outre, elle doit s'entourer de certains garde-fous tels que le respect des exigences de diversification et de saturation dans la constitution du groupe-cible, c'est-à-dire s'assurer que les participants proviennent d'horizons multiples et portent des perceptions et préférences diversifiées. Au final, une analyse qualitative prudente et rigoureuse des données qui ne chercherait pas à opérer des généralisations statistiques peut donc offrir des résultats scientifiquement valides.

Deuxièmement, rappelons que l'objectif principal de cette thèse est de capturer, d'abord, et de mieux comprendre, ensuite, les perceptions et les préférences fédérales dans le cadre d'un dispositif méthodologique informatif et délibératif. L'étude des éventuelles évolutions n'arrive donc qu'au second plan, afin de compléter si possible le cœur de la recherche. Il ne faut donc pas s'attendre à des réflexions poussées sur les mécanismes – psychologiques ou cognitifs – qui expliquent la présence ou l'absence de changements chez les participants. Un autre dispositif méthodologique aurait été nécessaire pour traiter cette question – fort stimulante, par ailleurs. Dans cette perspective, un seul panel, bien que organisé différemment, aurait probablement suffi à éclairer cette interrogation.

Enfin, en s'éloignant des méthodes classiques, notre recherche connaît le risque inhérent à tout dispositif méthodologique se voulant ambitieux et original. Les balises méthodologiques précisées dans ce chapitre, notamment en termes de traitement et d'analyse, doivent cependant permettre de minimiser ce risque et de maximiser les avantages du dispositif mis en place. D'une manière générale, le cadre d'analyse qui a été dressé et qui guidera notre travail doit réduire autant que possible la part de subjectivité qui accompagne toute recherche en sciences sociales. En effet, il permet également la vérifiabilité des analyses – critère méthodologique essentiel, comme le rappellent Sébastien BRUNET et Isabelle FUCKS à propos des focus groupes[370] – d'autant plus que l'ensemble du matériau de la recherche est annexé à la présente étude. L'effort scientifique proposé ici n'est donc pas sans inconvénients, mais tout au long de notre cheminement analytique nous adopterons une posture prudente et rigoureuse, en essayant de tirer profit au maximum de la richesse des données récoltées auprès de 127 citoyennes et citoyens d'Anvers, Kingston, Liège et Montréal.

[370] Brunet et Fucks, « Les groupes focalisés - Focus groups », 7.

DEUXIÈME PARTIE

Panels citoyens

PREMIÈRE SOUS-PARTIE

Panels citoyens belges

Chapitre 3

Les citoyens belges francophones et le fédéralisme en Belgique

Avec ce chapitre débute l'analyse des données proprement dites et surtout la présentation des résultats de la recherche. Celui-ci s'ouvre avec la description de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme qui s'est tenue le 29 septembre 2007 à l'Université de Liège. Le contexte du lieu et du moment, les participants et, enfin, l'organisation et le déroulement de ce panel sont exposés tour à tour. Ensuite, les perceptions des 64 citoyens réunis sont abordées en distinguant, selon le cadre analytique développé au chapitre précédent, leur connaissance politique, leur perception politique, leurs identités et leur perception de l'autre. Sur cette base, différentes perceptions du fédéralisme pourront être dégagées et serviront à la construction des profils de citoyens. Avant de passer à cette étape, les préférences des participants à l'endroit de l'avenir du fédéralisme en Belgique doivent être étudiées afin de les lier avec les perceptions. Enfin, dans la dernière partie du chapitre, quatre profils de citoyens seront dégagés de l'analyse combinée des perceptions et des préférences. Ces idéaux types de citoyens – l'unitariste, l'unioniste, le fédéraliste et le régionaliste – pourront être comparés aux profils issus des trois autres terrains de la recherche.

I. La Rencontre citoyenne sur le fédéralisme

A. Le contexte : Liège, la Belgique francophone et la Wallonie

Le 29 septembre 2007, 64 citoyens belges francophones ont été réunis à l'Université de Liège pour une Rencontre citoyenne sur le fédéralisme belge. Le fédéralisme – et plus particulièrement l'avenir de la Belgique – est un thème récurrent dans ce pays depuis de nombreuses années. Pas un jour ne passe sans que les médias n'évoquent les tensions communautaires entre les représentants du nord et du sud du pays. Ce sujet ne manque pas non plus d'animer les discussions de bon nombre de citoyens. Comme nous l'avons souligné d'emblée, rares sont pourtant les avenues où ceux-ci peuvent apprendre et échanger sur ce thème important avec des experts, des responsables politiques et d'autres citoyens. L'objet de la rencontre était de leur proposer une telle opportunité afin de mieux comprendre les relations entre leurs perceptions et leurs préférences fédérales. Avant de

présenter plus en détail les personnes qui ont pris part à ce panel ainsi que son organisation et son déroulement concrets, il est opportun de revenir sur le contexte – du lieu, d'une part, et du moment, d'autre part – dans lequel s'est inscrit ce premier panel.

1. Le fédéralisme en Belgique francophone

En Belgique francophone, c'est-à-dire en Wallonie – sans les cantons germanophones – et à Bruxelles, les citoyens n'ont guère été demandeurs de fédéralisme. Certes, comme nous l'avons rappelé dans le premier chapitre, le mouvement wallon a porté des demandes d'autonomie socio-économique qui ont reçu une réponse par la régionalisation. Depuis lors, la population semble partagée entre différents scénarios. Dans l'enquête post-électorale de 2007[371], deux d'entre eux totalisaient ensemble deux tiers des Wallons : le rétablissement de la Belgique unitaire et le renforcement du niveau fédéral[372]. Deux autres préférences sont également présentes au sein de la population : d'une part, le *statu quo* fédéral actuel mais qui ne récolte guère de suffrage (12 %) et, d'autre part, une plus grande autonomie pour les Régions et les Communautés (17 %). Enfin, d'après la même enquête, on ne trouve que peu de Wallons souhaitant la scission de la Belgique (4 %). D'une manière générale, cette hiérarchie entre les différents scénarios a été relativement stable dans le temps[373] – même si évidemment le poids de chacune de ces préférences peut varier d'une enquête à l'autre[374].

Par ailleurs, si l'on opte plutôt pour une vision dichotomique opposant « la Belgique doit décider » à « la Wallonie doit décider » sur une échelle continue de 0 à 10, on remarque qu'il existe « un écart stable (depuis au moins 1995), de 40 % en faveur des 'belgicistes' par rapport aux 'régionalistes' »[375]. Cette situation contraste avec la Flandre où l'écart a toujours

371 Une enquête récente menée en 2009, soit après la Rencontre citoyenne, montre que la situation actuelle diffère sensiblement de celle de 2007. En effet, les résultats de cette recherche montre que la hiérarchie s'est modifiée puisque dorénavant les Wallons se divise plutôt en trois grands groupes dont le plus important est constitué par ceux qui préfèrent un renforcement des compétences régionales et communautaires (33 %), suivi de ceux qui souhaitent plus de compétences pour l'État fédéral (30 %) et en troisième lieu ceux qui se satisfont du statu quo (22 %), voyez Deschouwer et Sinardet, « Taal, identiteit en stemgedrag ».

372 André-Paul Frognier *et al.*, « Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007 », in *PIOP* (Louvain-la-Neuve : Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique, Université catholique de Louvain, 2008).

373 Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges ».

374 Par exemple, entre 2003 et 2007, le rétablissement de la Belgique unitaire est passé de 31 % à 44 %, le renforcement du niveau fédéral de 20 % à 22 %, et l'augmentation de l'autonomie des Régions et Communautés de 22 % à 12 %, voyez Frognier *et al.*, « Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007 », 12.

375 Lieven De Winter, « Les identités territoriales : 25 ans d'évolution », in *Élections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, André-Paul Frognier *et al.* (dir.) (Bruxelles : De Boeck, 2008), 153.

été plus faible[376] et, d'après les résultats de l'enquête de 2007, le rapport s'est inversé en faveur des « régionalistes »[377]. Ainsi, et c'est l'élément important de cette description du contexte fédéral francophone, le centre de gravité du débat autour de l'avenir du fédéralisme dans une perspective belge francophone se situe du côté de « la Belgique décide » plutôt que de « la Wallonie décide ». En d'autres termes, une part importante des citoyens francophones estime qu'il faut renforcer le niveau fédéral et une autre estime qu'il faudrait même revenir à un système unitaire.

Toutefois, cette vision de la Belgique reflète que le fédéralisme est « incompris »[378] par nombre de francophones, puisque, compte tenu des positions minimales néerlandophones pour un renforcement des compétences des entités fédérées, une re-fédéralisation d'un large paquet de compétences est irréaliste et le rétablissement de l'État unitaire en Belgique irait tout simplement à l'encontre de la dynamique fédérale belge[379]. Pour expliquer cette attitude, reprenant le concept développé par Pierre BOURDIEU d'« hystérésis de l'habitus »[380], André-Paul FROGNIER, Lieven DE WINTER et Pierre BAUDEWYNS avancent que cette attitude d'un grand nombre de Belges francophones témoignerait « d'un phénomène d' 'hystérésis' (persistance d'une attitude du passé même lorsque les conditions changent), accompagnée d'une survalorisation de ce qui est peut-être appelé à disparaître et qui n'en prend dès lors que plus de prix »[381]. Comme le souligne Jean-Claude SCHOLSEM, « [le] monde francophone […] semble parfois comme en état de veuvage psychologique, ayant perdu « son » État, peu capable d'en forger un autre »[382]. Face à ce constat, c'est l'un des objets de cette étude que de comprendre cette perception au regard de la dynamique fédérale belge actuelle et d'analyser si un processus d'information et

376 Voyez, par exemple, pour les deux dernières enquêtes post-électorales : Swyngedouw *et al.* (dir.), *De Kiezer Onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen* ; Marc Swyngedouw et Nathalie Rink, « Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 », in *Onderzoeksverslag Centrum voor Sociologisch Onderzoek (CeSO)* (Louvain : Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO), 2008).

377 De Winter, « Les identités territoriales : 25 ans d'évolution », 153.

378 Geoffrey Grandjean *et al.*, « Le fédéralisme « incompris » : perceptions et préférences d'un auditoire d'étudiants de l'ULg », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°3 (2009).

379 Sur ce sujet, on consultera utilement Deschouwer, « Kingdom of Belgium » ; Piret, « Une Belgique en pointillés » ; Min Reuchamps et François Onclin, « La fédération belge », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009).

380 Pierre Bourdieu, *Le Bal des célibataires : Crise de la société paysanne en Béarn*, Points Essais (Paris : Seuil, 2002).

381 Frognier *et al.*, « Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007 », 12.

382 Scholsem, « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? » : 293.

de délibération peut avoir un impact sur cette préférence partagée par de nombreux citoyens francophones.

Enfin, le panel belge francophone a été organisé à Liège et plus précisément à l'Université de Liège – pour des raisons pratiques évidentes. Liège constitue la deuxième ville la plus habitée de Wallonie, après Charleroi, et, de tout temps, les Liégeois ont joué un rôle politique important aussi bien au niveau national, lorsque la Belgique était encore unitaire, qu'au niveau fédéral, régional et communautaire depuis sa fédéralisation. En outre, les habitants de la Cité ardente, comme ces derniers aiment la qualifier, ont souvent été vus, par le reste des Belges[383], comme animés par un « esprit principautaire », frondeurs et fortement attachés à leur ville et à leur identité liégeoise. Cet élément identitaire émergera peut-être des données récoltées lors de la rencontre citoyenne et devra dès lors être pris en compte dans l'analyse. La description de ces deux éléments contextuels permet de mieux comprendre dans quel environnement politique et identitaire s'est déroulé ce premier panel.

2. La question fédérale exacerbée

Outre le contexte du lieu, un autre aspect contextuel, celui du moment, doit être explicité. Le jour de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme, le 29 septembre 2007, la Belgique vivait son 109ème jour sans véritable gouvernement fédéral[384]. En effet, suite aux élections fédérales du 10 juin 2007[385], les partis victorieux – le cartel CD&V-N-VA, l'OpenVLD, le MR et le cdH – ne parvenaient pas à se mettre d'accord pour former un gouvernement en raison des positions des partenaires potentiels sur les dossiers communautaires, notamment l'esquisse d'une future réforme de l'État, la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV) ou encore le statut des communes à facilités de la périphérie bruxelloise[386].

Les tensions autour de la formation d'un gouvernement fédéral au moment du panel liégeois constituent potentiellement des événements de nature à influencer les opinions et les attitudes des citoyens – dans ce cas, on parle d'un effet possible de « contamination » – et donc de mettre en cause la validité des données récoltées. Un autre

383 Daniel-Louis Seiler, « Commentaires comparatifs sur les institutions de la « Belgique nouvelle » », in *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.) (Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001), 202.
384 Juridiquement, il y a toujours un gouvernement ; mais dans certains cas celui-ci peut être uniquement chargé de gérer les affaires courantes, ce qui était le cas à ce moment-là.
385 Dans une certaine mesure, la campagne électorale portait en germe les tensions communautaires qui ont suivi les élections ; sur ce sujet, voyez Jean-Benoit Pilet et Emilie van Haute, « The federal elections in Belgium, June 2007 », *Electoral Studies* 27, n°3 (2008) ; Sinardet, « Belgian Federalism Put to the Test : The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath ».
386 Bart Brinckman *et al.*, *De zestien is voor u. Hoe België wegzakte in een regimecrisis. Het verhaal achter de langste regeringsvorming ooit* (Tielt : Lannoo, 2008).

événement médiatico-politique récent a pu également influencer les perceptions et préférences des citoyens : il s'agit de l'émission *Bye-Bye Belgium* diffusée sur la RTBF, le 13 décembre 2006, qui annonçait dans un vrai-faux journal télévisé la proclamation de l'indépendance de la Flandre par le Parlement flamand. Cette émission a provoqué d'innombrables prises de position et suscité de nombreuses réactions dans la population – très – négatives comme – très – positives[387].

Néanmoins, au-delà de l'impossibilité même de mener une recherche en sciences sociales reposant sur des conditions où « toutes autres choses restent égales », on peut avancer que les perceptions et les préférences des citoyens reposent sur des événements et des expériences qui sont antérieures aux événements de l'actualité récente, même si celle-ci, à son tour, contribue à façonner les attitudes et les opinions politiques de tout un chacun. Depuis de nombreuses années, la Belgique connaît des tensions communautaires qui ont façonné la socialisation politique de plusieurs générations de citoyens ; dans cette perspective, le contexte politique avant la rencontre citoyenne participe à la formation, au développement et au renouvellement des perceptions politiques – tout comme la participation à une telle rencontre constitue un événement pouvant modifier les opinions politiques. Il appartient donc au chercheur de tenter de dégager, lors de l'analyse des données, les facteurs déterminant les comportements politiques et de distinguer éventuellement les causes immédiates des causes profondes. Enfin, l'actualité renouvelée du fédéralisme parmi les citoyens francophones a probablement favorisé le recrutement des participants pour la rencontre citoyenne, comme le laisse entendre un des participants : « le sujet m'intéresse fortement d'autant plus en fonction des circonstances que l'on traverse au niveau national » (B1).

B. Les participants : 64 citoyennes et citoyens

Qui sont les 64 participants à cette Rencontre citoyenne sur le fédéralisme ? Tout d'abord, ceux-ci ne constituent certainement pas un échantillon statistiquement aléatoire et représentatif de la population des Belges francophones dans son ensemble – ce n'est d'ailleurs pas l'objectif des panels, comme nous l'avons expliqué dans le deuxième chapitre[388]. Toutefois, venant d'horizons fort différents, ils représentent ainsi une diversité

[387] À ce sujet, voyez Philippe Dutilleul (dir.), *Bye-Bye Belgium* (Loverval : Labor, 2006) ; Marc Lits (dir.), *Le vrai-faux journal de la RTBF : les réalités de l'information* (Charleroi : Couleur Livres, 2007).

[388] De plus, dans ce même chapitre, nous avions énoncé l'objectif de réunir une vingtaine de participants. Comment alors expliquer la réunion de 64 participants pour le panel liégeois ? Cela tient à la combinaison de deux raisons. D'une part, ce panel était prévu initialement comme un panel-test (un autre devait être organisé

de points de vue qui, même s'ils ne peuvent être généralisés à l'ensemble de la population, peuvent nous aider à mieux comprendre, grâce à une analyse qualitative, les opinions et représentations politiques sur le fédéralisme belge.

Plus concrètement, parmi les 64 personnes présentes, 36 sont des hommes et 28 des femmes ; une grande majorité d'entre eux vit en province de Liège (91 %[389]). Deux tranches d'âge sont surreprésentées : les 18-30 ans (43 %) et les plus de 51 ans (40 %). Une autre catégorie de citoyens est largement présente : les personnes avec un diplôme universitaire (44 %). Ces caractéristiques du groupe-cible ne sont pas surprenantes au regard d'expériences participatives similaires, reposant sur une participation volontaire[390]. En effet, les hommes plutôt âgés, avec un niveau d'études élevé et s'intéressant à la politique sont généralement plus enclins à participer à ce type d'événements. Un intérêt pour la politique élevé est également partagé par les participants puisque 70 % d'entre eux s'intéressent beaucoup ou assez à la politique – alors que la proportion est inversée dans l'ensemble de la population, si l'on en croit les résultats de l'*European Social Survey*[391].

Par ailleurs, comme on le verra dans les sections suivantes, parmi les participants, on trouve une grande diversité en termes à la fois de perceptions et à la fois de préférences. Compte tenu du cadre méthodologique et des exigences en matière de « bonne » recherche qualitative[392], cette pluralité de points de vue sur le fédéralisme et son avenir est particulièrement importante car c'est l'objet même de cette recherche de mieux comprendre ces différentes perceptions et préférences et de les mettre en relation. En outre, l'analyse ne s'opère pas sur les variables sociodémographiques et politiques classiques[393] – l'âge, le sexe, l'éducation ou encore l'identification partisane, par exemple – mais bien sur des dimensions touchant aux perceptions et préférences – les deux grandes

en septembre 2008, peu avant le panel anversois) et, d'autre part, en raison de certaines facilités locales de recrutement, un grand nombre de personnes a répondu à l'invitation, dépassant ainsi nos attentes. Comme ce panel-test s'était bien déroulé, nous avons décidé de considérer ce panel comme le panel définitif ; ce qui nous permettait de ne pas organiser un autre panel belge francophone. En outre, confirmant la littérature sur ce sujet, l'expérience des autres terrains a confirmé qu'il n'était pas nécessaire de réunir 64 participants pour répondre à la double exigence de diversification et de saturation.

389 S'il est de coutume en sciences sociales de ne pas présenter des données en pourcentage lorsque l'échantillon est inférieur à 100, certaines données sont présentées en pourcentage afin d'en faciliter leur lecture ; il faut toutefois garder à l'esprit la petite taille de l'échantillon (64 personnes) où chaque personne « représente » un peu plus d'un point de pourcentage.

390 Cynthia Farrar *et al.*, « Does Discussion Group Composition Affect Policy Preferences? Results from Three Randomized Experiments », *Political Psychology* 30 (2009) : 624.

391 Dont les résultats peuvent être consultés sur le site : http ://www.europeansocialsurvey.org/ (consulté le 13/04/2010).

392 Pires, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », 154-159.

393 Dans ce cas, il aurait été certainement préférable de mener une recherche quantitative.

variables qui sont étudiées. Il est donc fondamental que le panel puisse réunir des participants portant des visions contrastées, voire opposées. Or, les résultats qui seront présentés ci-dessous attestent de cette diversité.

Derrière ce portrait global des participants se cache au moins une réalité intéressante qu'il faut signaler : la présence de personnes qui généralement ne participent pas à de telles expériences politiques participatives mais qui étaient présentes pour « faire plaisir à l'organisateur et/ou à l'un de ses proches ». Comme le montre le Tableau 3.1, un quart des participants (14 personnes) s'intéresse peu ou pas du tout à la politique mais est venu pour faire plaisir à l'organisateur. La présence de ces personnes contribue grandement à la diversité des citoyens réunis pour cette rencontre.

Tableau 3.1 Croisement entre S'intéresse à la politique et Raison principale de participer (en nombres réels, T2)

Modalité de réponse	C'est mon devoir de citoyen	Le sujet m'intéresse	Faire plaisir à l'organisateur et/ou un de ses proches	Total
Beaucoup/Assez	3	22	12	37
Peu/Pas du tout	2	2	14	18
Total	5	24	26	55

Nombre de répondants = 55 (9 participants n'ayant pas répondu à une de ces deux questions).

Enfin, le Tableau 3.1 indique également que, pour un peu moins de la moitié des personnes présentes, la raison *principale* de participer n'était pas l'intérêt pour la question, mais bien une raison personnelle – ce qui constitue finalement une bonne façon de réunir des gens « non intéressés ». Le participant B9 indique ainsi « je suis venu pour faire plaisir à [l'organisateur] et tant qu'à faire, peut-être un peu mieux m'informer sur tous ces sujets, qui à la base, ne sont pas mes préoccupations ». L'évaluation « Tout à fait positive » de la journée pour 49 des 64 participants laisse néanmoins entendre que cet événement fut intéressant, même pour les personnes qui s'étaient déplacées pour des raisons non académiques.

C. L'organisation et le déroulement

Dans le chapitre précédent, le dispositif général de la recherche a été exposé. Appliquant ce dispositif, chaque panel suit une organisation et un déroulement similaires afin d'harmoniser, le plus possible, la collecte des données entre les terrains de recherche.

Toutefois, si la logique fut la même pour chaque panel citoyen, leur organisation et déroulement pratique ont varié légèrement. Dans cette section, l'organisation et le déroulement de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme sont abordés.

Le panel belge francophone est celui qui a réuni le plus grand nombre de participants. Au total, ce ne sont pas moins de 64 citoyens qui ont pris part à cette rencontre d'une journée. Les participants ont été répartis en neuf groupes de discussions ou focus groupes (dont le nom va du groupe A au groupe I). Chacun de ces groupes était animé par un animateur et observé par un observateur, dont le rôle respectif a été expliqué dans le deuxième chapitre. Selon le *modus operandi* général, la rencontre s'est ouverte et s'est clôturée avec la passation d'un pré-questionnaire et d'un post-questionnaire. Entre ces deux moments, le panel a été construit autour de périodes de discussions en petits groupes (quatre au total) et de séances plénières avec des experts ou des hommes politiques (Tableau 3.2).

Tableau 3.2 Programme de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme

8h45 – 9h00	Accueil des participants
9h00 – 9h15	En séance plénière : mots d'accueil par Bernard FOURNIER et Min REUCHAMPS
9h15 – 10h00	En séance plénière : passation du questionnaire
10h00 – 11h30	En sous-groupes (I) : présentation de la rencontre et de son déroulement ; discussions sur les perceptions
11h30 – 12h15	En séance plénière : intervention de Christian BEHRENDT : « Les origines et la structure du fédéralisme belge », suivie d'une séance de questions-réponses
12h15 – 13h00	Dîner
13h00 – 13h50	En sous-groupes (II) : discussions et réactions à propos de l'intervention de Christian BEHRENDT et discussions sur les perceptions
13h50 – 15h00	En séance plénière : interventions de Jaak GABRIELS et d'Yvan YLIEFF : « Les relations communautaires au sommet de l'État », suivies d'une séance de questions-réponses
15h00 – 15h45	En sous-groupes (III) : discussions et réactions à propos des interventions de Jaak GABRIELS et d'Yvan YLIEFF et discussions sur les préférences fédérales
15h45 – 16h00	Pause
16h00 – 16h45	En séance plénière : intervention de Paul PIRET : « Les relations communautaires et les réformes du système fédéral », suivie d'une séance de questions-réponses
16h45 – 17h45	En sous-groupes (IV) : discussions et réactions à propos de l'intervention de Paul PIRET et dernier tour de table
17h45 – 18h30	En sous-groupes : nouvelle passation du questionnaire
18h30	Fin de la rencontre ; verre de clôture

Après l'accueil des participants et la passation du premier questionnaire en séance plénière, les participants se sont réunis en petits groupes dans un local propre à chaque groupe. Chaque citoyen, lors de son arrivée sur le lieu de la rencontre, s'était vu attribué un des neufs groupes, selon un processus permettant de répartir équitablement les participants

et les participantes, d'une part, et les citoyens de moins de 30 ans et les citoyens de plus de 30 ans, d'autre part. Ainsi, pour l'ensemble des discussions, chaque participant était assigné au même groupe – et donc avec les mêmes autres participants –, animé et observé par les deux mêmes personnes tout au long des échanges, et ce afin de permettre qu'une dynamique de groupe se développe. Lors de cette première séance de discussions, l'animateur a pu repréciser l'objectif de la journée – permettre à des citoyens de s'informer et discuter de leur vision du système fédéral en Belgique et de son futur – avant de les inviter à livrer leurs perceptions du fédéralisme belge, d'abord, au travers de l'exercice de la « carte du fédéralisme » et, ensuite, pour plus d'une heure au travers d'échanges entre les participants. Il s'agissait donc de capturer « à chaud » les perceptions des citoyens, et plus particulièrement leur connaissance et compréhension du fédéralisme avant tout processus d'information.

Après cette première discussion, les participants se sont réunis en séance plénière – tous les groupes – et ont écouté Christian BEHRENDT, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Liège, qui a, dans une présentation d'une vingtaine de minutes, exposé les raisons du fédéralisme en Belgique et décrit la structure fédérale belge en insistant notamment sur le système d'élections des parlementaires[394]. Après son exposé, il a répondu aux questions du public qui l'a interrogé sur différents aspects du fédéralisme belge et plus particulièrement sur les relations communautaires et le dossier BHV. Cette session avait donc pour vocation d'informer les participants sur le sujet afin qu'ils puissent développer ou renforcer leurs opinions à partir de ces informations « objectives » mais également communes à tous les participants.

Sur cette base, la deuxième séance de discussions en focus groupes a approfondi la dimension des perceptions. Cette fois, les échanges n'ont plus tourné autour des connaissances mais bien autour des questions de légitimité et plus généralement de perception politique, ainsi que des identités et sentiments d'appartenance. Pendant 45 minutes, les participants ont ainsi pu discuter de leur perception du fédéralisme et de leurs identifications.

La deuxième séance plénière suivait une logique différente de la première. Cette fois, ce n'était plus un « expert » qui avait la parole mais deux hommes politiques, l'un du nord et l'autre du sud du pays. Ainsi, il ne leur était pas demandé de donner une

[394] L'enregistrement de cette intervention ainsi que de la séance de questions-réponses est disponible sur le DVD contenant l'ensemble des enregistrements récoltés dans les quatre panels.

information objective sur le fédéralisme belge, mais bien d'exprimer leur opinion sur ce sujet. Dans cette perspective, Yvan YLIEFF, ancien ministre PS (socialistes francophones), et Jaak GABRIELS, ancien ministre VLD[395] (libéraux néerlandophones), ont présenté, à tour de rôle, leur vision du fédéralisme et ont ensuite répondu aux nombreuses questions des participants. Loin d'être un débat entre deux personnalités politiques – la logique de cette rencontre citoyenne avait d'ailleurs été expliquée aux deux intervenants afin d'éviter cet écueil – les échanges furent intenses mais peu conflictuels. D'ailleurs, les deux orateurs ont tenu à répondre ensemble – sans pour autant être d'accord sur tous les points – aux questions des participants et se sont montrés enthousiastes à réagir entre eux.

L'intervention de l'homme politique néerlandophone, Jaak GABRIELS, a particulièrement surpris, et généralement d'une manière positive, l'audience francophone en face de lui. Rappelons que cet ancien ministre VLD a été un membre important de la Volksunie[396], ce parti nationaliste flamand créé en 1954 pour défendre les intérêts de la Flandre et qui a implosé en 2001 suite à de graves dissensions internes après avoir joué un rôle non-négligeable dans la transformation fédérale du pays[397]. Partant de cet engagement militant, plusieurs participants s'attendaient à entendre un discours « pro-flamand », voire « anti-belge » et « anti-francophone ». À leur surprise, Jaak GABRIELS a expliqué qu'il s'était battu, tout au long de son engagement politique, pour l'instauration du fédéralisme en Belgique et qu'une fois ce but atteint, il fallait maintenant travailler au bon fonctionnement du système fédéral, ce qui ne signifiait donc pas de continuer à transférer massivement des compétences aux entités fédérées mais plutôt (dé)fédéraliser certaines et refédéraliser d'autres[398]. Ce discours « fédéraliste » qui peut être surprenant pour nombre de francophones correspond toutefois à l'évolution de la VU qui a été « victime de son propre succès »[399], comme l'écrivent Emilie VAN HAUTE et Jean-Benoit PILET, et au programme

[395] Depuis lors le VLD – *Vlaamse Liberalen en Democraten* – est devenu, en 2007, l'OpenVLD ; pour les raisons de ce changement de nom, voyez, par exemple, Pierre Verjans, « Mutation des systèmes partisans et résultats électoraux : Proportion congrue et gouvernabilité », in *La Belgique en mutation. Systèmes politiques et politiques publiques (1968-2008)*, Jean Beaufays et Geoffroy Matagne (dir.) (Bruxelles : Bruylant, 2009), 82.

[396] Ce qui signifie, en français, l'union du peuple.

[397] Sur l'évolution de ce parti, on consultera utilement notamment : Emilie van Haute, « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », in *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement*, Pascal Delwit (dir.) (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2005) ; Verjans, « Mutation des systèmes partisans et résultats électoraux : Proportion congrue et gouvernabilité ».

[398] Dans le contexte belge, à l'inverse de la situation canadienne, (dé)fédéraliser signifie régionaliser/décentraliser tandis que refédéraliser signifie (re)centraliser. Cette différence tient au sens de la dynamique fédérale belge qui est, principalement, centrifuge.

[399] van Haute et Pilet, « Regionalist parties in Belgium (VU, RW, FDF) : Victims of their own success? ».

électoral de l'OpenVLD pour les élections législatives fédérales de 2007[400]. Cela étant, l'intervention de cet ancien militant de la VU a étonné, comme le laisse entendre cet extrait d'une discussion :

> A : Le discours vous a donc étonné ?
> B5 : Oui. Je m'imaginais bien qu'il n'allait pas venir avec son discours flamand. Je ne sais pas s'il l'aurait... Je pensais qu'il allait davantage expliquer que la situation est celle là et que voilà. *Là, il a l'air contre tout ce qui se fait maintenant* et de dire qu'il faut abandonner tout cela et revenir finalement...
> A: Vous pensez qu'il est en minorité dans le paysage politique flamand ? Qu'il est dans un monde de Bisounours ?
> B5: Il a l'air de dire le contraire. Que quelques-uns...
> B2: C'est ce que j'ai toujours pensé moi-même et j'ai quand même travaillé pendant 25 ans en Flandre. *Je me dis que la mentalité de la population n'est pas comme cela, à vouloir un extrémisme. Il y en a bien sûr, mais c'est une minorité.*
> B5: Mais c'est eux qui crient le plus fort.
> B2: Pourquoi c'est eux qui crient le plus fort ? Justement, ils ont peut-être peur, comme on en a parlé tantôt... Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a beaucoup de gens qui votent Vlaams Belang. On a tous son caractère et sa mentalité et cela joue peut-être. Il y a peut-être des arguments percutants qui les influencent. Il faut voir.

Suivant cette rencontre avec les deux personnalités politiques, les citoyens se sont retrouvés pour la troisième fois dans leur groupe de discussions. Au menu de cette session de 45 minutes étaient à nouveau les perceptions et plus particulièrement les perceptions de l'autre communauté, c'est-à-dire la Flandre et les Flamands/néerlandophones. Que cette séance suive l'intervention et l'interaction avec un homme politique du nord du pays n'était pas fortuit et était censé alimenter la discussion en petits groupes.

La troisième et dernière séance plénière voyait l'intervention d'un second expert, issu cette fois du monde médiatique. Dans un exposé d'une vingtaine de minutes, Paul PIRET, journaliste à *La Libre Belgique* où il est responsable du service politique, est revenu, dans un premier temps, sur les raisons qui ont conduit la Belgique d'un État unitaire à un État fédéral et a ensuite présenté, sur cette base et à nouveau le plus objectivement possible, les différences perspectives pour le futur de la Belgique[401]. Il a, ainsi, distingué les scénarios de scission, de l'approfondissement des compétences des entités fédérées, du *statu quo* et, enfin, d'une refondation ou autrement dit du *statu quo* amélioré. Après cette présentation, la séance de questions-réponses a touché différentes thématiques dont le rôle des médias dans les conflits communautaires, la place des germanophones et des Bruxellois

[400] Ce parti prônait une (dé)fédéralisation de certaines compétences accompagnée d'une refédéralisation d'autres compétences ; voyez Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges », 222-223.
[401] Cette présentation s'inspirait d'un article, auquel il a été fait référence ci-dessus, publié quelques mois plus tôt dans la revue *Études* : Piret, « Une Belgique en pointillés ».

dans le fédéralisme belge et plus généralement les tensions entre néerlandophones et francophones.

De retour en focus groupe, pour la quatrième fois, les participants ont été invités à exprimer leurs préférences pour l'avenir du fédéralisme belge. Pour ce faire, il leur était suggéré d'utiliser, s'ils le souhaitaient, les différents scénarios évoqués dans le questionnaire : le rétablissement de l'État unitaire, moins de compétences pour les Régions, le statu quo de l'État fédéral actuel, davantage de compétences pour les Régions et les Communautés et, enfin, la scission de la Belgique. Partant de ceux-ci, les citoyens pouvaient évidemment combiner plusieurs de ces scénarios ou les modifier ou encore en imaginer d'autres. Cette dernière séance de discussion constituait le cœur de la mesure des préférences fédérales des participants, après un processus d'information et d'interaction.

Finalement, après plus de huit heures de discussions sur le fédéralisme, les participants ont répondu au post-questionnaire. Celui-ci revêt une importance toute particulière puisqu'il permet à la fois d'obtenir des données strictement comparables d'un groupe à l'autre (et donc entre tous les individus) et surtout de pouvoir mesurer les changements éventuellement provoqués par la participation à ce panel. C'est donc sur les réponses aux questionnaires T1 et T2, les discussions menées dans les focus groupes et les cartes du fédéralisme que reposeront les analyses présentées dans le reste de ce chapitre et qui mèneront à la construction d'idéaux types.

II. Les perceptions fédérales des citoyens belges francophones

Face à la densité du matériau recueilli, le cheminement analytique se veut progressif. Il convient dans un premier temps de traiter les perceptions du fédéralisme. À cette fin, quatre dimensions ont été identifiées : la connaissance politique, la perception politique, les identités et les sentiments d'appartenance et enfin la perception de l'autre. Pour chacune de celle-ci, l'objectif de la recherche consiste à identifier dans le corpus de données les arguments, les positions qui serviront de « building blocks » à la construction des idéaux types. Celle-ci offrira une synthèse des relations entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir chez les participants. Tout au long de l'analyse, il s'agira également de vérifier si la participation entraîne certains citoyens à modifier leurs opinions. La démarche entend être ancrée dans le matériau empirique afin d'en proposer une lecture compréhensive.

A. La connaissance politique

La première dimension à analyser est la connaissance politique et plus particulièrement la connaissance du système fédéral belge et du fédéralisme. L'objectif de cette section est d'essayer de mesurer la connaissance politique des participants puisque celle-ci peut être considérée comme une première façon d'appréhender leur compréhension et plus largement leur perception du fédéralisme en Belgique. Pour ce faire, nous disposons des réponses à 15 questions de connaissance, posées dans le questionnaire T1 et T2, de quatre indicateurs mesurant l'information politique ainsi que des discussions enregistrées dans les focus groupes.

1. La connaissance politique au travers des 15 indicateurs du questionnaire

Tout d'abord, rappelons que les questions posées ne visent pas à tester purement et simplement les connaissances des participants – il n'y donc aucun *jugement de valeur* – mais plutôt à essayer de capturer la compréhension du système fédéral par les citoyens en posant des questions sur des éléments importants – certains plus que d'autres – de ce système. Le Tableau 3.3 reprend l'ensemble des 15 indicateurs de connaissance politique du questionnaire[402].

Tableau 3.3 Connaissance politique : 15 indicateurs (en nombres réels)

Indicateur	Réponses correctes en T1	Réponses correctes en T2	Différence entre T2 et T1
PBF_Q11 "Date Belgique État fédéral"	20	36	*16*
PBF_Q12 "Premier ministre fédéral"	61	61	*0*
PBF_Q13 "Ministre-président wallon"	41	43	*2*
PBF_Q14 "Ministre-président flamand"	34	40	*6*
PBF_Q18 "Gouvernement compétent pour l'éducation"	56	59	*3*
PBF_Q19 "Gouvernement compétent pour la défense"	60	60	*0*
PBF_Q20 "Gouvernement compétent pour l'agriculture"	44	49	*5*
PBF_Q21 "Gouvernement compétent pour la justice"	58	60	*2*
PBF_Q26 "Gouvernement fédéral dépense plus pour pensions ou aide étrangère"	28	30	*2*
PBF_Q27 "Gouvernement fédéral dépense plus que RW et CF"	20	21	*1*
PBF_Q28 "Gouvernement finance sécurité sociale"	51	57	*6*
PBF_Q31 "Parti plus de voix en Flandre"	60	59	*-1*

[402] Pour connaître le libellé exact de chaque question ainsi que les modalités de réponse, le questionnaire T1 et le questionnaire T2 de chaque panel sont consultables dans le DVD des annexes.

PBF_Q32 "Parti francophones plus de sièges"	57	58	*1*
PBF_Q33 "Ordre de succession au trône"	62	62	*0*
PBF_Q34 "Proportion néerlandophones francophones"	56	63	*7*

Nombre de répondants = 64.

La lecture du Tableau 3.3 révèle que le niveau de connaissance politique, tel que mesuré par ces 15 indicateurs, est élevé parmi les participants au panel – cela n'est guère surprenant puisque nombre d'entre eux, comme nous l'avons souligné, s'intéressent à la politique. Ensuite, certaines questions semblent toutefois plus difficiles et recueillent en T1 la moitié ou moins de la moitié de bonnes réponses. Il s'agit de la date de la Belgique fédérale, le nom du Ministre-président flamand, si le gouvernement fédéral dépense plus pour les pensions ou pour l'aide étrangère et, enfin, si le gouvernement fédéral dépense plus que la Région wallonne et la Communauté française réunies.

Ainsi, la moitié des participants ne sait pas, au début du panel, que la Belgique est officiellement devenue un État fédéral en 1993 et, plus important, que le gouvernement fédéral dépense plus pour les pensions que pour l'aide étrangère et que ce même gouvernement dépense plus que la Région wallonne et la Communauté française réunies, en grande partie en raison du financement des soins de santé. Enfin, seule une courte majorité peut donner le nom du Ministre-président flamand – Kris PEETERS – alors que presque tous connaissent le nom du Premier ministre mais seulement sept de plus (41 contre 34) le Ministre-président wallon. On peut probablement déceler ici l'indice d'une meilleure connaissance – et donc d'une meilleure perception ? – du niveau fédéral par rapport au niveau fédéré. Il sera dès lors utile de vérifier cette hypothèse en analysant les discussions ainsi que les autres dimensions des perceptions.

D'une manière générale, on remarquera l'augmentation de la connaissance politique au sein du panel entre le début et la fin de la journée. Parmi les indicateurs de connaissance politique, l'évolution de neuf d'entre eux s'explique largement par la « simple » augmentation de connaissance suite à la participation – ce sont d'ailleurs les mêmes participants qui sont concernés. Néanmoins, certains indicateurs nécessitent une attention plus particulière comme celui à propos de la date officielle de la Belgique fédérale. Ce dernier ne manque pas de soulever certaines questions. En effet, si le processus de fédéralisation a commencé au début des années 1970, la Belgique est officiellement un État fédéral depuis 1993 seulement. Cette confusion possible entre les deux dates ressort clairement dans les réponses présentées au Tableau 3.4.

Tableau 3.4 La Belgique est officiellement un État fédéral depuis… (en nombres réels)

Modalité de réponse	T1	T2	Différence entre T2 et T1
1830	12	4	-8
1970	23	22	-1
1993	20	36	16
2001	3	1	-2
Je ne sais pas	6	1	-5

Nombre de répondants = 64.

La différence entre le T1 et le T2 est remarquable à deux égards. D'une part, alors qu'un plus grand nombre de répondants – une majorité relative – opte pour 1970 au T1, une majorité – absolue cette fois – répond correctement au T2 ; signalant ainsi un phénomène d'apprentissage au cours de la journée qui concerne 16 des 64 participants. D'autre part, les personnes qui ont choisi 1970 au T1 n'ont pas, à une exception près, changé d'avis à la fin de la journée. Ce dernier élément montre que même après une journée entière, ponctuée par un double processus d'information et d'interaction via des discussions, certains participants conservent leur opinion antérieure. Cependant, ce choix pour 1970 n'est pas tout à fait incorrect et répond à une certaine logique puisque cette date marque le début de la transformation du pays d'un État unitaire à un État fédéral. De cette évolution, deux enseignements peuvent être tirés : premièrement, les personnes qui n'avaient pas une connaissance précise sur la question seront les plus enclines à apprendre[403] ; deuxièmement, les personnes qui par contre ont une connaissance précise mais erronée ne changeront pas nécessairement d'avis même après un processus d'apprentissage.

Les résultats de deux autres indicateurs (Q26 et Q27) permettent d'éclairer, d'une autre façon, les conséquences du processus d'information sur les participants. Parmi les 15 questions de connaissance politique posées, seuls deux indicateurs n'ont pas reçu une majorité de réponses correctes. Ces deux questions concernent les dépenses publiques. Ce sujet n'a pas été directement traité par les intervenants que cela soit les experts ou les hommes politiques. On ne sera dès lors guère surpris que le niveau de réponses correctes n'ait pas augmenté significativement, comme l'indique le Tableau 3.3 ci-dessus. Plusieurs réflexions naissent de la lecture de ces résultats. Face à un sujet qu'ils maîtrisent mal, les

[403] Cet enseignement correspond aux résultats obtenus dans le cadre d'autres expériences délibératives ; voyez notamment Neijens et de Vreese, « Helping Citizens Decide in Referendums : The Moderating Effect of Political Sophistication on the Use of the Information and Choice Questionnaire as a Decision Aid ».

participants n'ont pas hésité à avouer qu'ils ne savaient pas – alors que la littérature sur l'opinion publique, mentionnée ci-dessus, nous apprend que le phénomène du *guessing* est fréquent. En outre, au terme de la journée, ils sont un peu plus nombreux à avoir opté pour la modalité « Je ne sais pas » qu'en début de journée. La participation au panel a probablement permis aux participants de prendre conscience de la complexité de certaines questions. Ainsi, devant une question dont le sujet n'a pas été directement traité pendant la rencontre, ils ont préféré ne pas y répondre. Néanmoins, on peut également remarquer que le nombre de personnes optant pour une mauvaise réponse a sensiblement diminué entre le T1 et le T2. Indirectement donc, il y a eu un processus d'apprentissage chez certains participants. Au final, on peut donc avancer que le panel a permis à certains citoyens de se forger une meilleure appréciation de leur propre connaissance.

Partant de ces données, à des fins de synthèse, les participants ont été répartis en trois positions selon leur index de connaissance politique. Pour ce faire, un index individuel des réponses correctes a été généré, à la fois pour le T1 et pour le T2. Les résultats présentés au Tableau 3.5 confirment le niveau élevé de connaissance politique pour nombre de participants mais ils montrent également que certains d'entre eux ont une moins bonne connaissance du système fédéral.

Tableau 3.5 Index de connaissance politique (en nombres réels)

Index de connaissance politique	T1	T2	Différence entre T2 et T1
Index de connaissance politique *faible* (0 à 5 réponses correctes)	4	1	*-3*
Index de connaissance politique *moyen* (6 à 10 réponses correctes)	17	14	*-3*
Index de connaissance politique *élevé* (11 à 15 réponses correctes)	43	49	*6*

Nombre de répondants = 64.

Dans notre étude des perceptions des citoyens, cette caractérisation plus fine de la dimension connaissance politique est importante car elle constitue une première étape du cheminement analytique. Poursuivant celui-ci, un aspect intrinsèquement lié à la connaissance politique doit être étudié : le niveau d'information.

2. Le niveau d'information et la connaissance politique

Comme l'ont démontré certaines études récentes sur la connaissance politique, le niveau d'information explique largement le niveau de connaissance politique[404]. On ne sera pas donc surpris de trouver un niveau plutôt élevé d'information parmi les participants à la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme. Ainsi, plusieurs jours par semaine, bon nombre de participants lisent le journal, regardent le journal télévisé, écoutent le journal parlé et/ou lisent les nouvelles sur Internet. Appliquant à nouveau une analyse plus individualisée, un index d'information a été constitué en recodant les réponses d'abord (voyez l'explication sous le Tableau 3.6) et en les additionnant ensuite.

Tableau 3.6 Index d'information

(en nombres réels, T1)

Index d'information	T1
Index d'information *faible* (4 à 9)	10
Index d'information *moyen* (10 à 15)	36
Index d'information *élevé* (16 à 20)	18

Nombre de répondants = 64.

Pour constituer cet index, les modalités ont été recodées : aucun (1), un jour (2), deux jours (3), trois et quatre jours (4) et cinq jours et plus (5) ; ainsi, après addition des réponses pour les quatre indicateurs, le minimum possible est 4 et le maximum possible est 20.

Le Tableau 3.6 confirme que les participants suivent généralement l'actualité et ce par l'intermédiaire de plusieurs médias. Peut-être sera-t-on surpris de ne pas trouver la même proportion de personnes avec un index élevé d'information que de connaissance politique mais c'est une différence qui tient à deux raisons : d'une part, les deux index et leurs catégories ne sont pas directement comparables puisqu'ils reflètent des réalités différentes et, d'autre part, au vu des questions de connaissance politique, il était plus aisé d'obtenir un index élevé de connaissance que d'information (puisque un index de 16 signifie que les 4 médias sont consultés trois ou quatre jours par semaine). Au final, ce qu'il est utile de retenir c'est la diversité parmi les niveaux d'information, qui sont étroitement liés au niveau de connaissance politique[405].

[404] Voyez, par exemple, Delli Carpini et Keeter, « Measuring Political Knowledge : Putting First Things First » ; Delli Carpini et Keeter, *What Americans Know about Politics and Why it Matters* ; Henry Milner, *La compétence civique : comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie* (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2004) ; Henry Milner, « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. Complément de *L'Annuaire du Québec 2008* », in *L'Annuaire du Québec*, Michel Venne et Miriam Fahmy (dir.) (Montréal : Institut du Nouveau Monde, 2008).

[405] Un rapide test de corrélation le confirme (indice de corrélation de Pearson : 0,51, significatif à 0,01).

3. La connaissance politique dans les discussions

Afin de faciliter la lecture des analyses menées sur les focus groupes, un des neuf groupes a été sélectionné pour servir de fil conducteur à la démonstration. Plus précisément, le groupe B a été choisi pour une double raison : d'une part, pour son caractère représentatif des discussions qui se sont tenues dans l'ensemble des groupes lors du panel de Liège et, d'autre part, pour la diversité des points de vue que l'on y trouve. Cette présentation d'un seul groupe permettra de « suivre » plus facilement les membres de son groupe et d'ainsi mieux concevoir l'ensemble de leurs perceptions et préférences qui seront les éléments constitutifs des idéaux types. Comme nous l'avons expliqué au chapitre précédent, l'analyse systématique des discussions s'est appuyée sur les logiciels HyperRESEARCH™ et Mosaïqs® via le « marquage », ou pour utiliser un anglicisme le « tagage », du corpus de données avec des marqueurs préalablement définis, en application du cadre d'analyse, et éventuellement réajustés pendant le traitement.

Pour analyser la connaissance politique des participants, trois marqueurs spécifiques ont été retenus : « connaissancep » (reflétant un élément de connaissance[406]), « connaissancen » (indiquant une « non connaissance ») et « complexite » (signalant un élément de complexité relevé par le participant). La complexité transcende la stricte dimension de la connaissance politique et renvoie également à des éléments de perception politique qui seront analysés dans la section suivante. Un aperçu graphique (Figure 3.1) du poids relatif de chacun de ces trois marqueurs dans le corpus (*tag cloud*) révèle la prédominance de la complexité et de la connaissance « négative ».

Figure 3.1 Nuage des marqueurs de connaissance politique



D'une manière générale, on pourra être surpris du faible poids relatif de la connaissance « positive ». Cela signifierait-il que dans les discussions la connaissance des participants s'est avérée faible ? Non, la réponse est plutôt à trouver dans le processus même de marquage du corpus. En effet, toutes les interventions des participants reposent sur une certaine connaissance de leur part et indéniablement ils connaissent au moins *grosso*

[406] Le « p » de « connaissancep » signifie positif ; les symboles, les espaces et les accents n'étant pas autorisés dans Mosaïqs®, il a fallu adapter les marqueurs, fût-ce en perdant un peu de leur lisibilité.

modo le système fédéral dans lequel ils vivent (les réponses aux questionnaires l'attestent d'ailleurs et nombre de passages pourraient le confirmer) ; or, il serait inopportun – car beaucoup trop nombreuses – de marquer « connaissancep » chaque intervention reposant sur un minimum de connaissance. Les occurrences « connaissancep » renvoient donc plutôt à des éléments particulièrement notoires de connaissance. Dans cette perspective, ce marqueur a été utilisé à quatre reprises, toutes à la suite de l'intervention du premier expert, Christian BEHRENDT. L'extrait reprend la discussion au début de la deuxième séance en focus groupe[407] :

> A : […] Alors, pour cela, pour recommencer un peu à froid, qu'est-ce que vous avez pensé de l'intervention de Christian Behrendt, un petit débriefing, est-ce que cela vous a apporté un éclairage particulier, est-ce que c'était trop complexe, pas assez ?
> B5: *Je trouve que le tableau est hyper clair. C'est la première fois que je comprends, en tous les cas de ce qui était là, pas de l'ensemble.*
> B9: Je crois qu'il a mis le doigt sur le problème du fédéralisme en Belgique. Il a expliqué que partout les lois fédérales sont dominantes.
> B6: J'ai trouvé cela intéressant. *Ça m'a permis de comprendre. Je ne connaissais pas vraiment et maintenant ce que je comprends c'est un peu plus compliqué.*
> B3: Je l'ai trouvé très dynamique. Ce qui m'a marqué, c'est que, sachant qu'il est allemand au départ, on a vraiment l'impression qu'il parlait de notre constitution, de notre fédéralisme, qu'il en rigolait presque en fait. Et donc, c'est le sentiment que j'ai eu, c'est que le monde voit notre Belgique comme cela.
> A: On est un exemple risible aux yeux de l'étranger, c'est ça que vous voulez dire...
> B3: C'est le sentiment que j'ai.
> A: C'est peut être cela la fameuse dérision belge, traditionnelle. L'autodérision belge...
> B1: *Comprendre le système ne veut pas dire tout retenir non plus.*
> B2: *Mes explications ont été très bien données.* Avec cela, on trouve que la politique qu'on mène est vraiment beaucoup trop compliquée, on devrait pouvoir faire beaucoup plus simple. Toutes les lois, on les complique. Il y a moyen de faire simple mais c'est trop compliqué pour eux.
> B6: Apparemment, c'est très difficile de les changer aussi.
> B2: On adore de tourner en rond et ce n'est pas en tournant en rond qu'on arrange les choses. On fait compliqué là où on pourrait faire simple, absolument.

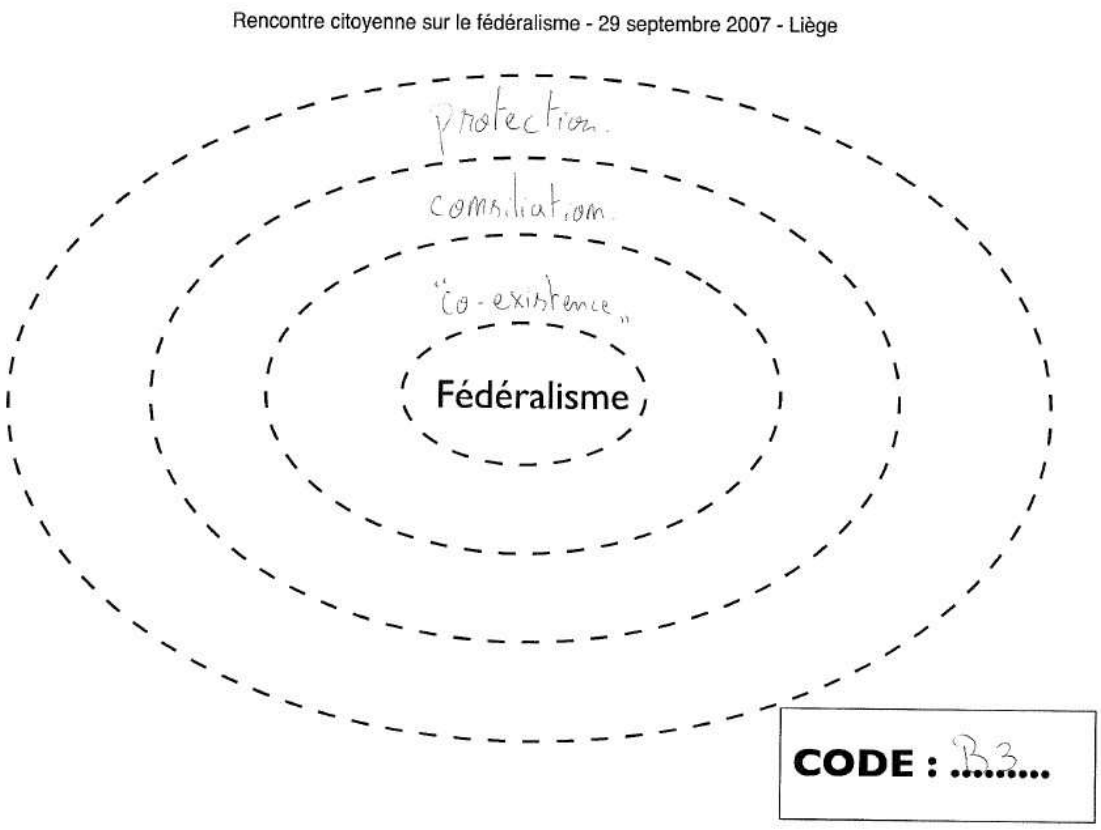
Des quatre extraits marqués, trois attestent d'une augmentation de connaissance suite à la première séance plénière. Le quatrième passage, « comprendre le système ne veut pas dire tout retenir non plus » (B1), est de nature différente. Face à un système jugé fort complexe, comme les extraits suivants le montreront, le participant B1 dénote d'un certain pragmatisme. Par ailleurs, cette réflexion renvoie à la nature même de la dimension de connaissance politique qui est d'appréhender la compréhension du système plutôt que d'évaluer scolairement la connaissance des participants.

En poids relatif, la connaissance « négative » revient plus souvent que la connaissance « positive ». En fait, plusieurs participants avouent ne pas bien connaître le

[407] Les passages marqués « connaissancep » ont été mis en italiques.

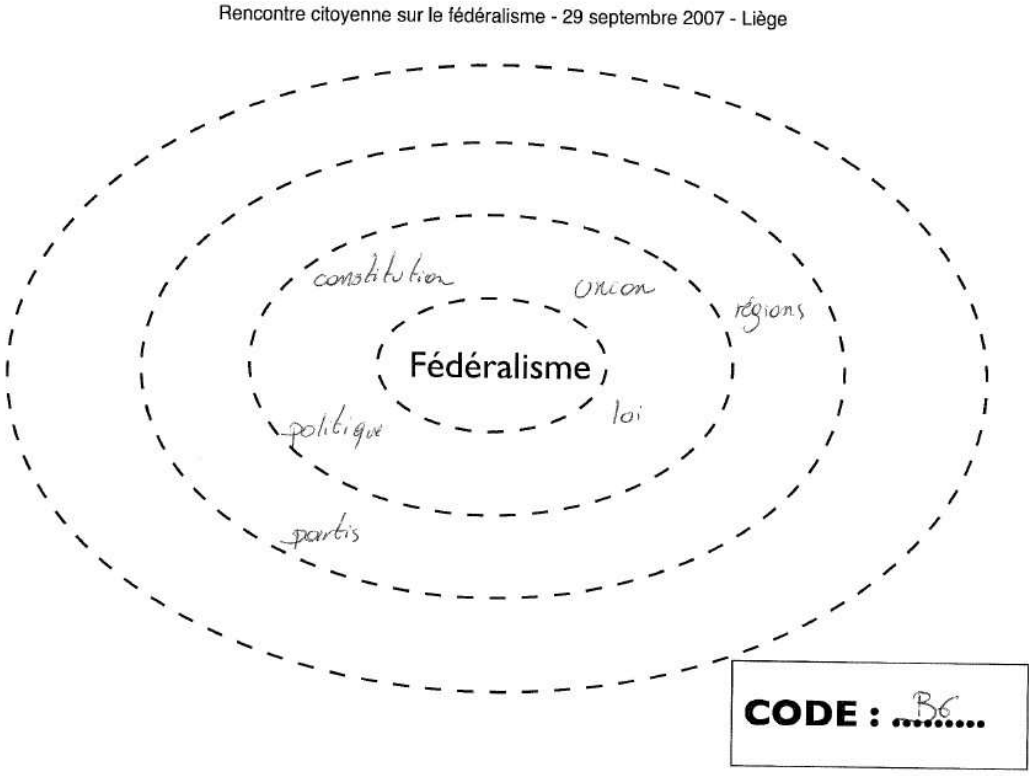
système fédéral et le fédéralisme et, expliquent-ils, c'est d'ailleurs une des raisons de leur participation comme en témoignent cette intervention de la participante B6 dans sa présentation : « moi, je m'y connais pas trop en fédéralisme, plutôt pas du tout, mais je me suis dit que cela pourrait toujours être intéressant » (B6). Par ailleurs, l'exercice de la carte du fédéralisme a également permis d'appréhender la connaissance ou non du fédéralisme. Ainsi, dans l'évocation de leur carte du fédéralisme (Figure 3.2 et Figure 3.3), les participants B3 et B6 expliquent qu'ils ne sont pas vraiment sûrs de leur vision du fédéralisme, alors que leurs propos touchent, en fait, le cœur de la définition du fédéralisme en Belgique.

Figure 3.2 Carte du fédéralisme de B3



B3 : Ben, je n'ai pas mis grand chose en fait. J'ai mis coexistence et conciliation parce que le fédéralisme, c'est peut-être essayer de faire vivre ensemble des gens différents dans un même État pour ne pas qu'il y ait de séparation. Je ne sais pas trop. En fait, je manquais d'imagination.

Figure 3.3 Carte du fédéralisme de B6



B6 : Donc moi, près de fédéralisme, j'ai noté les mots union, constitution, politique et loi. C'est un peu les mots qui me viennent en tête quand je me dis fédéralisme. Et alors, un peu plus loin, j'ai marqué régions parce que je ne sais pas comment cohabitent la région wallonne et la région flamande avec le fédéralisme etc. Donc, voilà. Moi, comme je l'ai dit, je m'y connais pas trop mais je me dis que le fédéralisme, c'est peut-être ce qui sert à garder l'union de la Belgique. Je trouve que c'est bien mais on verra bien par la suite de la journée ce que l'on conçoit.

Poursuivant l'exploration de la connaissance dite négative, certains citoyens expliquent qu'ils ne comprennent plus le système – alors que leur connaissance politique est élevée. Les deux extraits suivants attestent de ce sentiment :

A : Donc le fédéralisme est un peu une vache à lait ?
B1 : Les deux.
B2 : Oui et non peut-être, je ne sais pas. Il faut examiner cela dans les détails. Moi, je ne peux pas donner de réponses à cela.

B8 : C'est un compromis où il a fallu mélanger l'eau et le feu pour essayer de trouver quelque chose et en fait, on a monté un système relativement inexplicable. Alors, le plus grave n'est pas que ce soit compliqué dans le fonctionnement. Mon point de vue, c'est que les gens, je ne me mets pas en dehors des gens, ne comprennent plus rien à rien. *On ne sait plus comment ça marche. On sait finalement plus qui décide de quoi.* On élit des gens qui, sans que l'on ne le sache, nous représentent à telle assemblée, à telle autre. En fait, on n'en sait plus rien. On a du mal à savoir quelle matière dépend de quelle institution et en définitive, on n'est plus tellement concerné par ce qu'ils décident car on n'arrive plus à comprendre où est le niveau de décision et ça je pense que plus d'un... C'est pas qu'en soit le système n'est pas compliqué. On a

coupé le citoyen du fonctionnement d'une espèce de mécanisme, de machine folle lancée sur elle-même.
A : Quand vous dites « on », vous pensez au citoyen ?
B8 : Moi, je ne me cache pas de dire que, à l'époque, il y a 30 ans, j'avais l'impression de comprendre comment fonctionnait mon pays. Maintenant, je tire l'échelle. Ce truc-là, c'est l'enfer.

Enfin, la complexité semble être l'élément qui ressort le plus de la dimension connaissance politique entendue au sens large. En fait, la complexité du système tient également de la perception politique, du jugement que l'on porte sur le système politique fédéral. Cette discussion à propos de l'immersion linguistique et de la venue d'enseignants néerlandophones en Communauté française reflète cette tension :

B5: C'est lié aux communautés car ce qui relève du fédéral, je suppose que si c'est fédéral, c'est la même chose pour tout le monde mais puisque le fédéral a rejeté des compétences dans les communautés et les régions, là, la complexification est croissante, t'imagine puisque chaque communauté peut décider de ce qu'elle va faire, va poser et chacun fait à sa façon.
B8 : On a créé un marché européen et puis maintenant, on nous fait des contraintes. On alterne...
B2 : On ne simplifie pas, on complique.

Dans la prochaine section consacrée à l'étude de la perception politique, il sera utile de creuser la question de la complexité du système. Avant d'aller plus loin, synthétisons ce que nous avons appris de la connaissance politique des citoyens en vue de préparer la construction des types de citoyens à la fin de l'analyse.

4. La connaissance politique : synthèse

Que retenir de cette présentation des différentes mesures de la connaissance politique des participants au panel citoyen liégeois ? Si d'une manière générale le niveau de connaissance du système fédéral et du fédéralisme est élevé, des différences apparaissent clairement et plus particulièrement entre des citoyens qui connaissent bien le système (même s'ils peuvent le trouver trop complexe) et d'autres qui le connaissent moins bien, mais qui néanmoins ont une connaissance au moins minimale de celui-ci. Finalement, la dimension connaissance politique constitue avant tout un passage obligé de l'étude des perceptions. C'est sur cette base que le reste de l'analyse repose mais la véritable caractérisation des perceptions émergera des trois autres dimensions : la perception politique, les identités et la perception de l'autre.

B. La perception politique

Cette dimension couvre les perceptions du fédéralisme comprises au sens strict : la perception du système fédéral – de ses institutions et de ses acteurs – et la légitimité qu'on lui accorde. Pour capturer la perception politique, trois thématiques sont identifiées : le

système fédéral lui-même, les hommes politiques et les médias. Le cheminement analytique procédera, à nouveau, en mobilisant à la fois les réponses données aux questions du questionnaire et les discussions en focus groupes et se terminera en identifiant les différentes positions parmi les participants en vue de la construction des idéaux types.

1. La perception du système fédéral

La vision que les citoyens portent sur le système fédéral belge actuel constitue véritablement le cœur de la perception politique. Afin d'appréhender les perceptions des participants, l'analyse repose sur leurs réponses à dix questions sur ce sujet[408], leur carte du fédéralisme et les discussions en focus groupes. Globalement, ce qui ressort du corpus des données recueillies est une image contrastée de la perception du fédéralisme belge parmi les citoyens réunis. Plus précisément, la triangulation des données permet de dégager quatre grandes positions (Tableau 3.7).

Tableau 3.7 Perception du système fédéral

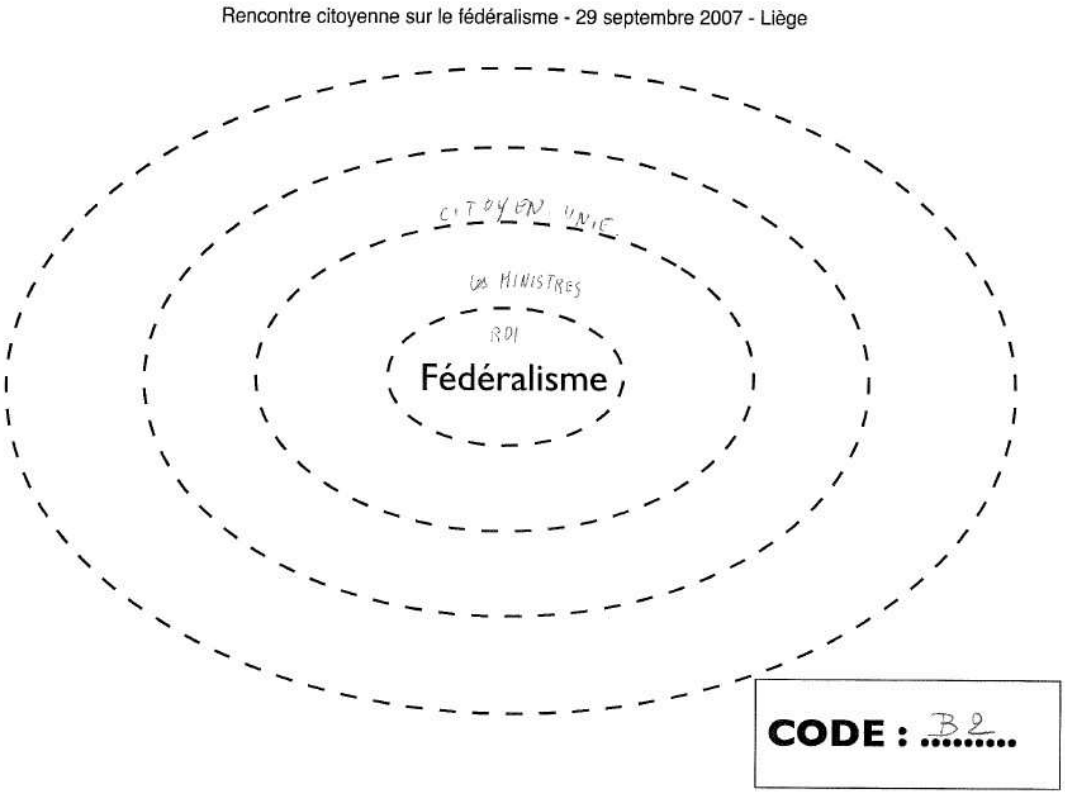
Position A	Position B	Position C	Position D
Perception négative du système fédéral	*Perception positive et deux sens négatifs du fédéralisme*	*Perception positive même si certains défauts*	*Perception plutôt négative du système fédéral*

Premièrement, certains participants perçoivent négativement le système fédéral. Cela tient à sa complexité mais surtout à son incapacité à apaiser les tensions communautaires. Ils estiment que le fonctionnement du système fédéral belge est insatisfaisant et qu'il n'est pas la meilleure solution pour assurer la coexistence pacifique entre les deux grandes communautés. Cette perception tient également au rôle négatif attribué aux hommes politiques des deux côtés de la frontière linguistique qui sont vus comme *les* responsables des conflits. Les citoyens, au contraire, qu'ils soient francophones ou néerlandophones souhaitent avant tout l'unité de la Belgique. La carte du fédéralisme du participant B2 présente ainsi quatre termes dont deux (« Roi » et « unie ») font explicitement référence à l'unité de la Belgique et des Belges (Figure 3.4). La description qu'il donne ensuite de sa carte abonde dans ce sens :

[408] Il s'agit des indicateurs suivants : le fonctionnement du système fédéral belge est satisfaisant, le Gouvernement fédéral assure suffisamment la protection des minorités, le système fédéral belge est la meilleure solution pour la coexistence pacifique, les femmes et hommes politiques sont les principaux responsables des conflits communautaires, le système fédéral belge n'assure pas une juste solidarité entre régions, un système fédéral est préférable, avoir un seul gouvernement est préférable, vivre dans un pays où la population parle la même langue et partage la même culture est préférable, le gouvernement fédéral a trop de pouvoir et la fin de la Belgique est possible. Pour chaque question, quatre modalités étaient proposées : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas d'accord du tout (et je ne sais pas en T1), sauf pour la dernière qui proposait les modalités « non », « oui, avant 2010 », « oui, entre 2010 et 2020 » et « oui, après 2020 ».

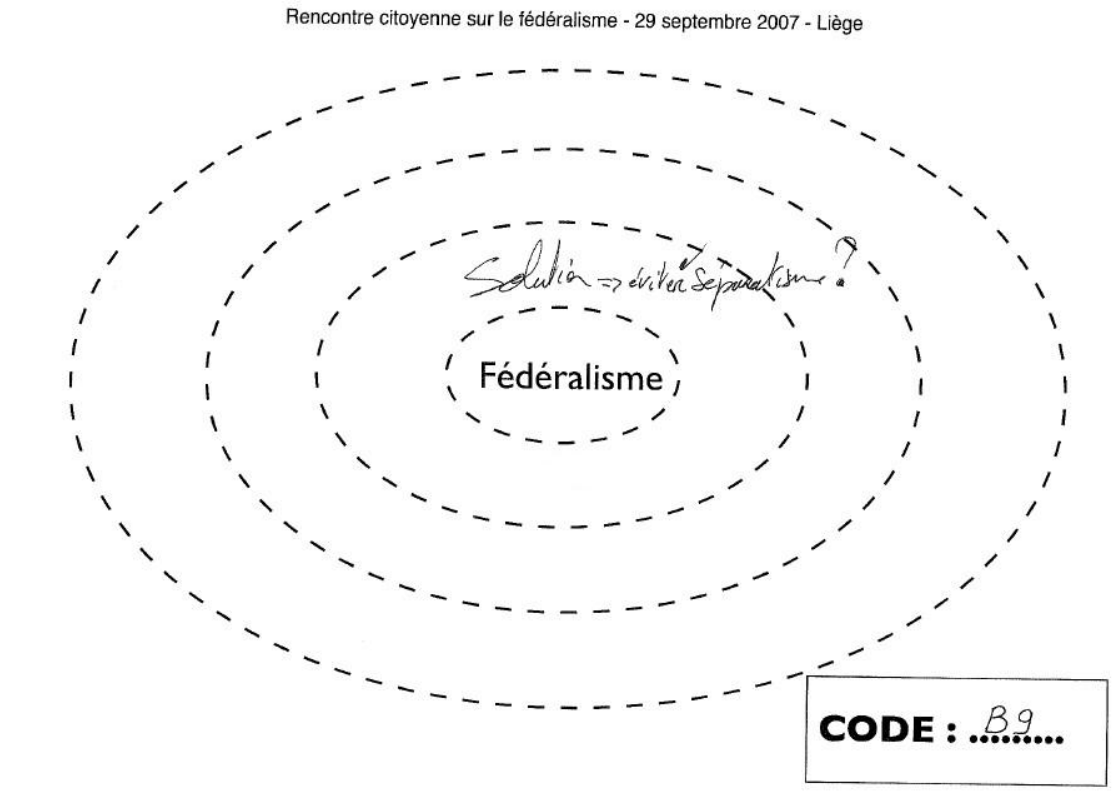
B2 : Pour moi […] c'est d'abord l'unité du pays, que ce soit du Nord et du Sud et je souhaite que l'entente se fasse cordialement. Ayant travaillé personnellement dans l'ensemble du pays, je n'ai jamais trouvé de conflit entre néerlandophones et francophones […].

Figure 3.4 Carte du fédéralisme de B2



Le participant B9, quant à lui, pose une question sur sa carte (Figure 3.5) qui semble porter une perception plutôt négative du fédéralisme. Il commente celle-ci de la sorte « moi, c'est un petit peu pareil, je n'ai pas vraiment de définition de fédéralisme. Je me dis est-ce que ce n'est pas peut-être une solution qu'on a tenté déjà pour éviter le séparatisme, enfin une séparation de la Belgique. Mais je ne sais pas si c'est la moins bonne solution ». Au cours de la même séance de discussions, B9 précise « j'ai l'impression que c'est quelque chose qu'on a mis en place pour éviter une séparation mais ça fait pire ».

Figure 3.5 Carte du fédéralisme de B9



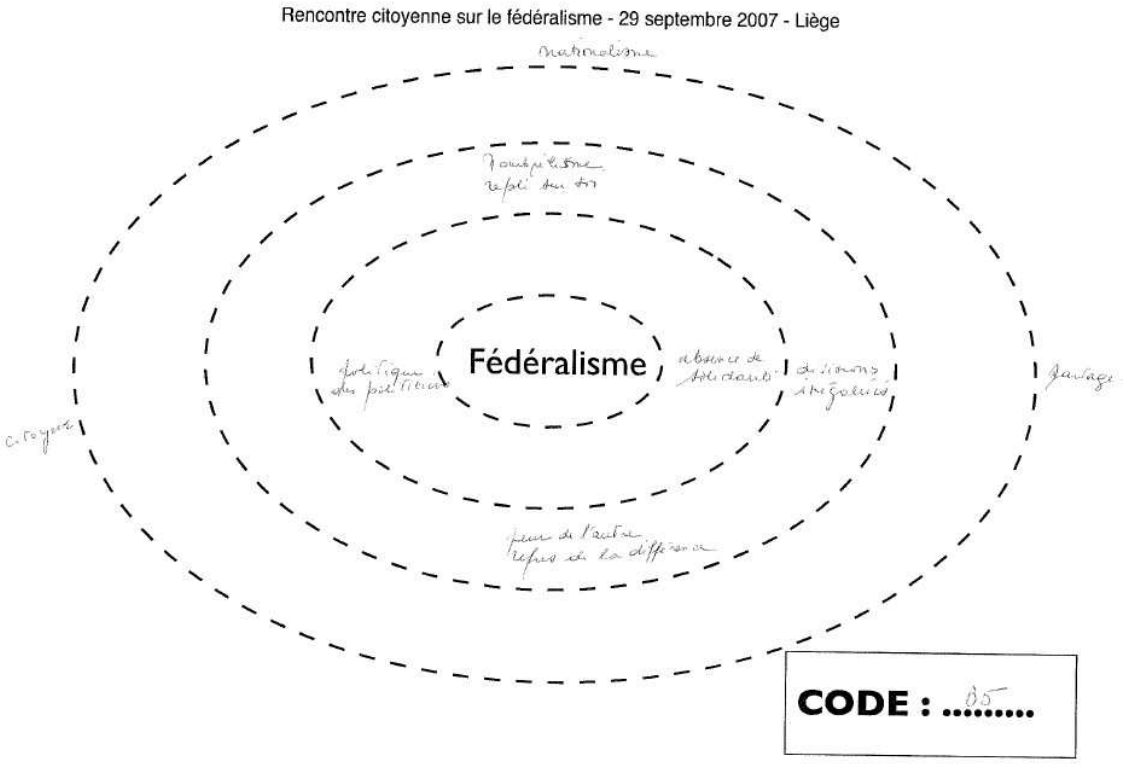
Finalement, c'est donc une vision du fédéralisme = séparatisme qui domine les participants de ce premier groupe. Cette perception est renforcée par le fossé existant entre les hommes politiques – responsables des conflits communautaires – et les citoyens – partisans de l'unité de la Belgique. Dans cette perspective, le système fédéral tel qu'instauré par les acteurs politiques est perçu négativement par ces participants puisqu'il est en porte-à-faux avec leur vision du pays.

Deuxièmement, d'autres citoyens semblent *a priori* montrer une perception plus positive du fédéralisme. Ce dernier est en effet considéré par ceux-ci comme la meilleure solution pour la coexistence pacifique entre les néerlandophones et les francophones. Cependant, dès que l'on creuse un peu cette question, une perception négative transparaît de leur carte du fédéralisme et de leur discours. Les cartes du fédéralisme de B3 et de B6 présentées ci-dessus dans la section précédente et les explications données par leur auteur respectif s'inscrivent dans cette perspective en posant la même question : le fédéralisme n'est-il pas la solution pour maintenir l'union de la Belgique et éviter le séparatisme ? La participante B6 s'exprimait ainsi : « je me dis que le fédéralisme, c'est peut-être ce qui sert à

garder l'union de la Belgique. Je trouve que c'est bien mais on verra bien par la suite de la journée ce que l'on conçoit ». La carte du fédéralisme de la participante B5 semble également porteuse d'une vision positive, rapidement contrebalancée par des éléments négatifs (Figure 3.6)[409]. En effet, lorsqu'elle décrit celle-ci, le fédéralisme paraît agir comme protecteur face à des dynamiques négatives. Elle explique ainsi : « alors, là, plus je m'éloigne de la notion de fédéralisme, plus je vois l'absence de solidarité, les divisions, les inégalités, la peur de l'autre, le refus de la différence, le repli sur soi, les citoyens dans tout cela et au bout de tout, le nationalisme. Moi, cela me fait peur ». Cependant, ce rôle de garant ne semble pas être infaillible et le risque de séparation guette le fédéralisme belge :

> A : Le fédéralisme est plus près d'une idée de partage selon vous ?
> B5 : Moi je pense qu'au départ, si on a voulu éviter la scission, la séparation, on a fait croire qu'avec le fédéralisme, on allait pouvoir rester unis et on s'aperçoit qu'on a toujours des reflux de séparation.

Figure 3.6 Carte du fédéralisme de B5



[409] On peut lire sur cette carte, dans le sens horlogique, en allant de l'extérieur vers l'intérieur : citoyens, nationalisme, partage, peur de l'autre, refus de la différence, nombrilisme, repli sur soi, divisions, inégalités, politiques des politiciens, absence de solidarité.

Cette perception du fédéralisme peut être synthétisée dans ce que nous avons qualifié, par ailleurs, des « deux sens – négatifs – du fédéralisme belge »[410] pour les Belges francophones. Le premier – moins négatif – peut se traduire ainsi : fédéralisme = moins mauvaise solution. En effet, certains citoyens voient dans le fédéralisme la moins mauvaise solution pour maintenir l'union de la Belgique ou en d'autres termes pour apaiser les tensions communautaires entre francophones et néerlandophones et donc éviter le séparatisme. Néanmoins son fonctionnement ne donne visiblement pas satisfaction et renforcerait même les conflits. Le fédéralisme serait ainsi la solution mais aussi la cause des conflits communautaires. Le deuxième sens – le plus négatif – s'inscrit dans la continuité du premier et peut, quant à lui, se traduire par : fédéralisme = (inexorablement) séparatisme. Comme le montrent les extraits proposés ci-dessus, si le fédéralisme constitue la moins mauvaise solution pour éviter le séparatisme, il tend finalement à y conduire, inexorablement[411].

Ces deux sens négatifs du fédéralisme renvoient au « paradoxe du fédéralisme » bien connu de la littérature scientifique sur le fédéralisme que nous avons évoqué dans le premier chapitre. Comme le résument habilement Jan ERK et Lawrence ANDERSON : « federalism has features that are both secession inducing and secession preventing »[412]. Certains citoyens belges francophones au travers de leurs prises de position font écho à cette tension, probablement intrinsèque à tout système fédéral conçu comme solution pour apaiser des tensions « ethniques » (*ethnofederal solutions*) mais particulièrement ressentie en Belgique francophone. Une intervention du participant B8 – même si lui ne peut être rangé dans ce groupe de participants – illustre clairement ce paradoxe :

> B8 : Ce sont des éléments assez mélangés. Déjà sur le mot, en Belgique, fédéralisme, on pense quand même, en gros, à séparation et déglingue de l'État unitaire qu'on connaissait,

410 Min Reuchamps, « Les Belges francophones et le fédéralisme. À la découverte de leurs perceptions et de leurs préférences fédérales », *Fédéralisme Régionalisme* 8, n°2 (2008) ; Min Reuchamps, « Le fédéralisme et ses deux sens - négatifs - en Belgique francophone », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°4 (2009). Par ailleurs, lors d'une recherche empirique sur un groupe d'étudiants universitaires, nous avons trouvé trace de ces deux sens – négatifs – du fédéralisme belge : Grandjean *et al.*, « Le fédéralisme « incompris » : perceptions et préférences d'un auditoire d'étudiants de l'ULg » ; Reuchamps *et al.*, *« Dessinez la Belgique » : Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme.*

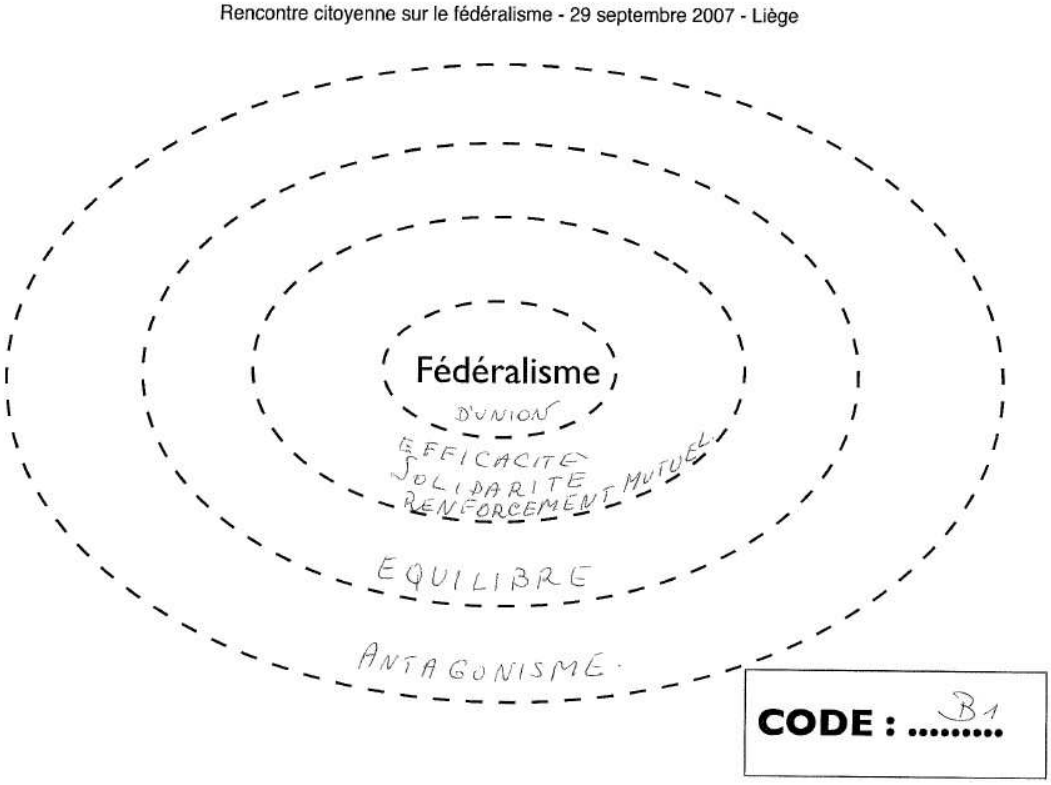
411 Cette perception négative du fédéralisme rejoint les craintes, évoquées ci-dessus, de certains hommes politiques de la fin des années 1960, au moment où la première réforme de l'État unitaire était discutée, qui voyaient déjà dans le fédéralisme la voie irrémédiable vers le séparatisme. Voyez notamment la position du Sénateur Paul DE STEXHE qui a joué un rôle important dans la troisième révision de la Constitution qui mis fin au système unitaire que la Belgique connaissait depuis 1830 : de Stexhe, *La révision de la Constitution belge 1968-1971*. Ces voix de Cassandre résonnent particulièrement auprès de certains citoyens francophones à l'heure actuelle.

412 Erk et Anderson, « The Paradox of Federalism : Does Self-Rule Accommodate or Exacerbate Ethnic Divisions? » : 192.

> par contre, quand on dit quelqu'un qui est un élément fédérateur, justement l'idée qu'il réunit, comme le mot communautaire en Belgique, on pense à « on découpe » mais en fait, c'est commun, la racine. C'est déjà assez paradoxal. Alors je pense que, enfin moi, je vois plutôt ça comme paradoxal.

Troisièmement, à côté de ces deux premiers groupes de citoyens qui déploient une perception négative du fédéralisme, un autre groupe est composé de participants qui, à l'inverse, expriment une perception positive du fédéralisme. Malgré les relations communautaires parfois tendues, ils se disent satisfaits du fonctionnement du système fédéral et estiment que le fédéralisme représente la meilleure solution pour organiser le vivre ensemble en Belgique. Le participant B1 témoigne de cette perception au travers de sa carte du fédéralisme (Figure 3.7).

Figure 3.7 Carte du fédéralisme de B1



Le commentaire qui accompagne la carte du fédéralisme de B1 est positif à l'égard du fédéralisme : « au centre, je voyais fédéralisme d'union. En m'écartant, je vois efficacité, solidarité, renforcement mutuel, équilibre puis antagonisme vraiment à l'autre bout de l'extrême ». Un peu plus tard dans la discussion, ce même citoyen confirme sa vision positive du fédéralisme :

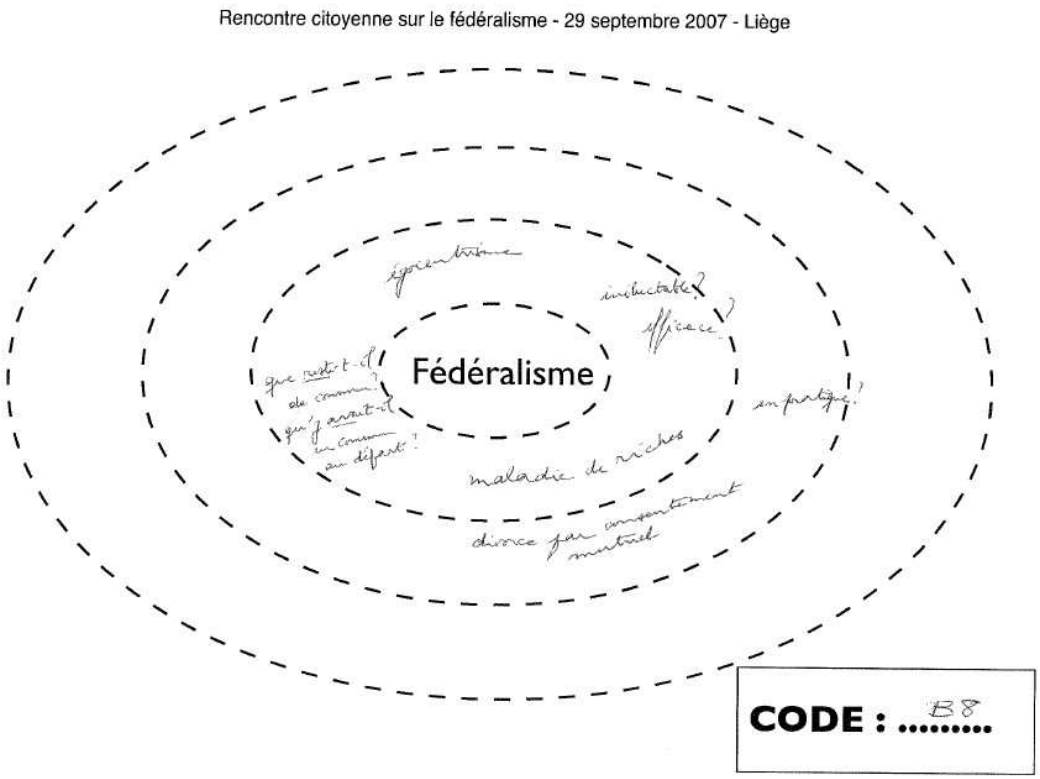
A : D'accord, donc le fédéralisme représente un certain nombre de craintes. Le fédéralisme : une crainte. Est-ce que tout le monde est d'accord avec cela ? Ou bien au contraire, c'est associé à une idée plutôt rassurante ? Vous pouvez intervenir Monsieur.
B1 : Personnellement, je n'ai pas peur de cette notion de fédéralisme. Si l'on compare avec un ménage, certains ménages se marient avec contrat de mariage, d'autres pas, chez les Français, c'est le pacs, etc. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas trouver un équilibre harmonieux justement en maintenant, sans les accentuer les différences parfois, les divergences, etc.

L'idée au cœur de cette vision partagée par plusieurs participants du panel liégeois est l'*équilibre*, accompagné d'une certaine solidarité mais également d'une dose d'efficacité. En outre, les membres de ce groupe ont bien conscience des différences entre les communautés et difficultés de la cohabitation, mais celles-ci ne sont pas rédhibitoires à leurs yeux. Le fédéralisme permet justement de les outrepasser et d'ainsi assurer une sorte d'union fédérale.

Quatrièmement, un dernier groupe de citoyens parmi les personnes interrogées voit le fédéralisme d'une manière négative. Cette fois, ce n'est pas tant la peur du séparatisme qui anime cette vision mais plutôt un regard « pragmatique », selon les termes des participants qui tombent dans cette catégorie, sur l'inefficacité du système fédéral belge. Ils en sont insatisfaits car il est complexe, incompréhensible et inefficace de surcroît. Ce constat questionne *in fine* la valeur ajoutée d'une Belgique fédérale. La vision de B8 illustre bien cette perception du fédéralisme belge et de la Belgique. Sa carte du fédéralisme et sa présentation se déclinent d'ailleurs en termes et en questionnements assez négatifs à leurs sujets (Figure 3.8).

B8 : Moi, je suis plus parti de l'idée que le fédéralisme est au départ le résultat d'un égocentrisme et d'une maladie de riches. C'est sans doute inéluctable mais je me demande s'il peut être efficace. En fait, ma vraie question est de dire: « qu'y avait-il de commun au départ pour créer un État belge ? » Ça j'espère que les experts nous ferons peut-être un petit rappel historique de ce qui a contribué à la constitution d'un État belge car au départ, il n'y avait quand même pas de Belgique avant 1830 et que va-t-il rester de commun qui justifie un État belge ? Donc en fait, c'est surtout des questions.

Figure 3.8 Carte du fédéralisme de B8



Ce sont donc quatre façons de percevoir le système fédéral et le fédéralisme qui se retrouvent au sein du panel belge francophone. Par ailleurs, la participation à celui-ci n'a pas radicalement changé les opinions des citoyens réunis. En effet, si, par exemple sur l'indicateur de fonctionnement du système fédéral belge, la moitié des répondants a changé/n'a pas changé d'avis sur cette question à la suite du panel (Tableau 3.8), on assiste à des changements d'intensité, plutôt qu'à des changements radicaux d'opinion (de « Pas d'accord du tout » à « Tout à fait d'accord » ou vice-versa). Ainsi, la participation au panel semble nuancer, mais aussi parfois conforter, la position des participants[413]. C'est d'ailleurs les deux catégories intermédiaires (« Plutôt d'accord » et « Plutôt pas d'accord ») qui ont connu le plus de changements, s'échangeant pas moins de 18 participants. Plus généralement, les différents groupes identifiés sur base des perceptions ont été touchés de la même façon par les éventuels changements d'opinions. On ne peut pas dire qu'une vision du fédéralisme belge soit plus influencée par la participation au panel qu'une autre.

[413] Si on regroupe les modalités « Pas d'accord du tout » avec « Plutôt pas d'accord » et « Tout à fait d'accord » avec « Plutôt d'accord », on compte 39 participants qui gardent leur opinion de départ.

Tableau 3.8 Fonctionnement du système fédéral belge est satisfaisant en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total (T1)
Tout à fait d'accord	1	0	1	0	2
Plutôt d'accord	1	16	11	1	29
Plutôt pas d'accord	0	7	11	2	20
Pas d'accord du tout	0	2	5	3	10
Je ne sais pas	0	0	1	1	2
Total (T2)	2	25	29	7	63

Nombre de répondants = 63.

Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne et ensuite en colonne.

En résumé, les participants présents ont montré au travers de leurs réponses aux questionnaires, de leur carte mentale et de leur intervention en focus groupe qu'ils avaient des visions différentes du sujet que nous avons pu regrouper en quatre catégories et qui sont susceptibles d'évoluer légèrement à la suite du panel mais pas d'être remises fondamentalement en cause. Au regard de notre objectif d'étudier les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens, ce premier élément de notre réflexion laisse penser que cette diversité de points de vue en termes de perceptions pourrait se refléter dans une multiplicité de préférences pour l'avenir du fédéralisme et donc du pays. Il s'agira alors d'établir les relations entre les premières et les secondes.

2. La confiance dans les institutions

En complément à l'étude de la perception du système fédéral, on peut se pencher sur la confiance dans les institutions afin de déceler d'éventuelles différences d'appréciation entre celles-ci. Dans le questionnaire, sur base d'une échelle allant de « Beaucoup » à « Pas du tout » en passant par « Assez » et « Peu », la question de la confiance était posée pour cinq institutions : l'État fédéral, la Région wallonne, la Communauté française, la Monarchie et la Cour constitutionnelle. Une lecture individualisée des résultats, c'est-à-dire en considérant séparément les réponses de chaque individu, révèle deux grandes positions, en début de journée : d'une part, les participants qui font généralement confiance aux institutions quelles qu'elles soient et, d'autre part, les participants qui ne font généralement pas confiance aux institutions.

Les résultats en T2, par contre, offrent une plus grande diversité et montrent des évolutions chez certains participants. Tout d'abord, la confiance dans la Monarchie reste stable tout au long de la journée. Il y a donc une confirmation en T2 de la position adoptée en T1. Le panel n'a donc pas eu d'impact sur la position des individus eu égard à l'institution monarchique ; ce qui ne surprend guère puisque ce thème est suffisamment récurrent et présent dans la vie sociale pour que les citoyens puissent se forger une opinion sans processus d'information particulier. C'est également un sentiment de nature différente, moins directement politique. Par contre, pour les quatre autres institutions (l'État fédéral, la Région wallonne, la Communauté française et la Cour constitutionnelle), des évolutions importantes positives et négatives (pour la Région wallonne) ont eu lieu chez certains participants. Dans l'analyse, il est utile de distinguer la confiance accordée aux institutions politiques et la confiance à l'endroit de la Cour constitutionnelle. Pour cette dernière, l'évolution s'explique principalement par le nombre (13 personnes) relativement élevé de « Je ne sais pas » en T1 ; ces participants ont dû se positionner en T2 et l'ont fait généralement en faveur de la Cour constitutionnelle.

Pour les trois autres institutions, les changements ne sont pas liés au positionnement des « Je ne sais pas » mais bien à des évolutions en termes de perceptions. Ainsi, la confiance dans l'État fédéral et dans la Communauté française est en hausse suite au panel, alors que celle pour la Région wallonne diminue fortement. Dans les discussions en focus groupe, on trouve plusieurs explications à cette différence de confiance entre l'État fédéral et la Communauté, d'une part, et la Région, d'autre part. Un premier aspect est l'opposition entre le fait régional (la Wallonie ou la Flandre) et le fait national (Belgique) ; ce dernier domine largement chez certains participants comme B2 :

> B2 : On a eu un débat télévisé il y a 15 jours je pense à la RTB je crois et on parlait justement si la Flandre devait prendre son indépendance, qu'est-ce qu'elle va représenter sur l'ensemble du monde ? Elle ne représente quasi rien et pour la Wallonie, ce serait exactement la même chose mais seulement l'État belge en lui-même, il est connu dans le monde entier, alors pourquoi vouloir faire une séparation, cela ne rime strictement à rien.

Le second élément est, quant à lui, de nature identitaire et oppose cette fois l'identité francophone à l'identité wallonne :

> B3 : Maintenant, je vais essayer de répondre à la question que vous avez posée, si on se sent plus wallon ou francophone. Je me sens plus francophone que wallon. C'est vraiment parce que francophone, je le suis, de fait, je parle français, par contre, wallon, c'est quelque chose que nous avons inventé, ici en Belgique, au lieu de dire que la Belgique est un État unitaire, on a créé la Flandre et la Wallonie, c'est pour ça que je me sens plus francophone que wallon.
> A : La francophonie est une richesse et la Wallonie un appauvrissement ?
> B3 : Je suis plutôt d'accord.

> B5 : Finalement, la Wallonie c'est effectivement plus politique. Je me sens francophone aussi, je parle le français, j'ai étudié la culture française, et le wallon, c'est du français, c'est un dialecte. La Wallonie, ça me semble effectivement plus politique et on l'a peut être construite effectivement par réaction à la Flandre, à cette Flandre qui prenait de plus en plus de place ou de pouvoir.

Ainsi, la Wallonie serait une construction politique, détachée d'une véritable identité et s'inscrivant dans une logique conflictuelle avec la Flandre, alors que le fait francophone transcende le cadre strict de la Communauté française et serait lui enraciné plus profondément. À propos des entités fédérées, Kris DESCHOUWER confirme que celles-ci « ne sont pas des entités historiques, elles n'ont pas d'histoire antérieure à l'État fédéral. Les Régions et Communautés belges sont uniquement le résultat de la façon dont la Belgique a été créée en 1830 par une élite plutôt francophone »[414]. Certains participants font ainsi une distinction entre la Région wallonne et la Communauté française au sens d'entités juridiques politiquement construites et la communauté francophone au sens de groupement humain historiquement établi.

À l'inverse, l'augmentation de la confiance à l'endroit de l'État fédéral correspond aux vœux des personnes qui souhaiteraient un renforcement de celui-ci. L'Autorité fédérale est vue par ces participants comme la seule solution pour la sauvegarde de la Belgique, bien que (ou justement parce que) le fonctionnement du système fédéral est considéré comme insatisfaisant par ces mêmes citoyens. Finalement, de l'analyse du corpus de données sous l'angle de la confiance dans les institutions ressortent trois grandes positions individuelles : confiance dans les institutions politiques, peu de confiance dans les institutions politiques, confiance dans l'État fédéral (voire également la Communauté française) mais pas dans la Région wallonne. Ces éléments serviront à la construction des idéaux types à la fin de ce chapitre.

3. Les hommes politiques et le fédéralisme

Dans notre effort de compréhension de la perception politique des citoyens belges francophones à l'endroit du fédéralisme, il est utile de tourner l'analyse vers la perception du rôle des hommes politiques. Dans tout système politique, ces deux aspects – institutions et acteurs – sont intrinsèquement liés et s'influencent mutuellement[415]. Toutefois, à des fins analytiques et particulièrement dans un contexte de tensions importantes, il semble

[414] Deschouwer, « La dynamique fédérale en Belgique », 66.

[415] On se doit toutefois de préciser que David EASTON, le théoricien de l'approche systémique en science politique, insiste sur le mouvement – la boucle – de rétroaction qui va des *outputs* du système aux *inputs* de celui-ci ; voyez David Easton, *The political system. An inquiry into the state of political science* (New York : Alfred A. Knopf, 1953) ; David Easton, *A systems analysis of political life* (New York : John Wiley & Sons, 1965) ; David Easton, *A framework for political analysis* (Hemel Hempstead : Prentice-Hall, 1965).

pertinent de se concentrer sur les acteurs politiques, plus précisément sur les femmes et les hommes politiques.

Au vu des réponses au questionnaire et des discussions en focus groupes, trois constats peuvent être faits. Premièrement, les hommes politiques sont considérés comme les principaux responsables des conflits communautaires par de nombreux participants[416]. Deuxièmement, le niveau de confiance (en T2 plus particulièrement) pour les hommes politiques francophones et néerlandophones est assez bas et assez similaire. Au fil de la journée, on a assisté chez certains participants à une diminution de la confiance envers les hommes politiques francophones mais par contre à une augmentation chez d'autres de la confiance à l'endroit des hommes politiques néerlandophones[417]. Troisièmement, on peut identifier dans une perspective idéaltypique trois positions : ceux qui estiment que les conflits communautaires sont de la responsabilité exclusive du monde politique dans lequel ils n'ont pas confiance (par exemple, B2), ceux qui estiment que les conflits communautaires ne sont pas de la responsabilité exclusive des hommes politiques mais que ces derniers jouent un « mauvais » rôle en attisant ceux-ci (par exemple, B8) ; enfin, ceux qui estiment que les conflits communautaires sont à la fois de la responsabilité des hommes politiques mais également des citoyens (par exemple, B5). Ces trois positions transparaissent de l'extrait ci-dessous[418] :

> A : Quand vous dites « on », est-ce que c'est quelque chose que vous souhaitiez, est-ce que vous avez l'impression que c'était quelque chose de souhaité par, déjà par vous ?
> B9 : Les gens qui ont en dessous de 40 ans, à mon avis, ils ne l'ont pas souhaité car ils n'étaient pas acteurs à ce moment-là, donc ils l'ont subi. Et nous, on entend nos parents parler d'avant mais nous, on n'a jamais senti de différences.
> B5 : *C'est plus politique, c'est plus peut-être, parfois une politique de politiciens. Maintenant, c'est vrai que quand on voit les informations, on voit les gens sortir leurs drapeaux, donc, c'est que quand même derrière les politiques, il y a des gens qui sont d'accord. CD&V, N-VA, Leterme 800 000 voix. Donc, ce n'est quand même pas rien.*
> B2 : *Ils ont le bon jeu les ministres parce qu'ils racontent ce qu'ils veulent mais la réalité des choses, ce n'est jamais sur le terrain. On ne demande pas l'avis de la population. Si on devait faire une demande de l'avis de la population, je crois qu'ils regarderont très drôlement.* Moi, j'ai l'impression.
> A : Monsieur à gauche...vous vouliez réagir tout à l'heure...
> B8 : Ce sont des éléments assez mélangés. […] C'est un microcosme qui tourne sur lui-même mais qui a un pouvoir d'imposer ses décisions aux autres et ça, je pense que c'est devenu une

[416] À titre illustratif, ce sont 56 personnes en T1 et 58 en T2 – sur un total de 64 – qui répondent par la positive à cette question.

[417] Les résultats du questionnaire montrent respectivement un passage de 28 à 26 et de 17 à 22.

[418] En termes d'analyse, pour identifier la position de chacun des participants à propos du rôle des hommes politiques, il faut reprendre les réponses aux questionnaires et les différentes interventions faites sur ce sujet. C'est seulement avec l'ensemble de ces données que l'on peut tenter – et ce n'est pas possible pour chacun des participants – d'identifier de quelle position il se rapproche le plus – comme ce sont des positions idéaltypiques, il est tout à fait probable que certaines personnes ne correspondent pas entièrement à l'une d'elles.

réelle difficulté mais je ne crois quand même pas non plus à la démocratie directe à tous les coups où le citoyen est appelé à aller voter pour un oui ou pour un non parce que nous n'avons pas les infos non plus. Il y a une bonne part de décisions, au-delà des décisions politiques, c'est-à-dire, je dirais visionnaires, qui sont des questions purement techniques pour lesquelles nous n'avons pas l'info. On est incompétent.
A : Donc, il y a l'idée de représentation qui est intéressante aussi. Donc, le fédéralisme évoque quand même l'idée d'une certaine représentation.
B8 : Ça rejoint un peu ce que monsieur a dit, quand il dit qu'à un moment donné, *peut-être que la base de la population ne représente pas l'avis qu'on fait circuler actuellement dans la presse, etc. et qui est quand même surtout un avis de politicien. Bien que je pense que pour l'instant, c'est quand même en train de changer. Je pense qu'il y a tellement de battages médiatiques qu'on va finir par tous se trouver presque obligés d'exiger des différences alors qu'au départ, elles n'étaient pas. Je pense quand même qu'il y a un air du temps mais qui est entretenu à la fois par le monde politique et par les médias parce que ça représente quand même un paquet.*

Si les hommes politiques sont volontiers pointés du doigt par les participants, à quelques exceptions près, on perçoit également que les médias jouent un rôle non négligeable dans les tensions communautaires et ce rôle mérite d'être étudié.

4. Les médias et les conflits communautaires

On l'a vu ci-dessus, les conflits communautaires sont étroitement liés aux hommes politiques (même si les participants se différencient en fonction de leur rôle exact comme responsable exclusif, responsable principal ou co-responsable). Les médias, par ailleurs, semblent participer également à cette dynamique. De quelle façon ? C'est ce que nous avons voulu savoir en analysant, comme pour chaque thématique, les réponses aux questionnaires et les discussions. D'une manière générale, la perception des médias n'est guère positive et le niveau de confiance est même légèrement inférieur à celui des hommes politiques francophones (en T2, 26 participants ont confiance en ces derniers contre 19 pour les médias). Il est également surprenant de constater que la quasi-unanimité des citoyens participant au panel de Liège estime que les médias francophones comme les néerlandophones colportent des clichés sur l'autre communauté. Ce portrait assez sombre des médias se répercute, voire s'amplifie même, lorsque l'on évoque le rôle de ces derniers dans les conflits communautaires. Toutefois, le long extrait suivant du groupe B montre que la perception des médias varie selon les participants :

A : Il y a des problèmes communautaires qu'on vit, les problèmes communautaires, ils sont le résultat de quoi ? Uniquement du comportement de la classe politique ?
B3 : Je ne sais pas si j'ai bien compris la question mais moi je pense que les problèmes qu'il y a entre Flamands et Wallons... *ce ne sont pas les politiques qui sont responsables de cela mais ce sont plutôt les médias qui transforment un peu certains propos ou qui ne montrent qu'une seule chose et donc qui tournent un peu les Wallons contre les Flamands et les Flamands contre les Wallons. C'est mon avis. C'est peut être aussi le rôle des médias de faire bouger un peu le bazar, je n'en sais rien mais... Moi j'ai le sentiment en tous cas que c'est les médias qui encore une fois manipulent un peu la population.*
A : Réactions des autres ? On pourra entendre un journaliste de la Libre Belgique comme prochain expert, Paul Piret...

B2 : *Je crois que les médias ne jouent pas toujours un très beau rôle. Les médias exagèrent et ce n'est pas toujours favorable je crois. Ils vont d'un extrême à l'autre. Il faut être un peu plus modéré. Je ne sais pas s'ils font cela pour faire de la propagande ou quoi mais ce n'est pas la véritable réalité. À mon sens...*
A : Les médias auraient une part de responsabilité dans les problèmes communautaires ?
B2 : *Oui, sûrement...*
A : La classe politique aussi ?
B2 : *Oui*
B5 : Par rapport aux médias, je fais très attention, je recoupe mes informations, donc, c'est vrai que... *Je ne suis pas tellement influencée par les médias mais c'est vrai que monsieur tout le monde...*
B2 : Il y en a d'autres qui sont certainement influencés, j'imagine.
B9 : *Moi j'ai envie de dire que les médias n'influencent pas dans ce sens là. Quand il y a un débat politique à la télévision, les hommes politiques sont là et c'est à eux de se défendre. Ils influencent nos discours. À part cela, je ne suis pas d'accord. Dans la presse, quand ils écrivent des mots, là, je suis d'accord.*
B8 : Indirectement oui car l'homme politique, est-ce que vous croyez qu'avec ce que Gabriels est venu dire ici aujourd'hui, il va faire la une des journaux en Flandre ? Si Gabriel était venu aujourd'hui lancer une bombe incendiaire dans la salle, je suis certain qu'on en parlait lundi dans les journaux flamands. En ce qu'il s'agit de vendre son nom, il a complètement raté son après-midi, Dieu merci pour nous. *Je pense qu'indirectement, les médias vivent quand même toujours de positions relativement extrémistes. L'homme modéré ne fait jamais un succès médiatique.*
B9 : Ça ne décharge pas les politiques de leur responsabilité, c'est cela que je voulais dire.
B8 : Ça, bien entendu. *Mais je pense quand même qu'il y a une influence indirecte des médias sur eux-mêmes et le discours qu'ils tiennent.* Et on peut peut-être comprendre dans le revirement, mais ça je ne sais pas, de Monsieur Gabriels, car à l'époque, il était quand même un peu flamingant, il a du faire ça pour acquérir une certaine notoriété et qu'en fait que maintenant qu'il a une notoriété, qu'il a pu devenir un grand garçon et avoir un comportement responsable.
B6 : *Mais donc à la base, c'est de la faute des politiques...*
B8 : *Tout à fait, des politiques qui jouent le jeu d'essayer de se faire connaître et pour se faire connaître, il faut bien passer par la rampe des médias.* On est dans un monde où si vous voulez être connu dans une région globale, c'est pas votre quartier, ce n'est pas juste aller serrer 3 mains dans la rue. Il faut bien qu'il y ait un relais quelque part, il faut bien jouer le jeu de ceux qui ont les clés du relais et qui ont une audience plus large.
B5 : *Si on veut devenir un héros, c'est vrai qu'à ce moment-là, les médias aident.*
B6 : *S'il faut devenir extrémiste pour être entendu, c'est un peu...*
A : Effectivement, est-ce qu'il faut être extrémiste pour être entendu ? Est-ce que c'est un problème culturel, de société ? Est-ce que l'on doit avoir une présence médiatique telle que pour obtenir cette présence, on doit radicaliser son discours ?
B5 : C'est bien dans l'air du temps. Mais ça, il suffirait d'éduquer le bloc des citoyens pour qu'il ne marche pas dedans, mais enfin, c'est très cinéma, c'est dans l'air du temps.

Face à un système fédéral complexe où les relations médias-politiques sont très largement imbriquées, nombreux sont les participants qui rejettent la responsabilité des conflits communautaires sur ces deux acteurs importants de la dynamique politique que sont les médias et les hommes politiques. Ils le font toutefois de manière différenciée. Il y a ceux comme B2 qui voient les hommes politiques et les médias comme les responsables exclusifs des conflits communautaires. D'autres, par exemple B5 et B9, estiment que ces deux acteurs portent une responsabilité importante dans les tensions communautaires, mais qu'il appartient également aux citoyens de se forger leur propre opinion et d'accepter ou non cette logique conflictuelle. Enfin, certains participants, comme B8, mettent en avant

une co-responsabilité des hommes politiques, des médias et des citoyens dans la dynamique fédérale belge actuelle.

Finalement, cette section sur le rôle des médias dans les conflits communautaires montre que l'analyse de la perception politique des participants ne peut s'arrêter à des impressions globales ; elle mérite d'être portée à tous les niveaux et dans toutes les thématiques. On comprend dès lors mieux pourquoi plusieurs dimensions sont distinguées dans l'analyse ; et ce afin de pouvoir identifier les positions saillantes pour chacune d'elles en vue de dégager des idéaux types qui serviront à la double comparaison au sein et entre les terrains. Avant de conclure l'exploration des perceptions politiques des citoyens belges francophones, la présence d'une éventuelle culture fédérale doit être étudiée.

5. Une culture fédérale belge francophone ?

Peut-on dire des Belges francophones qu'ils sont animés par une culture – politique – fédérale comme le sont d'autres citoyens d'un pays fédéral tels que les Américains, les Canadiens[419] ou les Suisses ? Pour répondre à cette question, qui renvoie à des considérations théoriques sur le fédéralisme que nous avons rappelées dans le chapitre précédent, trois questions ont été posées aux répondants. Ces questions sont posées depuis de nombreuses années à des répondants provenant des États-Unis, du Canada et du Mexique[420]. Il s'agit de savoir si un système fédéral est préférable à tout autre forme de gouvernement ; si pour gouverner un pays, il est préférable d'avoir un seul gouvernement plutôt que plusieurs gouvernements ; si un pays où tout le monde parle la même langue et partage la même culture est préférable à un pays où la population parle différentes langues et où plusieurs cultures cohabitent. Il convient de préciser que la réponse à ces questions est « toute relative »[421] et surtout qu'il est plus facile d'avoir une culture fédérale lorsqu'on

[419] Évidemment, dans les chapitres qui leur seront consacrés, il nous faudra interroger cette notion dans le contexte canadien et nous y découvrirons que tous les Canadiens ne sont pas nécessairement animés par une culture fédérale. Cela rappelle l'importance d'éviter les généralisations puisque souvent la diversité caractérise les opinions et les attitudes des citoyens.

[420] Voyez les références données sur ce sujet dans le deuxième chapitre.

[421] En effet, les créateurs de ces questions expliquent qu'une réponse positive à la première question et une réponse négative aux deux autres indiquent l'existence d'une culture fédérale chez le répondant. Cependant, il faut considérer les réponses à cette question uniquement d'un point de vue analytique et non normatif. Par exemple, il est évidemment « tout relatif » de préférer vivre dans un pays multilingue ; on pourrait tout à fait répondre par la négative à cette question. À cet égard, John Stuart Mill en 1861 écrivait qu'il était « presque impossible » que dans un pays plurilingue les institutions démocratiques puissent fonctionner. Le problème majeur, selon cet auteur, était l'existence d'espaces publiques et médiatiques séparés et le fait que la plupart des citoyens ne lisent les journaux, n'écoutent la radio et ne regardent la télévision que dans leur langue maternelle ; John Stuart Mill, *Utilitarianism, On Liberty, Considerations on Representative Government* (Londres : J. M. Dent, [1861] 1993), 391-397.

vit dans une vieille fédération[422], d'une part, et lorsqu'on appartient au groupe qui domine ou qui prône le fédéralisme, d'autre part. Tenant compte de ces précautions, il est utile d'explorer cette thématique dans le contexte belge francophone à des fins comparatives.

En outre, si avec Éric MONTPETIT on peut être « perplexe quant à l'idée qu'un sondage puisse mesurer une culture » puisque « en effet, une culture n'est jamais aussi partagée que ce qu'un sondage nous suggère »[423], les résultats du questionnaire ne doivent pas être vus comme des réponses à un sondage classique. Surtout ils doivent être analysés en termes individuels et au regard des interventions des participants. Trois trajectoires possibles émergent d'une telle analyse. Premièrement, ceux qui montrent une culture fédérale ou ce que les anglophones qualifient de *pro-federal culture*[424] : ils sont d'accord que le système fédéral est préférable, ainsi que de vivre dans un pays où il y a plusieurs langues et cultures, mais ils s'opposent à avoir un seul gouvernement. Parmi les participants, ils ne sont pas nombreux.

Deuxièmement, ceux qui ont une culture fédérale qui semble *a priori* contradictoire car ils sont à la fois d'accord que le système fédéral est préférable à toute autre forme de gouvernement et que simultanément avoir un seul gouvernement est préférable pour gouverner un pays. Cette position semble contradictoire ; toutefois, on peut émettre l'hypothèse que les participants répondent à la première question (« système fédéral est préférable ») dans le contexte belge alors qu'ils répondent à la seconde (« avoir un seul gouvernement est préférable ») dans l'absolu. Le croisement du premier indicateur (en T2) et de l'indicateur « Système fédéral belge meilleure solution pour coexistence pacifique » (en T2 également) confirme cette hypothèse (Tableau 3.9). Le tableau croisé de ces deux indicateurs montre qu'ils sont corrélés puisque seules neuf personnes sur un maximum possible de 54 répondent négativement à l'un et positivement à l'autre. Cela renvoie aux deux sens – négatifs – du fédéralisme qui ont été définis ci-dessus et plus particulièrement au premier de ces deux sens. En effet, si le fédéralisme semble la moins mauvaise solution pour la Belgique, dans l'idéal par contre, un système unitaire est préférable car, d'après les participants, moins conflictuel.

422 En Belgique, alors que les jeunes n'ont connu que le fédéralisme, nombre d'entre eux ne montrent pas – encore – une culture fédérale : Grandjean *et al.*, « Le fédéralisme « incompris » : perceptions et préférences d'un auditoire d'étudiants de l'ULg ».

423 Éric Montpetit, « Les futurs des fédérations belge et canadienne : un dialogue comparatif », in *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), Ouvertures sociologiques (Bruxelles : De Boeck Université, 2009), 255.

424 Cole *et al.*, « Public Opinion on Federalism and Federal Political Culture in Canada, Mexico, and the United States, 2004 » : 214-220.

Tableau 3.9 Croisement entre Système fédéral est préférable (lignes) et Système fédéral belge meilleure solution pour la coexistence pacifique (colonnes)

(en nombres réels, en T2)

Modalité de réponse	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total
Tout à fait d'accord	5	4	0	0	9
Plutôt d'accord	4	34	2	0	40
Plutôt pas d'accord	0	6	6	1	13
Pas d'accord du tout	1	0	0	0	1
Total	10	44	8	1	63

Nombre de répondants = 63.

Troisièmement, il y a ceux qui ne montrent pas de culture fédérale et qui préfèrent être gouvernés par un seul gouvernement et vivre dans un pays où il n'y a qu'une seule langue et une seule culture. Néanmoins, ce dernier indicateur n'est pas le plus déterminant parmi les participants belges francophones car plusieurs d'entre eux préfèrent un pays avec un seul gouvernement mais, vu la coexistence historique – dans un État qui fut pendant de nombreuses années unitaire – de deux « grandes » communautés[425], souhaitent vivre dans un pays avec plusieurs cultures et langues. En résumé, cette réflexion sur la culture fédérale renvoie avant tout à la dynamique fédérale belge et les différents éléments qui la caractérise au sud de la frontière linguistique. En outre, malgré le caractère relatif de la notion de culture fédérale, il sera intéressant de contraster l'analyse faite en Belgique francophone avec celle qui sera réalisée dans les trois autres terrains.

6. La perception politique : synthèse

Au terme de l'analyse systématique des indicateurs de la perception politique, plusieurs positions peuvent être définies. Celles-ci résultent de l'articulation des opinions à l'égard du fédéralisme chez chaque participant et des liens entre ces différentes opinions. Partant du matériau empirique, à des fins de synthèse, quatre grandes positions sont distinguées (Tableau 3.10). Ces éléments constituent les premiers « blocs » qui permettront de construire, au fur et à mesure de l'analyse, les idéaux types.

[425] Sans oublier, les germanophones à l'est du pays, mais en raison de leur poids démographique, leur rôle politique est moins important que celui des deux « grandes » communautés, malgré certaines revendications. Sur ce sujet, on trouvera un traitement détaillé dans Katrin Stangherlin (dir.), *La Communauté germanophone de Belgique. Die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens* (Bruxelles : La Charte, 2005).

Tableau 3.10 Perception politique : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Perception négative du système fédéral *Peu confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = responsables exclusifs* *Pas de culture fédérale ou culture fédérale contradictoire*	*Perception positive et deux sens négatifs du fédéralisme* *Plus confiance dans l'État fédéral* *Hommes politiques et médias = responsables principaux* *Culture fédérale contradictoire*	*Perception positive même si certains défauts* *Confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = co-responsables (avec les citoyens)* *Culture fédérale*	*Perception plutôt négative du système fédéral* *Peu confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = co-responsables (avec les citoyens)* *Culture fédérale*

À titre illustratif, le participant B2 représente assez bien la position A. En effet, comme nous l'avons montré dans les extraits, il montre une perception négative du système fédéral en raison de sa complexité et de son incapacité à apaiser les conflits communautaires. Ceux-ci sont d'ailleurs, selon lui, uniquement de la responsabilité des hommes politiques et des médias. Les citoyens, néerlandophones comme francophones, ne souhaitent pas de tels conflits et s'entendent plutôt bien. Au final, il préférerait vivre dans un système unitaire – qui signifierait l'absence de conflits communautaires et aussi moins de complexité – mais où plusieurs cultures et langues se côtoient. Au vu de cet exemple, on comprend donc que ces positions sont dégagées du corpus des données selon une logique idéal typique, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une moyenne de tous les indicateurs mais plutôt d'une construction analytique. Ces quatre positions transcendent la perception politique propre à chaque participant. Elles serviront dans la construction finale des types de citoyens belges francophones où elles occuperont une place importante, au vu de l'importance de la perception politique dans la compréhension globale du fédéralisme et de son avenir. Avant cela, deux autres dimensions de la variable perceptions doivent être étudiées : d'abord, les identités et les sentiments d'appartenances, ensuite, la perception de l'autre communauté.

C. Les identités et les sentiments d'appartenance

La question des sentiments d'appartenance renvoie à des questions classiques en sciences politiques et sociales : à quel groupe les citoyens s'identifient-ils le plus ou le moins, existe-t-il une hiérarchisation ou une exclusivité ou encore une complémentarité entres les identités ? Cette dimension constitue un autre volet important de la compréhension des perceptions que les citoyens belges francophones ont du fédéralisme. Plus indirecte que la perception politique que nous venons d'explorer, la prise en compte des identités et des sentiments d'appartenance n'en demeure pas moins fondamentale dans

le cheminement analytique car les identités renvoient à la question de l'imaginaire collectif (« qui sommes-nous ? »), essentielle dans la dynamique politique de toute société (« que voulons-nous faire ensemble ? »).

1. Humanisme contre nationalisme

La mesure des identités collectives est très fréquente en sciences sociales, en général, et en sciences politiques, en particulier. Plus précisément, nous avons même avancé en ouverture de cette recherche que ce type de questionnement constitue une des deux façons privilégiées d'étudier les relations entre les citoyens et le fédéralisme – l'autre étant d'explorer leurs préférences. Partant de ce constat, plusieurs séries de questions classiques ont été posées dans le questionnaire et une séance de discussions a été entièrement consacrée à ce sujet. Cependant, une certaine incompréhension à l'endroit de ce genre de questions est rapidement apparue dans les focus groupes. En effet, plusieurs participants ont marqué leur incompréhension, voire leur hostilité, face à ce type de questionnement, en particulier à l'endroit des questions de fierté.

Ainsi, de nombreux citoyens, comme le participant B8, ne se sentent ni fiers ni pas fiers : « moi objectivement, je ne suis fier de rien, je suis juste conscient d'être effectivement belge, wallon, francophone, européen. Quant à dire que j'en suis fier, ni de l'un, ni de l'autre, pas spécialement ». D'autres se réclament d'une citoyenneté universelle comme le participant B3 : « je pense qu'il faut d'abord être humaniste avant de dire qu'on est… Avant de se séparer, il faut tous être frères ». Enfin, de nombreux participants opposent nationalisme (étroitement lié au séparatisme) à humanisme (lié à une identité de citoyen du monde). L'extrait suivant illustre cette opposition qui semble transcender la question identitaire :

> B9 : Je me sens d'abord un homme. Je ne revendique pas une identité. Si à la limite, je devais revendiquer une identité, ce serait plutôt celle d'européen qui va plus dans ma philosophie à moi où tout le monde essaie de vivre pour que tout aille bien pour tout le monde, humaniste. Et je constate que dans la société dans laquelle on vit, on entend plus celui qui est nationaliste ou qui a des idées radicales. C'est facile à mettre en œuvre et ça complique la vie des autres.
> B5 : On a parlé d'humanisme. Moi, je ne me reconnais que dans cela, dans l'espèce humaine et c'est vrai que tous les problèmes humains nous touchent. Je suis ni wallonne, ni belge, ni européenne, je suis plus que cela. Mais c'est clair que je suis née, en parlant français, dans un milieu où on parlait le français, donc mon véhicule est le français et ma culture, celle que je comprends mieux est celle qui est portée par ma langue. Pour aborder les autres cultures, j'ai parfois des difficultés car je n'en connais pas la langue. Mais, je ne suis fière de rien non plus, surtout pas de voir ce qu'il se passe.
> A : Il n'y a aucun sentiment d'identité particulière ?
> B5 : Absolument aucun, et moi, j'ai très peur de ces replis identitaires, ces nationalismes, on sait par l'histoire tout ce que cela a créé, et ce que ça crée encore.

Cette vision de l'identité, s'écartant des sentiments d'appartenance classiques, est intéressante et s'inscrit dans un débat intellectuel intense entre différentes visions du vivre ensemble, dans un monde globalisé, telles que le cosmopolitisme, le multiculturalisme ou encore certaines formes de nationalisme[426]. Néanmoins, on ne peut ni réduire les sentiments d'appartenance à du nationalisme (qui est une notion à la fois plus étroite et plus large) ni négliger le rôle des identités dans le développement de la perception d'un individu à l'endroit du système politique dans lequel il vit. Malgré les réticences de certains aux questions d'identités, les résultats du questionnaire et les discussions indiquent plusieurs positions identitaires significatives qu'il convient d'analyser plus en profondeur.

2. La multitude et la complémentarité des identités

Du corpus de données apparaît d'emblée un fort sentiment d'appartenance en tant que francophone, Belge, Européen, et Wallon dans une moindre mesure. On notera, au vu des résultats du questionnaire, l'évolution décroissante entre le T1 et le T2, particulièrement pour le sentiment d'être wallon[427] qui peut s'expliquer partiellement par certaines discussions de la journée dont le contenu a été évoqué dans la section sur la confiance dans la Région wallonne. Notons également la complémentarité dans ce cas des sentiments d'appartenance plutôt que leur exclusivité : on peut se sentir à la fois francophone, belge, européen et, parfois, wallon. Cependant, même lorsqu'il existe une certaine complémentarité entre les identités, une hiérarchisation peut être possible. La participante B6 reflète bien cette réalité et dépeint ses sentiments d'appartenance ainsi :

> B6 : Si je dois… Je me sens surtout belge à la base. C'est vrai que je n'ai pas une bonne connaissance du néerlandais mais je ne me sens pas spécialement wallonne pour la cause. Francophone, vu que je parle français, forcément, mais...
> A : C'est une identité ou plutôt un état de fait ?
> B6 : C'est comme cela, je suis tombée dedans. Mais, j'aime bien me sentir européen. Très européen c'est important car c'est un rassemblement de pays, un essai de s'entendre bien avec tout le monde. Ce serait d'abord la belge puis l'européenne. Et wallon, il faut prendre cela comme... pas que cela n'a pas d'importance, je me sens wallon aussi mais pas... c'est plutôt le fait d'être belge qui est important, l'unité du pays et tout cela.

[426] Pour n'épingler que trois références parmi de nombreuses contributions à ce débat, voyez Will Kymlicka, *Politics in the vernacular : nationalism, multiculturalism, and citizenship* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2001) ; Daniele Archibugi, « The Language of Democracy : Vernacular or Esperanto? A Comparison between the Multiculturalist and Cosmopolitan Perspectives », *Political Studies* 53, n°3 (2005) ; Craig Calhoun, « Cosmopolitanism and nationalism », *Nations and Nationalism* 14, n°3 (2008). On retrouve également ce débat dans les écrits d'Amin MAALOUF : Amin Maalouf, *Les identités meurtrières* (Paris : Editions Grasset & Fasquelle, 1998) ; Amin Maalouf, *Le Dérèglement du monde : Quand nos civilisations s'épuisent* (Paris : Editions Grasset & Fasquelle, 2009).

[427] De 45 participants qui se sentent souvent ou de temps en temps wallon, ils sont passés à 37 en T2. Pour les trois autres sentiments (francophone, belge et européen), les résultats sont respectivement (T1 et T2) : 59-55, 59-58 et 58-54.

Par ailleurs, les identités sont *relatives*. Plus précisément, l'identification, si l'on reprend le terme préféré par Sophie DUCHESNE et André-Paul FROGNIER, des individus varie selon le contexte et dès lors peut être multiple[428]. Le participant B3 explique ses différentes identifications :

> Moi évidemment, je me sens un peu de tout. Je suis de tout, européen, belge, wallon et francophone. Maintenant, à dire que je suis fier, ben, oui, quand même car je suis un peu chauvin. J'aime beaucoup le français, pour moi, c'est la plus belle des langues, c'est mon point de vue et puis dans l'histoire, j'aime l'histoire française, peut-être pas belge, mais on a une histoire qui ne remonte à pas loin non plus. Au sinon, je dirais, qu'au point de vue mondial, je me sens européen, au point de vue européen, je me sens belge et au point de vue belge, je me sens wallon. Ça dépend à quel niveau on parle de cela. Je dirais que je me sens belge et francophone. Au niveau sportif, je ne suis pas pour le Standard, autant le dire, j'aime le club de Bruges, qui est en Flandre. Je ne me sens pas wallon à ce niveau là, je me sens belge. Je suis autant fier de Kim Clijsters que de Justine Henin, pour rester dans les sports. Je n'ai pas de fierté à être wallon.

À la question de se sentir plus francophone ou plus wallon, ce même participant répond : « je me sens plus francophone que wallon. C'est vraiment parce que francophone, je le suis, de fait, je parle français ; par contre, wallon, c'est quelque chose que nous avons inventé, ici en Belgique, au lieu de dire que la Belgique est un État unitaire, on a créé la Flandre et la Wallonie, c'est pour ça que je me sens plus francophone que wallon » (B3). Un autre participant, B1, se sent plutôt wallon avant d'être francophone bien que, globalement, il place toutes les autres identités sur le même pied :

> Je suis un Wallon qui parle français avec son accent wallon. Je me sens belge également et européen. Je n'ai pas d'échelle à ce niveau-là. Je mets tout au même niveau. Francophone oui, mais ce n'est pas vraiment une identité. Je parle couramment le néerlandais... Ce n'est pas tant se fixer sur une identité à ce niveau-là. Pour les autres, je ne vois pas de hiérarchie. Je suis fier d'être belge, fier d'être wallon, fier d'être européen, mais à la limite je peux me demander pourquoi car je pourrais être sénégalais et être fier d'être sénégalais, c'est comme ça.

La question de la hiérarchisation entre une identité francophone et une identité wallonne renvoie à la réalité difficile à mesurer de l'identité franco-wallonne. Cette réalité est pourtant importante à considérer lorsque l'on traite des relations communautaires en Belgique[429] : est-ce que les « communautés » en présence sont les francophones et les néerlandophones ou plutôt les Flamands et les Wallons[430], ou encore, comme on l'entend parfois, les francophones[431] et les Flamands[432] ? En d'autres termes, qui est le *nous* ?

[428] Duchesne et Frognier, « National and European Identifications : A Dual Relationship ».
[429] Aristide R. Zolberg, « Les origines du clivage communautaire en Belgique. Esquisse d'une sociologie historique », *Recherches sociologiques* 7, n°2 (1976).
[430] Aristide R. Zolberg, « The Making of Flemings and Walloons : Belgium : 1830-1914 », *Journal of Interdisciplinary History* 5, n°2 (1974).
[431] Avec Théo Hachez, on notera que « le francophone n'a pas droit à la majuscule traditionnellement réservée aux ressortissants d'une ethnie, ce qui est le cas des Flamands et des Wallons, considérés tels.

Théoriquement, ces quatre identités renvoient à des conceptions différentes (le territoire, voire la culture, pour la notion de « Flamand » et de « Wallon » ; la langue pour la notion de « néerlandophone » et « francophone »)[433] mais en pratique elles se recouvrent et se confondent parfois.

Enfin, à côté des identités « nationales », l'identité locale ressort également fortement des discussions. Certains, comme la participante B5, vont même jusqu'à la placer en premier lieu s'il leur est demandé de hiérarchiser. Pour d'autres, notamment B6, l'identité locale ou plutôt l'appartenance à la communauté locale semble naturelle.

> A : On entend autour de la table : je parle français, donc forcément, je suis plus francophone, par contre, le sentiment wallon est plus difficile... a contrario, personne n'a envie de me dire, mais si j'habite à Liège, forcément, je suis wallon.
> B5 : C'est d'abord liégeois alors.
> A : L'identité liégeoise peut être importante aussi.
> B6 : J'habite à Theux et je me sens theutoise et pas wallonne. C'est plus un esprit local.
> A : La communauté locale a plus d'importance en terme de fierté alors.
> B6 : Oui c'est cela.
> A : Tout le monde est d'accord ? On se sent plus fier de sa communauté locale ou de l'endroit où l'on habite que la Wallonie en général ?
> B6 : Être fier, je ne sais pas mais on a plus d'appartenance à la communauté locale.
> A : Tout le monde est d'accord, tout le monde partage cela ?
> B5 : C'est un retour en arrière. Au début, les gens étaient de leur village et ils ont eu du mal à reconnaître l'État central tellement ils étaient de leur village et on est en train d'y revenir, on fait marche arrière.

3. La prédominance du sentiment national belge

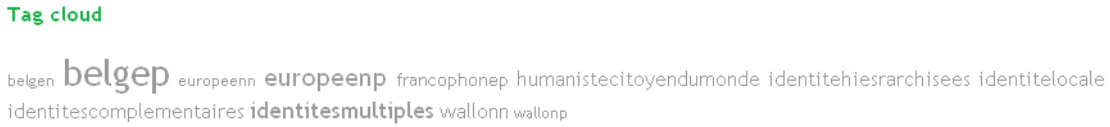
Dans la perspective qui est la nôtre d'étudier les perceptions des citoyens dans toutes leurs facettes, il ne suffit pas de considérer l'identité dans sa seule dimension individuelle, mais il convient d'élargir la compréhension de la dynamique identitaire à la dimension collective – au « nous ». Dans cette perspective, plus que n'importe quel autre sentiment d'appartenance, c'est le sentiment belge qui prédomine. L'analyse menée avec le logiciel HyperRESEARCH™ montre en effet que parmi les marqueurs concernant les identités et sentiments d'appartenance, c'est celui relié à un sentiment belge positif, « belgep », qui revient le plus souvent dans l'étude des discussions en focus groupe. Le nuage généré par le logiciel Mosaïqs® illustre clairement cette réalité (Figure 3.9).

Pourtant cette référence est devenue de plus en plus courante dans la presse quotidienne, en particulier dans le journal *Le Soir* », Théo Hachez, « Communauté française et société belge », in *L'État de la Belgique. 1989-2004 Quinze années à la charnière du siècle*, Marie-Thérèse Coenen *et al.* (dir.), Pol-His Politique & Histoire (Bruxelles : De Boeck, 2004), 84.

[432] Sans négliger la diversité au sein de ces groupes ou de ces communautés, et sans oublier d'autres groupes notamment les Bruxellois ou les germanophones.

[433] De plus, le concept « wallon » renvoie également à la langue wallonne ; le concept « francophone » peut être entendu au sens « francophonie » et ainsi sortir du contexte belgo-belge.

Figure 3.9 Nuage des marqueurs d'identités et de sentiments d'appartenance



Cette prédominance du sentiment belge est également confirmée par deux indicateurs du questionnaire : la prépondérance d'un sentiment de fierté belge sur une fierté wallonne et, d'après les participants toujours, l'inexistence d'une nation wallonne distincte du reste de la Belgique[434]. Les résultats montrent clairement que seuls quelques participants sont plus fiers d'être wallons que belges (sept puis quatre en T2) et estiment que la Wallonie forme une nation distincte (six puis trois). Dans les discussions, de nombreux citoyens ont évoqué la situation économique précaire wallonne et certains problèmes liés à la gouvernance en Wallonie (généralement en comparaison avec la situation en Flandre) pour expliquer leur faible niveau de fierté wallonne. Si un grand nombre de participants ne se reconnaît pas dans une nation wallonne, cela ne signifie pas pour autant qu'automatiquement une nation belge – francophone, devrait-on ajouter – est reconnue par tous les citoyens. Les discussions en focus groupes montrent d'ailleurs une tension sur ce sujet entre ceux qui s'identifient à une nation belge (comme B2 et B6 dans l'extrait ci-dessous) et ceux qui ne se retrouvent pas dans un tel sentiment national (par exemple, le participant B8).

> A : […] est-ce que pour le moment, la Wallonie forme quelque chose de distinct de la Belgique ?
> B8 : Il y a bien la République Libre d'Outre-meuse...
> B2 : Ils se distinguent comme d'autres peuvent se distinguer, ils essayent de se montrer, aussi bien à un Wallon qu'à un Flamand. Il veut montrer qui il est, mais *je crois que dans l'ensemble, c'est la nation belge qui représente le mieux... ça c'est mon humble avis.*
> A : Des réactions à cela ? Non. Est-ce que vous vous sentez plus wallon ou francophone ? Et pourquoi ?
> B8 : Sur le terme de la nation, c'est quelque chose qui nous frappe. *Quand on va à l'étranger, je ne dis pas que c'est un bien mais ça me frappe, souvent, il y a un certain sentiment national et je trouve que chez nous, en fait, il n'existe pratiquement pas ou en tous cas, il est vachement bien caché. Si on voyage en France, en Grande-Bretagne, en Suisse, on sent qu'il y a un sentiment national. En Belgique, j'ai l'impression que c'est quelque chose d'inapparent.*
> A : Personne ne le ressent ce sentiment national belge ?
> B2 : *Moi je le sens le sentiment national belge, absolument. C'est sentimental peut-être, même caractériel, j'en sais rien. C'est une explication qui pour moi est comme ça et qui pour lui est autrement.*

[434] Le concept de nation a déjà fait couler beaucoup d'encre ; dans le cadre de cette recherche, nous avons laissé le soin à chaque répondant de comprendre la notion de nation comme il le souhaitait. C'est donc au chercheur de tenter de comprendre la perception des individus sur base de leurs interventions dans les focus groupes.

B6 : *Personnellement, je me sens belge aussi. Je ne sais pas du tout pourquoi. J'ai l'impression par contre, que les Flamands sont plus flamands que belges.* L'autre jour, j'étais au camp et j'ai rencontré un autre groupe de scouts qui nous a demandé: « vous êtes quoi ? » On a répondu qu'on est belge et vous ? « On est flamands ». C'est bizarre car ils s'attendaient qu'on vienne de France car on parlait français. *C'était bizarre car j'ai ressenti cela comme, on parle français, mais ils n'avaient même pas l'impression qu'on pouvait être belge.*

Le sentiment belge peut même exister alors que l'idée de nation est rejetée car renvoyant à certaines réalités connotées négativement – cela fait référence aux discussions, ci-dessus, opposant l'humanisme au nationalisme. Dans l'extrait suivant, cette autre forme de tension transparaît de l'intervention du participant B9 :

B9 : […] Moi j'avais envie de réagir à ce que monsieur a dit mais il n'a certainement pas pesé les mots qu'il a dits mais vous avez parlé de nation flamande et nation wallonne. Pour moi, ça me choque…
<Brouhaha>
B9 : Je me dis que c'est véritable. J'ai toujours eu le sentiment d'être belge.
B2 : Oui, d'accord, dans mon for intérieur.
<Brouhaha>
B9: Quand j'entends dire nation flamande, ça me heurte. C'est comme si on disait les Allemands sont des boches. Dans les mots, on a cet héritage et moi ça me heurte. […]

Finalement, face à ces « complexes identitaires ou [ces] identités complexes »[435], il est utile de synthétiser les différentes positions mises au jour sur cette thématique.

4. Les identités et les sentiments d'appartenance : synthèse

Même si tous les citoyens ne ressentent pas un sentiment national belge, ce dernier est manifestement très présent dans la représentation collective de nombreux participants, au vu des réponses aux questionnaires ainsi que des discussions. Pour ceux-ci, il existe ainsi une nation belge qui transcende le clivage linguistique et qui unit néerlandophones et francophones. Cette vision renvoie à la formule célèbre du poète montois, Antoine CLESSE, « Soyons unis ! Flamands, Wallons, ce ne sont là que des prénoms, Belge est notre nom de famille »[436]. Elle s'oppose à la – tout aussi célèbre – réflexion du député socialiste, Jules DESTRÉE, dans sa lettre au roi Albert, publiée le 15 août 1912 dans la *Revue de Belgique*, et que nous avons citée dans l'introduction générale : « Sire, il n'y a pas de Belges, il n'y a que des Wallons et des Flamands »[437]. Cette dynamique est essentielle à comprendre dans l'étude du fédéralisme belge. En effet, les résultats de la Rencontre citoyenne laissent à

[435] van Haute *et al.*, « Complexes identitaires ou identités complexes en Belgique fédérale ».
[436] Au tournant du XX^e^ siècle, deux célèbres historiens belges, Henri PIRENNE et Godefroid KURTH, partagent cette vision d'une Belgique unie : Henri Pirenne, *Histoire de Belgique*, 7 vols. (1900-1932) ; Godefroid Kurth, *La Nationalité belge* (1913). Dans son *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, Jean STENGERS nuance la position de ces deux derniers : Jean Stengers, *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, vol. 1, Les racines de la Belgique (Bruxelles : Racine, 2000).
[437] Sur cette opposition entre ces deux visions de la Belgique, voyez notamment Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la Belgique : de l'Antiquité à nos jours*, Questions à l'Histoire (Bruxelles : Editions Complexe, 2004), 123-124.

penser qu'une frange plus ou moins grande des participants s'identifie avant tout à la Belgique tandis que d'autres citoyens s'y identifient d'une manière complémentaire à d'autres sentiments d'appartenance – notamment le francophone, l'européen – ou d'autres encore, préfèrent leur région, la Wallonie. Le Tableau 3.11 synthétise ces trois grandes positions possibles – qui constitueront des éléments importants lors de la construction des idéaux types – et rappelle la présence d'une position transversale qualifiée d'humaniste (citoyen du monde) qui oppose le nationalisme.

Tableau 3.11 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Position A	Position B	Position C
Sentiment national belge prédomine	*Complémentarité des identités*	*Complémentarité des identités avec un attachement particulier à la région*

Humanisme contre nationalisme

L'appréhension de ces identités ethno-territoriales constitue un moment crucial de l'étude des perceptions des citoyens dans leur relation avec le fédéralisme en Belgique. On comprend alors aisément pourquoi ces personnes qui ressentent un sentiment national belge voient dans le *fédéralisme* la moins mauvaise solution aux conflits communautaires mais craignent simultanément qu'il ne mène au *séparatisme*, et pourquoi certains d'entre eux désirent, en fait, le rétablissement de l'État belge unitaire. Cette vision particulière de la Belgique ne laisse, cependant, guère de place aux demandes flamandes – qui furent d'abord portées par le mouvement flamand[438] et ensuite par les institutions flamandes[439] – ni même à la reconnaissance d'une nation flamande, éventuellement complémentaire à la nation belge. Ces considérations permettent d'introduire le quatrième volet des perceptions : la perception de l'autre communauté, dans ce cas, la communauté néerlandophone/flamande.

D. La perception de l'autre : les Flamands/néerlandophones

Initialement, l'ensemble de la transformation de la Belgique d'un État unitaire à un État fédéral s'est articulée autour des demandes linguistiques et culturelles des

[438] On peut avancer que le mouvement flamand s'est développé en réaction à l'État belge unitaire et surtout unilingue francophone ; voyez François Nielsen, « The Flemish Movement in Belgium After World War II : A Dynamic Analysis », *American Sociological Review* 45, n°1 (1980) ; Jean Beaufays, « Pourquoi les réformes de l'État à la fin du XXe siècle ? », in *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.) (Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001) ; Kris Deschouwer et Maarten Theo Jans, « L'avenir des institutions, vu de Flandre », in *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.) (Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001).

[439] Sur la transformation de la dynamique animant les revendications venant du nord du pays, on pourra utilement consulter : Deschouwer et Jans, « L'avenir des institutions, vu de Flandre » ; Min Reuchamps, « Structures institutionnelles du fédéralisme belge », in Le fédéralisme belge, Régis Dandoy et al. (dir.), Science Politique (Louvain-la-neuve : Academia-Bruylant, à paraître en 2009).

représentants du nord du pays (qui ont mené à la création des Communautés) et des demandes économiques des représentants du sud du pays (qui ont mené à la création des Régions). Depuis lors, cette dynamique fondatrice s'est transformée et les discussions portent, de part et d'autre de la frontière linguistique, sur des éléments de nature économique, politique et juridique – l'aspect culturel et linguistique étant plutôt relégué en toile de fond. Pour étudier les perceptions fédérales des citoyens, il est donc nécessaire de jauger leurs perceptions de l'autre communauté. Cette perception interculturelle est également importante à appréhender car, comme l'a montré dès les années 1950 Jozef Remi NUTTIN, celle-ci est fortement ancrée dans des stéréotypes et ceux-ci sont d'autant plus prégnants et tenaces que la connaissance de l'autre est faible[440].

1. Seule la langue différencie les Flamands des Wallons ?

Tout d'abord, selon les participants la langue différencie clairement les Flamands des Wallons. La différence linguistique est d'ailleurs à la base de la disparition de l'État unitaire en Belgique, celui-ci étant largement unilingue francophone. Plus particulièrement en ce qui concerne les participants à la Rencontre citoyenne de Liège, peu d'entre eux parlent couramment le néerlandais (11 sur 64). Si la langue différencie les Flamands des Wallons, constitue-t-elle la seule différence ? Par ailleurs, sur le terrain politique, les citoyens belges francophones réunis estiment-ils que la Flandre forme une nation distincte du reste de la Belgique ? Est-ce qu'il est normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre ? Enfin, l'affirmation d'une identité flamande est-elle compatible avec l'affirmation d'une identité belge ?

Ces questions divisent largement les participants au panel. Trois positions émergent du matériau empirique recueilli à Liège. Premièrement, il y a ceux qui ne voient pas de différences entre néerlandophones et francophones, hormis la langue. Ces personnes refusent les revendications flamandes, l'affirmation d'une identité flamande et l'existence d'une nation flamande distincte du reste de la Belgique. Le deuxième groupe est constitué des citoyens qui reconnaissent des différences entre néerlandophones et francophones mais n'acceptent guère les demandes pour plus d'autonomie. Ils se montrent toutefois moins catégoriques que ceux du premier groupe par rapport aux affirmations identitaires flamandes puisqu'ils reconnaissent la possibilité d'une complémentarité avec l'identité

[440] Nuttin, « Gezindheid van Vlaamse studenten tegenover de Walen : sociaal-psychologisch onderzoek naar het verband tussen de gezindheid en het contact » ; Nuttin, *Het stereotiep beeld van Walen, Vlamingen en Brusselaars : hun kijk op zichzelf en elkaar : een empirisch onderzoek bij universitairen.*

belge. Enfin, une troisième position voit à la fois la reconnaissance des différences et l'acceptation des revendications et des affirmations identitaires.

Par ailleurs, ces opinions ont connu des évolutions chez certains participants suite à la rencontre. Considérons, tout d'abord, l'indicateur « Seule la langue différencie les Flamands des Wallons ». En T1, 15 participants étaient d'accord avec cette proposition. Après une journée d'échanges, ils ne sont plus que 8 à le penser (Tableau 3.12). Si répondre à cette question repose sur un jugement de valeur qui appartient donc à chaque individu, il semble toutefois clair pour nombre d'observateurs – et de citoyens – que la différence linguistique n'est pas la seule différence entre le nord et le sud du pays[441], bien que l'on puisse contester une vision par trop bipolaire de la Belgique qui néglige les similitudes entre les deux communautés et surtout les différences sur d'autres lignes de clivage[442].

Tableau 3.12 Seule la langue différencie les Flamands des Wallons en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total (T1)
Tout à fait d'accord	0	4	0	1	5
Plutôt d'accord	1	2	6	1	10
Plutôt pas d'accord	0	1	20	11	32
Pas d'accord du tout	0	0	7	8	15
Je ne sais pas	0	0	1	0	1
Total (T2)	1	7	34	21	63

Nombre de répondants = 63.

Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne et ensuite en colonne.

Pour en revenir aux résultats du Tableau 3.12, on note ainsi un phénomène d'adaptation chez certains participants entre la réalité et la perception qu'ils ont de celle-ci. Cela ne signifie toutefois pas qu'il ne faut pas considérer la position des citoyens qui estiment que seule la langue différencie les Flamands des Wallons – cette perception sera évidemment prise en compte dans l'élaboration des types de citoyens. Un autre phénomène

[441] Voyez notamment sur ce sujet Jaak Billiet *et al.*, « Does Belgium (still) exist? Differences in political culture between Flemings and Walloons », *West European Politics* 29, n°5 (2006) ; Hooghe et Sinardet, « Introduction : Is there a Belgian public opinion? ».

[442] Pour un traitement plus détaillé de cette position, voyez Min Reuchamps, « La frontière linguistique : le mur des Belges ? », in *Entre les murs - Un collage*, Département de Science politique de l'Université de Liège (dir.) (Liège : Les Editions de l'Université de Liège, 2009).

qui mérite d'être souligné, et que nous avons déjà remarqué pour d'autres indicateurs, est l'ajustement d'intensité, en particulier parmi ceux qui estiment que la langue n'est pas la seule différence. En effet, sept participants sont passés de « Pas d'accord du tout » à « Plutôt d'accord » tandis que 11 autres ont fait le cheminement inverse. La participation au panel citoyen a donc permis d'affiner la position individuelle de chacun.

L'indicateur « Normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre » a également connu une évolution sensible. Dans l'ensemble, à la fin du panel, ce sont 35 participants qui comprennent ou qui acceptent que certains Flamands souhaitent plus d'autonomie pour leur Région (contre 24 en T1). Toutefois, à y regarder de plus près, les évolutions sont plus multiples (Tableau 3.13).

Tableau 3.13 Normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total (T1)
Tout à fait d'accord	2	2	1	0	5
Plutôt d'accord	1	16	2	0	19
Plutôt pas d'accord	1	7	12	0	20
Pas d'accord du tout	1	2	4	4	11
Je ne sais pas	0	3	4	0	7
Total (T2)	5	30	23	4	62

Nombre de répondants = 62.

Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne et ensuite en colonne.

Partant d'une des extrémités du continuum – ceux qui refusent les revendications – on remarque que le panel a contribué à nuancer cette position pour sept d'entre eux (sur onze) dont trois qui estiment en T2 qu'il est normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre. À l'inverse, il n'y a pas eu de mouvement en direction de la modalité « Pas d'accord du tout ». À l'autre extrémité, si en T1 comme en T2 cinq participants optent pour la modalité « Tout à fait d'accord », seuls deux d'entre eux ont conservé cette position tout au long de la journée. Enfin, c'est au centre du tableau que les évolutions les plus nombreuses sont à signaler. 12 participants soutiennent en T1 et en T2 le « Plutôt pas d'accord » mais 11 autres personnes proviennent des autres modalités et principalement de « Je ne sais pas » et de « Pas d'accord du tout ». La position « Plutôt d'accord », quant à elle,

reçoit l'assentiment de 14 nouveaux citoyens qui, pour la plupart ne reconnaissait pas en T1 qu'il soit normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre. La participation au panel a donc permis aux participants de conforter leur opinion, de la nuancer, voire de la changer sur cette thématique centrale de la dynamique fédérale.

2. Les raisons du fédéralisme

Au-delà de la perception de l'autre communauté et des différences entre les deux grandes communautés, cette dimension de la recherche permet d'appréhender le cœur du débat sur le fédéralisme belge puisque celui-ci est animé par les relations entre les deux communautés. En d'autres termes, quelle est la nature principale de la dynamique fédérale en Belgique ? Est-elle de nature linguistique et culturelle, politique ou encore économique ? Évidemment, il n'est pas possible de pointer exclusivement un seul type de raisons comme expliquant la dynamique fédérale en Belgique ; les différents facteurs se combinent dans un système complexe. Cependant, d'un point de vue individuel, certains participants accordent peut-être un poids prédominant à un type de raisons particulier alors que d'autres mettent l'ensemble de ces facteurs sur un même pied. C'est cette question plus précise qu'il nous faut creuser puisqu'elle traduit une perception particulière du système fédéral et du fédéralisme au travers de l'analyse qualitative des données récoltées dans les focus groupes et plus particulièrement lors de la troisième séance de discussions.

Les résultats de l'analyse menée à l'aide des logiciels informatiques offre une première piste de réponses : les raisons économiques semblent dominer, tandis que les raisons linguistiques (et culturelles) et les raisons politiques viennent ensuite sur un pied d'égalité. Avant de poursuivre, précisons ce que recouvre la notion de « raisons politiques ». Celle-ci renvoie à la nature politique, entendue au sens « politicienne », de la dynamique fédérale c'est-à-dire aux jeux politiques qui ne sont pas perçus par les citoyens comme étant la résultante des raisons linguistiques ou culturelles, d'une part, ou des questions économiques, d'autre part. Dans cette perspective, aux yeux de plusieurs participants, certaines situations semblent nées uniquement de la volonté des hommes politiques. D'une manière générale, cette position renvoie également aux indicateurs de perception politique, analysés ci-dessus, et plus particulièrement à la responsabilité des hommes politiques dans les conflits communautaires.

Les extraits suivants révèlent les tensions qui existent entre ces différentes visions du fédéralisme. Dans le premier extrait, l'opposition apparaît entre B3 qui voit avant tout

une différence sur le plan linguistique et culturel, d'une part, et B5 et B8 qui pointent du doigt le rôle prédominant du facteur économique, d'autre part :

A : D'accord. Est-ce que vous ne voulez pas réagir ?
B3 : Peut-être... surtout en réaction à ce que madame disait tout à l'heure sur l'enseignement. *Moi je pense que si les Flamands et les Wallons, enfin les francophones plutôt, veulent être séparés à ce niveau-là, c'est pas seulement parce que les Flamands veulent faire mieux mais peut-être parce qu'au vu des langues différentes justement, on a une différente manière d'aborder certains sujets. Moi, j'ai lu une fois que le français était une langue plutôt de réflexion, donc qu'on était plus tourné vers les dissertations ou ce genre de choses et que le flamand était plutôt une langue d'action. Rien que ce fait-là peut être que l'on aborde l'enseignement d'une manière différente.* Il me semble en tous cas. Enfin, c'est plutôt ça.
B5 : Moi je ne suis pas persuadée qu'il y a une philosophie derrière tout cela. *Je pense qu'il y a surtout des sous. Je crois qu'il y a surtout des sous.* Moi, je suis prof de philosophie, donc... Quelle que soit la langue ou la culture, c'est vrai que si les langues et les cultures sont différentes, on doit tous arriver à récompenser, à réfléchir, à s'exprimer, quelles que soient la langue ou les cultures, et à prendre position peut-être par rapport à des positions qui sont prises, donner à tout le monde la possibilité de comprendre ce qui se passe, ce qu'on fait d'eux et qu'ils puissent dire qu'on n'est pas d'accord ou on est d'accord.
[…]
B8 : *Il est mention aussi d'une région qui réussit économiquement, qui clairement pour l'instant détient les moyens financiers essentiels dans le pays. Plus on est riche, moins on donne, c'est bien connu. C'est en train de se vérifier.*

Le second passage met en exergue la tension entre les raisons politiques et les raisons économiques. Alors que pour B5 le fédéralisme rime avec « caprice de riches », pour B2 il s'agit plutôt d'un « caprice de politiciens » :

A : Et c'est pour ça que le fédéralisme est mis sous tension. Est-ce que vous le percevez comme étant sous tension ou pas du tout ? Le fédéralisme rencontre des épreuves qu'il n'aurait pas rencontré auparavant, qui pourrait le faire passer de mode, le détruire ?
B5 : Oui, c'est dans ce sens-là. Les Flamands insistent. Moi, je voulais dire que c'était un *caprice de riches*.
B2 : Un *caprice de politiciens* aussi.
B5 : Oui mais je pense qu'*ils sont aussi un peu soutenus derrière*...
B1 : Mon voisin parlait de maladie de riches ; moi je trouvais une formule misérable de grands seigneurs...
[…]
A : Ça évoque l'idée de richesse alors le fédéralisme ?
B5 : Non, le séparatisme évoque l'idée de richesse. Je pense que *si les Flamands connaissaient demain des difficultés économiques comme ça, je ne sais pas s'ils réfléchiraient encore de la même façon*.

Ainsi, pour certains citoyens, les raisons économiques prédominent, tandis que pour d'autres ce sont avant tout les raisons politiques ; pour d'autres encore, ce sont les raisons de nature linguistique et culturelle ; enfin, souvent ces différentes raisons se combinent et façonnent ainsi la perception des participants.

3. La perception de l'autre : synthèse

Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, il est utile de synthétiser les enseignements de cette section en reprenant les différentes positions sur cette dimension en vue de réaliser les idéaux types à l'issue de l'analyse complète de leurs perceptions et

préférences fédérales. Dans le Tableau 3.14, trois positions sont identifiées sur la base des analyses des réponses aux questionnaires et des échanges en focus groupes. De plus, une autre étape analytique a été franchie en établissant – partant des données récoltées – un lien au sein d'une même position entre la perception de néerlandophones/Flamands et la nature de la dynamique fédérale (les « raisons ») aux yeux des participants. Dans la perspective idéaltypique poursuivie, cela constitue un deuxième pas dans la construction analytique des types de citoyens.

Tableau 3.14 Perception de l'autre : synthèse

Position A	Position B	Position C
Peu de différences entre Wallons et Flamands et refus des demandes et affirmations flamandes	*Reconnaissance de différences entre Wallons et Flamands mais n'acceptent guère les demandes et affirmations flamandes*	*Reconnaissance de différences entre Wallons et Flamands et acceptation des demandes et affirmations flamandes*
Nature de la dynamique fédérale essentiellement politique	*Nature de la dynamique à la fois linguistique, politique et économique*	*Nature de la dynamique fédérale soit à la fois linguistique, politique et économique soit essentiellement économique*

À côté de cette typologie – intermédiaire –, un dernier élément doit être évoqué dans cette exploration des perceptions. Au terme de cette section et en conjonction avec la section précédente sur les identités et les sentiments d'appartenance, c'est l'utilisation récurrente de l'appellation de « Wallons » qui doit être soulignée lorsque les participants évoquent les différences économiques avec les Flamands – alors que dans les discussions sur les identités il ressortait clairement que nombre d'entre eux s'identifiaient comme francophones et non comme Wallons. Le passage suivant illustre cette réalité :

> B5 : C'est un problème plus économique que vraiment culturel. La question était comment va-t-on valoriser, qu'est-ce qu'on pourrait faire pour conscientiser les Wallons ?
> B8 : Il s'agit de responsabiliser quant aux conséquences économiques de leurs comportements et de dire : si vous voulez pouvoir négocier, il faut que la Wallonie arrête de coûter plus que ce qu'elle ne rapporte, secouez-vous !

Ainsi, on peut suggérer que l'identité wallonne n'est pas si inexistante que l'on pourrait le croire aux premiers abords et en particulier lorsque l'économie est en jeu. Si bon nombre de participants ne s'identifient pas comme « Wallons », le fait d'être wallon fait, malgré tout, partie de leur imaginaire collectif. L'identité wallonne existe mais elle est souvent imprégnée de connotations négatives (chômage, précarité, mal gouvernance, etc.) et, pour ces raisons notamment, les citoyens sont réticents à exprimer cette identité ; il y aurait une sorte de gêne d'être Wallon – le « mal wallon » donne ainsi lieu à une « gêne wallonne ». En outre, cette identification collective est probablement renforcée par la

bipolarisation du débat communautaire en Belgique où il est plus facile d'identifier, en matières économiques, la Wallonie et les Wallons que la Communauté française aux contours identitaires plus flous, comme nous l'avons déjà mentionné. D'ailleurs, dans le discours politico-médiatique – néerlandophone, en particulier –, ce sont les Wallons qui sont mis en avant lorsque le sujet est économique alors que ce sont plutôt les francophones quand l'objet est politique.

III. Les préférences fédérales des citoyens belges francophones

Après avoir exposé les perceptions fédérales dans leurs quatre dimensions, on peut maintenant poursuivre le cheminement analytique et se tourner vers la seconde variable de la recherche : les préférences fédérales des citoyens. En d'autres termes, quelle politique souhaitent-ils pour la Belgique ? Pour répondre à cette question, l'analyse repose sur les choix des participants en termes de scénarios pour l'avenir de leur pays. Ces préférences potentielles sont souvent entendues dans les discussions sur le sort de la Belgique. Lors des séances plénières, les participants ont pu s'informer davantage sur ces différents scénarios et surtout leur réalisation possible – ou non. Ces réflexions se sont poursuivies pendant les focus groupes où les citoyens ont pu échanger sur le contenu de ces préférences et donner leur opinion. Dans le contexte belge qui connaît une réforme institutionnelle importante à peu près tous les sept ans, il ne s'agit donc pas de politique-fiction que d'envisager ces possibles évolutions – même si certaines sont moins plausibles, voire même pour certaines, irréalistes.

A. L'avenir de la Belgique

Au cœur de l'avenir de la Belgique, se pose la question : « Quelle politique souhaitez-vous pour la Belgique ? ». À cette question était accolée cinq propositions habituellement exposées dans les sondages[443] : « Le rétablissement de l'État belge unitaire », « Moins de compétences pour les Régions et les Communautés », « Le *statu quo* de l'État fédéral actuel », « Davantage de compétences pour les Régions et les Communautés », « La scission de la Belgique » et uniquement en T1 une modalité « Je ne sais pas ». En complément de cette question exclusive, dans le questionnaire (T1 comme T2), il était

[443] Notamment, comme nous l'avons déjà mentionné, dans les enquêtes pré- et post-électorales du Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP) et l'*Instituut voor Sociaal et Politiek Opinieonderzoek* (ISPO).

demandé à chaque répondant de se positionner par rapport à chacun de ces scénarios en utilisant une échelle allant de « Tout à fait d'accord » à « Pas d'accord du tout ». Lors des discussions en focus groupes, l'animateur a utilisé cette grille pour structurer les échanges. Cette double manière d'appréhender les préférences fédérales des participants permettra de dégager des positions qui serviront à la construction des idéaux types.

Un premier constat ressort de l'analyse des données : aucun scénario ne fait l'unanimité parmi les participants. Ainsi, ceux-ci ne sont pas tous unis derrière une seule préférence ; ils se distinguent, en fait, même fortement les uns des autres – d'autant plus qu'entre davantage de compétences et le rétablissement de l'État belge unitaire, la différence est importante au regard des conséquences politiques derrière ces deux scénarios. Le groupe des partisans du *statu quo* actuel semble venir médiatiser ses deux positions, mais une autre interprétation – qui s'avérera correcte – pourrait être qu'ils constituent une option à part entière dans le paysage fédéral belge.

Un deuxième constat a trait à l'évolution entre le T1 et le T2. Le groupe des partisans du rétablissement de l'État belge unitaire s'est substantiellement réduit (passant de 15 à 5), tandis que la modalité moins de compétences quadruplait d'importance (de 3 à 11) et que le groupe du *statu quo* recevait un peu plus de suffrages (de 27 à 32). Seul le groupe préférant davantage de compétences restait plus ou moins inchangé (de 10 à 13). Ces évolutions méritent que l'on s'y attarde. Plus précisément, le Tableau 3.15 indique qui a changé d'opinion entre le T1 et le T2.

On remarque d'emblée que la moitié des répondants a changé/n'a pas changé de préférence entre le début et la fin de la rencontre. En soi, que certaines personnes changent d'opinion et d'autres non n'est guère surprenant – l'objectif de la recherche n'est d'ailleurs pas de provoquer un changement de préférence. Ce qui est intéressant à comprendre, c'est qui et pourquoi change ou ne change pas d'opinion. D'une manière générale, le changement affecte toutes les préférences. Plusieurs mouvements notoires doivent être signalés. Pour faciliter la lecture, reprenons l'ordre du tableau.

Tableau 3.15 Scénario pour l'avenir de la Belgique en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Davantage de compétences	Rétablissement	*Statu quo*	Moins de compétences	Scission de la Belgique	Total (T1)
Davantage de compétences	5	0	5	0	0	10
Rétablissement	1	4	7	3	0	15
Statu quo	6	0	19	2	0	27
Moins de compétences	1	0	0	2	0	3
Scission de la Belgique	0	0	0	1	1	2
Je ne sais pas	0	1	1	3	0	5
Total (T2)	13	5	32	11	1	62

Nombre de répondants = 62.

Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne (par exemple, en T1, 10 personnes désirent « davantage de compétences ») et ensuite en colonne (par exemple, en T2, 13 personnes désirent « davantage de compétences » dont 5 qui le désiraient en T1, 1 qui désirait le « rétablissement... », 6 le « *statu quo* », et 1 « moins de compétence »).

Tout d'abord, un mouvement d'échange caractérise principalement le scénario « Davantage de compétences » : des personnes qui s'en éloignent pour embrasser le *statu quo* et à l'inverse des partisans de ce dernier en T1 qui optent pour davantage de compétences en T2. Ensuite, le rétablissement de l'État belge unitaire est le scénario qui a le plus perdu de suffrages après la journée. En effet, seules 5 personnes le considèrent toujours comme le scénario privilégié (dont 1 ne savait pas en T1) tandis que 11 autres s'en sont écartées : 7 d'entre elles ont préféré le *statu quo*, 3 moins de compétences et 1 davantage de compétences. Le *statu quo* fédéral actuel, quant à lui, est passé de 27 partisans à 32 partisans. Comme nous venons de le mentionner, 7 proviennent du rétablissement de la Belgique unitaire et 5 d'un scénario opposé – davantage de compétences – et 1 ne savait pas. Le scénario « Moins de compétences » quadruple son score en passant de 3 à 11 qui proviennent des positions voisines (rétablissement et *statu quo*) ainsi que des personnes qui n'avaient pas d'opinion en T1. Enfin, la scission perd un de ses deux partisans pour moins de compétences.

Cette discussion sur les préférences fédérales des citoyens montre une certaine diversité et une évolution dans les préférences lorsque l'on pose une question « exclusive », c'est-à-dire que l'on oblige le répondant à se positionner par rapport à une préférence. Une telle question pourrait sembler trop restrictive puisqu'elle force à choisir parmi plusieurs propositions qui pourraient être appréciées également. Néanmoins, dans certaines

situations, les citoyens doivent véritablement se positionner, par exemple, dans le cas d'un référendum, comme ce fut le cas à deux reprises au Québec – même si les référendums ne sont pas nécessairement obligatoires. Il semble toutefois utile d'affiner l'analyse en étudiant les réponses données pour chaque scénario en particulier et les discussions en focus groupe en vue d'identifier les orientations des répondants en termes de préférences fédérales et de mieux comprendre les changements qui viennent d'être identifiés.

B. Trois tendances fédérales

On peut dégager trois tendances fédérales transversales parmi les participants. En outre, le refus de la scission du pays est omniprésent dans les discussions, quelle que soit la préférence fédérale des citoyens. Au sein du panel, trois groupes sont ainsi distingués et révèlent des caractéristiques propres. Plus généralement, ces différentes positions s'ancrent dans des perceptions du fédéralisme particulières. Ainsi, progressivement les idéaux types se construisent.

Premièrement, il y a les supporters d'un *statu quo* fédéral – peut-être « amélioré » tel que suggéré par Paul PIRET lors de son intervention. Parmi ceux-ci, on peut distinguer deux sous-groupes. D'une part, ceux qui estiment que ce scénario constitue la meilleure solution qui soit car elle assure la coexistence entre les néerlandophones et les francophones. D'autre part, ceux qui, au contraire, s'y résignent, en se disant que c'est la seule solution. Les citoyens du premier sous-groupe montrent une véritable volonté « fédérale ». S'ils souhaitent le *statu quo*, ils sont toutefois favorables à son amélioration, c'est-à-dire au renforcement du fédéralisme et donc à la fois des entités fédérées que de l'Autorité fédérale. Le point de vue du participant B1 témoigne de cette vision fédéraliste :

> B1 : D'abord, il faut se rendre compte que la Belgique à papa, je crois qu'elle a vécu. Le système actuel a quand même tenu pendant pas mal d'années et il faut apporter les modifications avec l'étape où chacun se mette à la table, je veux dire que le Nord et le Sud sortent du tabou. Il est certain que certaines compétences sont à refédéraliser...
> A : Comme ?
> B1: À fédéraliser, pardon et d'autres, à replacer au niveau communauté, région, etc. Donc, je vois très bien qu'il y a un chiasme pour certaines compétences qui quittent l'État fédéral pour les régions et communautés et inversement. Donc, c'est que le journaliste a appelé tout à l'heure une refonte. J'ai trouvé cela... la meilleure solution à laquelle je tiens par, un peu, sentimentalisme belge, mais je crois que par pragmatisme, c'est la seule solution pour évoluer et d'envisager un avenir serein, donc qui soit dépourvu de crises ou de crisettes, de réformes et de réformettes, avoir une bonne mouture définitive qui permette une sorte de pacification. Je crois que c'est vers ce but là qu'il faudrait se diriger.
> A : Donc, on reste ensemble et on évolue. Donc, il y a aussi un décalage par rapport aux...
> B1 : On reste ensemble comme des adultes.

Le participant B3 s'inscrit dans une logique fédéraliste similaire :

A : Monsieur ? Une préférence ?
B3 : Ah ben moi, globalement comme tout le monde. Je pense que le mieux c'est de rester sur notre fédéralisme mais on peut modifier quelques refontes.
A : D'accord, donc dans le même sens. On peut toucher aux matières qui vont dans le giron des compétences régions/communauté, en rendre d'avantage, en reprendre et refédéraliser. D'accord.
B3: Qu'ils mettent des compétences plus vers le niveau fédéral et d'autre vers les régions et communautés mais pas en tout cas ni la scission ni un retour vers l'État unitaire, ça je pense que c'est impossible.

De plus, on trouve chez B3 un refus de la scission et du retour à l'État unitaire. C'est probablement un des grands enseignements de la journée pour nombre de participants : le rétablissement d'une Belgique unitaire est impossible – alors que près de la moitié des citoyens acceptait ce scénario en T1.

À côté de ce premier sous-groupe, on trouve un deuxième sous-groupe composé de citoyens qui acceptent le *statu quo* fédéral actuel mais par défaut ; si c'est possible, ils souhaiteraient un renforcement de l'Autorité fédérale, sans nécessairement réduire le pouvoir des entités fédérées mais sans l'augmenter non plus. La participante B5 s'inscrit dans cette perspective : elle estime qu'il ne sera pas possible d'abandonner le fédéralisme mais voudrait que l'État fédéral puisse jouer l'arbitre entre les Régions et les Communautés afin de « gérer le conflit ».

B5 : Ben, je ne pense pas qu'on va abandonner le fédéralisme, donc on ne va pas tout remettre...
O : Réunifier.
B5 : Voilà, remettre toutes les compétences à l'État fédéral, on ne va pas y arriver non plus mais peut-être faudrait-il quand même demander que là au-dessus, on gère un petit peu le conflit et si on ne parvient pas à se mettre d'accord entre régions et communautés, ils prennent la décision, ils reprennent la décision...

En outre, dans l'extrait suivant, elle rejette l'octroi de davantage de compétences aux entités fédérées et plus particulièrement à la Région flamande qui, d'après cette participante, ne cesserait de réclamer d'autres compétences. Ainsi, cette position fait écho au deuxième sens négatif du fédéralisme belge : fédéralisme = séparatisme. Ce refus de plus d'autonomie pour les Communautés et les Régions contredit la solution de *statu quo* amélioré qui demande à la fois refédéralisation et fédéralisation.

A : Et au niveau du fédéralisme belge, qu'est-ce qu'on en fait ? On jette, on garde, on change ?
[…]
B5 : Le parfait n'existe pas, donc on essaie de garder ce qui est positif pour le plus grand nombre en améliorant peut-être, ou en gardant comme objectif non pas le bien de quelques-uns, mais tant pis si les riches doivent devenir plus pauvres.
A : Y compris si ça passe par davantage de compétences aux régions et aux communautés si je comprends bien ?

B5 : Si on donne plus de compétences, dans l'esprit d'aujourd'hui, à la Région flamande, elle va réclamer des allocations, elle va réclamer la gestion de l'emploi, elle va réclamer les plaques… enfin tout entendu... même, je pense que c'était pour rire quand même... je ne sais plus moi, voilà. Mais je me réjouis quand même qu'on revienne peut être à plus de sagesse.

Deuxièmement, il y a les partisans d'une véritable refédéralisation ; que cela soit avec le rétablissement pur et simple de l'État unitaire ou via moins de compétences pour les entités fédérées. En d'autres termes, ils souhaitent le renforcement de l'Autorité fédérale, au détriment des entités fédérées. Par exemple, le participant B2 est favorable dans ses réponses aux questionnaires au rétablissement de l'État belge unitaire et à la diminution des compétences des Régions et des Communautés. En outre, en T2, il rejette le *statu quo* fédéral actuel. Ce qui ressort de ses interventions en focus groupes, c'est un désir de maintenir l'unité de la Belgique. Pour ce faire, il en appelle à une « meilleure volonté de part et d'autre » et dans cette dynamique l'Autorité fédérale a un grand rôle à jouer.

A : D'accord. Monsieur ?
B2 : J'en reviens à ce que madame dit aussi. Mais seulement peut-être que la fédéralisation peut peut-être s'améliorer mais de part et d'autre. Un peu de meilleure volonté de part et d'autre.
A : D'accord... Mais on continue ensemble...
B2 : *Oh oui, absolument. Oui, oui, oui.*
A : D'accord, donc, de nouveau contre la scission. Moins de compétences pour les entités fédérées, plus de compétences ? Vous avez une préférence ?
B2 : *Plus pour l'État fédéral.*
A : D'accord, c'est par ordre de préférence.
B5 : Puisque c'est l'État fédéral qui va mettre d'accord les uns et les autres donc si...Voilà !
B2 : Je crois que c'est le bon sens, mais bon...
B6 : *Mais ils avaient l'air de dire que ce n'était pas possible de revenir en arrière.*
B2 : *Ben non, pas possible je ne pense pas. Tout le monde doit y mettre un peu de bonne volonté...*
B6 : Ah moi je suis d'accord mais...
B2 : Il faut toujours voir de part et d'autre, il n'y a rien à faire...

Au sein de cette position, suite aux discussions de la journée, de nombreux membres de ce groupe – mais pas B2 comme l'indique l'extrait ci-dessus – ont le sentiment qu'un rétablissement de l'État unitaire n'est plus souhaitable et/ou possible ; certains d'entre eux, se tournent alors vers la diminution de compétences à l'endroit des entités fédérées voire même à l'acceptation du *statu quo* fédéral actuel. C'est le cas de la participante B6 qui exprime d'abord son rejet de la scission avant de déterminer sa préférence fédérale :

A : […] Qu'est-ce que vous préféreriez comme scénario ? […]
B6 : Moi je pense que c'est de toute façon pas la scission.
A : D'accord.
B6 : *Et après, revenir en arrière, refédéraliser comme disait le journaliste, c'est peut-être plus possible vraiment. Ce serait peut-être plus simple mais ce ne serait pas simple d'y repasser. Donc, comme il disait, un statu quo amélioré mais je ne sais pas vraiment qu'est-ce qu'on pourrait vraiment améliorer. Mais c'est sûr que vu la complexité des régimes que l'on a vue le matin, on ne pourrait que améliorer, mais bon, je ne sais pas exactement quoi.*

A : D'accord, donc plutôt statu quo amélioré et ce qu'il disait je pense, corrigez-moi si ce n'est pas vrai, c'est que le retour à l'État unitaire était plutôt impensable, que la réfédéralisation on pouvait y penser pour des matières...
B6 : Oui, si l'on prend depuis le début. Mais si l'on prend la situation où elle en est... il faudrait tout supprimer pour repartir sur de nouvelles bases mais ce n'était pas dans les propositions...

Il ressort également de cet extrait que la participante B6 va un pas plus loin que l'impossible retour à l'État unitaire en expliquant que simplement revenir en arrière – refédéraliser – n'est plus possible non plus. On assiste ainsi à une véritable prise de conscience, suite à la participation à ce panel, d'une citoyenne qui expliquait d'emblée (voyez ci-dessus la section sur la connaissance politique) qu'elle ne connaissait pas bien le système fédéral en Belgique. Enfin, cette participante distingue une vision idéale qui serait de faire *tabula rasa*, de reprendre tout depuis le début et une vision réaliste qui est d'opter pour un *statu quo* amélioré, même si elle s'interroge sur ce qui pourrait vraiment être amélioré. Cette position fait clairement écho au premier des deux sens – négatifs – du fédéralisme : le fédéralisme est la moins mauvaise solution.

Troisièmement, on trouve les tenants d'un approfondissement du système fédéral en confiant davantage de compétences aux Régions et aux Communautés. Ceux-ci rejettent tout renforcement du gouvernement fédéral, mais également le *statu quo* fédéral actuel. En effet, face aux divergences de vue entre Flamands et Wallons, ils estiment que la seule solution est d'accorder une large autonomie aux Régions, tout en conservant un cadre fédéral afin d'assurer la coordination du système et d'effectuer certains arbitrages. Cette position peut sembler surprenante au regard de la réticence au sein du monde politique francophone au sujet des transferts de compétences de l'État fédéral vers les entités fédérées. Cependant les données recueillies à Liège montre l'existence de cette préférence fédérale parmi les participants. Le participant B8 reflète cette troisième grande tendance : l'approfondissement des compétences pour les Régions et les Communautés. Son raisonnement tient en deux étapes : d'abord, considérer les désirs des Flamands, ensuite, partant de cette volonté pour plus d'autonomie, accorder plus de pouvoirs aux entités fédérées. Dans ce système, le niveau fédéral ne devrait plus que veiller à l'équilibre global du système ; pour le reste, la responsabilité incomberait aux différentes parties du pays.

B8 : On est dans une démocratie parlementaire, je nous vois assez mal retomber dans la démocratie directe où l'on fait une révocation chaque fois qu'il y a un petit problème. D'autre part, *je pense que toujours dans le même principe de réalisme, que c'est incontournable de ne pas tenir compte du désir de 60 % des gens, c'est-à-dire en clair des Flamands, d'apporter les modifications au système actuel. On ne va pas pouvoir passer à côté. Je pense qu'il faut être simplement les pieds sur terre et dire qu'on ne peut pas passer à côté et que donc on va pouvoir gérer cette question-là. Il faudra bien accepter*

> *de mettre certaines choses sur le tapis*. Par contre, je pense que ce qu'il faudrait peut-être, c'est que, *le plus d'autonomie dirons-nous, communautaire, ou communautaire et régionale, là je ne prends pas position donc fédérale dirons-nous, le plus d'autonomie va se jouer sur les moyens pour arriver à quelque chose et qu'on va par contre apporter au niveau fédéral les garde-fous sur certains grands résultats et grands équilibres auxquels on ne veut pas, ou on ne peut pas, toucher, sans quoi, on va vraiment mettre la maison par terre. Je pense que le fédéral devrait plus devenir une garantie de quelques grands équilibre et après, on dit aux gens, pour autant qu'on arrive à ça, débrouillez vous chez vous : vous les Flamands, vous avez droit à x % de ceci, les Wallons, à y % de cela et à l'intérieur, débrouillez-vous, faites comme vous voulez*, parce que je pense qu'il y a quand même une limite à la fantaisie débridée qui pourrait arriver dans les différentes parties du pays, parce qu'il faut quand même bien se dire que de plus en plus, le droit européen va primer sur les droits nationaux, je vais dire que juridiquement parlant, il prime, il va s'étendre de plus en plus et je crois que ce droit européen-là va quand même un peu limiter les fantaisies les plus aberrantes qui pourraient se faire jour dans une région ou l'autre qui pour tel ou tel particularisme a décidé de jouer d'une manière 100 % différente de ce que font les voisins.

En une phrase, B8 synthétise sa préférence fédérale : « plus d'autonomie aux, je vais dire, aux entités de la fédération mais sous un garde fou général ». Aux yeux de ce participant, cette solution découle d'une vision réaliste – d'un « principe de réalisme » pour reprendre son expression – de la dynamique actuelle du pays.

C. Les préférences fédérales : synthèse

La caractérisation qui vient d'être faite des préférences fédérales permet de synthétiser les différentes positions en présence. On l'a dit, ce sont trois grandes tendances qui émergent du corpus de données (Tableau 3.16). Sous-jacente à ces trois préférences fédérales est la vision des hommes politiques : doivent-ils être plus sages ou plutôt doivent-ils se montrer plus réalistes ?

Tableau 3.16 Préférences fédérales : synthèse

Position A	Position B	Position C
Renforcement du gouvernement fédéral (au sein de cette préférence deux visions : soit vision centralisatrice/unitariste soit vision "unioniste" (gouvernement fédéral doit maintenir l'union)	*Position fédéraliste : combinaison de fédéralisation et de refédéralisation*	*Approfondissement du système fédéral en accordant plus d'autonomie aux entités fédérées*
Appels à la sagesse des hommes politiques	*Appels à la fois à la sagesse et au réalisme des hommes politiques*	*Appels au réalisme des hommes politiques*

Si les frontières entre ces trois positions peuvent être un peu floues lorsqu'on analyse chaque participant au travers de cette grille d'analyse, la logique de chacune de ces préférences se différencie clairement – et c'est ce qui rend cette typologique utile car elle est compréhensive et peut ainsi englober un grand nombre de cas concrets. Dans la dernière

partie, les préférences pour l'avenir du fédéralisme peuvent être reliées aux perceptions de celui-ci.

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens belges francophones : quatre idéaux types

Nous voici arrivés au terme du cheminement analytique qui nous a permis d'étudier en profondeur les perceptions et les préférences des participants à de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme qui s'est tenue à Liège en septembre 2007. Chaque dimension de la recherche a été systématiquement analysée en vue de dégager des positions génériques qui transcendent les opinions individuelles. Cette évolution progressive au travers de l'ensemble des données permet, à l'issue de ce chapitre, de construire analytiquement des idéaux types de citoyens belges francophones. Ces profils pourront ensuite être comparés avec les profils des citoyens belges néerlandophones, québécois et canadiens anglophones.

Pour construire les idéaux types, suivant les enseignements de Max WEBER comme nous l'avons expliqué dans le deuxième chapitre, nous sommes partis des phénomènes individuels, et plus précisément des perceptions et préférences fédérales, afin de dégager, au sein de chacune des variables et dimensions de la recherche, différentes positions génériques. Partant de celles-ci, il est possible de construire des idéaux types qui ne résultent donc pas d'une moyenne arithmétique des différents – 64 au total – profils individuels mais plutôt d'une synthèse abstraite, « utopique » pour reprendre l'expression de Max WEBER[444], d'un matériau empirique très concret qui vient d'être exposé. Quatre idéaux types peuvent être construits sur la base des riches données récoltées lors du panel citoyen. Pour ce faire, dans le Tableau 3.17, les différentes positions génériques dégagées au fur et à mesure de l'analyse ont été ordonnées et utilisées dans la construction des quatre profils que sont : l'unitariste, l'unioniste, le fédéraliste et le régionaliste.

Tableau 3.17 Quatre profils de citoyens belges francophones

L'unitariste	L'unioniste	Le fédéraliste	Le régionaliste
Connaissance varie	*Connaissance varie*	*Connaissance varie*	*Connaissance varie*
Perception négative du système fédéral *Peu confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = responsables exclusifs*	*Perception positive et deux sens négatifs du fédéralisme* *Plus confiance dans l'État fédéral* *Hommes politiques et médias = responsables principaux*	*Perception positive même si certains défauts* *Confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = co-responsables (avec les citoyens)*	*Perception plutôt négative du système fédéral* *Peu confiance dans les institutions* *Hommes politiques et médias = co-responsables (avec les citoyens)*

444 Weber, « Objectivity in Social Science and Social Policy », 90.

Pas de culture fédérale ou culture fédérale contradictoire	*Culture fédérale contradictoire*	*Culture fédérale*	*Culture fédérale*
Sentiment national belge prédomine	*Complémentarité des identités*	*Complémentarité des identités*	*Complémentarité des identités avec éventuellement un attachement particulier à la région*
Peu de différences entre Wallons et Flamands et refus des demandes et affirmations flamandes	*Reconnaissance de différences entre Wallons et Flamands mais n'acceptent guère les demandes et affirmations flamandes*	*Reconnaissance de différences entre Wallons et Flamands et acceptation des demandes et affirmations flamandes*	*Reconnaissance de différences entre Wallons et Flamands et acceptation des demandes et affirmations flamandes*
Nature de la dynamique fédérale essentiellement politique	*Nature de la dynamique à la fois linguistique, politique et économique*	*Nature de la dynamique fédérale à la fois linguistique, politique et économique*	*Nature de la dynamique fédérale soit à la fois linguistique, politique et économique soit essentiellement économique*
Renforcement du gouvernement fédéral : vision centralisatrice/ unitariste (reconnaît toutefois que le retour à l'État unitaire est impossible)	*Renforcement du gouvernement fédéral : vision "unioniste" (gouvernement fédéral doit maintenir l'union)*	*Position fédéraliste : combinaison de fédéralisation et de refédéralisation*	*Approfondissement du système fédéral en accordant plus d'autonomie aux entités fédérées*
Appels à la sagesse des hommes politiques	*Appels à la sagesse des hommes politiques*	*Appels à la fois à la sagesse et au réalisme des hommes politiques*	*Appels au réalisme des hommes politiques*

Ces quatre profils et plus particulièrement leur logique dominante se distinguent clairement les uns des autres. Toutefois, ils peuvent partager certaines caractéristiques sans que cela ne soit contradictoire. Dans les prochaines sections, chacun de ces profils sera détaillé afin d'en dégager les caractéristiques principales.

A. L'unitariste

Tout d'abord, le nom de ce profil peut induire en erreur. En effet, l'unitariste n'est pas réellement un partisan du retour à l'État unitaire. Plutôt que le rétablissement d'une Belgique unitaire (il sait d'ailleurs que c'est impossible – et ce constat peut être le fruit du processus de délibération), il souhaite l'unité de la Belgique. On comprend dès lors que les profils de citoyens ne reposent pas que sur une variable (par exemple, la préférence pour l'avenir de la Belgique) mais bien sur l'ensemble des dimensions de la recherche.

L'unitariste souhaite donc l'unité de la Belgique qu'il voit d'ailleurs comme un tout indivisible. Ses perceptions concordent à cette vision : un sentiment national belge prédomine, il y a peu de différences entre Wallons et Flamands – ils sont Belges avant tout – et l'unitariste refuse les demandes pour plus d'autonomie et les affirmations identitaires flamandes (mais également wallonnes). Par ailleurs, la perception du système fédéral est négative car ce dernier est complexe et surtout attise les conflits communautaires. Ce sont, en fait, les hommes politiques qui sont particulièrement pointés

du doigt et ils sont considérés comme responsables des tensions entre néerlandophones et francophones (qui sont pourtant, d'après l'unitariste, peu différents et membres d'une même nation belge). Outre les hommes politiques, les médias – des deux côtés de la frontière linguistique – jouent également un rôle négatif dans la dynamique fédérale en colportant des clichés sur l'autre communauté.

Partant de ces perceptions, on ne sera guère surpris de ne pas trouver trace d'une vraie culture fédérale chez l'unitariste. Pour lui, un pays devrait être gouverné par un seul gouvernement plutôt que par plusieurs. Au-delà de cette position plutôt abstraite, l'unitariste ne voit pas dans le fédéralisme la meilleure solution pour assurer la coexistence pacifique entre néerlandophones et francophones en Belgique. La nature du fédéralisme belge est considérée comme essentiellement politique (une construction artificielle des hommes politiques) et ne trouve donc pas de fondements dans la société. Au final, en termes de préférences fédérales, l'unitariste souhaite le renforcement du gouvernement fédéral. Dans l'idéal, il souhaiterait le retour à l'État belge unitaire mais sachant que ce n'est pas possible, il opte alors pour une diminution de l'autonomie des entités fédérées qui semble être le scénario le plus proche de l'idéal. Dans cette perspective, il appelle à la sagesse des hommes politiques.

Enfin, certaines évolutions caractérisent ce profil. L'image négative du système fédéral tend à se renforcer suite au processus de délibération (comme si l'unitariste se rendait compte que cela ne fonctionnait *vraiment* pas). Par contre, le sentiment national belge prédomine et n'est pas influencé par la participation au panel. Toutefois, la perception des néerlandophones – et singulièrement la vision des différences entre Wallons et Flamands – évolue un peu et devient plus congruente avec la réalité. Finalement, l'élément le plus notoire en termes de changements est la prise de conscience eu égard à l'impossibilité du retour de l'État unitaire qui provoque un repositionnement vers le renforcement du gouvernement fédéral.

B. L'unioniste

Si on comparait l'unioniste[445] avec l'unitariste au regard de leur préférence fédérale uniquement, *a priori* peu de différences ressortiraient puisque tous deux souhaitent un renforcement du gouvernement fédéral. Mais les raisons et l'intensité de ce renforcement divergent largement entre les deux profils. En effet, l'unioniste souhaite l'union de la Belgique et non pas son unité[446]. La différence n'est pas uniquement étymologique, elle emporte un ensemble de perceptions particulières. L'unioniste reconnaît l'existence de différences importantes entre les Flamands et les Wallons (ne se limitant pas à la langue) et estime que dans le contexte belge, le système fédéral est la meilleure solution pour la coexistence pacifique entre les néerlandophones et les francophones. Toutefois, le concept des deux sens – négatifs – du fédéralisme belge s'applique particulièrement à l'unioniste. Pour lui, comme l'unitarisme est impossible, le fédéralisme est la moins mauvaise solution pour maintenir l'union de la Belgique (ou plus précisément l'union entre ses deux grandes communautés), mais le fédéralisme pourrait conduire inexorablement au séparatisme. De ce double sens négatif se dégage souvent un sentiment de pessimisme face à l'avenir de la Belgique. Seule la sagesse des hommes politiques pourrait enrayer la spirale négative des conflits communautaires.

Plus généralement, la peur du nationalisme nourrit ce pessimisme. Partant de cette crainte, l'unioniste n'accepte pas les revendications pour plus d'autonomie pour la Flandre. Par ailleurs, ses sentiments d'appartenance et ses identités sont complémentaires, avec parfois un penchant pour l'attachement à la Belgique et un sentiment francophone, mais pas wallon. Dans ce contexte, le rôle du gouvernement fédéral est d'assurer le maintien de l'union fédérale. Pour ce faire, il semble nécessaire de renforcer ses pouvoirs, soit en

[445] Le profil de l'unioniste ne doit pas être confondu, dans le contexte belge, avec l'unionisme qui est un mouvement politique, qui prônait avant et après la révolution belge de 1830, l'union des catholiques et des libéraux. Avant l'indépendance, cette union s'est organisée pour lutter contre le roi Guillaume Ier des Pays-Bas et, après 1830, plusieurs gouvernements unionistes ont associés des hommes politiques catholiques et libéraux en vue de fournir un effort commun pour consolider le jeune État belge. Suite à la création en 1846 du parti libéral, ce sont des gouvernements homogènes, soit libéraux soit catholiques, qui se sont succédés. Pour plus de détails sur cette période, on pourra consulter notamment : Charles Terlinden, *Histoire de la Belgique contemporaine 1830-1914*, vol. II (Bruxelles : Librairie Albert Dewit, 1929) ; Francis Balace, « Les libéraux, les catholiques et l'unionisme (1831-1846) », in *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Hervé Hasquin et Adriaan Verhulst (dir.) (Bruxelles : Centre Paul Hymans, Editions Delta, 1989) ; Mabille, *Histoire politique de la Belgique : facteurs et acteurs de changement*, 103-146 ; Pascal Delwit, *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, vol. 6, UB lire références (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2009).

[446] Dans son dernier livre, Charles-Ferdinand NOTHOMB, ancien ministre et président du parti social chrétien francophone, adopte une position que l'on pourrait largement qualifiée d'unioniste au sens développé ici : Charles-Ferdinand Nothomb, *Mon plan de paix pour la Belgique. Entretiens avec Christian Laporte* (Bruxelles : Racine, 2009).

maintenant le *statu quo* actuel soit au détriment de ceux des Régions et des Communautés. C'est donc le souhait d'un gouvernement fédéral fort qui anime l'unioniste.

En termes d'évolution, c'est le profil qui connaît le plus de changements au terme de la journée. Un processus d'apprentissage est souvent identifiable soit que l'unioniste développe sa position soit qu'il l'affine. L'image du système fédéral se clarifie et en ressort la tension traduite par les deux sens – négatifs – du fédéralisme. De même, la perception de l'autre communauté devient plus cohérente avec la réalité, mais également entre les perceptions et les préférences puisqu'il y a une plus grande reconnaissance des différences en T2 et plus de nuances dans le refus des demandes pour plus d'autonomie pour la Flandre. Enfin, suite au panel, la volonté de renforcer le gouvernement fédéral est même nuancée puisque celle-ci semble difficilement réalisable. Cette congruence entre la réalité et les préférences fédérales ressort particulièrement de l'intervention de B6 (en italiques) dans la discussion suivante – qui a été citée ci-dessus – avec B2 (qui peut être considéré comme un unitariste) et B5 (qui peut être considérée comme une unioniste) :

A : D'accord, donc, de nouveau contre la scission. Moins de compétences pour les entités fédérées, plus de compétences ? Vous avez une préférence ?
B2 : Plus pour l'État fédéral.
A : D'accord, c'est par ordre de préférence.
B5 : Puisque c'est l'État fédéral qui va mettre d'accord les uns et les autres donc si...Voilà !
B2 : Je crois que c'est le bon sens, mais bon...
B6 : Mais ils avaient l'air de dire que ce n'était pas possible de revenir en arrière.
B2 : Ben non, pas possible je ne pense pas. Tout le monde doit y mettre un peu de bonne volonté...
B6 : Ah moi je suis d'accord mais...
B2 : Il faut toujours voir de part et d'autre, il n'y a rien à faire...

On sent ainsi l'impact des processus d'information et d'interaction sur cette participante unioniste qui même si elle souhaite le renforcement du gouvernement fédéral comprend et rappelle la difficulté de ce scénario.

C. Le fédéraliste

Ce troisième profil diffère des deux premiers par sa position en faveur du fédéralisme en Belgique. Le fédéraliste estime, en effet, que le système fédéral est la meilleure solution pour la coexistence pacifique entre les deux grandes communautés. Même s'il pointe du doigt certains défauts (notamment sa complexité), il a une image globalement positive de ce système. De plus, il montre une vraie culture fédérale : il estime que le système fédéral est préférable et préfère vivre dans un pays où il y a plusieurs langues et cultures. En outre, les hommes politiques sont co-responsables des tensions

communautaires qui trouvent leurs racines dans la société (et pas uniquement au niveau du monde politique).

Plus généralement, le fédéraliste déploie des identités complémentaires et reconnaît les différences entre Flamands et Wallons ainsi que la Flandre puisse être une nation distincte du reste de la Belgique. Dans cette perspective, il estime qu'il est normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre et que l'affirmation d'une identité flamande est compatible avec l'affirmation d'une identité belge. Au cœur du fédéralisme se trouvent donc des raisons à la fois linguistiques, politiques et économiques. La préférence qui se dégage est une position fédéraliste favorisant la combinaison de fédéralisation et de refédéralisation. Le fédéraliste accepte donc certains transferts de compétences en vue d'une plus grande efficacité de tout le système. Il compte ainsi sur la sagesse et sur le réalisme des hommes politiques.

La participation au panel renforce les perceptions et les préférences du fédéraliste qui étaient déjà établies même si certaines évolutions sont observées. Celles-ci permettent d'affiner le jugement et adaptent quelque peu les perceptions aux préférences et à la réalité fédérale. Enfin, les préférences se sont affirmées au fur et à mesure de la journée et le scénario combinant transferts vers l'Autorité fédérale et vers les entités fédérées constitue, pour le fédéraliste, l'unique solution pour assurer l'avenir de la Belgique.

D. Le régionaliste

En Belgique francophone, ce quatrième et dernier profil se construit autour de la perception négative du système fédéral belge qui est vu comme tout simplement inefficace. Par conséquent, la confiance dans les institutions est plutôt faible. De même, les médias sont perçus assez négativement. Comme, par ailleurs, les Flamands et les Wallons sont considérés comme différents et que les revendications de ces premiers sont acceptées, le régionaliste prône l'approfondissement du système fédéral en accordant plus d'autonomie aux Régions et aux Communautés. Dans ce cadre qui resterait fédéral, toutefois, le niveau fédéral jouerait le rôle d'arbitre entre les entités fédérées.

En termes d'identités, le régionaliste s'identifie complémentairement à plusieurs entités avec, ou non, un attachement particulier à sa région. Il a également une culture fédérale puisqu'il préfère le système fédéral à tout autre arrangement gouvernemental – il rejette par conséquent le modèle unitaire – ainsi que vivre dans un pays dont la population est partagée entre plusieurs cultures et plusieurs langues. À cet égard, le régionaliste ne peut être vu comme un nationaliste ; il se déclare souvent être un citoyen du monde ou un

humaniste. Sur le plan politique, son souhait pour une plus grande régionalisation ne repose pas sur une volonté identitaire mais plutôt sur une vision de politique économique, insistant sur l'instauration d'un système politique efficace. C'est pour cela, que le régionaliste appelle au réalisme des hommes politiques.

Finalement, le panel citoyen n'influence guère le régionaliste dont les perceptions et préférences sont déjà bien ancrées. Toutefois, on assiste à quelques ajustements d'intensité (les positions évoluent vers « Plutôt ») qui permettent une meilleure congruence entre les perceptions et les préférences fédérales. Ces dernières ne sortent pas réellement modifiées des discussions ; elles sont même plutôt confirmées. Le régionaliste se veut donc réaliste et aspire à vivre dans un système efficace.

Chapitre 4

Les citoyens belges néerlandophones et le fédéralisme en Belgique

Après avoir dégagé quatre idéaux types du panel belge francophone, les liens entre les perceptions et les préférences fédérales des citoyens belges néerlandophones sont analysés dans ce chapitre afin d'établir également des idéaux types. Le cheminement analytique sera similaire à celui du chapitre précédent. Dans un premier temps, le *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*, qui s'est tenu à Anvers, le 22 novembre 2008, sera présenté. À la fois les éléments contextuels et les éléments organisationnels seront décrits afin de saisir l'environnement dans lequel s'est inscrite la récolte des données. Ensuite, suivant le cadre analytique développé, les perceptions et les préférences des 23 participants seront étudiées en distinguant les différentes dimensions qui les composent. Pour chacune de ces dimensions, plusieurs positions seront dégagées et serviront à la construction des idéaux types. Enfin, partant de cette analyse compréhensive des données récoltées lors du *Publiek forum*, cinq idéaux types seront identifiés : l'unitariste, l'unioniste, le fédéraliste, le régionaliste et le séparatiste/indépendantiste.

I. *Het publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*

A. Le contexte : Anvers, la Belgique néerlandophone et la Flandre

Le 22 novembre 2008, 23 citoyens belges néerlandophones ont été réunis à l'*Universiteit Antwerpen* pour le *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*. Ce panel citoyen s'est donc tenu un an après la rencontre de Liège. Dans cette section, avant de présenter les éléments contextuels, il convient d'évoquer cette distance temporelle et les raisons de celle-ci. Dans la perspective quasi-expérimentale de cette recherche, il était prévu initialement qu'une période de maximum trois mois sépare la tenue des deux panels belges. Celui de Liège devait avoir lieu en septembre 2008 et celui d'Anvers en novembre 2008. Par ailleurs, afin de tester la méthode, un panel-test devait être organisé à Liège en septembre 2007 avant la tenue des panels canadiens. Ce panel-test s'étant bien déroulé et les données récoltées ne montrant aucun problème de validité, il a été décidé de considérer

le panel-test comme le « vrai » panel belge francophone[447] ; ce qui explique pourquoi un second panel n'a pas été organisé à Liège en septembre 2008.

Peut-on penser que cette période d'un an entre les deux panels est problématique ? Cette question se pose évidemment en termes de comparabilité des données récoltées à un an d'intervalle. Compte tenu du dispositif particulier de la recherche, une réponse négative semble pouvoir être apportée. En effet, le cœur de l'étude porte sur les perceptions et les préférences des citoyens capturées au travers de discussions ; il ne s'agit donc pas d'une mesure rapide de ces attitudes et opinions – comme c'est, par exemple, le cas dans les sondages. Une telle perspective permet dès lors de dépasser l'influence du contexte immédiat et vise à prendre en compte un vaste ensemble de facteurs qui concourent à la formation des perceptions et des préférences. Par ailleurs, entre septembre 2007 et septembre 2008, il ne semble pas y avoir eu d'événements politiques particulièrement saillants[448] qui pourraient contaminer les données au point de rendre celles-ci incomparables avec les données récoltées 12 mois plus tôt à Liège. Enfin, la logique de cette recherche n'est pas de comparer les opinions au sens strict – ce qui ne serait pas pertinent puisque les données n'ont pas été récoltées dans cette optique – mais plutôt de comparer des profils de citoyens qui sont dégagés sur base de ces différentes opinions.

Avant de présenter plus en détail le déroulement exact du *Publiek forum*, il est utile d'esquisser le contexte politique dans lequel s'est inscrit ce panel citoyen.

1. Le fédéralisme belge et la Flandre

Nous l'avons vu dans l'introduction, la Belgique s'est largement transformée en réponse aux demandes pour plus d'autonomie venant du nord du pays et plus précisément du mouvement flamand[449]. À l'heure actuelle, alors que la Belgique est devenue une fédération – voire pour certains se trouve aux limites d'une confédération[450] –, une impression courante, ressortie lors de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme de Liège,

[447] Même si celui-ci a réuni 64 participants, c'est-à-dire le double de notre objectif, comme nous l'avons expliqué à l'entame du troisième chapitre.
[448] L'événement politique majeur en 2007 et 2008 fut la longue période sans gouvernement fédéral suite aux élections fédérales de juin 2007 que nous avons évoquée en présentant la Rencontre citoyenne de Liège ; sur cette période, voyez Pilet et van Haute, « The federal elections in Belgium, June 2007 » ; Benoît Rihoux *et al.*, « Belgium », *European Journal of Political Research* 47, n°7-8 (2008) ; Sinardet, « Belgian Federalism Put to the Test : The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath ».
[449] Kris Deschouwer, « Comprendre le nationalisme flamand », *Fédéralisme Régionalisme* 1 (1999-2000).
[450] Jean Beaufays *et al.*, « Fédéralisation et structures institutionnelles : la Belgique entre refondation et liquidation », in *La Belgique en mutation. Systèmes politiques et politiques publiques (1968-2008)*, Jean Beaufays et Geoffroy Matagne (dir.) (Bruxelles : Bruylant, 2009).

voit une dualisation entre les élites flamandes et la population. Avec Kris DESCHOUWER et Theo Marteen JANS, on peut d'ailleurs se demander

> si les discours dit identitaires et nationalistes tenus par les leaders politiques flamands correspondent à l'opinion publique en Flandre. Si on se fie aux sondages d'opinion, on peut constater que l'identité flamande est beaucoup moins développée que ce que l'on pourrait croire à première vue. Comment donc expliquer cette différence ? Est-ce que la population flamande est vraiment moins sensible pour les idées nationalistes que les nouvelles élites flamandes ? La réponse doit être nuancée[451].

Ces deux auteurs remarquent que dans les décennies 1960, 1970 et 1980 régnait un climat de débat communautaire propice à l'émergence d'un soutien populaire. En effet, puisque les tensions portaient sur l'emploi des langues et plus généralement les questions identitaires, la population pouvait se sentir directement impliquée. Dans toute société, la défense de la langue porte en elle un potentiel de mobilisation populaire important[452]. Toutefois, « le mouvement politique et institutionnel flamand d'aujourd'hui s'engage davantage dans des débats plus techniques et constitutionnels. Ce genre de débat n'a plus du tout le même pouvoir de mobilisation ou d'identification que les débats purement linguistiques »[453]. On assiste ainsi à l'institutionnalisation du mouvement flamand, et progressivement à une distanciation par rapports aux objectifs qui l'ont vu naître – d'autant plus que nombre d'entre eux ont été atteints. De ce fait, le gouvernement et le parlement flamands deviennent les acteurs clés pour la défense de la cause flamande, reléguant au second plan le mouvement flamand culturel et linguistique.

Dans un essai théorisant cette évolution de la nature des revendications autonomistes, Geoffroy MATAGNE montre comment la Belgique est passée d'un conflit aux allures « révolutionnaires » à un conflit « institutionnalisé », cette évolution emportant les changements au niveau des acteurs, du répertoire d'action et du registre argumentaire qui viennent d'être évoqués[454]. C'est dans ce contexte institutionnel, dominé par les partis politiques, qu'il faut étudier le fédéralisme belge vu de Flandre et surtout par les citoyens flamands.

2. Le fédéralisme vu de Flandre

Pour explorer cette question, Dave SINARDET, dans un effort de synthèse qui a été évoqué dans le premier chapitre, distingue les opinions politiques – celles des partis – des

[451] Deschouwer et Jans, « L'avenir des institutions, vu de Flandre », 217.
[452] Michel De Coster, *Les enjeux des conflits linguistiques : le français à l'épreuve des modèles belge, suisse et canadien* (Paris : L'Harmattan, 2007).
[453] Deschouwer et Jans, « L'avenir des institutions, vu de Flandre », 217.
[454] Geoffroy Matagne, « Du conflit « révolutionnaire » au conflit « institutionnalisé » : étude des revendications centrifuges en Belgique », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°4 (2009).

opinions publiques – celles des citoyens[455]. Concentrons-nous principalement sur ces dernières. Si on reprend les différents scénarios – réalistes ou non – généralement envisagés pour le futur du fédéralisme belge, on trouve une grande diversité au sein de l'opinion publique en Flandre. Toutefois, un scénario – davantage de compétences pour les Régions et les Communautés – reçoit le soutien de près de la moitié des Flamands. Dans l'enquête post-électorale de 2007, 46 % des personnes sondées optent pour cette solution[456]. C'est aussi « sous ce label que l'on peut classer la plupart des partis flamands mais avec des différences assez importantes entre eux »[457]. À côté de cette position plutôt médiane, on trouve des partisans de deux positions opposées. D'un côté, les personnes qui souhaitent la séparation de la Belgique et dont le pourcentage reste stable autour de 10 % depuis une vingtaine d'années. D'un autre côté, il y a autant de Flamands qui souhaitent le rétablissement de l'État unitaire. Les 30 % de la population restant se divise entre le *statu quo* fédéral (20 %) et plus de compétences pour le gouvernement fédéral (11 %)[458].

Par ailleurs, si, comme nous l'avions fait pour la Belgique francophone, on opte pour une vision dichotomique opposant « la Belgique doit décider » à « la Flandre doit décider » sur une échelle continue de 0 à 10, on trouve presque autant de néerlandophones en faveur de la Flandre que de la Belgique – ce qui contraste avec la situation au Sud où les « belgicistes » dominent[459]. Depuis 1991 et jusqu'en 2003, environ 50 % des citoyens du nord du pays préféraient la Belgique tandis que 33 % optaient pour la Flandre. L'enquête de 2007 montre une légère inversion de ce rapport avec 42 % en faveur de cette dernière, pour 41 % en faveur de la première. Cependant, ce portrait par trop binaire doit être nuancé puisque derrière celui-ci se cache de nombreux citoyens qui optent pour une position intermédiaire soit pour un renforcement du gouvernement fédéral soit pour davantage d'autonomie pour les entités fédérées, tout en restant dans une structure fédérale.

Ainsi, il existe une grande diversité de préférences fédérales allant du rétablissement de l'État unitaire à la séparation pure et simple. L'objectif de cette recherche consiste dès

455 Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges ».
456 Swyngedouw et Rink, « Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 ».
457 Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges », 217.
458 L'enquête électorale de PARTIREP de 2009 montre une répartition similaire, mais avec quelques différences pour le poids de chaque préférence (surtout pour les deux positions à l'extrémité du continuum) : toutes les compétences pour les Communautés et les Régions (5 %), plus de compétences pour Communautés et les Régions (47 %), le *statu quo* (24 %), plus de compétences pour l'État fédéral (20 %), toutes les compétences pour l'État fédéral (4 %), Deschouwer et Sinardet, « Taal, identiteit en stemgedrag ».
459 De Winter, « Les identités territoriales : 25 ans d'évolution », 153.

lors à explorer ces différences et les raisons derrière celles-ci à l'aide du dispositif méthodologique que nous avons développé. Avec une approche plus qualitative, augmentée d'un apport délibératif, il sera possible de mieux caractériser les citoyens belges néerlandophones et plus particulièrement leurs perceptions et préférences fédérales. Avant de présenter les participants au *Publiek forum* d'Anvers, il est utile d'offrir quelques éléments du contexte local.

Le panel belge néerlandophone a été organisé à Anvers[460]. Avec près d'un demi million d'habitants, Anvers constitue la plus grande ville de Flandre mais c'est Bruxelles qui a été choisie pour être la capitale de la Communauté flamande. Avec cette dernière et Gand, Anvers forme un triangle important économiquement, mais également démographiquement (le « *Vlaamse Ruit* »), au cœur de la Flandre[461]. Par ailleurs, d'après les habitants de la Métropole, surnom donné à la ville d'Anvers, il existe une identité, voire une fierté, toute particulière d'être un *Antwerpenaar*, un Anversois. Comme ce fut le cas pour les participants à la Rencontre citoyenne de Liège, c'est un élément identitaire qui émergera peut-être des données récoltées.

B. Les participants : 23 citoyennes et citoyens

Ce sont 23 citoyennes et citoyens qui ont été réunis pour ce *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*. Qui sont-ils ? Tout d'abord, précisons, à titre d'information[462], les caractéristiques sociodémographiques du panel réuni. Parmi les 23 participants, deux tiers sont des hommes ; une majorité d'entre eux vit en province d'Anvers. Comme à Liège, deux tranches d'âge sont surreprésentées : les 18-30 ans et les plus de 51 ans. De plus, la plupart des participants détiennent un diplôme d'études supérieures ou universitaires. Sans grande surprise, les citoyens rassemblés s'intéressent à la politique. Nous avons eu l'occasion de le souligner dans les chapitres précédents, ces différentes caractéristiques qui divergent de la moyenne nationale sont, cependant, habituelles dans les événements délibératifs, reposant sur une participation volontaire.

---

460 Dans le cadre d'un séjour de recherches au sein du *Departement Politieke Wetenschappen* de l'*Universiteit Antwerpen*.

461 Jacques Thisse et Isabelle Thomas, « What does human geography tell us? Or A geo-economic approach to Belgian dualism », in *Rethinking the Foundations of Belgium's Socio-economic Institutions* (Fondation universitaire, Bruxelles : 2008).

462 Il est important de rappeler que notre analyse ne repose pas sur l'étude de l'impact des variables sociodémographiques ou politiques classiques mais bien sur le traitement qualitatif des perceptions et des préférences fédérales. En d'autres termes, on ne cherche pas à savoir si, par exemple, le fait d'être une femme a des répercussions sur le choix pour le futur du fédéralisme belge ; plutôt, ce sont l'ensemble des perceptions et des préférences qui sont étudiées afin de dégager des profils types de citoyens, indépendamment de leurs caractéristiques sociodémographiques.

Enfin, si la raison principale pour participer à ce *Publiek forum* se trouve, pour une majorité des citoyens, dans l'intérêt pour le sujet, d'autres expliquent leur participation pour faire entendre leur voix ou pour faire plaisir à l'organisateur ou encore parce que c'est leur devoir en tant que citoyen. D'une manière générale, les participants ont apprécié participer à ce panel citoyen puisque 15 jugent l'expérience, au terme de la rencontre, plutôt positive et 7 tout à fait positive.

C. L'organisation et le déroulement

Le panel belge néerlandophone a rassemblé 23 participants qui ont été répartis, aléatoirement, en quatre groupes de discussion (dont le nom va du groupe K au groupe N). Selon le *modus operandi* général, le *Publiek forum* s'est ouvert et s'est clôturé avec la passation d'un pré-questionnaire (T1) et d'un post-questionnaire (T2). Entre ces deux moments, le panel a été construit autour de périodes de discussions en petits groupes (deux au total) et de séances plénières avec des experts ou des hommes politiques (Tableau 4 .1).

Tableau 4.1 Programme du *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*

9h30 – 9h35	Accueil des participants
9h35 – 9h40	En séance plénière : mot d'accueil par Min REUCHAMPS
9h40 – 10h00	En sous-groupes : passation du questionnaire
10h00 – 11h00	En sous-groupes (I) : présentation du panel et de son déroulement ; discussions sur les perceptions
11h00 – 12h00	En séance plénière : intervention de Kris DESCHOUWER : « Het Belgische federalisme: wat en waarom? », suivie d'une séance de questions-réponses
12h00 – 13h00	En séance plénière (au *C102*) : interventions de Bart MARTENS et de Jean-Luc CRUCKE : « De toekomst van het Belgische federalisme », suivies d'une séance de questions-réponses
13h00 – 13h30	Dîner
13h30 – 14h50	En sous-groupes (II) : discussions sur les préférences fédérales
14h50 – 15h00	En sous-groupes : nouvelle passation du questionnaire
15h00	Fin du panel

Le déroulement, tel que décrit au Tableau 4.1, reproduit presque identiquement celui de la Rencontre citoyenne de Liège ; cette dernière comptait, toutefois, quatre séances en focus groupes et non deux. Autre différence par rapport au panel de Liège, à Anvers, les deux séances plénières étaient consécutives. Au cours de la première, un seul expert a pris la parole[463] : Kris DESCHOUWER, professeur de science politique à la *Vrije Universiteit Brussel*. Dans son exposé, celui-ci est revenu sur les causes de la fédéralisation de la Belgique et sur la structure de la fédération actuelle ainsi que sur la dynamique fédérale. Lors de la seconde

[463] Dans le dispositif « idéal », deux experts sont prévus ; toutefois, pour ce panel, il a été décidé de combiner les deux interventions en une seule afin de maximiser le temps de parole de l'intervenant.

séance plénière, Bart MARTENS, parlementaire socialiste flamand (sp.a), et Jean-Luc CRUCKE, parlementaire libéral francophone (MR), ont respectivement exposé leur vision pour le futur du fédéralisme belge. Chacune de ces interventions étaient suivies d'une séance de questions-réponses avec l'assemblée.

Après ces deux séances plénières, les participants sont retournés en focus groupes pour discuter de leurs préférences. Il ne s'agissait pas d'un débat, au sens strict, où les participants tentent de s'influencer, mais plutôt d'un forum où chacun était invité à donner son avis et à écouter celui des autres. Les échanges furent nombreux et nourris notamment par les interventions lors des séances plénières ainsi que par celles des autres participants. Après ce second temps en groupes de discussions, les participants ont répondu à une nouvelle version du questionnaire, quasi-identique à celle du début de la journée. Au total, les participants ont discuté et réfléchi sur des thématiques liées au fédéralisme belge et à son avenir pendant plus de quatre heures.

II. Les perceptions fédérales des citoyens belges néerlandophones

Comme cela a été fait pour le panel belge francophone et suivant le même cadre d'analyse, cette section explore les perceptions fédérales des participants au panel citoyen d'Anvers et plus particulièrement les quatre dimensions qui les composent : la connaissance politique, la perception politique, les identités et sentiments d'appartenance et la perception de l'autre communauté. Ce qui est proposé ci-après est une synthèse analytique du matériau empirique recueilli à Anvers.

A. La connaissance politique

1. La connaissance politique au travers des neuf indicateurs du questionnaire

Une première façon d'appréhender la connaissance politique des participants consiste à analyser l'ensemble des neufs questions posées dans les questionnaires T1 et T2 (Tableau 4.2). Sans être un examen scolaire, cette méthode offre un aperçu global de leur connaissance politique sur le sujet.

Tableau 4.2 Connaissance politique : neuf indicateurs (en nombres réels)

Indicateur	Réponses correctes en T1	Réponses correctes en T2	Différence entre T2 et T1
PBN_Q7T1&T2 "België is officieel een federale staat sinds…"	10	18	*8*
PBN_Q8T1&T2 "De Minister-president van de Vlaamse regering is…"	21	22	*1*
PBN_Q9T1&T2 "De Minister-president van de regering van de Franse gemeenschap is…"	16	16	*0*
PBN_Q10T1&T2 "Welk niveau in België is bevoegd voor onderwijs?"	18	21	*3*
PBN_Q11T1&T2 "Welk niveau in België is bevoegd voor defensie?"	21	22	*1*
PBN_Q12T1&T2 "Welk niveau in België is bevoegd voor landbouw?"	16	17	*1*
PBN_Q13T1&T2 "Welk niveau in België is bevoegd voor justitie?"	18	20	*2*
PBN_Q14T1&T2 "Is volgens u, het budget van de federale overheid groter dan het budget van de Vlaamse overheid?"	16	11	*-5*
PBN_Q15T1&T2 "Welk niveau in België financiert voornamelijk de sociale zekerheid?"	14	17	*3*

Nombre de répondants = 22 (T1) et 23 (T2).

La lecture du Tableau 4.2 révèle que le niveau de connaissance politique, tout comme à Liège, est globalement élevé. Toutefois, on remarque deux questions qui ont connu une certaine évolution entre le T1 et le T2, la première positivement et la seconde négativement. La question de la date officielle de l'État fédéral en Belgique a vu le nombre de réponses correctes passer de 10 à 18. Ainsi, comme les participants liégeois, les citoyens anversois ont appris cet élément factuel grâce à leur participation au *Publiek forum*. Mais cet apprentissage purement factuel ne semble pas emporter de conséquence sur les perceptions et les préférences des participants.

À l'inverse, de 16 personnes qui estimaient que le budget fédéral est supérieur au budget des autorités flamandes en T1, ils ne sont plus que 11 à le penser en T2. Comment expliquer cette évolution décroissante ? La réponse se trouve vraisemblablement dans la question elle-même car celle-ci pourrait être lue de plusieurs façons ainsi que dans les discussions de la journée. En effet, si on inclut dans le budget fédéral (18 %[464]) le budget de la sécurité sociale (42 %), il représente alors 60 % du budget de l'ensemble des pouvoirs publiques. Par contre, si le budget fédéral au sens strict est comparé à celui des Régions et

[464] Les chiffres sont donnés pour l'année 2005 et tirés de Carl Devos *et al.*, « En petit comité. Acteurs en regisseurs van de Belgische politiek », in *Over de dynamiek van de politiek : Een kwarteeuw politieke machtsverschuivingen*, Carl Devos et Hendrik Vos (dir.) (Gand : Academia press, 2007), 129.

des Communautés réunies (25 %[465]), ce dernier est supérieur au premier. Néanmoins, le budget de la Flandre, seule, ne compte approximativement que pour une moitié de 25 % ; le budget fédéral est donc supérieur au budget flamand – c'était la réponse correcte attendue pour la Q14. Cela dit, lors des discussions et notamment des échanges avec Bart MARTENS, il a été souvent répété que le budget de la Flandre est important ; ce qui explique pourquoi certains répondants ont estimé que celui-ci n'est pas inférieur au budget fédéral.

Rappellons-le, l'intérêt de poser des questions de connaissances politiques n'est pas de tester celles-ci, mais plutôt de vérifier que les participants partagent un niveau, minimum, de connaissance politique qui est une des quatre dimensions des perceptions. Plus précisément, comme nous l'avons noté dans l'étude des données liégeoises, c'est une dimension intermédiaire (ou préalable) aux trois autres dimensions. C'est la raison pour laquelle un tel panel citoyen a été organisé afin de recueillir des opinions mieux informées. Poursuivant l'analyse des données sur la connaissance politique, adopter une analyse plus individualisée des réponses permet d'apporter un autre éclairage sur cette dimension. Un index individuel des réponses correctes a été généré, à la fois pour le T1 et pour le T2. Les résultats présentés au Tableau 4.3 confirment le niveau élevé de connaissance politique pour nombre de participants mais ils montrent également que certains d'entre eux (environ un quart) ont une moins bonne connaissance du système fédéral.

Tableau 4.3 Index de connaissance politique (en nombres réels)

Index de connaissance politique	T1	T2	Différence entre T2 et T1
Index de connaissance politique *faible* (0 à 3)	0	0	*0*
Index de connaissance politique *moyen* (4 à 6)	5	6	*1*
Index de connaissance politique *élevé* (7 à 9)	15	16	*1*

Nombre de répondants = 20 (T1) et 22 (T2).

Plus généralement, on observe une relative stabilité ; sauf chez quelques participants, le niveau de connaissance politique tel que mesuré n'a pas évolué suite à la rencontre. Cependant, l'auto-évaluation révèle que la plupart des participants estiment que leur connaissance du fédéralisme belge a augmenté suite à leur participation, sans que cela puisse nécessairement être mesuré. Cette caractérisation des différents niveaux de connaissance est importante dans notre cheminement analytique vers la construction des

[465] Pour atteindre 100 %, il faut ajouter le poids du budget des pouvoirs locaux (15 %).

idéaux types. Afin d'éclairer la connaissance politique, un autre élément doit être pris en compte : le niveau d'information.

2. Le niveau d'information et la connaissance politique

À nouveau, un index a été constitué en recodant et en additionnant les réponses aux deux indicateurs d'information politique (Tableau 4.4). Tout comme le niveau de connaissance était plutôt élevé, le niveau d'information est également plutôt élevé. Ainsi, 15 participants lisent et regardent le journal au moins trois jours par semaine. Toutefois, 7 participants ont un niveau d'information moyen (ils consultent les médias d'information environ deux jours par semaine).

Tableau 4.4 Index d'information (en nombres réels, T1)

Index d'information	T1
Index d'information *faible* (0 à 2)	0
Index d'information *moyen* (3 à 5)	7
Index d'information *élevé* (6 à 8)	15

Nombre de répondants = 22.

Pour constituer cet index, les modalités ont été recodées : aucun (0), un jour (1), deux jours (2), trois et quatre jours (3) et cinq jours et plus (4) ; ainsi, après addition des réponses pour les deux indicateurs, le minimum possible est 0 et le maximum possible est 8.

Le Tableau 4.4 confirme que les participants réunis sont généralement au faîte de l'actualité et suivent ainsi les développements politiques. Cela explique également leur niveau de connaissance globalement élevé. Cette double réalité mesurée par des indicateurs assez classiques et assez simples ne peut toutefois cacher d'autres éléments de connaissance, de perception de la réalité politique fédérale plus diffus et plus particulièrement la complexité du système fédéral. Pour appréhender cet aspect important, à la fois de la connaissance mais également de la perception politique, une analyse des discussions des focus groupes est essentielle.

3. La connaissance politique dans les discussions : *complexiteit en ingewikkeld*

La complexité du système fédéral ressort des discussions dans tous les focus groupes. Plus précisément, l'adjectif qui est employé de manière récurrente est *ingewikkeld* qui signifie compliqué, complexe mais qui renvoie également à l'idée d'entremêlement. En conséquence de cette complexité résulte une certaine *onduidelijkheid*, un manque de clarté, un aspect ténébreux. Ainsi, pour nombre de participants, alors que leur niveau de connaissance est plutôt élevé, le fédéralisme belge leur semble compliqué et par conséquent

peu compréhensible pour le *gewone burger*, le citoyen ordinaire. Ce sentiment de complexité transparaît également de certaines cartes du fédéralisme. Ainsi, parmi les mots écrits par N1 et N2, on retrouve respectivement *complexiteit* (Figure 4.1) et *ingewikkeld* (Figure 4.2).

Figure 4.1 Carte du fédéralisme de N1

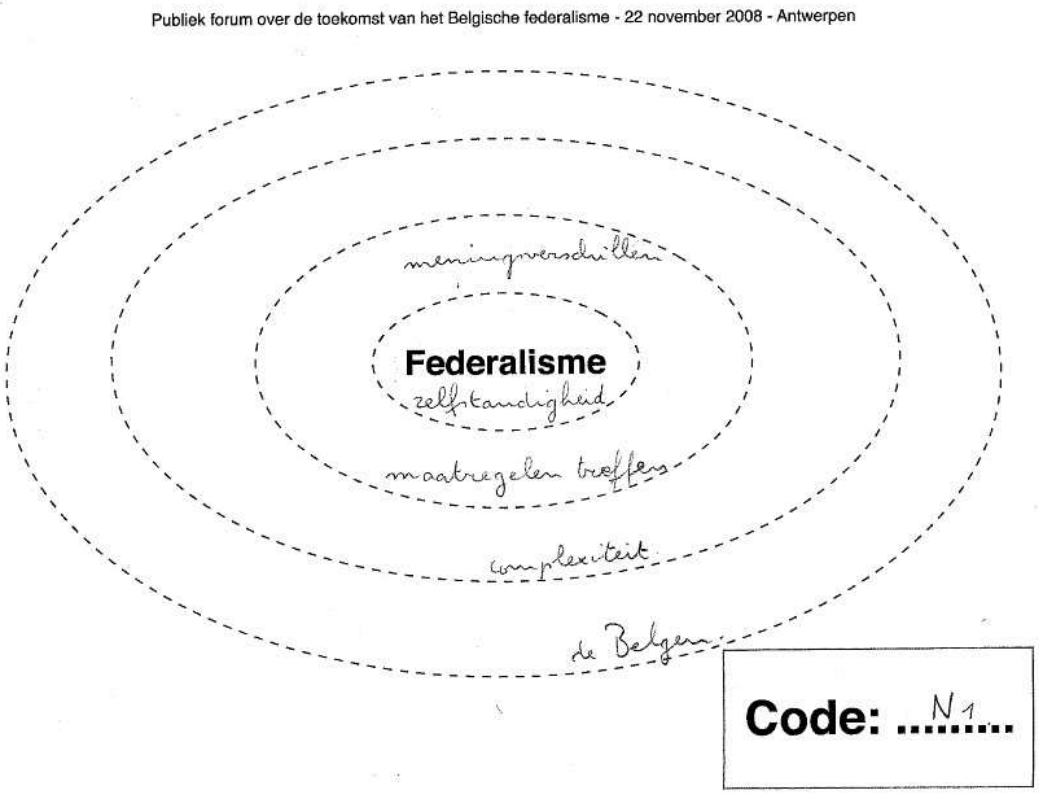
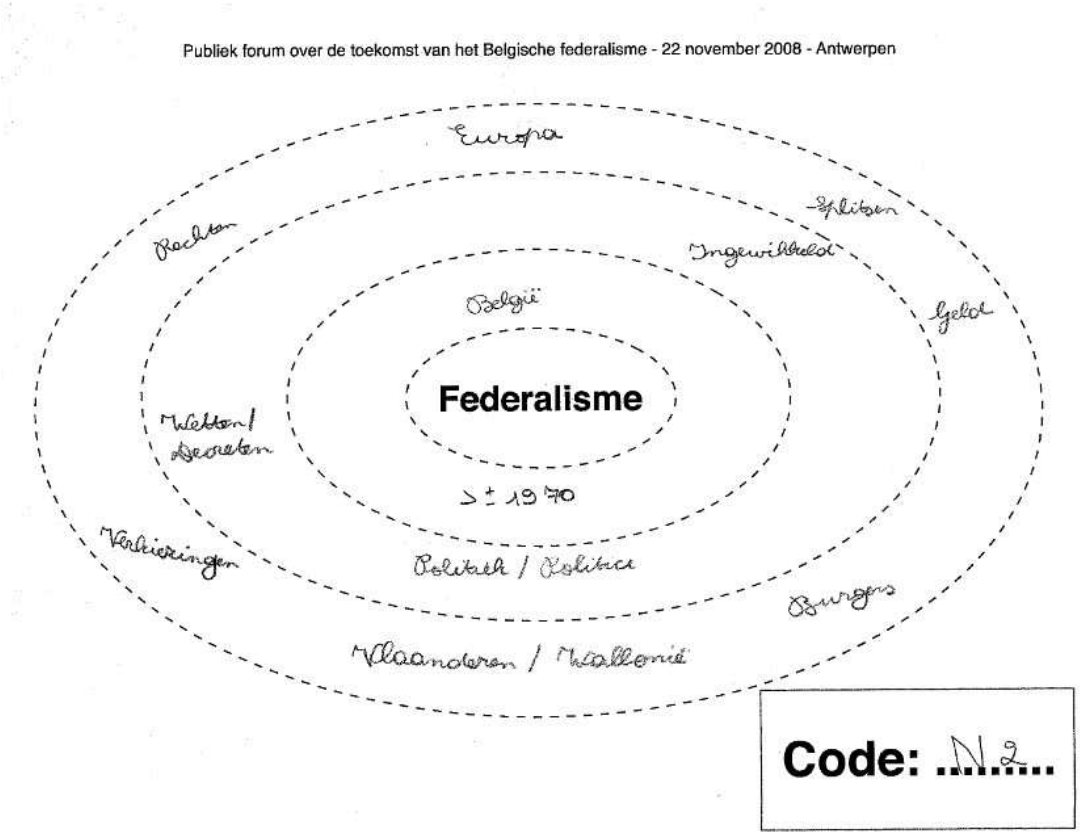


Figure 4.2 Carte du fédéralisme de N2



Pour analyser les éléments de connaissance politique des participants, trois marqueurs spécifiques ont été retenus et marqués dans le logiciel HyperRESEARCH™ : « connaissancep » (reflétant un élément de connaissance), « connaissancen » (indiquant une non connaissance) et « complexite » (signalant un élément de complexité relevé par le participant). Ce dernier code revient le plus souvent et démontre le poids relatif de celui-ci dans le corpus. Si on analyse plus en profondeur certains extraits, la complexité est largement due à l'enchevêtrement des compétences. L'échange suivant, au tout début de la première séance de discussions, entre la participante K4 et le participant K1 témoigne de cette difficulté à appréhender la répartition des compétences :

K4 : *Ik denk dat het Belgische federalisme vooral is dat een regering met bepaalde bevoegdheden en op een gegeven moment zijn er van die bevoegdheden... zijn die gedecentraliseerd in regio's en gewesten en dus krijg je nog altijd een centrale regering en federale regering maar die heeft niet meer over alles iets te zeggen en de regio's krijgen steeds meer autonomie, ale steeds meer kan ik niet zeggen. Krijgen bevoegdheden en autonomie voor een stuk.*

K1 : *Met die complicatie dat we in België het onderscheid maken tussen gemeenschapsbevoegdheden en gewestbevoegdheden en dat het niet altijd duidelijk is, zeker niet voor de gewone burger. En dat dus ook de financiering nogal vrij ingewikkeld is. Ale we zijn nu een heel klein landje met een zeer ingewikkelde structuur, maar die is er dus gekomen doordat men maar in zeer kleine stapjes tot dat Belgisch federalisme is gekomen altijd nadat er op bepaalde domeinen een accute problemen waren waar men niet direct een antwoord op wist en dan heeft men een aantal compromissen die ook niet altijd goed waren...* dus een aantal

> oplossingen zoeken om die spanningen eigenlijk op te lossen, maar het resultaat nu vind ik is eigenlijk vrij inefficiënt, vrij kostelijk voor de overheid *omdat er dus een aantal bevoegdheden zijn die gedeeltelijk bij de gewesten liggen, die gedeeltelijk bij de gemeenschappen liggen en die gedeeltelijk bij de federale overheid liggen en dat is zelfs voor specialisten niet altijd duidelijk.*
> K4 : *Mijn vraag is eigenlijk, is het in Wallonië ook zo dat de mensen niet weten over het verschil tussen gewest en gemeenschap? Want bij ons ja valt dat voor een groot stuk samen natuurlijk.* Logisch dat de Bel, Vlaamse burger dan zo iets heeft van..., maar is dat in Wallonië ook? Ik weet het niet
> K1 : Ik weet het niet. Daar heeft men heel lang het onderscheid gemaakt in de instellingen maar of dat voor de gewone burger echt relevant is dat weet ik niet.

De cet extrait ressort clairement une dichotomie, en termes de compréhension du système fédéral, entre le citoyen ordinaire et le spécialiste ; pour ces citoyens, comprendre le fédéralisme belge est devenu l'apanage de quelques experts. Dans un autre groupe, le participant M3 partage cette vision d'un *puzzel*, d'un *geharrewar van onduidelijkheden*, d'un tumulte ténébreux :

> Als je dan dus de puzzel begint een beetje uit te rafelen dan wordt het nog moeilijker dus laat staan begrijpbaar. Voor de doorsnee, de doorsnee Belg of dat nu Vlaming is of Waal of Brusselaar is dat Belgisch federalisme een geharrewar van onduidelijkheden. Als je daar dan iet of wat zicht op wil geven dan moet je al gaan spreken over personen onder structuren in vakjes en dan begint het iet of wat licht in het spel te geraken. Maar als je dan drie, vier maanden later terug op polst hoe zit dat nu weer in mekaar. Dan zijn ze dat terug vergeten. Waarom? Dat gaat allemaal de mist in. Ook de media zorgt ervoor dat de doorsnee lezer het niet meer begrijpt want wie is bevoegd voor dit of wie is bevoegd voor dat of wie moet dat regelen. Dat is eigenlijk nu meer een specialistenzaak geworden. Dat is in dit opzicht wel een beetje gevaarlijk want het leidt uiteraard... de gemiddelde Belg laat zich leiden en misleiden.

Très concrètement, il est dès lors difficile pour les citoyens d'identifier quelle autorité est compétente pour une thématique précise comme les pensions alors que cela ne posait guère de problèmes dans le questionnaire pour les grands domaines (l'enseignement ou la justice notamment).

> M : Wie is bevoegd voor pensioenen?
> M5 : Euh federaal.
> M? : Ik weet het zelf niet dus
> M4: Het is inderdaad een heel moeilijke materie want ik lees er nu dagelijks over en natuurlijk ik spits me meer toe op een bepaald vooral op taalgebruik en culturele zaken enzo maar ik denk zelfs niet dat we van de burger mogen vragen dat die dat zo maar allemaal weet want niemand vertelt het. Het is niet echt heel duidelijk. Het is...
> M1 : Ik ben het daar mee eens he. Als het zin heeft van dat federaal of regionaal te regelen moet de burger het weten.

À la lecture de ces différents passages, on réalise toute l'importance de permettre aux participants d'apprendre sur ce sujet si on souhaite récolter leur opinion informée. En effet, il semble inopportun de demander à un citoyen son avis sur une éventuelle fédéralisation des pensions s'il ne sait pas ce qu'implique ce transfert. L'objectif du panel citoyen était d'offrir un minimum d'information, via des présentations du système fédéral par des experts et des hommes politiques, afin de se prémunir d'un tel phénomène. Plus

généralement, la complexité transcende la stricte dimension de la connaissance politique et renvoie également à des éléments de perception politique ; les deux dimensions sont intrinsèquement liées comme le laissent percevoir l'intervention de K3 et celle de K5 :

> K3 : Ik denk dat het vooral een probleem is zoals het de heer […] zegt dat mensen niet meer weten voor wat ze gaan kiezen bij verkiezingen of ze kijken naar de stemmen of ze stemmen voor een partij maar ze weten compleet niet welke bevoegdheden […] Vlaamse verkiezingen gaan heel veel mensen waarvoor stemmen wij eigenlijk? Voor welke bevoegdheden? Ze weten het niet. De partijen stellen zo een algemeen programma op waarin ze ook niet weergeven op die […] gaan we dat doen, neen we gaan dit, dit en dit doen ook al zijn die bevoegdheden vaak bijvoorbeeld niet voor de gemeenschappen of de gewesten. En zo heb je hetzelfde aan de hand de gemeenschappen en de gewesten we zien dat verschil gewoon in Vlaanderen onze Vlaamse regering maakt dat onderscheid voor de gewone burger tussen gemeenschap en gewest ook niet echt deel uit volgens mij.
>
> K5 : Het belangrijkste is toch al een beetje gezegd. *Het is ingewikkeld.* Ik kan mezelf niet van de indruk ontdoen dat sommige politici ook er niet helemaal uitzijn en ik kan men dan voorstellen dat, ik hoor het gewoon nog op het radiojournaal, dat geen enkel partij noch in Vlaanderen noch in Wallonië echt een profiel heeft en dat bijvoorbeeld hier in Vlaanderen de Lijst Dedecker met een aantal stemmen gaat lopen zonder dat misschien hij het kan waar maken. Een heel ander verhaal is het Vlaams Blok toen, Vlaams Belang nu maar toch het is een beetje een seintje, een teken aan de wand. Ik denk dat het in Vlaanderen het een hoop ingewikkelder is en dat men slecht kan kiezen of het gevoel niet heeft van wij behoren tot een bepaalde gemeenschap en we moeten bij die mensen terecht en ze moeten daarvoor […]. Misschien is het […] overleven van België denk ik.

Ainsi, plus qu'une stricte question de connaissance politique, le manque de clarté (*onduidelijkheid*) sape la légitimité du système fédéral puisque celui-ci n'est pas, plus compréhensible. Le citoyen M2 s'exprime ainsi : « Je weet de grote lijnen maar er zijn ook wel overlappingen van bevoegdheden en je weet dat er bepaalde bevoegdheden voor de gemeenschappen of de gewesten zijn en als het concreet wordt, heb je weinig benul van wie is er nu eigenlijk bevoegd ».

4. La connaissance politique : synthèse

Au terme de l'étude de la connaissance politique des participants, plusieurs constats peuvent être dressés. Tout d'abord, comme au chapitre précédent, on peut résumer le niveau de connaissance politique en deux grandes positions : d'une part, ceux qui montrent un niveau de connaissance élevé et, d'autre part, ceux qui montrent un niveau de connaissance moyen. Ensuite, malgré un niveau de connaissance globalement élevé, tous les participants se rejoignent pour dire que le système fédéral belge est devenu une *specialistenzaak*, une affaire de spécialiste, qu'il est *ingewikkeld* et qu'il est dès lors bien difficile pour le citoyen ordinaire de s'y retrouver. Cette complexité dépasse souvent le strict cadre de la connaissance politique et constitue partiellement un élément de perception politique. Pour le citoyen K5, dans l'extrait ci-dessus, cette complexité pourrait signifier *in fine* la mort

de la Belgique. Enfin, s'il était essentiel de considérer cette dimension des perceptions en tant que telle, la connaissance politique en elle-même agit plutôt d'une manière intermédiaire sur le développement de celles-ci. Il est par conséquent utile de se tourner vers les trois autres dimensions afin de pouvoir appréhender complètement les perceptions des citoyens.

B. La perception politique

Pour étudier la perception politique des participants au *Publiek forum*, il est procédé à un cheminement analytique similaire à celui observé pour les données liégeoises. Dans un premier temps, nous étudierons la perception du système fédéral et sa légitimité, avant d'aborder la confiance dans les institutions, le rôle des hommes politiques et celui des médias dans les conflits communautaires, puis la perception de la Flandre et de conclure sur la présence ou non d'une culture fédérale. Pour ce faire, les trois types de données sont mobilisées : les cartes du fédéralisme, les réponses aux questionnaires et les discussions en focus groupes.

1. La perception du système fédéral

D'une manière générale, le fonctionnement du système fédéral n'est guère satisfaisant aux yeux des participants – sa complexité est au cœur des critiques. En outre, les hommes politiques, tout comme les médias, sont souvent considérés comme les responsables, partiellement du moins, des conflits communautaires ; des tendances que l'on avait déjà remarquées et commentées pour le panel belge francophone. Venant contraster avec une vision générale plutôt négative du système fédéral, l'importance de la solidarité ressort des discussions à la fois dans l'absolu – c'est-à-dire que les participants acceptent que, dans un pays, les régions riches doivent aider financièrement les régions pauvres – et à la fois dans le concret – ils estiment que le système fédéral belge assure une juste solidarité entre les régions.

Il ressort de ce tableau rapidement brossé une image contrastée de la perception du fédéralisme belge. Au-delà des grandes tendances qui viennent d'être évoquées, on trouve, en effet, des positions – fortement – divergentes entre les citoyens. Une indication plus précise de cette diversité se trouve dans les résultats à la question de savoir si le système fédéral belge est la meilleure solution pour garantir la coexistence entre les néerlandophones et les francophones. En début de panel, neuf personnes répondent positivement à cette question ; toutefois, parmi celles-ci seules deux sont tout à fait d'accord, les sept autres étant plutôt d'accord. Après la journée, on observe une légère

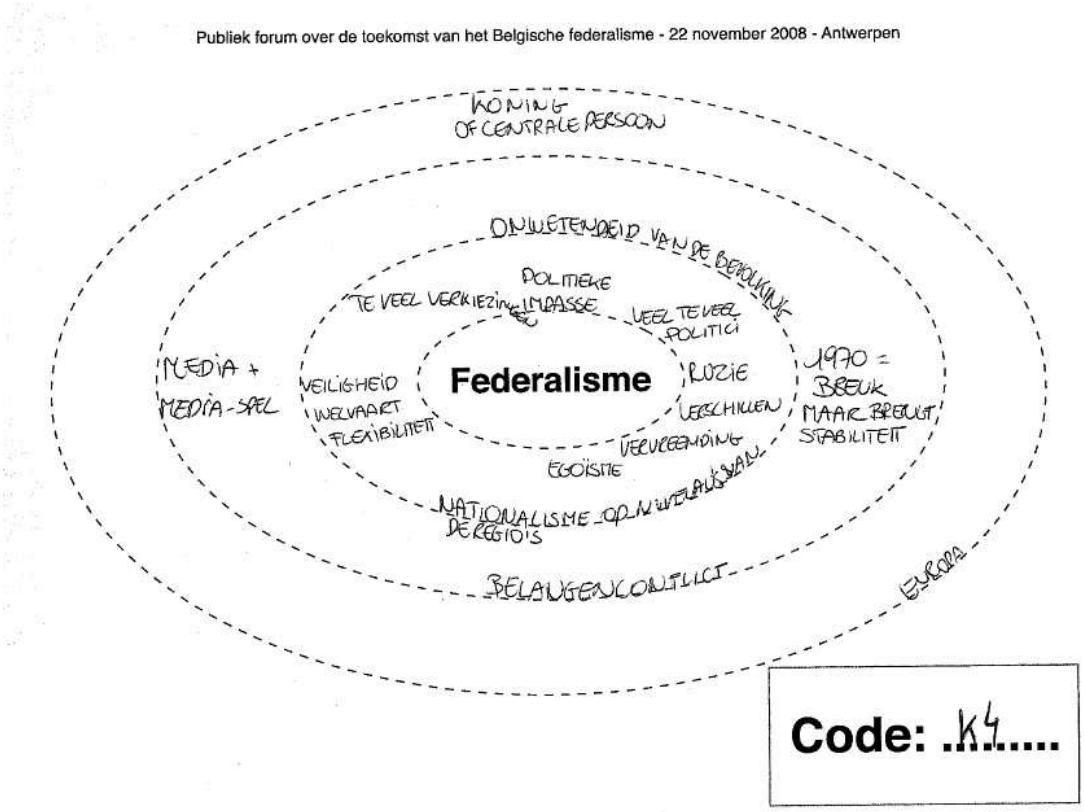
évolution positive avec 13 personnes qui sont d'accord (dont cinq tout à fait) et 10 qui ne le sont pas (dont deux pas du tout). Sur une question aussi fondamentale pour le fédéralisme belge, il existe donc clairement des opinions antagonistes – et relativement stables. En analysant systématiquement l'ensemble des données, trois grandes positions se dégagent. Une première regroupe les participants qui ont une vision négative du fédéralisme car il perpétue les conflits. Une deuxième position négative rassemble les citoyens – très – insatisfaits de l'efficacité du système fédéral. Enfin, une troisième combine à la fois des éléments négatifs (complexité et conflits) et des éléments positifs (fédéralisme comme frein au séparatisme).

Au-delà de la complexité qui est une critique généralement partagée, la perception négative repose sur deux dynamiques différentes qui distinguent les citoyens. Premièrement, certains participants se regroupent autour de l'incapacité du fédéralisme à résoudre les conflits, voire son potentiel à les attiser. Pour les citoyens qui partagent cette vision, la fédéralisation du pays répond à une volonté de résoudre les conflits ; or, au vu de la répétition de crises communautaires, l'objectif n'a pas été atteint. Plus grave peut-être, et en tout cas source de pessimisme chez certains, le fédéralisme cause de nouveaux conflits. Le participant K3 résume ainsi cette vision sur sa carte mentale avec la formule « conflictregulerend maar ook conflictveroorzaker ». On retrouve cette tension sur la carte du fédéralisme de la participante K4 (Figure 4.3). Cette dernière indique ainsi :

> ik heb vooral veel gevoelens opgeschreven denk ik en dingen. Ik heb geschreven vrij veel politici, ruzie, verschillen, vervreemding, egoïsme, veiligheid, welvaart en flexibiliteit. Te veel verkiezingen, politiek impasse, nationalisme of niveaus van de regio's, onwetendheid van de bevolking. Ja, ik heb 1970, ik hoop dat dat juist is euhm, breuk euhm een breuk […] breng stabiliteit, belangenconflict, media plus mediaspel, onwetendheid van de bevolking had ik al gezegd en koning of andere centrale personen.

Les sentiments, plutôt négatifs (notamment trop d'hommes politiques, conflit, impasse politique, égoïsme, aliénation ou encore différences) sont rassemblés au centre de sa carte du fédéralisme, alors que les éléments plus factuels (*dingen* pour reprendre son expression) tels que le Roi ou une personne centrale et l'Europe ont été placés en périphérie.

Figure 4.3 Carte du fédéralisme de K4

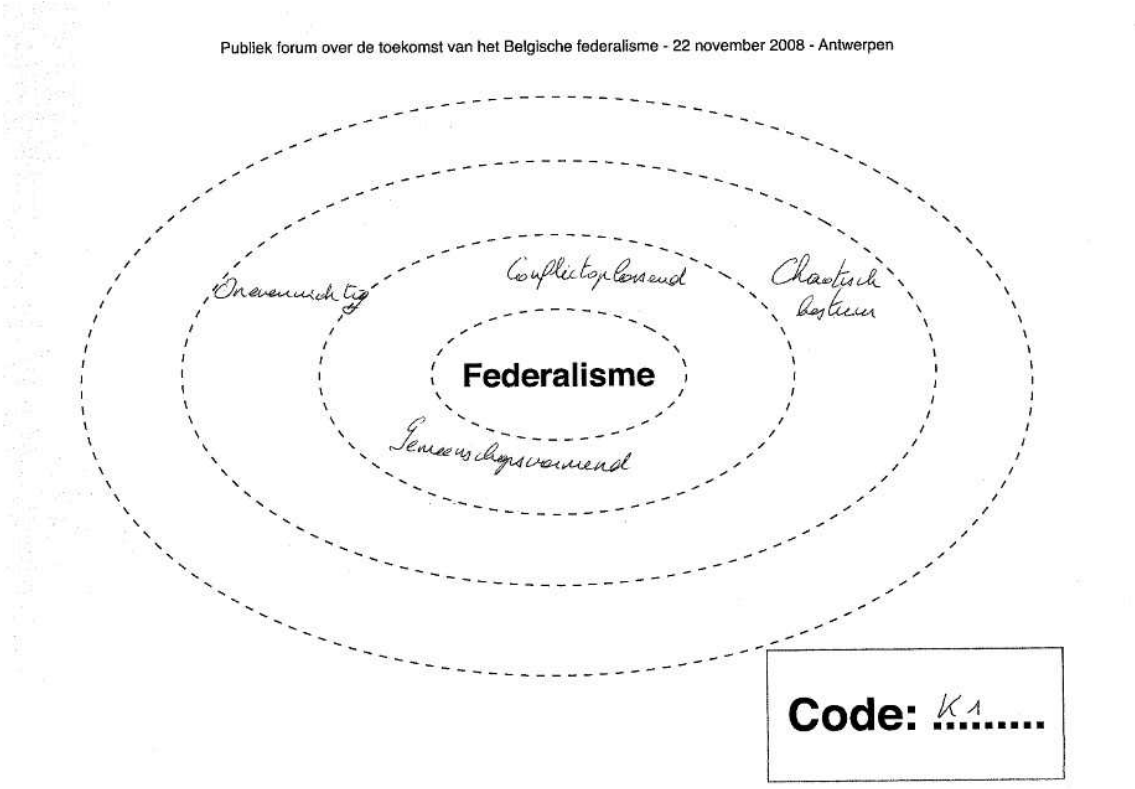


Si la carte du fédéralisme de K4 renvoie à une vision négative du fédéralisme, on y retrouve, toutefois, quelques éléments positifs et notamment la remarque « 1970 = breuk maar brengt stabiliteit », indiquant que l'année 1970 marque une rupture voire une cassure mais qui apporte une certaine stabilité, ou en tout cas qui devrait apporter la stabilité. C'est exactement le cœur du paradoxe du fédéralisme que nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises. Dans une société multinationale, un arrangement institutionnel fédéral est censé apaiser les tensions mais, dans les faits, il peut contribuer à les perpétuer et à conduire le pays sur la voie de la séparation. On retrouve ici les deux sens – négatifs – du fédéralisme qui avaient été mis en évidence, dans le chapitre précédent, chez nombre de citoyens belges francophones et plus particulièrement chez les unionistes. Ces derniers voient le fédéralisme comme la moins mauvaise solution et quasi-simultanément comme la voie inexorable vers le séparatisme. Ainsi, certains citoyens néerlandophones partagent cette double vision – négative – du fédéralisme belge.

La deuxième dynamique négative repose sur une perception d'inefficacité (*inefficiëntie*) du fédéralisme belge. Pour les participants qui partagent cette vision, le système est bloqué et ne fonctionne pas. Ainsi pour le participant N4 : « je kunt concluderen dat het

federalisme zoals het nu is dat het niet werkt. Euhm omdat het geen zuiver federalisme is omdat we met […] confederalisme, utilitarisme en federalisme zitten. Dat zorgt dus voor tegenstellingen, dat werkt niet ». Pour le citoyen K1, la raison de l'inefficacité du système fédéral belge trouve son origine dans l'obligation de conclure des accords qui eux-mêmes créent plus de blocages : « Er moet een beslissing komen en we gaan daar rap proberen een overeenkomst of een compromis te sluiten en dat blijkt dan achteraf gewoon niet te werken of nog meer spanningen op te roepen en men is eigenlijk zo al een paar tientallen jaren bezig ». Sa carte du fédéralisme illustre cette perception négative.

Figure 4.4 Carte du fédéralisme de K1



K1 : […] langs de ene kant is federalisme in België conflictoplossend en gemeenschapsvorderend en aan de andere kant ook onevenwichtig en vaak leidend tot chaotisch bestuur.
M : Ja, eerder een aantal minder positief geconnoteerde termen
K1 : Ja

Si le participant K1 voit le fédéralisme comme *conflitcoplossend*, comme une solution au conflit, il l'associe également à quelque chose de non équilibré (*onevenwichtig*) et menant souvent à une gestion, une gouvernance chaotique (*chaotisch bestuur*). Il confirme, par ailleurs, que ce sont plutôt des termes connotés négativement. Cependant, tous les

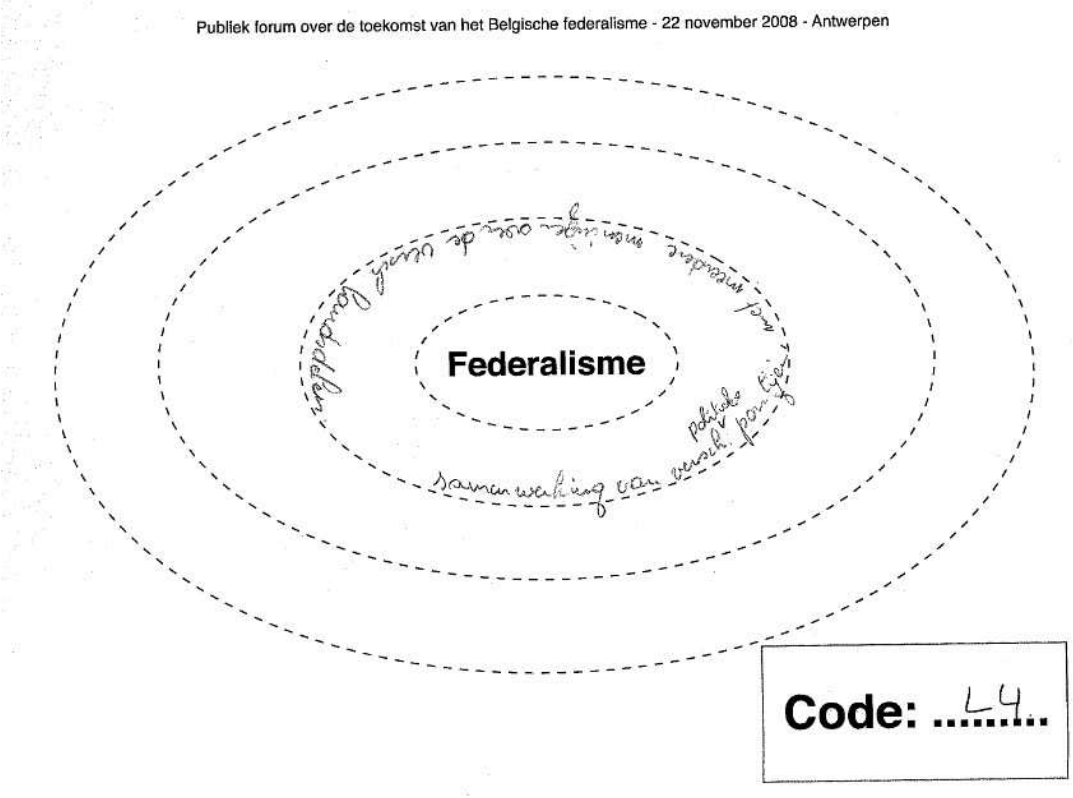
participants ne s'accordent pas pour dire que le système est inefficace, comme en atteste cette discussion dans le groupe M :

> M : Ok. Wat denken jullie eigenlijk over de efficiëntie van het staatsbestel en de efficiëntie van individuele regeringen in het land. Het zijn er behoorlijk veel dus. Het belangrijkste is dus misschien gewoon de Waalse, Vlaamse en de nationale.
> M2 : *Ik denk dat het duidelijk is dat dit op dit het moment het probleem is, de efficiëntie*
> M3 : *Daar ben ik het niet mee eens.* Ik heb heel veel bewondering voor heel wat politiekers die hun werk goed probéren te doen, maar die omwille van remmingen, omwille van situaties moeten rekening houden met dat amendement en met dit ondertussen opgekomen probleem. Maar die toch hun werk proberen te doen.
> M4 : *Ja maar ik denk dat het algemene kader het zelfs niet altijd meer toelaat dat mensen die echt wel hun werk goed willen doen, het nog goed kunnen doen. Want volgens mij dat probleem van het huidige federalisme is volgens mij dat er wetten worden geschapen, ik spreek dan bijvoorbeeld over taalfaciliteiten die niet uitvoerbaar zijn. Die in de theorie misschien op papier als je de hele taalwetgeving leest en je gaat dat helemaal uitpluizen die er misschien wel goed uitzien maar in de praktijk niet uitvoerbaar zijn.* Omdat we niet de mensen hebben, voldoende ambtenaars hebben die tweetalig zijn of wat Duits betreft die ook nog eens de juiste taal spreken op de juiste dienst. Er zijn altijd achterpoortjes bijvoorbeeld in de taalwetgeving staat er ja elke dienst moet zo samengesteld zijn dat er minstens één bediende aanwezig is die bijvoorbeeld het Duits machtig is. Maar als die mens twee keer per week op die dienst werkt en ziek is of op vakantie is dan heeft de burger die op dat moment naar de dienst gaat pech. *Dus eigenlijk denk ik dat veel structuren in het huidige federalisme gewoon niet uitvoerbaar zijn, maar wel er in theorie mooi uitzien.*

Si plusieurs sens négatifs distincts se dégagent du panel citoyen, on trouve également des sens positifs au fédéralisme belge. La troisième façon de percevoir le système fédéral combine des éléments négatifs avec des éléments positifs. Tout d'abord, les membres de ce groupe considèrent le système fédéral belge comme la meilleure solution pour garantir la coexistence pacifique entre les néerlandophones et les francophones. C'est ainsi que L4 voit le fédéralisme comme une « samenwerking met verschillende politieke partijen met meerdere meningen over verschillende landsdelen en dat er op die manier beter en sterker zullen staan » (Figure 4.5). Elle précise :

> L4 : Ja ik heb opgeschreven: samenwerking met verschillende politieke partijen met meerdere meningen over verschillende landsdelen en dat er op die manier beter en sterker zullen staan, ook ten opzichte van, ik zeg het weer […]. Dat die sterker zullen staan ten opzichte van andere landen. Dus dat er meer mogelijkheid is voor de verschillende ideeën tegen mekaar uit te spelen, denk ik.

Figure 4.5 Carte du fédéralisme de L4



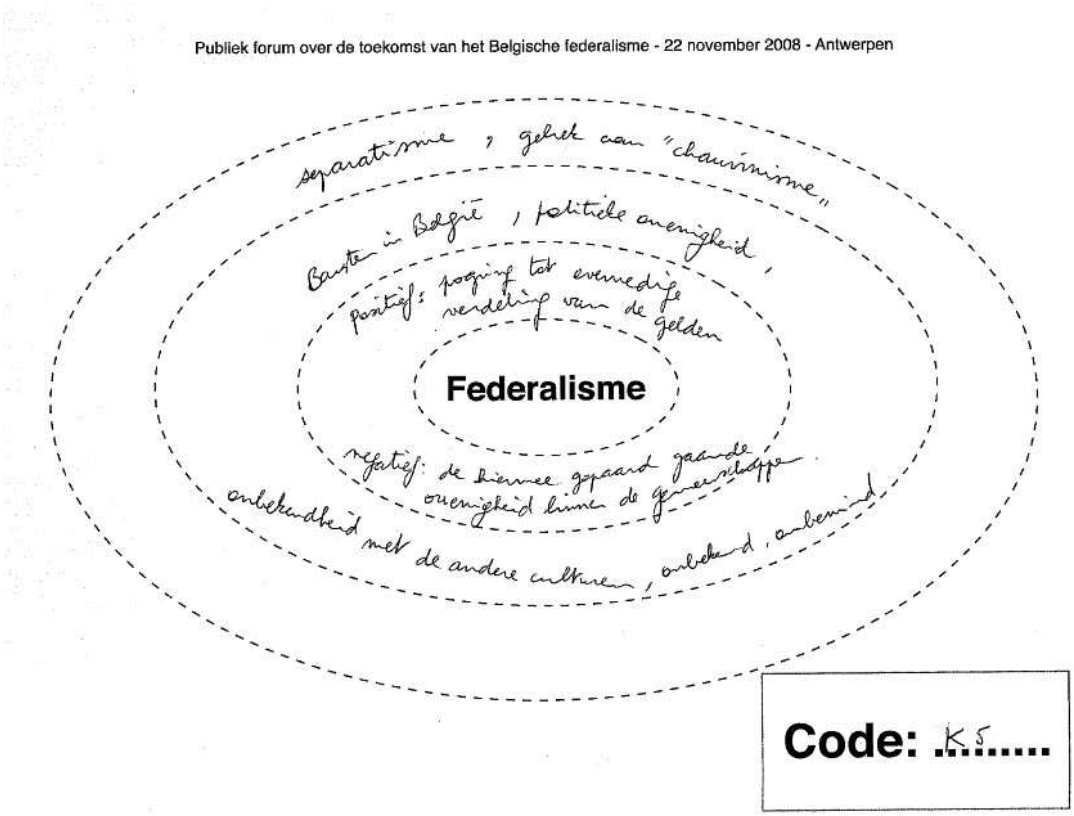
Pour cette participante, le fédéralisme signifie la collaboration entre les différents partis qui représentent plusieurs points de vue et entités permettant ainsi de renforcer l'ensemble. Cette vision correspond largement aux définitions classiques du fédéralisme rappelées dans l'introduction : l'unité dans la diversité ou encore la combinaison de *self-rule* et *shared rule*, chère à Daniel J. ELAZAR[466]. Ensuite, dans une perspective similaire, ces participants estiment que le fédéralisme constitue un remède contre le séparatisme. Dans un extrait, la participante L4, suivie du participant L3, opine dans cette direction :

M : Dus u ziet eigenlijk federalisme vooral tegenover separatisme als ik het goed begrijp?
L4 : Ja
L3 : Ja

Le rejet du séparatisme revient d'ailleurs à plusieurs reprises dans les discussions et sur les cartes du fédéralisme, par exemple sur celle du participant K5 (Figure 4.6), et celui-ci se trouve éloigné du centre de la carte, du fédéralisme.

[466] Elazar, *Exploring Federalism*.

Figure 4.6 Carte du fédéralisme de K5



K5 : […] Ik denk bijvoorbeeld aan het federalisme dat is een mogelijk een poging geweest om België toch nog een beetje leefbaar te houden maar het heeft natuurlijk heel wat onenigheid veroorzaakt op politiek vlak natuurlijk en ik vrees natuurlijk... ik heb de vrees dat het altijd een beetje blijft onbekend onbemind op het moment dat men in de [merken] daar ook aangeduid. Als men in de media daarom een verkeerd beeld zou scheppen over de andere cultuur want daar gaat het toch om in Wallonië, ik heb het natuurlijk niet over Brussel specifiek, dan ik vind dat een beetje sneu mocht dat bijvoorbeeld dan leiden tot een separatisme bijvoorbeeld. Dat is ook hetgeen [dat ze in de tv scheppen] barsten in België, politiek onenigheid, separatisme. Denk dat de man in de straat niet echt weet dat andere culturen bestaan in die grenzen van België en dat dat in de media helaas ook mogelijk politiek terrein […].

Pour K5, le fédéralisme constitue un essai (*poging*) pour partager équitablement les richesses et plus généralement pour assurer que la Belgique soit viable (*leefbaar*) mais, d'autre part, il cause et perpétue le désaccord entre les communautés, d'autant plus que la connaissance de l'autre communauté est faible voire inexistante. Dans ce contexte, les médias, selon ce participant, ne jouent pas un bon rôle. Ainsi, la distinction entre les éléments positifs et les éléments négatifs structurent véritablement sa carte. Cette opposition constitue une caractéristique récurrente de plusieurs cartes, en particulier celles qui expriment principalement un ressenti (et non pas des éléments d'ordre institutionnel).

Enfin, la solidarité entre les différentes régions du pays représente un élément positif au cœur du fédéralisme belge. Toutefois, si tout le monde s'accorde pour dire que la solidarité est importante, une divergence importante apparaît entre ceux qui souhaitent maintenir des transferts financiers entre les entités fédérées belges et ceux qui s'opposent à une solidarité intra-belge et privilégient une solidarité intra-européenne. Le long échange suivant entre plusieurs membres du groupe L illustre cette tension et montre l'émergence de points de vue intermédiaires :

M : Over die solidariteit? […] De impact van de Belgische federale staat op die solidariteit. Wat heeft de ... want er zijn een paar mensen die solidariteit hebben opgeschreven dus die inderdaad solidariteit dachten bij het woord federalisme. Zou je daar iets over kunnen zeggen? In welk opzicht?
L5 : *Dat is veel gezegd he, [de groene] van een aantal mensen kun je solidair zijn he, met tweeën solidair zijn kun je... maar met tienduizend van een bepaald geheel kun je wel solidair zijn.*
M : Solidariteit speelt een belangrijke rol ook in de toekomst van de Belgische staat. Dat is iets waar rekening mee moet worden gehouden?
L5 : *Ja, ik vind dat wel. Als er valt nu een […]egoïsme.*
M : En hoe dat de relatie nu is, de economische relatie tussen de verschillende delen van het land. Hoe percipiëren jullie dat of wat denken jullie daarvan?
L2 : *Ik denk van burger tot burger dat dat vrij simpel is. Dat er altijd een vorm van solidariteit geweest is.* De Vlamingen zijn gaan werken in Wallonië, de Walen zijn komen werken in Vlaanderen. Het is de regering die gewoon in de knoop zit en gelijk halen. Mij stoort dat niet van met de ene buurman Frans, met de andere Engels en met de andere als het moet nog een andere taal te spreken. Het is de gewone burger op zich die maakt er zich geen problemen van. Het is hogerop dat ze […] spelen, een soort van machtswellust begonnen zijn en doorgezakt zijn naar misbruik en dat er alleen doffe ellende is. Dat je niet meer vooruit of achteruit kunt. En zo werk je revolutiesfeer absoluut en dat is niet de bedoeling.
[…]
L6: *Wat ook ik heb ingevuld dat er solidariteit moet zijn binnen een volk binnen één land, zelfs voor mijn part tussen Vlaanderen en Walen enzo. Geen enkel probleem. Maar natuurlijk solidariteit is een vrijwillige, zelf controlerende bijdrage. Als je ziet dat Nederland bijvoorbeeld 2 miljard aan de Europese Unie geeft dan vind ik dat ze schandalig veel geven en Vlaanderen met hun 6 miljoen inwoners ieder jaar 10 miljard aan Wallonië. Als ze het nodig hebben, geen probleem, maar we kunnen het niet controleren. We kunnen het niet zelf zeggen we betalen het niet, we willen minder betalen of meer betalen, zelfs dat kunnen we niet.* En dan is er nog een probleem van de sociale zekerheid, de uitkeringen worden uitbetaald via het Belgische organisaties zoals vakbonden enzo, de laatste nog die België recht houden. Dus daar... ik heb geen probleem met solidariteit... ik ben zelfs voorstander van een staatsgestructureerde sociale zekerheid, want ik walg van het liberaliseren van zulke dingen en egoïsme en individualisme vind ik ook maar niets, maar het mag geen doffe verplichting zijn waar geen democratische controle op is en daar heb ik wel een probleem mee. Ook het is buiten proportie. Het is meer dan in verhouding dan in West - Duitsland alleen al betaalt met de éénmaking van Duitsland. Dat is gewoon totaal buiten proportie en daar heb ik wel problemen mee.
M : Dus voor u is het eigenlijk als ik het goed begrijp de Belgische staat en het behouden van solidariteit staan niet noodzakelijk met elkaar in verband? Dus je kunt solidariteit behouden en...
L6 : Absoluut, met de Europese Unie toen dat Portugal en Spanje erbij kwamen, nu zijn dat leuke vakantieoorden maar als je dertig jaar geleden ging kijken dan na het vreselijke regime van Franco waren dat ontwikkelingslanden. Maar als je daar nu naartoe gaat overal worden gesubsidieerd door de Europese Unie, wegen worden aangelegd, als er indertijd met zijn... is

het niet tussen 6 miljoen en 4 miljoen mensen waarin een Europese Unie, *een heel Europese continent onderling solidair te zijn.* […] *Die solidariteit moet je buiten de Belgische structuur zien.* Je kunt het ook altijd zien in mensen die solidariteit hoog in het vaandel dragen die zich in het Belgische conservatieve systeem blijven denken. Ik vind dat zeer beangstigend en raar.
M : Heeft daar iemand nog een commentaar op geven? Is het iemand daar mee eens of niet mee eens? Ook andere opmerkingen...
L3 : *Ik zou daar toch nog even op willen inpikken want als je dat dan ziet van je wilt eerder een regionaal. Je neemt [dan ook meer als Vlaanderen] wel dan voorspel ik dat... want alles versnelt dat het geen tien jaar duurt vooraleer men zegt, ah maar West - Vlamingen die willen niet meer solidair zijn met de Antwerpenaren en Antwerpenaren niet meer solidair zijn met Limburg.*
[…]
L1 : […] *één van de grote middelpuntvliedende krachten is de solidariteit op de sociale zekerheid omdat de mensen dat willen en dat vooral daar heb je de radicale ideologen die zich gaan splitsen en andere dingen die je dan moet... solidariteit werkt alleen maar als je met meer bent en hoe meer, hoe beter dat die solidariteit kan werken.*

Afin de compléter ce découpage en trois positions saillantes (perception négative – attise les conflits –, perception négative – inefficacité –, perception négative et positive), d'autres thématiques de la dimension « perception politique » doivent être intégrées dans l'analyse.

2. La confiance dans les institutions

Comme nous l'avions effectué pour le panel liégeois, compléter l'étude de la perception politique par les données sur la confiance dans les institutions offre une mise en perspective de la perception du système fédéral et de ses institutions. De cette analyse, ressortent quatre postures : les participants qui font confiance aux institutions quelles qu'elles soient, ceux qui ne le font pas, ceux qui font plus confiance aux institutions fédérales qu'aux institutions flamandes et ceux qui, à l'inverse, font plus, voire uniquement, confiance aux institutions flamandes. Le Tableau 4.5 qui présente une lecture individualisée des résultats du questionnaire reflète bien ces différentes positions qui sont confirmées dans les discussions en focus groupes.

Tableau 4.5 Confiance dans les institutions

	Confiance dans l'État fédéral		*Confiance dans les Autorités flamandes (Vlaamse overheid)*	
	T1	T2	T1	T2
K1	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Assez**	**Assez**
K2	Beaucoup	Beaucoup	Assez	Assez
K3	**Assez**	**Assez**	**Peu**	**Peu**
K4	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**
K5	Assez	Assez	Assez	Assez
K6	Assez	Assez	Assez	Assez
L1	**Peu**	**Peu**	**Peu**	**Peu**
L2	Pas du tout	Assez	Pas du tout	Pas du tout
L3	Beaucoup	Assez	Assez	Peu

L4	Assez	Assez	Assez	Assez
L5	Assez	Assez	Assez	Assez
L6	Pas du tout	Pas du tout	Assez	Assez
M1		Assez		Assez
M2	Peu	Peu	Peu	Peu
M3	Beaucoup	Beaucoup	Beaucoup	Beaucoup
M4	Assez	Assez	Assez	Assez
M5	Assez	Peu	Beaucoup	Beaucoup
M6		Beaucoup		Assez
N1		Beaucoup		Assez
N2	Assez	Assez	Peu	Peu
N3	Peu	Assez	Peu	Assez
N4	Beaucoup	Beaucoup	Beaucoup	Beaucoup
N5	Peu	Peu	Assez	Peu

Ainsi, le participant K1 représente la position d'une confiance exclusive dans les institutions flamandes, tandis que K3, à l'inverse, accorde une plus grande confiance à l'Autorité fédérale. K4, quant à lui, a confiance dans les deux institutions et L1 dans aucune des deux. L'extrait suivant du groupe L illustre plusieurs de ces positions :

M : Hebben jullie vertrouwen in de regeringen?
<gelach>
L1 : Leterme mag voor mij gaan beleggen.
M : Meer vertrouwen in het Vlaamse dan in het federale?
L1: *Dat is hetzelfde.*
L6 : *Misschien de financiële resultaten in Vlaanderen zijn iets hoopgevender maar daar wordt steeds, daar is ook een proportie wantrouwen.*
L2 : *Wat hoopgevender*
L1: Ze kunnen het momenteel nog beter verkopen totdat er ook eens effkes, [het proces van de potten afkomen]

Par ailleurs, les raisons données pour une confiance plus élevée pour la Flandre ou pour l'État fédéral ne trouvent pas les mêmes origines. Les personnes qui montrent une confiance exclusive pour les autorités flamandes ancrent leur perception dans une perspective institutionnelle. Dans ce cas, la confiance est endogène[467]. Ainsi, celle-ci est la conséquence – et non la cause – de la performance institutionnelle[468]. Par conséquent, selon cette perspective, la confiance est accordée aux institutions flamandes car elles fonctionnent bien, au contraire des institutions fédérales. À l'inverse, la confiance envers ces dernières s'inscrit moins dans une logique institutionnelle que dans une logique historique voire culturelle[469]. La confiance dans les institutions fédérales est alors exogène

[467] Sur cette approche, on pourra consulter notamment James S. Coleman, *Foundations of social theory* (Cambridge : Harvard University Press, 1990) ; Hetherington, « The Political Relevance of Political Trust ».
[468] William Mishler et Richard Rose, « What Are the Origins of Political Trust? Testing Institutional and Cultural Theories in Post-communist Societies », *Comparative Political Studies* 34, n°1 (2001).
[469] Plusieurs travaux importants ont été consacrés à cette approche culturaliste : Gabriel A. Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations* (Princeton : Princeton University Press,

au système politique lui-même et se forge plus généralement dans une perception positive de la Belgique, même si la performance de ces institutions ne donne pas toujours satisfaction, comme nous l'avons vu dans la section précédente. Finalement, la confiance dans les institutions est intrinsèquement liée à la confiance dans les hommes politiques et plus précisément au rôle qu'il leur est attribué dans les conflits communautaires.

3. Les hommes politiques et les conflits communautaires

Les femmes et les hommes politiques animent indéniablement la dynamique fédérale en Belgique et les institutions qui la gouvernent. Comment sont-ils perçus ? Le sont-ils différemment s'ils sont néerlandophones ou francophones ? Sont-ils les principaux responsables des conflits communautaires en Belgique ? La confiance à l'endroit des hommes politiques est faible. En outre, la différence entre les hommes politiques francophones et les hommes politiques néerlandophones est minime. Plus fondamentale qu'une stricte lecture d'un niveau de confiance pris dans l'absolu, la question de savoir si les hommes politiques sont les principaux responsables des conflits communautaires comporte ces deux perspectives.

En effet, les hommes politiques peuvent être vus comme détachés de leur base culturelle – qui ne se reconnaît pas dans les conflits communautaires – et c'est pourquoi les citoyens les considèrent comme les principaux responsables de ceux-ci. Inversement, si les citoyens se sentent en phase avec leurs représentants, ils ne les verront donc pas comme les uniques responsables. Par ailleurs, la dimension institutionnelle peut également influencer les conflits communautaires ou alors être le résultat de jeux politiques dans le chef des politiciens. *A priori*, au regard des réponses données, il semble que la vision dominante consiste à rejeter la faute des conflits communautaires sur les hommes politiques. Cependant, si l'on pousse l'analyse dans l'ensemble du corpus notamment dans l'extrait du groupe K ci-dessous, le constat qui en sort est plus diversifié.

> K4 : […] er zijn twee dingen die de publieke opinie mee versterken. Dat zijn de media die dus nu wel gesplitst zijn, onafhankelijk van elkaar functioneren en langs de andere kant de politici die hen voor een stuk informatie ook geven. Als politici, het gaat hier over de

1963) ; Ronald Inglehart, « The Renaissance of Political Culture », *The American Political Science Review* 82, n°4 (1988) ; Robert D. Putnam *et al.*, *Making democracy work : civic traditions in modern Italy* (Princeton : Princeton University Press, 1993) ; Ronald Inglehart, *Modernization and postmodernization : Cultural, economic and political change in 43 societies* (Princeton : Princeton University Press, 1997). Toutefois, ce courant n'a pas manqué d'être critiqué de plusieurs perspectives : voyez, par exemple, Robert W. Jackman et Ross A. Miller, « A Renaissance of Political Culture? », *American Journal of Political Science* 40, n°3 (1996) ; Margaret Levi, « Social and Unsocial Capital : A Review Essay of Robert Putnam's Making Democracy Work », *Politics Society* 24, n°1 (1996) ; Michael W. Foley et Bob Edwards, « Is It Time to Disinvest in Social Capital? », *Journal of Public Policy* 19, n°2 (1999) ; Mitchell A. Seligson, « The Renaissance of Political Culture or the Renaissance of the Ecological Fallacy? », *Comparative Politics* 34, n°3 (2002).

kieskring, als politici niet zich moeten of ook campagne moeten voeren in andere delen van het land dan gaan zij gewoon een soort mentaliteit creëren. Ik zeg niet... dat verschilt van politici, *maar zij versterken dat zo enorm omdat zij gewoon weten dat als we daarop spelen dan kunnen we er punten op scoren, het is simpel gezegd, dan kunnen we daar punten op scoren enzo enzo. Dan krijg je gewoon een enorme breuk die nu de laatste jaren in mijn ogen vooral te wijten is aan politici.*
M : Wilt u daar op reageren?
K6 : Ja dat u zei in het algemeen de Franstaligen, maar *ik heb altijd het gevoel dat de meningen tussen Vlamingen en Franstaligen niet zo ver uiteen lopen.* Maar dat je wel doordat de politieke voorkeur in Wallonië net iets anders ligt en een iets linkser stemprofiel hebt van politici die verkozen geraken dat ge in politieke kringen wel grote verschillen kunt krijgen. Eigenlijk is dat niet zo verschillend van wat u zegt. *Maar in het algemeen heb ik niet het gevoel dat de meningen tussen Vlamingen en Franstaligen zo sterk uit elkaar liggen maar ik denk wel dat dat in de politieke vertegenwoordiging die daaruit voortkomt de verschillen groter zijn.* Dat je meer linkser ... dat eigenlijk ook de christendemocraten dat die daar een linkser profiel aanneemt dan hier bij ons.
M : Willen jullie beide misschien nog reageren?
K2 : *Ik denk dat je een onderscheid moet maken tussen mensen van de straat en politici en zonder gewoon te veralgemenen te zeggen de Franstaligen tegen de Vlamingen* want er is een omvangrijke diversiteit en.

Si l'on observe une volonté, chez certains participants, de distinguer les hommes de la rue des hommes politiques (*een onderscheid moet maken tussen mensen van de straat en politici*) et donc de rendre ces derniers principalement responsables des conflits communautaires, d'autres participants estiment que les conflits communautaires ne sont pas uniquement de la responsabilité des hommes politiques mais qu'ils résultent des différences importantes entre la Flandre et la Wallonie ; dans ce cas, les hommes politiques sont co-responsables – avec les citoyens – des conflits. Dans ce contexte, les médias sont volontiers pointés du doigt.

4. Les médias et les conflits communautaires

Dans le corpus de données, on remarque d'emblée que la perception des médias est généralement plutôt négative : d'une part, les participants considèrent que les médias des deux côtés de la frontière linguistique colportent des clichés sur l'autre communauté et, d'autre part, ils sont peu nombreux à avoir confiance dans les médias. Il faut, toutefois, aller au-delà de ce premier portrait pour identifier les différentes positions sur ce sujet. Dans le long extrait suivant tiré du groupe N, plusieurs points de vue sur le rôle des médias, en général, et dans les conflits communautaires, en particulier, émergent :

N4: *De media spelen een heel vuile rol in heel die staatsvorming, in heel die discussie.* Een Franstalig of Brusselaar wordt in de media afgeschilderd als een franskiljon, een federalist en ze willen ons Vlaanderen overnemen en ze spreken alleen maar Frans en voor Vlaanderen [dat verschilt] in de Franstalige pers. Als een neonazi die bij het minste de rechterarm strekt en heil Hitler roept. *Dus ja eigenlijk zo echt de media moet worden dat Vlamingen en Walen onbewust in twee kampen worden verdeeld.* Terwijl ik denk als je aan alle mensen zou vragen en een enquête op straat zou doen: hebt u persoonlijk problemen met Walen of hebt u persoonlijk problemen met de Vlamingen. *De mensen dadelijk gaan zeggen... eigenlijk niet.* Misschien werk gerelateerd dat er wel wat spanningen gaan zijn, maar dat heb je met andere collega's ook. *Maar echt diep binnenin denk ik niet dat Vlamingen en Walen een probleem hebben met elkaar.* Maar zolang in het media

wordt afgespiegeld, idem met politici. […] Ik denk media speelt een heel grote rol, maar dat wordt wel politiek gespeeld.
[…]
N2 : […] Maar je kan het ook gewoon als, veel mensen kijken naar televisie gewoon om zich te ontspannen. *Maar het is ook heel erg gesplitst.* Ik denk nog maal, ja één keer verschillende jaren geleden voor Eurosong voor kids of zo was er ene keer een samenwerking tussen de RTBF geloof ik dus met de VRT. *Ik vond het eigenlijk een super goed idee want zo werden de kinderen aangezet de beide landstalen te leren, om interesse te hebben in elkaar ook. Ik weet niet waarom maar men doet het nu niet meer*
M : Jaja
N4 : Af en toe zie je het wel nog eens met De Standaard en Le Soir die dingen samen doen. *Het zou meer mogen gebeuren.*
N2 : Absoluut
N3 : *Ik weet niet... Ik ben het niet eens met...*
N4 : Zeg maar…
N3 : Ik denk dat mensen... ja ik weet niet of ik dat zo mag zeggen. *Volgens mij kijk je naar je krant of naar je media en zoek je gewoon bevestiging in uw eigen ideeën. Zoals mens per definitie anti-waals of zoiets heeft, gaat die […] ziet die schandalen in Charleroi, zegt : kijk ik heb gelijk verdomd.* Maar dan dan heeft [politie aangegeven] schandaal is geweest in Mechelen met de [bouwman]. Er zijn daar ook schandalen. Maar het is eigenlijk... *je zoekt gewoon in de media, je kijkt uit in de krant wat u gelijk brengt.* Dju het is toch wel goed dat die Dedecker daar ne smeerlap, of omgekeerd en dan zeg je al die anderen zijn […]. *Terwijl dat media volgens mij hun best doen om alles te te... Ik zeg niet dat goed genoeg is. Ik heb daar geen zicht op, ik ben geen deskundige maar ik denk wel dat ze goed genoeg hun best doen. Ja.*
N1: De media [functioneert] veel beter dan euhm laat staan tien jaar geleden, vijftien jaar geleden.
[…]
N5 : Euh ik denk dat je ook niet... enfin wat wilde *ik nu zeggen euhm media zijn helemaal niet zo machtig, machtig. Ze zijn wel een machtig instrument maar ze hebben niet zoveel te vertellen eigenlijk.* Uiteindelijk als je het globaal bekijkt zijn de media die wij hier in Vlaanderen hebben maar marginale media. […] Er is geen groot antwoord van politieke analisten, zeker niet door grote goed politieke analisten. Dus kan die mening nogal snel ontstaan. Dat kan ook echt snel uitspreken, met slordige berichtgeving verzorgen of eens […]
M : Ja
N4 : Ja
N5 : Enfin dat is niet hun fout echt. Dat komt gewoon door de situatie, we zijn maar een klein landje.

De la lecture de ces échanges et des autres données du corpus, que peut-on retenir ? Tout d'abord, il y a un sentiment de séparation entre les médias néerlandophones et les médias francophones. La participante N2 dit ainsi : « […] het is ook heel erg gesplitst ». Ensuite, pour certains les médias jouent un « très sale rôle » (*heel vuile rol*), pour reprendre l'expression du participant N4, dans les tensions communautaires. Qu'ils soient francophones ou néerlandophones, ils renforcent les préjugés et les clichés, perpétuant ainsi le clivage communautaire. Face à cette vision, d'autres points de vue se démarquent. Un premier partage ce jugement négatif mais nuance les conséquences de l'action des médias sur les citoyens ; en d'autres termes, certains participants (comme N3, par exemple) estiment que les médias n'apportent pas une information objective car leurs audiences

souhaitent plutôt être confirmées dans leurs préjugés. Par ailleurs, un autre point de vue consiste à dire que les médias ne sont finalement pas si puissants que cela (c'est celui de N5). Si nombre de participants développent une perception plutôt négative des médias, il demeure plusieurs personnes qui croient dans la qualité des médias et dans leur potentiel unificateur. Ainsi, d'aucuns apprécient les initiatives intercommunautaires de certains médias, notamment entre la RTBF et la VRT ou encore entre les journaux *De Standaard* et *Le Soir*, et appellent à les poursuivre (par exemple, N2).

Dans un pays où il n'existe non pas une, mais deux sphères publiques médiatiques[470] – mais également politiques et culturelles[471] –, les médias participent à la dynamique fédérale. Cependant, la perception du rôle de ceux-ci varie largement d'un citoyen à l'autre et il faut dépasser une représentation purement négative des médias que l'on pourrait penser déceler au premier abord. Les participants au panel citoyen d'Anvers ne s'accordent pas sur une seule perception des médias et, en fait, montrent des opinions divergentes sur le sujet. Ici encore, la volonté d'identifier des profils de citoyens – plutôt que de penser les citoyens en termes globalisants ou homogènes – prend tout son sens. Dans cette perspective, il reste deux thématiques à aborder avant de pouvoir tirer la synthèse de l'étude de la perception politique : d'abord, les visions des participants sur leur propre région, ensuite, la présence éventuelle d'une culture fédérale.

5. La Flandre vu de Flandre

Dans l'exploration des différentes facettes de la perception politique des citoyens, nous nous sommes jusqu'à présent concentrés sur la perception du système fédéral, d'une part, et sur la (re)présentation des acteurs et des institutions, d'autre part. Il est une troisième composante à ne pas négliger : la communauté. Si dans le cadre analytique développé dans le deuxième chapitre, les identités et sentiments d'appartenance ont été identifiés comme une dimension spécifique des perceptions, la perception de la Flandre en tant que telle par les participants peut s'étudier comme une thématique de la perception politique. Il s'agit de s'interroger à propos de comment les participants voient la Flandre, par rapport au reste de la Belgique. Plus précisément, quatre questions sur ce sujet étaient

[470] Voyez, par exemple, Dave Sinardet, « Politiek en pers in de Belgische communautaire maalstroom : Samenleven onder een lekkend dak », in *'Quo Vadis Belgica ?'*, Carl Devos (dir.) (Gand : Academia Press, 2006) ; Dave Sinardet, « Wederzijdse mediarepresentaties van de nationale andere. Vlamingen, Franstaligen en het Belgische federale samenlevingsmodel » (Universiteit Antwerpen, 2007).

[471] D'une certaine mesure, un des rares domaines qui connaît encore une sphère publique « nationale » est le sport professionnel, même si certaines fédérations se sont scindées et que d'autres, comme la fédération de football, connaissent des tensions.

posées dans le questionnaire. Est-ce que la Flandre forme une nation distincte du reste de la Belgique ? Paye-t-elle trop pour les autres Régions et Communautés ? Est-il normal qu'un grand nombre de néerlandophones revendique plus d'autonomie pour la Flandre ? Une identité flamande est-elle compatible avec une identité belge ? Le Tableau 4.6 offre une vue individuelle des réponses de chaque participant au *Publiek forum*.

Tableau 4.6 La Flandre vu de Flandre

	La Flandre paye trop pour les autres R. et C.		*La Flandre forme une nation distincte du reste de la Belgique*		*Il est normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre*		*Une identité flamande est compatible avec une identité belge*	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
K1	**T. à f. d'accord**	**Plutôt d'accord**	**T. à f. d'accord**	**T. à f. d'accord**	**T. à f. d'accord**	**T. à f. d'accord**	**Pas d'accord du tout**	**Plutôt pas d'accord**
K2	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**T. à f. d'accord**	**T. à f. d'accord**
K3	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord
K4	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord
K5	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord		Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord
K6	**Pas d'accord du tout**	**Plutôt pas d'accord**	**Pas d'accord du tout**	**Pas d'accord du tout**	**T. à f. d'accord**	**Plutôt d'accord**	**T. à f. d'accord**	**T. à f. d'accord**
L1	Plutôt d'accord	Pas d'accord du tout		Pas d'accord du tout	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord
L2		Pas d'accord du tout		Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout		T. à f. d'accord
L3	T. à f. d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord
L4	**Plutôt d'accord**	**Plutôt d'accord**	**Plutôt d'accord**	**Plutôt d'accord**		**Plutôt d'accord**	**Plutôt d'accord**	**Plutôt d'accord**
L5	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord
L6	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout
M1	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord
M2		Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord
M3	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout
M4		Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord

M5	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord
M6		Pas d'accord du tout		Pas d'accord du tout		Pas d'accord du tout		T. à f. d'accord
N1	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord			Plutôt d'accord		Plutôt d'accord
N2	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord
N3	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord		Plutôt d'accord
N4	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Pas d'accord du tout	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	T. à f. d'accord	T. à f. d'accord
N5		Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	T. à f. d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt d'accord

Dans la perspective de dégager *in fine* des idéaux types, il s'agit de chercher les schémas de réponses en analysant individuellement les réponses aux différentes questions. De cette analyse ressort quatre schémas génériques. Premièrement, certains participants refusent catégoriquement de considérer la Flandre comme une nation distincte du reste de la Belgique et ils rejettent les revendications pour plus d'autonomie. Ils estiment que la Flandre ne paye pas de trop pour les autres Régions et Communautés. Toutefois, ils estiment que les identités flamande et belge peuvent être compatibles. C'est le cas, par exemple, des participants K2, K3, K4 ou encore N4[472]. Deuxièmement, un autre groupe de citoyens, comme K6 ou M4, pense que les identités sont compatibles, qu'il est plutôt normal de revendiquer plus d'autonomie, mais que la Flandre ne peut pas être vue comme une nation distincte et qu'elle ne paye pas trop. Troisièmement, il y a ceux qui considèrent la Flandre comme une nation distincte, qu'il est normal qu'un grand nombre de néerlandophones revendique plus d'autonomie pour la Flandre et que leur Région paye trop. Par ailleurs, à leurs yeux, les identités belge et flamande sont compatibles. Les participants L4, L5 et M5 répondent à ces caractéristiques. Quatrièmement, le dernier schéma de réponses consiste à être tout à fait d'accord avec les propositions indiquant que la Flandre est une nation distincte du reste de la Belgique, qu'il est tout à fait normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre, que celle-ci paye trop. Mais, selon cette perspective, les identités flamande et belge ne sont pas compatibles. Parmi ceux qui adhèrent à cette perception, on trouve K1 et L6.

[472] Dans le Tableau 4.6, les réponses du premier individu cité pour chaque schéma sont mises en évidence.

Une lecture individualisée des données permet ainsi de dégager des tendances qu'il est nécessaire d'appréhender dans une démarche idéaltypique. Au fur et à mesure de l'analyse du corpus, on voit ainsi émerger différentes positions qui sont inter-reliées et qui finalement constitueront des profils qui pourront être comparés entre eux et avec les profils dégagés dans les autres terrains de la recherche. Par exemple, le dernier schéma, représenté par les participants K1 et L6, s'inscrit dans une perception – très – négative du système fédéral belge en raison de son inefficacité, accompagnée d'une confiance exclusive dans les institutions flamandes. En termes d'évolutions, ces participants connaissent avant tout des changements d'intensité. Par contre, on peut observer au sein des trois autres schémas, des personnes dont les opinions évoluent assez fortement suite à la rencontre. Ainsi, la question de savoir si la Flandre paye effectivement trop – qui fait partie de l'imaginaire collectif[473] – voit des évolutions notoires allant principalement d'un acquiescement à cette question en T1 et d'une négation en T2. Si l'on prend, par exemple, les participants L1 et L3, tous deux s'accordent à dire que la Flandre paye trop pour les autres régions en début de journée alors qu'en fin de journée ils adoptent une position inverse. Les discussions en focus groupes concourent vraisemblablement à ce changement d'opinion. L'extrait du groupe L cité ci-dessus à propos de la solidarité reflète l'impact des échanges et notamment les réactions de L3 et L1 aux propos de L6 qui prône le remplacement de la solidarité intra-belge par une solidarité intra-européenne. Finalement, on voit transparaître de l'ensemble du corpus des données certaines évolutions tout comme des renforcements ou des changements d'intensité dans les opinions des participants.

6. Une culture fédérale chez les Belges néerlandophones ?

La question de l'existence d'une culture fédérale en Belgique est peu habituelle. Comme nous l'évoquions au chapitre précédent au moment de poser cette même réflexion dans le cadre du panel belge francophone, cela tient probablement largement au fait que la Belgique est une jeune fédération qui a connu et qui connaît encore des évolutions très fréquentes. Toutefois, s'interroger sur l'existence d'une vision fédérale du pays peut s'avérer instructif, surtout dans une perspective comparative. Parmi les citoyens belges francophones interrogés, on avait identifié trois profils possibles. On retrouve ces trois mêmes trajectoires chez les participants anversois.

[473] On trouve ainsi certaines images récurrentes à propos des transferts du nord vers le sud du pays telles que tous les ans, chaque famille flamande « paye » une – petite – voiture à chaque famille wallonne.

Premièrement, il y a ceux qui montrent une culture fédérale : ils estiment que le système fédéral est préférable, ainsi que de vivre dans un pays où il y a plusieurs langues et cultures, mais s'opposent à avoir un seul gouvernement. Deuxièmement, d'autres citoyens semblent avoir une culture fédérale *a priori* contradictoire car ils sont d'accord pour dire à la fois que le système fédéral est préférable à toute autre forme de gouvernement et que simultanément avoir un seul gouvernement est préférable pour gouverner un pays. Cette position semble paradoxale. Néanmoins, l'hypothèse formulée dans le contexte francophone semble être également valide pour le contexte néerlandophone au vu des analyses menées. Les participants répondent à la première question (« système fédéral est préférable ») dans le contexte belge[474] alors qu'ils répondent à la seconde (« avoir un seul gouvernement est préférable ») dans l'absolu. Troisièmement, un dernier schéma de réponses consiste à préférer un seul gouvernement et rejeter tout système fédéral – il y a donc absence de culture fédérale ; ce qui n'est toutefois pas un jugement de valeur. Enfin, dans la détermination de la présence ou non d'une culture fédérale, la question de savoir si les participants souhaitent vivre dans un pays où coexistent plusieurs langues et plusieurs cultures n'est guère discriminante. En effet, la grande majorité des participants, quelle que soit leur culture fédérale, préfère vivre dans un pays multilingue et multiculturel. Malgré les tensions communautaires, la plupart des citoyens réunis au *Publiek forum* ne désire donc pas vivre dans un pays plus homogène.

7. La perception politique : synthèse

Au terme de l'analyse systématique des indicateurs de la perception politique au travers des réponses aux questionnaires, des cartes du fédéralisme ainsi que des discussions en focus groupes, plusieurs positions génériques peuvent être identifiées en rapport avec les différentes thématiques abordées. Le Tableau 4.7 synthétise les résultats ; ceux-ci serviront à la construction des idéaux types de citoyens.

Tableau 4.7 Perception politique : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D	Position E
Perception négative du système fédéral (attise les conflits)	*Perception positive et négative du système fédéral*	*Perception positive et négative du système fédéral*	*Perception négative du système fédéral (inefficacité)*	*Perception très négative du système fédéral (inefficacité)*
Plus confiance dans les institutions fédérales que flamandes	*Plus confiance dans les institutions fédérales que flamandes*	*Confiance dans les institutions*	*Plus confiance dans les institutions flamandes que fédérales*	*Confiance uniquement dans les institutions flamandes*

[474] Le croisement de cet indicateur (en T2) et de l'indicateur « Système fédéral belge meilleure solution pour coexistence pacifique » (en T2 également) confirme cette hypothèse.

Hommes politiques et médias principaux responsables	*Hommes politiques et médias principaux responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*
Refus catégorique Flandre nation distincte et revendications, mais compatibilité possible des identités et la Flandre ne paye plutôt pas de trop	*Refus Flandre nation distincte et revendications, mais compatibilité possible des identités et la Flandre ne paye plutôt pas de trop*	*Flandre peut être vue comme nation distincte, plutôt normal de revendiquer, compatibilité des identités, varie sur la question si Flandre trop ou pas*	*Flandre nation distincte, normal de revendiquer, Flandre paye trop et compatibilités des identités*	*Flandre nation tout à fait distincte, tout à fait normal de revendiquer, Flandre paye beaucoup trop et les identités ne sont pas compatibles*
Pas de culture fédérale	*Culture fédérale paradoxale*	*Culture fédérale*	*Culture fédérale*	*Pas de culture fédérale*

Ainsi, l'ensemble des données qui entre dans la dimension perception politique a été synthétisé en cinq positions selon les différentes thématiques traitées : la perception du système fédéral, la confiance dans les institutions, la responsabilité des hommes politiques, le rôle des médias, la vision de la Flandre et, enfin, la présence ou non d'une culture fédérale. Rappelons qu'il s'agit d'une construction analytique et non pas une sommation ou une moyenne de différentes attitudes. Ces cinq positions serviront dans la construction finale des types de citoyens belges néerlandophones où elles viendront s'ajouter aux positions isolées sur les deux autres dimensions des perceptions qui doivent encore être étudiées : les identités et les sentiments d'appartenances, d'une part, et la perception de l'autre communauté, d'autre part.

C. Les identités et les sentiments d'appartenance

La dimension des identités et des sentiments d'appartenance reçoit depuis de nombreuses années une attention particulière des chercheurs en sciences sociales et politiques. Pour appréhender celles-ci, les sondages sont généralement employés. En Flandre, l'*Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek* (ISPO) profite des enquêtes post-électorales qu'il mène pour étudier cette dimension. Depuis 1995, l'ISPO recourt à l'échelle dite Moreno, que nous avons explicitée dans le deuxième chapitre et qui permet des comparaisons internationales, proposant cinq grandes modalités : « Je me sens uniquement flamand(e) », « Je me sens plus flamand(e) que belge », « Je me sens aussi bien flamand(e) que belge », « Je me sens plus belge que flamand(e) » et enfin « Je me sens uniquement belge ». Entre 1995 et 2004, le paysage identitaire en Flandre connaît une certaine stabilité – au contraire de la Wallonie comme nous le rappelions dans le chapitre précédent. La catégorie médiane « Aussi bien flamand que belge » arrive en tête des identités (environ 40-45 %). Les catégories dites exclusivistes demeurent faibles, mais également stables : entre

10 % et 15 % pour « Uniquement belge » et moins de 10 % pour « Uniquement flamand ». Dans cet univers de stabilité, on peut néanmoins constater, avec Lieven DE WINTER, « un glissement significatif renforçant l'identité flamande : le pourcentage de ceux qui se sentent 'plus Flamand que Belge' est en légère augmentation (moins que 10 %) au profit de la catégorie 'plus Belge que Flamand' »[475].

Les données recueillies lors du *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme* n'offrent évidemment pas un portrait représentatif des sentiments d'appartenance des citoyens néerlandophones – ce n'était d'ailleurs pas l'objectif de l'événement, faut-il le rappeler – ; toutefois, elles permettent de creuser ces différentes catégories et d'interroger leur pertinence grâce à l'apport d'informations qualitatives délivrées par les participants. De l'ensemble du corpus des données ressort une multitude identitaire qui transcende largement l'échelle Moreno en cinq modalités exclusives ; même si celle-ci permet de structurer les réflexions. Cette diversité des sentiments d'appartenance se décline sous plusieurs formes : la prédominance d'une identité, la complémentarité ou encore la relativité. Explorons, tour à tour, chacune de ces trois grandes caractéristiques avant de conclure sur une synthèse des positions identitaires.

1. La prédominance

Premièrement, un sentiment d'appartenance peut prédominer, voire être exclusif. C'est ainsi que d'emblée, lors de sa première intervention, le participant K5 déclare : « ja ik moet beginnen met te zeggen dat ik meer wereldburger ben, mij meer een wereldburger voel dan een Belgisch chauvinist bijvoorbeeld ». Lors de la description plus précise de ses sentiments d'appartenance, il confirme clairement ce sentiment de *wereldburger*, de citoyen du monde :

> [i]k voel me wereldburger, waar ik ook woon. In welke taal ik moet leren om... ik kan me voorstellen als je in Bern woont bijvoorbeeld en je gaat ene keer naar Valeboni, ja dat is bekend, Frans simpel dan hoor je bij die cultuur. Bon, dan moet je dat maar doen. Ik heb er ook geen problemen mee Frans te spreken, dat te doen als Vlaming, ik heb daar geen problemen mee. Ik heb geen voeling met dat genre van filosofie, ik voel me gewoon wereldburger.

Dans le groupe L, les participants L3 et L4 partagent cette vision identitaire et se définissent également comme citoyens du monde De plus, l'identité européenne concourt, pour L3, à cette volonté humaniste :

> M : dus hoe ze je dus ook die identiteit, je leven omschrijven? Is er hier iemand die zegt van ik voel me echt Belg?

[475] De Winter, « La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique » : 582. L'évolution de 1995 à 2004 est respectivement de 23,1 % à 28,8 % et de 17,2 % à 7,9 %.

L4 : ik voel me wereldburger
L3 : ik voel me Belg binnen de regio, maar eigenlijk eerder wereldburger of Europeaan dan
L4 : het is nu een beetje het werelddenken dat in zwang is.

Passant du global au local, d'autres citoyens s'identifient en premier lieu à leur ville et, dans le cas présent, à Anvers. Cette situation n'est guère surprenante puisque entre 1979[476] et 2004, en moyenne 16,5 %[477] des répondants néerlandophones estiment appartenir avant tout à leur ville/commune[478]. Ainsi, certains participants s'identifient exclusivement à leur ville comme le participant L1 « de optie die voor mij de enigste aanvaardbare was Antwerpen » alors que d'autres citoyens combinent cette identité avec plusieurs sentiments d'appartenance qu'ils hiérarchisent (comme, par exemple, le participant M5) ou non (notamment les participants M1 et N1) :

M5 : Ik voel me eerst Antwerpenaar, Vlaming laat ons zeggen dan Europeaan en dan op de allerlaatste plaats Belg dat ik beschouw als gewoon [een instrument] geen gevoel daarvoor

M1 : […] ik voel me Belg. Ik heb weinig affiniteit met andere... ik ben Antwerpenaar he. […] Antwerpen daar voel ik me wel verbonden mee.

N1 : Ik voel me Belg en Antwerpenaar. Het zijn gewoon de roots uiteraard en ik vind ook dat we als Europeaan toch wel euhm voel ik me ook.

2. La complémentarité

Deuxièmement, alors que pour certains citoyens, une identité est prédominante voire exclusive, les sentiments d'appartenance d'autres citoyens peuvent être complémentaires. C'est la perspective adoptée depuis plus de quinze ans par les chercheurs du Centre d'Étude de l'Opinion de l'Université de Liège (CLEO). Partant des constats dressés par les spécialistes de l'identité sociale[479] et après avoir interrogé de nombreux Wallons sans introduire l'aspect comparatif (« Plutôt wallon » ou « Plutôt belge »), ils concluent que

[l]e résultat est sans équivoque : les sentiments d'appartenance sont tous positivement corrélés. Autrement dit, ce sont, en moyenne, les gens qui se sentent le plus fortement ou le plus souvent belges qui se sentent aussi le plus fortement ou le plus souvent wallons,

476 Date de la première enquête « Régioscope » menée par l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain : Delruelle-Vosswinckel et Frognier, « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes I ».
477 Avec un minimum de 12 % (en 2003 et en 2004) et un maximum de 34 % (en 1995). La moyenne a été calculée par nos soins sur la base du Tableau 2 de l'article de Lieven DE WINTER publié dans la *Revue internationale de politique comparée :* De Winter, « La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique » : 580.
478 La question exacte se lisait : « à quel groupe estimez-vous appartenir avant tout ? ». Lors de l'enquête PARTIREP de 2009, 15 % des répondants néerlandophones s'identifient, comme premier choix, à leur ville ou commune, voyez Deschouwer et Sinardet, « Taal, identiteit en stemgedrag ».
479 Comme, par exemple, Michael A. Hogg et Dominic Abrams, *Social identifications : Social psychology of intergroup relations and group processes* (Londres : Routledge, 1988).

> européens, etc. Nous avons traduit ces résultats en disant que les identités wallonne, belge et européenne sont complémentaires plutôt que concurrentes[480].

Nombre de participants au panel citoyen d'Anvers confirment l'existence de cette complémentarité des identités. Par exemple, pour les participants M5, M1 et N1, que nous venons d'évoquer, l'identification se partage entre la ville et d'autres échelles qu'elles soient nationales ou régionales. D'autres participants évoquent une identité à la fois belge et européenne (comme N2) ou provinciale (comme M3) :

> N2: Ik voel het Belgische en het Europese. Ja het Belgische, de helft van mijn familie is ja eerder Vlaamstalig, Nederlandstalig en de andere helft woont in Wallonië. Dus ik kan onmogelijk zeggen dat ik me Vlaamser voel want […] een deel van mijn familie te verloochenen. Het is misschien wel erg om te zeggen maar dat kan ik nooit over mijn lippen krijgen. En uiteraard ook het Europese want daar gaat het constant over en wordt hoe langer belangrijker.
>
> M3: Ik ben eerst Belg, zeker weten en dan ben ik ook Limburger. Niet Herkenaar of Schulenaar dat is mijn dorp, neen ik ben Limburger. Maar de vraag is niet volledig correct. In de zin waar je geboren bent dat zijn je wortels, dat zijn je roots. Dat heeft hij goed gezegd he, ik ben Antwerpenaar. Waarom? Je bent waarschijnlijk opgegroeid, opgetogen een Antwerpenaar. Ja ik ben een Limburger omdat ik daar geboren ben, daar wortel geschoten heb en ik daar gelukkig ben. En zeggen ik ben Belg? Ja zeker weten, maar vooreerst is uw thuishaven het belangrijkste, namelijk of je van Antwerpen bent of van Gent of van Herk de stad. Maar zeggen dat je Vlaming bent, neen dat vind ik dus niet correct want dan bepaal […] dat ik tot het land behoor dat wel van dat land tot de streek waar ik opgegroeid ben en waar ik vanalles meegekregen heb in mijn opvoeding en wel gewaardeerd heb en nog altijd waardeer trouwens.

Pour mesurer cette complémentarité éventuelle pour l'ensemble des participants, il a été demandé dans le questionnaire aux répondants s'ils se sentent souvent, de temps en temps, rarement ou jamais belge, européen et flamand[481]. Selon l'approche mobilisée jusqu'à présent, il s'agit de suivre chaque participant individuellement afin de dégager des trajectoires communes et divergentes. De cette lecture ressortent deux grands schémas d'identification. D'une part, suivant les conclusions des recherches du CLEO, les identités sont complémentaires chez plusieurs participants. Ainsi, les sentiments belge, européen et flamand sont ressentis soit souvent (ou de temps en temps) soit jamais (ou rarement). Les quelques exemples donnés ci-dessus renvoient à cette réalité. D'autre part, mettant en exergue une véritable hiérarchisation, certains citoyens s'identifient à une (ou plusieurs) identité(s) mais pas à d'autres. Cette hiérarchisation peut être duale (entre deux identités) ou

480 Marc Jacquemain *et al.*, « Introduction. Les racines de l'identité collective », *Fédéralisme Régionalisme* 6 (2005-2006) : 11.

481 Pour cette question, le CLEO offre six modalités de réponses et non quatre (de jamais à tout le temps). Ce centre d'étude pose également deux autres ensembles de questions : d'intensité (faible, moyen, fort), d'une part, et de valorisation (très valorisant à très dévalorisant en passant par une position neutre), d'autre part.

multiple (entre plusieurs identités). Le participant N5 atteste de cette première dynamique tandis que les participants M2, M4 et N4 de la seconde :

> N5 : Binnen België zou ik zeggen dat ik voorstander zou zijn van een onafhankelijk Vlaanderen maar niet als dat Vlaanderen unitair zou zijn. Ik hou wel van die hele, brede gedecentraliseerde structuur en ik ben er heel trots op eigenlijk van deze […]. Als de eigenheid van die stad ten koste gaat van Vlaamse identiteit dan zou ik […].
>
> M2 : Ik denk daar eigenlijk niet zoveel bij na. Ik denk dat ik me ook meer... ik denk dat ik me meer Belg voel, maar nu dat ik in Luik zit en dat ik daar studeer voel je je ook wel een beetje Vlaming. Maar op zich voel ik me meer Belg als Vlaming.
>
> M4 : Ik ben in de eerste plaats Europeaan, dan Belg en dan Vlaming. Hangt ook wel samen met mijn man die is Italiaan dus ik ben sowieso al niet echt helemaal thuis in België... toch wel ale
>
> N4 : Ik voel mij in de eerste plaats Belg. Nadien naar Vlaanderen toe voel ik meer Antwerpenaar dan Vlaming wat ook wel eigen is aan Antwerpenaar. Ik voel mij niet Europees. Ik heb er te weinig voeling mee, dat staat te ver van mij af. Ik ben eigenlijk gewoon een Belg.

3. La relativité

Troisièmement, les identités peuvent être relatives ou, en d'autres termes, mobilisées selon les contextes et/ou selon les moments. Les citoyens puiseraient ainsi dans un stock d'identités disponibles en fonction de la situation. Marc JACQUEMAIN et ses collègues écrivent ainsi : « parmi la multitude des identités *disponibles*, c'est donc le contexte qui va déterminer laquelle ou lesquelles seront *activées* »[482]. La participante K4 témoigne de la relativité de ses identités au regard de la personne avec qui elle parle :

> K4 : Ik kan daar moeilijk op antwoorden omdat dat er van afhangt tegen wie ik dat moet zeggen. Omdat ik ben ook op Erasmus geweest enzo en mijn ervaring is dat ik merk als ik met Amerikanen spreek, voel ik me meer Europeaan en voel ik me meer verbonden met de Brit en de Brit met mij als met de Amerikaan. Spreek ik ten opzichte van een Spanjaard dan voel ik me Belg. Maar kom ik in Wallonië en spreek ik daar met mensen. Er zijn wat verschillen dus voel ik me Vlaming. Maar kom ik in Vlaanderen en ben ik in Wallonië, sorry dan voel ik me Antwerpenaar.

Au-delà de la relativité des identités, se pose également la question de pouvoir réellement et concrètement se définir. L'identification avec telle ou telle appartenance renvoie à la définition d'une identité particulière, d'un groupe particulier. Qu'est-ce que l'identité belge ? Qu'est-ce que l'identité flamande ? « Moeilijke vraag », question difficile, répondait le participant K2 à l'animateur. Le citoyen K3 exprime, à son tour, cette difficulté dans le long extrait ci-dessous.

> K3 : Ik ben deze week nog naar Wallonië geweest voor één of ander project. Daar voel ik mij ineens wel Vlaming gewoon door het simpele feit dat mijn kennis van het Frans zienderogen achteruit gegaan is en dan denk ik hier spreken ze toch wel Frans en toch wel een ander soort Frans dan dat ik normaal gezien versta. Het zal waarschijnlijk wel aan mezelf gelegen

[482] Jacquemain *et al.*, « Introduction. Les racines de l'identité collective » : 9 (italiques dans l'original).

hebben, maar ik sta even goed op de grote markt bij de Vlaamse feestdag. Maar ik sta daar voor de muziek, niet omdat ik een Vlaams nationalist. Ik supporter even goed voor de Rode Duivels. Ik heb eigenlijk geen favoriet niveau, ik ga ook niet op reis. *Hoe ik mezelf moet voorstellen? Ja ik ben Vlaming of Belg of gelijk wat. Ik heb er gewoon nog nooit bij stilgestaan.* Wat ben ik nu eigenlijk?
[…]
M : Wat is voor jou de Belgische identiteit, de Vlaamse identiteit? Is dat belangrijk? Bestaat dat?
K3 : *Ik heb daarnet al gezegd dat ik mij me niet speciaal Belg of Vlaming voel. Ik ben Vlaming omdat ik er geboren ben, ik ben Belg omdat ik er ook geboren ben, maar voor de rest ik kan dat niet associëren met zoiets ja ik ben Vlaming pakweg voor de Guldensporenslag.* Dat was trouwens een verhaal dat geschreven was om een heel andere reden dat eigenlijk compleet verkeerd uitgedraaid is. Het was om wensratie goed te vertrekken en nu is het verhaal ineens gebruikt om het Vlaamse natiegevoel te vertrekken in de mate er een natie zou zijn en volgens mij is die er gewoon niet.
M : Natie is er niet, geen Vlaamse, geen Belgische?
K3 : Het enige wat ons met de Vlamingen verbindt... *Het enige wat mij verbindt met de rest van de Vlamingen is dat we hetzelfde taal spreken, hetgene wat me verbindt met de rest van België is dat we binnen dezelfde grenzen wonen.*

Après avoir parcouru trois grandes caractéristiques des identités et des sentiments d'appartenance des citoyens belges néerlandophones qui ont pris part au panel anversois, il est possible maintenant de synthétiser les différentes positions identitaires.

4. Les identités et les sentiments d'appartenance : synthèse

La mesure des identités et des sentiments d'appartenance résulte d'un effort scientifique important depuis de nombreuses années. Cette thématique de recherche est traversée par différentes approches, parfois antagonistes. La controverse dominante oppose les tenants d'une approche hiérarchisée (plutôt « X » ou plutôt « Y ») aux partisans d'une perspective complémentaire (aussi bien « X » que « Y » ou ni « X » ni « Y »). Les données récoltées lors du *Publiek forum* montrent clairement la présence de ces deux réalités identitaires qui elles-mêmes se déclinent en différentes sous-réalités. Sur cette base, peut-on identifier des schémas identitaires concrets qui serviront à la construction des idéaux types ? Cinq positions ressortent de l'analyse du corpus des données (Tableau 4.8).

Tableau 4.8 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D	Position E
Se sent uniquement belge	*Se sent plus belge que flamand*	*Se sent autant belge que flamand*	*Se plus flamand que belge*	*Se sent uniquement flamand*

Si ces différentes positions renvoient aux modalités classiques de l'échelle Moreno, elles ne doivent, cependant, pas être vues comme la simple traduction des résultats de cette

question[483]. Elles se fondent, en effet, dans l'analyse qualitative à la fois des réponses aux questionnaires et dans les discussions en focus groupes. L'avantage de cette présentation en cinq positions réside dans la combinaison d'éléments hiérarchiques et d'éléments complémentaires, permettant ainsi de refléter au mieux la diversité des appartenances identitaires mises au jour. Surtout, elles synthétisent la dimension identitaire des perceptions fédérales. Ce faisant, elles contribuent au cheminement analytique qui nous permettra d'appréhender les relations entre perceptions et préférences fédérales, au travers d'idéaux types de citoyens dont les éléments constitutifs sont progressivement identifiés.

D. La perception de l'autre : les Wallons/francophones

La perception intercommunautaire anime indéniablement les relations fédérales en Belgique. La fédéralisation du pays résulte d'ailleurs des tensions communautaires entre les néerlandophones/Flamands d'un côté et les francophones/Wallons de l'autre. L'appréhension de la perception de l'autre est d'autant plus importante que la dynamique fédérale est essentiellement bipolaire. L'image que l'on a de l'autre communauté peut dont fortement influencer les perceptions et préférences fédérales et plus généralement le choix du vivre ensemble.

1. Seule la langue différencie les Wallons des Flamands ?

Une première constatation, un peu surprenante peut-être, est l'existence d'un – petit – groupe de citoyens estimant que seule la langue différencie les Flamands des Wallons. Ce constat se révèle un peu singulier puisqu'il va à l'encontre des discours fréquents quant au fossé entre les deux grandes communautés. Cependant, plusieurs participants ne voient que des différences d'ordre linguistique entre les Flamands et les Wallons. À l'inverse, d'autres citoyens estiment que ces deux groupes sont totalement différents. Entre ces deux extrêmes se trouvent bon nombre de participants qui voient certaines différences, plus que simplement linguistiques mais sans pour autant considérer deux mondes différents. Cette perception de la nature des différences est liée à la perception de sa propre région. Ci-dessus, on avait exploré comment la Flandre était vue par les participants et cette étude avait permis de dégager quatre groupes. Or, ces positions sont liées à la question si seule la langue différencie les Wallons des Flamands. En effet,

[483] Pour le panel citoyen d'Anvers, les résultats, en nombres réels (T2), à la question Moreno sont les suivants : 2 participants se sentent uniquement flamand, 2 plus flamand que belge, 6 autant flamand que belge, 10 plus belge que flamand et, enfin, 3 uniquement belge. Rappelons que l'aspect quantitatif nous importe peu dans la définition des différentes positions ; ce qui compte est l'aspect qualitatif (et donc du contenu) de chacune de ces positions et, dans une seconde étape, c'est les relations entre ces différentes positions.

l'analyse indique clairement que les participants qui répondent positivement à cette question font partie des groupes ne considérant – plutôt – pas la Flandre comme une nation distincte alors que ceux qui répondent négativement se trouvent de l'autre côté du continuum parmi les groupes qui reconnaissent l'existence d'une nation flamande, distincte du reste de la Belgique. Il existe donc une corrélation entre la perception du « nous » et la perception de l'autre.

2. La perception des Wallons/francophones

Les focus groupes permettent de mieux cerner comment les participants perçoivent les habitants du sud du pays et de quelle manière ils se distinguent éventuellement de ceux du nord du pays. Le passage suivant d'une discussion du groupe K révèle particulièrement différents aspects de cette dimension de la recherche :

M : Andere mensen [over de verschillen tussen de Vlamingen en de Walen]?
K6 : *Het institutionele, als je puur kijkt naar de regeringen hoe die functioneren heb ik toch altijd het gevoel, natuurlijk het gevoel, dat er dan een hogere inefficiëntiekost is.* Dat die ja
K4 : *Corruptie*
K6 : *Ja dat is niet corruptie, je hebt ook het gevoel dat ze meer inefficiënte maatregelen nemen. Maar dat is puur een gevoel, dat is helemaal niet geobjectiveerd. Het is maar een gevoel*
M : Kent ge veel Walen of Franstaligen?
K6 : Als mens of als politici?
M : Persoonlijk bedoel ik
K6 : Ik ken er een aantal, een goede vriendin is een Waalse die in Vlaanderen is komen wonen. Dus heel haar familie, ik heb familie in Wallonië wonen. Maar dat is nu niet, ale dat zijn in de twintig personen, niet veel meer dan dat.
M : Heeft iedereen hier persoonlijk contact met Franstaligen?
K3 : *Neen, ik heb daar eigenlijk geen contact mee. Ik heb daar me ook nog geen beeld van over gevormd. Ik geloof ook niet in de clichébeelden die in de media worden weergegeven.* Ik heb ook zo geen beeld van ze zijn zo of ze zijn zo. Ik heb er eigenlijk nog niet over nagedacht. *Ze zijn gewoon niet anders voor mij. Het is gewoon het taalaspect.* Daarjuist werd er hier ook misschien even gealludeerd dat er identiteiten zijn maar ik wil daar toch we eerst bewijzen van zien voor ik zeg van ze zijn inefficiënter. Als je ziet wat er ook op Vlaamse kabinetten kan gebeuren.
K6 : Ja?
K3 : Dan weet ik het nog zo niet.
M : Je zegt dus eigenlijk het verschil is taal en voor de rest zijn er geen fundamentele verschillen. Heeft iedereen datzelfde gevoel?
K5 : *Ja, niet meer of niet minder dan dat zoals daarstraks van als wij ons Vlaming moeten voelen bijvoorbeeld.* Wat zou dat dan betekenen? Hetzelfde geldt natuurlijk langs de andere kant van de taalgrens en verder dieperin, maar ook in Brussel. *Ik kan me voorstellen dat er verschillen zouden kunnen zijn, cultureel maar die hoeven niet op politiek gebied gespeeld te worden denk ik dan.* Ik heb ook zo een beetje het gevoel. De antwoorden die daarstraks kreeg van meneer Crucke, dat dat veel minder gefundeerd was en iets meer omdat het zo is, bijna. Ik ben niet de enige hier, […] en ik vind dat wel. Ja, is dat nu een typische Waalse aard, neen denk ik.
K6 : *Ik denk toch dat de onderhandelingsmethode, onderhandelingsproces hoe dat je dat zou organiseren dat er daar verschillen kunnen zijn tussen de twee.*
K5 : Als dat geaard is […]
K1 : Ik denk ook dat er een groot verschil is... ik ken ook zeer weinig of beperkt contacten met Franstalige mensen in mijn leven tot nu toe. Maar diegenen die ik heb gehad is mij toch wel volgens mij en ook wat ik uit de media zie en wat ik dagelijks op tv kan volgen. Dat er

> toch wel een onderscheid is, ik veralgemeen, ik weet dat, maar tussen een Waalse, Waal dan en tussen Brusselaars of Franstalige Brusselaars die trouwens soms, in veel gevallen verfranste Vlamingen zijn of verfranste Vlamingen van de tweede of derde generatie. *Ik heb toch al ook persoonlijk meegemaakt dat vooral Brusselse Franstaligen of een deel daarvan toch neerkijken op de Vlamingen en op al wat Vlaams is en daar minachtend naar kijken.*

De ces échanges, ainsi que des discussions tenues dans les trois autres focus groupes, ressortent plusieurs éléments particulièrement intéressants pour notre réflexion. Tout d'abord, des différences importantes se marquent entre les participants. Les positions de K3 et K5 contrastent notamment avec celles de K1 et K6. Les premiers estiment qu'il y a des différences culturelles et linguistiques entre les Flamands et les Wallons mais qu'elles n'emportent pas de différences sur le terrain politique (« Ik kan me voorstellen dat er verschillen zouden kunnen zijn, cultureel maar die hoeven niet op politiek gebied gespeeld te worden denk ik dan », explique le participant K5). Les seconds, par contre, considèrent, ou en tout cas ont l'impression, que les politiques wallonnes – mais aussi les hommes politiques – sont moins efficaces.

Ensuite, un élément comparatif au sein de cette dimension apparaît lors de l'analyse. En effet, une distinction est souvent faite par les participants entre les Wallons et d'autres groupes que cela soit les Néerlandais ou les Français, par exemple. Les échanges suivants du groupe M montrent cette perspective comparative, en particulier dans la deuxième partie :

> M : Goed. Nog een laatste vraagje. Kennen jullie zelf mensen van de andere zijde van de taalgrens en wat leert dat u over de andere zijde?
> M5 : Ik ken veel Walen. Ik ken zelfs geïmporteerde Vlamingen die daar indertijd actief waren in de MPW, de Mouvement Populaire Wallon [van nu]. Geen probleem. Ik ken er heel veel ja.
> M4 : *Ja, ik ken ook zowel Walen als Duitstalige Belgen. Dat zijn mensen zoals u en ik denk ik.*
> M : <M2>? Ken jij Walen?
> M2 : Ja ik ken er nu ook veel. Op zich wat er daarnet gezegd is.
> M4 : Ik ken zelfs
> M2 : *De mentaliteit is wel wat anders.*
> M4 : Ik weet niet. Als ik nog één ding mag toevoegen. Ik kom oorspronkelijk dus uit Lommel. *Ik woon op zes km van de grens met Nederland en ik heb het gevoel dat we meer verschillen van Nederlanders dan van Walen, cultureel. Niet qua taal, maar cultureel.*
> M : Wat denken jullie daarvan?
> M1 : *Daar ben ik het volledig mee eens.* Je kunt in vergadering zitten met mensen of gewoon pinten gaan drinken met Walen. *Dan voel ik me veel meer cultureel gebonden met hen als met Nederlanders of met Fransen.* Ik kom heel veel in Parijs. Dat is een andere cultuur van spreken, van... Ze spreken even goed Frans als Luikenaars, maar dat is een ander manier van omgaan met elkaar. Ik voel me verbonden met Luikenaars…
> M5 : Omdat jij Parijs vernoemt, *ik voel me veel meer verbonden met een Waal als met een Brusselaar.* Dat is dan nog het idee van tegenover Parijs als de hoofdstad dat zou kunnen zijn, maar daar denk ik nu net aan. […]

Ainsi, pour les participants M4, M1 et M5, il existe un lien entre les Wallons et les Flamands qui n'existe pas entre ces derniers et les Néerlandais. Toutefois, ce constat n'est pas partagé par tous les participants dont certains, comme M2, estiment que « de mentaliteit is wel wat anders ». Au-delà de l'aspect proprement culturel de la perception intercommunautaire, une attention particulière doit être donnée aux conséquences de celle-ci sur les perceptions et préférences politiques. Quel est l'impact politique de la perception de l'autre ? On avait déjà pu mentionner ci-dessus deux visions opposées entre ceux qui estiment que les différences linguistiques et culturelles emportent des conséquences sur le plan politique et ceux qui ne le pensent pas. L'extrait suivant, tiré du groupe N, approfondi cette question et offre certaines précisions :

M : […] Hoe verschillend dat jullie Vlamingen en Walen vinden? […] Wat is jullie visie daarop?
N2 : *Sowieso taal en cultuur die gaan altijd tesamen en dat merk je ook wel dat verschil tussen die twee.* Bijvoorbeeld ja zoals er dikwijls gezegd wordt, Vlamingen zijn vuile ofzo. Ja dat is een algemene perceptie maar...
N4: Kan jij daar mee […]
N2 : Ja toch wel
N3 : Ja maar ale ik heb nu een vriendin en zij is van Wallonië en dat is echt fantastisch om bij de familie van uw schoonfamilie te gaan bezoeken. Ale je komt daar toe en je moet vier kussen geven bijvoorbeeld want ze zijn oorspronkelijk allemaal van een bepaalde kant van Frankrijk en daar is het... ale ik bedoel. Maar dan nog, om maar te zeggen natuurlijk zijn er compleet andere gebruiken maar dat dus ook maar normaal. *Anderzijds geloof ik niet dat we een ander ras zijn.* Ik bedoel zet een Vlaming naast een Waal en je kunt niet. Als je niet spreekt, kun je elkaar niet onderscheiden maar Engels gebruiken wij toch compleet anders. Het is niet negatief of niet positief of. *Of dat dan een leer moet zijn, om het federalisme daar op te enten, ik weet het niet.* Ik bedoel ik kan me voorstellen dat er in Antwerpen ook andere gewoontes zullen zijn als in Gent.
N1 : Ik vind dat in de tijd, in de huidige tijd dat we als dus alles internationaal wordt en dat je heel snel naar alle werelddelen kan vliegen als je dat wenst. *Dat je dan niet moet gaan beginnen van... zien dat de Waal toch wel iets anders zou kunnen zijn dan dus de Vlamingen. Dat is zo ook maar dat moet je kunnen aanvaarden en dat moet je gewoon kunnen tesamen leven. Zo is het gewoon naar mijn mening.*
M : Ok, uiteraard
N3 : *Dus ale het is misschien wel […] maar zoveel fricties zijn er toch niet tussen Vlamingen en Walen. Als ik dan eerder denk aan Vlamingen en nieuwe Belgen, ik zal het maar zo zeggen, die compleet andere gewoonten hebben als nieuwelingen dan zie ik al veel meer frictie tussen.* Het is misschien wel een raar onderwerp maar daar zijn toch echt compleet verschillende gebruiken... vrouwenbesnijdenis om maar één te zeggen, ik bedoel. Voordat papa gaat staan werken is nog iets helemaal anders dan vier kussen geven of een hand geven. Dat is maar om een voorbeeld te geven, zonder daarmee ale ik wil geen standpunt innemen dat discriminerend is of ale. Het gaat niet daarom, dat is toch iets compleet anders als Vlamingen en Walen. *Terwijl eigenlijk ja we hebben wel [onze verschillen] maar dat zijn volgens mij, ale ik bedoel, relatief kleine verschillen.*
N4 : *Mijns inziens zijn er best wel andere verschillen. We spreken een andere taal, maar zelfs al zet een Vlaming naast een Waal en laat ze niets zeggen, ze zien het niet.* Euhm ik denk ook als we naar Wallonië gaan, ja daar is een andere cultuur, daar gebeurt alles zoveel kalmer en meer ontspannen. Ze nemen er ook meer de tijd voor alles. Als je daar bij mensen op bezoek gaat, niet te hard afjagen, het is rustig, het is, we gaan het kalm aandoen. Terwijl dat een Vlaming

> eerder gejaagd zijn in zich heeft. Anderzijds ga je bij een Waal eten en je zal geen ander eten op je bord krijgen dan dat je bij een Vlaming op je bord krijgt. *Euhm dus qua cultuur zijn er verschillen, maar niet compleet verschillend. Ik zou het eerder een norm van nuance noemen. Uiteindelijk we leven in hetzelfde land en we kennen dezelfde politici, we zitten opdezelfde politici te vitten.* […] *Dus er zijn veel meer dingen die ons binden dan dat ons scheidt.*

Deux enseignements politiques ressortent de ces discussions. D'une part, les tensions (*fricties*) entre Flamands et Wallons semblent, pour certains participants, moins nombreuses et surtout moins sévères qu'entre les Flamands et les « nouveaux Belges » (*nieuwe Belgen*). Dans cette perspective, pour le participant N3, les différences entre les deux grandes communautés belges sont de « relatief kleine verschillen », de relativement petites différences. Cet enseignement renvoie à la réalité politique plus large, à la vie politique dans son ensemble, au sein de laquelle la question communautaire occupe une place peu importante pour nombre de citoyens, d'après notamment les répondants à l'enquête post-électorale de 2007. Ainsi, seulement 13,3 % des personnes sondées, en Flandre, estiment que la réforme de l'État constitue un des trois sujets les plus importants influençant leur comportement électoral, classant cette thématique à la 11ème position (sur 15)[484]. Confirmant les résultats d'enquêtes précédentes[485], la question communautaire vient ainsi loin derrière l'emploi, les soins de santé et les pensions qui composent le trio des thématiques les plus importantes en termes de choix électoral mais également de l'immigration et de l'intégration (venant en 7ème position) ou encore de l'environnement (à la 9ème position). Revenant à la dimension qui nous occupe, on peut conclure que la perception intercommunautaire s'inscrit donc dans un contexte politique où finalement la saillance de la question communautaire demeure relativement faible.

D'autre part, la perception des Wallons/francophones est influencée par le devoir, présent chez certains participants, de passer au-dessus des différences notamment linguistiques car Flamands et Wallons partagent le même pays ou pour reprendre l'expression de la participante N4 : « Uiteindelijk we leven in hetzelfde land […] ». Il s'agit donc d'accepter voire parfois de minimiser les différences éventuelles entre les deux grandes communautés afin d'assurer la cohabitation au sein de frontières communes. Cette

[484] Swyngedouw et Rink, « Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 », 17. Ces résultats sont confirmés dans l'enquête électorale de 2009 : 20 % des répondants estiment que la réforme de l'État constitue un des trois sujets les plus importants dans leur comportement électoral et seulement 8 % le plus important, Deschouwer et Sinardet, « Taal, identiteit en stemgedrag ».

[485] Voyez notamment Erik Meersseman et Marc Swyngedouw, « De invloed van de media op de subjectieve stemmotieven : een geaggregeerde data-analyse », in *Politieke-agendasetting in België (1991-2000). De moeilijke dialoog tussen publieke opinie, media en het politieke systeem*, Stefaan Walgrave *et al.* (dir.) (Gand : Academia Press, 2005).

obligation morale renvoie également à la dimension identitaire où plusieurs participants définissaient leur identité belge en termes similaires. Ainsi, le participant K3 s'exprimait en ces termes « wat me verbindt met de rest van België is dat we binnen dezelfde grenzen wonen ». Par ailleurs, le raisonnement inverse est également tenu : les différences entre Flamands et Wallons sont tellement – suffisamment, pour certains – grandes qu'elles provoquent des crises politiques graves et qu'elles appellent dès lors à l'organisation – radicalement – différente du vivre ensemble. Dans l'extrait ci-dessous, retranscrit de la deuxième séance en focus groupe, la ligne de pensée du participant K1 correspond clairement à ce raisonnement, combinant une certaine perception intercommunautaire avec ses préférences fédérales.

> K1 : […] Ik denk persoonlijk dat België altijd een probleemland geweest is en dat we er minder en minder in slagen om de instellingen aan te passen aan de evolutie van de tijd en dat het misschien toch beter is om te vertrekken van dat krachtig gemeenschapsgevoel dat er volgens mij toch bestaat en *dat er objectief gezien enorme verschillen zijn tussen de in het algemeen Franstalige Belgen en Nederlandstalige Belgen* en dat men op een fatsoenlijke, beredeneerde bijna wetenschappelijke wijze moet kunnen komen tot een overeenkomst. Ofwel een volledige splitsing ofwel een verdere federalisering, vergelijk het met een confederatie eventueel. Ik denk dat dat op termijn beter zal zijn dan nu. We zullen een zure appel moeten doorbijten, er zullen uiteraard een aantal problemen zijn. Het zal ook kostbaar zijn, het zal ook geld kosten, maar ik denk op lange termijn dat dat niet anders kan.

Une autre vision négative dépasse les différences entre les Flamands et les Wallons, ou encore les Bruxellois (qui peuvent être vus comme fort sympathiques au demeurant) et met l'accent sur les différences politiques et institutionnelles. Il ressort de l'intervention du participant L6 reproduite ci-dessous une image – très – négative de la Wallonie, de ses gouvernants et de ses institutions :

> L6 : *Dat is allemaal heel leuk enzo en dat is waar ik vind ook mensen uit Wallonië echt sympahtieke mensen, veelal toch, maar dat heeft daar niks mee te maken. Het heeft met het institutionele probleem te maken. Waarom werkt bijvoorbeeld één derde voor de staat, waarom is er zoveel procent werkloosheidheid, waarom zijn er politici die hun verantwoordelijkheid niet willen nemen? Waarom zijn er problemen tussen twee gemeenschappen?* Dat heeft niks te maken met dat sympathieke Brusselleven, sympathieke Vlaming of naar norse Vlaming. Of […] dat doet er allemaal niet toe.
> L2 : Omdat die allemaal een beetje op hun eigen strepen en op hun eigen eigen domein staan. En gaan zeggen wij willen het zo en wij geven geen millimeter toe omdat juist de politiek is, niet sociaal geëngageerd zijn.
> L6 : Het is toch met die [incentive] dat gezegd is geweest door... *er zijn politiekers van niet een activeringsbeleid voeren in Wallonië om hun dat hun eigen [velden er is] zijn, omdat ze er hun eigen kiezers mee verliezen en dat doet geen politieker. Dat zijn institutionele problemen.* Dat heeft niks te maken met... ik vind zoveel mensen sympathiek en overal waar ik toerist ben is iedereen wel vriendelijk omdat ik geld uitgeef, maar dat heeft niks te maken met het probleem dat België, de structuur België, de staat België met zich meebrengt. *Dat zijn argumenten die niet terzaken doen op dat vlak.*

3. La perception de l'autre : synthèse

Afin de synthétiser les positions à l'endroit des Wallons/francophones, quatre positions peuvent être dégagées du corpus des données recueillies. Le Tableau 4.9 reprend synthétiquement chacune d'elle.

Tableau 4.9 Perception de l'autre : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Peu de différences entre Flamands et Wallons ; seule la langue les différencie	*Certaines différences entre Flamands et Wallons mais volonté de les minimiser*	*Certaines différences entre Flamands et Wallons et celles-ci expliquent le système fédéral*	*Nombreuses différences entre Flamands et Wallons (et image négative des Wallons) et celles-ci justifient les demandes d'autonomie*

Ces différentes positions de perception intercommunautaire regroupées avec les positions identifiées sur les trois autres dimensions des perceptions offrent ainsi un portrait compréhensif des perceptions fédérales des participants au *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme*. Sur cette base, les perceptions pourront ainsi être étudiées au regard des préférences fédérales et des profils de citoyens découleront de cette analyse. Avant de passer à ce stade ultime de la réflexion, la troisième partie de ce chapitre est consacrée à l'exploration des préférences fédérales.

III. Les préférences fédérales des citoyens belges néerlandophones

L'opinion des citoyens à l'endroit du fédéralisme dans leur pays et en Belgique, en particulier, retient souvent l'attention des médias mais également du monde politique et du monde scientifique. D'aucuns tentent d'ailleurs de prédire l'avenir au travers de la mesure des préférences par un sondage. Pourtant, il apparaît rapidement qu'il est difficile d'appréhender les souhaits des citoyens pour le futur de leur pays uniquement au détour de quelques questions. Pour être discutée pertinemment, cette thématique mérite qu'on assure une connaissance minimum des tenants et aboutissants des différents scénarios possibles. C'est dans cette perspective que fut organisé le panel citoyen d'Anvers.

A. *De toekomst van het Belgische federalisme*

L'avenir de la Belgique suscite de nombreux débats et discussions politiques. Au cœur de ceux-ci se pose la question de l'évolution du fédéralisme. Au sein du monde politique, seuls quelques scénarios s'affrontent, trois principalement : soit un *statu quo* amélioré prôné par la plupart des partis francophones et certaines voix en Flandre, soit un approfondissement du fédéralisme en attribuant davantage de compétences aux entités

fédérées, préférence fédérale partagée par bon nombre de partis néerlandophones même s'ils ne s'accordent pas sur le contenu précis ou soit la séparation du pays, en passant ou non par le confédéralisme – mais là aussi, il n'y a pas de consensus politique sur ce que recouvre ce terme[486]. Ainsi, au Nord, deux grandes thèses s'affrontent : ceux qui souhaitent rester dans un cadre fédéral et ceux qui veulent en sortir, avec évidemment de nombreuses positions intermédiaires. En est-il de même au sein de la population ? Sur base des enquêtes électorales récentes, nous avions en introduction esquissé une réponse à cette question. À la différence des opinions politiques, les opinions publiques se divisent sur un continuum allant du rétablissement à l'État unitaire à la séparation de la Belgique. C'est dans ce cadre que le futur du fédéralisme belge vu par les citoyens doit être analysé. Pour ce faire, dans la perspective de cette recherche, il s'agit de ne pas ancrer cette étude dans les résultats d'une seule question de sondage mais de partir des résultats de plusieurs questions fermées et des discussions en focus groupes.

D'emblée, ce qui retient l'attention, c'est une grande diversité de préférences fédérales – ce qui peut rassurer sur la diversification au sein du groupe. Plutôt que de dresser un portrait global, il s'agit de vérifier s'il existe des relations entre les différents scénarios et leurs partisans. En effet, il semble improbable qu'un participant adhère à la fois à la scission de la Belgique et au rétablissement de l'unitarisme. Mais qu'en est-il des liens entre d'autres scénarios ? Une lecture individuelle des données offre plusieurs enseignements intéressants. Parmi les participants qui souhaitent la séparation de la Belgique, tous se montrent également favorables au scénario « intermédiaire » pour davantage de compétences aux entités fédérées ; mais l'inverse n'est pas vrai. Il y a donc, chez les participants séparatistes, une vision instrumentale de la réforme de l'État qui peut se traduire par « toute nouvelle autonomie est bonne à prendre et mènera *in fine* à la séparation ». Par contre, tous les partisans de l'approfondissement du fédéralisme ne souhaitent pas nécessairement sortir du cadre fédéral. Ces deux positions doivent être distinguées : l'approfondissement du système fédéral actuel peut être vue comme un *moyen* ou comme *une fin* en soi. Par ailleurs, l'ensemble de ces personnes quel que soit leur objectif final rejette tous les autres scénarios. Cette double préférence est donc largement exclusive.

Si l'on considère l'autre versant du continuum, les citoyens prônant le rétablissement de la Belgique unitaire sont également d'accord avec un renforcement du

[486] Pour un traitement détaillé de ces opinions politiques, voyez Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges ».

niveau fédéral. Au sein des participants réunis, aucun d'entre eux ne revendique donc la fin de la Belgique fédérale pour en revenir à une Belgique unitaire. Cependant, il n'en demeure pas moins un certain attachement à ce scénario, fût-ce à titre symbolique. À cet égard, on peut observer que, même si le rétablissement d'un État unitaire est irréaliste, certains sont toujours partisans de cette option à la fin de la rencontre[487]. Par ailleurs, on trouve aussi des participants qui rejettent cette option et sont favorables à une diminution des compétences des Régions et des Communautés et/ou au *statu quo* fédéral actuel. Ces quelques participants, plus fédéralistes, se partagent entre le renforcement de l'Autorité fédérale – au détriment des entités fédérées – et le *statu quo*, certains privilégiant uniquement ce dernier scénario. En résumé, cette analyse individualisée des préférences révèle quatre grandes tendances qu'il faut maintenant explorer.

B. Les caractéristiques des préférences fédérales

Poursuivant l'exploration des données empiriques afin de dégager des positions génériques qui serviront à la construction des profils de citoyens, la mobilisation des discussions des focus groupes renforce la triangulation. Le logiciel HyperRESEARCH™ permet d'identifier, après le travail de marquage, et d'affiner, au travers des propos des participants, les quatre tendances évoquées ci-dessus.

1. *Splitsing*

La question d'un éventuel *splitsing*, d'une séparation de la Belgique, a suscité de nombreuses réactions et des échanges très vifs au sein des différents groupes de discussions. Le sujet n'est pas tabou et provoque d'âpres débats entre ses partisans et ses opposants. Au sein du groupe K, le participant K1 faisait visiblement partie des premiers, alors que K3, K4 et K6 des seconds.

> M : Om het wat concreter te maken zal ik jullie een aantal concrete scenario's voorleggen en jullie vragen wat jullie daar van vinden. Soms wordt er wel eens voorgesteld voor een splitsing van België. Dat scenario is een aantal keren naar boven gekomen met de politieke crisis van 2007. Wat roept dat bij jullie op? Hoe staan jullie daar tegenover? Is dat een goed idee, een slecht idee? Is dat...?
> K6 : *Ik denk een slecht idee.*
> K4 : *Een slecht idee*
> K6 : *Ik voel me ook Belg heb ik daarstraks gezegd. Ik snap niet wat de meerwaarde daar van is. We zijn al klein en dan zijn we nog kleiner.*
> K1 : *Gezien de problemen die er nu zijn en de financiële problemen ook, denk ik dat een mogelijk scenario moet zijn op voorwaarde dat het steunt op een brede achterban, een meerderheid in dit land en dat dat ook absoluut op een fatsoenlijk onderhandelde manier moet gebeuren. Ik denk persoonlijk dat België altijd een probleemland geweest is en dat we er minder en minder in slagen om de instellingen aan te passen aan de*

[487] Ils étaient sept en T1 et ils sont six en T2.

evolutie van de tijd en dat het misschien toch beter is om te vertrekken van dat krachtig gemeenschapsgevoel dat er volgens mij toch bestaat en dat er objectief gezien enorme verschillen zijn tussen de in het algemeen Franstalige Belgen en Nederlandstalige Belgen en dat men op een fatsoenlijke, beredeneerde bijna wetenschappelijke wijze moet kunnen komen tot een overeenkomst. Ofwel een volledige splitsing ofwel een verdere federalisering, vergelijk het met een confederatie eventueel. Ik denk dat dat op termijn beter zal zijn dan nu. We zullen een zure appel moeten doorbijten, er zullen uiteraard een aantal problemen zijn. Het zal ook kostbaar zijn, het zal ook geld kosten, maar ik denk op lange termijn dat dat niet anders kan.
K3 : Hoe gaat dat volgens u de finaciële problemen concreet oplossen?
K1 : Ja, euhm, ik kan verschillende, ik ken ook geen studies van buiten maar het is toch wel zo dat wij een ongelooflijk aantal instellingen hebben die niet altijd samenwerken. We hebben heel veel mensen die in de overheid werken, we hebben heel veel politieke mandatarissen. Als je dat gaat berekenen daar kun je op termijn toch heel veel aan uitsparen denk ik.
K3 : Ja in die hoeveelheid... ?
K1: Daar is de staatsschuld niet mee opgelost natuurlijk. *Maar die staatsschuld is voor een deel, groot deel ook veroorzaakt door het feit dat België nog niet gefederaliseerd was.*
K3 : Ja maar ...
K1: En die wafelijzerpolitiek bijvoorbeeld is daar voorbeeld van
K3 : Zoals op het vlak van personeel, er is ook veel persoon bijgekomen door gewoon om de gemeenschappen daar meer bevoegdheden naartoe te schuiven en ja dan is er ook meer personeel voor nodig. Ene keer dat je meer bevoegdheden daar hebt ...
K4: Het is dat. *Je kunt ook eigenlijk andersom doen voor hetzelfde argument. Als het is voor het personeel ja dan terug allemaal federaal. Voilà, dan heb je ineens drie grote regeringen. Ale snap je het?*
K1: *Ja maar dan zit je nog altijd met het probleem dat je geen beleid kunt voeren blijkbaar dat er geen overeenkomst is tussen de twee grote bevolkingsgroepen in België.* Dat je terug met diezelfde problemen zit dan vroeger. Waarom is het federalisme ontstaan? Dat is... dat heeft een reden waarom men is gaan praten met elkaar.
K4 : *Ik denk niet dat diezelfde verschillen van vroeger nu nog gelden.*
K1: *Ik denk het wel, ik ben er zelfs zeker van.*
K4: *Bepaalde [gebeurnemen] breuklijnen zijn gewoon niet meer wat ze waren.*

Au-delà du désaccord profond, il est opportun d'étudier les registres argumentaires des uns et des autres. L'argument principal en faveur de la séparation, soulevé par le participant K1, repose sur une vision négative du fédéralisme belge et de la Belgique en général : « Gezien de problemen die er nu zijn en de financiële problemen ook », « België altijd een probleemland geweest is », « We zullen een zure appel moeten doorbijten, er zullen uiteraard een aantal problemen zijn ». La conclusion qui en résulte est sans appel – la séparation à plus ou moins court terme –, même si cela sera immanquablement coûteux : « Het zal ook kostbaar zijn, het zal ook geld kosten, maar ik denk op lange termijn dat dat niet anders kan ». Plus précisément, un problème récurrent et illustratif du « mal belge » semble être le trop grand nombre de fonctionnaires et de mandataires. En réponse à cette position, le participant K4 réplique : « Je kunt ook eigenlijk andersom doen voor hetzelfde argument. Als het is voor het personeel ja dan terug allemaal federaal ». C'est alors que l'on touche au cœur de la problématique : l'impossibilité de trouver un accord entre les deux grandes communautés. K1 expliquait ainsi : « Je [zit] nog altijd met het probleem dat je

geen beleid kunt voeren blijkbaar dat er geen overeenkomst is tussen de twee grote bevolkingsgroepen in België. Dat je terug met diezelfde problemen zit dan vroeger ».

Les échanges nourris du groupe L éclairent également cette thématique. Le fil de la discussion offre plusieurs étapes intéressantes, reflétant le cheminement de la réflexion. Dans un premier temps, L6 explique que, pour lui, le niveau belge est *overbodig*, superflu ; ce qui ne fait pas l'unanimité parmi les autres participants et particulièrement L1 :

> M : Is iedereen het daarmee eens met die idee dat hoe meer men federaliseert dat wil zeggen regionaliseert dat dat per definitie ook een grotere versplintering en verzwakking is van de natie in Europa?
> L4 : Ik denk dat dat moeilijker werkt
> L6 : ik denk dat dat ook logisch is. *Hoe dichter dat je naar het probleem, hoe dichter bij de bevolking, hoe lager het niveau* en ik denk dat het een verkeerde perceptie is, inderdaad gaan er veel bevoegdheden naar de gewesten en de gemeenschappen maar 80% van ons wetgeving komt van Europa en veel meer belangrijke thema's zoals [ecologisme] en migratie zullen op Europees niveau geregeld worden en het is net het Belgisch niveau dat tussen de gewesten en gemeenschappen zit... en Europa zal in mijn ogen verwateren en verdampen. *Omdat grote problemen zoals die echte grote uitdagingen zijn diegeen die Europees moeten worden aangepakt en problemen die meer lokaal is meer het niveau van gewesten voor mij, Vlaanderen, maar ook nog lager provinciën en gemeenten.*
> M : ik probeer het samen te vatten om zeker te zijn dat het ... Bedoelt u eigenlijk dat voor u het Belgisch niveau overbodig wordt?
> L6 : *ja, dat is het voor mijn part*
> M: ok dus dan is eigenlijk de regionalisering een goede zaak volgens u? Ok dat is duidelijk een ander standpunt. <L1> wilde jij nog iets zeggen?
> L1 : *eigenlijk over het feit dat het Belgisch niveau overbodig is. Natuurlijk is dat een ideologische invalshoek van waaruit je vertrekt.* [dit is zoals ik het zie], dat het geklungel is, veel mensen op hun eigen gelijk, vertrekken vanuit hun eigen gelijk en helemaal niet bereid zijn om tot een compromis te gaan. En als je dat op Belgisch niveau niet kunt dan zie ik het feit van dat hele Europese niveau ook niet zozeer lukken omdat je dan nog meerdere verschillende ideeën zit en die zullen samenwerken. *Het huidige systeem kan verbeteren, ja zeker en vast omdat er een volledige verwatering is van het tussenniveau, maar ik weet niet wat de oplossing is.*
> L6 : maar zo een simpele thema's als het ecologisme. Het heeft geen enkele zin dat bijvoorbeeld België zich alleen bezig houdt met de Schelde rein te houden als Frankrijk en Nederland niet meedoen, dan heeft het geen enkele zin. Zo een thema's dat is supranationaal niveau maar andere lokale thema's zoals mobiliteit enzo dat kan perfect op een veel meer stadsgerichte, meer dichtbevolkte regio als Vlaanderen mag dat een keer, een totaal andere aanpak. Als bijvoorbeeld in Wallonië bijvoorbeeld de sociale zekerheid en uitkeringen enzo dat hangt van regio tot regio af. […] Als er iets een toekomst zal bieden voor Europa zal het wel dat zijn
> L1 : Maar zo een gasteuropees [bindingen] zal het democratisch deficit in Europa niet wegnemen. Omdat ze niet samenwerken kunnen tussen de regeringen
> L6 : dat is waar
> L1: en *omdat de verkozene ter verantwoording kunnen geroepen worden van de […] sorry dan mag van mij de Belgische justitie blijven bestaan.*

Dans une logique similaire, la pertinence d'un niveau national – belge – entre la Flandre et l'Europe est remise en question par le groupe de réflexions In de Warande dont

le manifeste s'intitule « Manifest. Voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa »[488]. Pour ses auteurs, en raison du dysfonctionnement du modèle fédéral belge, la Flandre ne doit plus contribuer au fédéralisme mais bien s'en détacher pour embrasser l'indépendance[489]. Toutefois, cette évolution peut se faire par étapes ; c'est pourquoi ils acceptent, provisoirement, l'approfondissement du fédéralisme belge en transférant de nouvelles compétences aux Régions et aux Communautés. En d'autres termes, un modèle confédéral offre ainsi une solution transitoire. Le participant L6 partage cette vision :

M : Dus volgens u het separatisme of confederalisme?
L6 : *het confederalisme daar zou ik me nog tijdelijk kunnen in vinden. Maar als je België zou willen redden is volgens mij confederalisme de enigste oplossing, maar persoonlijk voel ik me alleen maar gelukkig in existent separatisme*
L2 : in uw biotoop
L6 : waar de volkssoevereiniteit waar ik me wel in vind
L3 : dan heb je nog geen oplossing voor Brussel
L2 : want daar ga je dan iets aan doen?
L5 : Wallonië wilt Brussel eigenlijk naar hen toetrekken en Vlaanderen wil ook eigenlijk Brussel naar zich toetrekken en om de duur zit je dan met wat ga je doen? Brussel proberen in stukjes, in twee kappen?
L6 : Maar het is toch niet zo te vitten als je daar zit te zeggen...

Suivant cette discussion se pose la question de l'indépendance. Plusieurs participants soulignent ainsi la petite taille de la Flandre, mais les partisans enclins à l'indépendance de la Flandre n'y voient pas un frein. Que du contraire, insiste L6. Il existe, en effet, nombre de petits pays qui réussissent très bien et qui connaissent un taux de bien-être largement supérieur à la moyenne :

L6 : waarom zouden we het als onafhankelijk niet krijgen, het buitenlands kapitaal?
L3 : *Vlaanderen bestaat niet in de rest van de wereld* […] Hoe ga jij ergens buitenlands kapitaal gaan aantrekken waar dat je ergens zegt van ok maar we hebben hier tegenwoordig maar een zeer beperkte populatie euh [want ik denk dat je kan doen zijnde als België]...
L6 : *maar we zijn groter als Ierland, groter als Denemarken, groter als Noorwegen.* Kosovo heeft eenzijdig de onafhankelijkheid afgekondigd en Frankrijk, Duitsland heeft dat allemaal geaccepteerd. Het is niet zo gek allemaal hoor, de voorbeelden zijn er zelfs...
L2 : U beweert dus dat Vlaanderen groter is dan Ierland?
L6 : qua populatie? qua economische omzet? Ik denk van wel. *We zijn een zeer rijke, dichtbevolkte regio. Er zijn er voorbeelden genoeg die erkend zijn door de Europese Unie.*
[…]

Finalement, il reste un aspect de la problématique à explorer : l'impact sur la vie quotidienne des citoyens. Ici aussi les points de vue s'affrontent : tandis que pour certains, notamment le participant L6, les changements seront limités – la lettre d'impôt ne sera plus

[488] Denkgreop "In de Warande", *Manifest. Voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa.*
[489] Pour une présentation en français et une lecture critique de ce manifeste, voyez Giuseppe Pagano *et al.*, « Le manifeste du groupe In de Warande », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1913-1914 (2006).

marquée du sceau du Royaume de Belgique mais de celui de la Flandre, estime-t-il –, pour d'autres cette évolution est tout simplement impensable.

> M : Hetgeen jij probeert te zeggen is als er een splitsing gebeurt dan gaat er eigenlijk in het dagelijks leven van de mensen niet noodzakelijk veel veranderen maar is het vooral de institutionele kwestie die voor politici […]
> L6 : *En ook de efficiëntie, met hoeveel regeringen zitten we nu ook?* [De kwestie van België] kan eigenlijk in mijn ogen onderhandeld gebeuren en redelijk snel volgens mij. Het enige wat zal veranderen: je belastingsbrief waar geen koninkrijk België meer zal opstaan maar gewoon Vlaanderen. *En voor de rest zal er niks veranderen*
> L2 : Dan vraag ik politiek asiel aan in Wallonië als het zover komt... zeker weten, zeker weten
> L6 : Meer als dat ga je dat niet merken want nu
> L2 : Dan geef ik liever mijn geld aan de bischop van Luik als aan die van Antwerpen. Die een importé is alstublieft
> L6 : Los daarvan is dat wel de realiteit. *De wereld gaat niet zoveel... omdat er een ander vlaggetje wordt geheven.*
> L2 : *Neen maar met welk recht beslissen jullie dat met jullie ideologie dat we met ons schouders ineens de andere kant gaan zetten*
> L6 : Jullie zullen dat moeten aanvaarden
> L2 : Euh euh dat is vanuit jullie logica logisch dat wij ja zeggen.
> L6 : Maar het is even onlogisch dat ik België...
> L2 : *Er zijn er maar één op de vier in heel Vlaanderen die zo redeneren. Die drie andere zullen dan ook wel ja of nee kunnen zeggen.*

Que peut-on retenir de ces discussions sur la thématique du *splitsing* ? Le sujet fait débat et les points de vue sont multiples allant d'un refus catégorique du séparatisme à l'indépendance de la Flandre. Les raisons de s'opposer au *splitsing* trouvent leur origine dans l'attachement à la Belgique, pour certains, mais également à une vision pragmatique et optimiste du vivre ensemble (« la Belgique est un *petit* pays qui comprend deux grandes communautés, essayons de cohabiter pacifiquement, malgré les tensions »). Parmi les partisans de la séparation de la Belgique, on trouve deux grandes positions justifiant cette option. D'une part, il y a ceux qui montrent un grand attachement à la nation flamande qui repose sur une culture, une histoire, un territoire communs. La Flandre serait ainsi une nation sans État à la recherche de celui-ci comme le sont d'autres nations, les Québécois, les Écossais, les Basques, pour ne citer que trois exemples classiques[490]. Fruit du mouvement flamand, un tel discours constituait le cœur de l'argumentaire nationaliste, au sens identitaire, des gouvernements – flamands – de Luc VAN DEN BRANDE (1992-1999). Il était accompagné d'une vision négative de l'autre communauté : des Wallons et de la Wallonie. Cet argumentaire, doublement identitaire donc, explique les revendications séparatistes, en faveur d'une Flandre indépendante. Plus récemment, d'autre part, un

[490] Pour un traitement détaillé de ce type de nationalisme, on pourra consulter utilement : Michael Keating, « Stateless Nation-Building : Quebec, Catalonia and Scotland in the Changing State System », *Nations and Nationalism* 3, n°4 (1997) ; Montserrat Guibernau, *Nations without States. Political Communities in a Global Age* (Cambridge : Polity Press, 1999) ; Keating, *Plurinational Democracy : Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era*.

discours « dénationalisé », que l'on retrouve à plusieurs reprises dans les discussions en focus groupes, prône la séparation de la Belgique en termes de rationalité. Comme l'écrivait récemment Dave SINARDET dans une chronique au titre illustratif « De natie versus de cijfers »[491] :

> Où avez-vous entendu récemment Bart De Wever parler d'une nation, d'une culture ou d'une identité flamande ? Le discours de la N-VA a été « dénationalisé » et bâti sur la rationalité, la bonne gouvernance et les chiffres. Des nationalistes sans nation. Mais avec une machine à calculer[492].

Ce registre argumentaire dénationalisé, basé sur la rationalité des chiffres, se retrouve également dans le manifeste du groupe In de Warande évoqué ci-dessus. Plus précisément, si la forte et fière appartenance à la nation flamande n'a pas disparu, elle a été mise au second plan d'un discours qui justifie la séparation en rappelant sans cesse l'inefficacité du système fédéral belge – en grande partie en raison de blocages wallons – et le déséquilibre financier entre une Flandre, économiquement florissante, et une Wallonie, économiquement appauvrie.

2. *Een sterke federatie*

Puisque le système actuel ne donne pas pleinement satisfaction, au lieu de se tourner vers l'option du *splitsing*, plusieurs participants réclament *een sterke federatie*, une fédération plus forte. Pour atteindre cet objectif, les participants proposent plusieurs voies différentes mais tous s'accordent pour souhaiter une plus grande clarté et surtout une *goed bestuur*, une bonne gestion, une bonne gouvernance. La participante N4 fait ainsi part de sa vision pour le futur du fédéralisme belge :

> N4 : […] *ik ben voorstander van een federale staat maar niet zoals [nu]. Ik ben niet voor een status quo. Ik ben voor een federale staat die zich sterk maakt in een goede bevoegdheidsverdeling en een normenhiërarchie.* Ik denk dat het absoluut belangrijk is opdat we ook bevoegdheidsvermenging bekommerd. Dat er niet alleen geherfederaliseerd kan worden maar ook geregionaliseerd kan worden, dat dat een mooi evenwichtig [groei] kan worden. Dat is mijn persoonlijke voorkeur. Hoe ik denk dat het zal verlopen? Ik vrees dat dat er niet inzit. Ik vrees het […] in mijn geval is een status quo resultaat, *maar ik denk en vrees dus dat binnen we meer gaan afglijden naar een confederalisme en uiteindelijk op termijn [doemdenker] dat Vlaanderen zich zal afscheuren van België. Als het zich op deze manier in België zal verder blijven gaan.*

Cette participante souhaite ainsi *een mooi evenwichtig*, un bel équilibre. Pour ce faire, il semble que cela passe à la fois pas une refédéralisation de certaines compétences et une régionalisation d'autres compétences. Quelles pourraient être les matières visées par de tels transferts ?

---

491 Dave Sinardet, « De natie versus de cijfers », *De Standaard*, 5 octobre 2009.

492 Nous citons ici l'extrait français de cette chronique initialement publiée dans le journal *De Standaard* et reproduite quelques jours plus tard dans le journal *Le Soir* : Dave Sinardet, « Des accents flamands au Canada », *Le Soir*, 22 octobre 2009.

> M : Jaja, ok en bepaalde bevoegdheden dat je in gedachten hebt die je beter op het een of het ander niveau?
> N4 : Ja zoals meneer daarnet ook al zei en Kris Peeters ook. De vliegtuigen, […] het kan niet dat in één land dat er drie verschillende luchtmachtbrigades, er zijn ook uitzonderingen, sorry […]. Ik denk ook justitie, sociale zekerheid zijn dingen die mijns inziens die absoluut federaal moeten blijven. Je kan wel beginnen over verkeersbelastingen, maar er zijn echt wel veel grotere feiten. Justitie omvat veel meer dan dat alleen. Euhm en ik denk niet dat regionalisering daar een goede oplossing voor gaat zijn. […] Je kan zeggen van in Amerika... Amerika is tien keer zo groot als België? Euhm het heeft wel meer lidstaten zonder ja deelstaten […] je moet daar een beetje realistisch in zijn, we zijn eigenlijk te klein om eigenlijk echt te blijven verdelen.

Au-delà de la définition précise du contenu des différents transferts – opération qui semble naturellement dévolue à des experts – ce qui ressort des discussions, c'est une demande de clarté, *klaarheid*, dans la répartition des compétences et plus généralement pour l'ensemble du système fédéral et des relations entre les acteurs. Le participant M5 synthétise cette exigence :

> M5 : Eigenlijk is het daarmee gezegd, maar ik denk dat België enkel nog zal blijven bestaan zolang dat Europa niet de regio's erkent. Dus moet er klaarheid in komen [in continuïteit met wat] ik daarnet ook heb gezegd. Ik heb er niets op tegen te herfederaliseren waar het federaal moet zijn, maar men moet ook eens duidelijke, klare bevoegdheden, klare financies, klare regels gaan toepassen en niet doen ... niet op de Belgische manier met laat ons zeggen verdeelde bevoegdheden maar ook nog met telkens afkopen met geld.

Plusieurs voix appellent également à des paquets de compétences, des blocs de compétences cohérents (*coherente bevoegdheidspakketten*)[493]. Mais les deux économistes, Étienne DE CALLATAŸ et Réginald SAVAGE, expliquent l'impossibilité inhérente d'une telle pratique[494]. Constituer un bloc cohérent, voire homogène, de compétences implique, par nature, de dé-homogéniser un autre bloc potentiel puisque les compétences sont fortement imbriquées. À titre d'exemple, les deux auteurs prennent les allocations familiales, matière restée fédérale jusqu'à présent. Toutefois, celle-ci constitue également un volet de la politique familiale qui est, elle, communautaire. Dès lors, transférer aux communautés la compétence des allocations familiales permettrait d'obtenir un paquet homogène pour la politique familiale. Cependant, des ruptures d'homogénéité surgissent, notamment entre les allocations familiales et l'impôts des personnes physiques puisque celui-ci est « modulé, à de nombreux égards, selon la situation familiale des personnes concernées principalement au travers d'exonérations à la base de montants par enfant à charge mais aussi au travers de la

[493] C'est également l'objet d'une des cinq résolutions du Parlement flamand de 1999 : Vlaams Parlement, « Resolutie betreffende het tot stand brengen van meer coherente bevoegdheidspakketten in de volgende staatshervorming », (1999).
[494] Etienne de Callataÿ et Réginald Savage, « Fédéralisme et choix budgétaires », *Reflets et perspectives de la vie économique* 37, n°2 (1998).

fiscalité immobilière ou de la déductibilité des frais de crèche, sans parler de la non-fiscalisation des allocations familiales »[495].

Par ailleurs, lorsque les participants demandent un renforcement de la fédération, il ne faudrait pas en conclure qu'ils partagent tous la même vision pour y parvenir – via une régionalisation accrue, par exemple. Deux voies véritablement concurrentes sont mises en avant dans les échanges : d'une part, un renforcement des entités fédérées ou, d'autre part, un renforcement du niveau fédéral. Ainsi, la participante N2 privilégie cette seconde option :

> N2 : Voor mij is het ook al duidelijk dat de status quo zoals het nu is of wat men toch aan het onderhandelen is zoals het zou kunnen zijn, dat dat niet gaat lukken dus dat er inderdaad wel een hervorming zou moeten zijn. *Voor mij zou dat persoonlijk dus meer naar het federalistische niveau terug mogen gaan.* Ook denk ik vooral minder economische crisis en hoe meer dat je terug centraliseert, hoe meer dat je dan toch zou kunnen besparen.

De son côté, le participant M3 relatant les propos des deux hommes politiques entendus lors de la séance plénière, Bart MARTENS et Jean-Luc CRUCKE, estiment qu'il existe une grande volonté d'approfondir le fédéralisme en Belgique mais d'une manière concertée :

> M3 : De man van de MR die verwoordde het heel optimistisch en dan gezien naar het debat tussen Bart en die man van de MR kon ik zijn optimisme wel delen in de zin van dat we dus echt een grote zin is, een grote wil is om van België *toch verder te federaliseren, maar met overleg.* […] Er is een toekomst voor België.

Finalement, ce sont donc trois sous-positions qui se dégagent derrière cette volonté pour une *sterke federatie* : ceux qui souhaitent des transferts dans les deux sens, ceux qui privilégient le renforcement du niveau fédéral et ceux qui, au contraire, préfèrent octroyer davantage d'autonomie aux entités fédérées.

3. *Brussel*

Un dernier élément des préférences fédérales doit encore être traité : le futur de Bruxelles. La place et le rôle de Bruxelles au sein de la fédération belge ne font pas l'objet d'un consensus au sein des citoyens néerlandophones – ni au sein des acteurs politiques[496]. Bruxelles constitue-elle une région à part entière ? L'histoire de la région bruxelloise qui prendra finalement le nom en 1989 de Région de Bruxelles-Capitale témoigne de cette

[495] Benoît Bayenet *et al.*, « La sécurité sociale, coûts et découp(l)ages : la fin de la solidarité ? », in *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet *et al.* (dir.), Economie, société, région (Bruxelles : De Boeck, 2007), 258.
[496] Caroline Van Wynsberghe *et al.*, « Le développement politique et institutionnel de la Zone métropolitaine de Bruxelles : constats et perspectives », in *Note de synthèse* (Bruxelles : États généraux de Bruxelles, 2009).

question récurrente[497]. Au nord du pays, cette thématique prend d'autant plus d'importance que la ville est historiquement flamande – et située en Flandre – mais s'est progressivement francisée pour devenir majoritairement francophone dans un contexte hautement international[498]. Plus globalement, le poids des néerlandophones Bruxellois ou des flamands Bruxellois ne représentent que quelques pourcents dans la population flamande. Dans cette perspective, une structure fédérale reposant sur deux communautés linguistico-culturelles est donc souvent privilégiée. La résolution du Parlement flamand consacrée à Bruxelles confirme cette volonté : « de Brusselse Vlamingen maken integraal deel uit van de deelstaat Vlaanderen »[499]. Dans cette configuration, Bruxelles, qui est enclavée dans la région de langue néerlandaise, serait « incorporée, ou au moins intimement liée, à la communauté flamande […] »[500].

C'est dans ce contexte général qu'il faut prendre la température des participants au *Publiek forum* sur ce sujet. On trouve ainsi des citoyens qui, comme le participant L1, estiment que « de realiteit is dat momenteel Brussel apart is van Vlaanderen en van Wallonië ». Une participante, K6, souhaite aller encore plus loin en supprimant les Communautés pour ne conserver que trois Régions dont Bruxelles : « naar drie gewesten zonder gemeenschappen. Ik heb het gevoel dat het samengaan van die gemeenschappen en die gewesten dat dat eigenlijk zijn bedoeling wat voorbij schiet. Dat je beter drie gewesten kunt maken, dus Brussel één gewest ». À l'inverse, pour d'autres, comme L6 : « voor mij Brussel is altijd van Vlaanderen en duidelijk met een tweetalig karakter ». Le débat entre une configuration à trois ou à deux transcende donc les discussions en petits groupes sans trouver de réponse de consensus.

Malgré cette tension, ce qui ressort des discussions à propos de Bruxelles, c'est l'esprit bruxellois particulier qui caractérise les habitants de cette ville-région qu'ils soient francophones ou néerlandophones, même si les différences persistent. Une participante bruxelloise explique ainsi :

---

497 Voyez, par exemple, Philippe De Bruycker, « Bruxelles dans la Réforme de l'État », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1230-1231 (1989) ; Alain Delcamp, *Les institutions de Bruxelles. De la commune à l'agglomération, de la Région-capitale à l'Etat fédéré*, Collection de la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles (Bruxelles : Bruylant, 1993) ; Els Witte *et al.* (dir.), *Het statuut van Brussel - Bruxelles et son statut* (Bruxelles : Larcier, 1999) ; Philippe De Bruycker et Nicolas Lagasse, « Bruxelles dans la réforme de l'Etat belge », in *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.) (Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001).

498 Philippe Van Parijs, « Bruxelles capitale de l'Europe : les nouveaux défis linguistiques », *Brussels Studies*, n°6 (2007).

499 Vlaams Parlement, « Resolutie betreffende Brussel in de volgende staatshervorming », (1999), 2.

500 Deschouwer, « Kingdom of Belgium », 51 (notre traduction).

M4 : *ja, ik heb wel het gevoel dat er in Brussel een heel eigen sfeer hangt en dat die dualiteit Franstalig, Nederlandstalig nu weer groot is dat er gewoon normaler wordt mee omgesprongen dat het compleet en voortdurend gemixed wordt.* Maar de toekomst van Brussel dat is heel moeilijk. Euhm daar heb ik zo ook echt ... ik zou het echt niet weten.
M1 : Ik ken daar niks van, maar bestaat er zo een Brusselse fierheid? Bestaat er... 'ik ben een Brusselaar', bestaat dat nu nog?
M4 : jaja, daar ben ik zeker van. Ik denk in Brussel dat mensen veel minder snel gaan zeggen ja ik ben een Nederlandstalige Brusselaar, neen ik ben Brusselaar of ik ben Franstalige Brusselaar. Dat is echt een eigen identiteit en tcho ja, het is ... op dat gebied is Brussel eigenlijk ...hangt daar de sfeer van een wereldstad toch omdat daar zoveel verschillende talen en nationaliteiten door elkaar lopen en ik denk dat in Brussel heel die discussie Vlaanderen en Wallonië door de burgers zelf overstegen wordt.

Un autre participant, M3, abonde dans ce sens et estime que le futur de Bruxelles se fera indépendamment de la Flandre et de la Wallonie :

M3 : Maar ik denk naar de toekomst dat Brussel zal zowel haar eigen identiteit bewaren hoe dan ook of dat het nu een gewest is of een district of een internationaal statuut of wat het ook moge zijn. *Brussel zal zich nooit, moet zich nooit geven ofwel naar Vlaanderen ofwel naar Wallonië. Die zullen halsstarrig onafhankelijk hun eigen beleid willen voeren.*

C. Les préférences fédérales : synthèse

Au terme de l'exposition des préférences fédérales, il convient de synthétiser celles-ci afin de pouvoir les intégrer dans les idéaux types à la fin de ce chapitre. Quatre positions émergent de notre analyse du corpus (Tableau 4.10).

Tableau 4.10 Préférences fédérales : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Sterke federatie *par un renforcement du niveau fédéral*	Sterke federatie *via des transferts à la fois vers les entités fédérées et vers le niveau fédéral*	Sterke federatie *via l'approfondissement du système fédéral en accordant plus d'autonomie aux entités fédérées*	Splitsing

Ces différentes positions résultent de la combinaison de plusieurs éléments de préférences fédérales. En outre, les préférences s'articulent avec les perceptions du fédéralisme. Par exemple, les participants qui souhaitent une *sterke federatie* par un renforcement du niveau fédéral (position A) montraient, en termes identitaires, un fort attachement à la Belgique et voyait les différences entre les Flamands et les Wallons limitées à la langue et à la culture. De l'autre côté, les partisans du *splitsing* affichaient un fort et exclusif attachement à la Flandre et surtout trouvait dans les différences entre les deux communautés les raisons légitimes d'une séparation de la Belgique. Selon cette logique analytique, la dernière partie propose cinq idéaux types sur base des éléments dégagés tout au long du chapitre.

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens belges néerlandophones : cinq idéaux types

Cette recherche vise principalement à étudier les relations entre les perceptions et les préférences fédérales. Au terme de notre étude du panel belge néerlandophone, une réponse à cette question peut être esquissée en traduisant les résultats de l'analyse en idéaux types. Pour construire ceux-ci, nous avons procédé dimension par dimension et au sein de chacune de celles-ci mené une analyse systématique du matériau empirique. Le résultat de ce cheminement analytique est présenté au Tableau 4.11. Chacun de ces profils repose sur plusieurs dimensions et ne reflète donc pas la mise en exergue d'une seule caractéristique, d'une réponse à une seule question.

Tableau 4.11 Cinq profils de citoyens belges néerlandophones

L'unitariste	L'unioniste	Le fédéraliste	Le régionaliste	Le séparatiste/ indépendantiste
Connaissance varie	*Connaissance varie*	*Connaissance varie*	*Connaissance varie*	*Connaissance varie*
Perception négative du système fédéral (attise les conflits)	*Perception positive et négative du système fédéral*	*Perception positive et négative du système fédéral*	*Perception négative du système fédéral (inefficacité)*	*Perception très négative du système fédéral (inefficacité)*
Plus confiance dans les institutions fédérales que flamandes	*Plus confiance dans les institutions fédérales que flamandes*	*Confiance dans les institutions*	*Plus confiance dans les institutions flamandes que fédérales*	*Confiance uniquement dans les institutions flamandes*
Hommes politiques et médias principaux responsables	*Hommes politiques et médias principaux responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*	*Hommes politiques et médias co-responsables*
Refus catégorique Flandre nation distincte et revendications, mais compatibilité possible des identités et la Flandre ne paye plutôt pas de trop	*Refus Flandre nation distincte et revendications, mais compatibilité possible des identités et la Flandre ne paye plutôt pas de trop*	*Flandre peut être vue comme nation distincte, plutôt normal de revendiquer, compatibilité des identités, varie sur la question si Flandre trop ou pas*	*Flandre nation distincte, normal de revendiquer, Flandre paye trop et compatibilités des identités*	*Flandre nation tout à fait distincte, tout à fait normal de revendiquer, Flandre paye beaucoup trop et les identités ne sont pas compatibles*
Pas de culture fédérale	*Culture fédérale paradoxale*	*Culture fédérale*	*Culture fédérale*	*Pas de culture fédérale*
Se sent uniquement belge	*Se sent plus belge que flamand*	*Se sent autant belge que flamand*	*Se plus flamand que belge*	*Se sent uniquement flamand*
Peu de différences entre Flamands et Wallons ; seule la langue les différencie	*Certaines différences entre Flamands et Wallons mais volonté de les minimiser*	*Certaines différences entre Flamands et Wallons et celles-ci expliquent le système fédéral*	*Nombreuses différences entre Flamands et Wallons et celles-ci justifient les demandes d'autonomie*	*Nombreuses différences entre Flamands et Wallons (et image négative des Wallons) et celles-ci justifient la séparation*

Unité de la Belgique par un renforcement du niveau fédéral en retirant des compétences aux entités fédérées (à défaut de pouvoir revenir à un État unitaire)	Sterke federatie *par un renforcement du niveau fédéral*	Sterke federatie *via des transferts à la fois vers les entités fédérées et vers le niveau fédéral*	Sterke federatie *via l'approfondissement du système fédéral en accordant plus d'autonomie aux entités fédérées*	Splitsing/*indépendance*

Ces cinq idéaux types se distinguent les uns des autres. La présentation de chacun d'eux, l'objet des prochaines sections, constitue un premier apport de cette recherche. Sur cette première base comparative, la comparaison ensuite des types avec les profils de citoyens dégagés dans les trois autres terrains offrira des enseignements supplémentaires sur les relations entre les citoyens et le fédéralisme.

A. L'unitariste

L'unitariste belge néerlandophone se sent avant tout et uniquement belge. La prédominance du sentiment national belge va de pair avec une vision unitaire de la Belgique et des Belges. S'il sait que le rétablissement d'un système unitaire est impossible, l'unitariste souhaite toutefois assurer l'unité de la Belgique. Celle-ci pourra se faire principalement par un renforcement du niveau fédéral qui doit occuper la place centrale dans l'État fédéral. Plus généralement, cette volonté politique s'accompagne d'une perception unitaire des Belges. Ceux-ci sont vus comme formant un seul peuple – voire une seule nation – et, dans cette perspective, les Wallons et les Flamands ne sont guère différents. Seule la langue les différencie. Pourquoi dès lors vouloir les séparer ? La séparation, de même que la fin de la Belgique, semble impensable pour l'unitariste.

À côté de cette vision doublement unitaire – de la Belgique et des Belges – l'unitariste a une perception négative du système fédéral car celui-ci attise les conflits au lieu des les atténuer. Dans ce contexte de conflits communautaires que l'unitariste regrette vivement, les hommes politiques sont vus comme les principaux responsables tout comme les médias. Il rejette également les revendications flamandes pour plus d'autonomie et refusent de voir dans la Flandre une nation distincte. Toutefois, l'unitariste estime que les identités belge et flamande sont compatibles (même si lui se sent belge uniquement). On ne sera, enfin, guère surpris de ne pas trouver trace d'une culture fédérale chez l'unitariste.

La participation au panel a permis aux citoyens de ce profil de confirmer, voire renforcer, leur vision négative du système fédéral. Leur vision unitaire, toutefois, s'est vue confrontée à la dynamique fédérale belge qui diverge véritablement des perceptions et

préférences de l'unitariste. Celui-ci s'est ainsi rendu compte de l'impossible retour à l'État unitaire, sans pour autant renier son souhait pour une Belgique unie. Pour ce faire, il s'agit alors de renforcer le gouvernement fédéral au détriment des Régions et des Communautés.

B. L'unioniste

L'unioniste partage avec l'unitariste le souhait d'une Belgique unie, mais leurs approches et leurs raisonnements divergent. Tandis que le second est guidé par un idéal d'unité, le premier aspire à l'union des deux grandes communautés du pays. Pour l'unioniste, des différences existent indéniablement entre Flamands et Wallons mais elles ne devraient pas avoir pour conséquence de diviser la Belgique. De plus, avec un peu de bonne volonté, il est possible d'assurer une cohabitation harmonieuse. Dans ce contexte, le système fédéral semble la meilleure solution, même si ce système ne fonctionne pas toujours d'une manière optimale, notamment en raison des hommes politiques qui sont responsables des conflits et les perpétuent. Les citoyens ordinaires doivent être distingués de leurs représentants politiques.

Si l'unioniste refuse de considérer la Flandre comme une nation distincte, il accepte cependant la compatibilité des identités belge et flamande. Lui-même se sent à la fois belge et flamand, mais s'il doit hiérarchiser il se définira d'abord belge puis flamand. Malgré l'acceptation de cette dualité identitaire, il ne partage pas les revendications de certains Flamands pour accroître l'autonomie de la Flandre. Ses préférences fédérales sont d'ailleurs plutôt opposées : afin de freiner la dissociation croissante (*steeds meer*) et de maintenir l'union de la Belgique, il souhaite un renforcement du niveau fédéral. Il rejette donc aussi bien le retour à l'État unitaire que le *statu quo* actuel ou encore l'attribution de davantage de compétences aux entités fédérées.

Enfin, l'unioniste montre des évolutions sensibles au fil de la rencontre. Au début de celle-ci, on peut d'ailleurs dire que ses opinions n'étaient pas vraiment arrêtées et que les discussions permettent de les affiner. On assiste ainsi à quelques évolutions. D'une part, la diversité des opinions sur le futur du fédéralisme en Belgique est mieux prise en compte dans la vision que se fait l'unioniste de cette thématique. D'autre part, en T2 l'unioniste se montrait moins attaché à l'aspect régional dans l'énonciation de ses perceptions qu'en T1, ce qui correspond mieux avec ses préférences fédérales pour un fédéralisme d'union.

C. Le fédéraliste

À la différence des deux premiers profils présentés, le troisième type repose sur une vision véritablement fédérale de la Belgique. Le système fédéral belge assure la coexistence pacifique entre les deux grandes communautés mais elle permet également la reconnaissance des différences et la volonté de mener certaines politiques de façon autonome. À cet égard, le fédéraliste reconnaît que le Flandre peut être vue comme une nation distincte, qu'il est plutôt normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre, qu'il y a des différences entre les Flamands et les Wallons et finalement que l'on peut se sentir simultanément belge et flamand. Le fédéraliste se sent d'ailleurs autant belge que flamand, sans pouvoir hiérarchiser. La reconnaissance de ces différences explique le fédéralisme en Belgique. Le système fédéral mis en place est perçu positivement à certains égards (la coexistence, la reconnaissance des différences et l'autonomie) et négativement en raison de sa complexité et des conflits qui le paralysent.

Pour l'avenir, le fédéraliste souhaite rester, sans surprise, dans un cadre fédéral, mais renforcé. Pour ce faire, il faut réformer le système actuel en transférant des matières du fédéral vers les Régions et les Communautés, d'une part, et du fédéré vers le fédéral, d'autre part. L'objectif est d'organiser une *sterke federatie* dans son ensemble et pas uniquement renforcer une seule de ses composantes que cela soit le niveau fédéral ou le niveau fédéré. Pour le fédéraliste, un système fédéral constitue la meilleure forme de gouvernement alors qu'il rejette toute forme de gouvernement unitaire ; c'est là le signe d'une véritable culture fédérale.

Comme l'unioniste, les perceptions et les préférences du fédéraliste se renforcent au fil du panel. La participation permet ainsi de renforcer ses opinions sur le sujet. Les discussions favorisent également les nuances dans les prises de position et il n'est pas rare d'observer une plus grande cohérence dans les propos des participants, notamment les fédéralistes. Enfin, en analysant cette position, on peut également avancer qu'un fédéraliste déçu – du fédéralisme belge – pourrait s'éloigner de cette posture et se transformer en un régionaliste plus convaincu.

D. Le régionaliste

Le régionaliste, en Belgique néerlandophone, met en avant l'importance de sa région, tout en souhaitant rester dans un cadre fédéral belge. Il se sent plus flamand que belge et estime que de nombreuses différences existent entre habitants du nord du pays et habitants du sud du pays. Ces différences justifient que les régions empruntent des chemins

séparés ; pour ce faire, une plus grande autonomie est nécessaire. Le régionaliste se montre ainsi favorable aux demandes pour plus de compétences pour la Flandre – et par effet miroir aux autres entités fédérées – qu'il voit comme une nation distincte du reste de la Belgique.

À côté de cette vision positive de la Flandre, le régionaliste révèle une vision plus négative du système fédéral belge. Celui-ci lui paraît inefficace et les institutions fédérales lui inspirent moins confiance que les institutions flamandes. En outre, bien qu'il défende les mécanismes de solidarité, il pense que la Flandre paye trop pour les autres régions. Toutefois, il ne rejette pas pour autant tout aspect lié à la Belgique ; il se sent d'ailleurs attaché à la Belgique et encourage la compatibilité des identités. Voulant combiner cette double vision, le régionaliste prône l'approfondissement du système fédéral belge en transférant un certain nombre de compétences aux entités fédérées. Ainsi, la Flandre, tout comme la fédération belge, en ressortirait plus forte.

En termes d'évolution, on constate globalement peu de changements entre le début et la fin du panel citoyen, même s'il y a quelques évolutions au niveau de l'intensité (les opinions tournent vers « Plutôt »). Les perceptions étaient bien établies avant la rencontre et les préférences n'en ressortent pas modifiées. Comme nous l'avions noté à propos du fédéraliste, le régionaliste peut toutefois évoluer : ces perceptions peuvent changer au fil du temps et sa position peut s'adapter en conséquence. Il sort du cadre de cette recherche d'appréhender finement l'évolution des profils sur le long terme mais notre effort de compréhension des perceptions et des préférences fédérales laisse entrevoir la dynamique à l'œuvre au sein des différents types de citoyens. Puisque la position du régionaliste est fortement liée aux perceptions de la dynamique fédérale belge, on peut avancer sans prendre trop de risque que cette position ne manquera pas d'évoluer au rythme des réformes de l'État en Belgique. Si l'éventuel approfondissement du système fédéral satisfait le citoyen régionaliste, on peut s'attendre à ce qu'il en devienne plus fédéraliste, alors que s'il n'approuve pas l'évolution du fédéralisme belge, ses perceptions et ses préférences pourraient s'aiguiser et le transformer en un séparatiste/indépendantiste.

E. Le séparatiste/indépendantiste

Ce cinquième et dernier profil n'avait pas été mis en avant à la fin du chapitre 3 traitant des citoyens belges francophones. Avant d'esquisser les traits de ce profil de citoyen, il est important de rappeler que la construction d'idéaux types n'emporte pas de jugement de valeur. La perspective employée ici est purement descriptive et analytique ; il

ne s'agit donc pas de juger si un profil est meilleur ou moins valable qu'un autre. Apporter cette précision s'avère donc particulièrement nécessaire car de nombreuses prises de position attaquent ou défendent les attitudes qui se rapprochent de près ou de loin à ce que l'on qualifie de séparatisme[501].

Le profil du séparatiste/indépendantiste, issu de notre recherche, présente des caractéristiques à la fois semblables à celles d'autres types de citoyens présentés jusqu'à présent et à la fois – très – différentes. La caractéristique la plus dissemblable se trouve dans le souhait de rupture complet avec le modèle fédéral actuel. Cette position trouve ses racines dans deux causes qu'il est important de distinguer, bien qu'elles se renforcent mutuellement. D'une part, le séparatiste/indépendantiste ancre son identité dans une nation flamande distincte de la Belgique. Il se sent dès lors uniquement flamand et il lui est impossible de penser que les identités flamande et belge sont compatibles. Les Wallons et les Flamands sont très différents ; tellement différents que vouloir organiser un vivre ensemble commun ne se justifie pas. D'autre part, le séparatiste/indépendantiste a une perception très négative du système fédéral. Celui-ci est totalement inefficace notamment en raison des blocages créés par les Wallons et surtout leurs hommes politiques. De plus, la solidarité entre les régions est inéquilibrée (la Flandre paye trop) et partant de ce constat, le séparatiste/indépendantiste exige une révision des mécanismes de transferts. Idéalement, la solidarité devrait être assurée à un niveau européen plutôt qu'au niveau belge.

Le séparatiste/indépendantiste ne voit donc pas de futur pour le fédéralisme belge à long terme. Si dans un premier temps il accepte l'approfondissement du système fédéral en octroyant davantage de compétences aux entités fédérées, il ne s'agit que d'une première étape dans la direction de la séparation, du *splitsing*. Il estime que la séparation de la Belgique constitue à terme la meilleure solution pour tous les Belges, y compris pour les Wallons. Une nouvelle configuration étatique, avec une Flandre indépendante, serait bien plus efficace que le système fédéral actuel.

Par ailleurs, les perceptions et les préférences du citoyen séparatiste/indépendantiste ne connaissent guère d'évolution suite à la participation au *Publiek forum*. Ses opinions, pré-établies, ne sortent pas modifiées des échanges avec les experts, les hommes politiques et les autres citoyens. On pourra, néanmoins, noter que

[501] Voyez, par exemple, Herman De Croo, *België barst? Vragen aan de separatisten. Que la Belgique crève? Questions aux séparatistes* (Tielt ; Bruxelles : Lannoo ; Racine, 2008).

certaines positions tranchées en début de rencontre peuvent s'atténuer au fil de la rencontre, indiquant, malgré tout, l'influence de la participation au panel.

Enfin, peut-on distinguer séparatiste et indépendantiste ? À notre sens, il existe une légère différence entre un séparatiste et un indépendantiste, en ce que les différentes dimensions de la position du premier sont principalement influencées par une perception négative du système fédéral et de l'autre communauté (en bref, le fédéralisme belge comme modèle de coexistence est inefficace) tandis que la position de l'autre combine cette vision avec une mise en exergue de l'identité flamande. Le séparatiste ancre donc son raisonnement dans une logique qu'il qualifie de purement rationnelle ; il a dénationalisé son discours. L'indépendantiste, quant à lui, met en avant l'existence d'une nation flamande et la nécessité de la création d'un État pour héberger celle-ci – d'autant plus que le système fédéral belge ne fonctionne pas ou plus. Au-delà de cette distinction, il a été jugé préférable de rassembler séparatiste et indépendantiste, surtout qu'hormis cette différence, le profil est unique.

DEUXIÈME SOUS-PARTIE

Panels citoyens canadiens

Chapitre 5

Les citoyens canadiens anglophones et le fédéralisme au Canada

Au Canada, le fédéralisme est intrinsèquement lié à l'histoire et au développement du pays. Le Canada constitue d'ailleurs une des plus anciennes fédérations, après les États-Unis d'Amérique et la Suisse. Contrastant avec la jeunesse du fédéralisme belge, la dynamique fédérale a animé le Canada depuis l'acte – fondateur – de l'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867. Depuis lors, le pays a traversé une véritable « odyssée constitutionnelle »[502], pour reprendre l'expression de Peter RUSSELL. Le Canada a ainsi connu des mouvements – parfois forts – de centralisation et de décentralisation, des périodes de débats constitutionnels et de graves tensions. C'est dans un tel contexte fédéral que les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir sont étudiées ; d'abord celles des citoyens canadiens anglophones dans ce chapitre, ensuite celles des citoyens québécois dans le chapitre suivant. Selon une formule éprouvée dans les deux chapitres précédents, le cheminement analytique passera de l'étude des quatre dimensions des perceptions fédérales à l'appréhension des préférences fédérales avant de construire, sur base des données empiriques, des idéaux types.

I. *The Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism*

A. Le contexte : le Canada, l'Ontario et Kingston

Le 14 juin 2008, s'est tenue à Kingston *The Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism*. Ce panel citoyen a rassemblé 16 citoyens canadiens anglophones dans les locaux de l'*Institute of Intergovernmental Relations* de *Queen's University* pour plus d'une demi-journée d'échanges sur des thématiques liées au fédéralisme[503]. Avant de décrire concrètement cet événement, il importe de préciser le contexte politique plus général dans

---

[502] Peter H. Russell, *Constitutional odyssey : can Canadians become a sovereign people?* (Toronto ; Buffalo : University of Toronto Press, 1992). Depuis lors, ce travail séminal a été réédité à deux reprises, en 1993 et en 2004.

[503] Dans un article pour la *Revue parlementaire canadienne/Canadian Parliamentary Review*, les résultats préliminaires de cette assemblée ont été présentés, au côté des premières réflexions issues du terrain québécois : Min Reuchamps, « Mini-assemblées citoyennes sur l'avenir du fédéralisme canadien », *Revue parlementaire canadienne/Canadian Parliementary Review* 31, n°4 (2008). ; ou dans sa version anglaise : Min Reuchamps, « Mini Citizens' Assemblies on the Future of Canadian Federalism », *Canadian Parliementary Review/Revue parlementaire canadienne* 31, n°4 (2008).

lequel il s'est déroulé. Dans un premier temps, nous présenterons quatre visions du fédéralisme canadien qui animent les discussions sur l'avenir de celui-ci. Ensuite, il s'agira de présenter brièvement le contexte plus particulier de l'Ontario dans la dynamique fédérale.

1. Le fédéralisme au Canada : quatre grandes visions

Dans l'introduction générale, les grands fondements ainsi que l'évolution constitutionnelle du Canada ont été rappelés. Une telle approche combinant les éléments institutionnels dans une perspective historique s'avère nécessaire pour comprendre la dynamique passée et présente de la fédération canadienne. Il faut toutefois dépasser cette présentation historico-institutionnelle en explorant la dynamique fédérale actuelle afin d'isoler les forces qui l'animent. Pour ce faire, les chercheurs ont souvent recours à des typologies ; il en existe plusieurs, notamment celle des « five faces of federalism », de James R. MALLORY[504]. Plus récemment, François ROCHER et Miriam SMITH proposent une autre typologie où ils identifient quatre visions constitutionnelles fondamentales du fédéralisme au Canada de ses débuts à nos jours : la théorie du contrat (*compact theory*), le fédéralisme asymétrique (*asymmetrical federalism*), le fédéralisme nationalisant (*nationalizing federalism*) et la vision constitutionnelle basée sur les droits (*rights-based constitutional vision*)[505]. Si ces quatre visions ne sont pas mutuellement exclusives, chacune d'elles met en avant des caractéristiques propres qui permettent de comprendre les enjeux des débats constitutionnels canadiens.

La première vision repose sur une volonté d'égalité des provinces. Celle-ci remonte aux origines du Canada. Lors des débats constitutionnels qui ont conduit à la création de la fédération canadienne en 1867, cette approche fut en effet défendue par certains représentants des provinces qui voyaient la création du Canada comme un contrat, une alliance entre les provinces[506]. Par conséquent, une double égalité résulte de cette théorie du contrat : l'égalité entre les provinces mais également l'égalité entre l'ordre du gouvernement provincial et l'ordre du gouvernement – nouvellement créé – fédéral. Dans cette perspective, les provinces jouissent d'une large autonomie et d'un droit de participation

[504] Cet auteur décrit le fédéralisme canadien en termes de cinq visages que celui-ci a pris au cours du temps, du fédéralisme d'urgence (*emergency federalism*) au fédéralisme de co-opération (*co-operative federalism*) : voyez James R. Mallory, « The five faces of federalism », in *Canadian federalism : Myth or reality*, J. Peter Meekison (dir.) (Toronto : Methuen, 1971).

[505] François Rocher et Miriam Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism », in *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.) (Peterborough : Broadview Press, 2003).

[506] Garth Stevenson, *Unfulfilled union : Canadian federalism and national unity*, Canadian controversies series (Toronto : Macmillan of Canada, 1979). Ce livre en est maintenant à sa quatrième édition (2004).

dans le fonctionnement des institutions fédérales. Cette vision égalitaire des provinces a été reconnue par la Loi Constitutionnelle de 1982 puisque la formule d'amendement n'accorde à aucune province un droit de veto et que la Charte canadienne des droits et des libertés s'applique à tous les gouvernements, fédéraux et provinciaux. Cette vision s'inscrit dans « un désir positif de reconnaître la forte diversité qui caractérise le Canada et donc le caractère unique de chaque province ; dans une perspective plus négative, elle s'inscrit dans le désir d'empêcher le Québec de recevoir des pouvoirs particuliers »[507].

La deuxième vision remonte, elle aussi, aux origines de la fédération canadienne. Cette dernière est le fruit, comme nous l'avons mentionné dans l'introduction générale, d'une union entre deux peuples fondateurs, anglais et français. On retrouve ici la théorie du contrat (*compact theory*) mais cette fois entre deux peuples fondateurs et non plus entre toutes les provinces[508]. Ainsi, à l'origine du Canada se trouve un dualisme mettant en exergue le caractère binational du pays, principalement reconnu par les francophones. Toutefois, cette vision dualiste a été largement supplantée dans les esprits, sous les critiques des différents groupes qui s'en sentaient exclus, notamment les autochtones, pour devenir, dans les années 1980 et surtout dans les années 1990, multinationale[509]. On est ainsi passé d'un dualisme à un multinationalisme qui fonde dans la diversité des différentes nations, principalement québécoise et autochtones[510], un droit à un fédéralisme asymétrique afin de permettre à chaque nation de se développer selon ses besoins spécifiques[511]. Cependant, la question de l'asymétrie, si elle se pose plus particulièrement depuis les années 1980, n'était pas absente en 1867, comme le rappelle Réjean PELLETIER[512], surtout à l'égard du Québec

507 Rocher et Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism », 28 (notre traduction).

508 Voyez notamment Stephen Brooks, *Canadian Democracy : An Introduction*, 5ème éd. (Don Mills : Oxford University Press, 2007), 201.

509 Voyez Ramón Maíz Suárez, « Democracy, federalism and nationalism in multinational states », in *Identity and territorial autonomy in plural societies*, William Safran et Ramón Maíz Suárez (dir.), Cass series-nationalism and ethnicity (Londres ; Portland : Frank Cass, 2000) ; Alain-G. Gagnon et James Tully (dir.), *Multinational Democracies* (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001) ; Keating, *Plurinational Democracy : Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era* ; Alain-G. Gagnon *et al.* (dir.), *The conditions of diversity in multinational democracies* (Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2003) ; Michael Burgess et John Pinder (dir.), *Multinational federations* (New York : Routledge, 2007). Comme nous l'avons rappelé dans la section sur le fédéralisme multinational dans le premier chapitre, il ne faut pas confondre le caractère multinational d'une société avec son éventuel caractère multiculturel.

510 Mais pas la « nation canadienne anglaise » puisqu'elle constitue la majorité : l'asymétrie vise plutôt à accommoder des minorités.

511 Kenneth McRoberts, « Canada and the multinational state », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 34, n°4 (2001).

512 Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 133-153. Voyez également les réflexions de David MILNE, un chercheur anglophone, sur ce sujet : David Milne, « Equality or asymmetry : Why choose? », in *Options for a new Canada*, Ronald L. Watts et Douglas M. Brown (dir.) (Toronto : University of

– ce qui ne signifiait pas nécessairement une reconnaissance particulière de cette province[513].

Plus singulièrement, à partir des années 1980, dans le cadre de la relation Québec-Canada, des voix se sont élevées, aussi bien au Québec que dans le reste du Canada, pour encourager une certaine asymétrie afin d'accommoder le Québec au sein de la fédération canadienne[514] – bien que d'autres doutent qu'une réponse asymétrique constitue la solution aux tensions[515]. Les Premières nations appellent également à un fédéralisme asymétrique qui permettrait le développement d'un nouveau partenariat entre le gouvernement fédéral et les peuples autochtones mettant ainsi fin à la relation paternaliste qui les a unis jusqu'à présent[516]. Qu'elle soit plaidée par les Québécois ou par les autochtones, cette vision asymétrique met en exergue « l'impératif de reconnaître le fait que certaines communautés, en raison de leur statut de minorités, ont besoin de certains leviers politiques pour assurer leur développement. Cela a été contesté par le gouvernement central, pour qui l'État doit être au service de tous les citoyens, sans égard à leurs différences »[517].

La troisième vision s'oppose clairement à cette vision multinationale et à la vision provincialiste qui a été présentée initialement. Au lieu de mettre en avant deux ou plusieurs nations au sein du Canada, la vision nationalisante (*nationalizing vision*) nie justement toute

Toronto Press, 1991) ; David Milne, « Asymmetry in Canada, Past and Present », *Asymmetry Series*, n°1 (2005), http ://www.iigr.ca/iigr.php/site/publication_detail?publication=354.

513 Après la recherche d'éventuelles asymétries dans la L.C. 1867, cet auteur précise : « […] nous ne trouvons aucune asymétrie d'ordre constitutionnel qui accorderait au Québec, comme nation minoritaire, des pouvoirs que les autres provinces n'auraient pas. Nous décelons, cependant, dans la Constitution des obligations supplémentaires pour le Québec que les autres provinces n'ont pas nécessairement », Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 141.

514 Sur ce sujet, on consultera notamment Philip Resnick, *Toward a Canada-Quebec union* (Montréal ; Buffalo : McGill-Queen's University Press, 1991) ; Taylor, « Shared and divergent values » ; Kenneth McRoberts, « English-Canadian Perceptions of Quebec », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Scarborough : Nelson, 1993) ; Roger Gibbins et Guy Laforest (dir.), *Beyond the Impasse : Toward Reconciliation* (Montréal : Institute for Research on Public Policy, 1998) ; Alain-G. Gagnon, « The moral foundations of asymmetrical federalism : A normative exploration of the case of Quebec and Canada », in *Multinational democracies*, Alain-G. Gagnon et James Tully (dir.) (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001) ; Alain-G. Gagnon, « Le fédéralisme asymétrique au Canada », in *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*, Alain-G. Gagnon (dir.), Paramètres (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006).

515 On pense, par exemple, à Claude Bariteau, *Québec, 18 septembre 2001 : le monde pour horizon* (Montréal : Editions Québec Amérique, 1998) ; Daniel Turp, *La nation bâillonnée : le plan B, ou l'offensive d'Ottawa contre le Québec* (Montréal : VLB éditeur, 2000) ; Michel Seymour, *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec* (Montréal : L'Hexagone, 2001) ; Daniel Turp, *Le droit de choisir : essais sur le droit du Québec à disposer de lui-même* (Montréal : Éditions Thémis, 2001).

516 France Abele et Michael J. Prince, « Aboriginal Governance and Canadian Federalism : A To-Do List for Canada », in *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.) (Peterborough : Broadview Press, 2003) ; Kiera L. Ladner, « Treaty Federalism : An Indigenous Vision of Canadian Federalisms », in *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.) (Peterborough : Broadview Press, 2003).

517 Rocher et Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism », 33 (notre traduction).

autre source identitaire que la nation canadienne. Si on trouve trace à travers l'histoire du pays de plusieurs versions de cette approche dont une était portée par certains pères fondateurs[518], la version moderne de ce nationalisme (pan)canadien fut initiée par les libéraux de Pierre Elliott TRUDEAU en réaction à la montée en puissance du nationalisme québécois, signalée politiquement par l'élection du Parti québécois en 1976, ainsi que, dans une moindre mesure, par d'autres formes de régionalisme dans les années 1970 et 1980[519]. Au cœur de ce nationalisme se trouve une volonté de « construction nationale », de *nation-building*, d'un océan à l'autre[520]. Politiquement, cette vision nationalisante se traduit par un renforcement du gouvernement fédéral qui se doit de mener des programmes nationaux tels que le Programme d'énergie nationale[521] et qui peut même développer des politiques allant à l'encontre de la volonté des provinces. D'une certaine façon, la Loi constitutionnelle de 1982, qui fut adoptée sans le consentement du gouvernement du Québec[522], reflète cette vision nationalisante. Plus particulièrement, la Charte des droits « cimente l'attachement des Canadiens au gouvernement fédéral vu comme le niveau qui offre et protège les droits contenu dans la Charte »[523]. Avec François ROCHER et Miriam SMITH, on peut synthétiser cette vision de la façon suivante :

---

518 Particulièrement John A. MACDONALD qui était partisan, comme nous l'avons mentionné dans l'introduction générale, d'un gouvernement central fort ; on trouvera un traitement détaillé de cette question dans Peter B. Waite (dir.), *The Confederation Debates in the Province of Canada* (Toronto : McClelland & Stewart, 1963).
Par la suite, lors de la Grande dépression des années 1930, le Canada a connu un autre mouvement centralisateur encourageant, cette fois, l'intervention de l'État dans l'économie en vue de minimiser les conséquences de la crise économique ; sur ce sujet, voyez Frank R. Scott, « Centralization and Decentralization in Canadian Federalism », in *Federalism in Canada : Selected Readings*, Garth Stevenson (dir.) (Toronto : McClelland & Stewart, 1989).

519 On pense notamment au régionalisme de l'Ouest canadien et plus particulièrement de l'Alberta, voyez Edward Bell, « Separatism and Quasi-Separatism in Alberta », *Prairie Forum* 32, n°3 (2007).

520 La littérature, scientifique et politique, sur ce sujet est vaste ; pour une référence scientifique, on pourra consulter Guy Laforest, *Trudeau et la fin du rêve canadien* (Sillery : Septentrion, 1992). Pour un ouvrage plus politique, le livre d'André BURELLE nous semble un point d'entrée intéressant : André Burelle, *Pierre Elliott Trudeau. L'intellectuel et le politique* (Montréal : Fidès, 2005). Enfin, Pierre Elliott TRUDEAU a également consigné ses réflexions dans plusieurs ouvrages dont le livre phare est Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la société canadienne-française* (Montréal : Hurtubise Hmh, 1967).

521 Connu également sous son appellation anglaise de *National Energy Program* qui ressortira des discussions du panel canadien anglophone.

522 Cette question a fait couler beaucoup d'encre ; pour différents points de vue sur ce sujet, on pourra consulter, entre autres, Keith Banting et Richard Simeon (dir.), *And No One Cheered : Federalism, Democracy and the Constitution* (Toronto : Methuen, 1983) ; Alan C. Cairns, *Disruptions : Constitutional Struggles, from the Charter to Meech Lake* (Toronto : McClelland & Stewart, 1991) ; Laforest, *Trudeau et la fin du rêve canadien.*

523 Rocher et Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism », 36 (notre traduction). Dans cette perspective, on comprendra que la référence au caractère distinct de la société québécoise telle que prévue par l'Accord du Lac Meech a été rejetée par les porteurs de cette vision. Pierre Elliott TRUDEAU s'est d'ailleurs montré largement hostile à cet accord : Pierre Elliott Trudeau, « Who Speaks for Canada? Defining and Sustaining a National Vision », in *The Meech Lake Primer : Conflicting Views of the 1987 Constitutional Accord*, Michael D. Behiels (dir.) (Ottawa : University of Ottawa Press, 1989).

> […] le cœur de cette vision de la constitution ne vise pas seulement à privilégier le niveau national de gouvernement […] mais aussi le projet politique qui l'accompagne, qui dans tous les cas trouve ses racines dans le projet de créer ou d'agrandir l'État fédéral, pas uniquement pour des raisons économiques et sociales, mais également parce qu'il constitue le berceau de la citoyenneté nationale[524].

Enfin, la quatrième et dernière vision, dégagée par les deux auteurs, se fonde sur l'importance des droits et trouve son origine dans la Charte canadienne des droits et des libertés de 1982. Cette perspective irradie les trois autres visions du fédéralisme canadien, et plus particulièrement la dernière qui vient d'être évoquée, mais s'en éloigne par son caractère non territorial – alors que les trois premières visions s'inscrivent toutes dans un territoire bien défini. On peut trouver deux types de droits au cœur de cette approche, selon les acteurs qui les mobilisent. D'une part, les droits individuels. Tous les Canadiens jouissent des mêmes droits individuels. Cette proposition fait écho à la vision nationalisante qui construit l'identité canadienne autour de cette égalité. D'autre part, les droits collectifs. Ce sont les droits des peuples autochtones – et dans une moindre mesure les communautés culturelles[525] – qui se sont battus pour une reconnaissance constitutionnelle en 1982[526]. Cette reconnaissance des droits collectifs ne signifie, toutefois, pas la reconnaissance de droits aux communautés nationales. C'est pourquoi les Québécois se sont toujours opposés à la Charte des droits et des libertés, justement, parce qu'elle niait leurs droits en tant que groupe national, en le réduisant à un collectif comme tous les autres[527]. « [D]'une façon générale, conclut Réjean PELLETIER, la Charte n'a pas pour but de reconnaître des droits collectifs : elle s'applique essentiellement à des individus, non à des collectivités, selon les principes les plus classiques du libéralisme qui accorde la primauté aux droits individuels »[528].

---

524 Rocher et Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism », 38 (notre traduction).

525 Par la clause 27 sur le maintien du patrimoine multiculturel, mais c'est uniquement une clause interprétative de la Charte. On peut aussi y ajouter les droits à l'Instruction dans la langue de la minorité (art. 23, surtout 23(3)) qui sont accordés à des individus qui appartiennent à des communautés de langues officielles (là où le nombre le justifie, comme l'indique la Charte). Les droits à l'égalité (art. 15) ne visent pas des collectivités, mais des individus : interdiction de la discrimination en fonction de l'âge, du sexe, de la religion, de la race, etc. Pour plus de détails, Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 160.

526 Cairns, *Disruptions : Constitutional Struggles, from the Charter to Meech Lake*, 108-138.

527 Par contre, il y a des droits linguistiques, mais « de nature individuelle et non pas collective (plus exactement, des droits accordés à des individus du fait de leur appartenance à une collectivité), [qui] visent avant tout à protéger les minorités francophones hors Québec et la minorité anglophone au Québec. Par conséquent, la minorité nationale québécoise doit recourir à son propre gouvernement où elle est majoritaire pour assurer sa protection linguistique », Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 148. Sur ce sujet, on pourra également consulter : José Woehrling, « Fédéralisme et protection des droits et libertés au Canada (avec un point de vue comparatif sur les Etats-Unis) », in *Conférences sur le fédéralisme comparé* (Bruxelles : Centre d'études canadiennes et Centre de droit public de l'Université Libre de Bruxelles, 2004).

528 Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 161.

La présentation de ces quatre visions du fédéralisme canadien, telles que portées par les acteurs politiques mais également par les citoyens, montre la complexité du débat et ses grandes lignes de force. La dynamique fédérale est ainsi animée par des visions divergentes sur l'organisation du vivre ensemble. C'est dans ce contexte que cette recherche plonge et tente d'appréhender les perceptions et les préférences fédérales des citoyens. L'intérêt de notre enquête réside dans l'approche de terrain qui vient ainsi compléter les écrits plus théoriques sur les visions du Canada.

2. Le fédéralisme canadien vu de l'Ontario

Après avoir présenté le contexte global, au travers de la description de quatre grandes conceptions du fédéralisme canadien, il est utile de descendre d'un niveau et d'explorer la vision du fédéralisme par les Ontariens puisque le panel citoyen canadien anglophone s'est tenu dans une ville de cette province qui héberge également la capitale nationale, Ottawa[529]. Dans une recherche récente, basée sur un sondage représentatif pancanadien auprès de 1000 Canadiens, Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ dressent un portrait général des attitudes des citoyens vis-à-vis du fédéralisme et de la fédération canadienne[530]. Si l'on considère uniquement les résultats pour les Ontariens, trois enseignements peuvent être tirés en guise d'introduction à notre travail de terrain.

Premièrement, nombre d'Ontariens ont « une préférence pour une approche fonctionnelle et instrumentale de l'État […]. Ceux-ci veulent, d'abord et avant tout un État efficace, efficient et où les coûts sont bien contrôlés »[531]. Cette insistance sur l'efficacité de l'État, qui avait également été mise en évidence dans les deux terrains belges, se confirmera peut-être dans l'étude des données récoltées à Kingston. Deuxièmement, dans la logique d'une vision efficace de l'État, une majorité des Ontariens est prête à dénaturer le partage des compétences entre le fédéral et le provincial – souvent en défaveur de ce dernier – pour atteindre cette efficacité. Plus généralement, on trouve au sein de cette province une volonté de renforcer l'échelon fédéral. Il faudra confronter cette hypothèse à la réalité du terrain pour en connaître les raisons. En outre, les trois auteurs de cette enquête vont même plus loin en posant le constat suivant :

> with the limited exception of Quebec respondents, the participants in our poll seemed to attach great importance to the efficiency by which services are delivered, even at the expense

[529] Cette précision n'est pas marginale car les deux ont toujours été imbriqué ; l'intérêt de l'Ontario se confondant avec l'intérêt du Canada et vice-versa.
[530] Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada » ; Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ».
[531] Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada », 244.

> of a more federalist reading of the Canadian political reality. Thus, the balance between efficiency and other objectives is apparently tilted in favour of the former, suggesting, in turn, the weakness of a culture of federalism in Canada or at least Canada outside of Quebec[532].

Troisièmement, il y a un refus répété pour un fédéralisme asymétrique chez une grande majorité d'Ontariens. Plus précisément, nombre d'entre eux refusent d'accorder plus d'autonomie pour le Québec à l'endroit du gouvernement fédéral, alors que 80 % des habitants de cette province estiment que le fédéralisme canadien vise à accommoder la diversité comme celle du Québec et des peuples autochtones. Il existe donc un hiatus entre le principe et la pratique. En outre, ce refus fait largement écho aux visions provincialiste et nationalisante évoquées dans la section précédente. Cette approche égalitaire des provinces est, toutefois, un peu nuancée lorsque la réflexion porte sur les ententes particulières récemment conclues entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa, par exemple, en matière d'immigration et de soins de santé. On compte alors un peu moins de la moitié des Ontariens favorables à ces ententes.

Enfin, d'une manière générale, les auteurs de cette recherche montrent que le niveau de connaissance du fédéralisme, ce qu'ils qualifient de *federalism literacy*, est faible, partout au Canada[533]. À la question de savoir s'il est souvent difficile de savoir quel ordre de gouvernement est responsable de quoi, 70 % des Canadiens interrogés répondent correctement. Plus spécifiquement, lorsque la question porte sur un domaine particulier – la défense, la poste, l'éducation primaire et secondaire, l'environnement –, le sondage révèle qu'au moins un quart des Canadiens n'est pas capable d'identifier qui fait quoi ou qui est responsable de quoi, même pour des domaines jugés généralement peu problématiques[534]. Plus globalement, passant de questions de connaissance politique à des questions de préférence, la majorité des Canadiens souhaite une répartition partagée des responsabilités entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Or, cette préférence pour le partage va à l'encontre des définitions classiques du fédéralisme qui considèrent la division claire des pouvoirs entre deux ordres de gouvernement comme centrale[535]. À nouveau, il s'agira de vérifier dans le corpus de données d'éventuelles traces de cette préférence ou d'une vision plus fédéraliste ou encore d'approches intermédiaires.

---

[532] Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians » : 34.
[533] *Ibid.* : 25-27.
[534] *Ibid.* : 27.
[535] Voyez notamment Wheare, *Federal Government*, 10.

3. Kingston, les Loyalistes et les Orangistes

Pour terminer cette présentation du contexte dans lequel s'est inscrit le panel citoyen, il est utile d'apporter quelques précisions géographiques et politiques sur le lieu de cette rencontre, comme nous l'avions fait pour Liège et Anvers. Kingston est une ville de l'Ontario de plus de 100.000 habitants. Située au centre d'un triangle reliant Toronto, Montréal et Ottawa, elle se trouve au cœur du tissu urbain de l'est du Canada. Historiquement, à la suite de la révolution américaine, Kingston et sa région, qui bordent la frontière avec les États-Unis d'Amérique, ont accueilli de nombreux Loyalistes, ces colons américains qui restèrent loyaux à la Couronne britannique et fuirent notamment vers le Canada[536]. En outre, certains Loyalistes étaient également des Orangistes, membres de l'ordre d'Orange qui fut créé pour défendre les intérêts des protestants et fut principalement implanté en Ontario[537] ; ceux-ci, par certains aspects, se sont montrés farouchement hostiles aux francophones et aux catholiques[538]. Enfin, Kingston fut une des premières capitales du Canada, de 1841 à 1844, au début du Canada-Uni, avant de perdre ce statut au profit de Montréal, Toronto, Québec et finalement, en 1857, Ottawa. Après la présentation des éléments du contexte politique, il est à présent temps de passer à la description plus concrète du panel canadien anglophone.

B. Les participants : 16 citoyennes et citoyens

The Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism qui s'est tenue à Kingston, le 14 novembre 2008, a réuni 16 participants – respectivement 5 citoyennes et 11 citoyens. Tous sont des Canadiens dont la langue maternelle est l'anglais, même si certains d'entre eux ont au moins des notions dans une ou plusieurs langues étrangères notamment le français pour huit d'entre eux. Six participants ont vécu la plus grande partie de leur vie à Kingston, huit dans une autre ville de l'Ontario et deux dans une autre province du Canada. En outre, il y avait des participants de tous les âges : quatre avaient moins de 30 ans, six autres se situaient entre 30 et 60 ans et les six derniers étaient de âgés de plus de 60 ans.

536 Sur cet épisode de l'histoire nord-américaine et sur les loyalistes plus particulièrement, on trouvera un traitement détaillé dans les travaux de Robert M. CALHOON ; voyez, par exemple, Robert M. Calhoon, *The Loyalists in Revolutionary America, 1760-1781* (New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1973) ; Robert M. Calhoon *et al.* (dir.), *Loyalists and Community in North America*, Contributions in American History (Westport : Greenwood Press, 1994). Dans sa *Vie politique au Canada*, André BERNARD revient également sur cette période et sur les éléments politiques qui s'y rattachent : André Bernard, *Vie politique au Canada* (Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 2005), 217-229.

537 Sur l'Orangisme au Canada, on trouvera un traitement détaillé dans David A. Wilson (dir.), *The Orange Order in Canada* (Dublin : Four Courts, 2007).

538 Bernard, *Vie politique au Canada*, 27-31.

Comme dans les autres terrains, les diplômés de l'université sont surreprésentés (9 sur 16 ici). Enfin, en termes d'identification partisane, on trouve aussi bien des libéraux que des néo-démocrates et des conservateurs, mais également des personnes qui se sentent proche d'un autre parti ou qui ne s'identifient à aucun parti politique.

Le recrutement s'est opéré sur une base volontaire mais, à la différence des deux terrains belges, un *honorarium* de 10 dollars canadiens était offert à chaque participant et ce, afin de maximiser le taux de participation. Il nous semble que cette petite rémunération n'a pas introduit de biais dans la récolte des données. Comme à Liège et à Anvers, la diffusion de l'invitation s'est faite le plus largement possible en mobilisant à la fois les ressources de *Queen's University* et celles de l'*Institute of Intergovernmental Relations* via leurs listes de contacts et leur site Internet. Par ailleurs, une annonce a été publiée dans le *Kingston Whig-Standard*, le journal de la région de Kingston et de nombreuses invitations ont été distribuées dans différents quartiers de la ville[539].

La raison principale derrière la participation des citoyens se trouve pour 10 des 16 participants dans l'intérêt pour le sujet (*the topic interests me*). Les autres se partagent entre le devoir de citoyen (*it's my duty as a citizen*) – deux personnes –, la volonté de faire entendre sa voix (*I want to have my voice to be heard*) – deux personnes – et aider l'organisateur (*to help the organizer*) – deux personnes – ; les deux derniers participants n'ont pas répondu à cette question. Au final, l'évaluation de la rencontre est assez positive puisque neuf citoyens jugent leur participation très positive et six plutôt positive.

Enfin, le panel de Kingston est celui qui a rassemblé le moins de participants. Même dans une perspective qualitative, 16 participants demeurent un nombre assez faible. Comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, l'objectif initial était de réunir entre 20 et 30 citoyens pour chaque panel. Faute vraisemblablement d'un réseau social suffisamment développé et peut-être d'un intérêt au sein de la population pour la question du fédéralisme, l'objectif n'a pas pu être atteint à Kingston. Toutefois, à côté de cet objectif en termes de nombre, l'exigence de diversité des citoyens rassemblés a, quant à elle, été remplie, comme nous venons de le montrer dans les paragraphes précédents, puisque le panel a réuni des personnes venant d'horizons fort diversifiés et aux positions politiques différentes.

[539] Dans le questionnaire T2, les répondants étaient interrogés sur la manière dont ils avaient été mis au courant de cet événement. Les réponses sont assez diversifiées : une personne a répondu par les médias, trois par une annonce sur Internet, six par une invitation déposée dans leur boîte aux lettres, quatre par une connaissance et deux par un courriel de l'organisateur.

C. L'organisation et le déroulement

D'une manière générale, l'organisation et le déroulement du panel citoyen de Kingston ont reproduit le canevas général dressé au deuxième chapitre. Plus concrètement, les participants ont été répartis en deux groupes (le groupe S et le groupe T) et ont reçu un code individuel afin de les anonymiser tout en pouvant suivre leur cheminement au long de la rencontre. Celle-ci s'est ouverte avec la passation d'un pré-questionnaire et s'est clôturée avec un post-questionnaire. Entre ces deux moments, les participants se sont retrouvés à deux reprises en focus groupes et une seule fois en séance plénière pour écouter trois experts (Tableau 5.1).

Tableau 5.1 Programme de la *Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism*

9h30	Accueil des participants
9h30 – 9h40	En séance plénière : mot d'accueil par Min REUCHAMPS
9h40 – 9h50	En sous-groupes : passation du pré-questionnaire
9h50 – 11h00	En sous-groupes (I) : présentation du panel et de son déroulement ; discussions sur les perceptions
11h00 – 12h00	En séance plénière : interventions de Peter LESLIE : "The Canadian Federation" et de Kathy BROCK : "Challenges facing the Federation and the Redefined Role of the Federal Government", suivies d'une séance de questions-réponses
12h00 – 12h30	En séance plénière : intervention de Wolfgang RENZSCH : "A German perspective on Canadian Federalism", suivie d'une séance de questions-réponses
12h30 – 13h50	En sous-groupes (II) : discussions sur les préférences fédérales (sandwiches et boissons servis dans chaque local)
13h50 – 14h00	En sous-groupes : passation du post-questionnaire
14h00	Fin du panel

Si le déroulement du panel, tel que décrit au Tableau 5.1, correspond *grosso modo* au cadre commun, il y a une différence importante à souligner. Au contraire des autres panels, les participants de Kingston n'ont pas eu l'occasion d'échanger avec deux hommes politiques. Cela s'explique par des contingences matérielles : il n'a pas été possible de réunir deux hommes politiques de partis différents. En effet, le représentant de la circonscription électorale de Kingston et les Îles est un élu libéral tant pour la Chambre des communes que pour la *Legislative Assembly of Ontario* (le Parlement provincial de l'Ontario). Finalement, malgré l'envoi de plusieurs invitations à des représentants d'autres partis politiques, notamment des élus du Bloc québécois[540], il s'est avéré impossible de convier deux hommes politiques. Pour compenser cette absence, un troisième expert a été sollicité afin

[540] Qui, dans l'hypothèse d'une réponse positive, auraient dû venir du Québec ou d'Ottawa, situés tous deux à plus 200 kilomètres de Kingston.

de diversifier les points de vue et d'offrir aux participants différentes pistes de réflexions et d'échanges.

Ainsi, Peter LESLIE et Kathy BROCK, tous deux professeurs de science politique à *Queen's University*, ont servi d'experts canadiens du fédéralisme. Lors de la première séance plénière, ils ont présenté respectivement la fédération canadienne, d'une part, et les défis pour celle-ci, d'autre part. Après ces deux présentations, les participants ont pu échanger avec les deux experts lors d'une séance de questions-réponses. Dans la seconde séance plénière, le troisième expert, Wolfgang RENZSCH, professeur à l'*Institut für Politikwissenschaft* de *Otto-von-Guericke-Universität Magdeburg*, a offert une perspective allemande sur le fédéralisme canadien. Cet élément comparatif a intéressé plusieurs participants qui n'ont pas hésité à mobiliser certains éléments de cette intervention lors de la discussion en petits groupes qui a suivi.

Comme pour le panel citoyen d'Anvers, les participants ont eu l'occasion de s'informer et d'échanger sur des thématiques liées au fédéralisme dans leur pays et à son avenir pour un total de plus de quatre heures. Au vu des résultats de l'enquête menée par Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ[541] et des recherches menées par Henry MILNER sur la connaissance politique des Canadiens[542], offrir la possibilité à des citoyens de s'informer avant de demander leur opinion semble particulièrement pertinent. C'est le double objectif des panels citoyens : recueillir leurs opinions, d'une part, mieux *informées*, d'autre part.

II. Les perceptions fédérales des citoyens canadiens anglophones

Selon le cheminement analytique emprunté dans les deux terrains belges, les perceptions fédérales des citoyens réunis à Kingston sont étudiées au travers des quatre dimensions que sont la connaissance politique, la perception politique (et ses multiples facettes), les identités et les sentiments d'appartenance et la perception de l'autre. L'analyse des perceptions fédérales doit mener à l'identification de positions génériques sur chacune

[541] Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada » ; Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ».
[542] Milner, *Civic literacy in comparative context : why Canadians should be concerned* ; Henry Milner, *Civic literacy : how informed citizens make democracy work*, Civil society : Historical and Contemporary Perspectives (Hanover : University Press of New England, 2002) ; Milner, « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. Complément de *L'Annuaire du Québec 2008* ».

de ces dimensions qui progressivement, ajoutées aux préférences fédérales, serviront à la construction d'idéaux types.

A. La connaissance politique

1. Les indicateurs de la connaissance politique

Afin d'évaluer la connaissance politique des participants, huit questions assez générales leur ont été posées. D'une manière générale, il ressort du Tableau 5.2 que le taux de réponses correctes est assez élevé pour toutes les questions, sauf pour deux questions (Q5 et Q7). Analysons ces indicateurs l'un après l'autre.

Tableau 5.2 Les indicateurs de connaissance politique (en nombres réels)

Indicateur	Réponses correctes en T1	Réponses correctes en T2	Différence entre T2 et T1
PCA_Q3T1&T2 "Canadian political system"	14	12	*-2*
PCA_Q4T1&T2 "Federal Prime Minister"	13	15	*2*
PCA_Q5T1&T2 "Attorney general of Ontario"	7	6	*-1*
PCA_Q6T1&T2 "Premier of Alberta"	11	11	*0*
PCA_Q7T1&T2 "Number of MPs from Ontario to House of Commons"	6	6	*0*
PCA_Q8T1&T2 "Federal government contributes financially to social programs"	16	14	*-2*
PCA_Q9T1&T2 "Federal government contributes financially to education"	12	13	*1*
PCA_Q10T1&T2 "Federal government contributes financially to external relations"	12	15	*3*

Nombre de répondants = 16.

La première question demandait aux répondants de préciser la nature du système politique canadien : confédérale, fédérale ou unitaire (et en T1 une modalité « Je ne sais pas » était offerte). La quasi-unanimité des participants donne la réponse correcte – « Fédérale » – même si, au terme de la journée, quatre personnes répondent que le système politique canadien est confédéral – on y reviendra. Par ailleurs, presque tous les participants s'accordent pour dire que, depuis 1980, le Premier Ministre fédéral a été le plus souvent un Québécois – ce qui constitue un élément important de la dynamique fédérale du pays. Néanmoins, lorsque l'on évoque des personnalités politiques provinciales, le niveau de connaissance diminue fortement. Peu de participants connaissent le nom du Procureur général de l'Ontario, l'honorable Chris BENTLEY (entré en fonction, il est vrai, seulement quelques mois plus tôt). Par contre, le Premier ministre de l'Alberta, Ed STELMACH, est un peu mieux connu (11 personnes en T1 et en T2). D'une manière un peu surprenante, la

représentation de l'Ontario à la Chambre des communes en termes de Députés est également peu connue : moins de la moitié des participants savent, à Kingston, que 107 Députés sont élus en Ontario.

Les trois dernières questions touchaient à la répartition des compétences au sein de la fédération canadienne et plus particulièrement de la responsabilité financière. Il était ainsi demandé si le gouvernement fédéral contribue en tout, en partie ou pas du tout aux programmes sociaux, à l'éducation et aux relations extérieures. Théoriquement, la première question appelle la réponse « en partie », la deuxième également – bien que les provinces sont normalement compétentes pour l'éducation, le gouvernement fédéral finance plusieurs programmes liés à l'éducation et à la recherche[543]. Le taux de réponses correctes est élevé pour ces deux questions. Quant au troisième indicateur, il est au cœur d'un véritable débat. Si pour nombre de Canadiens le gouvernement fédéral est le visage du Canada hors du pays et qu'il finance donc exclusivement les relations extérieures, cette vision est toutefois contestée par certaines provinces notamment le Québec et l'Alberta[544]. Ce débat transparaît des réponses données : ainsi, en T2, 11 participants répondent que le gouvernement fédéral est entièrement responsable du financement des relations extérieures, mais quatre opposent cette vision et estiment qu'il y a une responsabilité partagée – ce qui, en fait, correspond mieux à la réalité actuelle[545].

Une lecture plus individualisée de ces indicateurs montre la diversité des connaissances politiques parmi les participants ; certains pouvant répondre correctement à – presque – toutes les questions tandis que d'autres ne connaissent que quelques éléments. Le Tableau 5.3, qui classe les participants selon le nombre de réponses correctes, offre une synthèse de ce constat que l'on avait déjà fait dans les terrains belges.

---

543 On pense notamment aux Chaires de recherche du Canada ou aux bourses du millénaire.

544 Sur ce sujet, on pourra utilement consulter les travaux de Nelson MICHAUD et de Stéphane PAQUIN : voyez, par exemple, Stéphane Paquin, « Quelle place pour les provinces canadiennes dans les organisations et les négociations internationales du Canada à la lumière des pratiques au sein d'autres fédérations ? », *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 48, n°4 (2005) ; Stéphane Paquin, « Les actions extérieures des entités subétatiques : quelle signification pour la politique comparée et la théorie des relations internationales ? », *Revue internationale de politique comparée* 12, n°2 (2005) ; Stéphane Paquin (dir.), *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Prisme (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2006) ; Nelson Michaud, « L'utilité d'une politique internationale dans un État fédéré : Le cas du Québec », in *Discours à la Délégation générale du Québec à Bruxelles* (2007) ; Michaud, « Le Québec et ses relations internationales : impacts sur le sytème fédéral et sur le système international » ; Paquin, « Fédéralisme et système de gouvernance à paliers multiples en matière de politique étrangère : une comparaison entre le Canada et la Belgique ».

545 Pour constituer le Tableau 5.2, les deux réponses – en tout et en partie – ont été considérées comme correctes.

Tableau 5.3 Fréquence des participants selon le nombre de réponses correctes (en nombres réels)

Nombre de réponses correctes	T1	T2
2 réponses correctes	0	1
3 réponses correctes	2	1
4 réponses correctes	2	2
5 réponses correctes	4	3
6 réponses correctes	2	2
7 réponses correctes	3	4
8 réponses correctes	3	3

Nombre de répondants = 16.

Les résultats à ces huit indicateurs appellent, toutefois, à une approche plus fine de la connaissance politique des participants. Car si répondre – correctement ou non – à des questions factuelles constitue un préalable nécessaire à tout effort de compréhension de cette thématique, celui-ci doit être complété par une analyse des évolutions éventuelles suite à la participation, d'une part, et par une lecture attentive de ce que les participants disent connaître ou ne pas connaître dans le feu de la discussion et, inversement, de ce qu'ils révèlent au travers de leur carte du fédéralisme, d'autre part.

D'emblée, partant du Tableau 5.3 ci-dessus, on peut noter que, suite à la journée, 5 participants sur 16 ont vu leur indice de connaissance politique évolué : deux participants l'ont vu diminuer (de 3 à 2 et de 6 à 4)[546] et trois augmenter (de 4 à 5, de 5 à 6 et de 5 à 7)[547]. Pour les autres, la participation au panel citoyen n'a pas modifié leur connaissance politique telle qu'elle est évaluée par les huit indicateurs évoqués ci-dessus. Il est toutefois possible de dépasser ce constat pour tenter de mieux cerner les changements et non-changements individuels. Trois enseignements peuvent être tirés.

Premièrement, suite aux discussions, un phénomène d'apprentissage se marque chez de nombreux participants. Celui-ci peut prendre deux formes qui peuvent se combiner. D'une part, il peut se faire sur certaines questions précises et peut donc être mesuré via les huit indicateurs de connaissance politique. Par exemple, deux participants ont appris que, depuis 1980, le Premier Ministre fédéral a été le plus souvent un Québécois – ils pensaient en T1 que ce n'était pas le cas. D'autre part, le phénomène d'apprentissage peut être plus général et, dès lors, celui-ci ne peut être appréhendé par quelques questions à choix multiples sur des thématiques ciblées. Dans ce cas, l'auto-évaluation semble le moyen le plus approprié pour rendre compte d'un éventuel impact du processus d'information sur

[546] Il s'agit des participants S1 et S8.
[547] Respectivement, les participants S5, T2 et T5.

la connaissance politique des participants. Parmi ceux-ci, 13 – dont 6 *strongly* – participants sur 16 estiment que leur connaissance du système fédéral canadien a augmenté suite à leur participation à la *Citizens' Assembly*. En outre, dans ce groupe, plusieurs ont un « score » de connaissance politique élevé, voire maximum. Ainsi, le phénomène d'apprentissage n'était pas uniquement l'apanage des citoyens les moins bien informés ; les rencontres avec les experts ont permis aux citoyens de confronter leur opinion avec les informations délivrées par ceux-ci, même s'ils ne partageaient pas toujours leur avis. L'intervention du participant S4, juste après la rencontre avec les experts, témoigne de ce phénomène :

> S4: I agree with most of what [Kathy Brock] said but I did find her emphasis on Quebec being you know a bit of a powder keg, I found that maybe just, I just don't find myself in agreement with that. In particular, she talked about you know up to 49% of the population considering sovereignty. I don't know what particular hum poll she was referring to, but the definition what sovereignty is can vary widely. Indeed the definition of sovereignty is actually quite big, hum important fact, some studies have pointed out and I wouldn't have questioned about this in front of a bunch of people that only one out of five Canada, Quebeckers are hard separatists that is what they want Quebec that is a country. The number is 21%. You have another about 30%, up to that number, who want an independent status for Quebec, still part of the same thing, ok. And then you have about 50% of Quebeckers who generally speaking think they're better off by being part of the Canadian federation. You know is one, it's something I constantly have to point out: Quebec is still a have-not province it gets more money from the federal government that it receives in the form of taxes and this is something that rests heavily on Quebeckers. So that's one thing with Kathy I disagree with her, I actually don't think she was right there, but it's an emotional issue[548].

Les experts ont ainsi pu, via leur présentation et les questions qui en ont suivies, nourrir les discussions et les réflexions des citoyens. Un exemple concret de cet apport est illustré par la référence explicite du participant T4 à l'intervention du Pr. Wolfgang RENZSCH à propos de la péréquation allemande :

> T4: the professor of Magdeburg University brought up that the Lander, the provinces, the states, basically negotiate and deal with equalization between themselves. […] In our situation, maybe the equalization system has been negotiated through the federal government with the provinces, is that, is that under negotiation on annual basis? Or is that something set in stone because it sounds we have continue that political dynamics?

Deuxièmement, si un phénomène d'apprentissage a eu lieu, il est toutefois limité. Cela est notamment dû à la courte durée de l'événement. Dans les terrains belges, on avait déjà observé la tendance suivante : pour les thématiques où il n'y a pas eu d'information ou de discussion[549], il n'y a logiquement pas eu de changement en termes de connaissance politique. D'une part, les participants qui ne connaissaient pas, par exemple, le nombre de

[548] Les anglophones sont plus prompts à appeler d'autres personnes par leur prénom que ne le sont les francophones dans des circonstances similaires ; le participant S4 réfère ainsi à Kathy alors qu'il ne connaît pas personnellement le Pr. Kathy BROCK.
[549] On peut le vérifier via les enregistrements des focus groupes et des conférences en séances plénières.

Députés de l'Ontario à la Chambre des communes ou le nom de certaines personnalités politiques ne le connaissent pas à l'issue du panel. D'autre part, les participants qui répondaient erronément ou ne savaient pas en T1, le font toujours en T2. C'est particulièrement vrai pour les indicateurs qui demandent une connaissance purement factuelle de la vie politique comme le nom du Procureur général de l'Ontario ou celui du Premier ministre de l'Alberta.

Par ailleurs, on assiste cependant à des évolutions intéressantes, attestant d'un phénomène d'apprentissage, sur les questions de financement. Ainsi, à la suite de la rencontre, plusieurs participants perçoivent plus correctement la répartition des compétences au sein de la fédération canadienne et plus particulièrement la responsabilité financière. C'est un élément important puisque nombre de discussions ont abordé directement – à propos de la péréquation, par exemple – ou indirectement – l'impact de l'ALENA sur le Canada – cette thématique au cœur du fédéralisme. L'objectif de permettre aux citoyens de s'informer afin de pouvoir mener des discussions plus « éclairées » semble ainsi avoir été atteint.

Troisièmement, malgré le processus d'information qui a conduit comme nous venons de le voir à un certain phénomène d'apprentissage, la connaissance de plusieurs participants n'a pas été modifiée sur certains points. Un aspect particulier du système politique retient particulièrement notre attention : sa nature. En effet, si la grande majorité des participants donne, au terme de la rencontre, une réponse correcte – « Fédérale » – à la question « The Canadian political system is… », quatre personnes répondent cependant que le système politique canadien est confédéral dont deux avaient déjà opté pour cette proposition en T1. Comment peut-on expliquer ce choix ? S'il n'est juridiquement pas correct, il peut, toutefois, aisément se comprendre. En effet, l'idée de l'union entre deux nations à l'origine du Canada, d'une *confédération* donc, est parfois présente dans les discours politiques et surtout elle était palpable dans les discussions en focus groupes. Plus particulièrement dans le groupe S d'où sont issus ces quatre citoyens, l'intervention du participant S4 a probablement contribué à ce changement – chez deux participants – ou ce renforcement d'opinion – chez les deux autres :

> S4: well, well, federalism more or less just spells out like constitutionally as I see it the division of powers exits between the federal government and the provinces. *I mean 1867 we confederated, right. So what does it mean to confederate? To federate means national, but we confederate so what we did was of course to bring two nations together, we brought England and France.* Of course England won the war and Quebec city was dominated. So federalism for us is just that division because the BNA act says the federal government will have these powers and the

> provincial government will have these specific powers and they should crop up in future years and automatically goes to the federal government. So federalism as I see is really that relationship, that power the federal government has the right to exercise over Canada

Élément étonnant peut-être, le participant S4 a donné, aussi bien en T1 qu'en T2, la nature correcte du système fédéral canadien, par contre. Au final, il est indéniable que le processus d'information a eu des répercussions sur les connaissances des participants. En outre, ce processus d'information se combine avec un processus d'interaction entre les citoyens présents : l'exemple qui vient d'être donné atteste des conséquences possibles de cette combinaison « information + interaction ».

2. La connaissance du fédéralisme : *What is a federal system*?

Dans la perspective de cette recherche, l'élément de la perception que l'on souhaite appréhender au travers de ce que la connaissance politique est, en fait, la connaissance et la compréhension du fédéralisme. D'une certaine façon, il importe moins de savoir si les participants connaissent le nom de telle ou telle personnalité politique que de connaître comment ils comprennent le fédéralisme et le système fédéral – sans entrer, pour l'instant, dans la dimension de la perception politique proprement dite, même si la frontière entre ces deux dimensions est parfois difficile à tracer. Pour ce faire, nous disposons de deux types de données : les cartes du fédéralisme et les retranscriptions des discussions en focus groupes et plus particulièrement les premières minutes de celles-ci puisque la première question qui était posée par l'animateur était : *what is a federal system?*

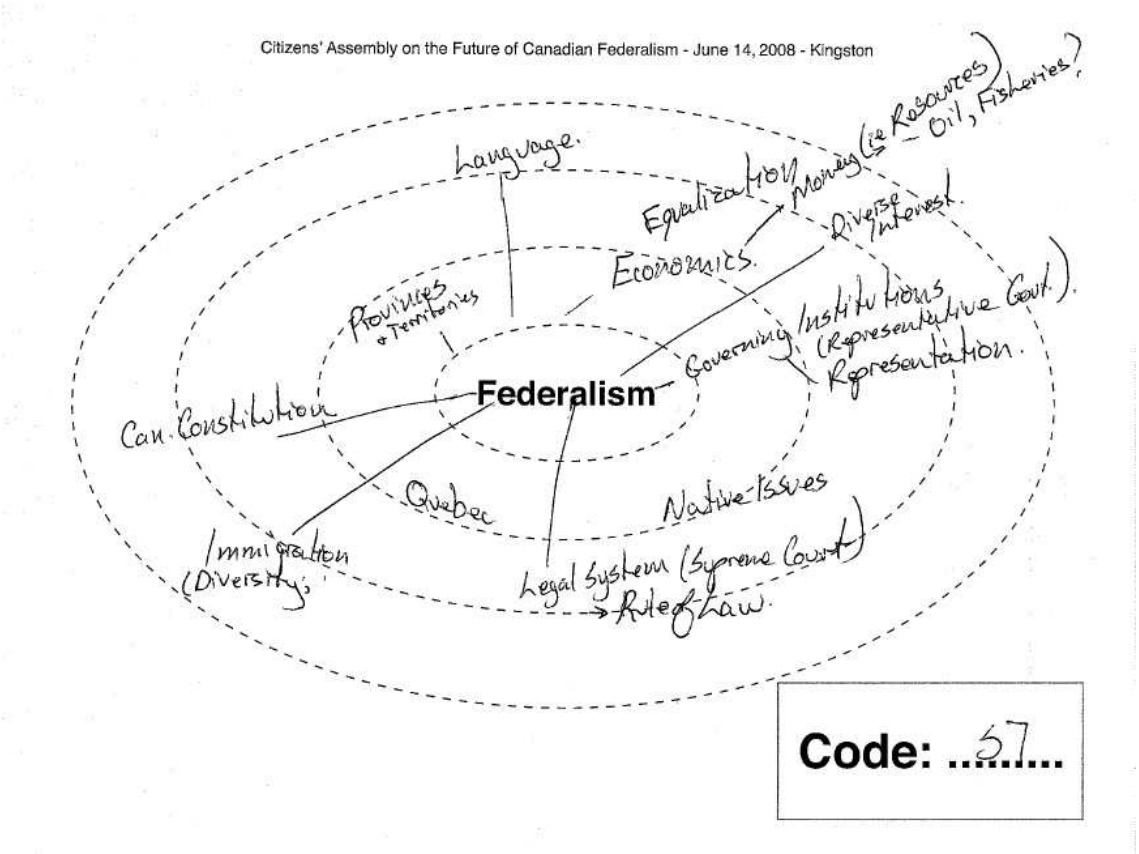
Les cartes mentales constituent un outil fort intéressant pour capturer les réponses à cette question et plus généralement à toute question de représentation[550]. Elles permettent également, comme nous le verrons dans la section suivante, d'appréhender la perception politique. Le corpus de cartes du fédéralisme récolté marque cette dualité. On trouve ainsi deux sortes de cartes : d'une part, des cartes qui présentent des mots liés au système fédéral (par exemple, des compétences ou des institutions ou encore des acteurs) et, d'autre part, des cartes qui expriment un ressenti à l'endroit du fédéralisme. Pour appréhender la connaissance du fédéralisme, le premier type de carte s'avère particulièrement utile, en complément aux discussions en focus groupes.

Les participants au travers de leur carte mettent ainsi en évidence les termes, les concepts qui, pour eux, reflètent le mieux le fédéralisme ou le système fédéral canadien. La participante S7, par exemple, offre une carte du fédéralisme (Figure 5.1) détaillée d'une

[550] Breux, « Représentations territoriales et engagement public individuel : premières explorations » ; Reuchamps *et al.*, *« Dessinez la Belgique » : Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme* ; Breux *et al.*, « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique ».

dizaine de concepts qui peuvent être regroupés dans deux catégories : d'une part, des compétences telles que l'immigration ou les questions autochtones et, d'autre part, des références à des institutions – entendues au sens large – comme les provinces et les territoires, les *governing institutions* mais également la Constitution canadienne ou la péréquation (*equalization*). À cheval sur ces deux catégories viennent des enjeux comme la langue, l'économie avec l'argent des ressources financières ou encore les relations fédéral-provincial.

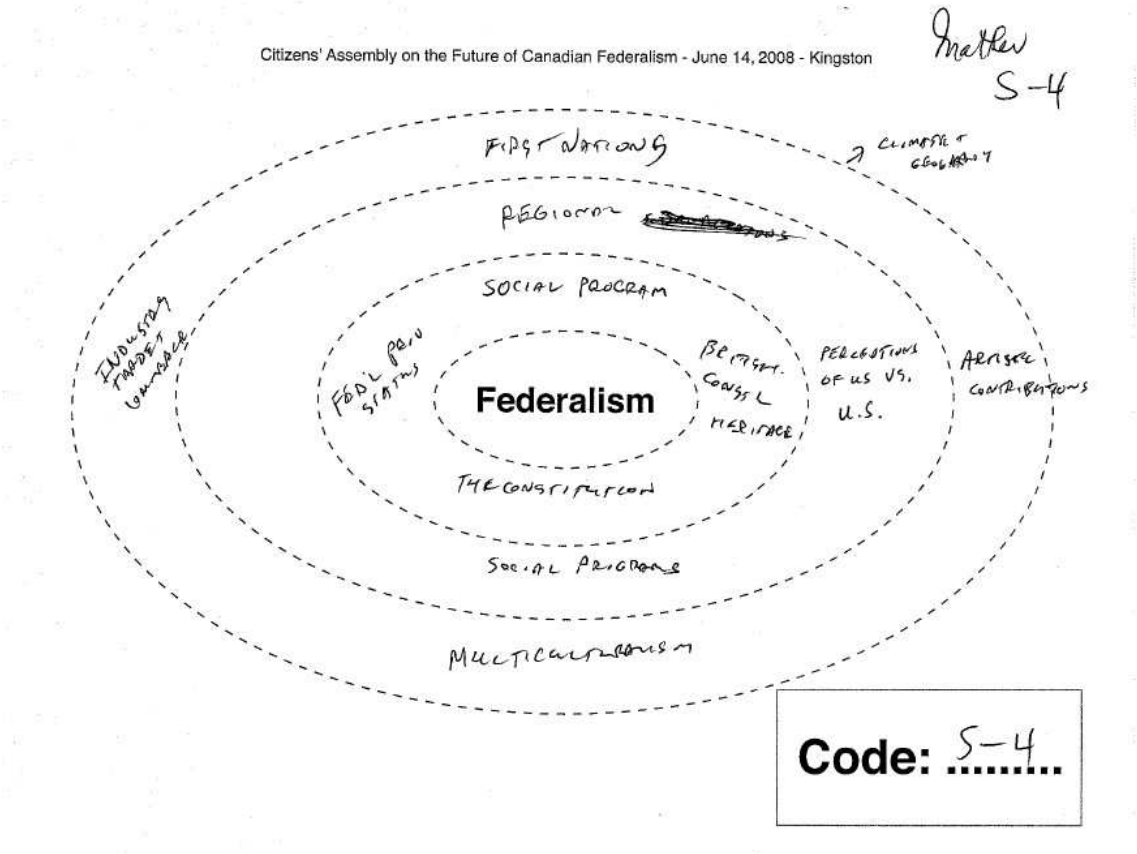
Figure 5.1 Carte du fédéralisme de S7



S7: hum, I'll start from economic equalization, money and resources and different types of resources in the country so oil and fisheries but taking all that and looking at a country as a whole and, and equalization payments have been set out. I have lots of diverse interests and diversity. I took the representation part and gives the governing institutions
M: ok
S7: and the representative government within each area. I talked a little bit about the legal system, the Supreme court, the rule of law, pulling the country together under a common rule of law, and Canadian Constitution which originally pulled everybody together, and then unique interest […] regions within our country like Quebec, under the Constitution the language issue but I think language issue is now becoming a little more, a little more complicated with immigration and diversity and the multiple languages and the plurality in the country. I have native issues as well but that's always…

Dans la description de sa carte du fédéralisme, cette participante apporte quelques précisions et insiste sur certains concepts comme « the rule of law, pulling the country together under a common rule of law » ou encore « Canadian Constitution which originally pulled everybody together ». On notera également que sur les 16 cartes du fédéralisme, celle-ci est la seule à avoir écrit explicitement le mot Québec, même si ce sujet sera loin d'être absent des discussions et d'autres cartes – mais en filigrane. D'une manière générale, il ne semble pas y avoir de hiérarchisation des éléments au sein de la carte. Par contraste, dans la description de sa carte du fédéralisme, le participant S4 opère une telle hiérarchisation (Figure 5.2).

Figure 5.2 Carte du fédéralisme de S4



S4: […] Federalism, what defines it is of course what I have is our, our federal, hum bilingual status as a nation. There is no way around it to me. Ok. Number two, the regional identities, it's hard for us to perceive from Ontario but if you live in the West, if you live in the North, if you live in the East, people make sense of coming from that particular area. […]

Le participant S4 insiste ainsi particulièrement sur deux éléments constitutifs, selon lui, du fédéralisme : d'abord, le statut bilingue qui est au cœur du fédéralisme, ensuite, les identités régionales. Ce dernier élément rejoint l'importance que la participante S7 donnait aux « regions within our country like Quebec ». Plus largement, l'étude systématique des

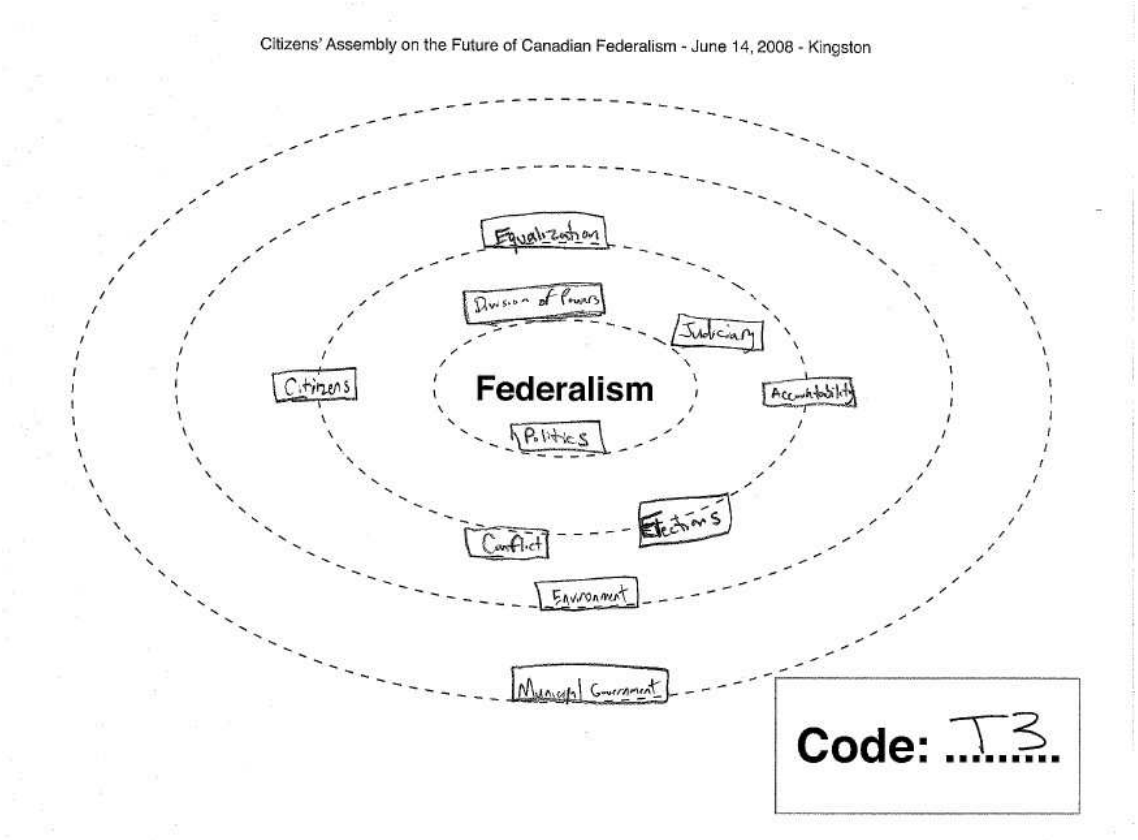
cartes du fédéralisme, via l'utilisation du logiciel HyperRESEARCH[TM551], montre que la dimension régionale est présente dans les cartes, mais qu'elle vient loin après les aspects liés aux compétences. En effet, les services sociaux ou de santé reviennent sur presque toutes les cartes. C'est une véritable tendance récurrente. On trouve également d'autres matières telles que l'armée et la défense, l'éducation, l'environnement ou les relations internationales. Les éléments institutionnels et les enjeux politiques, quant à eux, sont moins présents sur les cartes. Dans la perception du fédéralisme, l'insistance porte donc sur les éléments matériels de celui-ci plutôt que sur les éléments politiques. Cependant, lorsque l'on se tourne vers les discussions, les enjeux politiques du fédéralisme ressortent comme l'atteste le tout premier échange au sein du groupe S, après la présentation des cartes du fédéralisme.

> M: […] What is a federal system?
> S6: I guess there is a division of power, basically provinces have certain powers and the federal government has certain power unfortunately some time they overlap
> <laughs>
> M: does anybody disagree on that or have a different opinion on... what it means federalism
> S7: the system to hold everybody together while still trying to allow individual region to have some special provisions
> M: anybody else?
> S4: well, well, federalism more or less just spells out like constitutionally as I see it the division of powers exits between the federal government and the provinces. I mean 1867 we confederated, right. So what does it mean to confederate? To federate means national, but we confederate so what we did was of course to bring two nations together, we brought England and France. Of course England won the war and Quebec city was dominated. So federalism for us is just that division because the BNA act says the federal government will have these powers and the provincial government will have these specific powers and they should crop up in future years and automatically goes to the federal government. So federalism as I see is really that relationship, that power the federal government has the right to exercise over Canada
> S5: it's also an implicit consent between, between a group, a political body, that could theoretically be a nation in the sense that they're better off working together and based on that a submission to a collective authority

La division du pouvoir se trouve au cœur de la définition du fédéralisme donnée par ces participants. Dans les propos de ceux-ci, on sent également la tension entre l'autonomie des provinces et la gestion commune (*working together*) qui doit s'opérer au niveau du gouvernement fédéral. Le participant T3, au travers de sa carte du fédéralisme, confirme cette définition du fédéralisme en termes de division du pouvoir, division des pouvoirs (Figure 5.3).

[551] Ce logiciel, comme nous l'avons expliqué dans le deuxième chapitre, permet de marquer, avec des mots-clés, des images et de procéder ensuite à des analyses qualitatives. La procédure est similaire à celle suivie dans le logiciel Mosaïqs®, mais qui ne permet le marquage que sur un document textuel.

Figure 5.3 Carte du fédéralisme de T3



T3: hum sort of near to the center of the circle, I put politics and the division of powers cause those are sorts of two essential parts of federalism and they define how a particular federal system will work. Hum and in the next circle round, I just put a bunch of different things elections, citizens, equalization, which is sort of a big part of Canadian federalism and then further out I put sort of couple things that I would think that Canadian federalism maybe doesn't do best at one being environment hum the even further out about municipal government because that's something that is you know not really prior... well part of Canadian federalism but not an actually recognized part […]

Cette vision des choses concorde avec les définitions classiques du fédéralisme que nous avons rappelées dans l'introduction générale et notamment celle de Daniel J. ELAZAR pour qui le fédéralisme repose sur la combinaison de *self-rule* et *shared rule*. Cet auteur précise ensuite que :

> [a]s a political principle, federalism has to do with the constitutional diffusion of power so that the constituting elements in a federal arrangement share in the processes of common policy making and administration by right, while the activities of the common government are conducted in such a way as to maintain their respective integrities. Federal systems do this by constitutionally distributing power among general and constituent governing bodies in a manner designed to protect the existence and authority of all[552].

Comme nous venons de le montrer, ces différents éléments se retrouvent souvent sur les cartes du fédéralisme des participants et/ou dans leurs propos. La connaissance du

[552] Elazar, *Exploring Federalism*, 5-6.

fédéralisme des citoyens apparaît ainsi non négligeable, même si, manifestement, il existe une grande diversité en termes de connaissance parmi les participants.

3. La connaissance politique : synthèse

Que retenir de ces différentes données sur la connaissance politique et la connaissance du fédéralisme ? Si tous les participants au panel citoyen de Kingston ne peuvent donner la réponse correcte aux huit indicateurs de connaissance politique, ils montrent toutefois une connaissance minimale du fédéralisme. En effet, lorsqu'on leur pose la question « What is a federal system? », tous offrent une réponse qui se rapproche des définitions académiques du fédéralisme en insistant sur la division du pouvoir. Toutefois, les éléments politiques voire leurs enjeux ne sont pas ceux qui apparaissent spontanément comme en témoignent les cartes du fédéralisme. Les éléments matériels, au premier rang desquels on trouve les soins de santé et les programmes sociaux, constituent la première préoccupation des citoyens, mais en faisant ce constat, on glisse sur la dimension de la perception politique du fédéralisme qui est l'objet de la section suivante.

B. La perception politique

La perception politique constitue une des quatre dimensions de ce que nous qualifions de perceptions fédérales. En outre, cette dimension couvre différents éléments qu'il convient d'étudier séparément avant d'en offrir une synthèse. On étudiera plus particulièrement deux aspects de cette thématique : d'une part, la perception du système fédéral proprement dit et, d'autre part, la perception de la péréquation, ce mécanisme au cœur du fédéralisme canadien de redistribution des ressources financières entre les provinces et les territoires, qui vise à garantir aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour leur permettre d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable.

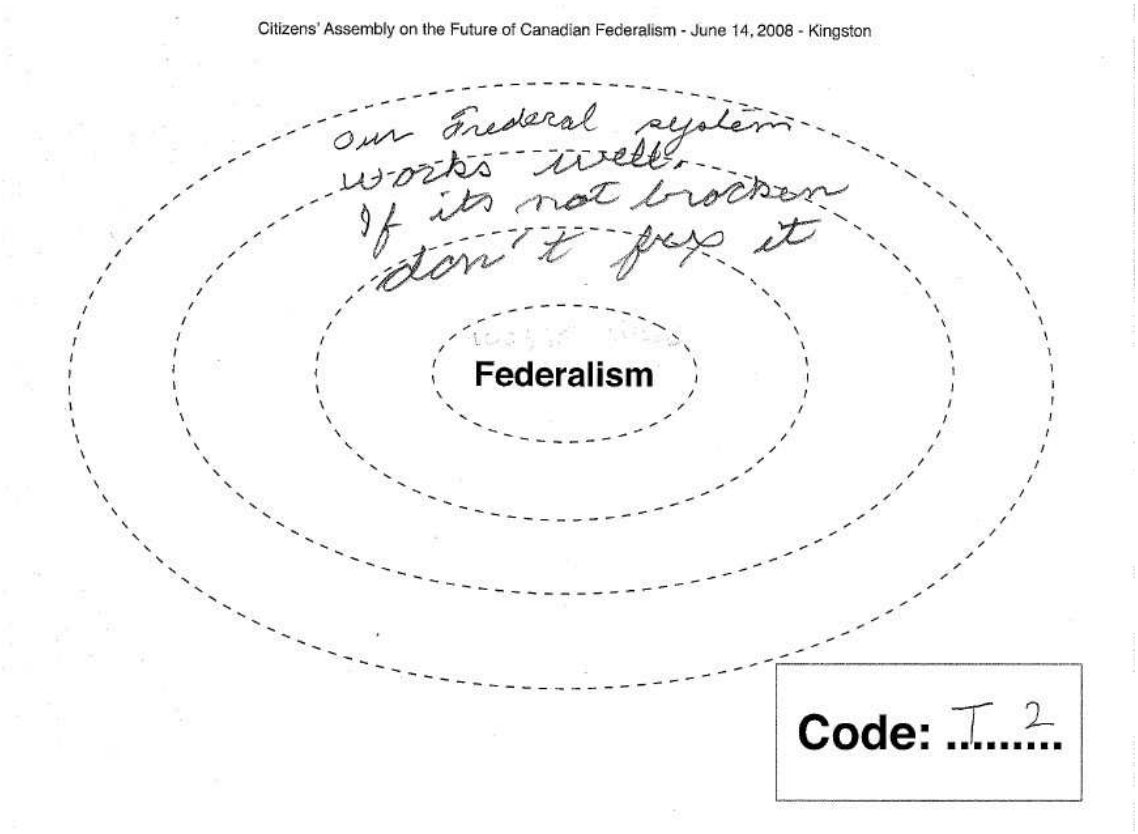
1. La perception du système fédéral : trois grandes tendances

D'emblée, en comparaison avec le contexte belge côté francophone ou côté néerlandophone, on peut être surpris par la satisfaction générale que les citoyens de Kingston semblent éprouver à l'égard du fédéralisme et du système fédéral canadiens. Au-delà de cette satisfaction générale, la perception du système fédéral connaît, toutefois, une certaine tension entre les citoyens qui estiment que le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs et ceux qui ne le pensent pas. En effet, cette question divise les participants en trois groupes : ceux qui estiment que le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs, ceux qui ne sont plutôt pas d'accord et ceux qui ne sont pas du tout d'accord avec cette proposition.

Ajoutons également qu'en T2, ces trois tendances demeurent mais on assiste à un regroupement autour de la position médiane, bien que certains participants demeurent attacher aux deux autres positions. Ces trois positions reflètent les perceptions fédérales, et plus particulièrement la perception politique au sens où nous l'avons défini, de chaque citoyen.

Les cartes du fédéralisme permettent de révéler, partiellement du moins, la perception politique des participants, en particulier les cartes qui expriment un ressenti. À cet égard, quatre cartes du fédéralisme – accompagnées de la description par leur auteur – retiennent plus particulièrement l'attention en ce qu'elles illustrent plus ou moins clairement les trois positions mises au jour ci-dessus. Une première carte vient illustrer la position médiane (satisfaction générale du système fédéral où le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs) d'une manière à la fois simple et explicite puisque comme l'indique son auteur, le participant T2 : « mine is very simple : our federal system works well, if it's not broken don't fix it » (Figure 5.4).

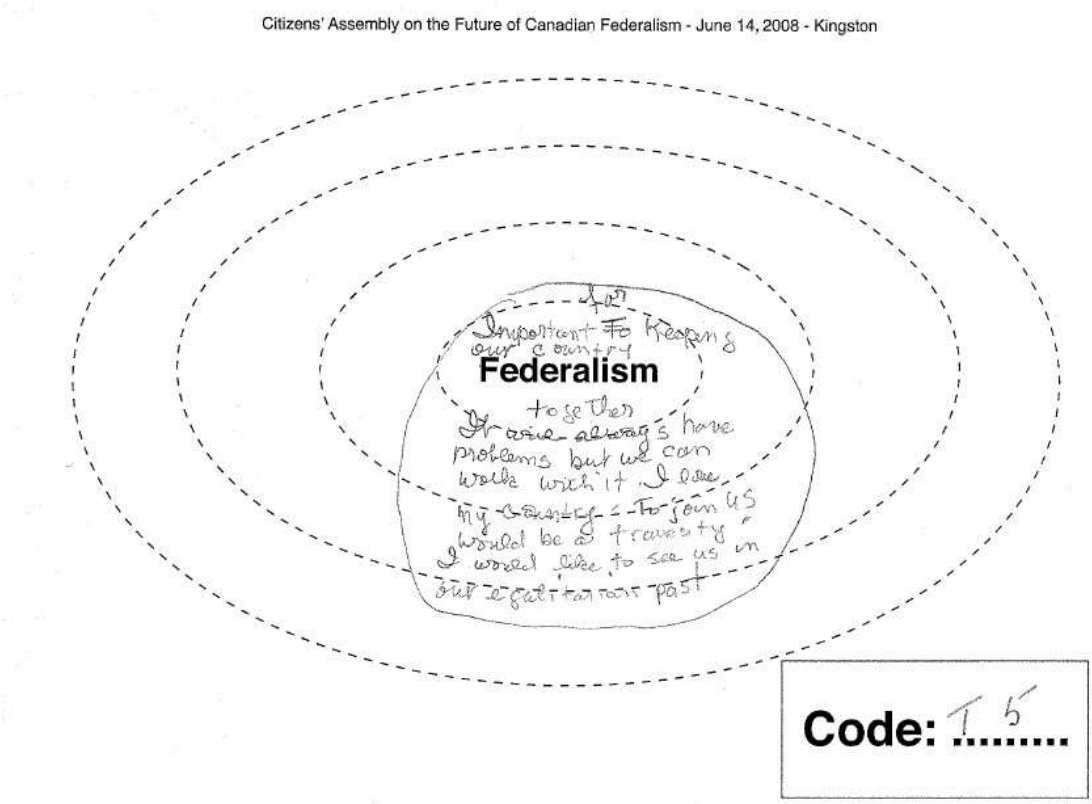
Figure 5.4 Carte du fédéralisme de T2



La carte du fédéralisme suivante, celle de la participante T5, offre un véritable plaidoyer pour le fédéralisme, en tant que garant de l'unité du pays comme le confirme la

description délivrée ensuite (Figure 5.5). Cet élément se combine également à un attachement fort au Canada et une perception de l'autre négative, non pas à l'égard d'une autre province ou communauté canadienne, mais bien d'un autre pays, le voisin américain[553]. Quant à la question de la perception du système fédéral qui nous occupe, les réponses données par cette participante au questionnaire confortent cette vision – très – positive du fédéralisme même si le système fédéral connaîtra toujours un certain nombre de problèmes.

Figure 5.5 Carte du fédéralisme de T5

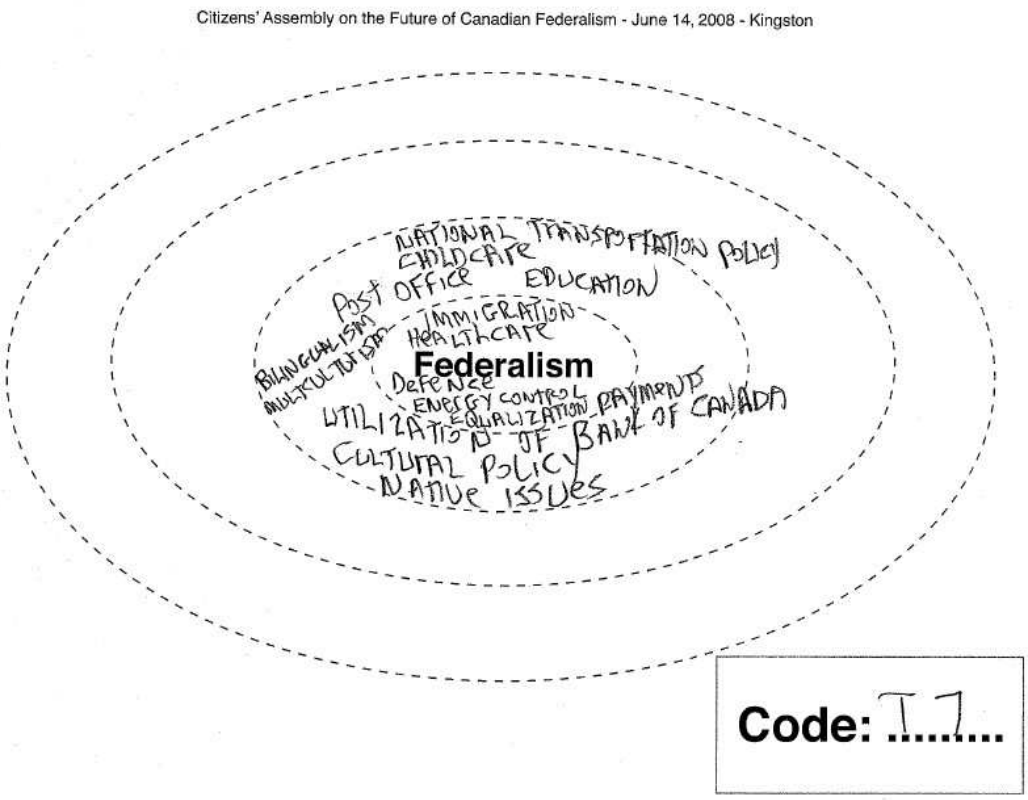


T5: ok, I think it's important for... to keep, to keep our country together we need federalism. It will always have problems but we can work with it. I love my country. To join US, to join the US would be a travesty. I would like to see us in our egalitarian past. And I'd like to make a remark on <T7>, there about the Bank of Canada we don't need to have these problems with our money if we relate to the Bank of Canada, which we did after World War Two and it got us through to a very happy, happy stands to 1970 and then the Bank of Canada was demolished thereafter and it's the only way we can keep our programs and to keep our country, one of the best way to keep our country together. That's what I have
M: thank you

[553] Il nous faudra revenir sur cette double question dans les deux sections qui seront consacrées à ces dimensions, car cette position contraste fortement avec la dynamique identifiée en Belgique.

Cette vision du fédéralisme, vu comme essentiel au maintien du pays, est partagée par plusieurs participants. Se mélangent dans cette vision une perception – très – positive du fédéralisme et une préférence pour un fédéralisme fort qui unit le Canada et les Canadiens (*keeping together*). Il s'ensuit une perception négative du régionalisme, même si l'existence de différentes régions n'est pas remise en question. Mais pour les tenants de cette vision, le fédéralisme s'oppose au régionalisme ; le fédéralisme – et donc le gouvernement fédéral, selon ces citoyens – doit minimiser le rôle des provinces afin d'assurer la cohésion du pays. Au travers de sa carte du fédéralisme et de la description qu'il en donne, le participant T7 illustre parfaitement cette position (Figure 5.6).

Figure 5.6 Carte du fédéralisme de T7



T7: first of all you need a federal system if you gonna have a country. If you don't have a federal system, when you have too much power to the provinces, you don't have a country. So hum control of immigration, it makes sense... hum... health care has to be administered by the feder, federal government, none of the nonsense that's going on today. Defense... hum... energy control, we can see... hum... Canada versus Norway where we're going with... hum... giving everything away. Equalization payments from the federal government cause that's what a federal government does, it, it... hum... it has to do things in order for you to have a federal structure. The utilization of the Bank of Canada... hum... that's not utilized. A cultural policy... hum... any country that has a cultural policy can withstand sort of so-called global forces of... hum... and that can only come from a federal structure that is aware of different

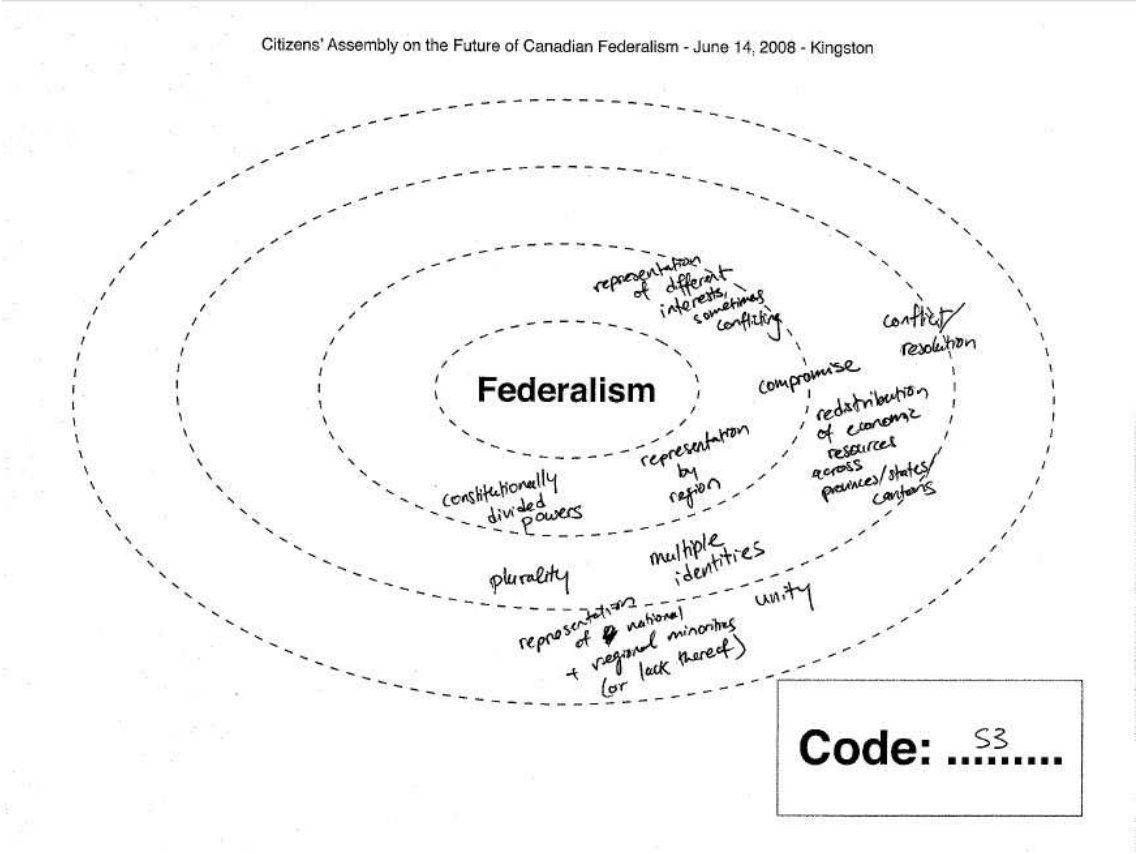
> regions... hum... regionalism doesn't work, we need a federal government, like what we had before Bryan Mulroney came to power. Hum we need a bilingualism program, I don't speak any French but hum, hum it should be in school from hum you know kindergarten... hum... multiculturalism, there is nothing wrong with that. This a multicultural room and that's with Canada sort of […] until market forces came into power. Now we have these racial problems and economic problems... hum... we need a, a... native issues should be with the you know with the federal government. The post office, a national childcare program, etc. A national transportation policy among other things
> M: ok, thank you

Toutefois, cette vision positive du fédéralisme ne signifie pas nécessairement que le système fédéral lui-même soit vierge de toutes critiques, comme on le voit dans l'intervention de T7. La perception politique du système fédéral peut donc contraster avec la préférence pour un fédéralisme fort – et nécessaire. Cette question méritera que l'on s'y arrête plus longuement dans l'étude des préférences fédérales. On peut, cependant, d'ores et déjà observer certaines relations entre les différentes dimensions de la recherche et comment elles s'articulent pour former *in fine* des idéaux types.

L'emphase mise sur le fédéralisme, tel que défini par les participants ci-dessus, au détriment de ce que ces mêmes citoyens qualifient de régionalisme ne constitue pas la seule position en termes de perception politique. Au contraire, d'autres participants insistent sur le caractère représentatif du fédéralisme. Plus précisément, pour ceux-ci, le fédéralisme signifie une représentation des régions, et plus largement des minorités, et va à l'encontre d'une vision mono-nationale du pays, d'une seule identité pour l'ensemble des Canadiens. La dynamique se situe ainsi beaucoup plus entre les différentes composantes de la fédération qu'au niveau du seul gouvernement fédéral. Les thèmes présents sur la carte du fédéralisme de la participante S3 (Figure 5.7) témoignent de cette approche qui est confirmée dans l'explication qui est donnée de lacarte.

> S3: hum, ok, so, I have words like hum... representation by regions, and representation of minorities and then multiple identities. So I guess like the idea that federalism is supposed to be representative not like a single idea within like the national identity, or like a single identity within like the nation, like... because of the structure federalism is supposed to allow multiple identities to come together and to be represented at a greater level, you know, and that sort of things. Other words are compromise and conflicts, but also resolution. And one important idea I thought was economic redistribution that's allowed cause you have like have-not provinces and more economically prosperous provinces. So I thought that was an important idea that comes with federalism, I am not sure if it's exclusive to federalism or not

Figure 5.7 Carte du fédéralisme de S3



La dynamique régionale au sein de la fédération, notamment au travers de la péréquation entre les « have-not provinces » et « more economically prosperous provinces », transparaît de cette vision qui s'oppose à l'approche plus « fédéralisante », voire « nationalisante », du fédéralisme portée par certains participants mentionnés ci-dessus. Ce sont donc deux perceptions, voire conceptions, d'une même réalité qui émergent des données et qui font échos aux grandes visions du fédéralisme canadien décrites dans l'introduction de ce chapitre. À ces deux approches, il est important d'ajouter la première position observée : les participants qui sont satisfaits du fonctionnement du système fédéral et qui estiment que le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs.

2. La perception de la péréquation

À côté de la perception du système fédéral, une façon indirecte d'appréhender la perception politique est d'étudier la perception d'un mécanisme qui se situe au cœur du fédéralisme canadien depuis plus de 50 ans : la péréquation. Ce mécanisme enchâssé dans la

Constitution[554], depuis 1982[555], vise « à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable » (article 36(2) de la L.C. 1982). Ce sont le Parlement et principalement le gouvernement – fédéral – du Canada qui calculent le montant des paiements de péréquation sur base de la « capacité fiscale » de chaque province qui est une mesure de la capacité des provinces de générer des revenus. Par conséquent, le montant du payement de péréquation d'une province est égal à la différence entre sa capacité fiscale et la capacité fiscale moyenne de l'ensemble des provinces, qui est appelée la « norme de 10 provinces ». Enfin, les payements de péréquation sont inconditionnels ; leurs bénéficiaires – les provinces les moins bien nanties, c'est-à-dire à la capacité fiscale inférieure à la moyenne – peuvent donc les utiliser à leur discrétion, sans intervention du gouvernement fédéral, et selon leurs propres priorités. En somme, synthétisent Luc GODBOUT et Suzie ST-CERNY :

> [l]a péréquation représente un élément fondamental des relations financières intergouvernementales et du fédéralisme fiscal canadien. Il s'agit de la deuxième source de transferts fédéraux en importance après les transferts aux titres de la santé et des programmes sociaux[556].

En 2009-2010, parmi les dix provinces canadiennes, six ont reçu des payements de péréquation pour un total de 14,2 milliards de dollars : en ordre croissant et en millions de dollars, 340 pour l'Île-du-Prince-Édouard, 347 pour l'Ontario, 1571 pour la Nouvelle-Écosse, 1689 pour le Nouveau-Brunswick, 2063 pour le Manitoba et 8355 pour le Québec[557]. Sur le plan politique, la péréquation et surtout la formule qui l'organise demeurent un sujet hautement sensible de la dynamique fédérale canadienne[558]. Si peu

---

554 C'est le principe qui a été constitutionnalisé, la formule et donc les montants ne sont, quant à eux, pas constitutionnalisés et peuvent donc évolués au fil du temps.

555 Le principe de la péréquation a été établi en 1957 ; toutefois, dès 1940 la Commission ROWELL-SIROIS dans un rapport sur les relations entre le Dominion et les provinces, suggérait l'instauration d'un régime de répartition des ressources entre les provinces, c'est-à-dire un principe de péréquation : Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces, « Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces », (Ottawa : Imprimeur du Roi, 1940).

556 Luc Godbout et Suzie St-Cerny, « La réforme fédérale proposée de la péréquation : le mauvais remède pour l'un des organes vitaux du fédéralisme fiscal canadien », *CIRANO Working Papers*, n°27 (2005), http ://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005s-27.pdf.

557 Voyez la page consacrée à cette question sur le site du Ministère des Finances du Canada : Ministère des Finances du Canada, « Programme de la péréquation », http ://www.fin.gc.ca/fedprov/eqp-fra.asp.

558 C'est pourquoi, en 2005, un Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires a été constitué par le gouvernement fédéral pour se pencher sur cette question ; son rapport a été déposé en 2006 et est consultable en ligne : Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires, « Pour réaliser un dessein national. Remettre la péréquation sur la bonne voie », (2006), http ://www.eqtff-pfft.ca/epreports/EQ_Report_f.pdf. En outre, on trouvera un résumé des recommandations de ce groupe dans un article rédigé par son président, Al O'BRIEN : Al O'Brien, « Strengthening Canada's Territories and Putting Equalization Back on Track : The Report of the Expert

d'acteurs contestent le principe même de la péréquation[559], un débat intense anime aussi bien les cénacles politiques que le monde académique et porte sur « the scope and decision-making structure of the equalization program »[560]. Au cœur de cette tension se trouve l'organisation de la solidarité au sein de la fédération canadienne. Comme en Belgique, cette question constitue un aspect fondamental du fédéralisme et du vivre ensemble dans un pays multinational. Toutefois, les discussions en focus groupes, lors de la *Citizens' Assembly*, révèlent que les termes du débat diffèrent de la situation belge. Celui-ci s'exprime en termes idéologiques, d'une part, et en termes techniques et interprovinciaux, d'autre part.

Tout d'abord, si la plupart des acteurs politiques acceptent le principe de la péréquation, ce n'est pas le cas de tous les citoyens. Avant même d'entrer dans les détails techniques du système, un débat idéologique oppose ainsi les tenants de mécanismes de solidarité interpersonnelle et interprovinciale et les partisans d'un rôle de l'État plus limité et donc d'une solidarité réduite à certaines thématiques. L'échange suivant du groupe S illustre cette tension, avec la péréquation en toile de fond.

M: […] Does anybody have any thoughts about welfare in general? In terms of should that be a provincial responsibility, what about you know would the federation benefit from a guarantee of standard of living and if so who should pay for it?
<silence>
<laughs>
S2: that's like saying you go to work in a restaurant, you're a waitress, put your money in a draw and everybody gets the equal amount, no way
M: hum, hum, hum
S2: no way
M: so do you think it costs too much?
S2: *no, it's unfair, it's unfair, it's totally unfair*
S5: *in some way it's the way the federation is now, that Canada is now*
[…]
S2: everybody needs a reason to get up in the morning, everybody
S5: yeah, you think
S2: we all have to have a reason to get up in the morning
S5: but I mean

Panel on Equalization and Territorial Formula Financing », in *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, John R. Allan *et al.* (dir.), Canada : The State of the Federation (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009).
Parallèlement à ce processus de réflexions initié par le gouvernement fédéral, le Conseil de la fédération qui représente les provinces et les territoires a formé un Comité consultatif sur déséquilibre fiscal qui s'est penché sur cette question et a rendu, en 2006, un rapport de quelque 140 pages : Le comité consultatif sur le déséquilibre fiscal, « Réconcilier l'irréconciliable : s'attaquer au déséquilibre fiscal au Canada », (2006), http ://www.conseildelafederation.ca/pdfsfrancais/Rapport_Fiscal_31mars06.pdf.

[559] Le dernier volume de la collection *The State of the Federation* regroupe plus d'une dizaine de contributions qui font le point sur cette épineuse question : Allan *et al.* (dir.), *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change.*

[560] Janice MacKinnon, « Equalization : Its Problems and the 2007 Federal Budget », in *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, John R. Allan *et al.* (dir.), Canada : The State of the Federation (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009), 74.

S2: to do our best, if it's laid out for us then don't need to get up, just go to mail box, get the check and
S5: *well I mean I guess the argument against that is some regions in this country just don't have the same resources while other regions do. And like the amount of money you can make working in Alberta is hugely different with the amount of money you can make working in Nova Scotia*
S2: self-employment, we've been self-employed for forty years... and one business was not, cut, we had to create another
S4: you're really addressing a very basic ideological question about how we take care of ourselves […]. Hum so it's a really big ideological question, and where do we want to go and how do we wanna represent ourselves as Canadians. To a certain extent, our public health care system represents a certain commitment to a welfare type of ideology where everybody draws as they need, you know people who suffer from mental illness, physical disability, it's not going to be fair to them if we say no you can't have any money but for even those who chose not to work, the price they pay, whatever they get from the federal government, they will never get as much as if they went out to work. […]
M: hum, hum any more thoughts?
S1: I don't think that's, that's the concern I have, *my concern is that everybody has a level to which they can contribute and many are not contributing to that level and they're not encouraged to contribute but just to accept the hand out*
[…]
M: it's interesting hum I mean, it is a very ideological discussion about what should be done about poverty hum the interesting comparison is made already with equalization because you have a system where some provinces to take the metaphor to its conclusion are asking for hand out and they are asking for hand outs from people who, provinces who are working better you know they have their house in order hum to provide programs that standardized some sort of equal access for health care and all the stuff. What about the equalization scheme? […]
S2: the lady speaker talked about the government getting involved with source and water for the Aboriginals, ok. I have problem with my source, with not enough water in my yard, we look after ourselves on a daily basis and we have to work to achieve that and I don't come asking for help
[…]
M: and you think it's a good thing, right to have incentives so like in terms of equalization
S2: everybody needs an incentive to get up in the morning I always return to that
S5: *do you feel the same about like the provision of education*
S2: oh no, I think… *listen we're seniors and we have three children and I loved the fact a certain amount of our tax goes to school*
S5: yeah
S2: I think that's a great
S5: cause you mean
S2: that's what I can leave behind of my life, this our help, cause that goes on after I, I am dead and gone, I've helped the young people get education and they can go on and go on
S5: yeah the biggest provincial budgets, I am sorry, health care and education
S2: yeah
S5: *and those are the primary, that's the primary intent of equalization to allow the provinces provide the same level of health care and education across the country, that was at least the ideology*
S2: my issue is the social giving out, I don't agree with

Cet échange révèle un débat idéologique qui transcende la stricte question de la péréquation. D'ailleurs les participants S2, S4 et S1 n'abordent pas directement ce sujet et semblent s'exprimer dans une perspective interpersonnelle plutôt qu'interprovinciale. Toutefois, les interventions du modérateur et de S5 portent plus particulièrement la

discussion sur la thématique de la péréquation. Quittant la dimension interpersonnelle pour une perspective plus interprovinciale, la tension demeure entre tenants et opposants d'un mécanisme de solidarité. Cependant, pour la participante S2 qui semble se montrer hostile à un système de péréquation généralisé, tous les Canadiens doivent néanmoins pouvoir jouir d'un enseignement similaire. D'une manière générale, on doit bien remarquer que ce premier débat – idéologique – précède la question de la péréquation.

Le second débat saillant autour de cette thématique concerne, cette fois, directement la péréquation. La discussion repose ici sur des termes plus techniques mais également plus interprovinciaux, c'est-à-dire comment établit-on la formule de péréquation et par conséquent quelles provinces peuvent en sortir bénéficiaires ? La question au cœur de ce débat est l'inclusion ou non de certains revenus, principalement ceux qui proviennent des ressources naturelles comme le pétrole et le gaz. L'échange ci-dessous entre plusieurs membres du groupe T illustre parfaitement cette tension :

> M: what do you think about the relationship between federalism or the federal system in Canada specifically to Ontario as a province?
> T8: […] I think that there is always a debate between how the federal government and the provinces create this formula and *who gets what and what amount of money and what's included and what's not included, whether natural resources are included as part of the revenues* […] or not hum... […] and the Ontario government is saying we're paying more into federal than what we are getting back from the federal […] and we are the largest province in Canada and we're not... you know the provincial government is saying we're not getting a fair deal. […] [R]ight now I guess *Ontario is finding itself in tough economic circumstances and they're obviously looking at you know where the money is coming from or not coming from, they see that at least, regarding equalization federalism may not be working to the provinces' best interest*
> M: ok
> T3: *if I can jump in hum I sometimes think the Ontario government maybe complaints a little too much when it comes to the issue of equalization that's obviously my perspective of being from Atlantic Canada.* I think the, certainly the nation-building phase of Canadian history, you know talking about the national policy and those sort of things I think certainly advantages to central Canada compared to other regions of the country and you know I think *if we're gonna have federalism in Canada you know different governments in different parts of the country should have reasonably comparable resources, the equalization program does that and we should continue to do that* […]
> M: this does raise another question […] Western provinces often feel they are underrepresented particularly given their economic contribution... what's the role of Western provinces? Particularly Alberta is an issue right now because incredible revenues that's been brought in through their oil industry
> T6: participation is always based on population. So if you have what almost thirteen million people in Ontario, you certainly are gonna have a lot more representatives than the five million people who live in Alberta, if it's even that high, yet
> M: is it legitimate for the oil revenues of Alberta to subsidy the rest of the country?
> T3: *yes*
> T6: *sure*
> <T5-T8-T2 agree>
> T8: well the thing is that they just agree to change the equalization formula. I mean New Foundland, Saskatchewan and Alberta wanted that natural resources not be included as part of their tabulation of equalization and Ontario said you have to include that

T6: of course
[…]
M: that's, that's the question that comes out. Cause there are a lot of Albertans, for example, that don't think oil revenues ought to be redistributed across the country that it should go to into the construction of Alberta
T8: they can do all that sort of stuff, they have the ability to raise taxes, if the province of Alberta wants to take oil revenues or tax oil revenues to build roads and hospitals, they have the ability to do that. *But the problem is they do not want to take the political risk of increasing taxes for whatever reasons, for ideology, or whatever.* So they got to have the federal government to give the money to do all sort of stuff. If the federal government gives money, we don't have to raise taxes. We decide on how to spend the money. We cut the ribbon, we get all the credit...
T4: in the streets of Calgary, you see more poverty than you see in Toronto. There is a lot of poverty. So this equalization within their own population has not happened. *As you said they used the revenues for the benefit of their own society*
T8: they built roads, schools and hospitals and houses... the economy is exploding so fast

Parmi ces citoyens de l'Ontario, un consensus semble se dégager pour obliger les provinces les plus riches, notamment l'Alberta qui jouit d'importants revenus grâce à ses ressources pétrolières, à contribuer à l'effort de solidarité interprovinciale. Évidemment, comme le rappelle l'animateur du groupe, ce point de vue n'est probablement pas partagé par les Albertains. À cela, deux arguments sont opposés par les participants : d'une part, le gouvernement de l'Alberta a la capacité de prélever des taxes – il n'y a, par exemple, pas de taxe provinciale sur la valeur ajoutée en Alberta à l'heure actuelle – et dans ce cas ne dépendrait plus du gouvernement fédéral pour le développement de la province ; d'autre part, le poids démographique ne plaide pas en faveur de l'Alberta dont la population est trois voire quatre fois moins nombreuse que celle de l'Ontario. Enfin, pour apporter un éclairage comparatif à cette discussion, le participant T4 mobilise l'exemple allemand :

T4: […] We saw the difficulty with equalization with Alberta or oil-rich Alberta, saying that Ontario is now in jeopardy. Think of what happened after 1990 in Germany with the reunification of the thirteen new states that were impoverished and they came to an agreement to share the wealth within one of the most wealthy country in Europe […] and they found ways to do it. That's been rough and there are still lots of tensions, but they have been successful, remarkably successful.

Au final, tout comme dans les cercles politiques et académiques, la péréquation constitue un sujet chaudement débattu parmi les participants. Si certains participants semblent frileux à l'idée d'une solidarité interpersonnelle et interprovinciale, il existe un consensus autour de l'importance d'un mécanisme de péréquation qui permet d'assurer des services comparables à l'ensemble du territoire. Néanmoins, les citoyens sont bien conscients de la difficulté de définir une formule qui convienne à toutes les provinces. Le débat autour de la solidarité est donc tout aussi prégnant à Kingston, qu'il ne l'était à Liège et à Anvers. À la lecture de ces données, on a toutefois l'impression que les participants ontariens ressemblent plus aux citoyens belges francophones dans leur vision de la

solidarité ; ils se trouvent également plus dans une position de demandeurs face, respectivement, à des provinces – l'Alberta ou Terre-Neuve-et-Labrador – ou à une région – la Flandre – plus riches. Enfin, la question de la péréquation – tout comme celle de la perception politique plus généralement – ne repose pas uniquement sur une stricte perception de ce principe et de ses conséquences politique mais également sur une double dimension identitaire, « nous » et « eux », qui constituent les deux dernières dimensions des perceptions vers lesquelles nous nous tournerons après avoir offert une synthèse de la perception politique.

3. La perception politique : synthèse

Au terme de l'exploration des données récoltées sur la perception politique, trois positions se dégagent (Tableau 5.4). Au-delà d'une satisfaction générale à l'endroit du système fédéral – ce qui contraste avec la situation en Belgique, à Liège comme à Anvers, où la plupart des profils de citoyens montraient une insatisfaction à l'égard du système fédéral – il n'y a donc pas une seule perception possible du fédéralisme et du système fédéral canadien. On peut même ajouter que des tensions existent entre ces différentes tendances. De même, les débats sur la péréquation illustrent également des divergences de vue entre les participants, même si pour cette thématique particulière, il n'est pas possible d'identifier des positions qui s'inscrivent dans un profil générique.

Tableau 5.4 Perception politique : synthèse

Position A	Position B	Position C
Satisfaction générale à l'endroit du système fédéral		
Fédéralisme = keeping Canada together *(dans une perspective unitaire)*	*Fédéralisme* = keeping Canada together *(dans une perspective unioniste)*	*Fédéralisme = représentation de la diversité (en particulier des provinces ou des régions)*
Le gouvernement fédéral n'a pas assez de pouvoirs	*Le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs*	*Le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs*

Les trois positions respectives dégagées sur les indicateurs de perception politique constituent une des dimensions des idéaux types – que nous sommes en train de construire au fur et à mesure de notre étude. Ainsi, la perception que le gouvernement n'a pas assez de pouvoirs s'accompagne d'une volonté de renforcer le gouvernement fédéral. À l'inverse, les citoyens qui considèrent que le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs souhaitent un plus grand respect de l'autonomie provinciale ; en outre, pour eux, la raison première du fédéralisme est d'assurer la représentation de la diversité, notamment des régions. Cette vision contraste avec les tenants de la troisième position – le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs – qui placent l'union du Canada (*keeping together*) comme la première vertu

du fédéralisme, sans pour autant vouloir une véritable unité ; il y a, comme nous le verrons par la suite, une reconnaissance des différentes composantes de la fédération canadienne. Cette première ébauche de idéaux types doit maintenant être complétée par les éléments identitaires.

C. Les identités et les sentiments d'appartenance

Les identités et les sentiments d'appartenance constituent une thématique au cœur de toute fédération multinationale. La question identitaire a d'ailleurs, au Canada comme en Belgique, joué un rôle important dans le choix d'un système fédéral et dans l'évolution du fédéralisme dans ces deux pays. Si, comme nous le mentionnions dans le deuxième chapitre, les écrits académiques sur cette thématique sont nombreux, il s'agit généralement de réflexions théoriques voire normatives sur cette question. Les démarches empiriques, quant à elles, sont plus rares[561] et se limitent généralement à l'étude des résultats de quelques questions classiques – notamment l'échelle Moreno – posées par questionnaire[562]. C'est pourquoi, au travers du dispositif méthodologique mis en place, cette recherche a donné la parole aux citoyens afin de pouvoir dépasser les résultats des questions identitaires classiques qui constituent, toutefois, un point de départ pertinent.

1. *First and foremost Canadian*

Les Canadiens, révèlent de nombreuses études dont le *World Values Survey*, s'identifient fortement à leur pays[563]. En 2000, ils étaient mêmes 39 % à s'identifier en premier lieu au Canada[564], ce qui constitue un score bien au-dessus des autres pays occidentaux y compris des États-Unis avec 35 %[565]. En outre, cette identification se combine avec une véritable fierté. Ainsi, 66 % des Canadiens étaient très fiers de leur nationalité. Une grande enquête menée en 2003 par le *Centre for Research and Information and Canada* et le journal *Globe and Mail* indique que 80 % des citoyens canadiens considèrent la

[561] Ce constat est moins vrai pour le Québec qui a été le terrain de nombreuses recherches empiriques comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

[562] Dans une recherche récente sur l'identité nationale et la culture politique en Écosse et au Québec, Ailsa HENDERSON dépasse cette perspective en appuyant ses travaux sur, outre des données de sondages, l'analyse du contenu des manifestes politiques et des entrevues menées auprès de personnalités politiques : Ailsa Henderson, *Hierarchies of Belonging : National Identity and Political Culture in Scotland and Quebec* (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2007).

[563] L'ensemble des données récoltées au cours des quatre vagues – une cinquième est en préparation – de cette grande enquête internationale initiée par Ronald INGLEHART est disponible en ligne : http ://www.worldvaluessurvey.org/. Ce site Internet permet de mener ses propres analyses en ligne. Les données présentées ici, pour le Canada et la Belgique, résultent d'analyses effectuées par nos soins grâce à cet outil.

[564] Il s'agit d'une échelle exclusive allant de « locality » à « the world », en passant par « region », « country » et « continent ».

[565] À titre de comparaison, le score était de 27 % pour la Belgique.

nation comme un facteur important voire très important dans leur sentiment d'appartenance[566]. Toutefois, ce constat d'ensemble doit être rapidement nuancé par la dimension régionale[567]. En effet, si lors de l'enquête de 2000, 75 % des Ontariens sont très fiers de leur nationalité, on ne trouve que 46 % des Québécois optant pour cette modalité[568]. De même lors de cette même enquête, ce sont 48 % des répondants ontariens qui s'identifient exclusivement au Canada contre 22 % des répondants québécois[569]. Ainsi, les habitants de l'Ontario montrent une forte identité canadienne et un fort attachement au Canada.

Sans surprise, les citoyens du panel citoyen de Kingston correspondent à ce schéma identitaire. Nos données révèlent une double unanimité parmi les participants : l'ensemble des citoyens réunis à Kingston montrent un grand attachement au Canada, d'une part, et se définissent d'abord et avant tout comme canadien, d'autre part. Cette situation contraste véritablement avec les deux terrains belges mais également avec d'autres régions du Canada, et singulièrement du Québec comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Comment expliquer cette très forte identification au Canada ? Une première voie est la centralité de l'Ontario, et de Kingston en particulier, au sein de l'ensemble canadien. Dans cette perspective, Tracey RANEY ajoute que « citizens' physical proximity to central institutions also seems to be a determinant of identity construction: the strength of Canadians' emotional attachments to the nation is dependent upon place »[570]. Une autre raison tient dans la construction historique de l'identité nationale ; pour nombre d'Ontariens, l'Ontario et le Canada se sont construits de concert, dans un processus de renforcement mutuel pour finalement, en termes identitaires, se recouvrir presque totalement. Le participant T4 évoque cette construction identitaire :

> T4: *I think Ontarians have always seen the interest of Ontario as being absolutely englobing with the interest of Canada as a whole. So we're talking about Ontarians but we're actually talking at the same time about*

566 Andrew Parkin et Matthew Mendelsohn, « A New Canada : An Identity Shaped by Diversity », in *The CRIC papers* (Montréal : Centre for Research and Information on Canada, 2003), 12.

567 Outre la dimension régionale classique entre le Québec et le reste du Canada, d'autres différences régionales sont souvent étudiées notamment les identités politiques des provinces de l'ouest canadien. Ainsi, la *Canada West Foundation* a commandité quatre vague d'enquêtes depuis 2001 ; voyez, par exemple, Loleen Berdahl, « Political Identities in Western Canada. An Analysis of the Looking West 2006 Survey », (Calgary : Canada West Foundation, 2006).

568 En Belgique, le chiffre est de 20 % pour les provinces flamandes et de 28 % pour les provinces wallonnes.

569 On trouve également une différence en Belgique entre les néerlandophones et les francophones puisque les premiers sont 25 % à s'identifier exclusivement à la Belgique tandis que les seconds sont 35 %. Nous renvoyons aux deux chapitres précédents pur un traitement plus détaillé de cette thématique dans le contexte belge.

570 Tracey Raney, « Canada's 'Civic' Nation : The Determinants of Canadian National Identifications », in *77th Annual Meeting of the Canadian Political Science Association* (University of Western Ontario, London : 2005), 29.

> *Canadian interest*, I mean we've been at the fore front of all the experiments of building unity, going back to the Union of Canada, the upper Canada, the MacDonald and Cartier accord, just before Confederation right up until hum you know obviously the huge multicultural boom although it has always been a multicultural country certainly after the 60's […] *Ontario has always been at the fore front of that.* And I think you can think of so many themes in Ontarian history that are totally concurrent with the Canadian history. So it's no so much, maybe it's an arrogance I suppose, but I don't see it that way, *I just see that we have the central Canadian province, very large province, with economic power, and I think it's always been part of our role to take leadership not just in the province but obviously in the country as a whole, so it's a concurrency rather than being the best and the most important.* I just see we do have a role in the confederation and I think hum we should continue to play it

Par ailleurs, même si tous les participants se définissent comme d'abord et avant tout canadien, plus de la moitié d'entre eux éprouvent un attachement – fort pour certains – avec l'Ontario. Une différence apparaît donc ici entre l'identité politique – unanimement canadienne – et un attachement – à sa province. Ces deux sentiments ne sont pas mis sur le même pied, mais sont toutefois complémentaires. La description identitaire de la participante S2 illustre cette double réalité inégalitaire : « I consider myself as a Italo-Canadian cause was I born in the south of Italy. Hum I am very happy to live in Ontario, I don't necessarily consider myself as an Ontarian but just as a Canadian ». On voit également la complexité et la multiplicité, dirait James TULLY[571], des sentiments d'appartenance.

Cependant, d'autres participants se sentent exclusivement canadiens, même lorsqu'un choix exclusif ne leur est pas demandé. Dans les discussions en focus groupes, plusieurs citoyens se sont ainsi décrits comme Canadien uniquement et certains ne comprennent pas leurs compatriotes qui ne partagent pas cette identité, cette loyauté vis-à-vis du Canada. Dans une logique similaire, pour d'autres participants, il va de soi que la plupart des citoyens se définissent en tant que Canadiens.

> S6: *I consider myself as Canadian first* hum I have lived as a kid across Canada during the war years and, and I was in the air force so I travelled around Canada quite a bit and while I grew up in PEI mainly so certainly I have attachment for PEI... *you know, but it's one thing to sort of love a part of the country where you grew up, where you have ties but I think certainly my loyalty is to Canada* and I lived in Kingston most of my life and, and... so I think *I can't understand people whose loyalty is not, isn't to Canada*

> T1: I've travelled around and people say, you know I don't say I am, I'm Ontarian, I never think of myself as being just from Ontario, *I always think of myself as I'm Canadian. So whether I am in PEI or BC […] I am Canadian.*
> […]
> T1: I was just gonna say *I think most people think of themselves as Canadian*

[571] James Tully, *Strange multiplicity : constitutionalism in an age of diversity*, John Robert Seeley lectures (Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1995). Ce livre a également été traduit en français : James Tully, *Une étrange multiplicité : le constitutionnalisme à une époque de diversité*, Collection Prisme (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1999).

Cette vision d'une identité prédominante, voire exclusive, canadienne chez tous les Canadiens appelle, néanmoins, certaines nuances comme le fait remarquer le participant T3 suite à la réaction de la participante T1 : « well I think probably Newfoundland and Alberta, hum Newfoundland and Quebec are probably the provinces where people feel more attachment to their province than Canada. PEI no I think most people feel first and foremost Canadian ». Finalement, derrière l'unanimité du *first and foremost Canadian*, des différences relativement importantes apparaissent dans les sentiments identitaires des participants. Continuant l'exploration de cette thématique, il convient d'étudier la nature même de cette identité canadienne.

2. *What is Canadian identity?*

Qu'est-ce que l'identité canadienne ? Telle est la question qui se pose après avoir mis au jour les profils identitaires dans la première partie de notre investigation de la dimension identitaire. Si les sentiments d'appartenance peuvent être étudiés individuellement, ils témoignent également d'une dimension collective qu'il importe de prendre en compte. Dans le deuxième chapitre, deux grands types de nationalisme avaient été distingués. D'un côté, il y a le nationalisme dit ethnique ou culturel qui repose sur une vision « ethnique » du vivre ensemble. De l'autre, il y a le nationalisme dit civil ou politique qui se fonde sur un vivre ensemble ancré dans des principes légaux et des valeurs communes. En outre, comme nous l'avions mentionné, il serait faux de croire que l'un est meilleur que l'autre et surtout tout mouvement de construction nationale tient, plus ou moins selon le cas, de ces deux courants. Partant de cette connaissance théorique de la construction nationale, que révèle le corpus de données à propos de la nature de l'identité canadienne des participants ? Un long échange entre les participants du groupe T montre différentes perceptions de l'identité canadienne.

> M: what is Canadian identity? If you wanna put it succinctly what would you say Canadian identity is?
> T3: drinking Tim Hortons coffee while listening to Hockey
> <laughs>
> T2: Tim Hortons is owned by an American family
> T8: I don't know if we can go with a cookie kind of image of what Canadian identity is
> T5: yeah
> […]
> T8: I think we're not the only, the thing is we're not the only diverse country in the world, there is lot's of different countries that have different hum ethnic or religious or different communities existing, but are they peacefully existing that is really the question? *I think we've gone so far that we support the diversity and we say you don't have to be white, or English-speaking or something like that to be considered Canadian*
> T1: we accept soccer and the cricket as well as the hockey and

T8: exactly
T1: that kind of push football away but you know... it leads... *because I mean it's like you go to the States and everything is I am off the flag raising, flapping and waving and the Americans maybe they got the way, they're not afraid to, they are slightly arrogant*
T5: slightly
T1: but they're not afraid to wave and we sit back and we don't do that hum but
T8: *they take it too far and we don't do enough it*
T1: that's right, we have a flag on our house and we're the only one in our street
T8: we're afraid to wave the flag, and we're afraid to offend somebody and *I mean if you are proud to be Canadian, you should not be afraid*
T4: […] I like to refer to as a Canadian experiment hum you know it's really hard to get people to buy into an intellectual idea of a country, it's so easy to say we are pro at, we all speak this language, we are of this religion but *we're diverse in every possible aspect including a huge size and a territory, we have to have something cohesive, something more than the sum and its parts, we can be proud to be one of the oldest democracy in the world*. We're always think of themselves as a young country but in terms of democracy, if you think of it, in terms of hundred and forty years of peaceful hum working, muddling through, if you'd like, hum *we're one of the oldest democracy*. I don't know how many times foreign [experts] have predicted the demise of Canada when the separatist movement was at its highest and Quebec, we're gonna fall apart and people generally in the rest of world are constantly surprised that are still hanging together, this is gonna be something there. […] *It's something to cheer about and to be very proud of*

Au vu de ces échanges et des autres discussions du panel, la diversité constitue un élément central de l'identité canadienne. Celle-ci peut se décliner sous deux grandes formes qui se recouvrent partiellement : d'une part, certains citoyens insistent sur une diversité multinationale, une diversité des provinces – notamment le Québec – ou des régions – comme l'ouest canadien – qui est au cœur de l'identité canadienne et, d'autre part, d'autres citoyens, plus nombreux, voient plutôt une diversité multiculturelle comme fondement de la nation canadienne. Dans cette vision, le participant T8 souligne que « we support the diversity and we say you don't have to be white, or English-speaking or something like that to be considered Canadian ». Dans les deux cas de figure, l'identité canadienne repose ainsi sur des valeurs de diversité et d'intégration, reflétant ainsi un nationalisme civique. Cependant, il existe également des éléments de nationalisme ethnique. Certains participants appellent à une plus grande démonstration de leur fierté canadienne qui pourrait se traduire par le port du drapeau, sans toutefois tomber dans ce qu'ils qualifient d'arrogance américaine[572]. On peut donc conclure, avec Tracey RANEY, que « if Canadian nationalism is

[572] Une crainte récurrente anime la société canadienne – principalement hors du Québec –, celle de l'*Americanization of Canada*, c'est-à-dire que, compte tenu de la proximité géographique, économique et culturelle des États-Unis, l'identité nationale canadienne risque de se fondre dans l'identité américaine ; sur ce sujet, voyez notamment James Laxer, *False God : How the Globalization Myth has Impoverished Canada* (Toronto : Lester Publishing Company, 1993) ; Paul Nesbitt-Larking, « Canadian Political Culture : The Problem of Americanization », in *Crosscurrents : Contemporary Political Issues*, Mark Charlton et Paul Barker (dir.) (Toronto : Thomson Nelson, 2002) ; Janine Brodie et Linda Trimble (dir.), *Reinventing Canada : Politics of the 21st Century* (Toronto : Prentice Hall, 2003) ; Mel Hurtig, *The Vanishing of Canada? Is It Too Late to Save Canada?* (Toronto : McClelland & Stewart, 2003). Dans ce contexte, si les différences entre les peuples des deux pays sont

underpinned by an emotive base, it is in tandem with a rationally-minded citizen who thinks about their membership in the national community »[573]. L'identité canadienne repose donc sur des valeurs communes – et parfois des symboles communs – mais qui sont réappropriées et exprimées de manière différente par les citoyens.

3. Les identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Si tous les participants se définissent comme d'abord et avant tout canadiens, une multiplicité de la nature identitaire ressort de notre analyse. Ce sont trois grandes positions qui peuvent être dégagées de l'ensemble du corpus de données (Tableau 5.5). Elles synthétisent la nature des différentes appartenances identitaires chez les citoyens réunis à Kingston et, comme l'indique la revue de la littérature, renvoient à des tendances que l'on retrouve chez les citoyens canadiens anglophones, en particulier ceux de l'Ontario.

Tableau 5.5 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Position A	Position B	Position C
First and foremost Canadian		
Attachement canadien exclusif et estime que tous les citoyens se sentent canadiens	*Attachement provincial possible et accepte l'attachement provincial chez d'autres citoyens*	*Attachement provincial dans une identité canadienne forte (double réalité)*
Identité canadienne = nation canadienne	*Identité canadienne repose sur la diversité multiculturelle*	*Identité canadienne repose sur une diversité multinationale et multiculturelle*

Enfin, ces trois positions, que nous avons identifiées par une lettre pour plus de clarté, s'intègrent dans le tableau plus large que nous sommes en train de construire des perceptions et préférences fédérales des citoyens et surtout des relations entre ces différentes dimensions. À ce stade de l'exploration, on peut observer la relation entre la position identitaire A – un attachement canadien exclusif et une identité canadienne fondée sur une nation canadienne – et la perception du fédéralisme comme servant à maintenir l'unité du Canada ; dans cette dynamique le gouvernement fédéral n'a pas assez de pouvoirs. La position B se combine, quant à elle, avec une perspective plus unioniste du pays où le Canada est vu comme la somme de ses parties qu'il faut maintenir ensemble – et c'est le rôle du gouvernement fédéral. On comprend ainsi que la diversité soit au cœur de cette construction identitaire. Enfin, la position identitaire C qui met l'accent sur une

souvent mises en avant, au terme d'une recherche récente, Tracey RANEY montre qu'entre 1995 et 2004 les caractéristiques de l'identité nationale canadienne se sont rapprochées de celles de l'identité nationale américaine : Tracey Raney, « Quintessentially Un-American? Comparing Public Opinion on National Identity in Canada and the United States », in *Forms of Nationalism Conference* (Campus Saint-Jean, University of Alberta, Edmonton : 2008).

[573] Raney, « Canada's 'Civic' Nation : The Determinants of Canadian National Identifications », 30.

identité canadienne forte combinée avec un attachement provincial repose sur une perception du fédéralisme vu comme le garant de la représentation de la diversité, en particulier provinciale (ou régionale). Ces différentes articulations entre les dimensions constituent l'ébauche des idéaux types que nous cherchons à dégager. Une dernière facette des perceptions doit encore venir compléter cette construction analytique : la perception de l'autre.

D. La perception de l'autre

Après avoir exploré le « moi » et le « nous », l'analyse du « eux » achève l'étude du triangle identitaire. Lorsque l'on aborde la question de l'avenir du fédéralisme, l'autre, *the significant other(s)*, signifie avant tout les Québécois pour les participants de Kingston[574]. L'autre peut également être les autochtones qui se présentent plutôt comme les Premières nations. Ce sont les deux « autres » qui ont été au centre de l'enquête de terrain et plus particulièrement des discussions en focus groupes.

1. *Quebec, a distinct nation*?

Dans le contexte fédéral canadien, une dimension spécifique est la place du Québec dans la fédération et notamment l'éventuelle reconnaissance constitutionnelle du Québec comme une nation distincte. Ce débat anime les relations entre le Québec et le reste du Canada depuis l'Accord du lac Meech, en 1982, et surtout son échec. Récemment, en novembre 2006, sous l'impulsion du Premier ministre conservateur Stephen HARPER, la Chambre des Communes a voté, à une très large majorité[575], une motion qui se lit : « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni »[576]. Répondant aux craintes de certains Canadiens, le Premier ministre a clarifié sa position peu avant le vote :

> [L]a question est simple – est-ce que les Québécoises et les Québécois forment une nation, au sein d'un Canada uni ? La réponse est oui.
> Est-ce que les Québécoises et les Québécois forment une nation indépendante du Canada ? La réponse est non, et elle sera toujours non[577].

Toutefois, cette motion qui n'a pas d'autre portée que symbolique divise les Canadiens. On retrouve cette division parmi les participants au panel citoyen de Kingston. Il y a ainsi, en T2, des citoyens qui sont tout à fait contre cette idée et un autre qui est tout

[574] Par ailleurs, certains participants ont également mentionné l'importance d'une représentation des minorités ethniques et visibles dans les cénacles politiques, thématique sur laquelle nous ne nous sommes pas penchés.
[575] 266 voix contre 16.
[576] Peu avant, le Bloc québécois avait déposé une motion qui demandait : « Que cette Chambre reconnaisse que les Québécoises et les Québécois forment une nation ». Les élus du Bloc québécois ont toutefois voté en faveur de la motion présentée par le Premier ministre.
[577] Cabinet du Premier ministre, « Le PM déclare que les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni », http ://pm.gc.ca/fra/media.asp?id=1415.

à fait pour, tandis que le reste se partage entre les deux positions intermédiaires. Au-delà de ce portrait statique, notons que quatre participants ont changé d'attitude sur cette question épineuse (Tableau 5.6). Deux d'entre eux sont passés d'un refus à une acceptation et les deux autres ont atténué leur position passant de pas d'accord du tout à plutôt pas d'accord, montrant l'influence du processus d'information et de discussion. Ainsi, la participation a entraîné une position plus favorable – ou moins défavorable – à la reconnaissance du Québec comme une nation distincte du reste du Canada. Au final, la majorité des participants adopte une position intermédiaire : sept sont plutôt d'accord tandis que cinq sont plutôt pas d'accord.

Tableau 5.6 Le Québec est une nation distincte du reste du Canada en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas d'accord du tout	Total (T1)
Tout à fait d'accord	1	0	0	0	1
Plutôt d'accord	0	5	0	0	5
Plutôt pas d'accord	0	1	3	0	4
Pas d'accord du tout	0	1	2	2	5
Total (T2)	1	7	5	2	15

Nombre de répondants = 15.

Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne et ensuite en colonne.

En fait, c'est surtout la notion de nation qui constitue la pierre d'achoppement. Qu'est-ce que la nation québécoise ? Et qu'est-ce que cela signifie ? Le passage suivant, tiré des échanges du groupe T, montre clairement l'existence de deux définitions possibles du mot nation[578].

> M: […] Do you think that Quebec is a distinct nation within the Canadian federation?
> T5: no
> T2: wait a minute, wait a minute, wait a minute, we have a lot of troubles right now with the Aboriginal people in Canada and *they have been calling themselves nations for years*, every since King George III sent them over here, they called themselves the Mohawks nation. So why should not we have the Quebec nation, this is my kind of […] *if the Mohawks can say they are a nation, why can't the Quebec people say they are a nation?*
> T8: it comes to a definition what is Quebec. *If you are talking about a particular ethnic or linguistic community that's one thing.* If you're talking about a province

[578] D'ailleurs, le célèbre sociologue québécois Fernand DUMONT estime que le concept de « nation » ne peut être défini d'une manière complètement satisfaisante : Fernand Dumont, *Raisons communes*, Boréal compact (Montréal : Boréal, 1997), 53-76.

T2: I no, *I am talking about the, the, like you said in the first part, the ethnic community, they are a nation, they're French-speaking, French ethnic, French people*
T5: but they are the beginners of our country, the Quebecois are not, they came from France, that's a difference
T2: who the Indians?
T1: no, no the... Quebec…
T8: it comes down to the whole definition, *some people interpret that motion as saying ok the Quebecois, the French-speaking Quebec as a unity is a nation and I... you know people say well that's fine you've got the Acadians they can be considered as a community, the First Nations people they can be considered as a community*
T1: yeah
T8: wait there are one of many nations in Canada so that's really not an issue. The separatists have you believe oh no that means *Quebec, the territory that's called Quebec, the seven million people we have here, it's not just the pure-laine Quebecois, it's also the Asians, the Italians and the Greeks, and everybody else... who lives in the province of Quebec.* […] It's very, it's very interesting from the part of the federal government to put that motion out there without actually defining what they mean by Quebecois. I think people can agree with it but they don't know what, what the meaning of the term is, but when you put some definitions on it then you're gonna see some differences in opinion in terms of…

On a ainsi une première définition de la nation, celle qui est embrassée par le participant T2, où nation équivaut à communauté. Selon cette acceptation, les Mohawks et les autres Premières nations, les Acadiens, les Québécois – francophones, précise T8 – peuvent, par exemple, se considérer comme des nations. Les Québécois seraient ainsi une nation parmi beaucoup d'autres nations. La seconde interprétation, celle que de nombreux Québécois défendent – nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain chapitre –, considère que l'ensemble des Québécois, les habitants de la province de Québec, qu'ils soient ou non francophones, forment une nation distincte du reste du Canada. Il y aurait ainsi une nation québécoise à côté d'une nation canadienne.

S'il n'était pas demandé aux participants de se mettre d'accord sur la définition de la nation, on peut toutefois observer qu'ils penchent plutôt pour la première définition – nation = communauté – que pour la seconde. Le débat se situe donc entre la reconnaissance d'une distinction québécoise au sein de la nation canadienne. Les résultats présentés ci-dessus au Tableau 5.6 révélaient des divergences d'opinion entre les participants qui se sont confirmées dans les discussions. Ainsi, la participante T5 marquait, dans l'extrait que nous venons de cité, sa forte désapprobation à l'égard du caractère distinct du Québec, ne mettant pas sur le même pied les Premières nations – « they are the beginners of our country », précise-t-elle – et les Québécois. À l'inverse, les participants T2 et T8 considèrent que le Québec constitue une nation, au sens de communauté, distincte du reste du Canada.

Au-delà de la définition de la nature de la nation québécoise, les participants comprennent les enjeux liés à cette reconnaissance et n'hésitent pas à faire part de leur point de vue. L'échange suivant montre des positions radicalement opposées et éclaire la dimension identitaire de la perception de l'autre.

S3: hum yeah *I think like the federal structure, especially with Canada because it starts off as a confederation English Canada and French Canada, it's inherently pluralistic in structure so it enables people to automatically have multiple identities other than Canadian, others may be Quebecois*
M: hum, hum, hum did you
S2: yeah but I think it's, *it has to be a two-way thing*. When my family came to this country they had to work their buds off to show that we were here, and we weren't here to take, we were here to work hard and, and it was very hard and therefore you know this how we made our way into a new life... because we came for something
S5: I think it's part of our national identity here
S2: that's basically it. So it has to be fifty-fifty when it comes to the trying and the understanding and
M: so accommodating but also having conditions for accommodation or
S2: absolutely
S1: yeah my perception is, *it's sometimes one-sided... the, the other groups need to embrace federalism if they're going to benefit from the other direction*
M: now what do you mean when you say embrace federalism?
S1: so *the Aboriginals, the Quebecois hum and the Japanese from second world war hum... they're all Canadians and, and I, I feel sometimes that there is this misconception among the minority groups that they want just to take and it's not matter of restitution, it's a matter of free ride*

Alors que la participante S3 estime que le Canada est intrinsèquement pluraliste et par conséquent permet – automatiquement, ajoute-t-elle – des identités multiples, les participants S2 et S1 estiment qu'il faut plutôt s'intégrer à la nation canadienne et qu'au final les membres des différents groupes qui composent le Canada sont tous canadiens. Au sein du même groupe, la discussion s'est poursuivie sur l'impact de la séparation potentielle du Québec du reste du Canada. On retrouve deux de ces trois participants ainsi que deux autres :

M: you were gonna say something
S3: just about Quebec leaving like *I don't think Quebec leaving would be a small impact it would bring the idea... of federalism into question* and... because the integrity of the country and that sort of things. *So I think it would bring the idea of federalism itself into question just like federalism failed if Quebec were leaving basically. Because the whole idea of the country is based on the fact that the provinces can be represented as individual region with their own interests but also that there is an overarching sort of unity that we can come to despite these differences and were Quebec to leave, the idea of this being possible would be brought into question, the rest of Canada would have a lot of reflections to do*
S1: *that doesn't necessarily mean that Canada would break up, it just means that a portion of it has just left and Canada is changed as a result*, just like any family where a child leaves or whatever you know or even families that split up, yes that's major changes obviously and I hope that doesn't happen because I think Canada is stronger with the sum of its parts obviously
M: just so the fact we are talking how we would be better off or if the federation would survive without Quebec, you think that... as a reflection of you know... hum... our attitudes in general towards the provinces, towards these issues like we let you pursue your own policy because the alternative is you're pursuing it anyway but outside the bonds of the federation,

do you think in some ways it structures the way we view accommodation in the federation or?
S6: *I think Quebec is essential... like you've got Quebec, you've got the Atlantic provinces, and you've got the west and you've got Ontario primarily*
S7: yeah
S6: and, *and I could see the federal institutions being very much weak and [unable] to deal with Quebec leaving*
S7: and I would say *once Quebec would leave it would not be long before New Brunswick, with all the Francophones and Acadians, and Nova Scotia then all of a sudden they would sort of...* I can see that sort of
M: hum, hum
S6: progressing

Au travers de la discussion d'un hypothétique départ du Québec de la fédération canadienne, on retrouve les trois visions du fédéralisme déjà mises en avant. Avec la participante S3, on a une citoyenne qui défend un fédéralisme reposant sur les provinces et la perte d'une de celles-ci remettrait fondamentalement en question la fédération canadienne. À l'inverse, le participant S1, quant à lui, estime que la séparation du Québec du reste du Canada ne signifierait pas la fin du pays même si le pays « is stronger with the sum of its parts ». Enfin, les participants S6 et S7 s'inscrivent entre ces deux visions, tout en insistant sur le danger potentiel pour l'union du Canada dans le cas d'un éventuel départ du Québec qui serait suivi par celui d'autres provinces.

2. Les Premières nations

Les autochtones, les Premières nations constituent, depuis plusieurs années[579], à la fois des acteurs et un sujet politiques importants du fédéralisme canadien. Comment les citoyens perçoivent-ils cet « autre » et leurs revendications ? Telle est la question au cœur de cette sous-section. Il y a, tout d'abord, pour certains participants un sentiment d'ignorance à propos des autochtones. La participante S3 s'exprime ainsi :

M: […] But Aboriginal issues in general, there is a lot of devolution, and for […] for self-determination. Do you guys have any thoughts about that? Do you think it's a good thing, a bad thing?
S3: hum quite frankly like *I feel like I don't really know very much about the Aboriginal people positions and all.* We touched on it in my grade school history and that sort of things and then like you move and you never... and it's just something you have to do when you are in grade seven, grade eight. But most people tend to drop Canadian history like after grade eight in high school here in Ontario, I don't know how it works in other provinces. So I have non real connection to like people in Aboriginal community. *I don't know what they want and so I feel like I am in no position to really say anything about*
M: do you feel like frustrated when you read about or... cause you just don't know what they want or

[579] On peut marquer le point d'entrée des peuples autochtones dans la sphère politique et constitutionnelle canadienne à 1982 lorsqu'ils se sont invités aux discussions constitutionnelles. Jusqu'à cette date, ils étaient considérés comme des *constitutional oustiders ;* sur ce sujet, voyez notamment Ladner, « Treaty Federalism : An Indigenous Vision of Canadian Federalisms ».

S3: hum *I feel like there is an obligation on my part to learn more about their issues and that sort of things*
M: hum, hum, hum

Ensuite, plusieurs difficultés apparaissent lorsqu'on aborde ce sujet. Une première, évoquée par le participant S8 dans l'extrait ci-dessous, est celle de la grande diversité et donc de l'impossibilité de généraliser. La participante S7 aborde une autre facette de la question autochtone : la frustration à l'endroit du gouvernement du Canada face à ses actions vis-à-vis des Premières nations.

S8: I think w*e are on difficult grounds when we generalize First Nations demographics, which is extremely diverse linguistically, culturally, and their needs are, varied across the nation and we should consider that*
M: for sure, yeah, for sure and somebody has already brought up that the vast size of the country necessarily means that regionalism and our ability to communicate from coast to coast at times is a hindrance. Does anybody agree with that or...
S7: let me go back to the Aboriginals cause it bothers me like as I have gained more education, *I have become more frustrated with what our government did to the First Nations people.* I wasn't aware with that, it wasn't part of education going through. So I think it is like now, it's all started that we need to make amends and, and we're so quick to criticize other countries or nations that, nation that you know...
S2: make people to understand
S7: yeah understand, that's understand
S2: that's what I wanna be able to understand, yeah, how are we ever gonna do that? To give more education

L'intervention de la participante S7 s'inscrit dans le débat plus large de la réparation des mauvais traitements, au sens large, infligés aux communautés autochtones depuis l'arrivée des colons européens sur le sol de ce qui deviendra le Canada[580]. Sans entrer dans la thématique du *treaty federalism* qui explore les relations entres les Premières nations et le gouvernement du Canada[581], une tension ressort des discussions. Elle oppose les citoyens réticents à l'idée de réparations ou de restitution aux citoyens plutôt favorables à de telles mesures. Dans l'intervention ci-dessous, le participant S1 traduit cette première position tandis que le participant S4 offre une vision opposée :

S1: one of the problems I have with the term making amendments or restitutions or things of that nature is that if we all insist on the same degree of amendments and restitutions we will not be able to live because we all from different parts of the world have gone to war against each other in the past and have you know taken land and given away land and done all kind of stuff and our... *I have a hard time with carrying the grudge past the generation because it's, it really is impossible to right all the wrongs of the world.* I understand that Aboriginal people […] you

[580] L'historien D. N. SPRAGUE précise : « Europeans seeking the wealth of the western hemisphere have enslaved, fought, infected, or feigner partnership with Aboriginal peoples from the time of first contact. The universal theme was that every resistance ended in some form of conquest », D. N. Sprague, « Canada's Treaties with Aboriginal Peoples », *Manitoba Law Journal* 23 (1995) : 341.
[581] Sur ce sujet, on consultera utilement : Russell L. Barsh et James Youngblood Henderson, *The Road : Indian Tribes and Political Liberty* (Los Angeles : University of California Press, 1980) ; Gerald R. Alfred, *Heeding the voices of our ancestors : Kahnawake Mohawk politics and the rise of native nationalism* (Toronto : Oxford University Press, 1995) ; Samuel V. LaSelva, *The moral foundations of Canadian federalism : paradoxes, achievements, and tragedies of nationhood* (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 1996).

> know I have a hard time understanding what it is they really want, they're living what I consider the greatest country of the world, hum, we've chose this country to live in, in, in... […] *we're here and we really enjoy this country and I don't understand if Aboriginal people want to be involved in the country, I think they have plenty of rights, they have rights, they have that privilege and it's hard for me to back a hundred or two hundreds years I can't even understand what went on last year. So how can you really restor or fix something that's a hundred or two hundred years old....* hum... the other thing is who is an Aboriginal now. I mean inter-marriage and that kind of stuff. There are lots of people claiming from being native and they have as much native blood as I have, you know, so maybe... […]
> M: does anybody else wanna pick up on that?
> S4: I just wanna make an observation *I think it's natural for us as Canadians to deny some of the darker sides of our history as it is for any groups who want to deny the darker side of their history, it makes sense.* As I see it hum, you know, the way we treated our native people is the thing we are the most in denial of, of those big moves toward this, this last week. […] *So for us to say well what's the problem with the native people, hum it's often a matter of us not wanting to see what we've done* […] But in reality of course Aboriginal children were emotionally, physically and sexually abused and, and unfortunately some were even killed. And so you know for us to be transparent with that it's difficult and you know really it's only this last week that we have actually come to term with that

Enfin, cette opposition se traduit dans les résultats à la question de savoir si les Premières nations devraient jouer un plus grand rôle dans la fédération canadienne. Les résultats montrent que les citoyens ont des avis contrastés sur cette question et qui se confirment après la rencontre puisqu'en T2 douze citoyens sont favorables à un plus grand rôle et quatre y sont opposés. Au sein des participants réunis, la perception des autochtones varie donc grandement. Certains avouent qu'ils connaissent peu le sujet et ne peuvent donc prendre position dans un débat qui voient s'affronter, d'une part, les tenants d'un plus grand rôle pour les Premières nations dans la fédération canadienne mais également de mécanismes de réparation pour les exactions commises au cours des siècles et, d'autre part, les partisans du *statu quo* ainsi que les opposants aux mesures de compensation et de restitution.

3. La perception de l'autre : synthèse

Dans notre étude, la perception de l'autre se décline sous plusieurs facettes. Le Tableau 5.7 résume les trois positions qui ont émergé du corpus de données récoltées à Kingston.

Tableau 5.7 La perception de l'autre : synthèse

Position A	Position B	Position C
Refus de la différence et refus de reconnaître le Québec comme une nation distincte	*Reconnaissance des identités régionales et reconnaissance de la nation québécoise comme une nation parmi beaucoup d'autres*	*Reconnaissance des différences et reconnaissance de la nation québécoise au même titre que la nation canadienne*
Premières nations ne devraient pas jouer un plus	*Premières nations devraient jouer un plus grand rôle*	*Premières nations devraient jouer un plus grand rôle*

grand rôle dans la fédération canadienne et refus d'éventuelles réparations	*dans la fédération canadienne et favorable à d'éventuelles réparations*	*dans la fédération canadienne et favorable à d'éventuelles réparations*

Ces trois positions s'inscrivent plus largement dans des idéaux types que nous construisons au fur et à mesure de l'exploration des données. Ainsi, les citoyens, comme le participant S1 ou la participante T5, qui refusent de reconnaître le Québec comme une nation distincte et d'accorder des réparations aux peuples autochtones – position A – montrent un attachement exclusif au Canada, voient l'identité canadienne comme le fruit de la nation canadienne et estiment que le fédéralisme canadien doit maintenir le Canada uni. D'autres citoyens reconnaissent le Québec comme une nation distincte à l'instar des nombreuses autres nations formant le Canada telles que les Premières nations. Cette position – B – s'intègre dans une vision du fédéralisme canadien reposant sur l'union de ses composantes, sur une diversité multiculturelle. C'est, par exemple, le cas de T2 ou de T8. Enfin, un troisième groupe de citoyens, comprenant notamment les participants S3, S5 et T3, qui déclarent que le Québec est une nation au même titre que la nation canadienne – position C – se fonde sur une vision du fédéralisme comme représentant la diversité des provinces et repose sur des identités multiples fortes. Pour compléter ces idéaux types, il faut maintenant analyser les préférences des participants à la *Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism*.

III. Les préférences fédérales des citoyens canadiens anglophones

Après ce tour d'horizon des perceptions des participants au panel citoyen de Kingston, on peut se tourner vers leurs préférences pour l'avenir du fédéralisme. Lors de cette rencontre, l'opposition qui apparaît d'emblée voit, d'une part, les tenants du renforcement du gouvernement fédéral et, d'autre part, les partisans du système fédéral actuel. Toutefois, une analyse plus fine montre une plus grande diversité parmi les préférences fédérales des participants. En outre, ces préférences se traduisent par le soutien plus ou moins fort à des politiques nationales, s'appliquant ou non à l'ensemble du territoire. Enfin, il existe une tension à propos de l'avenir du fédéralisme canadien qui peut être définie sur un continuum allant d'une vision instrumentale, qualifiée de *service delivery* où l'efficience est le but absolu, à une vision autonomiste, où le respect de l'autonomie locale constitue l'objectif principal. Le développement de cette partie s'articule autour de ces deux thématiques.

A. Les différents scénarios

Dans l'étude de la perception politique, il a été montré qu'une satisfaction générale régnait à l'endroit du système fédéral canadien et plus généralement du fédéralisme dans ce pays. On pouvait même dire que le système fédéral recouvrait le système politique ; pour les citoyens, l'un allant avec l'autre, sans que l'on puisse clairement les distinguer. Cela ne signifie, toutefois, pas qu'il n'y a aucune tension quant à l'avenir de celui-ci au sein de la population anglophone au Canada. Les résultats du panel citoyen montrent que plusieurs visions de l'avenir s'affrontent, même si, dans cette partie du pays, aucun citoyen ne souhaite sortir du cadre fédéral. Comme nous l'avons fait dans les autres terrains de cette recherche, une façon pertinente d'appréhender les préférences fédérales des citoyens est de proposer différents scénarios aux participants.

Dès le début de la journée, deux scénarios semblent se démarquer et diviser les participants. D'un côté, *keeping the present federal system* ; de l'autre, *giving more power to the federal government*. Une lecture plus approfondie des données – résultats des questionnaires et discussions en focus groupes – permet de nuancer cette vision binaire de l'avenir du fédéralisme canadien. Plusieurs préférences fédérales peuvent être alors dégagées. Une première façon de voir l'avenir du Canada est de souhaiter une augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral. Cette vision s'inscrit clairement dans une dynamique centralisatrice considérant Ottawa comme le véritable gouvernement ; celui qui peut défendre les intérêts des Canadiens et donc du Canada. Le participant T6 partage ce point de vue : « yeah, I am thinking that the federal government, federalism hum should be... something that protects the country and not so much maintains the status quo but maintains its sovereignty, its control over it, its own wealth, its own resources, its own people ». Il faut ajouter que ces citoyens « centralisateurs » acceptent toutefois le *statu quo* actuel. Cela peut évidemment paraître contradictoire mais il faut plutôt voir dans cette acceptation la satisfaction générale qu'ils ont à l'égard du système fédéral tel qu'il est aujourd'hui.

Une deuxième position privilégie le maintien du système actuel car celui-ci fonctionne bien, tout en acceptant une certaine augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral. Le participant T2 résume assez bien cette opinion : « status quo, if not broken, don't fix it ». Il y a ainsi visiblement une orientation générale – le *statu quo* – mais qui peut-être un peu adaptée via l'intervention du fédéral dans certains domaines. Dans les discussions, la santé et l'éducation constituent deux thématiques récurrentes où

l'action du gouvernement fédéral, alors qu'il n'est pas compétent dans ces domaines, est acceptée voire encouragée.

Enfin, une troisième vision s'oppose à toute centralisation supplémentaire. En termes de scénarios, cela se traduit par une préférence pour le *statu quo*, voire le renforcement des pouvoirs provinciaux car, pour certains sans être des régionalistes, le gouvernement fédéral empiète trop sur l'autonomie des provinces. Dans une intervention que nous avons déjà évoquée, le participant S4 rappelle l'importance des identités régionales, surtout hors de l'Ontario et donc de la défense des pouvoirs des provinces : « the regional identities, it's hard for us to perceive from Ontario but if you live in the West, if you live in the North, if you live in the East, people make sense of coming from that particular area ».

Ces différentes visions de l'avenir du fédéralisme canadien reposent donc sur une articulation de plusieurs scénarios. Le protocole de cette recherche, combinant résultats de questionnaires et discussions en petits groupes, rend possible la compréhension de ces relations et le dépassement d'une lecture statique des préférences fédérales. Le portrait de la réalité qui en découle est enrichi de cette compréhension et permet de mieux saisir le cœur des préférences fédérales des citoyens. Il est utile poursuivre une telle approche en analysant plus concrètement les différentes visions de l'avenir du fédéralisme.

B. *The future of Canadian federalism*

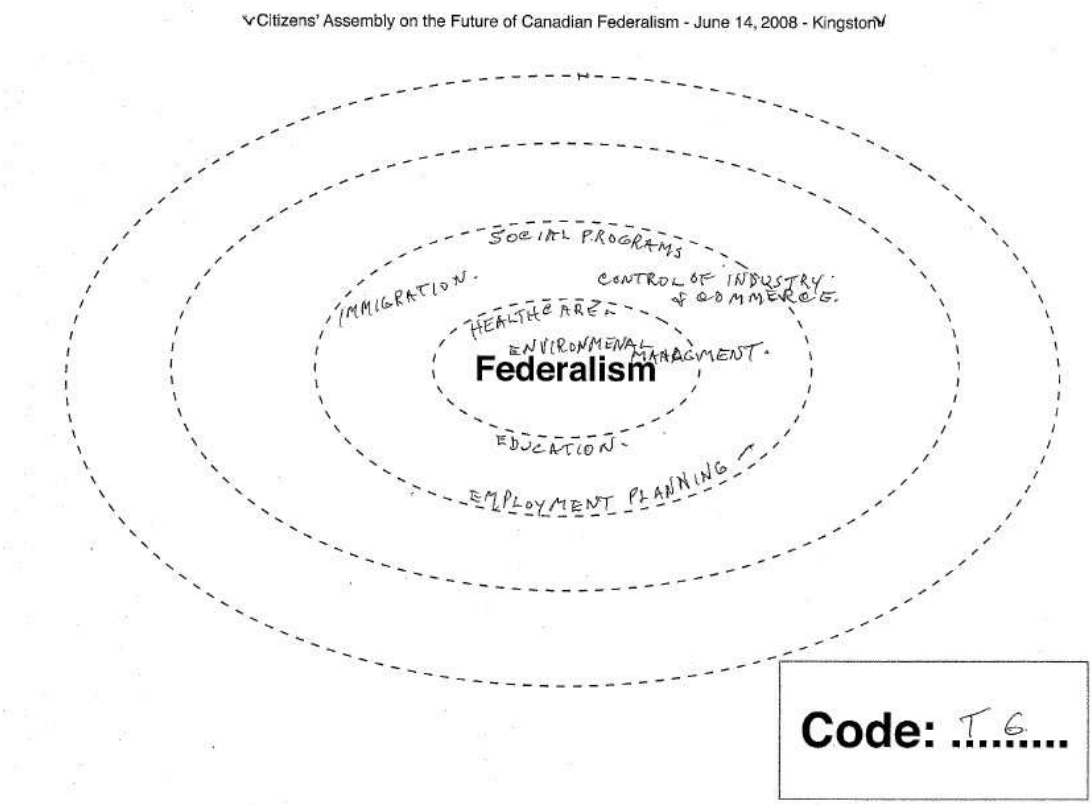
Jusqu'à présent, l'analyse des préférences fédérales s'est effectuée au travers de scénarios classiques et généraux. Plonger dans le concret offre une traduction et une vérification pratique des enseignements engrangés sur des questionnements plus abstraits. Ce faisant, dans un premier temps, il est opportun d'étudier les préférences fédérales au regard de l'appui des citoyens à des politiques s'appliquant à l'ensemble du Canada. Dans un second temps, partant de cette étude, on peut relier ces préférences au débat plus théorique sur l'avenir du fédéralisme canadien qui repose sur un continuum allant d'un fédéralisme dit instrumental à un fédéralisme dit organique.

1. Les préférences fédérales et l'appui à des politiques nationales

L'analyse du corpus révèle une véritable tension entre les partisans d'une promotion forte par le gouvernement fédéral, souvent qualifié de central, de politiques nationales dans de nombreux domaines et les opposants à une telle tendance centralisatrice ou encore ceux qui encouragent des politiques nationales tout en autorisant certaines provinces à ne pas en faire partie (*opting out*). Dans ce débat, la position du participant T6 se situe au cœur de

plusieurs visions. Sa carte du fédéralisme et l'explication qui l'accompagne montrent les différents points de tension possible.

Figure 5.8 Carte du fédéralisme de T6



T6: ok, I'm starting from the middle. Close to federalism I got health care and environmental management. And the reason I put that in is because it's critical that *universal health care, that means everything in the health area, you know home care, all works that needs to be universal in the sense that's the same across the country, provinces shouldn't be able to opt out certain measures.* You know somebody's gonna pay for this, somebody else's gonna pay for that, if some kid needs expensive medicine well and can't handle it that's out of the picture to me, health care covers everything. And *environmental management that's pretty much the same because it would be ridiculous to leave it on a lesser level than federal, federalism because you know the wind blows from East to West and sometimes from West to East, so we're all affected by the environment and it should be the same across the country.* Outside of the first thing, outside of the central circle is *education... hum... it should be a universal concept across the country but it should be managed on a provincial level because... hum... because it's better to be handed out locally* and then outside of that I've got social programs, immigration, control of industry and commerce, and employment planning and they're all in the second circle

Il y a deux sources de tension possibles : d'une part, les domaines et, d'autre part, l'amplitude de la politique nationale, en d'autres termes si elle doit s'appliquer à l'ensemble du territoire ou non et quel rôle doivent jouer le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. L'analyse des préférences fédérales des citoyens au travers de cette double ligne de fracture permet d'identifier plus précisément des positions génériques.

Si l'on considère le participant T6, il opte pour une vision médiane sur les deux dimensions. Il souhaite une politique universelle – au sens de nationale – pour la santé qui s'applique à l'ensemble du territoire et qui ne permet pas à certaines provinces de suivre leur propre voie tandis que pour d'autres domaines, tels que l'éducation, il privilégie une action provinciale dans le cadre d'une vision universelle à l'ensemble du pays. Il voit la relation entre les provinces et le gouvernement fédéral – et vice-versa comme « always changing and and necessarily at one time you had to strengthen the federal government and at another time you had to strengthen the provinces, so that was kind of back and forth hum activity over the years » (T6).

À côté de cette position médiane, on trouve souvent une position plus centralisatrice défendant des politiques nationales encouragées par le gouvernement fédéral dans de nombreux domaines. Dans cette vision, les provinces devraient jouer un rôle plus limité. Les participants S1 et T8 résument bien cette préférence pour un rôle accru du gouvernement fédéral sur un grand nombre de sujets :

> S1: I think Canada is a wonderful country, I think it is in part because of the federal government and I think *the federal government needs to take a stronger leadership role in terms of universal education, train system, and culture* and because those three if you study countries around the world those countries that have the highest standard living and the most satisfactory hum rate have those things in common good education of their citizens, a transportation system that is efficient, and hum fine arts of various types

> T8: I think there, I think *there is a preference in terms of having the federal government play a strong if not a greater role than it's playing right now.* People have talked about education, health care and some other social programs and day care, and some other issues as well like cultural policies. […] Federal power has lot's of taxation power, has a lot of power when it comes to saying national policy and originally the provinces were supposed to be very constrained in their jurisdiction but because of the way things have come to evolve over time provinces have become more powerful and this is the perception of the federal government becomes weaker. *So to me, I would like a party that keeps the power at national level, that is, that was strongly assertative of the federal responsibility.*

Deux thématiques retiennent plus particulièrement l'attention dans cette perspective : la santé (au sens de *health care*) et l'enseignement. Bien que ces deux compétences constituent le cœur des prérogatives provinciales, nombre de participants au panel citoyen de Kingston exigent clairement l'intervention – parfois exclusive – du gouvernement fédéral afin d'implémenter une politique à l'échelle du pays. L'échange suivant du groupe S montre bien cette revendication de « one policy for all Canadians » et les raisons derrière celle-ci :

> S5: going on the health care system issue my sentiment about health care issue in Alberta is that liberty that Albertan government has been able to take with the organisation and the construction of health care system in Alberta, I think management, is really... I think has

been a hugely negative impact on the effectiveness of that system and, and I mean despite the fact a great deal of the funding for originates or doesn't originate but at least is allocated federally, I think the Alberta system would be better off if they were, *the federal government had more say in terms setting management, structure standards for the health care system* but I think it's a really localized perspective
[…]
M: so like when you're talking about health care and these things, is there ever been a point you guys have felt that the federal government, I mean Ottawa itself, has overstepped its bounds, has done something... or its, its tax policy, health care policy are perceived as illegitimate even if you don't identify yourself as an Albertan first, as an Ontarian first, hum it seems that there is a lot of people who think that the federal government should be smaller, you know, does anybody want to comment on that or share a comment?
[…]
S1: the, the... I perceive health care as being a provincial jurisdiction, am I wrong?
M: no it is
S1: *it's, it's provincial, I would like to see the federal government be more involved. I think there is too much regional discrepancy in the health care* for instance, in some provinces, I believe, naturopathic doctors are supported, not in other provinces. Hum but... I thought so... *I would like to see health care hum, hum, as a universal subject and brought under the umbrella of the federal government totally and just administered. Yes I think the federal government should be stronger in health care*
M: so stronger, would you think that would make the, the health care system as a whole more legitimate, would you feel more comfortable if the federal government...
S1: well *I feel there is one policy for all Canadians and I am Canadian and I should receive the same health care wherever I am in Canada.* And then I can argue if it should include homeopathy and hum... herbal medicine whatever
M: what about other social programs and... education
S7: well education cause that
S1: absolutely, absolutely
S7: *in terms of curriculum, common curriculum*
S1: that's right
S7: anyone who goes to school in Ontario and tries to another province it's difficult, hum content in terms of... what I am really into right now is art education, music and arts education, *having a common curriculum, a common set of expectations across the country, I think it pulls your country together*

Cependant, cette vision du fédéralisme n'est pas partagée par tous les participants, loin s'en faut. Certains défendent fortement le rôle des provinces, sans pour autant vouloir leur donner un pouvoir exclusif, et admettent, voire encouragent, les possibilités d'*opting out*, c'est-à-dire de ne pas suivre une politique encouragée par le gouvernement fédéral afin d'adopter sa propre politique. C'est donc une forme de fédéralisme asymétrique qui est proposée ou, à tout le moins, acceptée. Ainsi, pour reprendre la définition d'Alain-G. GAGNON et Laurent-Mehdi CHOKRI, dans un tel cas de figure « les pouvoirs reconnus à un, ou plusieurs, des États fédérés fluctuent, tout comme varient, territorialement, les pouvoirs de l'État central »[582]. Dans les deux extraits suivants, le participant S6, rejoint par le participant S5 dans le second, défend une telle vision de la dynamique fédérale et de l'avenir du fédéralisme, en y apportant certaines nuances.

[582] Gagnon et Chokri, « Le régime politique canadien : histoire et enjeux », 25.

M: do you think then the federal government again should, should I mean Ottawa should construct a national program and go above the provinces or
S6: well I think *they have to work in conjunction with the provinces* but hum you know that will become political and and I don't have an answer and at least they should make a start on it, *it doesn't necessarily have to impede what the provinces would like to do*
M: right
S6: you know, I think there is room for movement there but, but maybe it requires some money. I mean if you need to build a pipeline, should it be left to the market place to decide where the pipeline goes where the oil goes or should we invest a bit for the benefit of Canada, you know. *And I think some people talked about making things more centralized and I guess I would argue that some things like health care and education perhaps, maybe need a federal presence but maybe there are some advantages being decentralized, such things being too big. And also we can learn from each other, like if one provinces does this better and, and takes some initiatives then we can learn from that experience and improve everything generally*

M: yeah, hum and that kind of build perception of inequality, especially for the provinces doing their own things... do you think that's destructive for the federation, anybody? How do you feel about Ontario say hum or recently making a deal with Quebec by itself for environmental reforms without the rest of the nation?
S6: *I think it's great... like you certainly put pressure on the federal government to come up with some policy and there is nothing wrong if we come up with a good policy, yes it's not applied across Canada as it should but at least it's a good start.* And my goodness we've wasted so much time already […] so I think it's a good thing
S5: yeah, I think, actually, I agree as well, there is I mean, I mean Alberta and British Columbia had trade agreements for a long time there is shipping and trading agreement across the country and usually bilaterally and then I think by and large it has been positive, for the most to reduce trade barriers between provinces help to harmonize regulation and then all... I can think of many with which I agree and very few which with I disagree. […] If the border between two provinces is a prior border than the next one over, I think it's a motivation to encourage more similar agreements between the remaining provinces, so *if those I mean if that provinces made bilateral inter-provincial instead of a multilateral level I don't think it's as ideal as pursuing at a multilateral level but I think it's a step in the right direction. I don't see it as a threat to federalism*

En matière de commerce, et plus particulièrement de commerce interprovincial, le participant S4 partage l'avis qui vient juste d'être exprimé par le participant S5. Il le justifie, toutefois, d'une manière différente : la nature fédérale du pays permet intrinsèquement de telles relations interprovinciales sans devoir passer par le gouvernement fédéral ; l'exemple de la fédération américaine le montre parfaitement, selon lui.

M: […] When is it that provinces, like you think it could also have negative consequences for the unity of the nation like to what extent should provinces chart their own course?
S4: I think it's interesting the question itself because *there is a presumption built in there, the fact that interprovincial trade could actually threaten federalism.* To use the United States, if Pennsylvania and Hawaii come to an agreement on something that has to do with trading relationship, I don't think people of neither of those states will be wondering 'jeez, how is this going to affect our federal structure? what's the impact going to be' this is to show that there is a certain amount of fidelity in our structure, the fact that it comes to play and normally it doesn't in the part of the world, it wouldn't […] but it is interesting that your questions says 'why is this... how should this affect federalism?' in most of the countries in the world it wouldn't, *in this country it does, it speaks to the fidelity of our system*

Par ailleurs, d'autres arguments sont mobilisés contre le recours à des politiques centralisatrices issues uniquement d'Ottawa. Dans une perspective de bonne gouvernance, le participant S5 estime qu'une duplication des tâches entre le niveau fédéral et le niveau provincial offre une certaine sécurité. Ainsi, « between federal and provincial governments, it's actually this... there is a strong argument to maintain a certain level of duplication just as a measure of accountability, to make sure everything gets done ».

Au final, si deux visions principales semblent s'affrontent, les positions intermédiaires, comme celle du participant T6, existent également. Sur base de cette exploration des préférences fédérales dans le concret, on peut les synthétiser en trois catégories. Premièrement, les tenants de politiques nationales dans de nombreux domaines façonnées par le gouvernement et applicables à l'ensemble du territoire, sans exception. Ce sont les partisans d'un fédéralisme symétrique absolu. Deuxièmement, il y a celles et ceux qui, à l'inverse, refusent une telle vision centralisatrice et symétrique et préfèrent laisser une plus grande liberté aux provinces, dans le cadre d'un fédéralisme asymétrique. Cette vision repose sur un fédéralisme fort où aussi bien le gouvernement fédéral que les provinces jouent un rôle important. Troisièmement, entre ces deux positions se regroupent les citoyens qui souhaitent des politiques nationales – universelles, disent certains – dans certains domaines, singulièrement la santé, mais en laissant la possibilité dans d'autres domaines d'*opting out* aux provinces qui voudraient poursuivre leur propre voie.

Enfin, aucune de ces trois positions et plus particulièrement la vision centralisatrice et symétrique ne signifient une volonté unitariste de la part des citoyens. Réjean PELLETIER nous rappelle d'ailleurs que le fédéralisme constitue d'ailleurs un des deux piliers fondamentaux, avec le parlementarisme, du régime politique canadien[583]. Comme nous l'avons montré, nombre de citoyens canadiens, et plus particulièrement les Canadiens anglophones, sont fortement attachés au fédéralisme ; l'attachement au fédéralisme transcende les divergences en termes de préférences fédérales. Toutefois, au sein même de la partie anglophone du pays, on le voit dans cette section, la conception du fédéralisme et donc de la répartition des pouvoirs entre l'ordre de gouvernement et l'ordre de gouvernement provincial diverge, parfois fortement. Mais personne ne souhaite la transformation unitaire du pays et donc la disparition des provinces ; ce serait la mort du Canada.

583 Pelletier, « Constitution et fédéralisme », 43.

T8: […] *I don't think anyone would suggest that we go to unitary system where we don't have provinces, I think that everybody understands that it would be the death of Canada. The country would fall apart pretty quickly if that happens.*
M: why is it that we have a devolution of powers where provinces do have some powers that federal government doesn't? Why is that a necessary feature of the Canadian state? Why is that something we need?
T3: *it's too big, it's just too big*
M: just in terms of practical, you know
T3: I don't think you could have a unitary state the size of Canada
T4: *we recognize the diversity which will always be there*

2. L'avenir du fédéralisme canadien : entre *instrumental federalism* et *organic federalism*

Si le débat entre partisans et opposants au fédéralisme (a)symétrique anime la dynamique fédérale depuis de nombreuses années[584], celui-ci connaît un renouvellement récent dans les cénacles politiques et académiques suite à l'introduction du concept de *citizen-centred federalism*, ou fédéralisme axé sur le citoyen[585]. Selon ces concepteurs, Rona AMBROSE, Donald G. LENIHAN et John MILLOY, « citizen-centred federalism avoids the clash over ideas by starting at the other end of the spectrum. It focuses our attention on how a service is delivered »[586]. S'inscrivant dans la vague du *new public management*[587], ce fédéralisme axé sur le citoyen place l'efficience du service rendu aux citoyens (*service delivery*) au cœur de ses préoccupations, faisant fi, s'il le faut, de la répartition constitutionnelle, voire habituelle, des compétences. C'est donc une vision *instrumentale* du fédéralisme qui s'oppose à une vision *organique* – ou, dans un certain sens, classique – du fédéralisme reposant sur l'idée d'un partage de la souveraineté entre deux ordres de gouvernement. On ne sera peut-être pas surpris que deux des trois initiateurs du *citizen-centred federalism* soient issus du monde politique actif[588] où une perspective pragmatique prend évidemment une place importante. Plus généralement, une telle vision du fédéralisme constitue une critique

584 Publiés la même année, en 1998, deux ouvrages importants, disponibles en français et en anglais, reviennent sur ce débat : Gibbins et Laforest (dir.), *Beyond the Impasse : Toward Reconciliation* ; Will Kymlicka, *Finding Our Way : Rethinking Ethnocultural Relations in Canada* (Oxford : Oxford University Press, 1998) ; Guy Laforest et Robert Gibbins (dir.), *Sortir de l'impasse : Vers la réconciliation* (Montréal : McGill-Queen's University Press, 1998) ; Kymlicka, *La voie canadienne. Repenser le multiculturalisme.*

585 Rona Ambrose *et al.* (dir.), *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach* (Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006).

586 Rona Ambrose *et al.*, « What is Citizen-Centred Federalism and Why Does it Matter », in *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*, Rona Ambrose *et al.* (dir.) (Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006), 11.

587 Sur ce sujet, voyez notamment Peter Aucoin, *The New Public Management : Canada in Comparative Perspective* (Montréal : Institute for Research on Public Policy, 1995) ; Jan-Erik Lane, *New Public Management* (New York : Routledge, 2000) ; Michael Barzelay, *The New Public Management : Improving Research and Policy Dialogue.* (Berkeley : University of California Press, 2001) ; Tom Christensen et Per Laegreid (dir.), *New Public Management : The Transformation of Ideas and Practice* (Hampshire : Ashgate, 2002).

588 Rona AMBROSE fait partie du cabinet du Premier ministre fédéral, Stephen HARPER, et John MILLOY est ministre dans le gouvernement de Dalton MCGUINTY en Ontario.

– mais qui peut être nuancée[589] – de la définition classique du fédéralisme reposant sur les relations intergouvernementales, et particulièrement sur le rôle des exécutifs (*executive federalism*), qui sont souvent sources de tensions et par conséquent ne servent pas toujours les intérêts des citoyens[590].

Cette conception du fédéralisme centrée sur l'efficacité et l'efficience du service trouve indéniablement un écho dans les données récoltées lors du panel citoyen de Kingston. En effet, derrière la volonté de voir certaines politiques être prises en charge par le gouvernement fédéral se trouve non seulement le souhait d'une politique universelle, « one policy for all Canadians » mais également, et surtout, d'un service efficace. Dans cette perspective, certains citoyens estiment que seul le gouvernement fédéral peut générer cette efficacité ; pour ce faire, ils suggèrent un renforcement de ses pouvoirs au détriment de ceux des provinces. En outre, l'accroissement du rôle d'Ottawa signifie, pour eux, une diminution potentielle des tensions entre les provinces et entre ces dernières et le gouvernement fédéral. Plus généralement, dans les sociétés occidentales contemporaines, il est souvent tenté d'éluder le conflit qu'il soit politique ou social[591]. Ce souhait de voir le gouvernement fédéral – vu par ces citoyens comme central – renvoie aussi à une lassitude face aux débats constitutionnels qu'a connus le Canada au cours de ces dernières décennies. Ainsi, pour certains citoyens, recentrer l'action du gouvernement sur le citoyen en lui offrant un service efficient et efficace semble plus important que le respect du partage des compétences et notamment de l'autonomie provinciale.

Néanmoins, nos données montrent que tous les participants ne partagent pas cette vision du fédéralisme canadien. Pour eux, le fédéralisme repose sur la diversité de ses composantes et particulièrement de la diversité provinciale ; c'est donc un fédéralisme plus organique. Cette vision renvoie à la position, en termes de perception politique, de ces citoyens qui considèrent que le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs et qui, en outre, souhaitent un plus grand respect de l'autonomie provinciale. D'un point de vue identitaire, ces citoyens sont même prêts à abandonner une certaine dose d'efficacité afin de conserver leurs autonomie et identité provinciales (même si celle-ci se combine avec une identité canadienne).

---

589 Patrick Fafard *et al.*, « Clients, Citizens and Federalism : A critical appraisal of integrated service delivery in Canada », *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 52, n°4 (2009).

590 Donald G. Lenihan, « Citizen-Centred Federalism : The Implications for Executive Federalism », in *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*, Rona Ambrose *et al.* (dir.) (Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006).

591 René Cusso *et al.* (dir.), *Le conflit social éludé* (Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 2008).

On peut conclure cette réflexion avec Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ qui, partant d'une recherche quantitative, confirment que ces deux visions antagonistes se retrouvent dans la population canadienne :

> many Canadians express strong support for even more efficiency in service delivery and that they are therefore willing to support quite dramatic changes in the distribution of powers between the federal and provincial governments. On the other hand, Canadians who identify themselves first, if not exclusively, as Canadians are much more likely to want to retain federal jurisdiction even at the expense of efficiency. Conversely, those Canadian residents who identify first and foremost as residents of their province are much more likely to want to retain provincial jurisdiction even if there are unrealized efficiency gains[592].

C. Les préférences fédérales : synthèse

Tout d'abord, rares sont les personnes qui n'ont qu'une seule préférence ; on doit plus justement parler d'un faisceau de préférences qui s'articulent dans une position générique. Sans surprise, on trouve plusieurs positions génériques et plus précisément trois comme l'indique le Tableau 5.8. L'identification de ces différentes préférences fédérales constitue une étape de plus dans la construction d'idéaux types. En combinant les perceptions et les préférences fédérales des citoyens, on aura ainsi des visions contrastées de l'avenir du fédéralisme canadien qui pourront être comparées avec les types de citoyens dégagés dans les trois autres terrains de la recherche.

Tableau 5.8 Les préférences fédérales : synthèse

Position A	Position B	Position C
Renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral (perspective centralisatrice) ; gouvernement fédéral = vrai gouvernement	*Maintien du système actuel car celui-ci fonctionne bien, tout en acceptant/souhaitant une certaine augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral pour plus d'efficacité*	*Renforcement de la fédération et opposition à toute centralisation supplémentaire ;* statu quo *et/ou renforcement des pouvoirs des provinces*
Fédéralisme symétrique absolu : souhait que le gouvernement fédéral prenne des politiques nationales dans de nombreux domaines et applicables à l'ensemble du territoire, sans exception	*Souhait que le gouvernement fédéral mènent des politiques nationales dans certains domaines, singulièrement la santé, mais en laissant la possibilité d'*opting out *aux provinces qui voudraient poursuivre leur propre voie*	*Fédéralisme fort, éventuellement asymétrique : aussi bien le gouvernement fédéral que les provinces jouent un rôle important*
Vision instrumentale du fédéralisme : citizens-centred federalism *avec l'efficacité et l'efficience comme objectif principal*	*Combinaison de fédéralisme instrumental et de fédéralisme organique*	*Vision organique du fédéralisme : respect de l'autonomie et de l'identité provinciales*

[592] Fafard *et al.*, « Clients, Citizens and Federalism : A critical appraisal of integrated service delivery in Canada » : 566.

Au-delà de mieux connaître les perceptions et préférences fédérales, les panels citoyens permettent de capturer l'humeur « politique » générale d'un groupe de citoyens. À Kingston, le fédéralisme en tant que tel n'est pas remis en question ; le fédéralisme équivaut, en fait, au système politique. Il durera tant que dure le Canada. Cependant, les visions de son avenir divisent les participants qui montrent des préférences différentes, quant au scénario abstrait mais surtout dans le concret et les attentes en termes de politiques et de prestation de service. Pour conclure ce chapitre, il nous faut compléter le portrait de trois idéaux types qui se sont dégagés au fur et à mesure de l'analyse des données recueillies à Kingston.

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens canadiens anglophones : trois idéaux types

Dans ce chapitre, les perceptions et les préférences fédérales des participants canadiens anglophones ont été présentées puis analysées et enfin synthétisées. Il nous reste pour conclure à reconstituer des idéaux types sur base de ces différentes synthèses. Trois types de citoyens se dégagent de notre étude des liens entre les perceptions et les préférences fédérales. Si les résultats du panel citoyen ne peuvent pas être généralisés, d'un point de vue statistique, ces profils mis au jour viennent certainement enrichir notre compréhension des relations entre les citoyens et le fédéralisme dans leur pays. Les éléments présentés au Tableau 5.9 offrent ainsi un portrait pluriel de la vision du fédéralisme et de son avenir.

Tableau 5.9 Trois profils de citoyens canadiens anglophones

Le centralisateur	L'unioniste	Le fédéraliste
Satisfaction générale à l'endroit du système fédéral *Fédéralisme* = keeping Canada together *(dans une perspective unitaire)* *Le gouvernement fédéral n'a pas assez de pouvoirs*	*Satisfaction générale à l'endroit du système fédéral* *Fédéralisme* = keeping Canada together *(dans une perspective unioniste)* *Le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs*	*Satisfaction générale à l'endroit du système fédéral* *Fédéralisme = représentation de la diversité (en particulier des provinces ou des régions)* *Le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs*
First and foremost Canadian *Attachement canadien exclusif et estime que tous les citoyens se sentent canadiens* *Identité canadienne = nation canadienne*	First and foremost Canadian *Attachement provincial possible et accepte l'attachement provincial chez d'autres citoyens* *Identité canadienne repose sur la diversité multiculturelle*	First and foremost Canadian *Attachement provincial dans une identité canadienne forte (double réalité)* *Identité canadienne repose sur une diversité multinationale et multiculturelle*
Refus de la différence et refus de reconnaître le Québec comme une nation distincte	*Reconnaissance des identités régionales et reconnaissance de la nation québécoise comme une nation parmi beaucoup d'autres*	*Reconnaissance des différences et reconnaissance de la nation québécoise au même titre que la nation canadienne*

Premières nations ne devraient pas jouer un plus grand rôle dans la fédération canadienne et refus d'éventuelles réparations	*Premières nations devraient jouer un plus grand rôle dans la fédération canadienne et favorable à d'éventuelles réparations*	*Premières nations devraient jouer un plus grand rôle dans la fédération canadienne et favorable à d'éventuelles réparations*
Renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral (perspective centralisatrice) ; gouvernement fédéral = vrai gouvernement	*Maintien du système actuel car celui-ci fonctionne bien, tout en acceptant/souhaitant une certaine augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral pour plus d'efficacité*	*Renforcement de la fédération et opposition à toute centralisation supplémentaire ;* statu quo *et/ou renforcement des pouvoirs des provinces*
Fédéralisme symétrique absolu : souhait que le gouvernement fédéral prenne des politiques nationales dans de nombreux domaines et applicables à l'ensemble du territoire, sans exception	*Souhait que le gouvernement fédéral mènent des politiques nationales dans certains domaines, singulièrement la santé, mais en laissant la possibilité d'*opting out *aux provinces qui voudraient poursuivre leur propre voie*	*Fédéralisme fort, éventuellement asymétrique : aussi bien le gouvernement fédéral que les provinces jouent un rôle important*
Vision instrumentale du fédéralisme : citizens-centred federalism *avec l'efficacité et l'efficience comme objectif principal*	*Combinaison de fédéralisme instrumental et de fédéralisme organique*	*Vision organique du fédéralisme : respect de l'autonomie et de l'identité provinciales*

En termes d'évolutions, on a pu remarquer que les opinions étaient déjà bien ancrées. Toutefois, les discussions ont permis aux participants d'affiner leur position sur les différentes thématiques, parfois en les nuançant, parfois en les renforçant, sans que l'on puisse attribuer à un profil un type de changements particulier. C'est, sans surprise, les citoyens avec la moins bonne connaissance du système fédéral qui ont connu le plus de modifications en termes de perceptions et de préférences, même s'il serait faux de dire que ces personnes n'avaient pas d'avis sur ce sujet avant la rencontre. Toutefois, en début de journée, elles ne semblaient pas avoir d'opinion formalisée (par exemple, « je préfère tel scénario ») et avaient d'ailleurs parfois préféré répondre « Je ne sais pas » à plusieurs questions du questionnaire T1. C'est le cas, par exemple, de la participante S2. Grâce au double processus d'information et d'interaction, ces participants ont pu formaliser leur ressenti dans un faisceau de perceptions et de préférences vis-à-vis du fédéralisme au Canada. Enfin, à Kingston, contrairement aux deux terrains belges, il n'est pas véritablement possible d'associer des changements d'opinions à un idéal type en particulier. Les trois idéaux types connaissent des participants dont les opinions ont – légèrement – évolué et d'autres dont les positions sont restées identiques.

A. Le centralisateur

Comme son nom l'indique, le centralisateur souhaite une plus grande centralisation, c'est-à-dire un renforcement du centre, du gouvernement fédéral qui est considéré comme le gouvernement central. Celui-ci est d'ailleurs considéré par le centralisateur comme le *vrai* gouvernement. Il souhaite ce renforcement du pouvoir fédéral même si – ou justement car

– cela signifie une diminution de l'autonomie des provinces. Ces dernières, bien que leur existence n'est pas remise en question (car elles s'inscrivent dans le système fédéral qui équivaut au système politique), elles ne sont pas appelées à jouer un rôle important dans la fédération canadienne et encore moins à ce que l'une d'elle, le Québec, par exemple, suive sa propre voie. Le fédéralisme doit être symétrique et les politiques prises par le gouvernement fédéral doivent être nationales et donc s'appliquer à l'ensemble du territoire sans exception.

Cette vision centralisatrice repose plus largement sur une vision nationalisante du Canada, s'accompagnant d'une grande fierté à son endroit. Comme les deux autres types de citoyens, le centralisateur se sent d'abord et avant tout canadien, mais cette identité est véritablement exclusive et emporte des conséquences politiques. Tout d'abord, tout Canadien doit se sentir naturellement canadien. Les identités régionales, provinciales ou locales sont marginalisées dans une nation canadienne qui transcende toutes ces identités et sentiments d'appartenances. Ensuite, le centralisateur ne reconnaît pas le Québec comme une nation distincte ; il ne peut d'ailleurs avoir qu'une seule nation, la nation canadienne. Enfin, les Premières nations doivent s'intégrer dans l'ensemble identitaire canadien sans privilèges particuliers, comme la restitution de territoire, qui ne sont pas nécessaires puisque les peuples autochtones devraient se sentir, d'après le centralisateur, canadiens avant tout.

Au final, le fédéralisme canadien doit maintenir le Canada et les Canadiens unis d'un océan à l'autre. Le gouvernement fédéral détient un rôle fondamental en tant que garant et gardien de l'unité du Canada. Dans une telle configuration, le Canada pourra continuer à occuper une place importante sur la scène internationale et à offrir un service efficace et efficient à l'ensemble de ses citoyens.

B. L'unioniste

L'unioniste place également le Canada au centre de ses préoccupations. Cependant, à la différence du centralisateur, il voit la diversité – qu'elle soit régionale, provinciale ou encore multiculturelle – comme le cœur du Canada. Le fédéralisme a donc pour but d'assurer l'union – et non pas l'unité – du pays. Pour ce faire, même si le système actuel fonctionne plutôt bien, le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs et un renforcement de ceux-ci s'avère nécessaire dans certaines matières fondamentales comme la santé et l'éducation. Cela ne peut, toutefois, pas se faire au détriment des provinces qui

doivent pouvoir, si elles souhaitent, poursuivre leur propre voie – via des mécanismes d'*opting out* des politiques du gouvernement fédéral.

Cette vision unioniste du fédéralisme concourt d'une identité canadienne forte qui repose sur la diversité multiculturelle qui caractérise le pays. Une des facettes de la diversité est l'attachement provincial de certains Canadiens qui même s'il n'est pas nécessairement partagé par l'unioniste, surtout s'il est originaire de l'Ontario, est accepté. Il est ainsi tout à fait souhaitable qu'un habitant d'une province de l'Ouest ou des Maritimes se dise fortement attaché à sa province tout en s'identifiant principalement comme Canadien. Il y a une reconnaissance des identités régionales et plus particulièrement de la nation québécoise comme une nation parmi beaucoup d'autres. De même, les peuples autochtones sont vus comme des nations et ils devraient jouer un plus grand rôle dans la fédération canadienne.

Le fédéralisme, vu par l'unioniste, doit donc combiner à la fois un respect de la diversité qui définit le Canada et une cohésion de l'ensemble canadien. Dans cette vision, le gouvernement fédéral occupe une place importante, mais pas prépondérante. La fédération canadienne repose donc sur l'union harmonieuse de toutes ses composantes.

C. Le fédéraliste

Dans le paysage fédéral canadien, le fédéraliste insiste sur l'équilibre qui doit régner entre les pouvoirs du gouvernement fédéral et les pouvoirs des provinces. S'il se sent canadien, même peut-être *first and foremost Canadian*, le fédéraliste montre un attachement provincial. Il est donc le fruit d'une composition identitaire double. Il est aussi bien attaché au Canada qu'à sa province. La diversité chez lui n'est pas uniquement multiculturelle, elle est aussi multinationale. Il reconnaît par conséquent la nation québécoise au même titre que la nation canadienne. Il estime également que les Premières nations devraient jouer un rôle plus important dans la fédération canadienne.

Cette vision doublement identitaire ne correspond toutefois pas à la réalité fédérale actuelle qui laisse parfois, selon le fédéraliste, une trop grande place au gouvernement fédéral, au *canadianisme*. Il souhaite dès lors un renforcement de la fédération et s'oppose à toute centralisation supplémentaire. En termes concrets, le *statu quo* accompagné d'un renforcement des pouvoirs des provinces lui semble le meilleur scénario afin d'assurer l'équilibre entre le fédéral et le provincial. Dans cette fédération équilibrée, le fédéralisme doit donc être fort, c'est-à-dire qu'il doit permettre à chaque ordre de gouvernement d'exercer pleinement ses compétences. Cela peut se traduire par un certain asymétrisme entre les provinces.

Le fédéraliste s'ancre dans une vision organique du fédéralisme où le respect de l'autonomie et de l'identité provinciales doit prévaloir, même si cela signifie une certaine duplication ou si cela doit se faire au détriment d'une certaine efficacité. Le fédéralisme canadien résulte ainsi de l'équilibre entre les forces fédérales et les forces provinciales qui doivent cohabiter et non dominer.

Chapitre 6
Les citoyens québécois et le fédéralisme au Canada

L'exposition des données recueillies dans les différents terrains de la recherche s'achève avec la présentation des résultats du panel citoyen québécois. Si le fédéralisme canadien est intrinsèquement lié à l'histoire et au développement du pays, le Québec et les Québécois ont joué, et jouent encore, un rôle déterminant dans la dynamique fédérale. Les trois dernières décennies, plus particulièrement, ont vu le Canada animé par un débat constitutionnel qui a divisé les citoyens et souvent opposé le Québec à ce qui est communément qualifié de « reste du Canada », en d'autres termes les neuf autres provinces majoritairement anglophones. En outre, l'avenir du Québec a également été âprement débattu au sein même de la société québécoise, distinguant les fédéralistes, défenseurs du maintien du Québec dans la fédération canadienne, et les souverainistes, partisans de la sortie du Québec du cadre fédéral canadien sous diverses formes et modalités. Cette dynamique constitue le contexte dans lequel l'étude des perceptions et des préférences fédérales – ou non – des citoyens québécois s'est déroulée. Pour analyser le panel québécois, ce chapitre procède selon le cheminement emprunté dans les trois chapitres précédents : d'abord, une analyse systématique des perceptions en distinguant les quatre dimensions de la recherche, ensuite l'étude des préférences, enfin la construction d'idéaux types sur base de l'ensemble des données recueillies.

I. L'assemblée citoyenne et la soirée citoyenne sur l'avenir du Québec

A. Le contexte : le Québec et le fédéralisme canadien

Les 15 mars et 19 juin 2008, deux assemblées citoyennes ont été organisées sur l'avenir du Québec à Montréal. Avant de présenter concrètement ces deux rencontres formant le panel québécois, il convient de décrire quelque peu le contexte fédéral au Canada et au Québec, plus particulièrement. Dans un premier temps, le fédéralisme canadien sera présenté sous l'angle québécois, avant d'explorer la position du Québec dans l'ensemble canadien au travers des différents termes utilisés à cet égard, pour ensuite offrir

quelques repères chronologiques de la question nationale et conclure cette mise en contexte avec la ville de Montréal.

1. Le fédéralisme au Canada vu du Québec

Pour nombre de Québécois, deux peuples fondateurs se trouvent à l'origine du Canada moderne[593]. Ces deux peuples, l'un anglais et l'autre français, se sont unis politiquement dans un compromis fédéral en formant la Confédération canadienne de 1867[594]. Au Québec, cette vision binationale du pays perdure encore actuellement, bien que la construction identitaire initiée par le gouvernement fédéral, notamment sous l'ère de Pierre Elliott TRUDEAU, a politiquement mis fin au vieux rêve de la dualité canadienne au niveau fédéral[595]. En outre, cette conception s'oppose à d'autres visions constitutionnelles du fédéralisme canadien – notamment la théorie du contrat (*compact theory*), le fédéralisme nationalisant (*nationalizing federalism*) et la vision constitutionnelle basée sur les droits (*rights-based constitutional vision*) – synthétisées par François ROCHER et Miriam SMITH et que nous avons rappelées en introduisant le cinquième chapitre[596]. Après le rapatriement de la Constitution en 1982 – sans l'accord du Québec – ainsi que l'échec de l'accord du Lac Meech et de Charlottetown, la tension a atteint son paroxysme en 1995, lors du deuxième référendum sur la souveraineté du Québec. Le Canada était alors dans une impasse[597].

Cette perception différente du fédéralisme, selon que l'on se trouve au Québec ou dans une autre province canadienne, ressort des grands sondages représentatifs pancanadiens. Partant d'une enquête récente que nous avons déjà mobilisée dans le chapitre précédent, Patrick FAFARD, François ROCHER et Catherine CÔTÉ montrent clairement la scission entre les attitudes des Québécois et des autres Canadiens à l'endroit du fédéralisme et de la fédération canadienne[598]. Des lectures fort différentes apparaissent. À partir de quelques questions précisant des éléments du partage des compétences entre les gouvernements fédéral et provinciaux (et particulièrement le gouvernement du Québec), on peut mieux mesurer l'écart entre la vision des Québécois et celle des résidents des autres provinces.

---

593 Cette vision dualiste du Canada est partagée par les Québécois dits souverainistes mais également par les fédéralistes. Kenneth MCROBERTS parle d'une « established francophone understanding of Canadian dualism », McRoberts, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*, 129.

594 Sur ce sujet, outre les références mentionnées précédemment, voyez notamment Brooks, *Canadian Democracy : An Introduction*, 201 ; Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 9-21.

595 Laforest, *Trudeau et la fin du rêve canadien*.

596 Rocher et Smith, « The Four Dimensions of Canadian Federalism ».

597 Laforest et Gibbins (dir.), *Sortir de l'impasse : Vers la réconciliation*.

598 Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada » ; Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ».

Tout d'abord, trois-quarts des Québécois souhaitent accorder plus d'autonomie pour le Québec à l'endroit du gouvernement fédéral, alors que la proportion inverse vaut pour les habitants des autres régions du Canada, même si ceux-ci estiment que le fédéralisme canadien vise à accommoder la diversité et plus particulièrement celle du Québec et des peuples autochtones[599]. Ensuite, les Québécois sont généralement réticents à octroyer plus de compétences au gouvernement fédéral et ce, même si cette augmentation est présentée comme avantageuse sur le plan de l'efficacité[600]. Les Canadiens anglophones se montrent nettement plus favorables vis-à-vis de cette proposition. On perçoit ici le débat plus fondamental opposant les partisans du renforcement du niveau fédéral et ceux qui souhaitent maintenir l'autonomie des provinces dans leurs champs de compétences. Enfin, si à peu près la moitié des Canadiens envisage positivement les ententes particulières récemment conclues entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Ottawa – par exemple, en matière d'immigration et de soins de santé –, on trouve une très grande majorité sur ce sujet parmi les Québécois – confirmant leur souhait d'un fédéralisme asymétrique[601].

Ainsi, selon les auteurs de l'enquête, à la différence du reste du Canada, les répondants québécois semblent adopter une approche plus en phase avec une lecture fédérale de la réalité politique canadienne[602]. Il faudra, toutefois, déterminer la nature exacte de cette lecture qualifiée de *fédérale* : s'agit-il d'une lecture basée sur le principe fédéral, comme le laissent entendre les trois chercheurs, ou plutôt une vision pragmatique ou encore une position privilégiant l'autonomie – voire même plus – des provinces et du Québec en particulier ? Par ailleurs, les différences qui viennent d'être exposées entre les réponses des Québécois et celles des autres Canadiens ne peuvent masquer des différences, parfois toutes aussi importantes, entre les Québécois eux-mêmes. L'avenir du Québec au sein de la fédération de la canadienne fait débat et pose en fait la question de sa souveraineté éventuelle.

599 Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada », 250.
600 Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians » : 33.
601 Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada », 251.
602 Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians » : 34.

2. L'indépendance, la souveraineté, l'autonomisme, le séparatisme, la sécession du Québec

Si la question de la souveraineté du Québec trouve ses fondements dans des tensions qui remontent aux origines du Canada, elle n'a pris l'ampleur qu'on lui connaît qu'à partir des années 1960[603]. Un double éclairage semble nécessaire pour comprendre les enjeux de cette question et donc les différentes positions sur ce sujet. D'une part, il convient de poser quelques jalons étymologiques puisque, avec Victor ARMONY, on peut parler d'une véritable « guerre des synonymes »[604]. D'autre part, certains éléments chronologiques, depuis 1960, doivent être évoqués, dans la section suivante, afin de saisir les tenants et les aboutissants du débat qui entoure la position du Québec dans l'ensemble canadien.

Si le mot *indépendance* était souvent utilisé dans les années 1960 pour évoquer l'avenir distinct du Québec par rapport au Canada[605], il a été progressivement remplacé par le mot de *souveraineté* afin de mettre en avant le sens positif du second : « l'indépendance entraîne une rupture avec celui dont on est dépendant, alors que la souveraineté met l'accent sur la puissance de celui qui l'exerce »[606]. C'est d'ailleurs cette notion, assortie d'une association économique avec le Canada, qui a été reprise dans la question référendaire de 1980.

> Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté, et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ; en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ?

---

603 Édouard Cloutier *et al.*, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960* (Montréal : Québec/Amérique, 1992).

604 Victor Armony, *Le Québec expliqué aux immigrants* (Montréal : VLB Éditeur, 2007), 94.

605 Voyez, par exemple, les travaux du sociologue et historien Gilles BOURQUE : Gilles Bourque et Légaré Anne, *Le Québec. La question nationale*, Petite collection Maspero (Paris : Librairie François Maspero, 1979). Bien qu'il ne faille pas s'enfermer dans un débat sémantique, c'est surtout Pierre BOURGAULT et le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (RIN) qui défendait l'idée de l'indépendance du Québec. Au même moment, le mouvement nationaliste connaît sa période la plus radicale avec les actions – de nature terroriste – du Front de libération du Québec (FLQ) qui mèneront à la crise d'Octobre 1970 (une série d'événements sociaux et politiques dont plusieurs enlèvements) et la loi des mesures de guerre. Sur ce sujet, voyez Gérard Pelletier, *La crise d'octobre* (Montréal : Éditions du jour, 1971). Cependant, en incorporant en 1968 les partisans du RIN dans le nouvellement créé Parti québécois, René LÉVESQUE assouplit la vision de l'indépendance en une souveraineté du Québec assortie d'une association avec le Canada. Cette « option » est élaborée dans les 175 pages de son livre : René Lévesque, *Option Québec* (Montréal : Les Éditions de l'Homme, 1968).

606 Armony, *Le Québec expliqué aux immigrants*, 95.

Quinze années plus tard, le 30 octobre 1995, c'est une question plus courte, mais recourant également à l'expression « souverain », cette fois assortie d'un partenariat économique et politique avec le Canada, qui fut posée aux Québécois.

> Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995 ?

La souveraineté constitue donc le maître mot et, plus fondamentalement, l'objectif du mouvement souverainiste québécois[607]. Cependant, dans les faits, elle pourrait se traduire par plusieurs scénarios pour le Québec : allant de l'indépendance pure et simple à une séparation du Canada tout en conservant des liens économiques (notamment au travers d'une monnaie commune) et politiques plus ou moins forts. Dans la recherche de terrain, il sera opportun de creuser la nature de la souveraineté chez les participants souverainistes et de déterminer si certains scénarios souverainistes, plutôt « mous », pourraient recevoir l'appui de participants qui ne se disent pas souverainistes. À côté de la souveraineté, on entend également parfois trois autres termes : *autonomisme*, *séparatisme* et *sécession*.

Le premier est habituellement associé à Maurice DUPLESSIS, premier ministre du Québec entre 1936 et 1939, 1944 et 1959[608], et s'applique à ceux qui désirent accroître l'autonomie du Québec tout en restant dans le cadre fédéral canadien. Tombé en désuétude suite à l'émergence du mouvement nationaliste dans les années 1960, l'autonomisme a été récemment remis au devant de la scène politique par l'ancien chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario DUMONT[609], qui souhaitait que le Québec s'affirme sans se séparer. Le séparatisme, quant à lui, est souvent la traduction du *separatism* anglais, utilisé pour qualifier le projet souverainiste, généralement d'une manière négative, en particulier par les fédéralistes. Enfin, la sécession renvoie à la Guerre de Sécession américaine mais est rarement employé dans le contexte québécois[610], bien que ce terme ait été utilisé, dans un

---

607 C'est donc une définition particulière de la souveraineté qui est mobilisée dans le contexte québécois. Par ailleurs, la souveraineté constitue, s'il en est, un concept protéiforme. Un ouvrage collectif récent fait le point sur certains des différents sens que peut prendre la souveraineté et ce dans plusieurs contextes nationaux : Dominique Maillard Desgrées du Loû (dir.), *Les évolutions de la souveraineté*, Grands colloques (Paris : Montchrestien, 2006).

608 Pour une bibliographie de Maurice DUPLESSIS, on pourra consulter : Leslie Roberts, *Le chef : une biographie politique de Maurice L. Duplessis* (Montréal : Éditions du Jour, 1963) ; Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, 2 vols. (Montréal : Fides, 1973) ; Conrad Black, *Duplessis*, 2 vols. (Montréal : Éditions de l'Homme, 1977) ; Bernard Saint-Aubin, *Duplessis et son époque* (Montréal : La Presse, 1979).

609 Il a dirigé ce parti de 1994 à 2009. De 2007 à 2008, il a occupé le poste de chef de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale du Québec.

610 Cependant, certains auteurs y font référence dans la littérature scientifique sur le sécessionnisme, voyez, par exemple, Buchanan, *Secession : the morality of political divorce from Fort Sumter to Lithuania and Quebec* ; Stephen Macedo et Allen E. Buchanan (dir.), *Secession and Self-Determination*, Nomos (New York : New York University

sens purement légal, dans le renvoi de la Cour suprême *relatif à la sécession du Québec*, rendu le 20 août 1998[611].

3. La question nationale en quelques repères chronologiques

Si par deux fois les Québécois ont été invités à se prononcer sur l'avenir du Québec, la question nationale ne peut se résumer aux deux référendums de 1980 et de 1995. Pour nombre de Canadiens francophones, nous l'avons vu, le Canada repose sur l'union du Canada anglais et du Canada français. Pendant de nombreuses décennies, les locuteurs francophones du Canada – et pas uniquement du Québec – s'identifiaient comme *Canadiens français*[612]. L'identité québécoise n'est apparue que dans le sillage de la Révolution tranquille des années 1960 qui a profondément marqué le Québec, comme nous l'avons rappelé dans l'introduction générale. Accompagnant cette transformation de la société, une prise de conscience *nationale* québécoise a transformé les Canadiens français du Québec en Québécois, s'identifiant dorénavant à un territoire propre et à un État national[613]. Parallèlement, d'un océan à l'autre en passant par le Québec, un véritable sentiment national canadien – et non plus britannique – se développe sous l'impulsion du gouvernement fédéral[614]. « La rencontre de ces deux consciences nationales nouvelles, écrivent Alain-G. GAGNON et Laurent-Mehdi CHOKRI, est l'une des explications principales des nombreux conflits constitutionnels de la fin du XX^e siècle »[615].

Cette prise de conscience identitaire québécoise s'est traduite politiquement et a ensuite été renforcée par la création du Parti québécois (PQ) en 1968 dans le sillage plus vaste du développement du mouvement souverainiste. Un peu moins de dix ans après sa création, le PQ remporte l'élection générale du 15 novembre 1976 et reçoit ainsi le mandat

---

Press, 2003) ; Aleksandar Pavkovic, with Peter Radan, *Creating New States. Theory and Practice of Secession* (Aldershot : Ashgate, 2007).

611 Cour suprême du Canada, *Renvoi relatif à la sécession du Québec* [2 R.C.S. 217], 1998.

612 Gérard Bergeron, *Le Canada-Français après deux siècles de patience* (Paris : Seuil, 1967).

613 Tous les chercheurs ne partagent pas cette interprétation d'un changement identitaire de Canadien français à Québécois. Parmi ceux-ci, le sociologue Fernand DUMONT écrit ainsi : « Le Québec n'est pas une nation. […] On parle couramment de nation québécoise. Ce qui est une erreur, sinon une mystification. Si nos concitoyens anglais du Québec ne se sentent pas appartenir à notre nation, si beaucoup d'allophones y répugnent, si les autochtones s'y refusent, puis-je les y englober par la magie du vocabulaire ? L'histoire a façonné une nation française en Amérique ; par quelle décision subite pense-t-on la changer en une nation québécoise ? », Fernand Dumont, *Raisons communes*, Papiers collés (Montréal : Boréal, 1995), 55 et 63-64. Cependant, cela ne fait pas de cet auteur un anti-nationaliste, au contraire. Il se place dans la tradition nouvelle du nationalisme civique, évoqué dans le deuxième chapitre.

614 Voyez le chapitre précédent pour plus de détails sur le développement du nationalisme canadien ; sur ce sujet, on trouvera un résumé succinct de cette évolution et une lecture critique de cette époque dans respectivement Philip Resnick, *The Masks of Proteus : Canadian Reflections on the State* (Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 1990) ; McRoberts, *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*.

615 Gagnon et Chokri, « Le régime politique canadien : histoire et enjeux », 12.

pour gouverner la province du Québec. Ce premier gouvernement péquiste adopte rapidement, en 1977, la Charte de la langue française, mieux connue sous son numéro « Loi 101 ». Cette loi impose le français comme langue officielle de la province, sans bannir l'utilisation de l'anglais, surtout en matières d'enseignement (par exemple, dans les universités et les cégeps) et de santé (par exemple, les hôpitaux) et même en milieux de travail[616]. Ce faisant, la langue française « devient l'emblème de la nouvelle assurance des Franco-Québécois »[617]. Trois ans plus tard, comme il l'avait annoncé lors de la campagne électorale, le gouvernement de René LÉVESQUE appelle les Québécois à se prononcer sur un projet de souveraineté-association. Une véritable campagne, organisée par la loi référendaire québécoise adoptée quelques mois avant le référendum de 1980, voit s'affronter deux pôles. D'un côté, le camp du Oui, emmené par le gouvernement provincial et regroupant les souverainistes. De l'autre, le camp du Non, emmené par le chef de l'opposition officielle de l'assemblée nationale et regroupant les fédéralistes[618]. Au terme de cette campagne référendaire, le camp du Non l'emporte avec 59,56 % des suffrages, laissant toutefois les Québécois divisés.

Si ce premier référendum perdu constitue une étape clé de l'histoire du Québec, d'autres événements – et tensions, pour être plus précis – vont suivre et conduire à la tenue d'un deuxième référendum quinze ans plus tard. Parmi ces épisodes, évoqués dans l'introduction générale, on se rappellera principalement du rapatriement de la Constitution en 1982 sans l'accord du Québec, de l'échec de l'accord du Lac Meech en 1987-1990, de celui de l'accord de Charlottetown en 1992. C'est dans ce contexte de crispation constitutionnelle permanente qu'un nouveau référendum sur la souveraineté du Québec est organisé. Cette fois, les deux camps arrivent au coude à coude et le camp du Non l'emporte

616 Pelletier, *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, 76-78.

617 Armony, *Le Québec expliqué aux immigrants*, 103.

618 En outre, ce camp est soutenu par le gouvernement fédéral du Canada, dirigé à l'époque par un premier ministre québécois, Pierre Elliott TRUDEAU. Ce gouvernement a cependant outrepassé la loi québécoise pour dépenser plus que ce qu'il n'était autorisé par celle-ci. Dans sa biographe de René LÉVESQUE, Pierre GODIN, revient sur cet épisode : « [i]nconsolables, broyés par la déroute référendaire qu'ils ne sont pas près d'oublier, les ministres écoutent le chef du gouvernement décortiquer la défaite : 'Nous avons fait une campagne honnête, mais on ne peut pas en dire autant des gens du Non', commence-t-il en rappelant les tactiques déloyales des fédéraux pour fausser le vote. Renversé par 'l'orgie de dépenses fédérales illégales' qui, durant la campagne, violaient la loi 92 limitant les dépenses référendaires, il avait porté l'affaire devant les tribunaux, qui ont décrété que le pouvoir fédéral échappait à la loi référendaire québécoise. Autant dire que tous les moyens étaient bons pour empêcher les Québécois de quitter le Canada », Pierre Godin, *René Lévesque. L'homme brisé* (Montréal : Boréal, 2005), 12. Ce scénario de dépenses illégales du gouvernement fédéral s'est reproduit lors de la campagne référendaire de 1995 ; voyez le livre qui a révélé ces dépenses : Normand Lester et Robin Philpot, *Les secrets d'Option Canada* (Montréal : Les Intouchables, 1995). Une enquête officielle a été initiée suite à la publication de cet ouvrage : Bernard Grenier, « Enquête du DGE sur certaines révélations du livre Les secrets d'Option Canada », (Québec : Directeur général des élections du Québec, 2007).

de justesse avec le soutien de 50,58 % des électeurs québécois. Néanmoins, 60 % des Québécois francophones s'étant prononcés en faveur de la souveraineté, la victoire du Non n'a pas apaisé les tensions[619] qui sont toujours perceptibles à l'heure actuelle entre fédéralistes et souverainistes, ni celles entre le Québec et le reste du Canada[620]. D'un point de vue québécois, avec Alain-G. GAGNON et Jacques HÉRIVAULT, nous pouvons résumer l'entrechoquement entre l'évolution de la question nationale québécoise et les débats constitutionnels canadiens de la façon suivante :

> [t]ous ces événements politiques entretiennent un lien fondamental avec le profond désir des Québécois de voir officialiser leur statut de nation d'une manière ou d'une autre.
> En d'autres mots, pendant les quarante dernières années, les nationalistes québécois ont forgé leur désaccord sur les solutions à employer pour résoudre l'épineuse question de la reconnaissance : réformer la Constitution ou aller de l'avant avec la souveraineté. Quinze ans après l'échec de l'Accord du lac Meech qui aurait grandement réformé la Constitution canadienne et dix ans après la défaite des forces souverainistes lors du référendum de 1995, les deux options demeurent l'objectif à long terme des partis politiques québécois[621].

À court terme, si la question nationale ne disparaîtra certainement pas des discours politiques et citoyens, les observateurs de la vie politique canadienne s'accordent toutefois pour dire que l'avenir du Canada et l'avenir du Québec continueront à être intrinsèquement liés. François ROCHER écrit ainsi :

> [s]i la question de l'avenir de la fédération canadienne renvoie spécifiquement à la possibilité de voir celle-ci éclater au cours des prochaines années, la réponse est assez simple. À moins d'un retournement de conjoncture qu'aucun observateur ne voit poindre à l'horizon, les forces centripètes ne sont pas, à l'heure actuelle, dans une position pour contrôler l'agenda politique, encore moins en mesure d'induire les conditions qui leur permettraient de mener à terme le processus de sécession du Québec.
> Les partis politiques qui ont historiquement portés le projet souverainiste, le Parti québécois (PQ) et le Bloc québécois (BQ) à Ottawa connaissent des moments difficiles et se voient dans l'obligation de revoir leur argumentaire[622].

C'est dans ce contexte, chargé d'histoire, qu'il nous faut explorer les perceptions et les préférences des citoyens québécois à l'endroit du fédéralisme canadien et de l'avenir du Québec. Avant cela, il nous reste à préciser un dernier élément du contexte local : Montréal.

---

[619] Celles-ci ont d'ailleurs pu être renforcées par l'adoption de la Loi sur la « clarté référendaire » et le scandale des commandites, deux éléments évoqués dans l'introduction générale.

[620] Dans un ouvrage collectif récent, des chercheurs et des hommes politiques des deux camps reviennent sur cette période de l'histoire québécoise et sur cette base envisagent le futur du Québec : Alain-G. Gagnon (dir.), *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Prisme (Québec : Les presses de l'Université de Laval, 2008).

[621] Alain-G. Gagnon et Jacques Hérivault, « La reconnaissance irrésolue du Québec », in *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), Prisme (Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008), 172-173.

[622] Rocher, « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada », 231.

4. Montréal

Le panel québécois a été organisé dans la ville de Montréal. Par rapport aux trois autres terrains, cette ville, avec un peu moins de deux millions d'habitants, est de loin la plus habitée et la plus diversifiée des endroits où se sont déroulés les panels citoyens. D'un point de vue politique, il convient de préciser que « le projet d'indépendance du Québec et, plus récemment, le projet de souveraineté-association avec le Canada sont nés à Montréal. C'est à Montréal aussi que le Parti québécois a fait élire ses premiers députés en 1973 [sic][623] »[624]. Parmi les francophones de Montréal, on trouve un fort appui à la souveraineté, plus qu'à Québec, qui est pourtant la capitale nationale[625]. D'ailleurs, « [c]ertains spécialistes, rappellent Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS, ont avancé que l'option souverainiste l'aurait remporté si la région de la capitale avait voté comme les francophones du reste du Québec »[626]. Toutefois, en raison de la diversité de sa population et notamment de la concentration des anglophones du Québec dans cette ville, les Montréalais sont fortement divisés au sujet de l'avenir du Québec. C'est pourquoi, dans le cadre de cette recherche, il a été préféré d'organiser le panel dans cette ville plutôt qu'à Québec, en essayant de réunir des participants représentant un large spectre de positions dans le débat sur l'avenir du Québec.

Enfin, le contexte local explique le titre des rencontres : « l'avenir du Québec ». En ne faisant pas référence au fédéralisme, le titre même de ces deux événements révèle la place particulière de ce sujet au sein de la société québécoise. En effet, si initialement la rencontre s'intitulait « Assemblée citoyenne sur l'avenir du fédéralisme », il s'est cependant rapidement avéré que cette référence explicite au fédéralisme rebutait, voire aliénait, les citoyens en faveur de la souveraineté du Québec, les « souverainistes ». Afin d'éviter de ne réunir que des citoyens « fédéralistes », il a par conséquent été décidé d'adapter le nom de l'événement – sans pour autant modifier le protocole de la rencontre – en « l'avenir du Québec », une thématique permettant de rassembler un panel diversifié de Québécois.

---

[623] Il s'agit en fait de 1970.

[624] Gilles Gagné et Simon Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Politique et Économie (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2002), 111.

[625] Sur ce sujet, voyez par exemple : Denis Monière et Jean-Herman Guay (dir.), *La bataille du Québec. Troisième épisode : 30 jours qui ébranlèrent le Canada*, vol. 3 (Saint-Laurent : Fides, 1996) ; Claire Durand, « À qui la faute ? Le référendum dix ans après », in *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), Prisme (Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008).

[626] Gilles Gagné et Simon Langlois, « L'appui à la souveraineté du Québec, dix ans après le référendum de 1995 », in *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), Prisme (Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008), 62.

B. Les participants : 24 citoyennes et citoyens

Au total, le panel québécois compte 24 participants. Mais à la différence des trois autres panels, le panel a été constitué en deux fois, lors de deux événements délibératifs. Le 15 mars 2008 s'est tenue l'Assemblée citoyenne sur l'avenir du Québec à l'Université de Montréal. Cet événement visait à rassembler entre 20 et 30 citoyens québécois. Or, pour des raisons indépendantes de notre volonté[627], sur 29 personnes qui avaient confirmé leur présence, seules 15 d'entre elles se sont présentées le matin de l'Assemblée citoyenne. Afin de compléter ce nombre – un peu trop réduit au vu de la diversité possible des opinions sur le sujet au Québec – un second événement a été organisé, le 19 juin 2008, au même endroit mais cette fois lors d'une Soirée citoyenne sur l'avenir du Québec. À des fins de présentation, l'ensemble des participants aux deux séances a été regroupé sous le label générique de « panel citoyen québécois », ainsi composé de 24 personnes. Toutefois, grâce au code individuel donné à chaque citoyen participant, il est possible d'identifier, si nécessaire, l'événement délibératif auquel chacun a pris part[628].

Comme dans les autres terrains de la recherche, le recrutement s'est voulu le plus large possible, empruntant les canaux de diffusion similaires. La participation s'est faite sur une base volontaire (une indemnité de 10 dollars était toutefois offerte à chaque participant, comme à Kingston). Les 24 Québécois – 8 citoyennes pour 16 citoyens – formant le panel québécois montrent une grande diversité tant du point de vue de leurs caractéristiques sociodémographiques que du point de vue politique. On trouve ainsi 8 participants de moins de 30 ans, 10 âgés entre 30 et 60 ans et 6 de plus de 60 ans. En outre, si plus de la moitié des participants a vécu la plus grande partie de sa vie dans la région de Montréal, une dizaine de participants provient soit d'une autre région du Québec soit d'un autre pays. Le panel a donc non seulement réuni des Québécois de souche, en ce compris une anglophone, mais également des néo-Québécois installés depuis de nombreuses années ou, au contraire, arrivés depuis quelques années seulement. Par ailleurs, les univers socioprofessionnels varient avec, toutefois, une surreprésentation de diplômés universitaires. Enfin, que cela soit au niveau provincial ou fédéral, des partisans de tous les

[627] Certains ont eu un empêchement de dernière minute, d'autres ont peut-être été rebutés par la neige qui était tombée pendant la nuit, pour d'autres encore, la raison n'est pas connue. Dans l'organisation de ce type d'événements participatifs ou délibératifs, on compte généralement un taux d'absence (parmi les personnes qui ont confirmé leur participation) de 10 %. Avec 14 absents sur 29, ce repère habituel était largement dépassé.

[628] Concrètement, les participants des groupes X, Y et Z (avec un code commençant par cette lettre-là) sont issus de l'Assemblée citoyenne sur l'avenir du Québec du 15 mars 2008 et les participants des groupes V et W proviennent de la Soirée citoyenne sur l'avenir du Québec du 19 juin 2008.

partis composent le panel, y compris des supporters de petits partis comme le Parti vert ou Québec solidaire ou encore, à l'inverse, d'aucun parti.

Un dernier élément éclairant la composition du panel est la raison principale de la participation : 15 participants sont venus parce que le sujet les intéresse, 1 par devoir, 2 pour faire entendre leur voix, 4 pour faire plaisir à l'organisateur et/ou à l'un de ses proches et 2 n'ont pas précisé. À l'issue des deux rencontres, l'évaluation des participants était très positive pour 13 d'entre eux et assez positive pour 10 autres.

C. L'organisation et le déroulement

Les deux rencontres composant le panel québécois ont reproduit l'organisation et le déroulement des autres panels citoyens organisés en Belgique et au Canada. Certaines adaptations ont dû, néanmoins, être apportées, plus particulièrement pour la Soirée citoyenne sur l'avenir du Québec. D'une manière générale, les 24 participants ont été répartis dans cinq groupes différents : les groupes X, Y et Z pour l'Assemblée citoyenne et les groupes V et W pour la Soirée citoyenne. Ces deux rencontres ont débuté par la passation d'un pré-questionnaire (T1) et se sont terminées par le post-questionnaire (T2). Entre ces deux moments, les participants se sont retrouvés à deux reprises en focus groupes et en séance plénière pour écouter deux experts et deux hommes politiques (Tableau 6.1)[629].

Tableau 6.1 Programme de l'Assemblée citoyenne sur l'avenir du Québec

8h45-9h00	Accueil des participants
9h00 – 9h10	En séance plénière : mot d'accueil par André BLAIS et Min REUCHAMPS
9h10 – 9h30	En sous-groupes : passation du pré-questionnaire
9h30 – 10h20	En sous-groupes (I) : présentation du panel et de son déroulement ; discussions sur les perceptions
10h20 – 11h20	En séance plénière : interventions d'Alain NOËL : « la situation politique/fédérale : ses origines et ses enjeux » et de Paul-André COMEAU « l'avenir du Québec vu par les Québécois non-francophones, par le reste du Canada, et par le reste du monde », suivies d'une séance de questions-réponses
11h20 – 12h10	En séance plénière : interventions de Marlene JENNINGS, députée du Parti libéral du Canada, et Réal MÉNARD, député du Bloc Québécois, sur leur vision de l'avenir du Québec, suivies d'une séance de questions-réponses
12h10 – 13h20	En sous-groupes (II) : discussions sur les préférences fédérales
13h20 – 13h30	En sous-groupes : passation du post-questionnaire
13h30	Fin du panel

[629] Pour la Soirée citoyenne sur l'avenir du Québec qui a réuni 9 des 24 personnes de l'échantillon, seul un expert, Bernard FOURNIER, professeur de sciences politiques à l'Université de Liège, a interagi avec les participants en deux temps : d'abord, une présentation de la fédération canadienne et des enjeux pour l'avenir du Québec, ensuite, une longue séance de questions-réponses.

Les participants ont donc pu échanger pendant plus de quatre heures avec d'autres citoyens, des experts et des hommes politiques sur des thématiques liées au fédéralisme canadien et à l'avenir du Québec. Ce faisant, ils ont pu se forger ou confronter – et donc peut-être modifier ou renforcer – leurs perceptions et préférences de ce sujet important. On peut donc logiquement penser que les opinions recueillies sont plus informées que s'il n'y avait pas eu de processus d'information et d'interaction. Enfin, malgré le caractère sensible du sujet et la forte divergence entre certains points de vue, les discussions se sont déroulées dans la sérénité, y compris avec les deux personnalités politiques qui pourtant défendent une vision de l'avenir du Québec radicalement opposée ; Marlene JENNINGS, comme son parti, le Parti libéral du Canada, prône le maintien du Québec au sein de la fédération canadienne et Réal MÉNARD, député du Bloc Québécois, souhaite la souveraineté du Québec.

II. Les perceptions fédérales des citoyens québécois

Dans cette partie, les données recueillies dans le panel québécois sont analysées au travers des quatre dimensions des perceptions du fédéralisme. Ce cheminement analytique permettra de dégager, pour chacune de ces dimensions, différentes positions qui progressivement seront mises en relation et formeront des idéaux types de citoyens.

A. La connaissance politique

1. Les indicateurs de la connaissance politique

La connaissance politique des participants constitue la première dimension des perceptions. D'emblée un élément frappe l'attention : un peu moins de la moitié des participants aux assemblées de Montréal pense que le système politique canadien est un système confédéral (Tableau 6.2). Certains d'entre eux ajoutent que le système est devenu fédéral sous l'impulsion de Pierre Elliott TRUDEAU mais qu'officiellement le Canada demeure une confédération. Bien que juridiquement incorrecte, c'est une vision cohérente de la réalité « fédérale » canadienne, même si par ailleurs elle n'est pas partagée par tous, qu'ils soient francophones et surtout anglophones. Cette perception confédérale de la nature même du système politique renvoie à la vision de deux nations fondatrices portée par un grand nombre de Québécois. Après les discussions avec les experts[630] et en groupes, la plupart des citoyens présents a opté pour la réponse attendue à cette question.

[630] Les différents intervenants – experts et personnalités politiques – ont tous rappelé la nature du régime.

Cependant, cinq participants maintiennent après ce processus d'information que le système n'est pas fédéral, mais bien confédéral. Ceux-ci argumentent que la nature originelle du système politique est confédérale, car elle a vu l'union des anglophones et des francophones, mais que le gouvernement fédéral a transformé la nature du système de confédérale à fédérale. Il est intéressant de noter que l'on avait découvert un raisonnement similaire dans les trois autres terrains. Ainsi, au lieu de faire une lecture théorique de la nature du système politique, certains participants en font une lecture pratique, voire politique. On perçoit ici la subjectivité de certaines réalités politiques que l'on voudrait pourtant mesurer à l'aune d'une prétendue objectivité au travers d'indicateurs ; c'est pourquoi la connaissance politique est également explorée au travers des discussions et des cartes du fédéralisme. Avant d'entreprendre une telle démarche, remarquons à lecture du Tableau 6.2 que les huit indicateurs de connaissance politique ont vu une légère hausse des réponses correctes entre le début et la fin de la rencontre.

Tableau 6.2 Les indicateurs de connaissance politique (en nombres réels)

Indicateur	Réponses correctes en T1	Réponses correctes en T2	Différence entre T2 et T1
PCF_Q3T1&T2 "Système politique canadien"	14	19	*5*
PCF_Q4T1&T2 "Premier ministre fédéral"	19	20	*1*
PCF_Q5T1&T2 "Le ministre des affaires intergouvernementales québécois"	8	10	*2*
PCF_Q6T1&T2 "Premier ministre de l'Ontario"	9	10	*1*
PCF_Q7T1&T2 "Nombre de Députés québécois Chambre des communes"	9	11	*2*
PCF_Q8T1&T2 "Financement des services sociaux"	21	23	*2*
PCF_Q9T1&T2 "Financement de l'éducation"	11	16	*5*
PCF_Q10T1&T2 "Financement des relations extérieures"	22	24	*2*

Nombre de répondants = 24.

La connaissance politique des participants varie fortement selon le type de questions. Les questions factuelles, par exemple, le nom de tel ministre, de telle personnalité politique ou le nombre de Députés que le Québec envoie à la Chambre des communes, connaissent le taux de réponses correctes le plus faible et un phénomène d'apprentissage très limité (une, voire deux personnes). Toutefois, dans la perspective de cette recherche, ce type de connaissances politiques très factuel ne se trouve pas vraiment au cœur de la formation d'opinions mieux *informées* que l'on essaye d'appréhender. Il s'agit

plutôt de recourir à des indicateurs mesurant la compréhension de la réalité fédérale canadienne. Parmi ceux-ci, la quatrième question demandait aux répondants si, depuis 1980, le premier ministre fédéral canadien avait été le plus souvent un Québécois, un non-Québécois ou aussi souvent un Québécois qu'un non-Québécois. En T1, 19 des 24 participants optaient pour la première proposition et, en T2, ils étaient 20 à le faire. Cet élément constitue un élément important de la dynamique fédérale du pays, et plus particulièrement dans la relation Québec-Canada[631]. Cette présence majoritaire d'un Québécois à la tête du gouvernement fédéral s'explique par la combinaison d'un double phénomène : de 1980 jusqu'en 2006, le Parti libéral du Canada a largement occupé le pouvoir à Ottawa, or ce parti connaît une règle implicite d'alternance linguistique pour le chef qui le dirige[632]. Dans le cadre du panel, au vu de l'importance de cette réalité, il est dès lors important qu'elle soit connue par les participants afin qu'ils puissent échanger, sur base de cette connaissance commune.

Les trois questions touchant à la répartition des compétences au sein de la fédération canadienne révèlent, elles aussi, la compréhension que les citoyens ont du système fédéral et plus particulièrement de la responsabilité financière des entités qui le constituent. Comme à Kingston, celles-ci demandaient aux répondants si le gouvernement fédéral contribue en tout, en partie ou pas du tout aux programmes sociaux, à l'éducation et aux relations extérieures. Si ces trois indicateurs appellent à une réponse identique – « en partie » –, ils reposent sur une logique de répartition des compétences différente. Expliquons-nous.

Tout d'abord, le financement des programmes sociaux connaît, depuis de nombreuses années, une concurrence entre Ottawa et certaines provinces, en particulier le Québec, notamment pour des raisons de construction identitaire canadienne/québécoise[633]. Par conséquent, les deux ordres de gouvernement interviennent dans ce domaine et les citoyens l'ont bien compris puisqu'ils ont presque tous répondu correctement. En

631 Par exemple, comme nous l'avons mentionné en présentant la question nationale, alors que René LÉVESQUE était à la tête du gouvernement du Québec, un autre Québécois, Pierre Elliott TRUDEAU dirigeait le gouvernement fédéral. Pour un observateur non québécois, la présence d'un Québécois au poste de Premier ministre fédéral, alors qu'une partie de ses concitoyens souhaite la souveraineté du Québec peut paraître surprenante. Elle montre, toutefois, la division du Québec – mais qui doit être nuancée, comme nous le verrons – entre les fédéralistes et les souverainistes.

632 Dans le système politique canadien, basé sur un système électoral uninominal à un tour, le chef du parti qui remporte les élections devient le Premier ministre ; sur ce sujet, voyez, par exemple, André Bernard, *Les institutions politiques au Québec et au Canada* (Montréal : Boréal, 1995) ; Bernard, *Vie politique au Canada*.

633 À ce sujet, voyez Johanne Poirier, « Protection sociale et (dé)construction de la citoyenneté dans les fédérations multinationales », in *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*, Jane Jenson *et al.* (dir.) (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2007).

contraste, les résultats (11 en T1 et 16 en T2) du deuxième indicateur – le financement de l'éducation – semblent révéler que la situation est moins claire pour les participants. Pourtant, même s'ils ne répondent pas correctement *stricto sensu* – la plupart opte pour le financement exclusif par les provinces – ils ont largement raison[634]. En effet, l'article 92 de la L.C. 1867 énumère les compétences exclusives des provinces, dont l'éducation : « de la prématernelle à l'université »[635]. Cependant, comme nous l'évoquions dans le chapitre précédent, depuis plusieurs années, et dans une volonté de promotion du Canada à la suite du référendum de 1995, le gouvernement fédéral finance une série de programmes dans le domaine de l'éducation et de la recherche tels que les Chaires de recherche du Canada ou les bourses du millénaire[636].

Enfin, le dernier indicateur touche un sujet sensible, celui de la représentation du Canada à l'extérieur du pays. La question de « qui fait quoi ? » à ce propos dépasse le cadre strict de la connaissance politique pour s'engager sur le terrain du choix politique. Pour certains Québécois, il est normal et souhaitable que le Québec soit présent sur la scène internationale, sans dépendre du Canada ; pour d'autres, cette idée est totalement inacceptable car seul le gouvernement fédéral peut représenter le Canada hors du pays[637]. Les résultats de cet indicateur sont donc peut-être influencés par cette vision des relations extérieures[638]. Ainsi, en T1, 15 participants estiment que le gouvernement fédéral finance complètement les relations extérieures tandis que 6 pensent que c'est partagé (les trois autres ne se prononcent pas) ; en T2, le rapport devient 15 pour 9. On voit donc encore ici que la connaissance politique ne peut être considérée comme strictement objective et que des éléments de perception participent à la construction de celle-ci.

En complément de ces mesures des connaissances politiques, il est utile de creuser cette thématique en l'analysant d'une manière plus individualisée. Pour ce faire, un index a été constitué et est présenté au Tableau 6.3. Rappelons que ce n'est pas le nombre (la fréquence) mais la structure qui compte. Il ressort que, d'une part, le niveau de connaissance politique peut fortement varier d'un participant à l'autre (certains répondant

634 On retrouve cette tension dans les enquêtes représentatives de l'ensemble du Canada, y compris au Québec, voyez Fafard *et al.*, « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians » : 26-27.
635 Poirier, « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada », 111.
636 Précisons toutefois que les subventions à l'enseignement postsecondaire ont commencé dans les années 1950.
637 Nous renvoyons au chapitre précédent pour des références sur cette question de la paradiplomatie ou de la diplomatie des entités fédérées.
638 Pour établir les Tableaux 6.2 et 6.3, les deux réponses – complètement et en partie – ont été considérées comme correctes.

correctement à toutes les questions et d'autres à deux ou trois) et, d'autre part, la participation à la rencontre a permis à certains citoyens d'augmenter leur connaissance politique (en tout cas, telle que mesurée par les huit indicateurs).

Tableau 6.3 Fréquence des participants selon le nombre de réponses correctes (en nombres réels)

Nombre de réponses correctes	T1	T2
2 réponses correctes	3	0
3 réponses correctes	5	1
4 réponses correctes	4	7
5 réponses correctes	4	4
6 réponses correctes	3	6
7 réponses correctes	2	2
8 réponses correctes	3	4

Nombre de répondants = 24.

Finalement, au-delà de la mesure de la connaissance politique via des indicateurs standardisés, on peut observer que le processus d'information opère d'une manière diffuse et pas uniquement sur certains points précis de connaissance politique. L'intervention ci-dessous du participant Y3 montre que les interventions des experts contribuent à la réflexion générale sur le sujet, sans qu'il soit pour autant possible d'en évaluer précisément l'impact.

> Y3 : […] Pour répondre à la deuxième partie de la question sur le nous qui est quand même d'actualité justement, moi j'ai bien aimé tantôt, je pense que c'est Monsieur Noël, il y a quelqu'un, ou peut-être Monsieur Comeau, qui a séparé le multiculturalisme canadien et disons l'intégration québécoise puis il y a eu beaucoup d'emphase sur la question de la langue française, que chaque personne finalement, de la communauté culturelle peut participer à la culture publique mais pas contre, il faut parler la langue française.

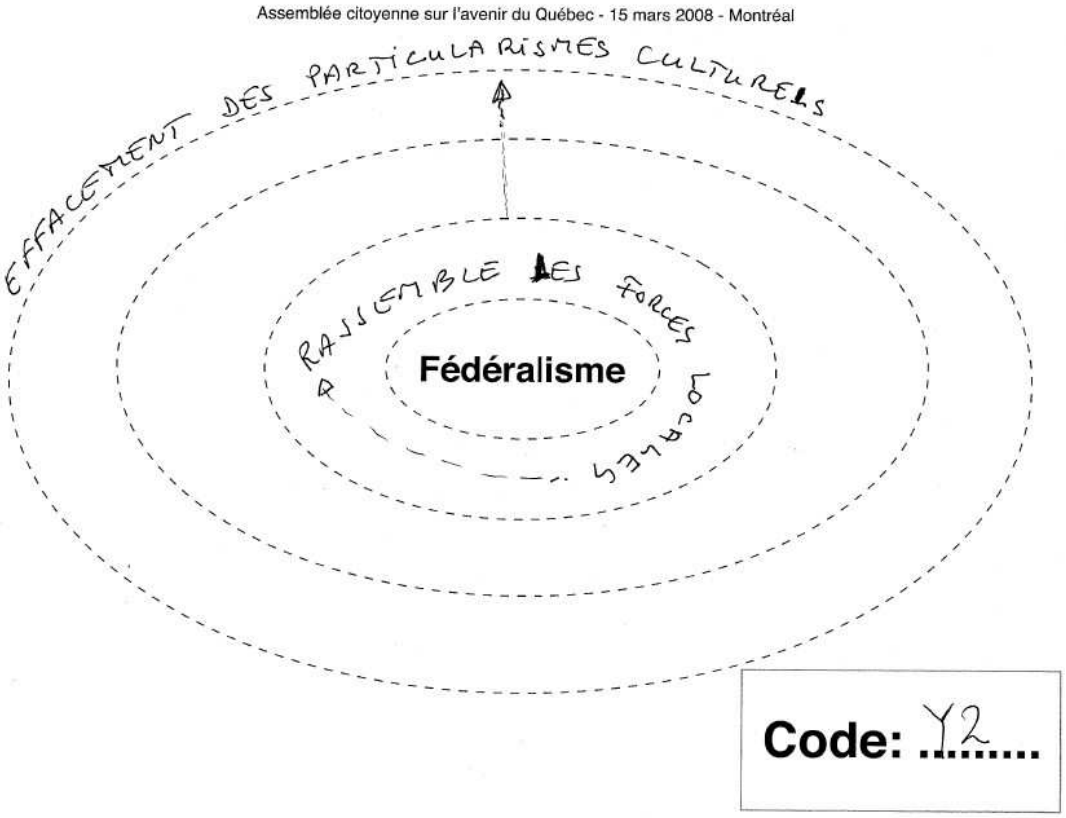
Par conséquent, l'intérêt d'explorer cette dimension des perceptions réside dans une meilleure compréhension de comment les citoyens définissent le fédéralisme, en général, et surtout au Canada. Pour ce faire, les mesures par questionnaire doivent être complétées par des outils de collecte de données plus qualitatifs : les cartes mentales et les discussions en focus groupes. Ce faisant, l'objectif est alors de dégager les structures, les positions qui mèneront aux idéaux types en partant de l'ensemble des données recueillies.

2. La définition du fédéralisme

Trois éléments de définition du fédéralisme transcendent le corpus de données. Tout d'abord, la tension entre l'unité et la diversité. Ensuite, l'aspect matériel, lié aux compétences. Enfin, reliant ces deux éléments de définition, le partage du pouvoir. Reprenons-les dans l'ordre afin d'explorer chacun de ces éléments de définition. Premièrement, il existe une tension, voire pour certains une contradiction, au cœur du

fédéralisme entre l'union et la diversité. Cette dualité, qui renvoie aux définitions classiques évoquées dans le premier chapitre, apparaît clairement des cartes du fédéralisme complétées par les participants et de la description qu'ils en donnent. Ainsi, le participant Y2 oppose le rassemblement des forces locales à l'effacement des particularismes culturels (Figure 6.1)[639].

Figure 6.1 Carte du fédéralisme de Y2



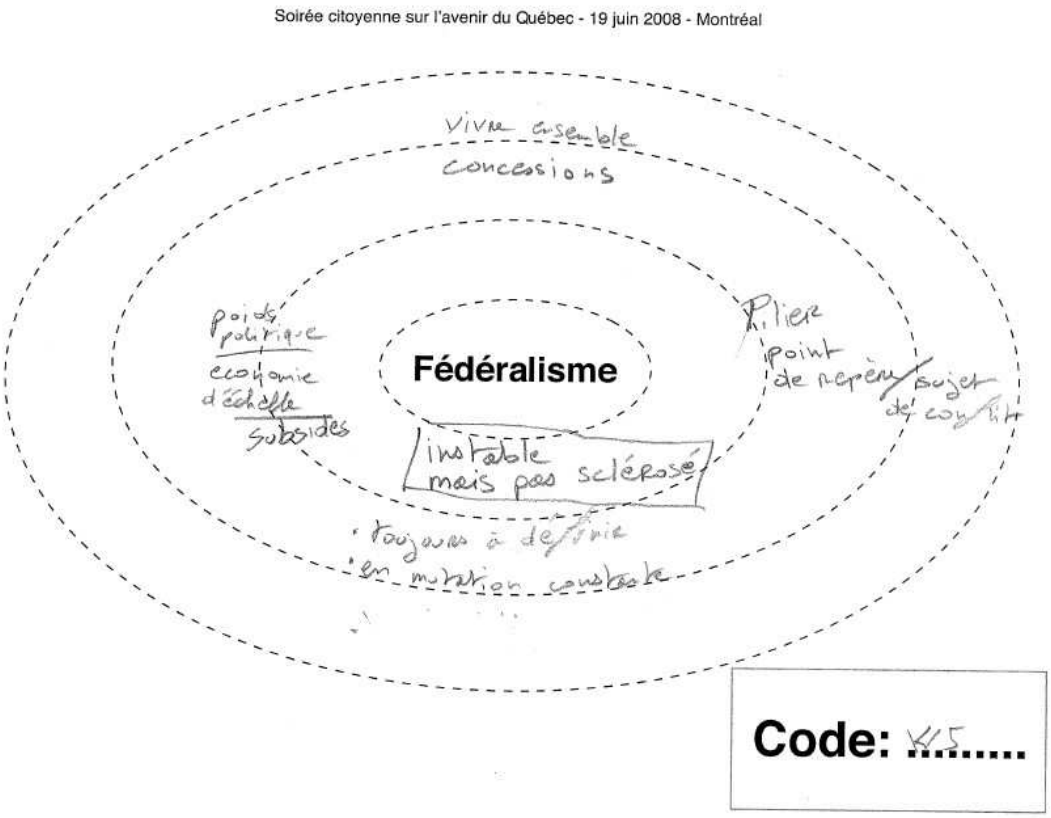
> Y2 : Moi, comment je l'ai interprété, d'abord j'ai... vraiment des points de suspension. Donc, c'est pas plat, les traits ne sont pas plats. C'est très important pour moi. Donc tout près du fédéralisme, donc le premier cercle, on lit, « rassemble des forces locales », c'est ça la qualité première, donc ça rassemble les forces locales et à l'autre extrême, je n'ai pas mis d'intermédiaire, donc le plus éloigné, n'est-ce pas, de cet épicentre, « ça efface les particularismes culturels ». J'ai mis une flèche entre les 2, ça veut dire, ça dégrade, cela va de l'un à l'autre. Voilà.

Le participant V4 partage cette définition du fédéralisme ; plus particulièrement le fédéralisme lui inspire « deux images contradictoires, explique-t-il, une image d'unité, parce que tout le monde reste ensemble ; et au contraire des spécificités chez chaque fédération ».

[639] La lecture d'une telle carte rappelle les limites de la méthode en termes d'interprétation. Toutefois, la description qui accompagne chaque carte permet, à notre sens, d'offrir une analyse éclairée – sans tomber dans une trop grande subjectivité – de chacune des cartes du fédéralisme. Celles-ci offrent dès lors un matériau fort intéressant pour notre objectif d'étudier les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens.

En outre, telle une mise en abîme, cette tension entre l'union et la diversité peut se retrouver dans différentes sous-thématiques à l'instar de la carte du fédéralisme du participant V5 (Figure 6.2). Pour ce faire, il présente sa carte sous forme de « paquets » : « j'ai mis ça par paquets. D'un côté, vivre ensemble et concessions. De l'autre, pilier, point de repère, conflit. D'un autre encore, poids politique, économie d'échelle, subsides. Ce que j'ai souligné : fédéralisme instable mais pas sclérosé, en mutation constante, toujours à définir ».

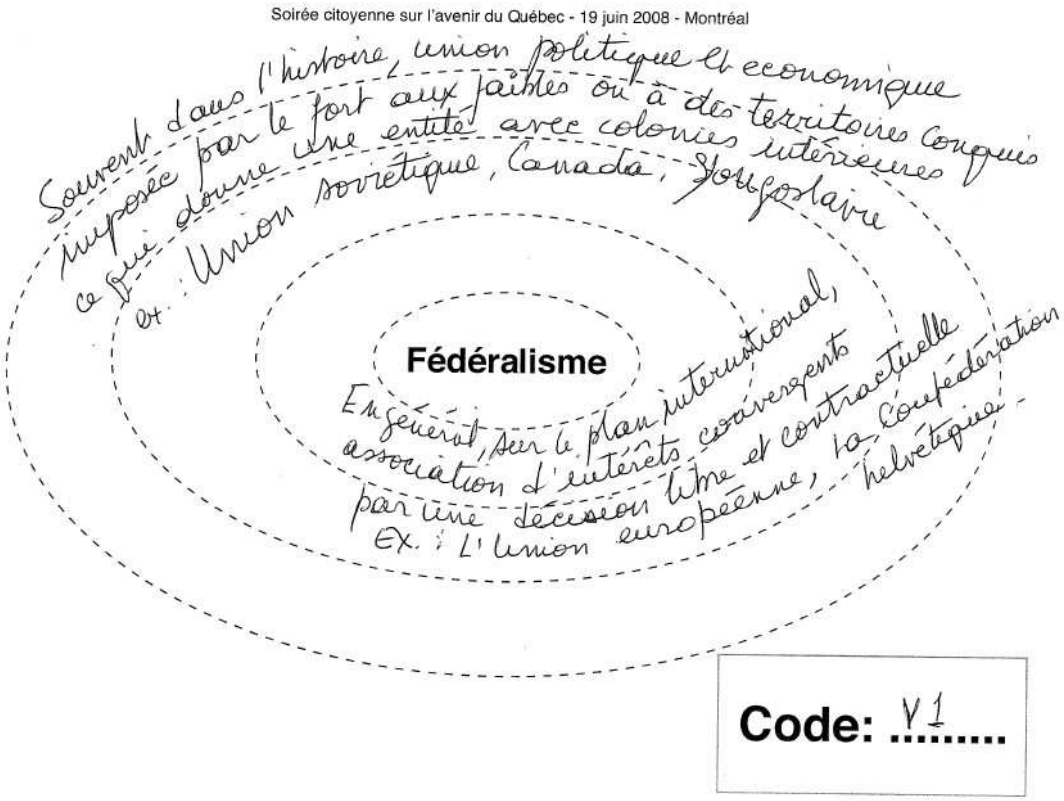
Figure 6.2 Carte du fédéralisme de V5



Tout en mettant une évidence une dualité, la participante V1 sort du cadre de cette tension en distinguant les fédéralismes que l'on pourrait qualifier de positifs et ceux qui sont négatifs (Figure 6.3). Elle définit les premiers comme une « association d'intérêts convergents par décision libre et contractuelle » et donne les exemples suivants : l'Union européenne, la Confédération helvétique. Quant aux seconds, « souvent, dans l'histoire, union politique et économique imposée par le fort au faible ou à des territoires conquis, ce qui donne une entité avec colonie intérieure » et elle cite comme exemples : l'Union soviétique, le Canada, la Yougoslavie.

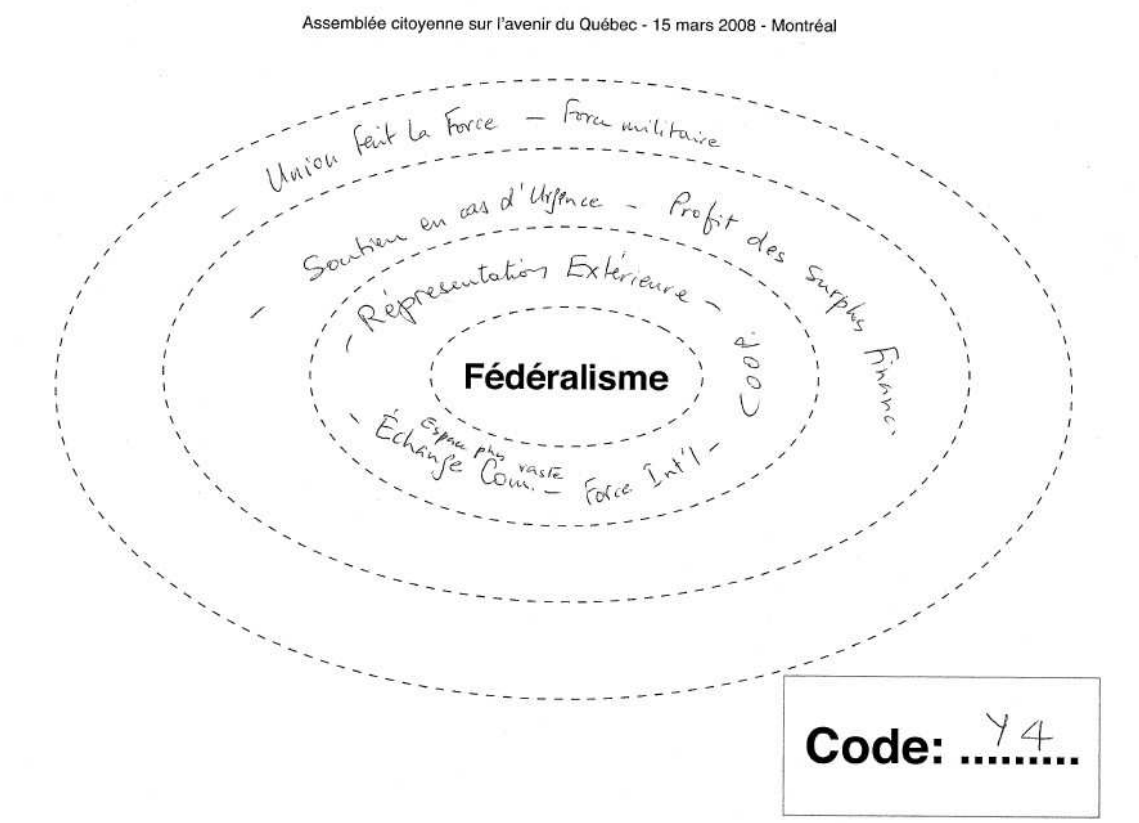
Figure 6.3 Carte du fédéralisme de

V1



Deuxièmement, à côté de ces définitions plus générales, plus idéologiques peut-être, certains participants offrent une définition reposant sur des éléments plus concrets. On peut tenter ici une comparaison avec les cartes du fédéralisme réalisées lors du panel canadien anglophone où c'étaient surtout de tels éléments matériels qui ressortaient des cartes mentales. Une analyse qualitative systématique menée avec le logiciel HyperRESEARCH™ avait d'ailleurs montré que les aspects liés aux compétences étaient récurrents dans le corpus de Kingston. Trois-quarts des concepts tombaient dans cette catégorie. Par contraste, à Montréal, seul un quart des concepts écrits sur les cartes du fédéralisme peut être classé ainsi. Par exemple, le participant Y4 commence sa carte du fédéralisme par « la force internationale, donc la représentation extérieure. L'espace d'échange économique plus large, plus vaste. Puis parfois le soutien financier en cas d'urgence au profit des surplus financiers entre les provinces et à la fin, je parle d'union qui fait la force. Je veux dire la force militaire » (Figure 6.4).

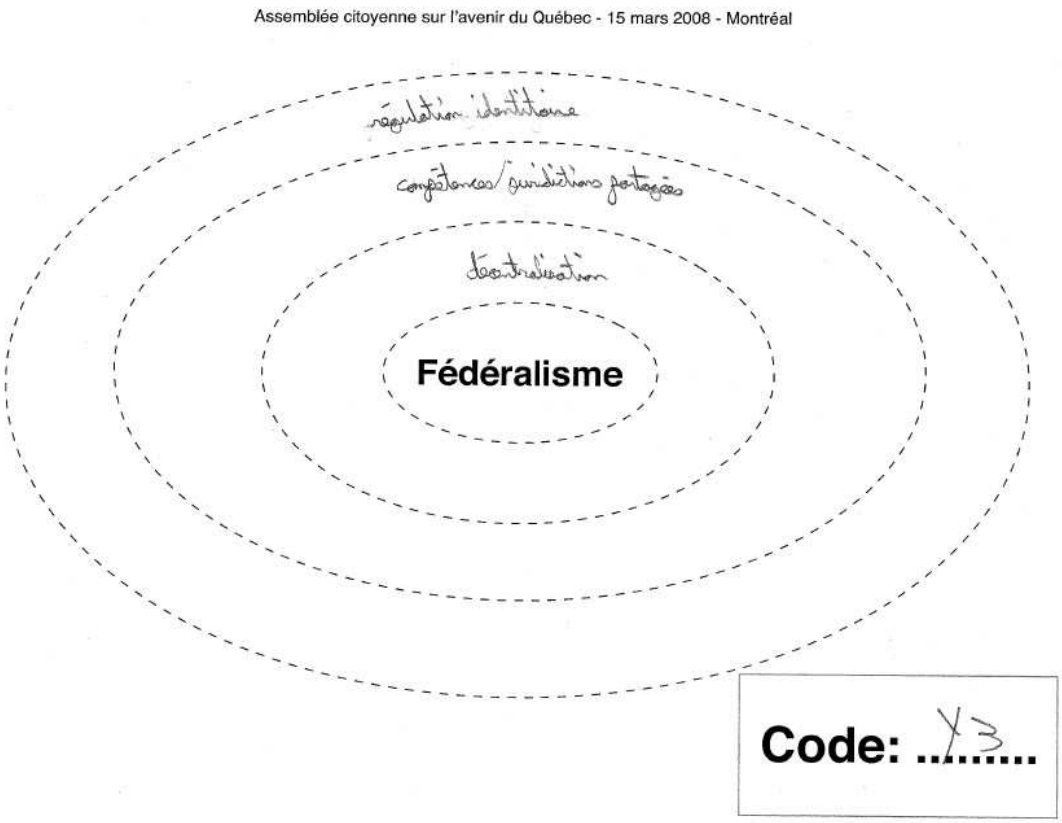
Figure 6.4 Carte du fédéralisme de Y4



Cette différence entre les cartes du fédéralisme de Kingston et celles de Montréal selon la nature – plutôt matérielle comme des compétences concrètes ou plutôt politique, c'est-à-dire des règles, des principes organisationnels – des concepts mobilisés semble révéler une différence dans la définition même du fédéralisme entre les deux groupes de citoyens. Indéniablement, on perçoit une plus grande tension dans les cartes du fédéralisme récoltées au Québec qu'il faudra explorer davantage dans la section suivante consacrée à la perception politique. Il y a, toutefois, des participants qui ont recours à ces deux types de concepts. Le citoyen Y3 combine ainsi des éléments matériels avec des éléments plus politiques, bien que ceux-ci semblent, à la lecture de la présentation de la carte, prédominer (Figure 6.5)[640].

[640] On aurait pu souhaiter une présentation des cartes selon que le fédéralisme est vu comme décentralisé ou non. Toutefois, s'engager dans cette voie s'avère rapidement impossible car la plupart des cartes offrent des éléments à la fois de centralisation et de décentralisation ; c'est d'ailleurs le reflet de la tension entre l'unité et la diversité (autour de la question du partage du pouvoir) que nous essayons de montrer dans cette section.

Figure 6.5 Carte du fédéralisme de Y3



Y3 : Moi, mes deux premières sphères, c'était un petit peu inter-réuni. La première, j'ai indiqué la décentralisation, donc je l'entends par rapport à un état central et par rapport aux provinces mais également dans le sens ou chaque province peut gérer de la manière qu'elle le veut, finalement, ses propres compétences. Ça va à ma deuxième sphère où j'ai indiqué compétences et juridictions partagées donc ou justement entre le gouvernement central et les provinces ou chacun à des compétences, des juridictions dans laquelle exercer son droit. Puis ma troisième sphère, c'est la régulation identitaire parce que je crois que le fédéralisme, c'est le système qui permet le plus de réguler la présence de plusieurs identités.

Troisièmement, un point commun ressort de ces éléments de définition, c'est l'idée de partage du pouvoir. Tous les participants semblent indiquer que le fédéralisme repose sur une répartition entre plusieurs « niveaux de pouvoirs ». En fait, cette division du pouvoir est la traduction concrète de cette volonté contradictoire d'union dans la diversité. La première discussion du groupe W illustre l'importance du partage de compétences dans la définition du fédéralisme par les citoyens :

A : […] Pour vous c'est quoi un système fédéral ? C'est quoi le fédéralisme ? Qu'en savez-vous ? Qu'est-ce que vous pensez que c'est ?
W2 : Oh ben *je pense qu'un système fédéral, je pense que c'est un partage de compétences entre des États* euh... Et que donc qui décident par exemple de laisser, de gérer en commun tout ce qui est par exemple l'armée ou bien la politique monétaire dans une structure supranationale et puis probablement toutes les matières qui touchent beaucoup plus les citoyens donc les citoyens des États ou les citoyens des provinces... donc tout ça reste alors au niveau national, c'est

comme ça que je définis le fédéralisme. *Donc c'est un partage de compétences, on ne partage pas tout, on partage juste certaines matières.* Bon, c'est comme ça que je le définis.
A : Et vous ?
W4 : Moi je représente ça comme *un genre de système d'ingérence puis ou dans le fond, on essaye de prendre en compte tous ces chacun puis d'essayer dans la limite du possible de respecter la diversité... l'arrangement culturel, les différences d'opinions, etc.*

Cependant, comme le montre la vision du participant Y1, ce partage de compétences peut être interprété différemment selon les personnes ; certains souhaiteront une répartition exclusive des compétences tandis que d'autres une répartition partagée voire concurrente. Cela témoigne de préférences fédérales différentes. Ainsi, on trouve un lien fort entre la perception – au sens de définition – du fédéralisme et la façon dont il devrait être organisé.

Y1 : Moi, ma *conception du fédéralisme, c'était la souveraineté, chacun dans ses champs de compétences.* En quelques mots, c'est ça. L'essentiel je dirais. Deuxièmement, j'ai marqué aussi à côté *chevauchement, ce qui est l'abnégation de la première partie et qui est parfois malheureusement présent.* Ensuite, évidemment *l'attribution des deux champs de compétences aux différents niveaux et la responsabilité politique directement aux citoyens*, c'est-à-dire qu'on vote à chaque niveau et non pas comme en confédération.

3. La connaissance politique : synthèse

Trois enseignements peuvent être tirés de cette analyse de la connaissance politique des participants. Tout d'abord, le niveau de connaissance politique varie fortement d'une personne à l'autre. Cependant, la plupart des citoyens du panel québécois connaît mieux les éléments de compréhension générale du système fédéral (comme, par exemple, la répartition des compétences) que les aspects purement factuels (notamment le ministre des relations intergouvernementales ou le nombre de Députés que le Québec envoie à Ottawa). En outre, on a assisté à plusieurs phénomènes d'apprentissage ; ce qui, dans la perspective qui est la nôtre, correspond à notre objectif de travailler à partir d'opinions mieux informées sur le fédéralisme. Ensuite, les cartes du fédéralisme et les discussions en focus groupes mettent clairement en évidence que le fédéralisme repose sur une tension entre l'unité et la diversité. Dans les faits, cette tension doit trouver une réponse dans la façon dont on partage les compétences entre les différents ordres de gouvernement. Ici, plusieurs visions de cette répartition apparaissent. Troisièmement, et cet enseignement doit être lu en combinaison avec le précédent, la définition que les citoyens donnent du fédéralisme influence, et est influencée, par la perception qu'ils ont du fédéralisme et du système fédéral canadien.

B. La perception du fédéralisme canadien

Étrangement peut-être, alors que les raisons de l'appui à la souveraineté ont été largement et longuement analysées, peu d'études scientifiques ont cherché à comprendre la perception des Québécois, qu'ils soient souverainistes, fédéralistes ou entre les deux, à l'égard du fédéralisme canadien. On pourrait pourtant supposer que l'appui à la souveraineté repose sur une perception négative, voire très négative, du fédéralisme canadien. En d'autres termes, les Québécois sont-ils *pour* ou *contre* le fédéralisme canadien ? Empiriquement, cette question n'a jamais été posée[641]. Dans un article précédant le référendum de 1995, André BLAIS et Richard NADEAU ont montré, sans toutefois pouvoir le certifier, que l'appui à la souveraineté ne semble pas résulter de l'idée que le Québec a été injustement traité dans la fédération canadienne[642]. Partant d'un sondage réalisé auprès de 1212 jeunes Québécois un peu plus de dix après le deuxième référendum, Andrea PERRELLA et Éric BÉLANGER font la découverte contre-intuitive qu'il n'y a pas de réponses communes et cohérentes parmi les jeunes partisans de la souveraineté du Québec à propos des défauts du fédéralisme canadien[643]. Suivant ce constat, il semble pertinent d'explorer plus en profondeur la perception du fédéralisme canadien par les citoyens québécois. Si, comme cela a déjà été précisé, notre analyse ne se fonde pas sur des données quantitatives généralisables à l'ensemble de la population[644], notre dispositif méthodologique nous a, toutefois, permis de récolter des données qualitatives pertinentes sur ce sujet.

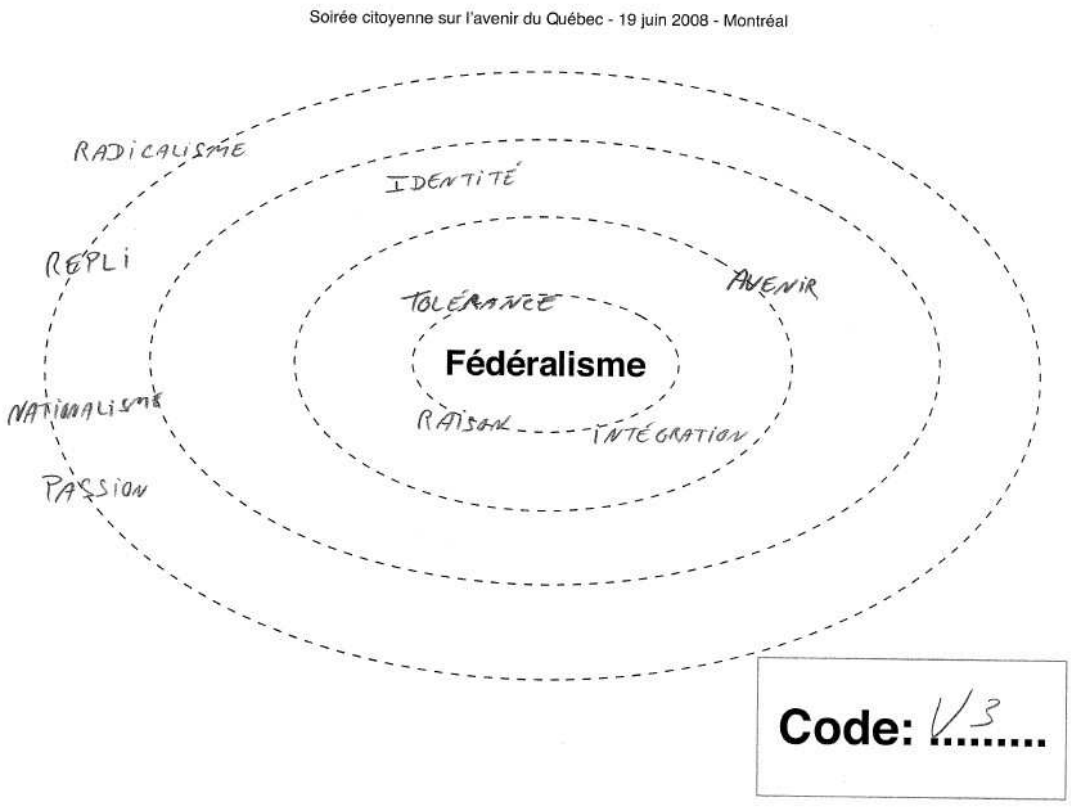
1. La perception du système fédéral : d'un extrême à l'autre

Sans surprise, les Montréalais diffèrent des Kingstoniens. Si ces derniers se montraient généralement satisfaits, voire très satisfaits, du fonctionnement du système fédéral canadien, ce sentiment est loin d'être partagé par les premiers. Plus précisément, les citoyens québécois sont partagés entre ceux qui le jugent assez satisfaisant et ceux qui le condamnent plus ou moins durement. Néanmoins, si l'on creuse cette thématique, des oppositions apparaissent rapidement au sein de ces deux pôles et entre ceux-ci. Le premier pôle regroupe les personnes qui jugent négativement le système fédéral canadien – son fonctionnement est insatisfaisant –, qui estiment que le gouvernement fédéral a trop de

641 Perrella et Bélanger, « Young Quebec Sovereignists and Attitudes about Canadian Federalism ».
642 André Blais et Richard Nadeau, « To Be or Not to Be Sovereignist : Quebeckers' Perennial Dilemma », *Canadian Public Policy* 18, n°1 (1992).
643 Perrella et Bélanger, « Young Quebec Sovereignists and Attitudes about Canadian Federalism ».
644 À la différence des deux enquêtes quantitatives pré-citées, il ne nous sera donc pas possible d'effectuer des analyses statistiques multivariées. Cependant, l'objectif de cette recherche porte sur une compréhension qualitative et non-quantitative de ces thématiques.

pouvoirs et que le Québec n'est pas protégé par le fédéralisme canadien que cela soit sur le plan politique ou économique. Bref, la perception de ces participants à l'égard du système fédéral canadien est très négative. À l'autre extrême, certains se disent – très – satisfaits du fonctionnement du système fédéral, estiment que le gouvernement n'a pas trop de pouvoirs et que le Québec se trouve bien dans ce système. Cette opposition se retrouve dans les cartes du fédéralisme. Outre une manière d'appréhender la connaissance politique, cet outil permet ainsi de saisir un ressentiment, une perception[645]. Les cartes du fédéralisme des participants V3 et Y3 ainsi que la description qu'ils en donnent illustrent bien cette opposition ; il s'agit de l'expression d'un ressenti positif pour V3 (Figure 6.6) et négatif pour Y3 (Figure 6.7)[646].

Figure 6.6 Carte du fédéralisme de V3



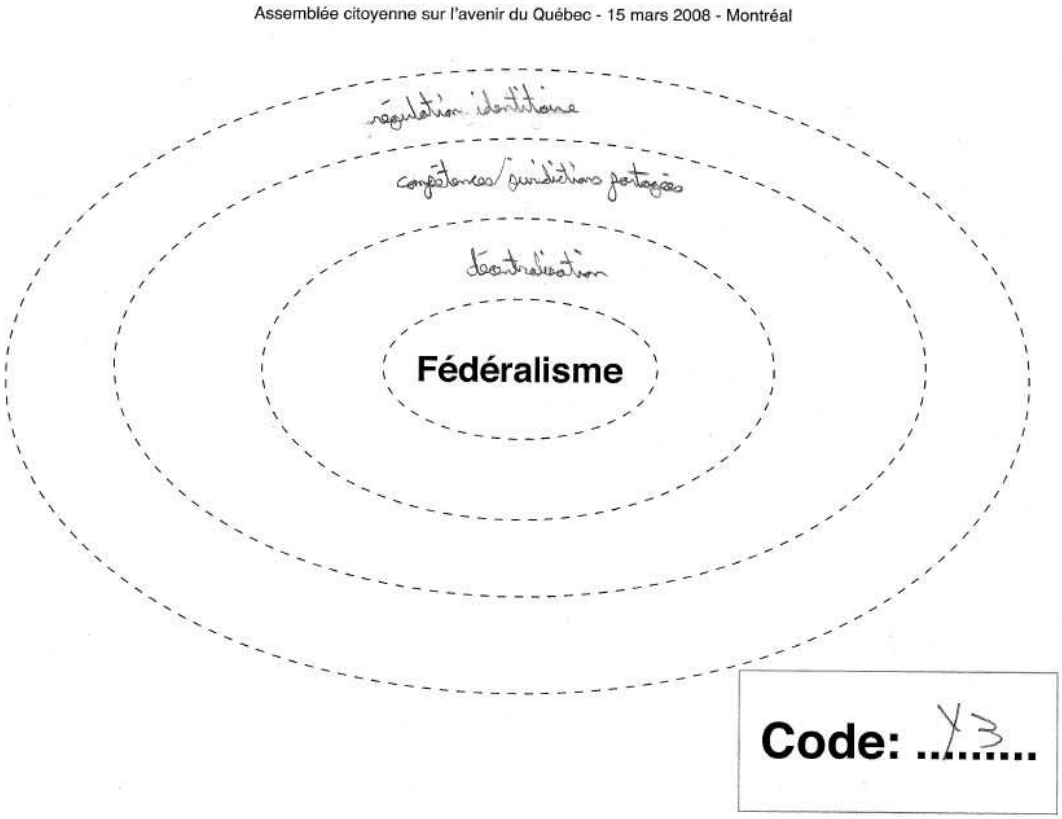
V3 : L'image que je me fais du fédéralisme, c'est plutôt une idée de tolérance, de raison. Cela évoque évidemment l'intégration, et quelque part aussi l'avenir, peut-être pas de tous les pays, mais il me semble que c'est une forme de cœxistence qui doit, à terme, peut-être

[645] Cette dualité des cartes du fédéralisme était également ressortie du corpus de Kingston.

[646] Cette carte du fédéralisme a été présentée comme Figure 6.5 ci-dessus dans la section sur la connaissance politique. Elle est à nouveau reproduite ici afin de faciliter la lecture. Surtout on trouvera sous la carte non pas la description de celle-ci (cela avait été fait sous la Figure 6.5), mais l'extrait de sa deuxième intervention qui évoque également cette carte du fédéralisme.

devenir plus globale. Alors que ce qui s'éloigne du fédéralisme, cela évoque plutôt des idées radicales, de repli sur soi, de nationalisme, la passion opposée à la raison, cette dernière ayant cours chez ceux qui sont partisans du fédéralisme. Puis, et cela au milieu, entre le fédéralisme et les cercles extérieurs, il y a l'identité qui se balade. Je ne saurais pas vraiment vous la placer, c'est un peu un point d'interrogation, mais on va dire que ça va dans le cercle du milieu.

Figure 6.7 Carte du fédéralisme de Y3



Y3 : Paradoxalement, tantôt justement, j'ai identifié juridictions partagées, régulation identitaire comme une sorte de définition du fédéralisme mais par rapport au fédéralisme canadien, c'est justement ces points-là que je trouve le moins respecté. Justement, avec un État central qui a une forte tendance centralisateur avec notamment le pouvoir fédéral de dépenser et je trouve également que la régulation identitaire est vraiment peut faite au Canada dans le sens… le Québec est considéré ni plus ni moins comme une communauté culturelle parmi tant d'autres, surtout à cause de la Charte. Donc en fait, je considère que le fédéralisme canadien est très centralisateur et puis qu'il y a une forte tendance à s'orienter vers la méthode unitaire sans le dire bien sûr.

Ces deux cartes s'opposent à bien des égards et reflètent la tension entre les deux positions extrêmes que l'on trouve dans le panel en termes de perception du système fédéral canadien. Le participant V3 identifie, au centre de sa carte, le fédéralisme et l'associe à des éléments positifs (tolérance, raison, intégration et avenir) alors qu'à l'extérieur (« ce qui s'éloigne du fédéralisme », explique-t-il) il place des termes à connotation négative (radicalisme, repli, nationalisme et passion). Pour le participant Y3, c'est justement ce que le fédéralisme canadien n'est pas. Selon ce citoyen, théoriquement, le fédéralisme, comme il

l'avait expliqué dans la présentation de sa carte du fédéralisme, doit reposer sur une décentralisation partageant les compétences et sur une régulation identitaire ; pratiquement, cependant, ce n'est certainement pas le cas. Il y a ainsi deux perceptions opposées du fédéralisme canadien. Entre ces deux visions, il existe, toutefois, d'autres façons d'appréhender cette réalité politique. L'échange suivant au sein du groupe Y montre les différentes perceptions du fédéralisme canadien, qui transcendent le clivage entre ces deux pôles. Les six participants, qui prennent tour à tour la parole, montrent une perception plus nuancée du fédéralisme :

> A : […] Est-ce que vous vous sentez concernés par les décisions du gouvernement, est-ce que vous trouvez que le fonctionnement actuel du système fédéral est satisfaisant ? Est-ce que vous pouvez donner des exemples ? Est-ce que vous trouvez que le fédéralisme protège vos intérêts ? J'aimerais qu'on fasse un tour de table puis que vous donniez vos opinions là-dessus.
> Y7 : Moi, personnellement, il faut que je vous dise, vous avez probablement deviné que je suis britannique de naissance. Alors, donc, j'arrive avec des préjugés par rapport aux anglophones ici. Cependant, je vis depuis 50 ans au Québec et j'ai élevé mes enfants en français. Mes quatre enfants sont de bons Québécois alors je veux me féliciter pour cela mais *par rapport au Canada, je me sens tout à fait confortable avec la situation actuelle mais je ne suis pas du tout confortable avec Monsieur Harper, alors ça c'est une autre chose*, parce que j'ai l'impression que son attitude envers le Sénat, par exemple, je trouve cela un peu, cela un peu troublant. A part cela, ça va. Enfin, *il y a des choses qui ne vont pas mais quand on compare, je voyage beaucoup et quand je vois à l'étranger puis je viens ici, je vous assure, on est content.*
> Y3 : Moi, personnellement, pour... *je considère qu'au Canada, on est choyé dans le sens que justement, il y a une option souverainiste par rapport au Québec qui peut avoir une certaine mobilisation au sein des institutions fédérales.* […] *Par ailleurs, je me considère pas plus canadien pour autant. Je me considère québécois avant tout puis quand on parle d'avenir du Québec, personnellement, je suis souverainiste.* Puis, par contre, je serai prêt dans un sens à un genre d'alternative entre le statu quo et la souveraineté. Puis qu'est-ce que je trouve dommage, c'est que je suis de moins en moins optimiste face à cela. *Je crois que le gros problème du fédéralisme canadien actuellement et puis surtout depuis Trudeau, c'est de conjuguer finalement la reconnaissance des identités à l'intérieur même du Canada, il l'a jamais fait avec les autochtones ou il a commencé à le faire. Puis avec le Québec il a toujours été réfractaire à le faire également.* Puis dans cette voie là, je suis un petit peu pessimiste face à la solution à la question québécoise. Mais bon…
> Y1 : […] *Si on pouvait éliminer la question du pouvoir de dépenser qui fausse le fédéralisme, si on agissait conformément aux compétences telles que distribuées dans la Constitution, on aurait pas besoin de parti indépendantiste.* Le problème, c'est la voie de cristalliser tout dans le texte de la Loi de 82 qui fait en sorte qu'on ne peut plus corriger cela et cela c'est dramatique. C'est pour cela qu'il faut sortir pour re-rentrer. Je me souviens qu'à l'époque, en 82, quand on traitait les Québécois de séparatiste alors que ce qu'on voulait c'était la souveraineté pour recréer l'association dans d'autres modalités, on nous disait, on nous qualifiait de séparatistes et par ailleurs, *à Ottawa, ils ont fait le Canada sans le Québec. Mais c'était nous les séparatistes.* […] Et le fédéralisme canadien, les partages sont assez bien faits. Le jour où on élimine le pouvoir de dépenser, les partages seront vivables. […]
> Y5 : Il faut reconnaître qu'au Canada, on est quand même choyé là. […] *Mais j'avoue qu'au niveau du Canada, puis du Québec, moi honnêtement, je me sens pas canadienne puis quand j'entends, surtout Harper depuis qu'il est entré au pouvoir, les conservateurs, je trouve que les Québécois, on n'est pas lié avec cela, surtout l'orientation conservateur, je trouve qu'on est vraiment loin de cela.* […] Comme la dame <Y7> l'a mentionné, il y a 2 côtés. Moi je suis plus jeune donc j'ai moins tu sais toute la version, moi quand j'en parle avec mes amies, *souvent les choses qui reviennent quand on parle du*

discours du Canada, c'est surtout l'économie versus la culture. Tu sais si jamais on se sépare, économiquement, est ce qu'on est en marge. Tu sais c'est une grosse question qui revient. Aussi, moi dans tout cela, c'est surtout la culture, c'est quelque chose qui me dérange. Je trouve qu'au niveau canadien, on n'est pas bien gâté.
Y4 : Bon moi *je suis brièvement… euh avec un Canada fort et uni vu le positionnement qu'on a dans le monde, je ne pense pas que le Québec pourrait facilement perdre ce niveau de reconnaissance mondiale.* Mais bien sûr, il y a bien des trous dans la politique dans la politique fédérale, surtout présentement en ce qui concerne la dépendance dans la politique étrangère. *On se sent plus comme un pays de dépendant de prendre une décision qu'on veut et c'est la politique des conservateurs qui sont très liés à la politique américaine et ça, ça nous gêne beaucoup mais en tant que citoyen vivant ici à Montréal et au Québec, moi, je n'ai jamais senti une différence entre québécois et canadien.* Je suis canadien, de passeport canadien. Partout dans le monde, on me reconnaît comme canadien mais vivant ici, je vis à la québécoise, c'est à dire que je maintiens une vie sociale québécoise. *Cela n'empêche pas d'être québécois chez moi et d'être canadien comme nationalité.*
Y2 : Pour ma part, je réponds à la question directement. *Littéralement, je ne suis pas contre la fédération. Par contre, j'aimerais que les particularismes de chaque région géographique pour ne pas faire trop de politique existent.*

Si l'on résume les enseignements que l'on peut tirer du corpus – à la fois les réponses aux questionnaires et les données qualitatives –, on peut distinguer plusieurs éléments saillants. Premièrement, dans le débat sur la perception du système fédéral canadien, il est utile de distinguer l'appréciation du gouvernement fédéral en place actuellement, de celle du système politique fédéral lui-même. L'extrait ci-dessus révèle clairement que plusieurs participants se rejoignent sur un sentiment de malaise par rapport au gouvernement conservateur de Stephen HARPER[647], alors que ces mêmes participants partagent une perception différente du système fédéral proprement dit – par exemple, entre les participants Y5, d'une part, et Y7 et Y4, d'autre part. Deuxièmement, plusieurs participants, à nouveau qu'ils soient positifs ou négatifs à l'égard du fédéralisme canadien, estiment que la population canadienne est « choyée », malgré certains problèmes et divergences de vue au sein des Canadiens. Troisièmement, même des participants qui condamnent plus ou moins durement le système fédéral canadien peuvent reconnaître les bénéfices économiques qu'il apporte à leur province. C'est le cas de Y5. Quatrièmement, à l'inverse, certains citoyens qui jugent positivement le fédéralisme canadien estiment, cependant, que le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs. On voit ainsi se démarquer les participants entièrement satisfaits du fédéralisme (par exemple, Y7) et ceux qui, ayant une perception plutôt positive, souhaitent, toutefois, une plus grande autonomie pour les

[647] D'après R. Kenneth CARTY, bien que les conservateurs aient accordé une grande attention au Québec, traduite notamment par une attention particulière et des dépenses importantes en faveur de cette province, de nombreux Québécois voient le gouvernement de Stephen HARPER d'un mauvais œil, R. Kenneth Carty, « Canada », *European Journal of Political Research* 48, n°7-8 (2009) : 921. Plus généralement, le problème se situe au niveau idéologique : nombre de Québécois n'apprécient pas les positions conservatrices du gouvernement conservateur sur des questions telles que la peine de mort ou le contrôle des armements.

provinces et plus particulièrement le Québec (par exemple, Y2). Cinquièmement, il ressort des discussions que la perception du fédéralisme et du système fédéral est intrinsèquement liée aux sentiments identitaires des citoyens ; thématique sur laquelle nous reviendrons en détail dans la partie suivante.

Trois éléments de la perception politique méritent encore d'être mentionnés. Le premier concerne l'impact du fédéralisme sur les citoyens. Celui-ci semble limité. Dans ce sentiment qui transparaît des discussions en focus groupes, il faut distinguer deux aspects. D'un côté, c'est l'impact du fédéralisme, au sens de système politique, qui est limité dans la vie quotidienne des citoyens. La participante W1 explique ainsi, avec une touche d'humour, que l'avantage d'un Québec indépendant réside dans la disparition de la TPS[648], la taxe fédérale sur les ventes. Pour le reste, le fédéralisme semble bien loin des préoccupations de tous les jours. D'un autre côté, c'est l'impact du gouvernement fédéral qui est jugé minime. Le participant W2 s'interroge ainsi sur l'apport du Canada, en d'autres mots du gouvernement fédéral, pour les Québécois et plus généralement les Canadiens. Hormis l'assurance-emploi et la politique étrangère – symbolisée par la présence militaire canadienne en Afghanistan –, il ne voit guère le rôle du gouvernement fédéral.

> A : Concrètement, comment vous voyez que le fédéralisme doit jouer dans votre vie ? […]
> W2 : […] *je me demande quelques fois c'est quoi l'apport le Canada pour les Québécois ou les Canadiens... je veux dire aux termes pratiques, j'ai un peu de mal à le situer. En dehors de nos militaires à Kandahar et de l'assurance emploi, je vois pas vraiment sa présence.*
> W4 : Je sais pas... […] *C'est pas une question sur laquelle je me suis posée... je sais pas à quel point le fédéralisme puisse être dans ma vie.*
> […]
> W1 : Ben en fait, […] *C'est pas quelque chose qui touche la vie de tous les jours, je suis intéressée quand je dois voter parce que c'est quand même l'avenir du pays, du Canada mais dire que tous les jours je suis intéressée par ça, par les autres communautés du Canada en fait je les connais pas.* J'ai l'impression que c'est aussi loin Vancouver que l'Europe. […]
> W2 : Peu d'apport individuel du fédéralisme, c'est vraiment ça...
> W1 : *C'est sûr, comme je le répète encore pouvoir partager des ressources ça parait bien, la péréquation tout ça, ça paraît bien mais dire que ça me touche vraiment... comme dirait ma famille, j'aimerais bien que le Québec devienne indépendant comme ça je ne payerai plus la TPS...*
> <Rires>
> W1 : *Mais ça se limite à plus souvent à des choses plus comme ça le fédéralisme pour nous dans la vie de tous les jours.*
> A : Et je vous demanderai quelques petites précisions. Donc on a en gros pour vous le fédéralisme, si j'ai bien compris, vous voyez vraiment cela à travers les interventions du gouvernement fédéral et vous avez plus ou moins l'impression qu'il ne fait pas grand chose pour les citoyens dans la vie de tous les jours.

[648] La Taxe sur les produits et services ou TPS est une taxe fédérale sur la vente, similaire à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qu'on retrouve dans certains pays d'Europe dont la Belgique. Au Québec, comme dans d'autres provinces canadiennes, une taxe provinciale, la Taxe de vente du Québec (TVQ), s'ajoute à la TPS ; c'est le gouvernement québécois qui gère ces deux taxes. La première est de 5 % et la seconde de 7,5 %.

W2 : C'est ça... c'est à dire qu'il n'est pas visible, *il intervient c'est vrai qu'il est visible avec l'assurance emploi, elle est gérée par le fédéral donc c'est clair qu'il existe pour ça mais à part ça c'est à peu près tout.* Il nous permet pas, il n'y a pas d'apport individuel autre que celui-là, je dirais.
W1 : *Ni une appartenance.*
W2 : Le Canada, il y a encore une étude qui est sortie il y a une quinzaine de jours où on démontrait une grande ignorance des provinces les unes par rapport aux autres. Et c'est pas seulement le Québec avec le reste, c'est entre provinces canadiennes et puis ça a même tendance à s'empirer donc... *Il n'y a pas vraiment d'aspect d'intégration dans le fédéralisme et puis je pense que l'intégration ça passe par les individus*, faut leur donner le goût d'aller voir les autres...
W3 : *L'élément liant je trouve qu'il est manquant, oui*

Le deuxième a trait à la situation économique du Québec dans le fédéralisme canadien (Tableau 6.4). Notons, tout d'abord, que 8 participants sur 23 ont changé d'opinion entre le T1 et le T2. Parmi ceux-ci, trois ont, en fait, transformé leur « Je ne sais pas » en une opinion à la suite de la rencontre. Les cinq autres citoyens, quant à eux, sont passés d'une vision assez positive en termes économiques du fédéralisme canadien, à une vision plutôt négative. La participation au panel leur a ainsi fait changer d'opinion. D'une manière plus générale, on remarquera que ces changements concernent uniquement les modalités « intermédiaires » et non les modalités « extrêmes ». Sans surprise, les personnes les plus susceptibles de changer d'opinion sont donc celles qui, soit n'ont pas d'avis initialement, soit ont un avis modéré sur la question[649].

Tableau 6.4 Le fédéralisme canadien est avantageux économiquement pour le Québec en T1 (lignes) et en T2 (colonnes)

(en nombres réels)

Modalité de réponse	Très avantageux	Assez avantageux	Peu avantageux	Pas du tout avantageux	Total (T1)
Très avantageux	1	0	0	0	1
Assez avantageux	0	6	5	0	11
Peu avantageux	0	0	5	0	5
Pas du tout avantageux	0	0	0	3	3
Je ne sais pas	0	1	2	0	3
Total (T2)	1	7	12	3	23

Nombre de répondants = 23.
Pour comprendre l'évolution entre le T1 et le T2, le tableau se lit d'abord en ligne et ensuite en colonne.

Enfin, un dernier indicateur de la perception politique du système fédéral canadien peut passer par l'identification partisane et plus particulièrement le soutien au Bloc

[649] Ce constat se vérifie sur d'autres indicateurs des perceptions politiques, comme ceux de la confiance dans le gouvernement fédéral et dans le gouvernement provincial.

québécois (BQ) qui prône ouvertement, à Ottawa, la souveraineté du Québec et, en attendant sa concrétisation, y défend les intérêts du Québec[650]. Parmi les participants, cinq d'entre eux se sentent proches du BQ (et également du Parti québécois). Pour ces participants, et notamment la participante Y1 dans l'extrait ci-dessous, la présence d'un parti qui ne prendra jamais le pouvoir – ce qui peut sembler *a priori* absurde – témoigne de l'insatisfaction d'une partie de l'électorat.

> V1 à V3 : *Vous avez dit que les Québécois sont satisfaits. Alors je me demande pourquoi ils votent Bloc Québécois ?*
> V3 : Non j'ai dit les Canadiens. Est-ce que j'ai dit « Québécois » ?
> V1 : J'ai entendu que les Québécois semblaient eux-mêmes satisfaits. Ai-je bien compris ?
> V3 : Oui je pense qu'une grande majorité...
> V1 : *Moi je crois que le Bloc nous dit quelque chose sur le fédéralisme. Je dis que c'est quand même original et pour plusieurs anglophones totalement absurde de voter pour des députés qui ne prendront jamais le pouvoir et qui vont à Ottawa...*
> V3 : *Ce n'est pas raisonnable, c'est irréfléchi. Ce qui me parait important c'est que dans ce débat-là finalement les souverainistes, c'est un peu une passion, c'est tribal, ce n'est pas vraiment expliqué, ce désir de souveraineté.* D'ailleurs personne n'a réussi à m'expliquer ou me prouver par A + B comment cela marcherait. C'est vraiment un sentiment tribal d'appartenance à une tribu, on veut notre souveraineté ! *C'est beaucoup plus [facile] de réfléchir, d'expliquer, de comprendre le projet fédéraliste.* Pour ma part, c'est impossible, mis à part si on est peut-être un Québécois pure laine que de comprendre ce désir d'avoir son pays.
> V1 : Je voulais juste noter que les Québécois ont eux l'air de le comprendre, puisqu'ils élisent largement et...
> V3 : ... le Bloc est beaucoup moins […] sur les réactions
> V1 : Oui, mais qu'il y en ait un seul déjà. Il n'y a pas d'autre régime fédéral qui a cette anomalie où on élit des gens qui ne veulent pas que d'autres les représentent. Et d'où vient cela ? Cela vient du fait que Pierre Trudeau se levait pour dire : « Oui les Québécois ne veulent pas de telle politique. Moi je suis élu par le Québec et moi aussi je les représente. Ma légitimité vaut celle d'un député provincial, puisque ce sont les mêmes personnes qui m'ont élu ». Voilà. Ce n'est pas ma déduction là, il a tenu ce même discours que je tiens en ce moment, n'est-ce pas ? « Je les représente, et ce que je fais contre leur discours, c'est légitime, ils m'ont élu ». Et bien on ne peut pas dire cela d'un député du Bloc québécois. Personne ne peut se lever pour dire : « Nous, fédéralistes, nous représentons les citoyens de telle circonscription ». *Ils ont fait au fédéral un vote anti-fédéraliste. C'est intéressant pour exprimer un avis anti-fédéraliste. Je ne m'intéresse pas ici à savoir s'ils ont raison ou tort, je regarde le mécanisme et la manière dont on raffine les choses pour exprimer ce que le système empêche de dire.*
> V2 : Cela fait tellement d'années que cela existe cela.
> V1 : *Voila, sauf que quand cela dure, cela devient absurde. Ce n'est pas fait pour durer, c'est fait pour conduire à l'indépendance ou disparaître. Or ce n'est pas cela qu'on observe, alors cela peut se retourner contre les gens.*

L'extrait ci-dessus montre que pour certains participants québécois, voter BQ permet d'exprimer ce que le système empêche de dire, c'est-à-dire d'exprimer un vote anti-fédéraliste au fédéral. Ainsi alors que ce parti n'a pas vocation à gouverner le Canada – et, au contraire, prône l'indépendance d'une de ses provinces –, il reçoit malgré tout un

[650] Lori Young et Éric Bélanger, « BQ in the House : The Nature of Sovereigntist Representation in the Canadian Parliament », *Nationalism and Ethnic Politics* 14, n°4 (2008).

soutien non-négligeable de la part de la population québécoise. Outre l'expression d'une insatisfaction à l'endroit du fédéralisme canadien, il faut aussi se référer un peu au jeu politique du moment pour comprendre le soutien au BQ. Actuellement, il n'y a pas véritablement de relève au niveau québécois pour les autres partis fédéraux. De plus, pour des raisons idéologiques mentionnées ci-dessus, nombre de Québécois ne souhaitent pas voter pour le Parti conservateur ; le Parti libéral du Canada connaît, quant à lui, un très fort rejet depuis l'affaire des commandites. Cette conjoncture très instable favorise donc le BQ qui profite d'un vote *par défaut* d'une partie de la population, en plus de ses partisans irréductibles.

2. Le gouvernement d'Ottawa contre le gouvernement du Québec ?

De quel gouvernement les citoyens se sentent-ils le plus proche ? Ont-il plus, moins, autant confiance dans le gouvernement fédéral que dans le gouvernement provincial ? Qu'en est-il de la Cour suprême et des politiciens en général ? Ces questions permettent de compléter notre compréhension de la perception politique des participants au panel. Pour ce faire, nous disposons des positions de ceux-ci sur quatre indicateurs de confiance et des retranscriptions des discussions en focus groupes. Le Tableau 6.5 permet d'éclairer les réponses aux indicateurs de confiance d'une manière individualisée.

Tableau 6.5 Confiance dans les acteurs et les institutions politiques

	Confiance dans la Cour suprême		*Confiance dans les politiciens*		*Confiance dans le gouvernement fédéral*		*Confiance dans le gouvernement provincial*	
	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
V1	Peu	Peu	Assez	Assez	Peu	Peu	Peu	Assez
V2	Peu	Peu	Peu	Peu	Assez	Peu	Assez	Assez
V3	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**
V4	**Assez**	**Assez**	**Peu**	**Peu**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**
V5	**Beaucoup**	**Beaucoup**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Assez**	**Pas du tout**	**Pas du tout**
W1	Assez	Assez	Peu	Peu	Assez	Assez	Assez	Assez
W2	**Peu**	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Peu**	**Pas du tout**	**Peu**	**Assez**	**Assez**
W3	**Assez**	**Assez**	**Peu**	**Peu**	**Peu**	**Peu**	**Peu**	**Assez**
W4	Assez	Assez	Peu	Peu	Assez	Peu	Assez	Assez
X1	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Pas du tout**	**Peu**	**Pas du tout**
X2	Beaucoup	Beaucoup	Peu	Peu	Assez	Assez	Assez	Assez
X3	Assez	Assez	Peu	Peu	Peu	Peu	Assez	Assez
X4	Assez	Beaucoup	Pas du tout	Peu	Pas du tout	Pas du tout	Pas du tout	Peu
Y1	Pas du tout	Pas du tout	Peu	Peu	Pas du tout	Pas du tout	Peu	Assez
Y2	Peu	Peu	Pas du tout	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez
Y3	Assez	Assez	Assez	Assez	Peu	Peu	Assez	Assez
Y4	Peu	Peu	Pas du tout	Peu	Assez	Peu	Beaucoup	Beaucoup
Y5	Assez	Assez	Peu	Peu	Pas du tout	Peu	Peu	Assez

Y7	Beaucoup	Beaucoup	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez
Z1	Peu	Peu	Assez	Assez	Peu	Peu	Assez	Assez
Z2	Pas du tout	Peu		Peu	Pas du tout	Pas du tout	Peu	Peu
Z3	Assez	Assez	Peu	Peu		Peu		Peu
Z4		Assez		Assez		Beaucoup		Beaucoup
Z7	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez	Assez

De cette présentation, où chaque ligne représente un individu, ressortent quatre profils en termes de confiance dans les acteurs et les institutions[651]. Premièrement, il y a ceux qui, comme les participants X1 et Z2, n'accordent aucune confiance aux quatre institutions et acteurs proposés : la Cour suprême, les politiciens, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Ils s'inscrivent dans une vision négative de la politique que l'on retrouve dans tous les pays, à toutes les époques et dans toutes les tranches d'âge[652]. Comme leur niveau de confiance n'est pas lié à la perception du fédéralisme proprement dit, ce profil retient moins notre attention que les trois autres.

Deuxièmement, certains participants font généralement confiance à tous les acteurs et institutions, sans distinction. C'est le cas de V3 ou Y7, par exemple. Ce profil comprend également des citoyens, notamment les participants V4 ou W1, qui font confiance aux institutions mais pas aux politiciens. C'est une attitude que l'on retrouve souvent dans la population : il y a les institutions qui, en elles-mêmes, portent une certaine légitimité, tandis que les acteurs qui les animent, eux, sont vus négativement car générateurs de conflits[653].

Troisièmement, d'autres citoyens, par exemple W2, V1 ou V2, n'accordent leur confiance qu'au seul gouvernement provincial. Ils affichent ici clairement une préférence pour cet ordre de gouvernement au détriment du fédéral. Sans surprise, ce choix va de pair avec une perception négative du fédéralisme canadien ; il faudra vérifier cette hypothèse avec la question de l'appui à la souveraineté du Québec. On notera au passage que certains membres de ce groupe – c'est le cas des participants W3 et W4, par exemple –, même s'ils font peu, voire pas du tout, confiance au gouvernement fédéral, ne portent pas un jugement négatif sur la Cour suprême du Canada. Les deux institutions ne sont donc pas perçues de la même façon ; les citoyens semblent distinguer ainsi une institution politique

651 Afin de faciliter la lecture, la taille de la réponse croit de « Pas du tout » à « Beaucoup ».

652 Pour une référence classique sur ce sujet, voyez William A. Gamson, *Power and discontent* (Homewood : Dorsey, 1968). Dans un livre récent, Eric M. USLANER offre une étude compréhensive de ce sujet : Eric M. Uslaner, *The Moral Foundations of Trust* (New York : Cambridge University Press, 2002).

653 Sur cette question, on pourra consulter, par exemple, les deux références suivantes, une ancienne et une récente : Norval D. Glenn et Michael Grimes, « Aging, Voting, and Political Interest », *American Sociological Review* 33, n°4 (1968) ; Bernard Fournier *et al.*, « L'intérêt politique des jeunes : Une conception multidimensionnelle », in *Engagements d'actualité – actualité des Engagements*, Marc Jacquemain et Pascal Delwit (dir.), Science politique (Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2010).

d'une institution juridique qui joue pourtant un rôle important dans la dynamique fédérale canadienne[654].

Quatrièmement, inversement au profil précédent, certains participants québécois, comme V5, montrent un rejet du gouvernement provincial. Alors qu'ils font confiance aux institutions fédérales – la Cour suprême et le gouvernement fédéral – ce n'est pas du tout le cas pour le gouvernement québécois. Cette position demeure, malgré tout, rare car il y a un sentiment général de confiance à l'endroit de Québec.

Ces quatre profils, et plus particulièrement les trois liés à la perception du fédéralisme, se concrétisent dans l'analyse des discussions des focus groupes. Dans le premier extrait, le profil « confiance dans le gouvernement provincial uniquement » prédomine parmi les participants. Toutefois, au sein même de ce profil, une différence apparaît entre la position plus dure tenue par le participant W2 à l'égard du fédéralisme canadien et celle du citoyen W3 qui, même s'il voit la situation au travers des yeux du Québec, ne souhaite pas se plaindre du cadre fédéral. Au final, les citoyens expriment une plus grande proximité vis-à-vis du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral et cette différence résulte du caractère distinct du Québec face au reste du Canada.

A : […] Vous avez soulevé un autre point tout à l'heure, c'est la confiance dans le fédéral.
W2 : *J'ai pas vraiment confiance dans le fédéral parce qu'ici...Vous savez l'Histoire récente parle d'elle-même le gouvernement fédéral a organisé ici un genre de complot organisé par les commandites*, si on voulait faire un référendum pour la souveraineté, je pense que les Québécois seraient probablement souverains si on refaisait des calculs là. *Donc, il y a eu beaucoup de tricherie, donc je ne peux pas avoir confiance disons dans les personnes qui étaient au pouvoir à ce moment là. Mais je ne peux non plus avoir confiance dans le fédéralisme parce que je doute de son efficacité.* Donc c'est pas seulement une question de personne, actuellement on a Harper, [avant] c'était Chrétien mais j'ai du mal à voir l'efficacité du système et donc à ce titre là, j'ai pas vraiment confiance donc voilà.
W4 : *La même chose. En fait, on lance des messages au Québec pour dire qu'on va protéger certains de nos droits mais en pratique, c'est pas ce qui se produit donc peut être une perte de confiance.*
W3 : *La même chose, j'ai pas une entière confiance [dans] le fédéralisme parce qu'ils ont... le jeu « d'affaiblir » le Québec.*
W1 : Moi je sais pas très bien. Comme je l'ai dit tout à l'heure c'est quelque chose qui est quand même loin de moi […]
A : Je vais revenir sur un autre sujet. On a beaucoup parlé du rôle du gouvernement fédéral, et les gouvernements provinciaux dans cette idée là ?
W3 : Face aux fédéraux ?
A : Face à vous et aussi face aux fédéraux.
W3 : Ceux qui sont en place présentement ?
A : En général ou comme vous voulez.

654 La Loi sur la Cour suprême stipule que trois des neufs juges doivent être choisis parmi les membres du barreau ou de l'ordre judiciaire supérieur du Québec. Par convention, les six postes restant sont répartis de la façon suivante : trois pour l'Ontario, deux pour les provinces occidentales (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) et un pour les provinces atlantiques (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador).

W3 : Je crois que sincèrement qu'ils essayent de faire leur mieux pour qu'il y ait l'intégration, c'est pas une intégration *mais un accord, un commun accord avec le reste du Canada.* Je croirais que surtout les libéraux de Monsieur Charest, je crois qu'il fait son possible. Il sait comment... ils se sont même liés avec l'Ontario spécialement pour veiller la pollution et tu vois tout de suite que le fédéral était que le projet qui y avait valait pas grand, et il a fallu que l'Ontario et le Québec se jumellent ensemble pour se faire entendre et faire accepter certains projets parce que l'Ontario et le Québec ensemble ça fait plus de la moitié du Canada. *Parce que si tu veux avoir une oreille mais encore là il faut tout le temps forcer la main aux fédéraux.* Et le Québec, le Québec, je crois qui présentement essaye de bien fonctionner à l'intérieur du Canada. Quand c'est le PQ qui est au pouvoir c'est un peu différent là et ils font leur possible en même temps eux autres, c'est tout le temps pousser pour la, sur la souveraineté. Ça ça dérange un peu, ça les dérange.
W4 : Ce que je perçois réellement, […] *dans les discussions avec le fédéral puis dans le choix pour le Québec de préserver nos intérêts.* Et je pense qu'ils sont assez agressifs à ce niveau-là.
W2 : Beaucoup de choses à dire. On peut parler de l'équipe qui est en place et là je rejoins votre avis, je trouve qu'ils sont pas pires, qu'ils essaient d'avancer, etc. C'est quand même une bonne équipe. *Maintenant, est-ce que le système est bon, ça j'en doute.* […]
W1 : *Le gouvernement provincial c'est quand même ce qui s'implique le plus dans la vie des gens, donc c'est quand même à eux qu'on a la santé, l'éducation, ces postes là c'est très important donc je me sens plus concernée par le provincial que par le fédéral.*

Le second extrait illustre les deux profils principaux en termes de confiance parmi les participants au panel québécois : d'un côté, ceux qui font confiance à la fois au niveau fédéral et au niveau provincial et, de l'autre, ceux qui font principalement ou exclusivement confiance au gouvernement québécois. Le participant Y4 peut être classé dans le premier groupe, tandis que les participants Y3 et Y5 dans le second, et le participant Y1 n'entrant pas vraiment dans cette classification.

Y3 : *Personnellement, je crois que c'est normal, juste par le partage des compétences mais je me sens plus près du gouvernement à Québec que du gouvernement à Ottawa parce que toutes les questions d'éducation, de santé, toutes les questions de proximité.* C'est normal que justement, les Québécois se sentent plus proches de ce pallier de gouvernement-là. *Je me sens encore plus loin du gouvernement fédéral depuis justement qu'il y a un gouvernement conservateur avec l'intervention en Afghanistan, avec la position pour la guerre au Liban, il s'oriente plus vers la politique étrangère américaine.* Ça, ça fait en sorte que je me sens plus loin de l'institution fédérale. *En même temps, ça fait que je me sens plus loin de l'autre partie du Canada, du Canada anglais.* Cela met un petit peu de peur.
Y1 : *Je me sens québécois mais je me sens aussi canadien.* Évidemment, je sens aussi ce qu'on dû ressentir les gens du Mid-West canadien, les gens de l'Alberta quand on a eu des Premiers ministres canadiens français l'un à la suite de l'autre continuellement […]. Alors, écoutez, quand on se dit qu'on se sent québécois, qu'on ne se sent pas canadien, puis par ailleurs, on a monopolisé le pouvoir à Ottawa et mettez-vous à la place des gens de l'Alberta, *ils devaient se sentir aliénés et là maintenant, je me sens aliéné* […]. Ben alors, *je ne me sens pas du tout près des conservateurs mais je me mets à la place, je comprends, je vis ce que les Albertains ont vécus pendant toutes ces premiers ministres québécois, tu sais.*
Y5 : Moi aussi, c'est sûr que *je me sens plus proche du gouvernement québécois* parce que comme tu disais là, au niveau scolaire, il y un gros débat pour le moment […] et c'est au niveau provincial. Donc c'est sûr qu'à ce niveau-là, ça rejoint un peu ce que les autres disaient. La guerre en Irak et tout ça, je trouve qu'on n'a pas notre mot a dire là-dessus et puis ce que je remarque aussi, comme vous disiez avec les Albertains et tout ça, *il y a peut-être une différence de culture majeure ici là qu'on peut subir.* […]

> Y4 : *Pour moi, j'ai un intérêt égal pour les deux* et je mélange toutes les réponses pour dire que vraiment, on se sentait plus à l'aise quand on avait les Québécois qui gouvernaient le Canada mais cela ne veut pas dire que maintenant, on n'est pas intéressé mais maintenant, on se sent un peu plus loin […]. Maintenant, on se sent un peu, comme Québécois, éloigné de ce qui se passe à Ottawa. *Ce sont des choses qui vont peut-être un peu contre nos intérêts, un peu contre nos orientations mais quand même on est très intéressé à la politique québécoise et canadienne en même temps.*

Au final, le sentiment identitaire québécois, selon qu'il soit exclusif ou complémentaire, domine les discussions et constitue le moteur du positionnement de chaque participant. C'est cette dimension des perceptions qui sera explorée dans la section suivante, mais avant cela, pour conclure notre étude de la perception politique au sens strict, il convient de synthétiser les positions mises au jour à l'issue de nos analyses.

3. La perception politique : synthèse

Le système fédéral canadien est loin de faire l'unanimité. Au vu des débats constitutionnels qui animent le pays depuis plusieurs décennies, il aurait été surprenant de découvrir un consensus à propos de la perception du fédéralisme canadien. Les données empiriques récoltées à Montréal montrent de grandes oppositions que l'on peut synthétiser en quatre positions (Tableau 6.6). Ces caractéristiques serviront, section après section, à la construction d'idéaux types qui permettront de mieux comprendre les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens québécois.

Tableau 6.6 Perception politique : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Malaise par rapport au gouvernement conservateur de Stephen HARPER (notamment au regard de sa politique étrangère) et d'une manière plus générale par rapport à l'influence de l'Ouest dans la dynamique fédérale			
Le fédéralisme canadien est très satisfaisant	*Le fédéralisme canadien est satisfaisant*	*Le fédéralisme canadien est peu satisfaisant mais il est possible de l'améliorer*	*Fédéralisme canadien n'est pas du tout satisfaisant*
Économiquement le Québec n'est pas viable sans le fédéralisme canadien	*Le fédéralisme canadien est bénéfique pour le Québec et protège les intérêts du Québec*	*Le fédéralisme canadien est bénéfique pour le Québec mais ne protège pas toujours les intérêts du Québec*	*Le fédéralisme canadien n'apporte aucun avantage économique au Québec et ne protège pas du tout les intérêts du Québec*
Confiance exclusive dans les institutions fédérales	*Confiance dans les institutions fédérales et provinciales*	*Confiance dans les institutions provinciales plus grande que dans les institutions fédérales*	*Confiance exclusive dans le gouvernement provincial*

Ces quatre positions reflètent les enseignements tirés de l'analyse du corpus de données. Elles s'opposent – fortement – sur un certain nombre d'aspects, surtout si l'on considère les deux extrêmes, mais se rejoignent également sur d'autres éléments. Par exemple, les échanges entre les participants V3 – que l'on peut associer à la Position A – et V1 – qui, à l'opposé, correspond à la position D – reflètent cette tension et les raisons de celle-ci. Ainsi, alors que V3 est très satisfait du fédéralisme canadien et lui oppose le

nationalisme qu'il associe au repli sur soi, V1 condamne justement le fédéralisme canadien pour son nationalisme à l'égard du Québec. Elle ajoute que celui-ci n'apporte aucun avantage économique ou politique à sa province (qu'il traite comme une colonie) ; ce que conteste vivement V3. On comprend dès lors pourquoi ce dernier accorde une confiance exclusive au gouvernement fédéral alors que la participante V1 n'a aucune confiance dans celui-ci et l'accorde uniquement au gouvernement du Québec. Ses deux positions sont fortement opposées. Entre celles-ci, deux autres positions ont été dégagées. Par exemple, le participant Y4 – Position B – accorde sa confiance aux deux ordres de gouvernement et, d'une manière générale, se satisfait plutôt du fonctionnement actuel de la fédération canadienne. Entre sa position et celle de V3, s'intercale le participant Y3 qui représente la Position C. Ce dernier estime que le fédéralisme canadien a échoué dans sa mission de reconnaissance des identités à l'intérieur même du Canada, en particulier pour les autochtones et les Québécois. À côté de ce ressenti négatif à l'encontre du gouvernement fédéral, il a surtout un sentiment positif à l'égard du gouvernement du Québec en raison de sa proximité avec les citoyens car il est en charge des compétences, telles que l'éducation ou la santé, qui touchent directement les gens.

D'une manière générale, on peut enfin mettre en avant le malaise généralisé perçu parmi tous les participants à l'égard du gouvernement conservateur de Stephen HARPER et, plus largement, de l'influence croissante de l'Ouest sur l'ensemble du Canada. Nombre de participants, qu'elle que soit la position à laquelle ils peuvent être rattachés, évoquent cette montée en puissance et, c'est surtout vrai pour les citoyens regroupés dans les positions A et B, se montrent nostalgiques de l'époque où les premiers ministres fédéraux étaient quasi-exclusivement des Québécois. Cet attachement identitaire constitue indéniablement une composante essentielle de la dynamique que nous essayons de mettre au jour et mérite que l'on s'y attarde maintenant.

C. Les identités et les sentiments d'appartenance

La dimension identitaire irradie le débat sur l'avenir du Québec ; c'est d'ailleurs probablement pour cette raison que, traitant de ce sujet, on parle de la « question nationale ». Puisque les identités et les sentiments d'appartenance sont si présents dans la construction du débat politique au sein des Québécois, et entre ces derniers et le reste du Canada, on ne sera pas surpris de l'incommensurable production scientifique, politique et philosophique sur ce thème. Jocelyn MACLURE, dans l'introduction d'un ouvrage récent

mais déjà influent sur ce sujet, *Quebec Identity: The Challenge of Pluralism*, résume habilement ce foisonnement et la raison de celui-ci au Québec en particulier[655] :

> [i]dentity as a topic gets a lot of copy; a great many writers and theorists, in Quebec and elsewhere, have made it their muse. […] Quebec is exemplary of the phenomenon; its society, composed of a national francophone majority, a national Anglophone minority, eleven aboriginal nations, and a multiplicity of Quebecers from other backgrounds, is at once multinational, multicultural, and hybrid. So-called identity politics and politics of recognition, which have become central to the process whereby identities are conceptualized, have long been fundamental to the dynamics of Quebec society[656].

Parmi les nombreuses recherches sur cette question, les politologues ne sont pas en reste et ont étudié le phénomène identitaire depuis plusieurs décennies au travers de sondages d'opinions[657]. Quelles conclusions peut-on tirer de ces recherches ? Partant de toutes les données publiques des sondages effectués au cours des trente dernières années pour mesurer l'identité des Québécois, Matthew MENDELSOHN conclut que :

> […] a French Canadian identity has been gradually replaced by a Québécois identity; that this transformation is far from complete, which represents a serious hurdle for nationalist mobilization; that attachment to Canada remains strong (though weaker than attachment to Quebec); and that Quebecers see themselves as members of two tangled, overlapping national communities: Canadian and Québécois, and have rejected calls from intellectuals and nationalist leaders to choose between these two identities[658].

Le débat identitaire au Québec a été largement structuré par l'opposition entre les souverainistes et les fédéralistes, chacun de ces camps proposant une vision claire et stable de leur sentiment d'appartenance. Toutefois, malgré cette cristallisation des identités au travers de la question nationale, Charles TAYLOR observe que « many Quebecers of all ages, but especially members of the younger generations, have come to feel increasingly uncomfortable with the polarized, dogmatic confrontation between the sovereigntists and federalists »[659]. C'est dans ce contexte identitaire tumultueux et en évolution que s'inscrit notre recherche. Si elle n'a pas pour vocation d'innover dans l'étude des identités et des sentiments d'appartenance, elle peut toutefois, selon le cheminement analytique adopté dans les autres terrains, tenter d'appréhender ces réalités et les relier avec les autres dimensions des perceptions des citoyens.

---

655 Ce livre a été initialement publié en français mais pour des raisons de disponibilités nous faisons ici référence à la version anglaise ; pour la version française : Jocelyn Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Débats (Montréal : Québec Amérique, 2000).

656 Jocelyn Maclure, *Quebec Identity. The Challenge of Pluralism* (Montréal : McGill-Queen's University Press, 2003), 3.

657 Encore récemment, Guy LACHAPELLE a mené une grande enquête sur les identités au Québec que nous avons citée ci-dessus : Lachapelle, « Identités, économie et territoire : la mesure des identités au Québec et la Question Moreno ».

658 Matthew Mendelsohn, « Measuring National Identity and Patterns of Attachment : Quebec and Nationalist Mobilization », *Nationalism and Ethnic Politics* 8, n°3 (2002) : 72.

659 Préface de Charles TAYLOR dans Maclure, *Quebec Identity. The Challenge of Pluralism*, vii.

1. Un foisonnement identitaire

Que l'on analyse les discussions en focus groupes ou les résultats des deux questionnaires, un foisonnement identitaire ressort de l'ensemble du corpus. Cette multiplicité des sentiments d'appartenance peut cependant être synthétisée en différents profils. Quatre groupes de citoyens peuvent être distingués. Un premier groupe réunit des participants qui se définissent d'abord et avant tout comme Québécois ; ils se sentent fortement attachés au Québec et pas du tout au Canada. Il y a donc une appartenance exclusive au Québec, au détriment d'autres identités politiques. Le participant Y3 illustre bien ce premier profil identitaire :

> Y3 : Personnellement, je me sens québécois en premier, même quand je vais en voyage, de plus en plus je dis en premier que je suis québécois puis que je viens de Montréal pour les situer. S'ils ne comprennent pas, je dis que je viens du Canada puis là, je leur explique la situation qu'il y a une partie française à l'intérieur du pays.

D'autres profils laissent, quant à eux, une plus grande place à un attachement canadien. Celui-ci peut varier. D'une part, il y a des citoyens qui s'identifient d'abord comme Québécois et ensuite comme Canadiens ; ils peuvent ainsi hiérarchiser leurs sentiments d'appartenance. C'est le cas de la participante W4 :

> W4 : En fait moi quand on me dit de quelle nationalité je suis, je me présente toujours comme une Canadienne francophone mais j'ai entendu parler les autres mais je pense que vraiment profondément je me sens québécoise, je veux dire c'est la seule réalité que je connais, j'ai pu voyager à l'extérieur de ma province puis quand j'ai des contacts avec des Canadiens anglophones, je réalise qu'on a... je sais pas, vraiment des divergences d'opinions puis d'intérêts donc j'ai beaucoup plus d'affinités avec les Québécois, donc je vais dire que je suis québécoise.

D'autre part, certaines personnes montrent une double identité politique : à la fois québécoise et à la fois canadienne. Pour eux, il n'est pas possible – souhaitable, peut-être – de hiérarchiser leurs identités. Plus largement, ils témoignent un fort attachement au Canada et au Québec. Le participant W3 partage ce sentiment identitaire, que l'on n'avait pas trouvé dans le panel canadien anglophone. Il explique ainsi qu'il se sent canadien – même si le système fédéral ne fonctionne pas vraiment bien –, mais également québécois, en raison de son appartenance ; c'est donc un mélange de deux identités.

> W3 : En toute honnêteté je me sens canadien. C'est sûr qu'à l'intérieur de la boîte, ça marche pas tellement bien mais je me sens canadien. Québécois certainement... mais je me sens peut-être à cause de...
> W4 : Appartenance...
> W3 : De mon appartenance, mon âge aussi... là, tu sais. Je me suis tout le temps senti... Canadien français et il y a une trentaine d'années c'était québécois, j'étais un Québécois oui... Je me sens aussi Canadien. T'sais, tu vois tout de suite qu'il y a mélange, Québécois et Canadien. Je peux pas dire oui je suis Québécois à 100 %.

Enfin, quoique plus rare dans le panel québécois qui a été réuni à Montréal, on trouve des citoyens qui montrent un attachement primaire au Canada et secondaire au Québec. Sans surprise, la participante Y7, anglophone de souche, répond à ce profil identitaire. Si l'identité canadienne domine, elle est toutefois complétée d'un attachement à la province dans laquelle on vit, dans ce cas, le Québec. Ce profil identitaire complémentaire, mais hiérarchisé, constitue d'ailleurs le profil majoritaire au Canada – dans le reste du Canada, précisera-t-on d'un point de vue québécois – comme le rappelle Tracey RANEY :

> Canadians also live with regional and provincial diversities. When given the option to pick a secondary identity, many will pick their province as a source of identification. Yet, for most Canadians their political identities are not dissonant, but consonant with one another[660].

Au-delà de l'identification de ces quatre profils qui permettent, toutefois, de mieux comprendre les tensions permanentes sur ce sujet au sein de la société québécoise, il convient de ne pas négliger d'autres aspects identitaires. Il y a tout d'abord, comme nous l'avions déjà montré dans le terrain liégeois, la relativité des identités. Celles-ci peuvent être activées différemment selon le contexte dans lequel on se trouve, mais également selon la personne avec qui on parle. C'est un constat valable pour toute forme d'identité, mais qui prend particulièrement de sens dans le contexte politique canadien où plusieurs sentiments d'appartenance peuvent se combiner. La discussion suivante du groupe Y révèle cette relativité combinée à une multiplicité des identités.

> A : J'aimerais bien savoir comment vous vous définissez, qu'est-ce que c'est pour vous le nous collectif. Par exemple, est ce que vous vous définissez comme québécois, d'abord québécois puis canadien, autant l'un que l'autre ou d'abord canadien puis québécois, avant tout canadien ou tout autre chose comme montréalais par exemple ?
> Y7 : *Ça dépend ou l'on est, ou l'on se trouve.*
> Y5 : *Et avec qui on parle.*
> <Rires>
> Y7 : *Si je me trouve en Angleterre, je me sens canadienne. Si je vais en Ontario, je suis québécoise. Je suis toujours autre.*
> Y4 : *C'est exactement ce qu'on vient de dire : on est canadien, québécois, montréalais, ça dépend où on se trouve.*
> Y1 : *Si on va à Québec, on va se sentir Montréalais.*
> <Rires>

En outre, étudier la relativité éventuelle des identités permet d'approfondir la compréhension des sentiments d'appartenance des participants. En effet, si répondre dans l'absolu à des questions telles que « Est-ce que vous vous sentez attaché au Canada ? » offre

[660] Tracey Raney, « A Nation of Self-Doubters? The Canadian National Identity in the New Canada », in *Diversity in Canada Regions and Communities* (Montréal : Centre for Research and Information on Canada, 2005), 7.

déjà des éléments révélateurs, être mis en contexte offre des éléments plus riches sur la nature même de l'identité de la personne. Dans l'échange qui suit entre plusieurs membres du groupe W, on perçoit différentes attitudes qui viennent confirmer, tout en les raffinant, les profils identitaires mis au jour. Ainsi, le participant W2 traduit son identité québécoise exclusive par un vote pour le Bloc québécois et révèle également, les deux réalités s'influençant mutuellement, une perception négative du gouvernement fédéral canadien et plus largement du fédéralisme. La participante W4 indique que son attachement au Canada relève du pragmatisme, « il y a des avantages donc je vais prendre ce que le système m'offre là, d'une façon opportuniste comme le passeport, par exemple ». Son identification principale d'appartenance s'ancre donc davantage dans l'identité québécoise, comme elle l'expliquait ci-dessus. Le participant W3, quant à lui, confirme la double identité canadienne et québécoise qu'il avait mise en avant. La participante W4 résume bien la posture identitaire de ce participant : « c'est comme si tu portais deux chandails », explique-t-elle.

A : […] vous venez de vous définir comme Canadien, Québécois, citoyen du monde, comment cette vision là vous allez vous même interagir face au fédéral, dans les institutions fédérales, aux élections. Comment ça vous pousse à agir face au fédéral ?
W2 : Face au fédéral, moi c'est bien simple *je vote québécois au fédéral, ça veut dire que je vote Bloc.* Parce qu'en fait, il n'y a pas vraiment de parti qui représente mes idées. *J'ai pas vraiment confiance dans le pouvoir fédéral, donc je préfère en fait exprimer mon désaccord de manière active et voter pour quelqu'un qui n'ira jamais...c'est comme ça que j'agis.*
[…]
W4 : *Je te dirais de façon opportuniste parce que je réalise quand même quand même qu'on a, qu'il y a des avantages donc je vais prendre ce que le système m'offre là, d'une façon opportuniste comme le passeport, par exemple. Je suis fière d'avoir un passeport canadien parce que je sais que cela donne une plus grande liberté d'accès. Donc peut-être de manière opportuniste...*
W3 : C'est un peu comme ce que je disais tantôt, je me présente comme Canadien. J'aime qu'est-ce que le Canada... sur la scène internationale, le Canada est quand même bien vu je crois, donc je suis pas gêné de me présenter comme Canadien. Ça c'est une chose et encore là, je prends qu'est-ce qui m'offre. Et quand arrive le temps des élections, c'est sûr c'est… probablement un autre… un autre…
W4 : C'est comme si tu portais deux chandails

Finalement, comme nous l'avions remarqué dans les deux terrains belges – et dans une moindre mesure dans le terrain canadien anglophone – chez plusieurs participants, il y a une identité cosmopolite qui transcende les autres sentiments d'appartenance. Ceux-ci se considèrent avant tout comme des citoyens du monde. La participante W1 reflète cette vision identitaire, il est d'ailleurs bien difficile pour elle de dire si elle appartient au Canada, au Québec ou à une autre entité géographico-politique.

A : Comme on a un petit peu de temps, on peut revenir sur une question. Vous à quelle communauté vous sentez appartenir au Canada ? […]
W1 : *Bon c'est une question difficile à répondre parce que disons que je me sens citoyenne du monde* […]. *Je me sens citoyenne du monde.*

Ce sentiment de citoyenneté mondiale va également de pair avec un rejet du patriotisme, surtout à l'américaine « qui équivaut à aller se battre ailleurs », précise le participant V4, et on peut même avancer avec toute forme de nationalisme[661]. En outre, à côté d'une identité cosmopolite, on trouve également des citoyens qui se définissent selon l'endroit où ils vivent ; c'est alors surtout le niveau local qui les définit. Le participant V4 l'explique en ces termes :

> V4 : Comme je disais, *le monde est beaucoup moins patriotique. En fait, la majorité des gens que je connais voit le patriotisme comme une mauvaise chose, comme un comportement américain qui équivaut à aller se battre ailleurs.* Donc, la séparation ou des choses ben… comme cela, ça dépend qui, mais des fois, des gens voient cela comme différemment que comment c'était avant et tout et tout. Et moi, pour répondre à la question est-ce que vous vous voyez plus canadien, plus québécois, j'aurais quasiment envie de répondre que *je me vois plus montréalais car je vis ici, c'est le monde que je côtoie, tu sais.* Je pourrai aller à Québec avec des amis à moi avec des piercings ou des choses légèrement différentes et avoir vu les gens les regarder comme si c'était des extra-terrestres... A Montréal, je n'avais jamais vu cela. On est tous francophones puis on s'entend bien. Ça dépend des gens, on a beaucoup perdu l'aspect de gros groupe patriotique, toute la province ou tout le pays peu importe à l'échelle où vous voulez le voir. Donc… *Justement, je ne veux pas avoir une appartenance particulièrement au Canada ou particulièrement au Québec. Je vais avoir une appartenance avec ce que je vis, donc pour moi, c'est Montréal* […]. L'appartenance peut beaucoup, a beaucoup changé depuis... toujours.
> V2 : Il y a des gens qui répondent, je suis francophone.
> V4 : *Oui, il y a même des gens qui vont répondre je fais partie du monde, je fais pas partie du Canada, tu sais*…
> V1 : Le cosmopolitisme

Ainsi, cette vision à la fois cosmopolite et locale de son appartenance fait écho à la maxime apparue récemment *think global, act local*. Toutefois, entre ces deux niveaux, le niveau intermédiaire québécois demeure toujours fort présent ; il constitue d'ailleurs le cœur de l'identité de nombre de participants au panel et mérite que l'on s'y attarde quelque peu.

2. Nous, les Québécois

De nombreux Québécois se présentent soit comme d'abord québécois et ensuite canadien, soit comme autant québécois que canadien. Cette dynamique identitaire les différencie des habitants des autres provinces canadiennes qui s'identifient en premier lieu au Canada et en deuxième lieu à leur région ou à leur province[662]. Ainsi, l'identité québécoise constitue un élément important des sentiments d'appartenance des participants. En outre, si un profil identitaire est constitué de citoyens qui se sentent exclusivement québécois, les autres profils dégagés ci-dessus reposent sur le constat d'une

[661] On se rappellera que certains citoyens liégeois opposaient le nationalisme, vu comme une réalité négative, et l'humanisme, vu comme une réalité positive.
[662] Raney, « A Nation of Self-Doubters? The Canadian National Identity in the New Canada ».

complémentarité des identités politiques. Une question surgit toutefois de ce débat identitaire : qui sont les Québécois ? Cette question du « nous » est indubitablement au cœur de la thématique étudiée.

Le nom « Québécois » recouvre plusieurs réalités dont deux principales. La traduction anglaise illustre cette dualité. En effet, dans son sens géographique et le plus inclusiviste, « les Québécois » est traduit par *the Quebecers*. Mais *Québécois* est également utilisé en anglais pour faire référence aux *French-speaking* ou *francophone Quebecers* – ceux qui se présentaient en termes de Canadiens français avant la Révolution tranquille – et plus largement à tout *Quebecer* non-francophone de souche qui montre un grand attachement au Québec et qui se définit lui-même comme Québécois. Avec le sociologue Victor ARMONY, on peut donc poser le constat suivant :

> [l]a langue est l'aspect le plus visible de l'identité québécoise. Mais elle semble aussi constituer la quintessence de l'être québécois : pour ceux qui défendent à outrance le parler québécois, il est le symbole de la fierté et de la survivance collective ; pour ceux qui l'attaquent, il incarne l'étroitesse et le défaitisme d'un « petit peuple »[663].

La question linguistique était largement présente dans les discussions en focus groupes et ce, d'une manière beaucoup plus récurrente que dans les autres terrains. À Anvers, où on aurait pu s'attendre à une dynamique similaire, l'aspect linguistique était nettement moins présent que les aspects politiques et économiques liés à l'avenir du fédéralisme qui dominaient les échanges. À Montréal, si ces aspects politiques et économiques se retrouvent dans les discussions, la langue constitue un élément central du débat sur l'avenir du Québec. Plusieurs participants estiment ainsi que la langue constitue le premier facteur d'identification collective. Certains en appellent à une plus grande protection du fait francophone et des francophones. Le participant Y3 voit le français à la base du « nous » québécois, mais il ne veut toutefois pas exclure ceux qui ne le parlent pas. Selon lui, ceux-ci se rattachent plutôt au « nous » canadien.

> Y3 : […] je crois que c'est le premier facteur pour identifier un certain nous, c'est de parler français. Puis, ceux qui habitent au Québec sont dans le nous mais je ne veux pas non plus exclure par là les personnes qui parlent l'anglais mais je les considère plus partie du nous canadien dans ce sens là. Voilà.

[663] Armony, *Le Québec expliqué aux immigrants*, 61.

D'autres par contre, comme le participant V3, craignent pour les Québécois non-francophones, et notamment pour les anglophones[664]. Pour lui, le Québec ne peut être réservé aux Québécois « pure laine », de souche.

> V3 : Je connais pas mal de Québécois anglophones, qui sont parfaitement bilingues, anglophones de naissance, et *souvent je me dis : « de quel droit peut-on penser que le Québec est francophone ? »*. Oui il l'est principalement, majoritairement, mais il ne faut pas oublier qu'il y a aussi un fait anglophone au Québec. Aller vers l'Ontario, c'est leur bon droit, leur culture a sa place ici également et cela aussi cela m'agace un peu qu'on oublie ces gens-là trop facilement.

Dans une autre intervention, il précise :

> V3 : Également, j'ai un problème avec *cette citoyenneté, appartenance québécoise, à côté je me sens très attaché au Québec, à sa spécificité, à sa langue, à sa culture mais j'associe également à tout ce débat de souveraineté sur le Québec une forme d'extrémisme, de radicalisation qui me déplait énormément* […] *J'ai un peu peur de cette espèce de rejet qu'il y aurait dans l'éventualité d'un Québec indépendant* vis-à-vis de ces gens là. *Je trouve que certains québécois ont trop tendance à s'accaparer le Québec.* Ils sont québécois depuis 4 ou 5 générations, québécois pure laine et on a l'impression qu'ils sont les seuls à détenir la vérité, de pouvoir choisir le chemin qui s'ouvre devant eux. Il me semble que le Québec a changé énormément depuis 20 ou 30 ans, que la nouvelle démographie nous indique que les choix qui doivent être pris doivent être pris autant par des Québécois pure laine que par des gens fraîchement arrivés d'Afrique du Nord, d'Asie.

Toutefois, d'autres participants estiment qu'il ne faudrait pas réduire l'identité québécoise à un strict nationalisme ethnique exclusiviste. La défense du fait francophone n'implique pas l'exclusion des autres langues, que du contraire. Le participant Y2 encourage d'ailleurs cette diversité multilingue, « au sens noble du terme » selon lui.

> Y2 : […] Quand je parlais du fait francophone, j'exclus absolument pas. […] Ce que je veux dire par là, c'est que les autres langues aient le droit de cité, sans jouer sur les mots. Il faut que ces langues soient là. J'ai une sainte horreur de l'approche bêtement rationaliste qui consiste à dire que si tout le monde parlait cette langue là, on parlerait toute cette même langue. […] Il faut que tout le monde parle toutes les langues sans jouer sur les mots et de ce point de vue là, je ne suis pas pour l'espéranto où il y aurait une langue qui ramasserait un peu de tout. C'est ça la diversité au sens noble du terme, que les gens parlent plusieurs langues.

Il y a souvent une tendance à concevoir le débat identitaire québécois, regrette Dimitrios KARMIS, sous l'angle dichotomique nationalisme ethnique contre nationalisme civique[665]. Pourtant, affirme Jacques BEAUCHEMIN, cette tension existe entre la vision d'une communauté qui repose sur une mémoire collective – le nationalisme ethnique – et celle d'une communauté qui accorde des droits à ses membres, vu comme des citoyens, sur une

---

664 Garth STEVENSON revient sur cette relation, vieille de plus de deux cents ans, entre les Québécois anglophones et le Québec : Garth Stevenson, « English-Speaking Québec : A Political History », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004).

665 Dimitrios Karmis, « Pluralism and National Identity(ies) in Contemporary Québec : Conceptual Clarifications, Typology, and Discourse Analysis », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004).

base égalitaire – le nationalisme civique[666]. On le voit dans les données recueillies à Montréal, les frontières entre ces deux types de nationalisme sont floues dans la réalité. Certes, on peut distinguer les citoyens qui adoptent une identité québécoise centrée sur le fait francophone de ceux qui préfèrent une définition géographico-politique englobant l'ensemble des habitants de la province du Québec. La première est teintée d'une certaine mélancolie et d'un sentiment de domination culturelle, tandis que la seconde repose sur une vision du vivre ensemble plus pragmatique qui laisse peu de place à une identification collective forte, voire romantique. Cependant, au sein de ces deux positions, on retrouve une recherche d'équilibre et plus généralement le souhait d'une société, particulièrement à Montréal, multiethnique, multiculturelle[667].

> V4 : […] je trouve que c'est quand même une bonne chose que Montréal soit multiethnique, multiculturelle, une espèce de métropole mondiale, et donc que l'anglais soit quand même présent, je trouve que c'est une bonne chose. Évidemment aussi, il faut s'assurer que le français ne se fasse pas éradiquer non plus. Il faut trouver un équilibre entre les deux. Ce que je trouve triste un peu, c'est que des fois on a tendance à retomber dans l'autre extrême.

L'identité québécoise se décline ainsi de plusieurs façons et continue à être en évolution constante[668]. Il y a moins de cinquante ans, on ne parlait d'ailleurs pas d'identité québécoise mais bien d'une identité canadienne-française ; dans cent ans elle sera probablement entièrement différente à celle d'aujourd'hui[669]. Finalement, cette identité et plus largement les identités et sentiments d'appartenance des citoyens ne se construisent pas uniquement au sein du Québec, mais également au travers des relations avec les « autres », particulièrement le reste du Canada. Étudier la perception de l'autre est l'objet de la prochaine et dernière section traitant des perceptions.

---

666 Jacques Beauchemin, « What Does it Mean to be a Quebecer? Between Self-Preservation and Openness to the Other », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004).

667 Sherry SIMON rappelle que le multiculturalisme n'est pas exempt de tout défaut et notamment celui de concevoir les différentes cultures comme des totalités autonomes où chaque « nous » peut être facilement identifiable et provoquer un vivre ensemble séparé : Sherry Simon, *Hybridité culturelle* (Montréal : L'île de la torture, 1999), 19.

668 Le débat sur les accommodements raisonnables a particulièrement animé la société québécoise ces dernières années et a posé à nouveau la question de l'identité québécoise ; sur ce sujet, on pourra notamment consulter les travaux de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles (CCPARDC), plus connue sous le nom de commission BOUCHARD-TAYLOR à la suite de ses deux coprésidents, Gérard BOUCHARD et Charles TAYLOR, qui a opéré de mars 2007 à mars 2008 : Gérard Bouchard et Charles Taylor, « Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation », (Montréal : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 2008).

669 Jacques BEAUCHEMIN écrit ainsi : « we already now that to be a Quebecer in 100 years will mean something else entirely from what it does today », Beauchemin, « What Does it Mean to be a Quebecer? Between Self-Preservation and Openness to the Other », 30.

3. Les identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Si tous les participants montrent un attachement au Québec, une multiplicité de la nature identitaire ressort de notre analyse. Quatre grands profils identitaires se sont dégagés de notre analyse des identités et des sentiments d'appartenance (Tableau 6.7).

Tableau 6.7 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Attachement au Québec			
Se sent d'abord canadien puis québécois	*Se sent autant québécois que canadien*	*Se sent d'abord québécois puis canadien*	*Se sent d'abord et avant tout québécois*
Identité québécoise = ensemble de la population	*Identité québécoise = combine identité francophone avec l'ensemble de la population*	*Identité québécoise = identité francophone*	*Identité québécoise = identité francophone*

Ces quatre positions s'intègrent dans des profils génériques qui, section après section, sont en train de se dégager du corpus de données. Jusqu'à présent, nous avons identifié les caractéristiques de ces profils sur base de la perception politique et des identités. On peut déjà voir, à ce stade, les relations entre ces deux dimensions. Ainsi, si l'on considère les citoyens qui se sentent d'abord et avant tout québécois et qui ancrent leur identité dans le fait francophone, ceux-ci montrent également une grande insatisfaction à l'égard du fédéralisme, à tous les points de vue (aussi bien culturels qu'économiques), et accordent leur confiance exclusivement au gouvernement de Québec. Ces différentes facettes sont donc inter-reliées. À l'inverse, il y a des citoyens qui se sentent d'abord canadiens et puis québécois. Ils considèrent que le système fédéral fonctionne d'une manière satisfaisante et que le Québec ne pourrait pas se passer du fédéralisme canadien. Leur confiance va uniquement aux institutions fédérales et particulièrement au gouvernement fédéral qui pourrait, selon eux, avoir plus de pouvoirs. Entre ces deux positions opposées, il y a deux autres profils.

D'une part, ceux qui se sentent autant canadiens et québécois, qui font confiance aux deux ordres de gouvernement et qui portent un jugement satisfait à l'endroit du gouvernement, même si le fait francophone pourrait être mieux protégé et que, d'une manière générale, le gouvernement de Stephen HARPER inspire un sentiment de malaise. D'autre part, ceux qui se disent d'abord québécois puis canadiens. Ces derniers ne sont guère satisfaits du système fédéral même s'ils estiment que le fédéralisme canadien est bénéfique pour le Québec d'un point de vue économique (mais moins d'un point de vue politique ou culturel). À leurs yeux, le gouvernement fédéral a trop de pouvoirs et ils souhaitent s'en distancier notamment en raison de la politique étrangère qu'il mène

actuellement. Ces différentes articulations entre deux dimensions des perceptions offrent une première ébauche des idéaux types que nous cherchons à dégager.

Enfin, les sentiments d'appartenance et les identités ne connaissent quasi pas de changements suite au panel. En fait, sur cette dimension, les citoyens réunis à Montréal montrent une grande stabilité. Il n'y a guère eu d'évolutions ni pour l'attachement au Canada, ni pour l'attachement au Québec, ni pour la définition identitaire adoptée par chaque participant. Cette stabilité doit s'interpréter dans le contexte québécois qui connaît la prégnance de ce débat identitaire depuis de nombreuses années. La plupart des citoyens, quel que soit leur sentiment d'appartenance, sait comment ils se définissent, sans devoir participer à un panel.

D. La perception de l'autre

Dans la construction du « nous » québécois, la perception de l'autre, c'est-à-dire le reste du Canada ou encore les Canadiens anglophones, constitue un facteur important. À l'origine de la société québécoise et tout au long de son développement se trouve un « sentiment de conquête »[670], empreint de mélancolie[671], face au reste du Canada. Pour certains historiens, regroupés sous le label de l' « École historique de Montréal »[672], « Quebecers had never entirely recovered from the [English] conquest »[673] de 1759 et cette cassure, suivie d'une longue période de survivance[674], a largement forgé leur identité. Dans sa *Genèse de la société québécoise*, Fernand DUMONT partage cette vision en plaçant l'origine de l'identité québécoise dans cet événement et plus largement dans un mal-être historique[675]. Pour lui, les francophones se sont construits au travers du regard – paternaliste voire parfois humiliant – porté sur eux par les colonisateurs anglophones[676]. Cependant, tous les Québécois ne partagent pas cette vision négative du passé. Pierre Elliott TRUDEAU

670 Guy Frégault, *La guerre de la conquête* (Montréal : Fides, 1954) ; Maurice Séguin, *Une histoire du Québec : vision d'un prophète* (Montréal : Guérin, 1995). À proprement parler, il s'agit d'un sentiment de défaite.
671 Jocelyn Maclure, « Narratives and Counter-Narratives of Identity in Québec », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004).
672 On pense particulièrement à Guy FRÉGAULT, Maurice SÉGUIN et Michel BRUNET. Pour plus de détails sur ce groupe d'intellectuels néo-nationalistes, voyez Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)* (Sainte Foy : Septentrion, 1993).
673 Ronald Rudin, *Making History in Twentieth-Century Québec* (Toronto : University of Toronto Press, 1997), 93.
674 C'était survivre ou périr assimilé par le Canada anglais. Jocelyn MACLURE explique ainsi : « since economic, cultural, and political emancipation was structurally fettered by English occupation, French Canadians could hope only for survival – that is, they had to cling, for better or worse, to certain practices and institutions inhertited from the French regime, and try to stave off the threat of assimilation. The alternatives were clear : survive or perish. According to the Montréal historians, the tragic existence of francophones is embodied in this perpetual dilemma between *survivance* and assimilation », Maclure, « Narratives and Counter-Narratives of Identity in Québec », 36 (italiques dans l'original).
675 Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise* (Montréal : Boréal, 1996).
676 *Ibid.*, 153.

représente le porte-parole le plus influent de ces Québécois qui rejettent ce discours mélancolique et lui préfèrent une attitude proactive au sein des institutions existantes, à la fois les canadiennes et les québécoises.

> Whether or not the Conquest was the cause of all our woes, whether or not 'les Anglais' […] were the most perfidious occupying power in the history of mankind, it was all still true that the French-Canadian community held in its hands *hic et nunc* the essential instruments of its regeneration: by means of the Canadian Constitution, the Québec State could exercise far-reaching power over the soul of French Canadians and over the territory which they occupied – the richest and largest of all Canadian provinces[677].

Indépendamment de l'importance que l'on accorde aux événements du passé dans la construction identitaire québécoise, il ressort que la perception de l'autre fut et continue à être une matrice importance de celle-ci. C'est dans un tel contexte qu'il convient d'explorer comment les participants au panel citoyen de Montréal perçoivent, d'une part, les Canadiens anglophones et, d'autre part, les autochtones qui sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans la fédération canadienne.

1. Le Québec et le reste du Canada

Que peut-on dire sur la perception du reste du Canada par les Québécois ? Tout d'abord, il y a un manque de connaissance mutuelle. Plus de la moitié des participants a moins de dix connaissances proches anglophones. Si ce chiffre est de loin plus élevé que dans les trois autres terrains, on aurait pu s'attendre à ce qu'il soit encore plus élevé à Montréal puisqu'il est possible de côtoyer de nombreux anglophones dans cette ville multilingue. Lors des discussions, les participants confirment ce manque de connaissance réciproque, « ce manque de familiarité avec la culture de l'autre » pour reprendre l'expression de la participante Y7. Même des personnalités médiatiques ou des artistes très en vue dans une communauté ne sont guère, ou à peine, connus dans l'autre. On avait noté un phénomène identique en Belgique ou les *bekende Vlamingen* étaient largement inconnus des francophones et réciproquement.

> Y7 : *Je pense que l'un des problèmes ici, entre les francophones et les anglophones, c'est le manque de familiarité avec la culture de l'autre. J'ai été, je suis toujours très surprise que les gens regardent la télé anglaise ou la télé française.* Pendant la dernière campagne à Outremont que nous avons perdue, la fille qui était en charge de l'informatique était francophone et puis moi, j'avais vu quelque chose à la CBC aux nouvelles et je lui ai dit Peter Mansbridge et elle a dit : « c'est qui Peter Mansbridge ? » et je lui ai dit « quoi ? » C'est comme dire « c'est qui Bernard Derome ? » Mais les anglo vont dire cela. « C'est qui Bernard Derome ? C'est qui Peter Mansbridge ? » Je trouve cela dommage. Je me demande des fois si CBC, Radio Canada ne peuvent pas faire

[677] Pierre Elliott Trudeau, « Nationalist alienation », in *Against the current : selected writings 1939-1996*, Gérard Pelletier (dir.) (Toronto : McClelland & Stewart, 1996), 143 (italiques dans l'original). Le livre existe également en français, mais pour des raisons de disponibilités nous citons ici la version anglaise ; pour la référence française : Alain Stanké (dir.), *A contre-courant : textes choisis 1939-1996* (Montréal : Gallimard, 1996).

> plus pour intégrer leur programme. Par exemple, il y a un programme à CBC qui s'appelle c'est la vie. C'est sur la vie au Québec francophone qui est très très bien. Je ne sais pas combien de personne l'écoute. Mais c'est énervant parce que le Québec a une culture vibrante que le reste du Canada envie je pense.
> Y1 : *Puis il y a eu des écrivains magnifiques au Canada anglais qu'on a pas connu au Canada français. On est passé à côté de superbes choses.*

Pour un grand nombre de participants, cette méconnaissance traduit, en fait, les différences plus fondamentales qui existent entre les Québécois et les autres Canadiens. Pour certains, il s'agit de différences qui existent entre toutes les provinces ; ce sont des différences qui résultent de la grandeur du pays[678].

> Y2 : […] Moi, j'ai fait tout le Canada, j'ai travaillé partout, from coast to coast. Quand je me suis retrouvé dans un coin, dans un pays dans le sens géographique du terme qui s'appelle l'Alberta, hé ben les amis, il y a une dizaine d'années peut-être, j'étais là-bas, je travaillais et bien les Albertains ils ne savent pas où se trouve le Canada. J'exagère pas. Ils ne regardent pas Est-Ouest, ils regardent Nord-Sud.

Plus précisément, pour la participante Y7, ces différences ne sont pas liées à la nature distincte du Québec, mais elles témoignent de la diversité du Canada.

> Y7 : *Mais ce n'est pas seulement le Québec qui se sent un peu loin du centre. On avait parlé de Terre-Neuve ou en Colombie-Britannique. Pour moi, les autres provinces ont leurs identités propres et très souvent se sentent assez éloignés de ce qui se passe à Ottawa* et je suis d'accord avec Monsieur <Y1> au sujet des, de l'interférence du gouvernement. Un bon exemple, ça c'était les bourses du millénaire de Monsieur Chrétien. Ça, c'était pas très bien reçu.

Par contre, pour d'autres citoyens, le Québec et les Québécois se différencient véritablement des autres provinces canadiennes. En outre, nombre de Québécois, qu'ils soient fédéralistes ou souverainistes, s'accordent pour considérer qu'ils forment une nation distincte du reste du Canada[679]. Pour le participant W3, ce sont deux mentalités complètement différentes qui sont quasiment incompatibles.

> W3 : Le nous à l'intérieur du fédéral je sais pas s'il existe le « nous » là, *je suis pas certain qu'il existe là mais s'il existerait ça serait probablement un gros plus mais je crois pas que le « nous » existe à l'intérieur du Canada. Il y a deux mentalités complètement différentes* et je crois que c'est probablement... parce que moi à l'intérieur du fédéralisme, j'ai 58 ans et j'ai tout le temps bien vécu à l'intérieur du fédéralisme, je me suis...quand j'ai été sur le marché du travail, je me suis habitué à ça. […] comme je disais *c'est complètement deux différentes opinions, complètement différentes qui ont bien de la misère à se rejoindre... Elles sont quasiment incompatibles.*

La participante W4 va même plus loin dans son constat. Alors que de l'extérieur le Canada est vu comme une réalité forte, vu de l'intérieur, il renvoie une image de division

---

678 Pour une réflexion sur ce sujet, appuyée par une expérience sur le terrain, on pourra consulter : Martin Vanier, « Qu'est-ce qui fait tenir le Canada ensemble ? Road movie d'Est en Ouest », in *La société canadienne en débats. What holds Canada together ?...* Alain Faure et Robert Griffiths (dir.), *Questions contemporaines* (Paris : L'Harmattan, 2008).

679 On se souviendra qu'en novembre 2006, la Chambre des Communes a voté, sous l'impulsion du Premier ministre Stephen HARPER, une motion se lisant « les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni » ; la précision « au sein d'un Canada uni » était évidemment essentielle.

entre les francophones et les anglophones ; les premiers réclamant une reconnaissance que les seconds ne leur accordent pas. Les francophones sont vus comme des citoyens qui se plaignent. Dans l'intervention de cette participante, la tension est bien palpable (« faut toujours prouver notre classe », précise-t-elle) :

> W4 : *Vu de l'extérieur, je trouve que le Canada c'est une belle image, quelque chose de fort à l'extérieur mais à l'intérieur il y a des divergences d'opinion qui fait qu'il y a beaucoup de tensions surtout quand je pense au Canada, c'est surtout toujours quand même les francophones/anglophones.* C'est les tensions qui existent entre le Québec et la fédération canadienne. *Faut toujours prouver notre classe puis souligner que c'est un pays tout de même puis j'ai l'impression qu'au Québec c'est un peu une exception à la règle. On est toujours vu comme des francophones qui se plaignent puis dans le fond c'est juste qu'on veut se faire reconnaître*, moi c'est comme ça que je le vois... de l'intérieur.

Si la nature des différences entre le Québec et le reste du Canada n'est pas perçue de la même façon par tous les citoyens, la réponse du fédéralisme canadien à ces différences l'est encore moins. D'un côté, certains participants, comme le participant V3, estiment que le système fédéral a bien intégré les spécificités du Québec et que cette prise en compte permet de continuer à vivre ensemble.

> V3 : Je crois que le système fédéral canadien permet de continuer à vivre ensemble. Je parle des provinces et des territoires. […] Il y a une espèce d'équilibre à trouver, et je pense que le Canada trouve cet équilibre, notamment par l'impulsion du Québec qui a été assez revendicateur depuis vingt ou trente ans sur ses spécificités. Je pense qu'ils ont fait avancer le fédéralisme à leur manière. *C'est peut-être paradoxal, mais je pense que ces demandes répétées de prise en compte des spécificités québécoises ont fait en sorte que le fédéralisme canadien est peut-être devenu meilleur qu'il ne l'était il y a trente ans.* Je ne sais pas si c'est suffisant, mais j'estime que le fédéralisme canadien est intéressant à ce niveau-là. Il permet de coexister.

D'un autre côté, d'autres citoyens estiment que les – autres – Canadiens ne comprennent pas les revendications des Québécois et que le système fédéral ne permet pas d'accommoder la distinction québécoise. C'est le point de vue défendu par la participante V1 :

> V1 : […] Les gens ne comprennent pas de quel point de vue on parle, c'est cela que je disais tout à l'heure. Ce qui m'intéresse à observer du fédéralisme ici, c'est qu'il se passe, ce qu'il se passe dans tous les pays et dans toutes les cultures : on pense à partir des situations, et quand on est à Terre-Neuve, ce qui se passe dans l'esprit des Québécois majoritaires et qui regardent leur avenir, c'est quelque chose qui n'est même pas perçu, conçu, c'est un monde vraiment très loin.

En outre, cette participante constate ci-dessous que même les lois adoptées par le Québec dans ses champs de compétences peuvent être remises en question par le gouvernement fédéral. L'autonomie du Québec, supposée lui permettre une certaine spécificité, est donc réduite. La Loi 101, la Charte de la langue française du Québec adoptée en 1977, qui établit le français comme langue publique du Québec a d'ailleurs connu les

vicissitudes du système fédéral. Pour la citoyenne V1, le fédéralisme canadien ne peut donc pas être considéré comme un vrai fédéralisme.

> V1 : Et quand le Québec a voté une Loi 101, je voudrais faire remarquer qu'il y a eu 80 instances où on a enlevé des pouvoirs à la Loi 101 sur plainte. Il faut savoir cela, que voter une loi au Québec, c'est par fédéralisme, être sujet au pouvoir de désaveu du gouvernement fédéral. Il peut annuler la Loi 101 demain. *Elle n'existe que parce qu'Ottawa la tolère. Toutes les lois ici sont des lois canadiennes ou sanctionnées par le lieutenant gouverneur qui représente le pouvoir au Québec. Et s'il ne veut pas les sanctionner, elles n'entrent pas en vigueur. Elles doivent être approuvées par Ottawa en ce sens-là, légitimées par le fédéral. Ce n'est pas le cas dans un vrai fédéralisme, où les pays s'associent et votent chacun leurs lois et s'entendent ensuite sur un champs dans lequel ils vont voter les lois communes.* Ça c'est tout autre chose.

Entre ces deux visions, on peut trouver une troisième voie qui est exprimée par le participant W3 : « je pense que le Québec peut s'ajuster plus avec le Canada que le Canada peut s'ajuster avec le Québec, avec la mentalité du Québec ». Dans le contexte fédéral canadien, la perception de l'intégration du Québec au sein de la fédération canadienne varie donc entre les participants, témoignant de visions différentes du fédéralisme dans leur pays. Avant de résumer les enseignements tirés de l'étude de la perception de l'autre, il convient de considérer un autre « autre » présent dans la dynamique fédérale : les autochtones.

2. Les Québécois et les autochtones

L'avenir du Québec concerne également indéniablement les autochtones[680]. Si ce n'est pas l'objet de cette recherche d'explorer en profondeur cette thématique, il est utile de mentionner la perception des participants québécois à l'endroit des autochtones. Il y a tout d'abord une volonté de mieux connaître les populations amérindiennes – les participants ne connaissent pas ou peu d'autochtones – et quelques personnes suggèrent même l'apprentissage de leur langue[681]. À côté de cet élément linguistique, un élément historique plus fondamental ressort des discussions : c'est l'exclusion *de facto* des autochtones du système politique.

> Y2 : Je voudrais faire une petite remarque pour provoquer les gens politiquement. Je leur dis, nous sommes au Canada, puis je leur dis, quelles sont les langues officielles pour parler très simple. Parmi nous, combien parle une langue amérindienne ? 0 % Là, je ne comprends pas, j'ai la larme à l'oeil. […] Moi j'aimerais bien apprendre une langue amérindienne.
> Y7 : Mais demandons-nous combien d'autochtone on connaît ? On n'en connaît pas.
> Y2 : Je vous le laisse dire tellement que... Je connais un ou deux autochtones par mon travail et ils se cachent, je veux dire par là qu'ils n'osent pas affirmer.

[680] Voyez notamment Daniel Salée, « The Québec State and Indigenous Peoples », in *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004).

[681] Sans vouloir minimiser ce souhait peu fréquent, qu'il nous soit permis de rappeler l'existence de quelque 70 langues autochtones au Canada. Moins de 1000 personnes parlent une des langues de la famille iroquoienne. Les Cris sont plus nombreux, mais dans le Nord. Sur ce sujet, on pourra consulter la page Internet consacrée aux langues et droits linguistiques des autochtones sur le site du Trésor de la langue française : http ://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amnord/cndautocht.htm (consulté le 13/04/2010).

[…]
Y7 : Oui mais bon, pour parler une langue qu'on ait l'occasion de la parler parce que si on ne les voit jamais, s'ils ne sont pas parmi nous...
[…]
Y2 : *Parce que de facto ils se sont effacés. L'histoire les a effacés.*

La question de l'exclusion des autochtones a également été abordée dans le groupe V. La participante V1 impute au gouvernement fédéral la responsabilité de l'exclusion des peuples autochtones, à l'intérieur de la société ; elle estime qu'il s'agit d'une « faillite magistrale du fédéralisme canadien ». De surcroît, se pose la question des relations entre les Premières nations et le gouvernement du Québec. Sur ce sujet, les participants V1 et V3 s'accordent pour dire que le gouvernement provincial s'est montré plus progressiste que le gouvernement fédéral. En toile de fond de cette discussion se trouve le sort éventuel des peuples autochtones dans l'hypothèse d'un Québec souverain.

V1 : Je voudrais juste introduire en 40 secondes. *Il y a une strate de la société que le fédéralisme a broyée, ce sont les autres de l'intérieur, pas les immigrants mais les autochtones. Et ça c'est une faillite magistrale du fédéralisme canadien mais alors là vraiment, ça c'est de l'extrême droite, ça c'est criminel, ça se sont des camps de concentration et de la destruction. Ça c'est grave.* Je voulais juste montrer qu'on en a même pas parlé alors qu'on les a détruit dans le processus. Comme s'est facile de prendre le point de vue dominant et de faire la parenthèse. Voila un bel effet du fédéralisme.
V3 : Quand les autochtones, les Premières Nations disent : mais, en fait, si jamais vous prenez votre indépendance, nous aimerions aussi avoir la nôtre et donc il faudrait tout autant le territoire du Québec, ha ben non, comment ça ?
V1 : Vous vous trompez. René Lévesque a signé une entente de nation à nation avec les peuples autochtones.
V3 : Et je reconnais que les Québécois ont étés beaucoup plus progressistes que les fédéraux.
V4 : S'il y avait la séparation, cela réglerait le problème des autochtones.
V1 : J'ai bien peur qu'il n'y ait pas beaucoup de solutions de ce côté-là mais au moins parlons-en.

Au final, les participants réunis appellent généralement à une meilleure connaissance des autochtones et plus encore à davantage d'intégration de ceux-ci dans le système politique. Plusieurs citoyens pensent que le gouvernement fédéral a failli dans cette mission et que le gouvernement du Québec pourrait conduire une politique plus favorable aux autochtones. Cependant, il convient de mentionner que l'action de ce dernier au cours des trois dernières décennies a été perçue, par les Premières nations, comme voulant limiter leur autonomie, voire même une tentative de recolonisation[682]. Plus généralement, « although improved and now more open to the 'Other,' the Québec nationalist platform continues to appear threatening, indeed unacceptable, to Indigenous peoples. In fact, it challenges their own nationalism, their own desire for sovereignty »[683].

[682] Alfred Taiaiake, « Sur le rétablissement du respect entre les peuples kanien'kehaka et québécois », *Arguments* 2, n°2 (2000).
[683] Salée, « The Québec State and Indigenous Peoples », 107.

3. La perception de l'autre : synthèse

Si tous les participants estiment qu'il existe une grande méconnaissance mutuelle entre les Québécois et les autres provinces, ils ne partagent pas le même point de vue sur les différences entre les deux communautés. Trois positions se dégagent sur ce sujet (Tableau 6.8).

Tableau 6.8 La perception de l'autre : synthèse

Position A	Position B	Position C
Méconnaissance mutuelle		
Différences entre le Québec et les autres provinces mais ces différences ne sont pas exclusives au Québec car elles sont liées à la taille et à la diversité du pays	*Différences entre le Québec et le reste du Canada*	*Réelles différences entre le Québec et le reste du Canada ; Québec véritablement distinct du reste du Canada*
Ces différences ne doivent pas être prises en compte par le fédéralisme canadien	*Le fédéralisme canadien a intégré les spécificités québécoises*	*Le fédéralisme canadien n'a pas intégré les spécificités québécoises*

Premièrement, il y a ceux qui estiment que les différences entre le Québec et les autres provinces canadiennes résultent de la diversité intrinsèque du pays en raison de sa taille. Pour ces participants (par exemple, Y7 et V3), les spécificités québécoises ne doivent donc pas être prises en compte par le fédéralisme canadien d'une façon particulière, autre que par l'existence du système fédéral lui-même. Deuxièmement, il y a ceux qui par contre voient de véritables différences entre le Québec et le reste du Canada. On peut classer le participant W3 dans cette catégorie. Troisièmement, il y a ceux qui, comme V1 et W4, vont un pas plus loin en considérant le Québec comme radicalement distinct du Canada.

Cette opposition fait rage entre les participants mais également dans les cénacles politiques et académiques ; sur une telle question, les deux tendent à s'entremêler. S'inscrivant dans une veine fédéraliste, Jean LECLAIR appelle à la répudiation du mythe de la différence québécoise « radicale » et encourage les Québécois à mener une action proactive dans « cet État fédéral qu'ils ont largement contribué à construire et à gouverner »[684]. Les participants qui s'inscrivent dans cette position soulignent d'ailleurs que le fédéralisme canadien s'est amélioré grâce à l'apport des Québécois et à l'intégration de leurs spécificités. À l'inverse, les membres du troisième groupe estiment justement que le fédéralisme canadien s'est révélé incapable d'accommoder la distinction québécoise. Cette

[684] Jean Leclair, « Vers une pensée politique fédérale : La répudiation du mythe de la différence québécoise "radicale" », in *Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise*, André Pratte (dir.) (Montréal : Les Éditions Voix parallèles, 2007), 78.

vision est habilement résumée dans la conclusion du livre d'Eugénie BROUILLET au titre évocateur, *La négation de la nation* : les Québécois doivent savoir, précise-t-elle, que

> […] le régime fédératif canadien a emprunté une voie d'évolution résolument centralisatrice, au point où l'ensemble des pouvoirs législatifs du Québec, au nom de l'intérêt national, peuvent être amenuisés par la volonté du Parlement fédéral et de la Cour suprême du Canada ; et […] que l'issue ultime d'une telle évolution peut consister en la complète dissolution de l'identité culturelle québécoise dans l'identité canadienne[685].

En termes de changements ou non suite à la participation au panel, on retrouve une même stabilité que pour les identités et les sentiments d'appartenance. Ici aussi les opinions des Québécois sur le reste du Canada, plus particulièrement, semblent bien ancrées et un – court – processus de délibération tel que celui proposé dans le cadre de cette recherche n'influence guère ces perceptions. Finalement, au vu de ces différences persistantes en termes de perceptions, à la fois sur cette dimension et sur les autres analysées ci-dessus, on ne sera guère surpris de découvrir, dans la partie suivante, des préférences pour l'avenir du Québec – très – dissonantes au sein du panel québécois. Ce faisant, l'objectif de cette recherche est de comprendre l'articulation des perceptions et des préférences chez les citoyens.

IV. Les préférences fédérales des citoyens québécois

Après ce tour d'horizon des perceptions des participants au panel citoyen québécois, il convient de poursuivre notre cheminement analytique et de nous tourner vers leurs préférences pour l'avenir du Québec. On s'en doutera, les résultats de l'assemblée de Kingston et celles de Montréal diffèrent sensiblement, en raison des contextes politiques propres à l'Ontario et au Québec. À Kingston, l'opposition dominante voyait d'une part les tenants du renforcement du gouvernement fédéral et d'autre part les partisans du système fédéral actuel. Par contraste, au-delà de la division classique entre fédéralistes et souverainistes, les participants montréalais sont divisés en plusieurs groupes selon leurs préférences pour l'avenir du Québec. C'est l'objet de cette partie que d'étudier ces différentes préférences.

A. Fédéralistes contre souverainistes

S'il est une division transcendant la vie politique québécoise, c'est l'opposition entre les fédéralistes et les souverainistes depuis la montée en puissance du nationalisme

[685] Eugénie Brouillet, *La Négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien*, Cahiers des Amériques (Sillery : Septentrion, 2005), 384.

québécois et du nationalisme canadien à partir des années 1960. La situation peut se résumer avec les mots de Charles TAYLOR comme suit : « while one side [les souverainistes] would claim that Quebecers can only resolve their paralyzing ambiguity and regain their true identity by founding a new and independent country, the other [les fédéralistes] would riposte by laying narrow-mindedness and exclusion squarely at the door of nationalism itself, denying its value as a basis for identity »[686]. À deux reprises, les citoyens ont dû se prononcer sur la souveraineté du Québec. Ni en 1980, ni en 1995, une majorité ne s'est dégagée en faveur du Oui, sans pour autant résoudre le différend[687]. Quinze ans après le deuxième référendum, les débats restent toujours vifs[688].

Les raisons de l'appui à la souveraineté ont été largement explorées, selon de nombreux points de vue – philosophiques[689], sociologiques[690], historiques[691], politiques[692], économiques[693], psychologiques[694], voire même méthodologiques[695] – et parmi différents groupes – les francophones[696], les jeunes[697], les femmes[698], les nouveaux Québécois[699], les

686 Dans la préface du livre Maclure, *Quebec Identity. The Challenge of Pluralism*, vii.

687 Gagnon et Hérivault, « La reconnaissance irrésolue du Québec ».

688 Pour ne prendre qu'un seul exemple, on pourra suivre un échange récent de correspondances sur ce sujet entre un Québécois fédéraliste, André PRATTE, et un Québécois souverainiste, Joseph FACAL : Joseph Facal et André Pratte, *Qui a raison? Lettres sur l'avenir du Québec* (Montréal : Boréal, 2008).

689 Par exemple, Charles Taylor, « Why do nations have to become states? », in *Reconciling the solitudes : essays on Canadian federalism and nationalism*, Charles Taylor et Guy Laforest (dir.) (Montréal ; Buffalo : McGill-Queen's University Press, 1993).

690 Richard Nadeau, « Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990 », *Recherches sociographiques* 33, n°1 (1992) ; Gagné et Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec* ; Durand, « À qui la faute ? Le référendum dix ans après » ; Gagné et Langlois, « L'appui à la souveraineté du Québec, dix ans après le référendum de 1995 ».

691 Cloutier *et al.*, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960* ; Dumont, *Raisons communes*.

692 Par exemple, Maurice Pinard *et al.* (dir.), *Un combat inachevé* (Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1997). Voyez également les références citées ci-dessous étudiant l'appui à la souveraineté parmi les différents groupes.

693 Maurice Pinard et Richard Hamilton, « Motivational Dimensions in the Quebec Independence Movement : A Test of a New Model », in *Research in Social Movements, Conflict and Change*, Kurt Lang et Gladys E. Lang (dir.) (Greenwich : JAI Press, 1986) ; Pierre Martin, « Générations politiques, rationalité économique et appui à la souveraineté au Québec », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 27, n°2 (1994) ; Richard Nadeau *et al.*, « Attitude towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty », *British Journal of Political Science* 29, n°3 (1999) ; Pierre Martin et Richard Nadeau, « Understanding Opinion Formation on Quebec Sovereignty », in *Citizen Politics : Research and Theory in Canadian Political Behaviour*, Joanna Everitt et Brenda O'Neill (dir.) (Don Mills : Oxford University Press, 2002).

694 Paul Howe, « Rationality and Sovereignty Support in Quebec », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 31, n°1 (1998) ; Matthew Mendelsohn, « Rational Choice and Socio-Psychological Explanation for Opinion on Quebec Sovereignty », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 36, n°3 (2003).

695 François Yale, « L'évolution de l'appui à la souveraineté du Québec : effets de la formulation de la question et effets de contexte » (Université de Montréal, 2008) ; François Yale et Claire Durand, « L'appui à la souveraineté du Québec : effets de formulation de la question et effets de contexte », in *Méthodes de sondage*, Philippe Guilbert *et al.* (dir.) (Paris : Dunod, 2008).

696 André Blais et Richard Nadeau, « L'appui au Parti québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 », in *Le comportement électoral au Québec*, Jean Crête (dir.) (Chicoutimi : Gaëtan Morin, 1984) ; André Blais et Richard

artistes[700], les « pauvres » et les « riches »[701], notamment. De ces nombreuses études, émergent trois modèles théoriques d'explication de l'appui à la souveraineté : le modèle sociodémographique, le modèle sociopsychologique et le modèle des coûts-bénéfices.

Le premier modèle fonde son explication sur les caractéristiques sociodémographiques des individus[702]. Dans leur livre principal, Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS mettent en évidence, sur base d'une typologie, que certains groupes de la population québécoise sont plus susceptibles d'appuyer le projet souverainiste. Ce sont, selon eux, les francophones, les 18-54 ans, les étudiants et les actifs gagnant 20.000 dollars et plus[703]. Le modèle sociopsychologique, quant à lui, propose une argumentation en termes identitaires : c'est l'attachement au Québec – et plus particulièrement « le passage d'une identité nationale canadienne-française à une identité québécoise »[704] – et l'érosion du sentiment d'appartenance au Canada qui expliquent l'appui souverainiste[705]. L'attachement à certaines valeurs, notamment celles dites postmatérialistes[706], contribue également au

Nadeau, « La clientèle du OUI », in *Le comportement électoral au Québec*, Jean Crête (dir.) (Chicoutimi : Gaëtan Morin, 1984) ; Blais et Nadeau, « To Be or Not to Be Sovereignist : Quebeckers' Perennial Dilemma ».

697 Gilles Gagné et Simon Langlois, « Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant », in *L'annuaire du Québec*, Michel Venne (dir.) (Montréal : Éditions Fides, 2006) ; Bélanger et Perrella, « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones ».

698 Guy Lachapelle, « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage », *Politique et Sociétés* 17, n°1-2 (1998).

699 Micheline Labelle *et al.*, « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration : de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés », *Cahiers de recherche sociologique* 25 (1995) ; Nathalie Lavoie et Pierre Serré, « Du vote bloc au vote social : le cas des citoyens issus de l'immigration de Montréal, 1995-1996 », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 35, n°1 (2002) ; Jack Jedwab, « "L'âge et les votes ethniques" : la jeunesse, ses origines et l'avenir du Québec », in *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), Prisme (Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008).

700 Alexandre Brassard Desjardins, « Participation politique et mobilisation nationale chez les artistes québécois », *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008).

701 Maurice Pinard et Richard Hamilton, « The Class Bases of the Quebec Independence Movement : Conjectures and Evidence », *Ethnic and Racial Studies* 7, n°1 (1984) ; Nadeau *et al.*, « Attitude towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty ».

702 Voyez, par exemple, Pinard et Hamilton, « The Class Bases of the Quebec Independence Movement : Conjectures and Evidence » ; Hubert Guindon, *Quebec Society : Tradition, Modernity, and Nationhood* (Toronto : University of Toronto Press, 1988).

703 Gagné et Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, 30.

704 Bélanger et Perrella, « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones » : 24.

705 Maurice Pinard, « Les fluctuations du mouvement indépendantiste depuis 1980 », in *Un combat inachevé*, Maurice Pinard *et al.* (dir.) (Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1997).

706 Ronald Inglehart, « The Silent Revolution in Europe : Intergenerational Change in Post-Industrial Societies », *The American Political Science Review* 65, n°4 (1971) ; Ronald Inglehart, *The silent revolution : Changing values and political styles among Western publics* (Princeton : Princeton University Press, 1977) ; Ronald Inglehart, *Culture Shift in Advanced Industrial Society* (Princeton : Princeton University Press, 1990) ; Inglehart, *Modernization and postmodernization : Cultural, economic and political change in 43 societies* ; Ronald F. Inglehart, « Changing Values among Western Publics from 1970 to 2006 », *West European Politics* 31, n°1 (2008). La théorie du postmatérialisme Ronald INGLEHART a été appliquée au cas canadien par Herman BAKVIS et Neil NEVITTE :

soutien du projet souverainiste, et plus particulièrement chez les jeunes qui imaginent une meilleure protection de l'environnement dans l'hypothèse d'un Québec souverain[707]. Enfin, le dernier modèle, comme son nom l'indique, repose sur une analyse des coûts – par rapport à la situation actuelle – et des bénéfices liés à la souveraineté du Québec[708]. Trois éléments entrent dans la balance de ce modèle : l'économique – la viabilité d'un Québec souverain –, le culturel et le linguistique – la protection du français et de la culture francophone – et le politique – la rupture avec le système fédéral actuel.

Notre recherche n'a pas pour vocation de tester ces différents modèles ; les données ne le permettraient de toute façon pas. Ce qui peut par contre être réalisé utilement, c'est d'analyser les données recueillies à Montréal avec ses différentes explications en toile de fond et surtout dépasser ce débat dichotomique afin de mieux appréhender la diversité des préférences qu'elles soient fédérales ou non. Il existe, en effet, bien plus de préférences que les seules souverainiste et fédéraliste, même si ce débat peut constituer un bon point d'entrée.

1. Oui ou Non ?

Élément rare, voire exceptionnel, dans l'histoire des démocraties occidentales, le Québec a connu deux référendums posant plus ou moins clairement aux Québécois la question de leur avenir, avec ou sans le Canada. La loi référendaire québécoise[709] structure le débat entre deux camps : les partisans du Oui, d'une part, et les partisans du Non, d'autre part. À l'heure actuelle, les sondages mesurent encore régulièrement le niveau d'appui à la souveraineté. C'est pourquoi dans notre questionnaire, nous avons posé la question classique[710] : « Si un référendum avait lieu aujourd'hui vous demandant si vous voulez que le Québec devienne un pays souverain, voteriez-vous Oui ou voteriez-vous Non ? ». Sans

Herman Bakvis et Neil Nevitte, « In Pursuit of Postbourgeois Man : Postmaterialism and Intergenerational Change in Canada », *Comparative Political Studies* 20, n°3 (1987).

[707] Scott Piroth, « Generational Replacement, Value Shifts, and Support for a Sovereign Quebec », *Québec Studies* 37 (2004).

[708] André Blais *et al.*, « Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec : une analyse prospective et comparative », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 28, n°4 (1995) ; Richard Nadeau et Christopher J. Fleury, « Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 28, n°1 (1995).

[709] C'est la loi qui avait été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en vue du référendum de 1980. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, c'est surtout en matière de dépenses que la loi intervient. Elle prévoit que toutes les dépenses doivent être autorisées et comptabilisées par les comités du Oui et du Non avec un plafond maximum pour chaque camp qui s'élevait en 1995 à cinq millions de dollars.

[710] Depuis 2006, la question posée par la maison de sondages Léger Marketing, qui a réalisé le plus grand nombre d'enquêtes sur ce sujet, ne fait plus mention d'une souveraineté-partenariat.

que ces résultats soient généralisables à l'ensemble de la population[711], ils révèlent que le panel réuni à Montréal comptait, en T2, 14 personnes en faveur de la souveraineté et 10 en défaveur[712]. Dans le cadre de cette recherche, ce n'est pas tant la distribution des résultats qui nous intéresse mais les raisons derrière ces choix. En analysant les discussions en focus groupes ainsi qu'une double question ouverte du questionnaire, il est possible d'étudier les facteurs influençant l'appui à la souveraineté ou, à l'inverse, son rejet, en gardant à l'esprit les différentes théories explicatives.

2. Les raisons de l'appui ou du rejet de la souveraineté

Afin de saisir les raisons de l'appui ou du rejet de la souveraineté chez les participants du panel, une double question ouverte leur a été posée dans le questionnaire : « Selon vous, quel serait le plus grand avantage pour le Québec de devenir un pays souverain ? » et « Selon vous, quel est le plus grand avantage pour le Québec de rester dans la fédération canadienne ? ». Croisée avec la question classique sur l'appui de la souveraineté que nous venons d'évoquer, les résultats éclairent cette thématique. De nombreux arguments en faveur de la souveraineté et du maintien dans la fédération canadienne peuvent être identifiés. Le choix de ceux-ci peut ensuite être lu au regard de la réponse donnée par chaque participant à la question classique d'appui ou de rejet de la souveraineté. Ces différents arguments peuvent enfin être regroupés sous les catégories plus générales que sont les arguments de type politique, économique, politique étrangère, culturel et identitaire, autre et l'absence de réponse.

À des fins analytiques, les Tableaux 6.9a et 6.9b classent ces différents types d'arguments[713], pour un Québec souverain et pour un Québec dans la fédération canadienne respectivement, selon la catégorie à laquelle ils se rattachent et en fonction de l'appui ou non à la souveraineté. Cette présentation offre une lecture plus claire des raisons derrière le choix de devenir un pays ou de rester dans la fédération canadienne.

711 Pour l'instant, l'appui à la souveraineté tourne autour des 40 % ; depuis 1995, les intentions de vote référendaire en faveur du oui ont fluctué entre 54 % et 39 %, voyez Léger Marketing, « Intentions de vote référendaire au Québec », (Montréal : Léger Marketing, 2009).

712 En T1, il y avait 13 personnes en faveur du Oui et 10 en faveur du Non – la dernière personne n'ayant pas répondu.

713 Les arguments ont été retranscrits intégralement, sans aucune correction de notre part.

Tableau 6.9a Le plus grand avantage de devenir un pays et de rester dans la fédération : classé selon le type d'arguments pour devenir un pays souverain et en fonction de l'appui à la souveraineté

	Souveraineté ? T1	T2	*Le plus grand avantage pour le Québec de devenir un pays souverain*	*Le plus grand avantage pour le Québec de rester dans la fédération canadienne*
			Arguments de type "politique"	
Y1	Oui	Oui	Mettre fin aux chevauchements de compétences	Équilibre politique assuré par la Charte
Y3	Oui	Oui	Liberté politique complète: voter toutes ses lois/percevoir tous les impôts	Certaine sécurité économique
Z1	Oui	Oui	Désinfantiliser notre politique. Prendre ses responsabilités	Vivre de subventions venant du pétrole albertain
Z2	Oui	Oui	Pour gérer ses libertés et droits	Il y en a pas pour la + grande partie de la population
Z3	Oui	Oui	Autodétermination en tant qu'État	Aucun a priori
W2	Non	Oui	Prendre en charge son destin	Stabilité
V3	Non	Non	Passer enfin à autre chose. Le débat sur la souveraineté est un facteur d'immobilité	Traitement de faveur par rapport aux autres provinces
V5	Non	Non	Commencer à s'attaquer à d'autres problèmes	Ça renforce leur unité par opposition aux anglophones (la "culture du bloc")
			Arguments de type "culturel/identitaire"	
V2	Oui	Oui	Préservation culturelle	Économique
W3	Oui	Oui	Renforcer le fait français. Et pouvoir s'épanouir en créativiter	
Y5	Oui	Oui	Avoir notre propre langue	L'économie
W4	Non	Oui	Un plus grand rayonnement de sa culture distincte	Offre une plus grande force commerciale
X2	Non	Non	Sentiment de fierté collectif	Partage du risque et de la richesse
Y2	Non	Non	Défendre/préserver le fait français/francophone	Jouer de la taille continentale du pays
Z7	Non	Non	Sauvegarde du français	Économie
			Arguments de type "politique étrangère"	
V1	Oui	Oui	Agir en tant que puissance internationale	Une protection économique contre les grandes crises
W1	Oui	Oui	Choisir ses partenaires	Ses relations avec les pays étrangers
V4	Oui	Non	Une place propre à l'internationale	L'image d'une société ouverte à la différence
			Arguments de type "économique"	
X3	Oui	Oui	Gestion de notre développement économique	Ressource naturelle

X4	Non	Non	Contrôle totale des revenues et dépenses	Profitable sur le plan économique et des relations internationales
Autres arguments				
X1	Oui	Oui	L'hydroélectricité, l'immigration	Aucun
Absence d'arguments				
Y4	Non	Non	Je ne trouve pas d'intérêt	Reconnaissance mondiale. Soutien économique
Y7	Non	Non	Aucun	Profiter de l'essor national et les richesses du ROC
Z4		Non	Sans réponse	Sans réponse

Le Tableau 6.9a révèle que ce sont les arguments de type politique et de type culturel et identitaire qui animent le désir de devenir un pays. Parmi les arguments du premier type et surtout chez les partisans du Oui, c'est véritablement l'idée d'être maître de son destin qui prédomine. Par contraste, les arguments de type politique soulevés par les deux partisans du Non témoignent d'une autre volonté : celle d'en finir avec le débat sur la souveraineté. « Est-ce que ce débat sera un jour clos ? » constitue une question récurrente qui transcende les discussions en petits groupes comme celle-ci du groupe V, enregistrée dans la seconde période :

> V3 : *Je trouve qu'un problème du fédéralisme par rapport à d'autres systèmes, c'est justement de ne jamais clore le débat.* Et ceci que ce soit le débat sur la souveraineté éventuelle ou sur la responsabilité, les budgets... Il y a toujours ce débat sur qui devrait faire quoi. Je trouve que c'est une perte de temps et d'énergie formidable. Je comprends l'importance d'avoir un débat. Mais débattre constamment sur cela, il me semble qu'après des décennies, cela devient problématique. […] Finalement, personne n'est jamais vraiment satisfait. Cela me parait être le problème fondamental avec le fédéralisme.
> […]
> A : Y a-t-il parmi les autres participants un sentiment similaire, à savoir qu'il y a des débats qui n'en finissent pas?
> V2 : Ce n'est pas une opinion, c'est une réalité. On est là depuis le début. Les débats, on les a vus naître et on a vu comment ils ont commencé, et ils ne finissent jamais. Nos enfants ne les finiront probablement même pas... Alors c'est vrai que cela continue toujours. On a cru que ça y était quelques fois, mais ça s'est jamais fini.
> […]
> V4 : *Surtout qu'avec des résultats tels que ceux qu'on avait eus, peu importe que quelqu'un gagne, il y a à peu près la moitié du monde qui a perdu qui va continuer à râler et ne va pas être content.* Donc il y a toujours à peu près la moitié de la population qui continue de vouloir débattre. Et même si elle accepte la décision du vainqueur, la génération d'après va dire : « Nous on est une nouvelle génération » et elle ne prendra peut-être pas la même décision. […]
> V3 : […] le référendum c'était il y a douze, treize ans, il va être temps de changer. Il y a aussi le sentiment revanchard, et alors on ne s'arrête plus. Et pendant ce temps-là, il y a des enjeux qui ne sont pas vraiment traités.
> V4 : Même si le Oui avait gagné, ce n'est pas sûr que la question serait réglée.

Un peu plus tard dans le discussion, les échanges de ce groupe touchent directement aux arguments de nature politique derrière la souveraineté du Québec. Les

participants V1 et V3 s'affrontent sur l'impact politique réel de l'éventuelle souveraineté du Québec. Alors que le participant V3 suggère de « changer les choses de l'intérieur, l'intérieur étant le Canada » plutôt que « d'essayer de faire cela dans son coin », la participante V1 rétorque « qu'il n'est pas intéressant d'être minorisé, infantilisé et de ne pas être adulte politiquement » et que se séparer du Canada signifierait pouvoir décider souverainement.

V3 : *Je me dis que finalement, autant changer les choses de l'intérieur, l'intérieur étant le Canada et d'avoir l'oreille d'Ottawa sur certains, pas mal de sujets d'ailleurs, plutôt que d'essayer de faire cela dans son coin, souverain certes mais sans vraiment beaucoup de pouvoir* […]
V1 : Ce n'est pas ça que je dis.
V3 : Quand je vous demande ce qu'il se serait passé, quelles choses auraient étés différentes depuis 28 ans si le Québec était devenu souverain, *je crois que la réponse est que très peu de choses auraient étés différentes, des choses infimes qui finalement auraient changé la vie de finalement personne* si ce n'est la vie de ses malheureux soldats de Val Quartier qui ont en effet étés tués.
V1 : Je n'ai pas dit que j'aurais souhaité que le Québec n'aille pas en Afghanistan. Je n'ai pas dit cela. J'ai dit qu'il n'y a pas eu de décision.
V3 : La question est à quoi bon la souveraineté ?
V1 : *En gros, je vous dis qu'il n'est pas intéressant d'être minorisé, infantilisé et de ne pas être adulte politiquement, c'est ça que je veux dire.*
V3 : *Ici, vous êtes adultes politiquement, vous êtes adultes avec d'autres.*
V1 : *Non, le pouvoir de décider n'est pas souverain. Ce n'est pas rien.*
V3 : Ici, le pouvoir de décider et de contrôle sur les Québécois et sur d'autres. Il est partagé.
V1 : *Si ce qui ce décide à Ottawa c'est contre tout ce que vous pensez. Toutes les décisions sont prises au contraire de ce que vous voulez. S'il y a la peine de mort, si tout ce qui se fait comme loi, l'abandon des accords de Kyoto, si toutes les décisions fédérales sont à l'envers de ce que vous auriez voulu qu'elles soient, à un moment donné, vous devenez, vous vous dites si cela n'existait pas, on pourrait peut-être faire quelque chose.*
V3 : *Je me dis heureusement qu'il y a le Québec progressiste pour faire avancer certains débats à Ottawa.* Heureusement que le Québec est là présent au sein du Canada.
V1 : *Ça ne m'intéresse pas de faire l'éducation des Canadiens.*
V3 : *Dans votre coin, vous n'avez rien changé.*

En toile de fond de cette discussion se trouve l'argument du nombre, en défaveur du Québec. Plus particulièrement, ce sont certaines thématiques qui distinguent le Québec et le reste du Canada. On trouve au premier chef l'environnement, d'une part, avec un grand attachement des Québécois au respect du protocole de Kyoto, et la politique étrangère, d'autre part, cristallisée par la décision du gouvernement fédéral d'envoyer des troupes en Afghanistan, sans le soutien d'une majorité des Québécois.

V4 : […] si Ottawa se met à couper Kyoto, couper cela, couper ceci. Peut-être que maintenant, on va ré-envisager de se séparer parce que on n'est pas d'accord.
V3 : Et pourquoi pas essayer de convaincre plutôt que de dire on n'est pas d'accord.
V4 : On peut essayer de convaincre sauf que s'il y a 9 contre 1, je ne dis pas que c'est le cas, mais dans une situation ou tu as 9 contre 1, parce que là, Kyoto, il y a plus d'opposition que 9 contre 1 mais si on était dans une situation ou c'est 9 contre 1 pour une raison quelconque. Il y a une nouvelle guerre qui part et le Canada se sent obligé d'y aller et le Québec ne veut pas y aller. Ensuite, il y a quelque chose d'autre, le Québec se sent obligé d'y intervenir et pas

le Canada, si cela arrive à répétition, à un moment donné, en effet, il y aurait trop de dissension pour qu'il y ait une discussion.
V1 : C'est comme cela que ça a commencé, ça est né comme cela.
<Brouhaha>

À côté de l'aspect politique de ces arguments, on retrouve également une forte composante identitaire lorsque ces thématiques sont abordées. En effet, la distinction québécoise constitue la toile de fond des débats politiques, que cela soit à propos de l'environnement ou à propos de la politique étrangère. Les Québécois, parce qu'ils sont clairement minoritaires dans la dynamique fédérale canadienne, ressentent d'autant plus leur caractère distinct. Dans ce contexte, on comprend pourquoi certains participants souhaitent la souveraineté du Québec pour des raisons culturelles et identitaires. L'appui à la souveraineté chez les participants du panel citoyen repose donc sur la combinaison d'arguments de type politique – être maître de son destin (et donc ne plus être minorisé face aux autres provinces) – et d'arguments de type culturel et identitaire – la protection de la langue et de la culture. Comme nous l'avons signalé, l'environnement symbolise cette position en faveur de la souveraineté. C'est parce que les Québécois souhaitent une meilleure protection de l'environnement – distinction culturelle et identitaire québécoise face au reste du Canada – et qu'ils ne peuvent avancer sur ce sujet en raison des réticences des autres partenaires de la fédération – dimension politique – que certains souhaitent que le Québec devienne un pays.

A : La question suivante ce serait si le Québec devenait un pays, qu'est-ce qui changerait ?
W3 : Oui, sûrement si le Québec deviendrait souverain, *un des gros points ça sera la langue*. C'est une des premières choses et puis être le meneur au Québec. *Au côté aussi de l'environnement, je pense que le Québec a des bonnes idées pour l'environnement, je pense que c'est même une des provinces qui protègent le plus au Canada au niveau environnemental.* Et je crois qu'on a fait déjà beaucoup comparativement... j'étais allé aux États-unis il y a pas longtemps, l'environnement n'est pas tellement fort. Au Québec on est déjà un pas en avant et je peux pas parler pour le reste du Canada mais je pense pas qu'ils en font autant que nous.
[…]
W4 : Je pense qu'au *niveau environnemental oui, on a quand même beaucoup de technologie, plein de projets et d'initiatives qui rendent dans ce sens là.* Maintenant, peut-être que le Québec souverain pourrait aider à enfin aller de l'avant avec ça. *La langue française, je pense que c'est ce qui nous caractérise au Québec, quand on pense Québec, on pense français, francophone donc c'est sûr que... On aurait pas disons à prouver quoi que se soit, à se battre pour notre langue, ça serait la langue du pays.*

Cependant, parmi les partisans de la souveraineté, tous ne croient pas que celle-ci changerait la situation linguistique des francophones au sein du Québec et dans ses rapports avec le reste du continent. La participante W1 exprime ainsi ses réticences :

W1 : *Moi je suis pas sûre que la souveraineté change, on serait quand même toujours dans un océan d'anglophones.* Et puis, je pense que les USA à côté avec leur pouvoir économique, l'envie d'échanger commercialement avec eux... On va quand même toujours devoir apprendre l'anglais et l'anglais va toujours être omniprésent dans le Québec, qu'il soit souverain ou pas.

> Il va quand même toujours même si le Québec devient souverain avoir un enseignement anglais et enseignement français parce qu'on ne va pas mettre les anglophones ici dehors pour la cause parce qu'on est souverain. Ils sont Québécois quand même. Alors l'immigration, le Québec choisit déjà son immigration et choisit une immigration francophone, reste que le nombre de candidats francophones est inférieur au nombre de candidats allophones. Alors, bon c'est sûr que peut-être l'allophone qui arrive ici, si c'est vraiment un pays francophone, il va faire plus d'efforts si la communauté anglophone diminue. Mais est-ce qu'elle va réellement diminuer en étant souverain, ça c'est encore une autre question. Par contre, pour l'écologie oui ça pourrait peut-être faire plus d'effets si on décide de mettre plus d'argent dans tout ce qui est vert par rapport au reste s'il peut une fois que l'avenir politique du Québec se stabilise. *Qu'il y ait moins ce clivage politique entre les souverainistes et les fédéralistes parce qu'en gros c'est toujours un peu ce discours-là qu'on entend.* Les péquistes et les libéraux aux élections, ce qui fait que les autres partis, comme les partis verts, etc. sont un peu minoritaires et en dehors du débat. Pour ça, je pense en effet qu'il y aurait d'autres tendances politiques qui pourraient s'exprimer et pourquoi pas les écologistes ?

Si l'on se tourne vers les arguments de type économique, on les retrouve plus particulièrement dans les raisons qui expliquent le souhait de rester dans la fédération canadienne. Le Tableau 6.9b montre ainsi que pour 12 participants le plus grand avantage pour le Québec de ne pas se séparer du Canada réside dans un argument économique. D'autres arguments dont la nature est multiple, comme la stabilité ou le « traitement de faveur par rapport aux autres provinces », comporte un élément économique plus ou moins important. En outre cet argument est aussi bien porté par les partisans du Non que par les partisans du Oui. En d'autres termes, la première raison pour les Québécois qui souhaitent rester dans la fédération canadienne se fonde sur l'argument économique tandis que pour ceux qui désirent se séparer il constitue un frein à la souveraineté. Ainsi, malgré les dissensions, les Québécois, de tout bord, s'accordent sur l'importance de ce facteur.

Tableau 6.9b Le plus grand avantage de devenir un pays et de rester dans la fédération : classé selon le type d'arguments pour rester dans la fédération et en fonction de l'appui à la souveraineté

	Souveraineté ?		*Le plus grand avantage pour le Québec de devenir un pays souverain*	*Le plus grand avantage pour le Québec de rester dans la fédération canadienne*
	T1	T2		
Arguments de type "économique"				
X2	Non	Non	Sentiment de fierté collectif	Partage du risque et de la richesse
X4	Non	Non	Contrôle totale des revenues et dépenses	Profitable sur le plan économique et des relations internationales
Y2	Non	Non	Défendre/préserver le fait français/francophone	Jouer de la taille continentale du pays
Y7	Non	Non	Aucun	Profiter de l'essor national et les richesses du ROC
Z7	Non	Non	Sauvegarde du français	Économie
W4	Non	Oui	Un plus grand rayonnement de sa culture distincte	Offre une plus grande force commerciale

V1	Oui	Oui	Agir en tant que puissance internationale	Une protection économique contre les grandes crises
V2	Oui	Oui	Préservation culturelle	Économique
X3	Oui	Oui	Gestion de notre développement économique	Ressource naturelle
Y3	Oui	Oui	Liberté politique complète: voter toutes ses lois/percevoir tous les impôts	Certaine sécurité économique
Z1	Oui	Oui	Désinfantiliser notre politique. Prendre ses responsabilités	Vivre de subventions venant du pétrole albertain
Y5	Oui	Oui	Avoir notre propre langue	L'économie
			Arguments de type "politique"	
V3	Non	Non	Passer enfin à autre chose. Le débat sur la souveraineté est un facteur d'immobilité	Traitement de faveur par rapport aux autres provinces
V5	Non	Non	Commencer à s'attaquer à d'autres problèmes	Ça renforce leur unité par opposition aux anglophones (la "culture du bloc")
Y1	Oui	Oui	Mettre fin aux chevauchements de compétences	Équilibre politique assuré par la Charte
			Arguments de type "politique étrangère"	
Y4	Non	Non	Je ne trouve pas d'intérêt	Reconnaissance mondiale. Soutien économique
W1	Oui	Oui	Choisir ses partenaires	Ses relations avec les pays étrangers
			Arguments de type "culturel/identitaire"	
V4	Oui	Non	Une place propre à l'internationale	L'image d'une société ouverte à la différence
			Arguments de type "politique étrangère"	
Y4	Non	Non	Je ne trouve pas d'intérêt	Reconnaissance mondiale. Soutien économique
W1	Oui	Oui	Choisir ses partenaires	Ses relations avec les pays étrangers
			Autres arguments	
W2	Non	Oui	Prendre en charge son destin	Stabilité
			Absence d'arguments	
W3	Oui	Oui	Renforcer le fait français. Et pouvoir s'épanouir en créativiter	
X1	Oui	Oui	L'hydroélectricité, l'immigration	Aucun
Z2	Oui	Oui	Pour gérer ses libertés et droits	Il y en a pas pour la + grande partie de la population
Z3	Oui	Oui	Autodétermination en tant qu'État	Aucun a priori
Z4		Non	Sans réponse	Sans réponse

Au vu du Tableau 6.9b, on ne sera pas surpris de retrouver l'argument économique dans les discussions. La participante V2 et le participant V3 s'opposent sur ce sujet, mais

tous deux s'accordent à poser la question : est-ce que le Québec serait économiquement viable seul ?

> V2 : La situation économique, c'est le confort, l'aisance, la facilité de vie, c'est ça qui fait qu'on ne change jamais, qu'on reste assis comme on est parce qu'on ne veut pas de changement, on est content de ce qu'on a.
> V3 : Je pense aussi que c'est un facteur important. C'est souvent ce qui revient sur la table : est-ce que le Québec serait économiquement plus viable seul ou pas ? Mais à nouveau chacun amène ses experts, fait ses études, et au bout du compte il y a un débat et on n'avance pas. Je m'intéresse au débat depuis assez longtemps, 1995 en réalité. Je n'ai pas l'impression de savoir plus, de savoir si oui ou non le Québec serait plus viable seul ou pas.
> V2 : Qu'est-ce que cela veut dire viable ?

Afin d'explorer cette dimension, la question a été spécifiquement posée aux participants : « Si le Québec devenait un pays, croyez-vous que sa situation économique serait… ». Ils avaient le choix entre pire, à peu près la même, meilleure – et je ne sais pas en T1. Comme sur de nombreux autres indicateurs, les participants au panel sont divisés, quasi-également entre les trois options. Sans surprise, le croisement cet indicateur avec la question classique de l'appui à la souveraineté révèle que l'appui ou le rejet de celle-ci est fortement lié à la vision du futur économique du Québec, confirmant l'importance de ce facteur. Dans les discussions, les trois positions émergent également. Dans l'extrait ci-dessous, la participante W1 estime que la situation économique sera à peu près la même puisque le Québec s'inscrit dans une logique de mondialisation. La participante W4, quant à elle, craint pour l'économie du Québec dans l'hypothèse de la souveraineté car, pour elle, « l'ensemble fait la force ». Le participant W3, à l'inverse, se montre plutôt positif eu égard à l'économie d'un Québec souverain, en raison de sa force économique. Il ajoute que si l'harmonie était parfaite au sein du Canada, il serait préférable de rester à l'intérieur de ce pays mais, à ses yeux, cela ne semble pas être le cas. Enfin, le participant W2 estime qu'à court terme, il y aurait probablement « certaines pertes liées à l'instabilité économique ça c'est clair. Mais à moyen terme et à long terme, [il] pense que le Québec y gagnerait beaucoup ». Il reconnaît cependant que pour atteindre la souveraineté, il y a un pas important à franchir qui incite certains à rester dans le cadre fédéral canadien afin de préserver la stabilité.

> W1 : Je sais pas ce qu'on pourrait vraiment avoir comme intérêt à être souverain lorsqu'on est plutôt rassemblement à l'Europe, aux accords pour un peu de toutes sortes. […] *économiquement, je pense que ça serait pas mal la même chose parce qu'on est quand même dans une logique de mondialisation et on fait pas toujours ce qu'on veut là en tant qu'État on serait pris un peu avec les mêmes partenaires donc il me semble pas qu'il y aurait vraiment de changement important.* […]
> A : Mais c'est quoi l'avantage pour le Québec de rester dans le Canada ?
> […]

W4 : *J'aurais tendance à dire peut être au niveau commercial. L'économie en général. Enfin, moi... c'est que... l'ensemble fait la force là.*
A : Une masse critique économique?
W4 : Je sais pas le Québec seul à quel point au niveau mondial. Je sais pas qu'est-ce que que ça donnerait, *j'aurais tendance à penser que le Québec dans le Canada est plus...*
[…]
W3 : […] *Le Québec pourrait encore se faire d'après moi plus de poids sur la scène internationale et parce que quand même on est économiquement et puis si on prend la superficie et économiquement on pourrait à l'heure actuelle la 27 ou la 28ème puissance mondiale*, c'est pas... *Je suis certain qu'avec ça on pourrait même peser sur la scène internationale.* Déjà, le Québec est des fois reconnus à travers le monde pour la qualité de sa technologie et ses recherches et si pour répondre à ta deuxième question, *si l'harmonie serait parfaite, c'est sûr qu'à l'intérieur du Canada ça ferait une meilleure force de frappe.*
A : Dans quel sens ?
W3 : *International parce que d'après moi plus t'es fort et gros, plus t'as de chances là*, on ne parlerait pas des États-Unis si les États étaient toutes des pays... ils sont tous unis, c'est la plus grosse puissance au monde.
W2 : Bon alors, ce qui est de la souveraineté. […] *économiquement, à court terme, probablement qu'il y aurait certaines pertes liées à l'instabilité économique ça c'est clair. Mais à moyen terme et à long terme, je pense que le Québec y gagnerait beaucoup.* Il suffit de voir les négociations avec l'Europe actuellement, on voit que Charest joue beaucoup, qu'il est beaucoup plus impliqué que le Canada à négocier des accords de libre-échange avec la France que Harper. Donc le Québec est déjà habitué à avoir une présence internationale ça ne pourrait être que mieux et je pense qu'à moyen et long terme, ce serait mieux pour le Québec. Il disposerait de ses ressources, n'aurait pas besoin de demander l'autorisation à Ottawa pour aller forer, chercher le gaz, etc. *Je pense que c'est cela et puis ce qu'il aura gagné à rester dans la confédération. Il a intérêt à court terme qu'il touche des revenus de péréquation*, je ne sais pas, vous savez c'est compliqué de savoir s'il est bénéficiaire ou pas... Tout ça dépend des services qui sont donnés. Mais il doit y rester, *le problème est que pour être souverain, il y a une marche à monter et puis cette marche là, ça fait mal. Donc on a tendance à rester dans la confédération, enfin dans l'État fédéral parce que c'est clair que les premières années, on va en manger quoi... donc c'est la stabilité qui fait que c'est la stabilité que lui apporte le Canada.*
[…]
A : Si je comprends, pour être bien bref, quelle situation du Québec vous auriez tendance à... La souveraineté, ça pourrait à long terme aider le Québec?
W2 : *Comme je dis à moyen et à long terme ça va l'aider.*

On le voit la stabilité est au cœur de l'argumentaire des personnes qui prônent le maintien dans la fédération canadienne. Cette stabilité repose dans deux sources principales : économiques et politiques. Le participant V3 pose ainsi : « pourquoi risquer la chose ? ». En réponse aux souhaits de souveraineté de certains, d'aucuns répliquent avec le proverbe tiré de la fable de LA FONTAINE, *Le petit poisson et le pêcheur*, « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras »[714].

V3 : *Pourquoi risquer la chose ? Je ne comprends pas le besoin.* Si le système était foncièrement mauvais, à différents point de vue, on peut choisir : économique, social, etc. *Mais ce n'est pas un système mauvais.* Le système qui est en place, fédéral, semble fonctionner plutôt bien. Bien sûr, tout ne va pas bien mais de là s'enfoncer à s'entendre chouiner, à essayer un système qui n'a rarement fait ses preuves, enfin qui après avoir fait ses preuves à travers le monde, c'est-

[714] C'est un proverbe souvent mobilisé par les fédéralistes dont André PRATTE dans ses lettres au souverainiste Joseph FACAL : Facal et Pratte, *Qui a raison? Lettres sur l'avenir du Québec.*

à-dire essayer à se désunir, on a vu ce que ça donnait en Europe, ce n'est pas folichon non plus.
V1 : Moi, je suis allé faire une étude en Norvège, qui par référendum s'est séparée de la Suède en 1906 et qui me disait, *arrêtez de parler de petite nation, nous sommes un des peuples les plus riches du monde.*
V3 : À coté de cela, vous avez la Slovaquie.
V1 : Alors ça dépend, ça dépend.

Finalement, deux éléments transcendent l'ensemble de ces échanges, que l'on considère les avantages de devenir un pays ou ceux de rester dans la fédération canadienne. Le premier concerne la politique étrangère[715]. Cet argument est mobilisé par les deux camps et prolonge les arguments de tous les types : politique, économique et même culturel et identitaire. Pour les tenants du maintien au sein de la fédération canadienne, le fédéralisme offre, via le gouvernement fédéral canadien et le nom Canada, une bonne représentation à l'étranger. Hormis l'intervention en Afghanistan, ces personnes sont fières de l'action canadienne sur la scène internationale. Face à eux, et bien que tous ne contestent pas automatiquement l'action internationale du Canada, d'autres participants souhaitent que le Québec puisse être présent, par lui-même, à l'international afin de défendre ses intérêts économiques mais également culturels et linguistiques. Pour ce faire, la seule voie possible réside dans la souveraineté, puisque, malgré quelques avancées comme le siège du Québec à l'Unesco[716], le gouvernement fédéral canadien protège sa prérogative de pouvoir mener, seul, les relations internationales du pays, et donc de ses provinces.

Le second élément est plus diffus. Il s'agit du contexte, du moment. Pour plusieurs partisans – plus âgés – de la souveraineté, l'heure n'est plus à l'indépendance, le *momentum* est passé. La participante V1, souverainiste convaincue de longue date, estime ainsi que c'était en 1980 le moment de la souveraineté pour le Québec. Il y avait alors un véritable idéal, que l'on pourrait qualifier de romantique, qui animait les Québécois – souverainistes – et plus particulièrement les plus jeunes d'entre eux.

V3 : Toujours, j'aurais envie de demander à Madame <V1> qu'est-ce qui aurait changé si le Québec était devenu souverain en 1995. Qu'est-ce qui aurait changé dans le monde ?
V1 : Je ne vais pas répondre au contenu mais je vais vous dire qu'en effet, moi, j'estime que *l'histoire politique me montre qu'il y a des moments pour certains projets et que c'était 1980 ce moment-là pour le Québec.* Au delà de ça...

[715] Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, la représentation des entités fédérées constitue un sujet de discorde dans de nombreuses fédérations. Pour un traitement détaillé, pays par pays de cette problématique, on pourra profiter de Hans Michelmann (dir.), *Foreign Relations in Federal Countries*, A Global Dialogue on Federalism (Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2009).
[716] Pour saisir les enjeux de cette question, on pourra consulter les deux textes de Nelson MICHAUD cités ci-dessus : Nelson Michaud, « Le Québec et le monde : des raisons d'agir ? », *Points de mire*, 29 Novembre 2005 ; Michaud, « L'utilité d'une politique internationale dans un État fédéré : Le cas du Québec ».

V3 : Je vous pose la question car si j'estime me convaincre à nouveau des bienfaits de la souveraineté, j'aurais besoin d'arguments et encore une fois, il y en a très peu...
V1 : C'est un peu tard. On aurait du essayer en 80 au moment où il se passait des choses.
V2 : Mais il n'était pas là !
V1 : *Au moment où il y avait les étudiants qui avaient de l'idéal, qui avaient besoin d'une raison pour faire ce qu'ils avaient à faire. Moi, j'enseignais à cette époque-là, c'était la motivation qu'ils auraient apportée aux gens. Les gens étaient prêts à faire n'importe quoi pour le Québec à cette époque-là.*

Au cœur du mouvement souverainiste, les jeunes francophones Québécois, observent Gilles GAGNÉ et Simon LANGLOIS[717] ainsi que d'autres politologues[718], ont toujours fortement appuyé cette vision de l'avenir du Québec. Aujourd'hui, cependant, un certain nombre d'entre eux semble préférer une vision plus cosmopolite du monde. Dans ce contexte de rejet du patriotisme, ces jeunes Québécois préfèrent dès lors se forger une citoyenneté mondiale et multiple plutôt qu'une identité québécoise forte et exclusive. Le participant V4, un Québécois dans la vingtaine, décrit cette réalité et conclut que la souveraineté du Québec en est devenue, tout simplement, moins pertinente.

V4 à V1 : […] *Le monde a beaucoup changé depuis les référendums, depuis avant, depuis tous ces problèmes là et il y a l'éternel, c'est les médias, le monde est beaucoup moins patriotique, c'est très vrai.* Avec Internet, avec tout, je le vois plus comme une ouverture sur le monde que comme une fermeture et que comme une commercialisation, mais bon. *Comme je disais, le monde est beaucoup moins patriotique. En fait, la majorité des gens que je connais voient le patriotisme comme une mauvaise chose, comme un comportement américain qui équivaut à aller se battre ailleurs.*
[…]
V4 : […] donc dans une vision comme cela, *le sujet de la séparation pour ces gens-là devient complètement superflu parce que...*
V1 : C'est ce que je constate.
V4 : *Pas nécessairement d'un point de vue négatif, pas spécialement d'un point de vue positif, juste parce que le concept n'a plus d'impact et n'a plus d'actualité, plus…*
V1 : Pertinent
V4 : Pertinent, merci, c'est vraiment le mot que je cherchais. *N'est plus pertinent par rapport aux enjeux.*

L'avenir du Québec ne se résume donc pas à un débat, sans fin, entre les souverainistes et les fédéralistes. D'autres positions apparaissent du panel citoyen et révèlent la diversité des préférences. Ces dernières concernent non seulement l'avenir du Québec mais également l'avenir du fédéralisme canadien. L'étude de celles-ci permet de prolonger nos réflexions sur les relations entre les citoyens et le fédéralisme dans leur pays.

[717] Gagné et Langlois, *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec* ; Gagné et Langlois, « Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant » ; Gagné et Langlois, « L'appui à la souveraineté du Québec, dix ans après le référendum de 1995 ».
[718] Par exemple, Bélanger et Perrella, « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones » ; Perrella et Bélanger, « Young Quebec Sovereignists and Attitudes about Canadian Federalism ».

B. L'avenir du Québec et l'avenir du fédéralisme canadien

Si l'idée d'un Québec souverain ne disparaîtra pas de la dynamique fédérale canadienne, sa concrétisation ne se profile cependant pas à l'horizon. Au sein du panel, plusieurs participants souverainistes partagent d'ailleurs ce point de vue. Outre les deux scénarios de la souveraineté (la souveraineté pure et simple et la souveraineté partenariat), il convient donc d'étudier d'autres évolutions. Pour ce faire, comme dans les trois autres terrains, plusieurs scénarios ont été étudiés. Au total, ce sont six scénarios qui ont été proposés et discutés : « Rester une province de la fédération canadienne telle qu'elle est aujourd'hui », « Rester une province de la fédération canadienne avec un pouvoir renforcé pour le gouvernement fédéral », « Rester une province de la fédération canadienne avec un pouvoir renforcé pour les gouvernements provinciaux », « Rester une province de la fédération canadienne avec un changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme une nation », « Devenir un pays souverain accompagné d'une offre de partenariat avec le Canada » et, enfin, « Devenir un pays souverain sans aucun partenariat avec le Canada ».

1. Quatre grandes préférences

Quels enseignements peut-on tirer du corpus de données ? Tout d'abord, rares sont les personnes dont la préférence ne porte que sur un seul scénario. Cependant ce profil existe : ce sont les participants qui sont convaincus de l'importance de la souveraineté du Québec sans aucune forme de partenariat avec le Canada. Certains membres de ce groupe refusent même le scénario de la souveraineté accompagnée d'une offre de partenariat avec le Canada. Dans le jargon politique québécois, ils sont qualifiés d'indépendantistes ou encore de « souverainistes purs et durs » par opposition aux « souverainistes mous ». Les souverainistes durs portent véritablement en eux l'idéal et la volonté que le Québec devienne un pays, indépendamment du contexte ou du moment politiques. Leur mobilisation pour atteindre leur objectif est permanente.

> V1 : Moi je ne pense pas comme ce que j'ai entendu que le régime fédéral canadien a réussi parce que des revendications, on en entendrait plus de ce type et on entendrait pas 61 % du groupe majoritaire au Québec dire avoir voté pour sortir de cette fédération. C'est une majorité 61 % et donc je pense qu'il y a des problèmes pour lesquels je n'ai plus de patience.

Ensuite, trois autres profils se distinguent. À l'opposé du groupe des souverainistes durs, on trouve parmi les participants québécois un groupe de citoyens souhaitant que le Québec reste une province canadienne sans changement, ou alors, un renforcement non pas des pouvoirs provinciaux mais des pouvoirs du gouvernement fédéral. Les deux

extraits suivants illustrent ce point de vue. Le soutien au système actuel trouve son origine dans la perception positive que les participants ont de celui-ci : « pourquoi réparer si pas brisé » faisant écho au « our federal system works well, if it's not broken don't fix it », entendu à Kingston.

> V4 : Moi, sans dire que je suis d'accord avec Trudeau, idéalement, dans un monde idéal, tout le monde s'entendrait et on serait tous unis d'une côte à l'autre.
> V5 : On s'ennuierait.
> V4 : Dans un monde idéal, ce serait ça. Maintenant, c'est peu probable, il y a trop de différence. J'aimerais quand même mettre deux options comme disent... *pourquoi réparer si pas brisé. Je pense que le système qu'on a maintenant fonctionne relativement bien. Le changer, cela pourrait être bien mais cela pourrait être aussi courir après une chose qui finalement ça va être pire et on ne l'avait pas vu venir. Peut-être, peut-être pas. Personnellement, je n'ai aucun problème à rester dans un système comme il est présentement*

> Y4 : *Moi, je souhaite que le statu quo reste tel qu'il est avec plus de présence au niveau international pour le Québec.* Et concernant le mot nation, je pense que si on utilise maintenant ce mot là, reconnaître le Québec comme nation, on joue sur les mots juste pour faire plaisir à une catégorie de gens. Le Québec, c'est le Québec, que ça soit une nation, pays. Le statu quo est le meilleur pour le Québec parce qu'il est entouré d'une force très intéressante.

On peut être surpris de trouver au Québec des citoyens qui prônent une solution d'avenir non seulement fortement attachée au fédéralisme canadien mais surtout au gouvernement fédéral. Il ne faut, toutefois, pas confondre ces citoyens avec ceux qui sont habituellement qualifiés de « fédéralistes ». Ces derniers constituent plutôt le troisième profil ; c'est-à-dire les participants qui désirent un Québec fort dans un Canada uni. Concrètement, ils prônent le maintien dans la fédération canadienne mais avec un pouvoir renforcé pour les gouvernements provinciaux, et plus particulièrement le gouvernement québécois. Cependant, ils refusent catégoriquement l'idée de la souveraineté. Le participant V3 reflète cette position :

> V3 : […] À titre personnel, *je pense que la fédération me convient tout à fait même si je pense qu'une progression vers plus de compétences vers les provinces est peut-être souhaitable.* Un débat qu'il peut y avoir. Je pense que c'est complètement illusoire de songer à une souveraineté. La meilleure preuve c'est que généralement, quand c'est évoqué en 95 une souveraineté d'association, une souveraineté avec toutes les garanties qu'on aimerait conserver. Cela m'a l'air d'être une envie de souveraineté de façade finalement. […]

D'autres participants confirment cette volonté à la décentralisation et estiment, comme W2 et W4, que les provinces vont pouvoir jouer un plus grand rôle. Toutefois, le participant W3 – qui ne peut pas être vu comme un fédéraliste mais plutôt comme un souverainiste mou – modère la possibilité de renforcer les pouvoirs du Québec, car cela signifierait la mise en marche d'un engrenage où chaque province demanderait plus de pouvoirs également.

W2 : Je pense, c'est surtout un espoir ceci dit, mais enfin *je pense que c'est amorcé : les provinces vont jouer un plus grand rôle.* Il y a une tendance à la décentralisation, une diminution du pouvoir fédéral. Et puis, je pense que c'est surtout ça qui apaise les tensions et finalement les provinces sont responsables de tous les services de proximité, de leur propre développement économique. Donc c'est bien normal qu'elle ait des pouvoirs étendus dans ces matières là, donc je pense qu'elles vont prendre plus de pouvoir.
W4 : *Même chose, je pense que les gens vont être plus enclins à voir les provinces plus de pouvoir, je crois qu'on va avoir instinctivement repenser... On va vouloir un rôle plus grand de la part des provinces que le fédéral.*
W3 : Je pense que *si le Québec demande plus de pouvoir, les autres vont demander plus de pouvoir aussi. Ça va tout le temps être cette roue qui tourne.* C'est un peu près tout ce que je peux dire.

Au-delà d'un renforcement des pouvoirs des provinces, un scénario proposait la reconnaissance *constitutionnelle*[719] du Québec comme une nation et plus généralement des changements constitutionnels en faveur de cette province. Ici, même si certains Québécois fédéralistes souhaitent également cette avancée comme la participante Y7 « Moi, j'aimerais bien ça que le Québec adhère à la constitution », le scepticisme domine parmi les citoyens québécois :

A : Pensez-vous que des changements constitutionnels pourraient donner plus de poids aux provinces ?
W2 : […] *là ça risque d'être pénible parce que si j'ai bien compris obtenir l'accord de toutes les provinces, c'est un peu difficile.*
W4 : *Je crois pas... qu'il y aura de changements constitutionnels, je vois pas comment ça pourrait être fait. Non.*
W3 : *Ça bougera pas. Non. Ça bougera pas.*

Ce blocage constitutionnel[720], depuis l'échec des accords du Lac Meech[721] et de Charlottetown, pousse certains citoyens à privilégier la voie de la souveraineté pour ensuite négocier une association, un partenariat avec le Canada. Ce sont des « souverainistes par défaut »[722] ; des citoyens qui souhaiteraient voir régler les relations difficiles entre le Québec et le Canada par une solution constitutionnelle et qui à défaut opte pour la souveraineté.

[719] Rappelons au passage que la motion du Parlement du Canada, citée *in extenso* dans le chapitre précédent, ne constitue pas une telle reconnaissance. Cette motion n'a pas valeur de loi et n'a pas fait l'objet d'un amendement de la Constitution.
[720] Pour certains auteurs ce blocage n'est pas seulement politique mais également juridique : Patrick Taillon, « Les obstacles juridiques à la réforme du fédéralisme au Canada », *Bulletin québécois de droit constitutionnel*, n°3 (2008).
[721] Dans leur livre célèbre, *Le virage*, Édouard CLOUTIER, Jean-Herman GUAY et Daniel LATOUCHE expliquent comment le Québec est devenu souverainiste et montrent plus précisément l'impact de l'échec de Meech : « [p]endant les six premiers mois de l'année 1990, l'amertume et la déception à l'endroit du partenaire canadien ont atteint au Québec des proportions inégalées. Un nombre croissant de personnes ont décidé d'opter pour la souveraineté-association, voire pour l'indépendance », Cloutier *et al.*, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960*, 21.
[722] Pour plus de détails sur cette appellation, on pourra consulter : Alain-G. Gagnon et François Rocher, « Faire l'histoire au lieu de la subir », in *Réplique aux détracteurs de la souveraineté*, Alain-G. Gagnon et François Rocher (dir.) (Montréal : VLB, 1992).

> Y1 : Mon objectif, *c'est un Québec avec une association, avec un nouveau Canada mais l'instrument de travail, c'est l'indépendance du Québec. Pour y revenir à négocier quelque chose d'autre à cause du fait de la Constitution est bloquée bien dure puis on ne peut pas la changer.*

Ces souverainistes, bien qu'ils soient dans l'absolu en faveur de la souveraineté, acceptent toute solution qui accorde une plus grande place au Québec dans la fédération canadienne, d'un simple renforcement des pouvoirs provinciaux à des changements constitutionnels – ceux-ci étant toutefois improbables – même si ces options « intermédiaires » ne les satisfont pas entièrement. Ils se distinguent donc des fédéralistes et des indépendantistes ou souverainistes durs. Des premiers car il existe un saut qualitatif important entre un fédéralisme profondément modifié, même avec reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise, et la souveraineté-association ou partenariat. Des seconds car ceux-ci refusent toute autre option que celle de la souveraineté pure et simple ; c'est pourquoi ces souverainistes, comme la participante V2, sont qualifiés de « souverainistes mous ».

> V2 : Moi, je souhaiterais un Québec indépendant, autonome. Je pense jamais que je l'aurais de mon vivant mais je l'espère pour mes enfants et surtout mes petits-enfants *parce que on va pouvoir décider à ce moment-là selon ce qu'on est de ce qu'on veut sans interférer, sans donner la parole aux autres, sans toujours s'occuper de ce que chacun à envie.* Alors, parfois accélérer parfois les choses dans les décisions. Moi, je pense surtout au point de vue écologique. On doit peut être se protéger. Mais étant donné qu'on a un pays en bas, au sud qui n'est pas nécessairement d'accord. Le point de vue que je m'occupe le moins, c'est le point de vue économique parce que je trouve que c'est ce qui mène le pays actuellement et toutes les décisions sont d'ordre économique. Et je pense que peut-être que si le Québec est indépendant, on aurait un peu plus d'égard pour la culture, l'éducation et d'autres point de vue qui ne sont pas nécessairement économiques. Maintenant, *j'accepterais évidemment de vivre dans un Canada ou les provinces auraient plus de pouvoir mais tout ce qui va vers le sens de l'ouverture et de la possibilité de prendre des décisions en fédération, en Province. Qu'on augmente le pouvoir des Provinces.*

Pour ces « souverainistes mous », la souveraineté constitue un but en soi – et toute mesure renforçant le pouvoir du Québec sont des moyens d'y parvenir – mais il s'agit d'une souveraineté maintenant des liens avec le Canada. Concrètement, l'idée de souveraineté-association suppose d'abord la souveraineté[723] pour négocier ensuite (ou en même temps – ce fut l'occasion de beaucoup de débats au PQ) une forme d'association (à l'époque, avant tout économique, avec une monnaie commune). En 1995, le partenariat, outre des formes d'association économique, ajoute aussi des institutions politiques communes. Il s'agissait alors d'une solution plus près de la formule confédérale. La participante Y5 partage cette vision de l'avenir du Québec :

[723] Définie en 1980 par la capacité de faire ses lois, de lever ses impôts et de conduire sa politique extérieure.

> Y5 : Moi, j'atteste en faveur de la séparation avec… bon… le Canada, avec des liens il faut pas s'isoler non plus là, parce que je pense que si on veut garder quand même un Québec avec sa culture, ça serait mieux de passer par là.

C'est donc, au final, quatre grandes positions en termes de préférences – fédérales ou non – qui s'opposent à propos de l'avenir du Québec : ceux qui s'opposent à la souveraineté et souhaitent au contraire le *statu quo* voire un renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral, ceux qui désirent un Québec fort dans un Canada uni (les fédéralistes), ceux qui prônent la souveraineté tout en maintenant des liens avec le Canada (les souverainistes dits « mous ») et, enfin, ceux qui appellent à l'indépendance pure et simple du Québec (les indépendantistes, également connus sous l'étiquette de « souverainistes durs »). Avant de conclure cette exploration des préférences des participants québécois, on peut s'interroger sur l'évolution éventuelle de celles-ci suite à la rencontre.

2. L'évolution et la cohérence des préférences

Compte tenu de la saillance de la question nationale au Québec, on pourrait s'attendre *a priori* à peu d'évolutions parmi les participants. Les préférences sont-elles aussi bien ancrées que ne l'étaient les identités et les sentiments d'appartenance ? On pourrait le penser puisque le débat identitaire forme véritablement un tout avec la question nationale qui anime le Québec depuis plusieurs décennies maintenant. L'évolution éventuelle des préférences – fédérales ou – des citoyens québécois mérite donc qu'on s'y attarde. À ce sujet, une des conclusions de la recherche d'Édouard CLOUTIER, Jean-Herman GUAY et Daniel LATOUCHE n'avait pas manqué de surprendre ses propres auteurs : « [e]n 1990, en l'espace de trois mois et malgré des apparences de grande stabilité, la moitié de nos répondants ont changé d'avis au moins une fois »[724].

Dans notre enquête d'une durée nettement plus réduite, on observe toutefois également certaines évolutions individuelles. En outre, vu la petite taille du groupe cible, il est possible de pousser l'analyse une étape plus loin en vérifiant la cohérence – la congruence dans le jargon délibératif[725] – des préférences individuelles de chaque participant. Pour ce faire, les réponses aux deux questionnaires offrent un matériau empirique très utile. Le Tableau 6.10 croise pour chaque participant les réponses en T1 et en T2 de deux questions clés du questionnaire : la question classique sur la souveraineté et la question sur le scénario préféré. À des fins analytiques, le tableau regroupe les individus

[724] Cloutier *et al.*, *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960*, 95.
[725] Samantha Woolsey, « Medicare Reform Preferences : Before and After Education and Deliberation », *Politics & Policy* 37, n°3 (2009).

aux préférences similaires en commençant par les citoyens les plus en faveur de la souveraineté pour se terminer avec les moins favorables. De plus, le cas échéant, les changements d'opinion ont été mis en évidence.

Tableau 6.10 Appui ou rejet de la souveraineté et scénario pour l'avenir du Québec

	Souveraineté ?		*Scénario pour l'avenir du Québec* (T1)	*Scénario pour l'avenir du Québec* (T2)
	T1	T2		
V1	Oui	Oui	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat
Y3	Oui	Oui	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat
Z2	Oui	Oui	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat	Devenir un pays souverain sans aucun partenariat
V2	Oui	Oui	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat
X1	Oui	Oui	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat
Y5	Oui	Oui	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat
Z1	Oui	Oui	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat	Devenir un pays souverain avec offre de partenariat
W3	Oui	Oui	**Rester une province canadienne avec changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation**	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**
X3	Oui	Oui	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**	**Rester une province canadienne avec changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation**
Z3	Oui	Oui	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**	**Rester une province canadienne avec changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation**
Y1	Oui	Oui	**Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux**	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**
W1	Oui	Oui	**Je ne sais pas**	**Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux**
V4	**Oui**	**Non**	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
W2	**Non**	**Oui**	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
W4	**Non**	**Oui**	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
Y2	Non	Non	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**	**Rester une province canadienne avec changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation**

Z7	Non	Non	**Devenir un pays souverain avec offre de partenariat**	**Rester une province canadienne avec changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation**
V3	Non	Non	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
V5	Non	Non	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
X2	Non	Non	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
X4	Non	Non	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux	Rester une province canadienne avec pouvoir renforcé pour gouvernements provinciaux
Y4	Non	Non	Rester une province canadienne telle qu'elle est aujourd'hui	Rester une province canadienne telle qu'elle est aujourd'hui
Y7	Non	Non	Rester une province canadienne telle qu'elle est aujourd'hui	Rester une province canadienne telle qu'elle est aujourd'hui
Z4		Non		Rester une province canadienne telle qu'elle est aujourd'hui

En termes d'évolutions, il ressort de la lecture de ce tableau que trois participants ont changé d'avis à propos de la question classique sur la souveraineté et sept de scénario préféré. Ainsi, on constate une plus grande stabilité sur l'opposition entre souveraineté et fédéralisme canadien que lorsqu'on plonge dans les choix constitutionnels proprement dits. Cela ne doit pas vraiment nous surprendre puisque, on l'avait mentionné ci-dessus, une « grande préférence » peut recouvrir plusieurs scénarios différents. Par exemple, un « souverainiste mou », s'il préférera la souveraineté en maintenant des liens avec le Canada, peut accepter un fédéralisme profondément modifié avec notamment la reconnaissance constitutionnelle du Québec comme nation distincte du reste du Canada, même si ce n'est pas son premier choix. Mais on peut poser la question de savoir si le choix du scénario est cohérent avec la position sur la question classique de la souveraineté.

En termes de cohérence, les réponses à ces deux questions sont généralement congruentes. Ainsi, bon nombre de partisans du Oui optent, comme scénario préféré, pour la souveraineté du Québec que cela soit avec ou sans partenariat. À l'inverse, la plupart des partisans du Non souhaite rester une province de la fédération canadienne telle qu'elle est aujourd'hui ou avec un pouvoir renforcé pour les gouvernements provinciaux. Toutefois, d'autres participants, de W3 à Z7 dans le Tableau 6.10, posent des choix qui semblent moins cohérents *sensu stricto*, sans pour autant être nécessairement contradictoires. Par exemple, les participants W2 et W4 souhaitent en T1 comme en T2 que le Québec reste

une province canadienne mais répondent Non en début de rencontre puis Oui en fin de rencontre à la question de la souveraineté sans changer de scénario préféré pour la cause. Le participant Y1, quant à lui, adopte une attitude qui semble congruente par rapport à sa réponse Oui à un potentiel référendum sur la souveraineté du Québec en changeant de scénario préféré : il passe de rester dans la fédération canadienne avec un renforcement des pouvoirs provinciaux à devenir un pays avec une offre de partenariat. Les participants Y2 et Z7 empruntent une trajectoire inverse puisque répondant Non en T1 et en T2, ils adoptent une position plus congruente en T2 en optant pour rester une province canadienne avec un changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme nation et plus l'option de devenir un pays avec une offre de partenariat.

Ces évolutions, qui ne sont pas marginales, sont intéressantes d'un point de vue méthodologique. Elles résultent, en effet, vraisemblablement de la participation au panel citoyen. Les rencontres avec les experts et les échanges avec d'autres citoyens ont ainsi permis à certains d'adopter une préférence pour l'avenir du Québec plus cohérente ; à d'autres, elle a permis le développement de leur opinion (comme W1 qui n'en avait pas en début de rencontre) et aux autres, elle a contribué au renforcement de leur avis préalablement formé. Ces évolutions sont aussi intéressantes du point de vue de l'ambiguïté de certains Québécois, plus particulièrement face à la question de la souveraineté. On comprend ainsi mieux pourquoi le scénario d'avenir pour le Québec n'est pas tant l'indépendance pure et simple mais une souveraineté-partenariat, et auparavant association, qui permet de garder certains liens avec le Canada mais qui restent à définir.

Finalement, dans ces analyses, on retrouve les quatre grandes préférences pour l'avenir du Québec et du fédéralisme canadien. Plus largement ces positions s'inscrivent dans des profils plus profonds alliant perceptions et préférences qui ressortent de notre analyse. Dans la prochaine et dernière partie, nous pourrons les synthétiser et ainsi montrer leurs différences et ressemblances. Avant cela, il convient de synthétiser les préférences mises au jour dans cette partie.

C. Les préférences fédérales : synthèse

À la différence du panel de Kingston, le centre de gravité du panel québécois évolue autour de la question de l'avenir du Québec, plutôt que de l'avenir du fédéralisme canadien proprement dit. Comme on l'a vu dans la première section de cette partie, les souverainistes s'opposent aux fédéralistes sur la question nationale. Cependant, rapidement, il est apparu qu'une plus grande diversité de préférences – qu'elles soient fédérales ou non – se retrouve

dans les données recueillies. Quatre grandes positions se dégagent de nos analyses (Tableau 6.11). En outre ces différentes positions ne correspondent pas uniquement à un seul scénario – sauf dans le cas de la position D, celle des indépendantistes – mais généralement à plusieurs d'entre eux, marquant par là la réalité dynamique des préférences.

Tableau 6.11 Préférences pour l'avenir du Québec : synthèse

Position A	Position B	Position C	Position D
Non à la souveraineté	*Non à la souveraineté*	*Oui à la souveraineté mais assortie d'un partenariat*	*Oui inconditionnel à la souveraineté*
Aucun avantage à la souveraineté	*Peu d'avantages à la souveraineté ; autant conserver la stabilité actuelle et améliorer l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne*	*Avantages politiques ainsi que identitaires et culturels, mais frein par rapport à l'économique*	*Tous les avantages : politiques, culturels et identitaires, économiques*
Le Québec doit rester dans la fédération actuelle telle qu'elle est (voire avec un renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral)	*Le Québec doit rester une province canadienne mais avec un renforcement des pouvoirs provinciaux (éventuellement une reconnaissance constitutionnelle du Québec comme une nation et d'autres changements constitutionnels)*	*Le Québec doit devenir souverain en maintenant un partenariat avec le Canada ; toutefois, en attendant, tout renforcement des pouvoirs du Québec est accepté*	*Le Québec doit devenir un pays souverain/indépendant, sans aucune forme de partenariat ; toute autre option est rejetée*

Enfin, d'un point de vue plus théorique et comparatif, on ne retrouve pas de débat au sein du panel québécois entre un *instrumental federalism* et un *organic federalism*, comme ce fut le cas en Ontario. En effet, parmi les défenseurs du fédéralisme, c'est une vision organique du fédéralisme qui prédomine, celle d'une répartition de la souveraineté entre deux ordres – égaux – de gouvernement. À la différence des participants au panel de Kingston et plus largement des Canadiens anglophones[726], rares sont les participants au Québec qui appellent à un fédéralisme axé sur les citoyens[727]. Entre les deux panels canadiens, le cœur du débat diffère donc bien et cette différence confirme la distinction opérée entre le titre des rencontres : *Citizens'Assembly on the Future of Canadian federalism* et Assemblée citoyenne sur l'avenir du Québec. Ces titres traduisent donc des préoccupations et des enjeux sensiblement distincts. Cette différence se retrouve également dans les idéaux types de citoyens qui seront définis dans la dernière partie de ce chapitre.

[726] Fafard *et al.*, « Clients, Citizens and Federalism : A critical appraisal of integrated service delivery in Canada ».
[727] Ambrose *et al.* (dir.), *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*.

V. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens québécois : quatre idéaux types

Quels enseignements peut-on tirer du panel québécois ? Comme nous l'avons fait pour les trois autres panels, nos conclusions prennent la forme d'idéaux types, c'est-à-dire la construction analytique de profils de citoyens sur base du matériau empirique et plus particulièrement selon l'articulation des perceptions et des préférences des participants à l'égard du fédéralisme canadien et de leur vision de l'avenir du Québec. Les quatre profils présentés dans le Tableau 6.12 constituent donc la synthèse des analyses effectuées sur l'ensemble du corpus de données recueillies à Montréal.

Tableau 6.12 Quatre profils de citoyens québécois

L'unioniste	Le fédéraliste	Le régionaliste	L'indépendantiste
Malaise par rapport au gouvernement conservateur de Stephen HARPER (notamment au regard de sa politique étrangère) et d'une manière plus générale par rapport à l'influence de l'Ouest dans la dynamique fédérale			
Le fédéralisme canadien est très satisfaisant	*Le fédéralisme canadien est satisfaisant*	*Le fédéralisme canadien est peu satisfaisant mais il est possible de l'améliorer*	*Le fédéralisme canadien n'est pas du tout satisfaisant*
Économiquement le Québec n'est pas viable sans le fédéralisme canadien	*Le fédéralisme canadien est bénéfique pour le Québec et protège les intérêts du Québec*	*Le fédéralisme canadien est bénéfique pour le Québec mais ne protège pas toujours les intérêts du Québec*	*Le fédéralisme canadien n'apporte aucun avantage économique au Québec et ne protège pas du tout les intérêts du Québec*
Confiance exclusive dans les institutions fédérales	*Confiance dans les institutions fédérales et provinciales*	*Confiance dans les institutions provinciales plus grande que dans les institutions fédérales*	*Confiance exclusive dans le gouvernement provincial*
Se sent d'abord canadien puis québécois	*Se sent autant québécois que canadien*	*Se sent d'abord québécois puis canadien*	*Se sent d'abord et avant tout québécois*
Identité québécoise = ensemble de la population	*Identité québécoise = combine identité francophone avec l'ensemble de la population*	*Identité québécoise = identité francophone*	*Identité québécoise = identité francophone*
Méconnaissance mutuelle			
Différences entre le Québec et les autres provinces mais ces différences ne sont pas exclusives au Québec car elles sont liées à la taille et à la diversité du pays	*Différences entre le Québec et le reste du Canada*	*Réelles différences entre le Québec et le reste du Canada ; Québec véritablement distinct du reste du Canada*	*Réelles différences entre le Québec et le reste du Canada ; Québec véritablement distinct du reste du Canada ; rien à faire avec le Canada*
Ces différences ne doivent pas être prises en compte par le fédéralisme canadien	*Le fédéralisme canadien a intégré les spécificités québécoises*	*Le fédéralisme canadien n'a pas intégré les spécificités québécoises*	*Le fédéralisme canadien n'a pas intégré les spécificités québécoises et ne le fera jamais*
Non à la souveraineté	*Non à la souveraineté*	*Oui à la souveraineté mais assortie d'un partenariat*	*Oui inconditionnel à la souveraineté*
Aucun avantage à la souveraineté	*Peu d'avantages à la souveraineté ; autant conserver la stabilité actuelle et améliorer l'avenir du Québec au sein de la*	*Avantages politiques ainsi que identitaires et culturels, mais frein par rapport à l'économique*	*Tous les avantages : politiques, culturels et identitaires, économiques*

Le Québec doit rester dans la fédération actuelle telle qu'elle est (voire avec un renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral)	*fédération canadienne Le Québec doit rester une province canadienne mais avec un renforcement des pouvoirs provinciaux (éventuellement une reconnaissance constitutionnelle du Québec comme une nation et d'autres changements constitutionnels)*	*Le Québec doit devenir souverain en maintenant un partenariat avec le Canada ; toutefois, en attendant, tout renforcement des pouvoirs du Québec est accepté*	*Le Québec doit devenir un pays souverain/indépendant, sans aucune forme de partenariat ; toute autre option est rejetée*

Une telle présentation des résultats de la recherche met en évidence les ressemblances et les différences entre les différents profils. Ceux-ci peuvent être ainsi comparés au sein d'un terrain avant d'être comparés, dans le chapitre suivant, aux idéaux types dégagés dans les trois autres panels citoyens. Chaque profil fait apparaître une logique dominante qui le distingue des autres, même si certains éléments peuvent être similaires entre plusieurs profils. D'une manière générale, deux traits sont partagés par l'ensemble des profils. D'une part, il ressort du panel québécois, un sentiment de malaise vis-à-vis du gouvernement conservateur de Stephen HARPER, notamment au regard de sa politique étrangère, et plus globalement par rapport à l'influence croissante de l'Ouest dans la dynamique fédérale – ce qui signifie une perte de pouvoirs pour le Québec. Ce malaise est plus durement ressenti par les deux profils les plus attachés au fédéralisme canadien – l'unioniste et le fédéraliste – vraisemblablement parce que ce sont eux qui perçoivent le plus fort la perte d'influence du Québec. D'autre part, il y a une grande méconnaissance – réciproque – du reste du Canada et des autres Canadiens, voire mêmes des anglophones du Québec, qui concerne tous les participants du panel, quel que soit leur profil. À cet égard, le Québec semble former une société distincte du reste Canada, mais à ce sujet il y a un débat entre les citoyens.

A. L'indépendantiste

Dans le jargon politique québécois, la notion d'indépendance signifie la séparation pure et simple du Canada. C'est pour cela qu'elle porte une connotation négative côté anglophone et, côté francophone, son caractère tranché rebute certains Québécois qui se qualifient pourtant de souverainistes. L'indépendantiste est donc plus qu'un souverainiste : d'une part, il souhaite l'indépendance du Québec – il veut donc rompre tout lien avec le Canada – et, d'autre part, cette position ne s'ancre pas uniquement dans le débat constitutionnel mais plus fondamentalement dans un choix de vivre ensemble ancré sur des perceptions et des préférences particulières. Voyons cela.

Tout d'abord, même si l'indépendantiste a de fortes critiques et réticences à formuler à l'égard du fédéralisme canadien, le cœur de son argumentaire repose sur une volonté d'être maître de son destin et d'ainsi permettre aux Québécois, eux-mêmes, d'organiser le Québec politiquement, économiquement, culturellement et linguistiquement. Cette vision se fonde sur une identité québécoise exclusive, sur une nation québécoise distincte du Canada. Pour l'indépendantiste, la question nationale ne peut donc se résumer à une question constitutionnelle ; elle traduit essentiellement l'aspiration démocratique du peuple québécois à l'indépendance nationale. Ce n'est donc pas *contre* le Canada mais *pour* le Québec.

Pour l'avenir du Québec, l'objectif de l'indépendantiste est clair : la souveraineté sans aucune forme de partenariat. Sa position est véritablement ancrée et n'est pas du tout influencée par des éléments contextuels ou politiques. Même s'il sait que la souveraineté du Québec ne se profile pas à l'horizon immédiat, il n'en perd pas pour autant espoir de l'atteindre un jour, pour lui ou pour ses enfants et petits-enfants. En outre, il rejette toute option intermédiaire, en ce compris une souveraineté qui maintiendrait des liens, notamment économiques, avec le Canada. D'ailleurs, sur le plan économique, il ne craint pas les éventuelles conséquences économiques négatives si le Québec devient un pays. D'une manière générale, il ne veut rien avoir à faire avec le Canada et les Canadiens, sans pour autant nécessairement dénigrer ces derniers – c'est un sentiment d'indifférence qui domine[728]. C'est donc sur une vision identitaire forte du Québec, renforcée par une perception négative du fédéralisme canadien, que se construit le profil indépendantiste.

B. Le souverainiste

Le souverainiste met l'accent sur le Québec, dans le cadre d'une dialectique problématique avec le Canada. C'est donc ce rapport Québec-Canada qui est au cœur de ses préoccupations et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour l'identité québécoise et plus particulièrement francophone québécoise. Il existe de réelles différences entre le Québec et le reste du Canada ; ce n'est pas uniquement une différence linguistique mais plus largement une différence de vision du monde, notamment en ce qui concerne l'environnement ou la politique étrangère. Le Québec est véritablement distinct du reste du

728 Par exemple, cela ressort assez clairement d'un échange entre le participant V3 qui entre dans le profil d'un fédéraliste et la participante V1 qui peut être considérée comme une indépendantiste :
V3 : Je me dis heureusement qu'il y a le Québec progressiste pour faire avancer certains débats à Ottawa. Heureusement que le Québec est là présent au sein du Canada.
V1 : Ça ne m'intéresse pas de faire l'"éducation des Canadiens.

Canada. En outre, et c'est une deuxième raison, le fait francophone et les francophones ne sont pas bien protégés par le fédéralisme canadien ; il n'a pas non plus intégré les spécificités québécoises. Partant de ce double constat et à la suite des échecs constitutionnels pour mieux intégrer sa province au sein de la fédération canadienne, le souverainiste souhaite la souveraineté du Québec mais en maintenant un partenariat avec le Canada.

Le souverainiste se différencie donc de l'indépendantiste par une approche plus pragmatique et plus « par défaut » de la souveraineté. La position du souverainiste est plus pragmatique car elle s'inscrit dans le maintien de certains liens avec le Canada. D'ailleurs, le frein principal à la souveraineté du Québec se trouve dans les conséquences économiques – inconnues – de celle-ci. Sa position est également pragmatique car le souverainiste préférerait dans l'idéal pouvoir trouver un *modus vivendi* avec le gouvernement fédéral notamment en termes constitutionnels. L'appui à la souveraineté résulte d'une perception négative du fédéralisme canadien et d'un sentiment – positif – de distinction québécoise. Si le fédéralisme canadien avait pu accommoder les spécificités québécoises, le souverainiste aurait pu se satisfaire du cadre fédéral canadien. Ce ne fut toutefois pas le cas ; c'est pourquoi le souverainiste a développé une grande amertume vis-à-vis du Canada qui s'est transformée en une volonté de s'en séparer. Il y a donc un saut qualitatif important entre un fédéralisme, même profondément modifié et asymétrique, et la souveraineté avec un partenariat ou une association. Dans les deux cas, il s'agit de la *souveraineté*.

Enfin, à la différence de l'indépendantiste, le souverainiste est plus susceptible de changements d'opinions. Ses évolutions peuvent prendre plusieurs formes. Premièrement, au niveau de la définition même de la souveraineté et surtout des liens avec le Canada. Cette question n'est pas tranchée et le souverainiste n'a pas d'avis définitif là-dessus. Deuxièmement, puisque sa position est fortement influencée par la perception du fédéralisme canadien, le contexte politique du moment importe beaucoup dans le comportement du souverainiste. C'est ainsi qu'on peut expliquer les fluctuations dans le soutien à la souveraineté à travers le temps. Troisièmement, en lien avec la perception du fédéralisme canadien et surtout l'action du gouvernement fédéral ; si ce dernier adopte une politique favorable au Québec, il est possible que certains souverainistes changent de bord, malgré la différence importante signalée ci-dessus, et embrasse le troisième idéal type : le fédéraliste.

C. Le fédéraliste

Tout d'abord, le fédéraliste n'est pas un défenseur inconditionnel, comme son nom pourrait le laisser croire, du fédéralisme canadien. Il est, en fait, fédéraliste au sens littéral du fédéralisme : un partage – équilibré – des pouvoirs entre deux ordres de gouvernement. Le fédéraliste n'est donc pas un défenseur du fédéralisme canadien ni du gouvernement fédéral mais plutôt du fédéralisme, en tant que modèle politique, en ce qu'il souhaite un système fédéral bâti sur l'unité dans la diversité. En d'autres termes, le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ont tous deux un rôle important à jouer dans l'organisation politique du pays ; le fédéraliste accorde sa confiance aux institutions fédérales et provinciales. C'est donc la maxime : un Québec fort au sein d'un Canada uni. D'une manière générale, le fonctionnement du système canadien le satisfait, même s'il pourrait mieux protéger le fait francophone et les francophones[729].

On trouve d'ailleurs une dualité identitaire chez le fédéraliste qui se définit comme autant québécois que canadien. Son attachement est égal et ses sentiments d'appartenance combinent les deux identités. Il n'en est pas moins vrai que le fédéraliste québécois estime qu'il existe des différences entre le Québec et le reste du Canada. En outre, le fédéralisme canadien a intégré les spécificités québécoises – notamment grâce aux nombreux premiers ministres québécois qui ont dirigé le gouvernement fédéral. Cette prise en compte a permis d'améliorer le système fédéral. Par conséquent, puisque le carcan fédéral est avantageux pour le Québec – bien que cela pourrait être encore mieux –, le fédéraliste s'oppose à la souveraineté du Québec sur tous les plans. Toutefois, il estime qu'un pouvoir renforcé aux gouvernements provinciaux et notamment au Québec peut être souhaitable afin de prendre encore mieux en compte les spécificités québécoises. Au final, le profil du fédéraliste trouve son origine dans une double identité – québécoise et canadienne – combinée à une double allégeance politique – au fédéral et au provincial.

A priori, on ne s'attendrait pas à ce qu'un fédéraliste se transforme en un souverainiste, voire en un indépendantiste. Pourtant cette évolution est possible. Dans notre recherche, il est plusieurs fédéralistes dont la position n'est pas véritablement tranchée entre un Québec fort au sein du Canada et un Québec fort hors du Canada mais en conservant des liens. De plus, le contexte politique, comme pour le souverainiste, influence l'opinion du fédéraliste. Ainsi, la perception du gouvernement fédéral et celle du système fédéral canadien (particulièrement le traitement et la place du Québec dans

[729] On peut dire que c'est la position traditionnelle du Parti libéral du Québec.

l'ensemble fédéral) entrent donc fortement en ligne de compte dans la détermination de sa préférence pour l'avenir du Québec.

D. L'unioniste

L'unioniste place le Canada au centre de ses préoccupations. Bien qu'il se sente québécois, il se sent d'abord canadien. En outre, les différences québécoises résultent non pas d'une distinction québécoise mais bien de la diversité que connaît le Canada due à la grande taille du pays. Les Québécois sont donc différents au même titre que le sont les Terre-neuviens ou les Albertains, par exemple. Dans ce contexte, les institutions fédérales ont pour rôle d'assurer la coexistence des différences provinces et surtout de mener des politiques communes. D'une manière générale, il estime que le fédéralisme canadien est très satisfaisant et que le gouvernement fédéral n'a pas trop de pouvoirs ; il pourrait d'ailleurs en avoir plus afin de mener des politiques plus cohérentes entre les différentes provinces et surtout pour l'ensemble des citoyens où qu'ils vivent.

Dans cette vision, le Québec retire des avantages économiques et politiques du fédéralisme canadien. Il n'y aurait donc pour l'unioniste aucun avantage à la souveraineté, qu'il condamne fortement et, en fait, ne peut tout simplement pas comprendre cette volonté. Il souhaite que le Québec reste une province de la fédération telle qu'elle est aujourd'hui. Il ne porte pas de revendications pour plus d'autonomie ni même pour une reconnaissance constitutionnelle d'une spécificité québécoise puisque l'unioniste estime qu'elle n'existe pas. Au final, le système fédéral fonctionne bien – profitant ainsi grandement au Québec – et fonctionnerait encore mieux en l'absence de velléités de séparatisme venant du Québec. Le fédéralisme canadien permet de préserver l'union du Canada, tout bénéfice pour le Québec[730].

Enfin, cet idéal type est relativement tranché et ne connaît guère d'évolutions – ni suite à la journée ni dans un espace temps plus long. L'évolution des relations Québec-Canada, le parti au pouvoir ou encore les autres Québécois n'influencent guère l'unioniste dont les opinions sont forgées depuis longtemps et semblent immuables. Elles sont le reflet d'une vision fortement positive du Canada et de ce qu'il représente à ses yeux : un pays qui a su démocratiquement accommoder une grande diversité géographique et multiculturelle.

[730] Ce profil correspond typiquement à l'ancien Premier ministre du gouvernement fédéral canadien : Pierre Elliott TRUDEAU.

TROISIÈME PARTIE

Comparaisons et conclusions

Chapitre 7

Les perceptions et les préférences fédérales en Belgique et au Canada

Après avoir étudié chaque terrain de la recherche séparément, se pose la question de l'utilité de comparer ces quatre terrains aux dynamiques qui se rejoignent et qui s'opposent. En 1996, dans un article séminal pour l'étude du fédéralisme comparé entre la Belgique et le Canada, Dimitrios KARMIS et Alain-G. GAGNON montraient que ces deux pays, malgré des itinéraires différents, connaissaient une fragmentation similaire[731]. C'est précisément cette fragmentation au sein de la population de ces deux fédérations multinationales que nous avons voulu étudier en recourant à un dispositif méthodologique qui permet de récolter les opinions de citoyens mieux informés. Partant des nombreuses et riches données recueillies lors des panels citoyens, des idéaux types ont ainsi été construits selon une grille d'analyse commune aux quatre terrains de la recherche. Ce chapitre compare et contraste ces profils en mettant en évidence les ressemblances et les dissemblances entre les terrains anversois, kingstonien, liégeois et montréalais. Cet effort de comparaison permet de saisir les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens et d'ainsi mieux comprendre la dynamique fédérale en Belgique et au Canada. Un tel exercice, qui place chaque idéal type dans un contexte plus large, est utile à des fins comparatives car il permet d'éclairer des réalités familières sous un jour nouveau grâce à l'étude d'autres dynamiques fédérales.

I. Des citoyens divisés, un paysage fragmenté

Les relations que les citoyens entretiennent avec le fédéralisme sont multiples. Il existe une grande diversité de perceptions et de préférences à l'égard du fédéralisme et de son avenir, en Belgique comme au Canada. Si on est souvent tenté de parler en termes univoques des Flamands, des Wallons, des Canadiens – anglophones –, des Québécois comme des groupes homogènes et unis[732], la réalité est bien différente et laisse place à une

---

731 Dimitrios Karmis et Alain-G. Gagnon, « Fédéralisme et identités collectives au Canada et en Belgique : des itinéraires différents, une fragmentation similaire », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 29, n°3 (1996).

732 Cette vision se reflète souvent dans les questions posées aux commentateurs de la vie politique, observe Dave SINARDET qui est toujours frappé qu'on lui demande ce que pense « la Flandre » ou « la Wallonie » : Dave Sinardet, « Modeste contribution à un espace fédéral », *Le Soir*, 24 septembre 2009, 19.

très grande diversité au sein de chacun de ces groupes. Notre étude, à son échelle, l'atteste. Au travers de panels citoyens réunissant quelques dizaines de participants, cette recherche de terrain a, en effet, confirmé la multiplicité des perceptions politiques, des identités et des sentiments d'appartenance ainsi que des préférences pour l'avenir du fédéralisme. Avec la construction des idéaux types, nous avons essayé de capturer et synthétiser cette diversité en partant de l'analyse des données recueillies lors des quatre panels[733]. Ce qui conduit au tableau récapitulatif suivant (Tableau 7.1).

Tableau 7.1 Cinq idéaux types

	L'unitariste/le centralisateur	L'unioniste	Le fédéraliste	Le régionaliste/le souverainiste	L'indépendantiste
Perception politique	*Perception du système fédéral varie selon le contexte : plutôt positive au Canada (système fédéral = système politique, mais volonté d'une plus grande centralisation), très négative en Belgique (fédéralisme = source de conflits)*	*Perception du système fédéral varie selon le contexte : positive au Canada (fédéralisme = meilleure solution), négative en Belgique (fédéralisme = moins mauvaise solution)*	*Perception généralement positive du système fédéral ; satisfaction mais peut être amélioré*	*Perception négative du système fédéral : insatisfaction généralisée*	*Perception très négative du fédéralisme et du système fédéral*
Identités et sentiments d'appartenance	*Sentiment national exclusif (une seule nation - belge ou canadienne)*	*Sentiment national dominant mais pas exclusif (reconnaissance de l'existence d'autres sentiments d'appartenance)*	*Complémentarité des sentiments d'appartenance : double identité forte ; cette double appartenance identitaire se répercute dans une double allégeance politique*	*Identité régionale forte avec un attachement - plus faible - au pays ; au Québec et en Flandre : nation distincte du reste du pays ; en Wallonie : sentiment belge demeure important*	*Sentiment national exclusif : flamand ou québécois, existence d'une nation flamande et québécoise indépendante de la nation belge et de la nation canadienne*
Perception de l'autre	*Peu de différences ; uniquement linguistiques*	*Reconnaissance de certaines différences*	*Reconnaissance et valorisation des différences ; spécificité de chaque entité fédérée*	*Grandes différences qui justifient une grande autonomie régionale/provinciale*	*Importantes différences qui justifient l'exigence d'avoir son propre pays*

[733] Les idéaux types viennent donc des données et non de la population générale. Il est par conséquent possible que certaines réalités échappent à la typologie. À titre d'exemple, le courant dit « rattachiste » en Wallonie, qui appelle au rattachement de celle-ci à la France (évalué à quelques pourcents de la population), ne ressort pas de la recherche, en raison de l'absence de personnes montrant un tel profil lors du panel liégeois. Cela ne doit pas, à nos yeux, remettre en cause la validité de la recherche qui se fonde sur des participants venant d'horizons fort différents, offrant ainsi une certaine diversité des points de vue ; mais cela nous permet d'insister à nouveau sur le caractère qualitatif de celle-ci et non quantitatif.

Préférences					
	Gouvernement fédéral = vrai gouvernement : volonté de renforcer celui-ci pour des raisons d'efficacité (Belgique et Canada) et pour mettre fin aux conflits communautaires (Belgique)	*Renforcement du gouvernement fédéral afin d'assurer l'union du pays, tout en laissant une certaine autonomie aux entités fédérées*	*Système fédéral fort, composé d'entités fédérées fortes et d'une autorité fédérale forte - équilibre entre unité et diversité*	*Belgique : réforme du système en profondeur en faveur des entités fédérées (chacun maître chez soi avec le fédéral qui agit comme arbitre) ; Québec : souveraineté en maintenant une association ou un partenariat (en attendant accepte tout renforcement des provinces/ du Québec)*	*Objectif : indépendance pure et simple ; pour y arriver : via des options intermédiaires en Flandre (étape par étape), refus de l'étapisme au Québec*

À la lecture de ce tableau, faut-il s'étonner que la « mosaïque des possibilités »[734] soit la même dans les différents panels étudiés ? Les similitudes des cas belge et canadien, notamment la tension dans l'organisation du vivre ensemble entre deux grandes communautés nationales mais au poids démographique et surtout politique différent, expliquent partiellement ce portrait global commun. C'est d'ailleurs ces ressemblances qui nous avaient encouragé à entreprendre la comparaison de ces quatre terrains aux dynamiques qui se rejoignent mais également qui s'opposent. Il est donc déjà un acquis de la recherche de montrer que cette même mosaïque existe, que les mêmes rapports entre les perceptions et les préférences se retrouvent dans des contextes à la fois très similaires, mais aussi différents. Toutefois, si *a priori* ces cinq idéaux types semblent pouvoir s'appliquer aux quatre terrains – avec des nuances plus ou moins importantes que l'on retrouve dans le tableau ci-dessus –, il n'en va pas tout à fait ainsi. En effet, seul le panel belge néerlandophone a mis en évidence la présence des cinq idéaux types. On en retrouve quatre dans le panel québécois et quatre également – mais partiellement les mêmes seulement – dans le panel belge francophone. Quant au panel canadien anglophone, ce sont trois idéaux types qui ont émergé des données.

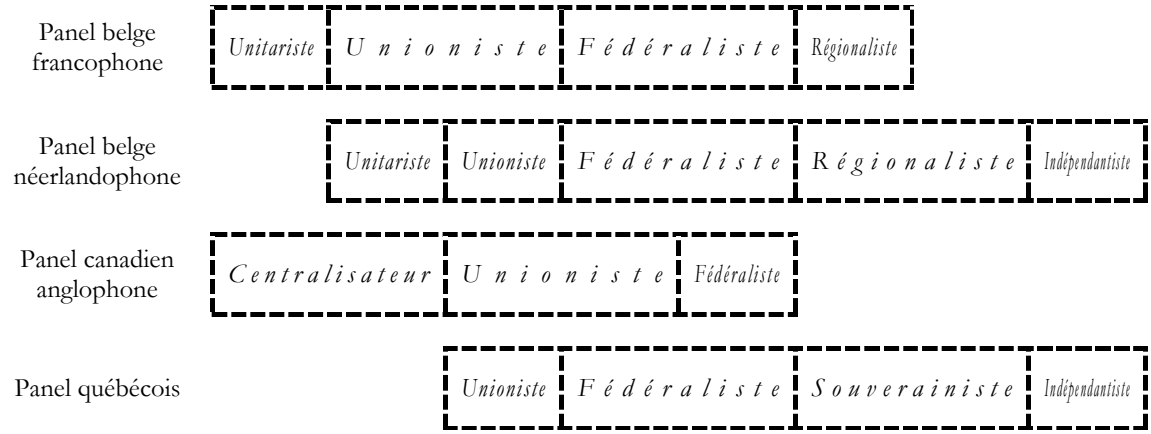
Au-delà de ces différences en termes absolus, l'intérêt revient plus particulièrement aux différences en termes relatifs. En effet, comme le montre le Tableau 7.2, le poids relatif des idéaux types au sein de chaque terrain varie, allant même, pourrait-on soutenir, jusqu'à une absence. Construit à des fins comparatives et sans chercher à refléter exactement le poids de chaque idéal type[735], ce tableau esquisse la répartition au sein de chaque terrain (et

[734] Fournier, « Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget ».

[735] Ce tableau a été construit en distinguant les idéaux types faiblement « représentés » dans le terrain et ceux fortement « représentés ». Cette façon de faire offre une bonne image de la répartition des participants entre les différents idéaux types sans, toutefois, recourir à une approche strictement quantitative qui serait inopportune en raison du faible nombre de participants.

sans prétendre tirer d'autres conclusions que ce que permettent ces terrains). Cette représentation graphique n'emporte donc aucune prétention de généralisation à l'ensemble de la population.

Tableau 7.2 Poids relatif des idéaux types dans les quatre terrains



Cette représentation visuelle offre deux premiers éléments de comparaison. Premièrement, le *centre de gravité* se déplace selon le terrain. Le centre de gravité peut être défini comme le point médian entre les oppositions au sein d'une dynamique fédérale. Empiriquement, on peut le placer au milieu du continuum formé par les idéaux types d'un même terrain. Heuristiquement, il est un point de repère utile car il indique où se rencontrent les tensions. Pour le panel belge francophone, il se situe entre l'unioniste et le fédéraliste, penchant ainsi plus du côté de la centralisation ou également de l'unité (extrémité gauche) que du côté de la décentralisation ou de la diversité (extrémité droite). Au nord du pays, le point de gravité se trouve plutôt entre le fédéraliste et le régionaliste reflétant ainsi une différence importante entre le panel francophone et le panel néerlandophone. Au Canada, on retrouve – plus nettement – cette opposition puisque côté anglophone le centre de gravité se situe entre le centralisateur et l'unioniste tandis que côté québécois il est placé entre le fédéraliste et le souverainiste. Au vu de ce premier élément de comparaison, on comprend bien pourquoi il existe des tensions en Belgique et au Canada, entre les deux grandes communautés. Deuxièmement, la dynamique des panels belge néerlandophone et québécois se rejoignent et, par contraste, s'opposent à la dynamique des panels belge francophone et canadien anglophone qui, quant à eux, se rapprochent. Néanmoins, ces dynamiques ne sont pas identiques. Pour saisir ces différences au niveau macro, il faut plonger au niveau micro, celui des individus et donc des idéaux types. Cela

revient à poser la question principale de cette recherche : quels sont les liens entre les perceptions et les préférences des citoyens ?

Avec la réponse à cette question, on arrive ainsi à une première conclusion majeure de cette recherche : *pour comprendre l'articulation entre les perceptions et les préférences des citoyens vis-à-vis du fédéralisme dans leur pays, trois dynamiques doivent être prises en compte*. Deux au niveau micro – c'est-à-dire individuel – et une au niveau macro – c'est-à-dire général. Il y a tout d'abord, la *dynamique politique*. C'est la perception du système fédéral et du fédéralisme par chaque citoyen. Ensuite, la *dynamique identitaire*. Ce sont les trois aspects du triangle identitaire : le « moi », le « nous » et le « eux ». Combinées, ces deux dynamiques expliquent largement la position des citoyens à l'égard du fédéralisme dans leur pays. Selon le contexte et l'idéal type, une de ces deux dynamiques peut éventuellement contribuer plus lourdement à la construction du profil. Enfin, l'articulation entre la dynamique politique et la dynamique identitaire est médiatisée par la *dynamique fédérale* qui anime chaque terrain spécifique.

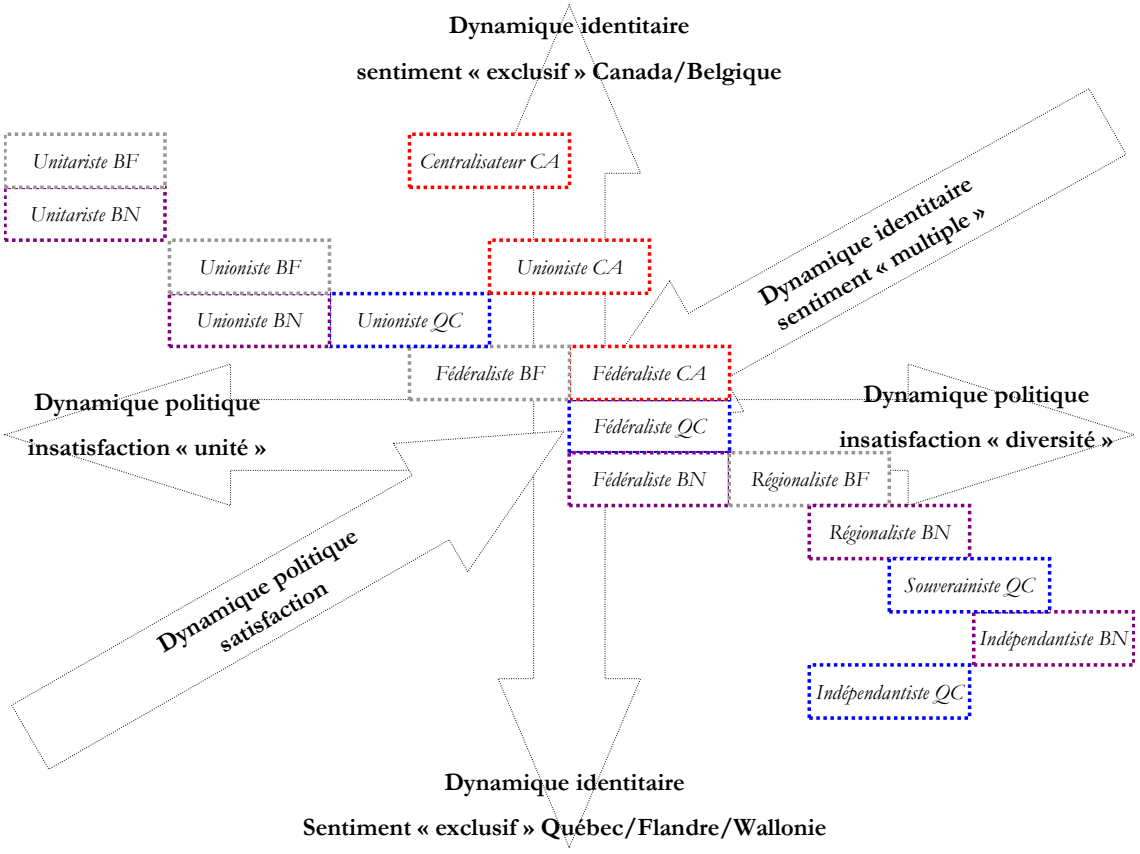
II. La dynamique politique et la dynamique identitaire

Les idéaux types dégagés du corpus empirique résultent de deux dynamiques qui expliquent les liens entre les perceptions et les préférences de chaque groupe de citoyens ainsi définis. Partant des résultats des quatre panels citoyens, la Figure 7.1 livre une représentation graphique de la place de chaque idéal type au regard de ces dynamiques. Fruit de l'analyse qualitative du matériau empirique, cette figure offre une synthèse conceptuelle de notre recherche et répond à son objectif en permettant des comparaisons au sein et entre les terrains.

La première dynamique qui transcende les données est la perception et la vision du système fédéral et plus largement du fédéralisme. Cette dynamique politique s'inscrit sur un continuum qui va de l'insatisfaction en raison d'un manque d'*unité* au sein du système politique à l'insatisfaction en raison d'un manque de *diversité*, en passant par la satisfaction. Elle combine donc deux dimensions qui s'inscrivent sur un même continuum : allant de la satisfaction à l'insatisfaction, d'une part, et de l'insatisfaction en raison d'un manque d'unité à l'insatisfaction en raison d'un manque de diversité, d'autre part. Cette dynamique traverse horizontalement la Figure 7.1. La dynamique identitaire complète verticalement ce schéma. Celle-ci est animée par deux pôles : d'une côté, un sentiment exclusif en faveur de la Belgique ou du Canada et, de l'autre, un sentiment exclusif en faveur du Québec, de la

Flandre ou de la Wallonie[736]. Entre ces deux pôles, se trouve le sentiment identitaire multiple combinant ces deux sentiments plus – si on se rapproche du centre – ou moins – lorsqu'on s'en éloigne.

Figure 7.1 La dynamique politique et la dynamique identitaire



Chaque idéal type se situe donc au croisement de ces deux dynamiques. Selon le terrain, la position respective de chaque groupe de citoyens évolue ainsi en fonction de leur satisfaction à l'endroit du fédéralisme et de leur sentiment d'appartenance. Une comparaison au sein de chaque idéal type offre dès lors une voie féconde à des comparaisons entre les terrains de la recherche. Cette entreprise permettra de mieux comprendre la perception du fédéralisme par les citoyens et plus généralement chacune des réalités fédérales étudiées.

A. Le fédéraliste

A priori, il semble logique de trouver des citoyens fédéralistes dans les panels belges et canadiens puisque ces deux pays constituent depuis plus ou moins longtemps des fédérations. Néanmoins, tout citoyen vivant dans un système fédéral ne représente pas *de*

[736] Théoriquement, l'Ontario pourrait être ajouté à cette liste mais empiriquement on n'a trouvé aucune trace d'un tel sentiment. En outre, dans le cas de la Wallonie, il est très peu présent également.

facto un citoyen fédéraliste, au sens de notre typologie. En effet, les perceptions et les préférences d'un fédéraliste répondent à des caractéristiques bien précises qui le distinguent des autres idéaux types (voyez ci-dessus le Tableau 7.1). En outre, entre le fédéraliste de Flandre, du Québec, d'Ontario ou de Wallonie, il existe également des différences qui s'expliquent par la dynamique fédérale propre au contexte local. Ces ressemblances et dissemblances ressortent de l'emplacement de chaque idéal type fédéraliste sur la Figure 7.1 et surtout méritent d'être explorées car elles permettent de jeter un regard différent sur chacune de ces situations fédérales.

D'une manière générale, le (ou la) fédéraliste reconnaît à la fois l'importance des différences régionales ou provinciales et l'importance de conserver un cadre fédéral fort. Bien conscient des différences – qu'il valorise d'ailleurs – entre les entités composant la fédération, il souhaite que chacune de celles-ci puisse être reconnue dans sa spécificité. Ce faisant, il opte pour un fédéralisme laissant suffisamment d'autonomie aux entités fédérées et plus particulièrement à sa région ou à sa province, y compris, s'il le faut, dans une perspective asymétrique. Il est aussi animé par une volonté de maintenir un système fédéral qui peut transcender les différences – sans les nier ni les minimiser – et ainsi permettre des politiques communes à l'échelle du pays, favorisant la cohésion de l'ensemble fédéral. Dans cette perspective, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer et il doit pouvoir compter sur des moyens suffisants pour le remplir. Il y a donc un souhait pour un système fédéral fort, composé d'entités fédérées fortes et d'une autorité fédérale forte ou en d'autres termes, selon la formule classique, pour l'unité dans la diversité. C'est pour cela qu'en termes de dynamique politique, on le retrouve au centre du schéma.

C'est un idéal type que l'on observe dans les quatre terrains. Cependant, si la logique dominante est similaire entre le fédéraliste d'Anvers, de Kingston, de Liège et de Montréal, chacun s'inscrit dans une dynamique fédérale qui explique certaines caractéristiques particulières. En Belgique, des deux côtés de la frontière linguistique, cette position semble prise entre deux feux : d'un côté, la poursuite de la *fédéralisation* du pays, demandée voire exigée par certains néerlandophones et, de l'autre, l'arrêt de celle-ci ou même le mécanisme inverse – la *refédéralisation* – soutenu par certains francophones. Pris dans cette tenaille, le fédéraliste belge – qu'il soit néerlandophone ou francophone – appelle à la fois la fédéralisation et la refédéralisation. Cette situation révèle un caractère assez

paradoxal, comme le souligne Dave SINARDET[737]. Éric MONTPETIT va même plus loin en parlant de « quadrature du cercle » et ajoute que « la réforme de l'État belge aboutira, *in fine*, soit à une régionalisation, soit à une [re]fédéralisation, mais pas aux deux »[738]. Néanmoins creuser les fondements de cette perspective que nous qualifions de fédéraliste permet de comprendre la raison derrière ce choix qui semble *a priori* intenable. Ici apparaissent des différences entre le fédéraliste belge néerlandophone et le fédéraliste belge francophone – ce qui explique leur position différente sur la Figure 7.1.

Pour ce dernier, le fédéralisme apparaît comme une solution *par défaut* ; il est en effet la moins mauvaise solution aux problèmes communautaires – on se rappellera que c'est le premier sens – négatif – du fédéralisme[739]. Le système fédéral assure ainsi la cohabitation pacifique des deux grandes communautés ; en d'autres termes le maintien de la Belgique. La perspective est donc avant tout pragmatique. C'est pourquoi, dans un contexte de tensions et de revendications pour plus d'autonomie pour la Flandre, le fédéraliste belge francophone souhaite adapter la structure fédérale du pays, en fédéralisant – c'est-à-dire en régionalisant – certaines matières tout en essayant de conserver, voire de renforcer, l'autorité fédérale. Il n'y a donc pour lui pas d'impossibilité à combiner ces deux mouvements, pourtant opposés, puisque seule cette double évolution assurera au fédéralisme belge un avenir.

Le fédéraliste belge néerlandophone, quant à lui, fonde sa vision, non pas sur une perspective pragmatique, mais plutôt sur une perspective identitaire. Il se sent, en effet, belge et flamand, et le système fédéral répond bien à cette double appartenance. Il est donc animé par une vision *positive* du fédéralisme. Dans cette logique, il s'agit de répondre au mieux aux attentes régionales, tout en conservant un niveau fédéral suffisamment fort. Le fédéraliste belge néerlandophone transpose ainsi sa double identité – belge et flamande, et souvent européenne de surcroît – dans une double allégeance politique – fédérale et régionale/communautaire. En termes d'évolution, il s'agit de trouver un équilibre entre *autonomie* des entités fédérées (c'est pourquoi il se situe un peu plus côté « diversité ») et *collaboration* au sein de l'autorité fédérale et plus largement entre les communautés. Cette combinaison doit permettre au système fédéral d'être le plus efficace possible ; ce qui dans la pratique ne se confirme pas toujours, surtout au sommet de l'État puisque la gestion du

[737] Sinardet, « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges ».
[738] Montpetit, « Les futurs des fédérations belge et canadienne : un dialogue comparatif », 257 (italiques dans l'original).
[739] Voyez ci-dessus les chapitres présentant les panels citoyens belges ainsi que l'article : Reuchamps, « Le fédéralisme et ses deux sens - négatifs - en Belgique francophone ».

pays repose sur l'exigence d'un consensus, dans le cadre d'un gouvernement fédéral linguistiquement paritaire[740]. Cette bipolarité instituée est propice au « joint-decision trap »[741], si bien décrit par Fritz W. SCHARPF qui montre la difficulté dans tout système fédéral de parvenir à des décisions acceptées par tous lorsque chaque partenaire jouit d'un droit de veto.

Cette situation peut dès lors provoquer une certaine frustration qui pousse le fédéraliste déçu à se transformer en un régionaliste par défaut, voyant dans une plus grande autonomie pour le Flandre le gage d'une plus grande efficacité. D'un point de vue plus global, Kris DESCHOUWER et Theo Marteen JANS captent bien cette tension :

> Vu de Flandre, cela pose un problème. C'est le même problème que le Canada pose quand on le regarde du point de vue québécois. La Flandre (et le Québec) voudrait bouger, voudrait (re)parler des institutions, des compétences, des finances, voudrait davantage se doter des instruments nécessaires pour prendre son sort en main. L'histoire et la logique des institutions flamandes que nous avons décrites ci-dessus peuvent nous aider à comprendre d'où vient cette volonté. Ici nous pouvons tout simplement constater qu'elle existe, même en constatant également qu'en Flandre on est assez loin d'un consensus sur la nature et l'ampleur des changements désirés. Et si nous constatons qu'elle existe, nous constatons également que l'autre partenaire n'est pas vraiment demandeur de nouvelles négociations. Or l'absence de possibilités de discuter plus ou moins sereinement au jour le jour, a déjà fait monter la température chez celui qui voudrait bien – enfin – (re)parler d'un nombre de choses. Si l'autre – pour des raisons tout aussi légitimes et qu'on pourrait décrire pour les comprendre – décide alors de ne pas parler ou de ne pas accepter un nombre de changements, la température ne descendra pas. La Flandre couvera – à l'instar du Québec – sa frustration accrue vis-à-vis de cette Belgique, maintenant bipolaire et fédérale, qui continue à l'empêcher de faire ce qu'elle veut[742].

Un phénomène similaire de frustration peut apparaître aussi côté francophone mais pas pour la même raison : les revendications flamandes – que le fédéraliste belge francophone peut juger incessantes et surtout insatiables – pour « vider » le niveau fédéral peuvent le pousser à céder à celles-ci par lassitude – « faites ce que vous voulez finalement » – et/ou par fierté – « si vous ne voulez plus de nous, nous sommes capables de prendre notre destin en main ». Si les fédéralistes, des deux côtés de la frontière linguistique, partagent la volonté d'une fédération forte, la dynamique fédérale telle que perçue différemment au nord et au sud du pays explique leur approche différente et leur éventuel ressentiment à l'égard du fédéralisme actuel.

---

740 En outre, cette parité linguistique constitutionnellement obligatoire repose sur un véritable équilibre politique : Min Reuchamps, « La parité linguistique au sein du conseil des ministres », *Res Publica* 49, n°4 (2007). On retrouve une obligation de parité similaire au sein du gouvernement régional bruxellois mais dans un rapport de forces inversé : Min Reuchamps, « La parité linguistique au sein des « gouvernements » bruxellois », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 53, n°2 (2008).

741 Fritz W. Scharpf, « The joint-decision trap : Lessons from German federalism and European integration », *Public administration* 66, n°3 (1988).

742 Deschouwer et Jans, « L'avenir des institutions, vu de Flandre », 220.

Au Canada, si la frustration est moins présente chez le fédéraliste – qu'il soit anglophone ou québécois –, elle n'est pourtant pas absente de certains profils, notamment le souverainiste québécois, comme nous le verrons. Cette absence de frustration dans l'idéal type fédéraliste au Canada s'explique par le point de gravité de la dynamique fédérale qui se trouve ailleurs (par rapport à la Belgique) sur le continuum centralisation-décentralisation. Toutefois, au sein du pays, les deux contextes politiques diffèrent fortement et par conséquent leur centre de gravité aussi, nous l'avons vu. À Kingston, le débat tourne autour de la question de l'opportunité d'une plus grande centralisation tandis qu'à Montréal et au Québec en général il pèse sur l'éventualité d'une plus grande décentralisation. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le fédéraliste québécois, dans notre typologie, ne défend pas le fédéralisme canadien (voire même tout simplement le gouvernement fédéral) en tant que tel, il défend le fédéralisme comme modèle d'organisation politique basé sur l'équilibre entre le *shared rule* et le *self-rule*. Ainsi, il ne prône pas une augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral mais plutôt une distribution *équilibrée* des pouvoirs entre les deux ordres de gouvernement. Cela correspond d'ailleurs bien à ses identités et sentiments d'appartenance qui mettent sur un pied d'égalité l'attachement au Canada et l'attachement au Québec. En outre, il accorde sa confiance aux institutions fédérales comme aux institutions provinciales. Dans le débat sur l'avenir du Québec, il ne privilégie pas nécessairement un renforcement du fédéral au détriment du provincial ; en fait, au contraire, c'est plutôt une augmentation de l'autonomie provinciale, tout en maintenant un cadre fédéral fort, qui constitue sa préférence. Il accompagne celle-ci d'une volonté que le Québec soit reconnu en tant que nation distincte du reste du Canada. Cette reconnaissance peut se traduire par des asymétries politiques qui ne remettent pas en question le système fédéral mais contribue à l'améliorer de l'intérieur[743].

Allant à contre-courant des deux autres types de citoyens canadiens anglophones, le fédéraliste prône également un fédéralisme asymétrique. Hors du Québec, le débat se situe, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, autour d'une plus forte centralisation. Dans ce contexte, face à ce qu'il perçoit comme une centralisation (en termes politiques) et une

[743] D'un point de vue académique, une chercheuse anglophone de l'Université de Montréal, Jane JENSON, défend l'asymétrie : Jane Jenson, « Reconnaître les différences : sociétés distinctes, régimes de citoyennetés, partenariats », in *Sortir de l'impasse : les voies de la réconciliation*, Guy Laforest et Robert Gibbins (dir.) (Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, 1998). Benoît PELLETIER, qui fut un ministre du gouvernement libéral québécois de Jean CHAREST pendant plusieurs années, l'encourage dans une perspective politique : Benoît Pelletier, « Le Fédéralisme Asymétrique : Une Formule Gagnante Pour Tous! », *Asymmetry Series*, n°15b (2005), http ://www.iigr.ca/pdf/publications/379_Le_Fdralisme_Asymtrique_.pdf.

nationalisation (en termes identitaires) croissantes du fédéralisme canadien, le fédéraliste prône un fédéralisme qui assure l'équilibre entre les forces fédérales et les forces provinciales. Sa position ne fait pas seulement écho à une volonté théorique mais s'inscrit pratiquement dans une véritable reconnaissance – et valorisation – des différences, notamment provinciales, au sein de la fédération canadienne, ce qui est loin d'être toujours le cas, surtout en Ontario. Lui-même montre un certain attachement provincial alors que l'identité *first and foremost Canadian* prédomine au Canada anglais. Au final, il porte une vision organique du fédéralisme canadien, c'est-à-dire une vision qui repose sur l'unité dans la diversité, quitte à perdre en efficacité dans une certaine mesure.

Le fédéraliste en Flandre, au Québec, en Ontario et en Wallonie partage la même volonté d'une alliance, reflétant ainsi la racine latine, *foedus*, de « fédéral », entre les composantes de la fédération. En Flandre et au Québec, cette vision trouve sa source dans la double appartenance identitaire, belge et flamande, d'une part, et canadienne et québécoise, d'autre part. Dans cette perspective, le fédéralisme est vu comme la meilleure solution pour traduire – et valoriser – politiquement cette double identité. Au Canada anglais, la vision fédéraliste naît de la reconnaissance de la diversité des provinces et se concrétise au sein d'un système fédéral qui assure simultanément une cohésion à l'échelle du pays et une autonomie légitime des provinces. En Wallonie, le fédéraliste émerge des conflits communautaires et considère, d'un point de vue pratique et politique, la solution fédérale comme la moins mauvaise pour l'avenir de la Belgique puisqu'elle reconnaît les différences entre les communautés en leur laissant une certaine autonomie tout en maintenant une forte collaboration au niveau fédéral. C'est justement là que les blocages peuvent apparaître et mettre le fédéralisme sous tension voire à l'arrêt, causant une frustration au sein des deux grandes communautés nationales, l'une rejetant la faute sur l'autre et vice-versa. Ce faisant, le fédéraliste peut évoluer vers un autre idéal type ; phénomène dont on trouve également trace au Québec, et plus particulièrement au moment de grande crispation politique, mais moins au Canada anglais où la position du fédéraliste semble mieux ancrée car basée sur une vision positive du fédéralisme et inscrite dans une longue tradition fédérale.

B. L'unioniste

Comme son nom l'indique, l'unioniste voit dans le fédéralisme la solution pour maintenir l'union du pays, malgré les différences en son sein. Il reconnaît donc les différences qui traversent le pays et estime qu'elles dépassent le seul élément linguistique.

Elles sont d'ordre économique, politique et culturel. Cependant, elles ne peuvent empêcher une cohabitation harmonieuse au sein d'un même pays entre ses diverses composantes. Pour ce faire, selon l'unioniste, le gouvernement fédéral doit jouer un rôle fondamental dans le maintien de l'union du pays. Ce gouvernement est véritablement le garant du fédéralisme. Par conséquent, l'unioniste privilégie une augmentation des pouvoirs du gouvernement fédéral afin que ce dernier puisse mener des politiques nationales unificatrices, s'appliquant à l'ensemble du territoire et à tous les citoyens.

Cette vision unioniste du fédéralisme se fonde dans un attachement profond au pays, à « son » pays. Si l'unioniste montre une appartenance à sa région ou à sa province, il privilégie avant tout une identité nationale, transcendant les différences locales. L'État constitue le siège de la nation ; l'un et l'autre se recouvrant. Ce faisant, la reconnaissance de nations sous-étatiques et les conséquences politiques que ce statut peut impliquer posent problème à l'unioniste. Il tend d'ailleurs à ne reconnaître l'existence que d'une seule nation, la nation « étatique » ; celle que les théoriciens du nationalisme qualifient de *Staatsvolk*[744]. Plus généralement, sans se rendre nécessairement compte que sa vision du pays constitue une forme de nationalisme – ce qui d'un point de vue analytique est pourtant bien le cas –, il rejette le nationalisme sous-étatique qu'il craint profondément car celui-ci remet en cause l'avenir du pays.

En conclusion, si, *a priori*, l'unioniste ne se distingue guère du fédéraliste, rapidement des différences importantes apparaissent entre ces deux idéaux types, en termes de perception du fédéralisme et de sentiments d'appartenance ainsi qu'en termes de préférences pour l'évolution du système fédéral (voyez le Tableau 7.1). Outre les différences entre les idéaux types, des nuances apparaissent au sein d'un même idéal type. Ainsi, si l'unioniste, aussi bien en Belgique qu'au Canada, souhaite un système politique qui assure l'union du pays – auquel il est profondément attaché – en tenant compte de sa

[744] Brendan O'LEARY le définit ainsi : « national or ethnic people who are demographically and electorally dominant », Brendan O'Leary, « An iron law of nationalism and federation? A (neo-Diceyian) theory of the necessity of a federal Staatsvolk, and of consociational rescue », *Nations and Nationalism* 7, n°3 (2001) : 284-285. Voyez également Philip Resnick, « Hubris and melancholy in multinational states », *Nations and Nationalism* 14, n°4 (2008).
Il nous semble utile d'ajouter la notion de *politiquement* dominant à cette définition ; car ce qui compte *in fine* c'est l'importance politique du groupe, même si son poids démographique et/ou électoral est inférieur à celui d'autres groupes. Cette précision prend tout son sens dans le contexte belge où pendant de nombreuses années le groupe politiquement dominant était les francophones, malgré leur statut de minorité d'un point de vue démographique. Cette domination – bien que révolue – explique pourquoi on trouve encore aujourd'hui chez certains francophones – notamment l'unioniste mais également l'unitariste comme on le verra – un sentiment de *Staatsvolk*. En analysant les représentations spatiales des Canadiens et des Belges, David H. KAPLAN montre également ce phénomène : David H. Kaplan, « Two Nations in Search of a State : Canada's Ambivalent Spatial Identities », *Annals of the Association of American Geographers* 84, n°4 (1994).

diversité intérieure, la logique derrière cette vision s'inscrit dans des contextes sensiblement distincts et qui, dans une perspective comparative permettent d'expliquer les nuances au sein de cet idéal type.

En raison de sa diversité et plus particulièrement de sa dualité, le Canada embrasse dès 1867 une solution fédérale. L'unioniste voit dans le fédéralisme la meilleure solution pour accommoder cette diversité qui est géographique mais aussi linguistique et culturelle. Celle-ci constitue d'ailleurs, pour lui, le cœur du Canada. L'unioniste canadien anglophone se satisfait du système fédéral actuel car le gouvernement fédéral y joue un rôle majeur, mais pas prépondérant, en offrant des politiques nationales tout en laissant aux provinces une certaine autonomie permettant de prendre en compte leur spécificité respective. Cependant, vu l'importance à ses yeux du gouvernement fédéral, l'unioniste estime que ce dernier n'a pas trop de pouvoirs et même qu'un renforcement de ceux-ci s'avère nécessaire dans certaines matières fondamentales comme la santé et l'éducation, pourtant des compétences clairement provinciales, afin de développer des politiques communes pour l'ensemble du territoire. Mais, cela ne peut toutefois pas se faire sans l'appui des provinces qui doivent pouvoir, si elles souhaitent, poursuivre leur propre voie – via des mécanismes d'*opting out*.

Au Québec, l'unioniste partage cette vision du fédéralisme qui assure, d'une part, le respect de la diversité, singulièrement québécoise, mais également et surtout, d'autre part, la cohésion de l'ensemble canadien au travers de grandes politiques nationales. Ces dernières, comme la Charte des droits et des libertés, forgent une identité canadienne d'un océan à l'autre. Dans cette perspective, le désir de souveraineté porté par certains Québécois est incompris et fortement condamné par l'unioniste. S'il rejette la souveraineté sur une base identitaire – condamnant le nationalisme québécois et l'idée que le Québec soit une nation distincte –, il le fait également sur une base politique et économique. Pour l'unioniste, le Québec retire des avantages économiques et politiques du fédéralisme canadien. Il n'y a, selon lui, aucun avantage à la souveraineté. Le Québec doit rester une province de la fédération canadienne – en termes constitutionnels il prône donc le *statu quo* – et continuer à contribuer à son développement comme il l'a fait jusqu'à présent, en envoyant de nombreux premiers ministres québécois à la tête du gouvernement fédéral. Ainsi, pour l'unioniste québécois, le système fédéral fonctionne bien et fonctionnerait encore mieux en l'absence de velléités de séparatisme venant de certains Québécois.

En Belgique, l'unioniste ne tient pas un discours aussi enthousiaste à l'endroit du fédéralisme, bien au contraire, même si évidemment on retrouve la volonté au cœur de cet idéal type d'un fédéralisme où le niveau fédéral veille à l'union du pays. L'unioniste belge, néerlandophone comme francophone, fait un constat opposé à celui fait au Canada. Le fédéralisme n'est pas la meilleure solution ; elle est plutôt la moins mauvaise. En effet, compte tenu des tensions communautaires et des différences entre les Flamands et les francophones (qui dépassent le strict cadre linguistique), un système fédéral semble constituer la moins mauvaise solution pour assurer la cohabitation pacifique et donc la survie de la Belgique. Cet objectif est d'ailleurs au centre des préoccupations de l'unioniste belge qui est, comme le canadien, fortement attaché à son pays et montre une identité belge dominante (mais pas nécessairement exclusive – chez l'unioniste néerlandophone, il y a d'ailleurs un sentiment flamand à côté du sentiment belge dominant). Toutefois, il craint la dissociation croissante (c'est l'idée en néerlandais de *steeds meer*, toujours plus) entre les deux communautés nationales belges. C'est un constat qui l'attriste car l'unioniste, des deux côtés de la frontière linguistique, croit en l'existence d'une nation belge transcendant les différences et différends communautaires qui sont surtout le fruit de querelles politiques. Pour l'unioniste, les citoyens, eux, qu'ils soient du nord ou du sud du pays, sont unis derrière une volonté de vivre ensemble, dépassant leurs différences. Il ajoute que les néerlandophones et les francophones comptent bien plus de ressemblances que de dissemblances, surtout si on compare les premiers avec les Néerlandais et les seconds avec les Français.

En particulier côté francophone, un sentiment de pessimisme face à l'avenir de la Belgique se ressent. Il résulte de ce que nous avons qualifié de double sens négatif du fédéralisme. Ce dernier constitue la moins mauvaise solution pour maintenir l'union de la Belgique – premier sens négatif – mais le fédéralisme semble se rapprocher inexorablement du séparatisme – second sens négatif. Cette crainte est nourrie par les revendications flamandes pour plus d'autonomie qui sont rejetées en bloc car elles ne sont pas considérées légitimes. Cela s'inscrit dans un rejet plus général de toute forme de nationalisme – on remarque à nouveau que l'unioniste francophone et néerlandophone condamne le nationalisme alors que lui-même est empreint d'une certaine forme de nationalisme. Dans un tel contexte, l'unioniste attend, sans grand optimisme toutefois, de l'Autorité fédérale qu'elle puisse enrayer la spirale négative des conflits communautaires et ainsi assurer l'union de la Belgique. C'est pourquoi il souhaite le renforcement des pouvoirs de l'Autorité

fédérale, soit en maintenant le *statu quo* actuel, soit au détriment de ceux des Régions et des Communautés. C'est donc le désir d'un gouvernement fédéral fort qui anime l'unioniste car il correspond le mieux à sa vision de la Belgique.

Le Canada et la Belgique connaissent tous deux des tensions importantes liées à leur avenir respectif ; ces tensions sont fortement ressenties par les citoyens et singulièrement par le citoyen unioniste. Si en termes de perceptions (notamment le fort sentiment national) et de préférences (un renforcement des pouvoirs du gouvernement fédéral) le profil de l'unioniste correspond dans les quatre terrains, il se démarque toutefois lorsqu'on aborde le sujet sur le plan « émotionnel » et plus spécifiquement l'avenir du pays : le canadien – qu'il soit québécois ou canadien anglophone – plutôt positivement ; le belge – qu'il soit francophone ou néerlandophone – plutôt négativement. Cette différence s'explique par la nature de la dynamique fédérale dans ces deux contextes fédéraux. Au Canada anglais comme au Québec, la question de l'avenir du pays est moins aiguë que par le passé, notamment dans les années 1990, et les forces centripètes et centrifuges semblent se neutraliser. L'unioniste, qui se situe clairement du côté des forces centripètes, peut ainsi envisager l'avenir d'une manière optimiste, surtout qu'il se satisfait généralement du fonctionnement actuel du système fédéral. En Belgique, par contre, d'après l'unioniste, les forces centrifuges impriment toujours leurs marques sur le débat politique ce qui lui laisse présager le pire pour l'avenir du pays, d'autant plus que le gouvernement fédéral semble englué dans les tensions communautaires (d'où son insatisfaction).

C. L'unitariste et le centralisateur

Tout d'abord, la différence d'intitulé – unitariste (en Belgique) ou centralisateur (au Canada) – ne doit pas laisser penser qu'il s'agit de deux idéaux types distincts ; ces deux intitulés reflètent la même réalité analytique qui a été mise en évidence au sein d'un même idéal type. Toutefois, le concept d'unitariste apparaît comme fort incongru dans le contexte fédéral canadien qui n'a jamais véritablement connu ni l'unitarisme ni de mouvement unitariste – à l'exception des positions, évoquées dans l'introduction générale, de John A. MACDONALD et de ses partisans lors des débats à l'origine de la fédération. C'est pourquoi, dans ce contexte, le concept de centralisateur convenait mieux pour traduire la réalité reflétée, en Belgique, dans la notion d'unitariste. Que recouvre précisément cet idéal type et quelles sont les différences entre les trois terrains – tous sauf le Québec – où l'on retrouve ce profil ?

Premièrement, au cœur de l'idéal type unitariste/centralisateur se trouve une identité nationale – au sens *belge* et au sens *canadien* – qui est exclusive et dominante. C'est véritablement la notion de *Staatsvolk* qui décrit le mieux cette réalité – d'une manière encore plus forte que chez l'unioniste[745]. L'unitariste/centralisateur estime que le peuple belge ou le peuple canadien forme une nation d'un bout à l'autre du pays et ce sentiment national anime l'ensemble de la population. C'est ainsi que nombre de Canadiens anglophones, notamment les Ontariens – qui vivent au centre du pays et qui hébergent dans leur province la capitale fédérale –, considèrent que tous leurs compatriotes se définissent comme *first and foremost Canadian* et pour certains d'entre eux rejettent voire condamnent toute autre forme d'identification (on se rappellera, par exemple, de l'intervention de la participante T1 lors du panel de Kingston). En Belgique, des deux côtés de la frontière linguistique mais surtout au sud, pour l'unitariste, il n'existe qu'une seule nation, la nation belge, et les autres éventuels sentiments d'appartenance concourent à cette identification première – c'est singulièrement le cas de l'identité francophone – ou sont relégués au rang du folklore – l'identité wallonne et, dans une certaine mesure, les identités locales. Ainsi, l'unitariste/centralisateur dans ces deux pays, ne s'identifient pas seulement lui-même comme belge ou canadien uniquement, mais généralise ce sentiment pour l'ensemble de la population ; dans ce que nous avons qualifié de triangle identitaire, le « moi » et le « nous » sont ainsi fusionnés.

Vue par de l'unitariste, la perception de l'autre – le « eux » – est fortement influencée par le sentiment national qui l'anime et prolonge ce sentiment. L'unitariste belge ne voit aucune différence, outre la langue, entre les francophones et les néerlandophones. Ensemble, ils forment un seul et même peuple. Sans surprise, il ne comprend pas et refuse les demandes pour plus d'autonomie ainsi que les affirmations identitaires régionales au sein de sa propre communauté et évidemment dans l'autre communauté. Cependant, l'unitariste belge néerlandophone se distingue de son homologue francophone en acceptant la compatibilité des identités belge et flamande (même si lui se sent belge uniquement). Mais on trouve ici un phénomène similaire évoqué ci-dessus à propos de l'unitariste belge francophone : si ces deux identités sont compatibles, l'une – flamande – concourt à l'autre – belge – en ce que l'identité flamande, d'après l'unitariste, est purement linguistique et non pas politique ; il se définit comme un Belge qui parle le néerlandais. Face à une vision

[745] En termes identitaires, il y a donc une différence de degré avec l'unioniste. La position respective de ces profils sur la Figure 7.1 en atteste.

tellement unie des Belges, à quoi peuvent être dus les conflits communautaires selon lui ? L'unitariste les regrette vivement et voit dans les hommes politiques ainsi que les médias les principaux responsables de ceux-ci. Le citoyen ordinaire, quant à lui, n'est pas responsable de cette spirale négative.

Le centralisateur canadien fonde également sa perception de l'autre sur sa vision nationalisante du Canada. Il marginalise dès lors les identités régionales, provinciales ou locales dans une nation canadienne qui transcende toutes ces identités et ces sentiments d'appartenance. Surtout, il ne peut y avoir au Canada qu'une seule nation, la nation canadienne. Par conséquent, le centralisateur ne reconnaît de statut particulier ni au Québec ni aux Premières nations. Dans cette perspective, ils ne peuvent prétendre à aucun privilège politique particulier. De toute manière, de tels privilèges, comme la restitution de territoire pour les peuples autochtones, ne sont pas nécessaires puisqu'ils se sentent, d'après le centralisateur, canadiens avant tout.

Cette perception unitaire des Belges et des Canadiens s'accompagne d'une vision respectivement unitaire de la Belgique et centralisée du Canada. Si dans ce dernier pays, le centralisateur ne remet pas en cause l'existence des provinces car elles font partie intégrante du système fédéral – qui correspond dans l'esprit du centralisateur au système politique –, le *vrai* gouvernement est le gouvernement fédéral. C'est ce gouvernement qui peut répondre aux problèmes des Canadiens. Dans un contexte de globalisation, et notamment de rivalité avec les voisins du Sud et de l'Arctique, le centralisateur estime que seul le gouvernement fédéral a la capacité de pouvoir faire quelque chose et que celui-ci a besoin d'un pouvoir renforcé pour mener des politiques cohérentes. Une centralisation est donc clairement souhaitée. Pour atteindre ce but, guidé par une volonté d'offrir un service efficace et efficient à l'ensemble des citoyens (c'est le *citizen-centred federalism*), il n'est pas nécessaire de respecter la répartition des compétences entre le fédéral et le provincial. C'est l'ordre de gouvernement qui peut mieux gérer la compétence en question qui doit le faire, même si cela implique souvent une diminution de l'autonomie des provinces. Ces dernières ne sont pas appelées, selon le centralisateur, à jouer un rôle majeur dans la fédération canadienne et encore moins à ce que l'une d'elle, singulièrement le Québec, suive sa propre voie. Le fédéralisme doit être symétrique et les politiques prises par le gouvernement fédéral doivent être nationales et donc s'appliquer à l'ensemble du territoire sans exception.

La dynamique fédérale belge contraste avec le contexte fédéral canadien. En premier lieu, alors que le centralisateur canadien accepte le fédéralisme – qu'il veut, certes,

plus centralisé, quitte à ce que cela ne soit plus vraiment du fédéralisme – pour des raisons historiques (le système politique canadien est fédéral depuis la naissance de l'État), l'unitariste belge a connu la fédéralisation du pays, d'un État unitaire à un État fédéral. Transformation qui lui a été présentée, par les hommes politiques, comme la seule solution aux conflits communautaires. Or, pour l'unitariste, le fédéralisme a fait « pire que bien » ; il n'a pas apaisé les tensions, que du contraire pense l'unitariste, il les a aggravées. De surcroît, le système fédéral est extrêmement complexe. Ainsi, il voit dans le fédéralisme une construction essentiellement politique et artificielle pour gérer des différences entre les Belges néerlandophones et francophones qui, d'après lui, n'existent pas ou en tout cas seraient marginales si les hommes politiques et les nationalistes ne les attisaient pas. Partant de sa vision doublement unitaire de la Belgique et des Belges, l'unitariste souhaite non pas le rétablissement de l'État belge unitaire (car il sait que c'est irréalisable – la participation au panel a, dans certains cas, contribué à cette prise de conscience) mais le renforcement de l'autorité fédérale. Comme le centralisateur canadien, l'unitariste belge voit dans le gouvernement fédéral – l'ancien gouvernement national – le véritable gouvernement ; celui qui peut empêcher la séparation du pays, celui qui peut assurer l'unité de la Belgique. Toutefois, au vu des tensions récurrentes au sein de ce gouvernement, l'unitariste est pessimiste quant à l'avenir de la Belgique – même s'il ne peut pas, voire ne veut pas, croire qu'elle pourrait disparaître.

Au final, la dynamique fédérale explique les différences entre le centralisateur canadien et l'unitariste belge qui partagent pourtant une conception identitaire similaire. Au Canada, la tendance est à un renforcement du gouvernement fédéral, ce qui correspond à la vision du centralisateur. En Belgique, la tendance est inverse ; la dynamique fédérale tend vers l'accroissement de l'autonomie des entités fédérées, au détriment, selon l'unitariste, de l'unité de la Belgique. Face à cette fédéralisation, l'unitariste francophone et, dans une moindre mesure, l'unioniste francophone sont devenus « veufs », pour reprendre l'expression de Jean-Claude SCHOLSEM, de « leur » État[746] qui s'est fédéralisé et simultanément flamandisé. Malgré le caractère plus flamand de l'État belge actuel, l'unitariste néerlandophone est loin de s'y sentir entièrement à l'aise en raison de cette fédéralisation qui semble ne devoir jamais s'arrêter. De l'autre côté du continuum (plus précisément dans le quadrant opposé de la Figure 7 .1), d'autres types de critiques à l'égard

[746] Scholsem, « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? » : 293.

du fédéralisme, portées par des visions radicalement opposées à celle de l'unitariste, émergent avec les idéaux types de l'indépendantiste et du régionaliste.

D. L'indépendantiste

À bien des égards, l'idéal type de l'indépendantiste s'oppose à celui de l'unitariste/centralisateur. Sur l'échelle des idéaux types, ils occupent d'ailleurs les deux positions extrêmes. Néanmoins, ils partagent une caractéristique importante en commun : un fort et exclusif sentiment national. Cependant, la nation visée est complètement différente. En effet, la nation québécoise ou la nation flamande constitue le cœur de l'idéal type de l'indépendantiste. C'est autour de ce sentiment national fort et exclusif que se construit ce profil et c'est sur cette base identitaire qu'il ancre sa volonté de rupture complète avec le système fédéral. Cependant, à côté de raisons identitaires, l'indépendantiste mobilise également des arguments de nature différente pour atteindre son but : principalement politique et économique. Analysons séparément les différentes raisons de l'indépendantiste, ce qui nous permettra de comparer le profil québécois au profil flamand et d'ainsi mieux comprendre les enjeux derrière les revendications autonomistes en Belgique et au Canada.

Premièrement, la raison d'être de l'indépendantiste, nous l'avons dit, repose sur un sentiment national fort et exclusif qui devrait, selon lui, se traduire par la maîtrise de son destin. Sans surprise, l'objectif ultime de l'indépendantiste québécois et de l'indépendantiste flamand consiste à permettre respectivement aux Québécois et aux Flamands d'organiser, eux-mêmes, leur propre pays politiquement, économiquement, culturellement et linguistiquement. Il y a donc une nation québécoise et une nation flamande qui aspire, démocratiquement, à l'indépendance. Nous l'avons écrit dans le chapitre sur le Québec, mais c'est également vrai pour la Flandre : ce n'est pas *contre* le Canada mais *pour* le Québec, ce n'est pas *contre* la Belgique mais *pour* la Flandre.

Toutefois, ce discours classique de l'indépendantiste doit être nuancé car il se construit également dans la relation qu'il entretient avec l' « autre ». En effet, aussi bien le nationalisme québécois que le nationalisme flamand est le fruit d'une lutte historique contre un autre nationalisme[747] : le nationalisme canadien et le nationalisme belge. On peut même parler, à la suite de Philippe RESNICK, d'une confrontation inégalitaire entre un

[747] Il convient de préciser que tous les nationalistes québécois et flamands ne peuvent être considérés comme des indépendantistes ; certains correspondent à l'idéal type du souverainiste au Québec et du régionaliste en Flandre.

nationalisme dominant et un nationalisme dominé[748]. À la fois le nationalisme québécois et le nationalisme flamand tombent dans cette dernière catégorie qui se caractérise par une mythologie mélancolique – plutôt qu'une mythologie plus « conquérante », caractéristique des nationalismes dominants. C'est ainsi que les événements du passé, souvent douloureux[749], occupent une place importante dans les récits identitaires québécois et flamands[750]. Le poids de l'histoire est essentiel pour comprendre cet idéal type et plus généralement la dynamique fédérale dans ces deux pays, d'autant plus que, comme le rappelle Kris DESCHOUWER, « l'histoire de l'un n'est pas l'histoire de l'autre, et chacun aime bien voir et dénoncer les méchants (nationalistes) d'en face »[751].

Deuxièmement, l'indépendantiste rejette ouvertement le système fédéral qui l'empêche de prendre en main son destin. Il a une perception très négative du fédéralisme dans son ensemble. Cette frustration trouve une origine différente au Québec et en Flandre. Dans le système fédéral canadien, la minorité québécoise ne peut faire entendre sa voix dans l'océan anglophone qui l'entoure tandis qu'en Belgique les volontés de la majorité flamande sont bloquées par la minorité francophone. Le sentiment qui se dégage des deux côtés de l'Atlantique est un sentiment d'impuissance et de blocage. Dès lors, la voie de l'indépendance semble la seule possibilité. Concrètement cependant ils emprunteraient des chemins différents pour atteindre le même objectif. Pour l'indépendantiste flamand, la route pour l'indépendance peut passer d'abord par l'approfondissement du système fédéral en octroyant davantage de compétences aux entités fédérées. Il ne s'agirait évidemment que d'une première étape dans la direction de la séparation, du *splitsing*. C'est donc un processus par étapes. Au Québec, par contre, l'indépendantiste rejette toute option intermédiaire à la souveraineté sans aucune forme de partenariat, en ce compris une souveraineté qui maintiendrait des liens, économiques ou politiques, avec le Canada – même si, dans l'histoire, l'indépendantiste a stratégiquement accepté la perspective étapiste. Cette différence s'explique par l'histoire respective de ces deux pays. Alors que la Belgique a

748 Resnick, « Hubris and melancholy in multinational states ».

749 Au Québec, la bataille perdue des Plaines d'Abraham en 1759 ou, plus récemment, les échecs des Accords du Lac Meech et de Charlottetown constituent des éléments importants de l'identité québécoise. En Flandre, la mort de soldats flamands sous le commandement d'officiers francophones qu'ils ne comprenaient pas lors de la Première Guerre mondiale constitue un mythe classique du récit identitaire, même si celui-ci ne résiste pas à l'épreuve de l'analyse historique : Anne Morelli (dir.), *Les Grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie* (Bruxelles : Editions vie ouvrière, 1995). Néanmoins, un des mythes fondateurs flamands est la victoire des milices communales flamandes sur l'armée française lors de la Bataille de Courtrai, plus connue sous le nom de la Bataille des éperons d'or, le 11 juillet 1302. Cette date est devenue par la suite le jour de la fête de la Communauté flamande.

750 Maclure, *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*.

751 Deschouwer, « Comprendre le nationalisme flamand ».

connu une très grande mobilité constitutionnelle depuis la fin des années 1960, avec une réforme de l'État tous les sept ans en moyenne[752], le Canada, par contre, s'est montré relativement immobile sur le plan constitutionnel, hormis le rapatriement de la Constitution en 1982, sans l'accord du Québec, et les soubresauts liés à la tenue de deux référendums[753]. Ainsi, l'indépendantiste belge peut espérer atteindre son objectif à coup de réformes constitutionnelles, ce qui n'est pas le cas au Québec.

Troisièmement, le réquisitoire de l'indépendantiste contient des arguments économiques. C'est particulièrement vrai dans le cas belge. L'indépendantiste estime que la solidarité entre les régions est déséquilibrée, c'est-à-dire que la Flandre paye trop et que la Wallonie profite des richesses de la Flandre. Partant de ce constat, il exige une révision des mécanismes de transferts. Idéalement, pour lui, la solidarité devrait être assurée à un niveau européen plutôt qu'au niveau belge. En outre, depuis quelques années, comme nous le mentionnions dans le quatrième chapitre, le discours indépendantiste repose sur un argumentaire « dénationalisé », centré sur l'efficacité plutôt que sur l'identité. Dave SINARDET écrivait ainsi que ce discours est basé sur « la rationalité, la bonne gouvernance et les chiffres »[754]. La dimension économique occupe donc une place centrale dans l'idéal type de l'indépendantiste flamand. Cette rationalité économique s'accompagne également d'un souhait de gouvernance efficace que les institutions flamandes semblent plus à même d'apporter que les institutions fédérales et encore moins les wallonnes. Au Québec, le caractère économique des revendications indépendantistes est plus nuancé car elles y sont davantage sources de débats[755]. D'une part, à propos des bénéfices apportés ou non par les mécanismes de péréquation – de solidarité, en d'autres termes ; pour certains, le Québec en bénéficie plutôt qu'elle n'y contribue, pour d'autres, ce constat est tout simplement erroné[756]. D'autre part, le véritable débat sur le plan économique se situe au sein de la société québécoise (et non entre le Québec et le reste du Canada) ; il s'agit de savoir si un Québec souverain serait viable ou non. Dans ce débat, l'indépendantiste ne craint pas les

752 Reuchamps et Onclin, « La fédération belge », 22-23.
753 Poirier, « Fédéralisme en Belgique et au Canada : parallèles, dissonances et paradoxes ».
754 Sinardet, « Des accents flamands au Canada ».
755 Par ailleurs, selon plusieurs observateurs, on assiste depuis le référendum de 1995 à la dénationalisation du mouvement souverainiste québécois. Mathieu BOCK-CÔTÉ estime ainsi que le nouveau discours souverainiste remplace les raisons culturelles et historiques de faire l'indépendance par des raisons sociales et idéologiques, c'est-à-dire celles de faire un projet de société progressiste : Mathieu Bock-Côté, *La dénationalisation tranquille* (Montréal : Boréal, 2007).
756 Notamment parce que le Québec finance les sables bitumeux de l'Alberta.

éventuelles conséquences économiques négatives si le Québec devient un pays car les avantages politiques espérés seraient bien plus fondamentaux.

Finalement, les panels citoyens ont montré que chez les citoyens indépendantistes cette position est véritablement ancrée et n'est guère, voire pas du tout, influencée par des éléments contextuels ou politiques. Même s'il sait que l'indépendance de la Flandre ou du Québec ne se profile pas à l'horizon immédiat, l'indépendantiste n'en perd pas pour autant espoir de l'atteindre un jour.

E. Le régionaliste et le souverainiste

À la différence de l'indépendantiste, le régionaliste souhaite conserver un lien avec le cadre fédéral même s'il appelle à son évolution – et espère être entendu. Porteurs d'une identité provinciale/régionale forte et insatisfaits du système fédéral actuel, le souverainiste québécois et le régionaliste flamand comme wallon désirent un renforcement radical de l'autonomie de sa province, de sa région. Selon le contexte, les arguments peuvent différer mais tous reposent sur le couple dynamique identitaire-dynamique politique. Tout d'abord, le régionaliste s'identifie plus avec sa région qu'avec son pays et voit des différences importantes entre sa région et le reste du pays. C'est le cas typique du régionaliste flamand qui se sent plus flamand que belge et qui estime que de nombreuses différences existent entre habitants du nord du pays et habitants du sud du pays. En outre, ces différences justifient, selon lui, que les régions empruntent des chemins séparés.

Le souverainiste révèle un profil similaire : les Québécois constituent une nation distincte du reste du Canada et ce n'est pas uniquement une différence linguistique mais plus largement une différence de vision du monde, notamment en ce qui concerne l'environnement ou la politique étrangère. Cette distinction québécoise devrait logiquement emporter des conséquences politiques. Il se montre ainsi en faveur de la souveraineté du Québec, mais – et la réserve n'est pas marginale – tout en maintenant des liens plus ou moins forts avec le Canada. Même s'il existe un saut qualitatif important entre une reconnaissance constitutionnelle de la nation québécoise et la souveraineté, le souverainiste accepte généralement l'étapisme, c'est-à-dire les scénarios apportant plus d'autonomie au Québec.

Le régionaliste belge francophone, quant à lui, ne montre pas nécessairement une forte identité régionale ; il s'agit plutôt d'une identité multiple. La raison véritable derrière ce profil est l'insatisfaction à l'égard du système politique actuel et singulièrement les incessantes revendications flamandes qui l'incitent à vouloir adopter un système fédéral

fortement régionalisé où l'autorité fédérale ne joue plus qu'un rôle d'arbitre entre les composantes. Le système fédéral en serait ainsi plus efficace puisque chacun serait maître chez soi. Le régionaliste belge francophone est donc plus marqué par la dynamique politique qu'identitaire.

Chez le régionaliste belge néerlandophone et le souverainiste québécois, la dynamique politique combinée à la dynamique identitaire joue également un rôle important dans la construction de leur position. Ainsi, le premier révèle une vision négative du système fédéral belge. Celui-ci lui paraît inefficace et les institutions fédérales lui inspirent moins confiance que les institutions flamandes. Pour lui, les blocages sont surtout dus à la mauvaise volonté des francophones voire à leur incompétence. En outre, bien qu'il défende les mécanismes de solidarité, il pense que la Flandre paye trop pour les autres régions, surtout pour la Wallonie. Pour le souverainiste québécois, le fait francophone et les francophones ne sont pas bien protégés par le fédéralisme canadien ; il n'a pas non plus intégré les spécificités québécoises. Pour ces raisons, le régionaliste et le souverainiste appellent à un renforcement de l'autonomie des entités fédérées et en tout cas de la leur.

Ce mécontentement exprimé à l'égard du système fédéral tel qu'il est aujourd'hui constitue le moteur des revendications régionalistes. Puisque ce système ne donne pas satisfaction et qu'en outre les différences entre les communautés sont grandes, autant permettre à chaque entité de suivre sa propre voie. Mais il arrive comme au Canada que les appels à la reconnaissance ne soient pas entendus et génèrent une plus grande frustration qui se transforme en une revendication plus radicale en faveur de la souveraineté. José WOEHRLING décrit ainsi ce phénomène :

> De nombreux Québécois qui se prononcent pour la souveraineté continuent de privilégier une réforme du système fédéral canadien qui donnerait au Québec les pouvoirs considérés comme nécessaires et reconnaîtrait son caractère distinct.
> Autrement dit, ils recherchent prioritairement une forme de souveraineté « à l'intérieur du Canada ». Lorsqu'ils votent pour la souveraineté « à l'extérieur », ils le font de façon stratégique, pour créer une position de force à partir de laquelle négocier une réforme constitutionnelle, ou parce qu'ils sont arrivés à la conclusion qu'une telle réforme est impossible et que la souveraineté « externe » leur apparaît comme la seule voie qui reste. Cependant, même dans ce dernier cas, une grande proportion d'électeurs souverainistes conditionne son appui à l'assurance que la souveraineté sera accompagnée d'une nouvelle association qui maintiendra le Québec et le Canada à l'intérieur d'une structure commune. D'une certaine façon, la souveraineté-association donnerait ainsi au Québec le statut particulier, au sein de cette nouvelle structure, que les souverainistes préféreraient obtenir au sein de la fédération, mais que le Canada ne semble pas disposé à accepter[757].

[757] Woehrling, « La protection des minorités nationales dans le système fédéral canadien », 150-151. Dans une veine similaire et peu avant le référendum de 1994, Louis BALTHAZAR écrivait : « […] le nationalisme

Le souverainiste insiste sur le maintien d'un lien d'association avec le Canada[758], ce que l'indépendantiste rejette ouvertement. D'ailleurs, alors que ce dernier ne craignait pas les éventuelles conséquences négatives de la souveraineté du Québec, le souverainiste voit dans celles-ci le plus grand frein à cet objectif car la viabilité d'un Québec souverain est inconnue. C'est pourquoi, il souhaite maintenir des liens avec le Canada.

On retrouve une volonté similaire en Belgique, singulièrement du côté néerlandophone. Par exemple, si les cinq résolutions du Parlement flamand de 1999 énoncent clairement un renforcement de l'autonomie des entités fédérées et singulièrement de la Flandre, les réformes proposées le sont dans le cadre du système fédéral belge. Comme au Canada[759], on retrouve en Belgique l'utilisation de la menace de l'indépendance[760], souvent d'une manière implicite, pour faire bouger le système de l'intérieur. En Belgique, toutefois, à la différence du Québec, les revendications pour plus d'autonomie régionale semblent pouvoir être entendues et concrétisées. Cependant, on peut s'interroger avec Lieven DE WINTER et Pierre BAUDEWYNS si ces avancées seront suffisantes :

> [c]onflicts over socioeconomic autonomy have replaced the original language issues, essentially opposing on the one hand the Francophones in Wallonia and Brussels unanimously defending the institutional status quo of the current federal state, and on the other hand most Flemish political elites calling for radical autonomy, and some even for

québécois traduit une volonté commune d'existence collective et l'aspiration à la reconnaissance politique de cette existence. Advenant cette reconnaissance et une certaine sécurité quant au caractère français du Québec, les Québécois accorderont volontiers leur allégeance au Canada. Quand l'idée de souveraineté devient populaire, cela ne reflète rien d'autre que le pessimisme quant à la possibilité de voir cette reconnaissance entérinée par les autres Canadiens. Les nationalistes québécois, en majorité, ne considèrent pas la souveraineté comme une fin en soi mais comme un recours ultime », Louis Balthazar, « Les nombreux visages du nationalisme au Québec », in *Québec : État et société*, Alain-G. Gagnon (dir.) (Montréal : Québec/Amérique, 1994), 34-35.

[758] Richard SIMEON, un spécialiste canadien anglophone du fédéralisme, explique l'importance de ce lien d'association pour nombre de Québécois : « indeed, the term *sovereignty-partnership* encapsulates the fundamental belief (shared by sovereignists and federalists alike) that from its inception Canada was seen as a partnership between the two great language groups. […] In this sense, the ideas of sovereignty and partnership are deeply embedded in a Quebec political discourse that sees them as complementary, not as contradictory. Quebecers have *always* thought of Canada as a partnership. The term is familiar and comfortable. And it is the growing rejection of this conception of Canada, reflected in the *Constitution Act of 1982* and the defeat of the Meech Lake and Charlottetown Accords that has tipped the balance for many people from trust in federalism to belief in the need of sovereignty. […] Thus, many Quebecers are only partial or reluctant sovereignists. Even if they feel driven to support sovereignty by their perception that the rest of the country is no longer prepared to accept a dualist vision of Canada, they retain the desire to maintain the historic partnership, albeit in a very different form », Richard Simeon, « Limits to Partnership : Canada-Quebec Relations in a Postsecession Era », in *The Secession Papers* (Toronto : C.D. Howe Institute, 1998), 12 (italiques dans l'original).

[759] Éric Bélanger, « Égalité ou indépendance. L'émergence de la menace de l'indépendance politique comme stratégie constitutionnelle », *Globe. Revue internationale d'études québécoises* 2, n°1 (1999).

[760] C'est en tout cas fortement présent dans l'esprit des francophones.

> independence. In the near future, undoubtedly more policy competences will be devolved, but this 'lighter but fitter Belgium' outcome may not satisfy Flemish elites[761].

C'est justement cette insatisfaction des élites flamandes qui poussent certains régionalistes francophones à embrasser l'idée d'une séparation à l'amiable ou en tout cas à s'y préparer. Au Québec, par contre, toute avancée constitutionnelle sur ce sujet semble impossible à atteindre en raison du faible poids démographique des Québécois dans l'ensemble canadien. Ainsi, plus que les autres idéaux types, l'idéal type du régionaliste/souverainiste repose sur une dynamique évolutive qui est fortement influencée par le contexte politique.

III. La dynamique fédérale

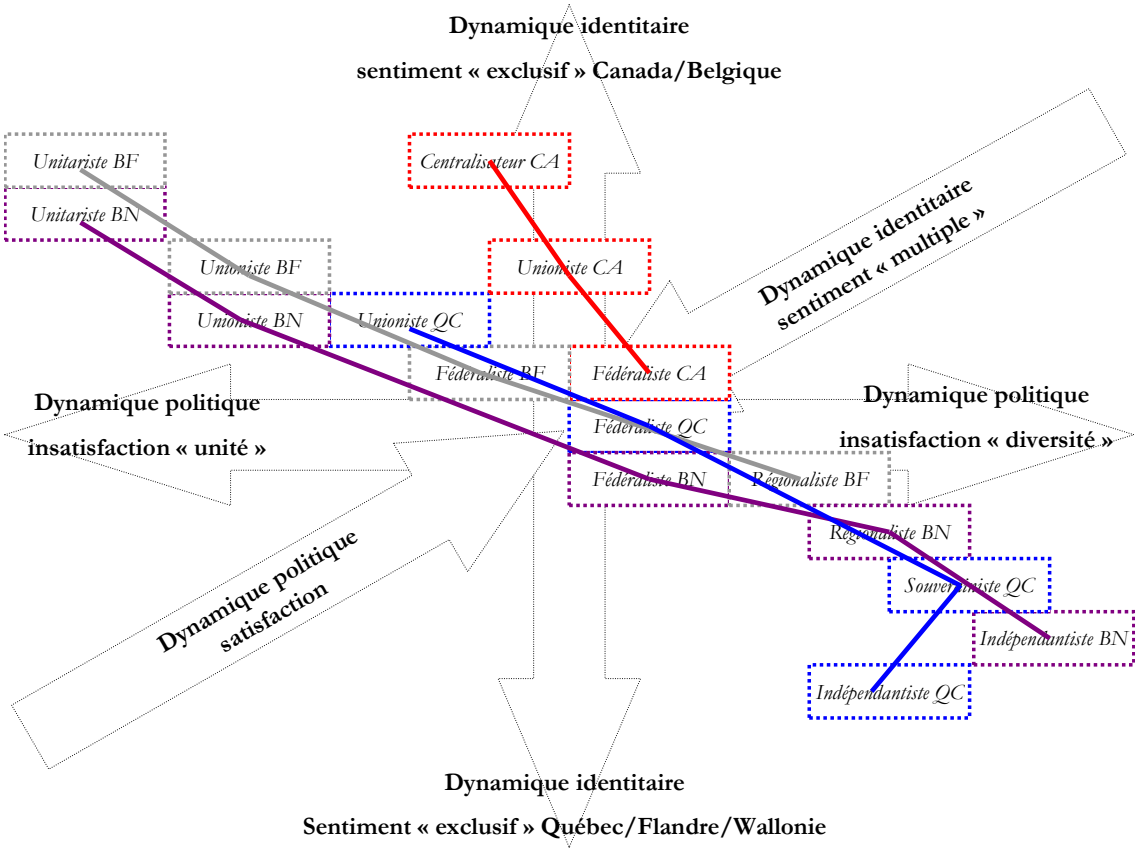
Arrivé au terme de cette exploration comparative des idéaux types, on peut tirer de ces regards croisés des enseignements précieux pour la compréhension de la dynamique fédérale en Belgique et au Canada. Premièrement, si on reprend la Figure 7.1 et qu'on y relie les idéaux types de chaque terrain, on découvre alors conceptuellement une représentation graphique de la dynamique propre à chacun des quatre terrains étudiés (Figure 7.2). Empiriquement, la longueur de cette ligne indique une dynamique fédérale aux forces plus diversifiées et donc plus susceptible de tensions internes. Sans surprise, c'est la ligne issue du panel canadien anglophone qui est la plus courte, suivie de celle du panel belge francophone. Lors de ces deux rencontres, si des différences sont apparues, elles étaient moins saillantes qu'à Anvers et à Montréal où on trouvait véritablement des positions opposées. En Flandre comme au Québec, la dynamique fédérale s'étend sur toute la longueur du spectre politique et identitaire.

Ce qui est encore plus frappant à l'analyse de la Figure 7.2 c'est que les dynamiques fédérales ne se recouvrent que partiellement. Cela témoigne de visions fort différentes, surtout au Canada, de la nature même du débat sur l'avenir du fédéralisme ; en d'autres termes, il y a deux débats distincts : un au sein du Canada anglophone et l'autre au sein du Québec, les deux étant relativement étanches. En Belgique, ce n'est pas tellement un manque de correspondance – d'ailleurs les deux communautés participent au même débat – qu'une différence de localisation des points de gravité. Alors qu'en Belgique francophone, il se situe entre l'unioniste et le fédéraliste, en Belgique néerlandophone, il se situe entre le fédéraliste et le régionaliste. La comparaison entre les quatre terrains permet ainsi d'éclairer,

[761] De Winter et Baudewyns, « Belgium : Towards the Breakdown of a Nation-State in the Heart of Europe? ».

par contraste, la dynamique entre les deux terrains d'un même pays et les tensions qui peuvent y régner.

Figure 7.2 La dynamique fédérale



Deuxièmement, partant de ce premier enseignement, une problématique ressort plus particulièrement des deux terrains belges : le phénomène de *un-served public*, c'est-à-dire un groupe dont les attentes ne sont pas prises en compte par les partis politiques. En effet, si l'on compare la Figure 7.2 à la réalité politique partisane, on ne trouve aucun parti francophone – important – qui défend une vision plus « régionalisée » de la Belgique, alors qu'il existe des demandes en ce sens portées par le régionaliste ; inversement, il n'y a pas de partis néerlandophones qui prônent un renforcement du niveau fédéral comme le souhaitent l'unitariste et l'unioniste[762]. À propos des électeurs flamands, Marc SWYNGEDOUW et Nathalie RINK confirment d'ailleurs qu' « *étant donné les positions actuelles des partis politiques, il apparaît qu'il existe un 'un-served public' formé de ceux qui optent pour une plus forte*

[762] Évidemment, pour qu'un parti politique reprenne une idée, il faut qu'elle soit « porteuse » numériquement. Ici, nous avons élaboré des idéaux types *sans préciser*, parce que la recherche ne le permettait pas, leur poids électoral dans la population.

[sterk(er)] Belgique. Aucun parti politique en Flandre ne suit une ligne pro-belge évidente »[763]. Ainsi, il est important de souligner qu'une frange de la population, symbolisée par certains idéaux types, ne se retrouve pas dans le fédéralisme belge actuel ni dans son évolution potentielle. On peut donc mieux percevoir les relations parfois tendues qu'entretiennent certains citoyens avec le fédéralisme dans leur pays.

Troisièmement, les citoyens ne sont pas liés à un idéal type. Notre recherche montre que des évolutions individuelles sont possibles suite à la participation, nous y reviendrons plus longuement dans les conclusions, mais surtout suite à l'interaction entre les trois dynamiques identifiées. Si la dynamique identitaire est souvent bien ancrée chez les participants, la dynamique politique par contre peut se trouver modifiée suite à l'évolution du contexte politique. La dynamique fédérale influence donc les perceptions et les préférences des citoyens et peut les conduire à renforcer ou changer leur position et ainsi embrasser un autre idéal type.

[763] Swyngedouw et Rink, « Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 », 10 (italiques dans l'original et notre traduction).

Conclusions

Les citoyens et le fédéralisme

La présente thèse visait à étudier les liens entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir, lors de panels citoyens délibératifs permettant de recueillir des opinions mieux informées, et en comparant quatre terrains dont les dynamiques se rejoignent et s'opposent. Au terme de notre investigation, deux conclusions majeures peuvent être tirées. D'une part, les panels citoyens ont contribué au recueil d'opinions mieux informées auprès des citoyens à propos d'une thématique assez complexe – le fédéralisme et son avenir –, mais ne permettent pas de comprendre les raisonnements politiques *per se*. On a donc pu étudier la face visible des raisonnements, c'est-à-dire les opinions, les arguments et leurs raisons sous-jacentes, mais pas la face invisible, les processus mentaux proprement dits. C'est pourtant là une voie prometteuse de recherches pour la science politique, avec l'aide d'autres disciplines. D'autre part, les panels citoyens ont permis de dégager, grâce à l'analyse du matériau empirique, des idéaux types animés par une triple dynamique – politique, identitaire et fédérale – qui explique la position de chaque idéal type au sein et entre les quatre terrains étudiés. Ce faisant chacune de ces réalités fédérales a pu être éclairée au travers des relations que les citoyens entretiennent avec le fédéralisme dans chaque cas spécifique. Pour autant, en raison du caractère qualitatif de la recherche, il n'est pas possible de mesurer précisément la répartition des idéaux types au sein de la population générale. Ces deux conclusions méritent que l'on s'y attarde afin d'en préciser les limites et surtout d'en dégager de nouvelles pistes de réflexions et avenues de recherches.

I. Quelques retours méthodologiques : les panels citoyens

C'est à la qualité de la récolte et du traitement des données qu'est éprouvée la valeur d'un travail scientifique, avons-nous écrit en présentant le protocole de la recherche. Au terme de celle-ci, il convient de passer en revue les différentes composantes méthodologiques de ce travail et de tirer les conclusions du dispositif développé spécifiquement pour étudier les perceptions et les préférences fédérales des citoyens en Belgique et au Canada. L'élan initial de la recherche était guidé par l'intuition de la non-pertinence d'étudier les opinions « à chaud », sans aucune possibilité de réflexion. Ce constat nous semblait d'autant plus vrai que la thématique étudiée – le fédéralisme

multinational – s'avère généralement complexe et multidimensionnel. Aussi bien en Belgique qu'au Canada, plusieurs grandes enquêtes avaient montré le manque de connaissance et surtout de compréhension de la part des citoyens à l'égard du système fédéral dans leur pays. Cette conclusion confirmait le sombre portrait dressé par les études des connaissances politiques à travers le monde. Partant de cette intuition, confirmée par les recherches empiriques, une solution méthodologique devait donc être dégagée afin de permettre un processus d'information. C'est là que nous avons mobilisé la littérature sur la délibération. Celle-ci, d'après ses partisans, permet d'atteindre de *meilleures* décisions car elles reposent sur un processus à la fois informatif et interactif entre les participants. Plutôt que le résultat, c'est le processus qui nous a intéressé en vue de répondre à notre objectif d'étudier les liens entre les perceptions et les préférences sur base d'opinions mieux informées.

Dans les traces des chercheurs qui ont mis au point des méthodes délibératives tels que le « Deliberative Poll® » ou le « Choice Questionnaire », c'est donc un dispositif méthodologique permettant aux participants de s'informer et d'interagir dans une perspective délibérative qui a été développé. En filigrane de ce dispositif se trouve l'idée habilement résumée par James TILLEY et Christopher WLEZIEN : « [i]t is not that people need to know everything, but they do need to know something »[764]. Dans cette perspective, les panels citoyens visaient à réunir une vingtaine de participants autour de la question du fédéralisme et de son avenir et surtout à leur offrir la possibilité d'échanger avec des experts, des personnalités politiques et d'autres citoyens.

Quel fut l'impact de la participation sur les citoyens ? Est-ce que ce processus d'information et d'interaction a entraîné certains participants à modifier leurs opinions ? Peut-on déceler des différences significatives entre les quatre terrains de la recherche ? La réponse à cette dernière interrogation semble devoir être négative. Les différences n'interviennent guère entre terrains mais plutôt au sein des idéaux types ; l'unioniste, le fédéraliste et le régionaliste/souverainiste, étant plus susceptibles de connaître des changements que les idéaux types plus proches des extrémités du continuum. Plus généralement, il semble possible de conclure qu'un processus de délibération a bien eu lieu lors des panels citoyens. Celui-ci a influencé les perceptions et les préférences des citoyens présents. Le processus d'information et d'interaction n'a, cependant – et heureusement,

[764] James Tilley et Christopher Wlezien, « Does Political Information Matter? An Experimental Test Relating to Party Positions on Europe », *Political Studies* 56, n°1 (2008) : 192.

peut-être – pas eu le même impact sur tous les participants. Les modifications d'opinions ont pris plusieurs formes parmi les citoyens.

Tout d'abord, le niveau de connaissance politique influence l'évolution potentielle des perceptions et des préférences individuelles. En effet, les citoyens qui montrent un niveau de connaissance élevé connaissent une plus grande stabilité dans leurs opinions. Ce constat n'est guère surprenant puisque ceux-ci avaient certainement déjà développé leurs propres opinions – bien – avant le panel citoyen. Ce résultat confirme les recherches précédentes qui avaient démontré que les citoyens bien informés ne changent guère d'opinions pour deux grandes raisons. D'une part, parce qu'ils ont l'impression de percevoir correctement les faits qui leur paraissent objectifs et ne remettent donc pas facilement leurs opinions en question[765]. D'autre part, parce qu'ils se montrent trop « têtus »[766] pour changer leurs opinions. À l'inverse, il n'est pas non plus surprenant que les personnes disposant d'une moins bonne connaissance du fédéralisme soient celles dont les perceptions et préférences évoluent le plus, ne fût-ce simplement car elles passent de « Je ne sais pas » au développement d'une opinion plus précise. Cependant, il serait faux de dire que ces participants n'avaient pas d'avis sur ce sujet préalablement au panel ; toutefois, en début de journée, leur opinion était moins formalisée et la rencontre leur a permis de formaliser leur ressenti pré-existant. L'impact marginal de toute augmentation de connaissance est donc nécessairement plus élevé pour un participant avec un faible niveau de connaissance politique.

Ensuite, la stabilité peut non seulement être expliquée par la connaissance politique mais aussi par une logique de *path dependency*[767], de dépendance au sentier emprunté. En d'autres termes, les perceptions et les préférences des citoyens – synthétisées dans les idéaux types – s'inscrivent dans une triple dynamique politique, identitaire et fédérale qui « conditionne » l'évolution de celles-ci. Puisqu'il y a une certaine cohérence au sein de chaque idéal type, tout changement d'opinion nécessite une évolution de l'ensemble des perceptions et des préférences. Les opinions ne pourront donc évoluer que lorsqu'une rupture critique (*criticial juncture*) intervient dans l'une des trois dynamiques explicatives des

[765] Zaller, *The nature and origins of mass opinion*.
[766] Sears et Whitney, *Political Persuasion*.
[767] Cette théorie a été développée par Paul PIERSON pour expliquer la stabilité des institutions : Paul Pierson, « The Path to European Integration : A Historical Institutionalist Analysis », *Comparative Political Studies* 29, n°2 (1996) ; Paul Pierson, « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics », *The American Political Science Review* 94, n°2 (2000). À notre sens, elle s'applique également, dans une certaine mesure, aux opinions politiques.

idéaux types. Parmi celles-ci, c'est la dynamique politique qui est la plus susceptible d'évoluer car elle est fortement liée au contexte politique – beaucoup plus que la dynamique identitaire. Ce fut, par exemple, le cas avec les échecs des accords du Lac Meech et de Charlottetown au Canada à la suite desquels des fédéralistes sont devenus des souverainistes. À côté de ces véritables ruptures, on trouve également une évolution plus progressive qui peut prendre la forme d'une insatisfaction croissante face à une situation donnée. Tel est le cas du régionaliste belge francophone dont la nature régionaliste résulte non pas tellement de la dynamique identitaire, mais bien plus de la dynamique politique portée par une animosité croissante face aux revendications flamandes – qu'il juge incessantes. Cette situation le pousse finalement à adopter une position plus régionaliste même si ce choix n'est pas façonné par des raisons identitaires. Pour en revenir aux panels citoyens : ceux-ci ne permettent évidemment pas de mesurer de telles évolutions mais en offrant la possibilités aux participants d'échanger pendant plusieurs heures, on trouve trace des tensions et des évolutions possibles.

D'une manière générale, l'interaction avec des experts, des personnalités politiques et d'autres citoyens a permis aux participants de confirmer, voire de renforcer, ou parfois de nuancer leurs positions, au travers de changements d'intensité – c'est-à-dire des changements qui ne remettent pas en cause l'opinion de la personne, mais l'adaptent suite à la participation. On peut donc conclure que le dispositif méthodologique mis en place a permis, d'une part, aux participants de s'informer sur le fédéralisme et le système fédéral de leur pays et, d'autre part, de recueillir des données mieux informées sur leurs perceptions et leurs préférences à cet égard. Ainsi, un événement délibératif même court comme celui organisé à Liège, Montréal, Kingston et Anvers, ne manque pas de pertinence scientifique même si son impact sur les personnes présentes demeure limité. En outre, l'évaluation généralement positive donnée par les 127 participants laisse entendre que ces rencontres répondent à une demande de la part des citoyens pour apprendre et discuter de sujets politiques importants même pour des personnes qui se disent peu intéressées par la politique. Si l'on ne cherche pas à créer un microcosme de délibération idéale qui serait complètement en inadéquation avec la réalité « concrète » des personnes interrogées, les panels citoyens peuvent constituer des avenues d'apprentissage et de délibération utiles pour les citoyens et pour le chercheur.

Enfin, dans les quatre terrains, les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir sont généralement caractérisées par une certaine cohérence – parfois

renforcée suite à la participation aux panels – , sans quoi il n'aurait vraisemblablement pas été possible de dégager des idéaux types. Ce faisant, nous avons pu répondre à l'objectif théorique – au sens de thématique – de la recherche.

II. Quelques retours thématiques : les citoyens et le fédéralisme

S'inscrivant dans une dynamique fédérale spécifique, l'interaction entre la dynamique politique et la dynamique identitaire explique chaque vision individuelle du fédéralisme et de son avenir. Voici donc la réponse que la présente thèse apporte à son objectif initial, à savoir comprendre les liens entre les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir. Partant de la triangulation des méthodes de recueil de données – les deux questionnaires, les cartes du fédéralisme et les focus groupes –, les panels citoyens ont ainsi pu éclairer *qualitativement* les perceptions et les préférences de citoyens belges et canadiens. D'une manière compréhensive, il s'est avéré fécond d'explorer leurs opinions et d'ainsi mettre au jour, au travers de la construction d'idéaux types, l'importance de la triple dynamique politique, identitaire et fédérale lorsque l'on souhaite étudier les relations entre les citoyens et le fédéralisme dans leur pays. De cette entreprise, est ressortie une diversité de positions, révélant par là les tensions qui règnent dans l'organisation d'un vivre ensemble au sein de sociétés multinationales.

Cette recherche est fondée sur un nécessaire et essentiel, à notre sens, travail de terrain qui comporte cependant de nombreuses limites. Cette immersion pour quelques heures dans les débats au cœur des quatre sociétés étudiées a offert un portrait plus nourri des arguments et contre-arguments mais aussi plus riche du ressenti de chaque participant à propos de l'avenir de sa région, de son pays. Avec cette dimension humaine et collective, le matériau recueilli était plus diversifié et donc peut-être plus difficile à traiter que des données de sondages ou d'entretiens classiques. Au travers d'une analyse systématique et rigoureuse du corpus, nous avons entrepris de reculer au maximum le saut interprétatif, pourtant *in fine* nécessaire dans toute recherche. Le fort ancrage empirique de la démonstration constituait la meilleure protection contre le risque d'interprétation abusive des données recueillies, même si certains extraits se sont avérés plus complexes à situer. Il s'agissait dans ces cas-là de ne pas dénaturer la nature des propos et des réflexions des participants. La vision du fédéralisme et de son avenir constitue une matière où les perceptions et les préférences ne s'énoncent souvent ni clairement ni linéairement ; il fallait

en tenir compte et c'est pour cela que nous avons eu recours à la triangulation des méthodes.

Par ailleurs, cette réflexion était doublement comparative. Elle l'était entre deux pays, d'une part. Mais elle l'était, et surtout, entre quatre terrains dont les dynamiques se rejoignent et s'opposent, d'autre part. Notre objectif ne consistait pas à comparer terme à terme quelques citoyens issus de ces quatre réalités différentes ; il ne s'agissait pas non plus d'exporter un « modèle », si l'on peut parler de modèle, vers l'autre et vice-versa. Plutôt, notre volonté comparative était de mieux comprendre chaque terrain étudié à l'aune des trois autres expériences et d'ainsi saisir, dans leur contexte respectif, la nature des liens entre les perceptions et les préférences des citoyens. Ce faisant, nous avons mis au jour des « parallèles, des dissonances et des paradoxes », selon l'expression de Johanne POIRIER[768], qui viennent enrichir les connaissances sur le fédéralisme.

L'observateur averti est conscient des limites de la présomption d'affinité entre les Québécois et les Belges francophones sur la seule base de la communauté de langage. On le pressent, et plusieurs chercheurs l'ont confirmé[769], ce sont les Québécois et les Flamands qui se ressemblent et non les Québécois et les Wallons. « [S]ous plusieurs aspects, observe Jan ERK, les Flamands sont les Québécois de la Belgique »[770]. Ces deux communautés, voire nations selon plusieurs de ses membres comme nous l'avons vu, portent une volonté commune de trouver leur place dans un pays qui ne leur en a guère laissé, malgré pour la Flandre son poids démographique. Las de ces tentatives souvent infructueuses, certains préfèrent imaginer leur propre projet de pays. Mais l'analogie croisée ne s'arrête pas là. Les Canadiens – anglophones – et les Belges – francophones – ont, eux aussi, plus qu'ils ne le pourraient le penser, des points de convergence[771]. Surtout, ils partagent une vision *exclusive*

768 Poirier, « Fédéralisme en Belgique et au Canada : parallèles, dissonances et paradoxes ».

769 Notamment Jan ERK dans ses études sur les nationalismes sous-étatiques : Jan Erk, « Le Québec entre la Flandre et la Wallonie : Une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois », *Recherches sociographiques* 48, n°3 (2002) ; Jan Erk, « 'Wat We Zelf Doen, Doen We Beter' : Belgian Substate Nationalisms, Congruence and Public Policy », *Journal of Public Policy* 23, n°2 (2003) ; Jan Erk, « « Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus », le nationalisme flamand et la démocratie chrétienne », *Politique et Sociétés* 22, n°1 (2003) ; Jan Erk, « Substate Nationalism and the Left-Right Divide : Critical Junctures in the Formation of Nationalist Labour Movements in Belgium », *Nations and Nationalism* 11, n°4 (2005) ; Jan Erk, « Federalisme, nationalisme en de integratie van immigranten : een vergelijking van Canada en België », in *Burgerschap en integratie in staatsrechtelijk perspectief*, Frank Judo et Godfried Geudens (dir.) (Bruxelles : Larcier, 2006) ; Jan Erk, « Is Nationalism Left or Right? Critical Junctures in Québécois Nationalism », *Nations and Nationalism* 15, n°5 (2009).

770 Erk, « Le Québec entre la Flandre et la Wallonie : Une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois » : 500.

771 Le caractère éventuellement accessoire de l'incise « anglophones » et « francophones » après Canadiens et Belges révèle déjà un premier point commun.

du pays, de *leur* pays, tout en critiquant toute forme de ce qu'ils qualifient de nationalisme, associé au séparatisme – sans pour autant penser, comme nous l'avons souvent mentionné, que leur propre attitude tient elle aussi d'une forme de nationalisme[772]. Seule existe la nation canadienne ; seule existe la nation belge.

Néanmoins, les panels citoyens, et surtout les idéaux types qui en sont sortis, ont révélé les limites de cette analogie croisée. Si celle-ci garde globalement sa pertinence, c'est l'unité de comparaison qui est mal choisie. En effet, au vu des différents profils de citoyens dont certains s'opposent fortement, on ne peut plus parler des Québécois, des Flamands, des Belges – francophones –, des Canadiens – anglophones –, comme des groupes homogènes, car chacun de ces groupes se divisent à leur tour en différents idéaux types. On assiste à une véritable mise en abîme. Ainsi, au sein d'un même panel, on trouve des citoyens portant des visions du fédéralisme très diverses. Et c'est là où l'utilité de comparer ces quatre terrains prend tout son sens. La comparaison des idéaux types, nous avons essayé de le montrer dans le chapitre 7, s'avère très utile pour comprendre les perceptions du fédéralisme.

La présence d'un idéal type fédéraliste dans chacun des terrains étudiés ne signifie pas que leur situation soit identique mais résulte des dynamiques propres à chaque terrain, à chaque profil. D'ailleurs, lorsqu'on représente graphiquement leur position (voyez ci-dessus la Figure 7.1), les quatre fédéralistes ne se situent pas au même endroit. Le fédéraliste belge néerlandophone apparaît le plus « régionaliste » alors que le fédéraliste belge francophone montre un caractère « belgicain », malgré son profil de fédéraliste. Au Canada, le fédéraliste québécois se démarque par son sentiment identitaire multiple mais égalitaire entre l'attachement au Québec et l'attachement au Canada, tout en estimant néanmoins que le système fédéral penche trop vers la centralisation ; constat partagé par le fédéraliste canadien anglophone mais qui en revanche s'identifie un peu plus au Canada. Ces positions tiennent à l'interaction entre les dynamiques politique, identitaire et fédérale.

On trouve également des dissonances importantes entre certains idéaux types qui pourtant partagent la même dynamique identitaire. C'est particulièrement le cas de l'unitariste belge – surtout francophone – et du centralisateur canadien. Si ces deux profils

[772] On voit ici ce que certains qualifient d'opposition entre le nationalisme ethnique (le « mauvais » nationalisme) qui serait porté par les Québécois et les Flamands et le nationalisme civique (le « bon » nationalisme) qui serait porté par les Canadiens – anglophones – et les Belges – francophones. Cependant, empiriquement, on trouve traces des deux nationalismes au sein de chacun de ces groupes : Tracey Raney, « As Canadian as Possible… Under What Circumstances? Public Opinion on National Identity in Canada Outside Québec », *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes* 43, n°3 (2009).

reposent sur une vision exclusive de leur sentiment identitaire et plus généralement de leur sentiment national, le premier est fort pessimiste alors que le second est particulièrement optimiste face à l'avenir du fédéralisme. Cette distinction tient à la nature de la dynamique fédérale largement favorable au centralisateur canadien anglophone mais fortement défavorable à la vision de l'unitariste belge – on comprend dès lors mieux son état de « veuvage » renforcé par son faible poids démographique tandis que le centralisateur canadien est fort de son poids démographique majoritaire. Dans le quadrant opposé, l'indépendantiste flamand contraste avec son homologue québécois. Si tous deux s'opposent aux autres idéaux types, l'indépendantiste flamand se distingue par son insatisfaction généralisée à l'égard de la Belgique et de son système fédéral alors que l'indépendantiste québécois met surtout en avant son désir de faire son propre pays pour des raisons culturelles et linguistiques mais aussi politiques. Poussant la réflexion comparative un pas plus loin, on se rend compte que le poids démographique n'est pas un facteur rédhibitoire puisque l'indépendantiste flamand peut compter sur l'argument du nombre, mais cela ne l'empêche pas d'appeler à la construction de son propre pays. Il convient donc de rechercher les *causes profondes* et c'est dans la triple dynamique politique, identitaire et fédérale que nous avons trouvé la réponse.

Les deux derniers idéaux types – l'unioniste et le régionaliste – apportent également leur lot d'enseignements dans cette approche comparative. Ces deux profils constituent des points importants du paysage fragmenté des différents terrains car ils influencent largement la position des autres citoyens. Ils symbolisent en quelque sorte le citoyen moyen ou plus précisément l'image traditionnelle que l'on se fait de l'autre communauté. L'unioniste canadien anglophone représente le portrait typique du Canadien vu du Québec, tout comme l'unioniste belge francophone vu de Flandre. Inversement, les Canadiens anglophones ont souvent tendance à voir dans le souverainiste la figure du Québec tandis que les Belges francophones voient dans le régionaliste le visage de la Flandre. Notre recherche a montré que la réalité était beaucoup plus nuancée et surtout qu'elle était appelée à évoluer à plus ou moins long terme. Ces deux idéaux types, plus que les autres, sont influencés par la dynamique politique, c'est-à-dire la perception du fédéralisme et du système fédéral. Or, celle-ci est fortement tributaire du contexte politique. On peut dès lors, sans prendre trop de risques, avancer que l'avenir du fédéralisme sera lié à l'évolution de ces deux idéaux types dont les positions sont moins figées. S'ils peuvent trouver un *modus vivendi*, la satisfaction à l'égard du fédéralisme augmentera et ramènera ces deux

positions vers celle du fédéraliste ; si non, de fortes tensions pèseront alors sur le système fédéral renforçant les oppositions.

Finalement, il ressort en filigrane de cette recherche que les tensions entre et au sein des différents terrains ne vont pas disparaître. Certes, elles seront moins intenses à certains moments, comme c'est actuellement le cas au Québec où les critiques sont davantage tournées vers le gouvernement conservateur de Stephen HARPER ; mais tant qu'il y aura une diversité de perceptions et de préférences parmi la population, les tensions persisteront. En soi, les tensions ne sont pas négatives. Sans pour autant réduire la politique à la notion de conflit, tout système politique est continuellement appelé à être animé par des tensions. Si même le Québec ou la Flandre devaient devenir indépendant, ce ne serait pas pour autant la fin des différentes visions qui animent la société ; de nouvelles lignes de forces apparaîtraient – dont certaines qui avaient été mises en sourdine en raison de la prégnance de la question nationale. L'obligation de réduire les tensions, du moins partiellement, constitue le moteur de la vie politique et de la dynamique fédérale en Belgique et au Canada, comme partout ailleurs.

III. Et l'avenir ?

Les limites de cette thèse portent en elles les germes de nouvelles pistes de recherches. Ces limites concernent le dispositif méthodologique, les conclusions de la recherche et l'ensemble de la thèse elle-même. Premièrement, l'ambition du dispositif méthodologique a été sources de difficultés. Si de grands efforts ont été déployés pour développer des panels citoyens qui répondent aux exigences de la méthodologie en sciences politiques et sociales, force est de constater que ce dispositif était loin d'être parfait. À cet égard, la volonté de comparer quatre terrains s'est révélé féconde mais a comporté des difficultés pratiques et méthodologiques. Idéalement, il aurait en effet été préférable de rassembler un nombre similaire de participants dans les quatre terrains. Concrètement, réunir 64 personnes à Liège a, d'une certaine façon, déforcé le protocole, en laissant penser qu'un groupe d'une soixantaine de participants constituait la norme ; même si nous pensons que la « bonne » taille tourne autour d'une vingtaine de participants. Cela dit, il nous semble prometteur d'ajouter une véritable composante quantitative au dispositif mis en place ; par exemple, en organisant une rencontre avec plusieurs centaines de participants autorisant la combinaison d'analyses qualitatives et quantitatives. L'approche qualitative adoptée, si elle ne manque pas de mérites, ne permet néanmoins pas de confirmer les

conclusions pour la population dans son ensemble. C'est donc dans cette première direction que s'ouvrent de nouvelles perspectives.

Deuxièmement, les conclusions principales de la recherche s'avèrent, elles aussi, limitées bien qu'importantes, à nos yeux. D'une part, la grille d'analyse basée sur les trois dynamiques mériterait d'être appliquées à d'autres situations fédérales ou non, mais aussi à un niveau supranational comme l'intégration européenne. Vivien A. SCHMIDT dans son récent ouvrage, *Democracy in Europe*, montre que la nature du système politique national – *simple* ou *compound* comme dans le cas des États fédéraux – a un impact sur la façon dont les acteurs politiques nationaux agissent au niveau européen[773]. Par conséquent, partant de la perspective développée dans cette thèse, on peut faire l'hypothèse que la nature du système politique peut influencer la perception et les préférences que l'on a de et pour l'Europe ou toute organisation supranationale. Il s'agit aussi d'étudier le phénomène inverse : comment l'Europe influence-t-elle les perceptions et les préférences au niveau national ? En Belgique et surtout en Flandre, on a montré que l'argumentaire de l'indépendantiste se basait sur une forte vision européenne rendant le niveau fédéral belge superflu. En outre, des deux côtés de la frontière linguistique, des citoyens unitaristes ou unionistes, voire fédéralistes, prennent l'exemple en marche de la construction européenne pour minimiser tout volonté indépendantiste. L'Europe a également un impact plus large, en termes identitaires, en portant par essence un projet de citoyenneté européenne, voire mondiale. On retrouve cette dynamique cosmopolite également au Canada et surtout chez les participants montréalais. Les jeunes semblent plus inspirés par cette vision « humaniste » du monde, à l'ère de la globalisation.

Dans cette perspective, une autre avenue potentielle de recherches consiste à s'intéresser plus spécifiquement aux jeunes citoyens. Ils sont en effet en pleine socialisation politique, puisqu'ils votent pour les premières fois et prennent éventuellement part plus activement à la politique. On peut toutefois s'attendre à ce qu'ils le fassent d'une manière différente de leurs parents[774]. Comment se forment-ils leurs propres opinions dans un monde globalisé (où les frontières étatiques ou nationales, quand les deux ne se recouvrent pas, tendent à perdre de leur importance) et parfois, comme pour les jeunes Belges, dans un système politique en pleine mutation (ils n'ont d'ailleurs jamais connu le système

[773] Vivien A. Schmidt, *Democracy in Europe : The EU and National Politics* (New York ; Oxford : Oxford University Press, 2006).
[774] Virginia Sapiro, « Not Your Parents' Political Socialization : Introduction for a New Generation », *Annual Review of Political Science* 7, n°1 (2004).

unitaire) ? Cette question s'avère importante puisqu'ils seront appelés à façonner l'avenir de le monde de demain.

D'autre part, l'exploration de la délibération et des processus derrière celles-ci doit être poursuivie. Modestement, nous avons abordé la face visible des raisonnements politiques, en étudiant les conséquences du processus d'information et d'interaction sur les opinions des participants. La face invisible des raisonnements doit également être explorée. Il convient donc de chercher à comprendre les mécanismes psychologiques et cognitifs au cœur de la formation des opinions politiques. Le politologue américain Shawn W. ROSENBERG, s'inspirant des travaux de psychologues particulièrement ceux de Jean PIAGET, s'est lancé dans cette voie depuis plusieurs années. Il a ainsi dégagé trois types de pensées qui structurent le raisonnement des individus : la pensée séquentielle (le penseur séquentiel voit les phénomènes comme des séquences), la pensée linéaire (le penseur linéaire voit les phénomènes comme des actions liées les une aux autres) et la pensée systématique (le penseur systématique voit les phénomènes comme des événements s'intégrant dans un système)[775]. Au-delà de cette première catégorisation, la science politique a encore beaucoup à apprendre sur les raisonnements politiques des citoyens.

Une approche interdisciplinaire associant recherche de terrain et expérimentation semble une voie prometteuse pour poursuivre l'étude des comportements et des raisonnements politiques. Depuis peu, les politologues se sont tournés vers la biologie[776] et plus spécifiquement la génétique au travers d'études sur les jumeaux[777]. Les premiers

[775] Shawn W. Rosenberg, « Sociology, Psychology, and the Study of Political Behavior : The Case of the Research on Political Socialization », *The Journal of Politics* 47, n°2 (1985) ; Shawn W. Rosenberg, *Reason, ideology, and politics* (Princeton : Princeton University Press, 1988) ; Shawn W. Rosenberg, « The Structure of Political Thinking », *American Journal of Political Science* 32, n°3 (1988) ; Shawn W. Rosenberg, *The Not So Common Sense : Differences in How People Judge Social and Political Life* (New Haven : Yale University Press, 2002).

[776] Jerome Kagan, « Biology, Context, and Developmental Inquiry », *Annual Review of Psychology* 54, n°1 (2003) ; Drew Westen *et al.*, « Neural Bases of Motivated Reasoning : An fMRI Study of Emotional Constraints on Partisan Political Judgment in the 2004 U.S. Presidential Election », *Journal of Cognitive Neuroscience* 18, n°11 (2006) ; Peter K. Hatemi *et al.*, « Genetic and Environmental Transmission of Political Attitudes Over a Life Time », *The Journal of Politics* 71, n°3 (2009) ; Justin Greaves et Wyn Grant, « Crossing the Interdisciplinary Divide : Political Science and Biological Science », *Political Studies* 58, n°2 (2010).

[777] John R. Alford *et al.*, « Are Political Orientations Genetically Transmitted? », *The American Political Science Review* 99, n°2 (2005) ; John R. Alford *et al.*, « Beyond Liberals and Conservatives to Political Genotypes and Phenotypes », *Perspectives on Politics* 6, n°2 (2008) ; John R. Alford *et al.*, « Twin Studies, Molecular Genetics, Politics, and Tolerance : A Response to Beckwith and Morris », *Perspectives on Politics* 6, n°4 (2008) ; Jon Beckwith et Corey A. Morris, « Twin Studies of Political Behavior : Untenable Assumptions? », *Perspectives on Politics* 6, n°4 (2008) ; James H. Fowler *et al.*, « Genetic Variation in Political Participation », *The American Political Science Review* 102, n°2 (2008) ; Edward Bell *et al.*, « The Origins of Political Attitudes and Behaviours : An Analysis Using Twins », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 42, n°4 (2009) ; Peter K. Hatemi *et al.*, « Is There a "Party" in Your Genes? », *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) ; Rose McDermott et Kristen Renwick Monroe, « The Scientific Analysis of Politics : Important Contributions from Some Overlooked Sources », *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) ; Sarah E. Medland et Peter K. Hatemi,

résultats pointent du doigt l'importance – relative – du facteur génétique alors que l'on avait longtemps cru que les comportements politiques ne s'héritaient pas mais se développaient au travers d'un long et tortueux processus de socialisation. L'expérimentation en laboratoire est également de plus en plus souvent mise à contribution afin de tester certaines hypothèses spécifiques, notamment sur l'impact de la délibération[778]. Si ces nouveaux champs d'investigation sont prometteurs, il nous semble important d'éviter de sortir l'étude des raisonnements politiques de leurs implications réelles : l'organisation de la vie politique et sociale.

Dans cette perspective combinant approches théoriques et pratiques, l'application de la démocratie délibérative dans les sociétés divisées reçoit une attention accrue de la part des chercheurs en sciences sociales. Allant plus loin que notre objectif de recueillir des opinions mieux informées sur le fédéralisme, la volonté de ces chercheurs est véritablement d'étudier sous quelles conditions des mécanismes de délibération peuvent contribuer à la vie démocratique dans les sociétés divisées et à organiser un vivre ensemble qui conviendrait dès lors au plus grand nombre, malgré les divisions. On retrouve ici la philosophie générale de la démocratie délibérative, mais cette fois appliquée à des cas « difficiles » puisqu'on entre en plein cœur dans la dynamique identitaire[779] – celle qui est la plus résistante au changement – tels que l'Irlande du nord, Chypre, les relations israélo-palestiniennes[780] ou encore, peut-on imaginer, la Belgique et le Canada. Voilà une nouvelle avenue de recherches qui, outre une voie pour améliorer la coexistence pacifique, offrirait également la possibilité d'obtenir des données originales sur les attitudes et comportements politiques des citoyens.

Finalement, nous sommes conscient que la richesse du matériau recueilli lors des quatre panels citoyens pourrait encore être exploitées en termes méthodologiques et délibératifs. Les interactions entre les participants, le rôle et l'éventuel impact des

« Political Science, Biometric Theory, and Twin Studies : A Methodological Introduction », *Political Analysis* 17, n°2 (2009) ; Kristen Renwick Monroe *et al.*, « Politics and an Innate Moral Sense : Scientific Evidence for an Old Theory? », *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) ; Jaime E. Settle *et al.*, « The Heritability of Partisan Attachment », *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009).

778 Gerry Stoker, « Exploring the Promise of Experimentation in Political Science : Micro-Foundational Insights and Policy Relevance », *Political Studies* 58, n°2 (2010).

779 William H. Simon, « Three limitations of deliberative democracy : Identity politics, bad faith, and indeterminacy », in *Deliberative Politics : essays on democracy and disagreement*, Stephen Macedo (dir.), Practical and professional ethics series (New York ; Oxford : Oxford University Press, 1999).

780 Voyez par exemple John S. Dryzek, « Deliberative Democracy in Divided Societies : Alternatives to Agonism and Analgesia », *Political Theory* 33, n°2 (2005) ; Ian O'Flynn, *Deliberative Democracy and Divided Societies* (New York : Palgrave Macmillan, 2006) ; Ian O'Flynn, « Divided Societies and Deliberative Democracy », *British Journal of Political Science* 37, n°4 (2007).

animateurs sur les échanges ou encore les usages linguistiques pourraient être investigués au travers des quelque 50 heures d'enregistrement des discussions en focus groupes, la centaine de cartes du fédéralisme et les milliers de lignes de réponses individuelles aux questionnaires. Dans tous les sens du terme, cette thèse ne s'arrête donc pas ici. Les dynamiques fédérales continueront d'évoluer en Belgique et au Canada, tout comme les moyens permettant de les étudier. Le travail peut et doit être poursuivi…

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

Abele, France et Michael J. Prince. « Aboriginal Governance and Canadian Federalism : A To-Do List for Canada ». In *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.), 135-165. Peterborough : Broadview Press, 2003.

Ackerman, Bruce A. et James S. Fishkin. *Deliberation Day*. New Haven : Yale University Press, 2004.

Ajzenstat, Janet, Paul Romney, Ian Gentles et William D. Gairdner (dir.). *Débats sur la fondation du Canada*, édition française préparée par Stéphane Kelly et Guy Laforest. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2004.

Alesina, Alberto et Eliana La Ferrara. « Who trusts others? ». *Journal of Public Economics* 85, n°2 (2002) : 207-234.

Alford, John R., Carolyn L. Funk et John R. Hibbing. « Are Political Orientations Genetically Transmitted? ». *The American Political Science Review* 99, n°2 (2005) : 153-167.

Alford, John R., Carolyn L. Funk et John R. Hibbing. « Beyond Liberals and Conservatives to Political Genotypes and Phenotypes ». *Perspectives on Politics* 6, n°2 (2008) : 321-328.

Alford, John R., Carolyn L. Funk et John R. Hibbing. « Twin Studies, Molecular Genetics, Politics, and Tolerance : A Response to Beckwith and Morris ». *Perspectives on Politics* 6, n°4 (2008) : 793-797.

Alfred, Gerald R. *Heeding the voices of our ancestors : Kahnawake Mohawk politics and the rise of native nationalism*. Toronto : Oxford University Press, 1995.

Allan, John R., Thomas J. Courchene et Christian Leuprecht (dir.). *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, Canada : The State of the Federation. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009.

Almond, Gabriel A. « Comparative Political Systems ». *The Journal of Politics* 18, n°3 (1956) : 391-409.

Almond, Gabriel A. « Separate Tables : Schools and Sects in Political Science ». *PS : Political Science & Politics* 21, n°4 (1988) : 828-842.

Almond, Gabriel A. et G. Bingham Powell. *Comparative Politics : A Developmental Approach*. Boston : Little, Brown, 1966.

Almond, Gabriel A. et Sidney Verba. *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Princeton : Princeton University Press, 1963.

Althusius, Johannes. *The Politics of Johannes Althusius*, traduit par Frederick S. Carney, une traduction abrégée de la troisième édition (1614) de *Politica Methodice Digesta, Atque Exemplis Sacris et Profanis Illustrata*. Boston : Beacon Press, [1614] 1964.

Ambrose, Rona, Donald G. Lenihan et John Milloy (dir.). *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*. Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006.

Ambrose, Rona, Donald G. Lenihan et John Milloy. « What is Citizen-Centred Federalism and Why Does it Matter ». In *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*, Rona Ambrose, Donald G. Lenihan et John Milloy (dir.), 5-17. Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006.

Andersen, Vibeke Normann et Kasper M. Hansen. « How deliberation makes better citizens : The Danish Deliberative Poll on the euro ». *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) : 531-556.

Anderson, Benedict R. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. 2ème éd. Londres : Verso, [1983] 1991.

Anderson, Lawrence M. « Exploring the paradox of autonomy : federalism and secession in North America ». *Regional & Federal Studies* 14, n°1 (2004) : 89-112.

Angoff, William H. « Does Guessing Really Help? ». *Journal of Educational Measurement* 26, n°4 (1989) : 323-336.

Appleyard, Donald. « Styles and Methods of Structuring a City ». *Environment and Behavior* 2, n°1 (1970) : 100-117.

Archibugi, Daniele. « The Language of Democracy : Vernacular or Esperanto? A Comparison between the Multiculturalist and Cosmopolitan Perspectives ». *Political Studies* 53, n°3 (2005) : 537-555.

Armony, Victor. *Le Québec expliqué aux immigrants*. Montréal : VLB Éditeur, 2007.

Armstrong, John. *Nations Before Nationalism*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982.

Aucoin, Peter. *The New Public Management : Canada in Comparative Perspective*. Montréal : Institute for Research on Public Policy, 1995.

Austen-Smith, David et Timothy J. Feddersen. « Deliberation, Preference Uncertainty, and Voting Rules ». *The American Political Science Review* 100, n°2 (2006) : 209-217.

Bächtiger, André, Shawn Rosenberg, Seraina Pedrini, Mirjam Ryser et Marco R. Steenbergen. « Discourse Quality Index 2 : An updated measurement instrument for deliberative processes ». In *5th ECPR General Conference*. Potsdam, 2009.

Bächtiger, André, Markus Spörndli, Marco R. Steenbergen et Jürg Steiner. « The Deliberative Dimensions of Legislatures ». *Acta Politica* 40, n°2 (2005) : 225-238.

Bächtiger, André, Markus Spörndli, Marco R. Steenbergen et Jürg Steiner. « Deliberation in Legislatures : Antecedents and Outcomes ». In *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn Rosenberg (dir.), 82-100. Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007.

Bakke, Kristin M. et Erik Wibbels. « Diversity, Disparity, and Civil Conflict in Federal States ». *World Politics* 59, n°1 (2006) : 1-50.

Bakvis, Herman et Neil Nevitte. « In Pursuit of Postbourgeois Man : Postmaterialism and Intergenerational Change in Canada ». *Comparative Political Studies* 20, n°3 (1987) : 357-389.

Balace, Francis. « Les libéraux, les catholiques et l'unionisme (1831-1846) ». In *Le libéralisme en Belgique. Deux cents ans d'histoire*, Hervé Hasquin et Adriaan Verhulst (dir.). Bruxelles : Centre Paul Hymans, Editions Delta, 1989.

Balthazar, Louis. « Les nombreux visages du nationalisme au Québec ». In *Québec : État et société*, Alain-G. Gagnon (dir.), 23-40. Montréal : Québec/Amérique, 1994.

Balthazar, Louis. « The Quebec experience : Success or failure? ». *Regional & Federal Studies* 9, n°1 (1999) : 153-169.

Banting, Keith et Richard Simeon (dir.). *And No One Cheered : Federalism, Democracy and the Constitution*. Toronto : Methuen, 1983.

Barbour, Rose. *Doing focus groups*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2007.

Bariteau, Claude. *Québec, 18 septembre 2001 : le monde pour horizon*. Montréal : Editions Québec Amérique, 1998.

Barsh, Russell L. et James Youngblood Henderson. *The Road : Indian Tribes and Political Liberty*. Los Angeles : University of California Press, 1980.

Bartels, Larry M. « Beyond the Running Tally : Partisan Bias in Political Perceptions ». *Political Behavior* 24, n°2 (2002) : 117-150.

Barzelay, Michael. *The New Public Management : Improving Research and Policy Dialogue*. Berkeley : University of California Press, 2001.

Bayenet, Benoît, Henri Capron et Philippe Liégeois. « La sécurité sociale, coûts et découp(l)ages : la fin de la solidarité ? ». In *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet, Henri Capron et Philippe Liégeois (dir.), 250-281. Bruxelles : De Boeck, 2007.

Beauchemin, Jacques. « What Does it Mean to be a Quebecer? Between Self-Preservation and Openness to the Other ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 17-32. Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004.

Beaudoin, Gérald-A., Armand De Decker et Francis Delpérée. « Canadian and Belgian Federalism ». *Canadian Parliamentary Review* 22, n°4 (1999).

Beaudoin, Gérald-A., Armand De Decker et Francis Delpérée. « Les fédéralismes canadien et belge ». *Revue parlementaire canadienne* 22, n°4 (1999).

Beaufays, Jean. « Pourquoi les réformes de l'État à la fin du XXe siècle ? ». In *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.), 25-35. Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001.

Beaufays, Jean et Geoffroy Matagne. « Fédéralisme ». In *DicoPo, Dictionnaire de théorie politique*, Vincent Bourdeau et Roberto Merrill (dir.), 2007.

Beaufays, Jean, Geoffroy Matagne et Pierre Verjans. « Fédéralisation et structures institutionnelles : la Belgique entre refondation et liquidation ». In *La Belgique en mutation. Systèmes politiques et politiques publiques (1968-2008)*, Jean Beaufays et Geoffroy Matagne (dir.), 9-48. Bruxelles : Bruylant, 2009.

Beckwith, Jon et Corey A. Morris. « Twin Studies of Political Behavior : Untenable Assumptions? ». *Perspectives on Politics* 6, n°4 (2008) : 785-791.

Behrendt, Christian et Frédéric Bouhon. *Introduction à la Théorie générale de l'État. Manuel*, Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège. Bruxelles : Larcier, 2009.

Bélanger, Éric. « Égalité ou indépendance. L'émergence de la menace de l'indépendance politique comme stratégie constitutionnelle ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises* 2, n°1 (1999).

Bélanger, Éric et François Gélineau. « Does Perceived Competence Matter? Political Parties and Economic Voting in Canadian Federal Elections ». *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 20, n°1 (2010) : 83-101.

Bélanger, Éric et Andrea Perrella. « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes : une comparaison entre francophones, anglophones et allophones ». *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008) : 13-40.

Bell, Edward. « Separatism and Quasi-Separatism in Alberta ». *Prairie Forum* 32, n°3 (2007) : 325-346.

Bell, Edward, Julie Aitken Schermer et Philip A. Vernon. « The Origins of Political Attitudes and Behaviours : An Analysis Using Twins ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 42, n°4 (2009) : 855-879.

Benhabib, Seyla (dir.). *Democracy and Difference : Contesting the Boundaries of the Political.* Princeton : Princeton University Press, 1996.

Berdahl, Loleen. « Political Identities in Western Canada. An Analysis of the Looking West 2006 Survey ». 9 p. Calgary : Canada West Foundation, 2006.

Bergeron, Gérard. *Le Canada-Français après deux siècles de patience.* Paris : Seuil, 1967.

Bergeron, Gérard et Réjean Pelletier (dir.). *L'État du Québec en devenir.* Montréal : Les Éditions du Boréal-Express, 1980.

Bermeo, Nancy. « The Import of Institutions ». *Journal of Democracy* 13, n°2 (2002) : 96-110.

Bernard, André. *Les institutions politiques au Québec et au Canada.* Montréal : Boréal, 1995.

Bernard, André. *Vie politique au Canada.* Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 2005.

Bernstein, Serge et Pierre Milza. *Histoire de l'Europe*. 5 vols. Paris : Hatier, 1994.
Besson, Samantha et José Luis Marti (dir.). *Deliberative democracy and its discontents*, Applied legal philosophy. Aldershot ; Burlington : Ashgate, 2006.
Beyers, Jan et Peter Bursens. *Europa is geen buitenland. Over de relatie tussen het federale België en de Europese Unie*. Louvain : Acco, 2006.
Beyers, Jan et Peter Bursens. « The European Rescue of the Federal State : How Europeanization Shapes the Belgian State ». *West European Politics* 29, n°5 (2006) : 1057-1078.
Billiet, Jaak, Bart Maddens et André-Paul Frognier. « Does Belgium (still) exist? Differences in political culture between Flemings and Walloons ». *West European Politics* 29, n°5 (2006) : 912-932.
Bishop, George F., Robert W. Oldendick et Alfred J. Tuchfarber. « Political Information Processing : Question Order and Context Effects ». *Political Behavior* 4, n°2 (1982) : 177-200.
Bishop, George F., Robert W. Oldendick et Alfred J. Tuchfarber. « Interest in Political Campaigns : The Influence of Question Order and Electoral Context ». *Political Behavior* 6, n°2 (1984) : 159-169.
Bitsch, Marie-Thérèse. *Histoire de la Belgique : de l'Antiquité à nos jours*, Questions à l'Histoire. Bruxelles : Editions Complexe, 2004.
Black, Conrad. *Duplessis*. 2 vols. Montréal : Éditions de l'Homme, 1977.
Blais, André, Elisabeth Gidengil, Patrick Fournier, Neil Nevitte, Joanna Everitt et Jiyoon Kim. « Political judgments, perceptions of facts, and partisan effects ». *Electoral Studies* 29, n°1 (2010) : 1-12.
Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte. *Anatomy of a Liberal Victory : Making Sense of the Vote in the 2000 Canadian Election*. Peterborough : Broadview Press, 2002.
Blais, André, Pierre Martin et Richard Nadeau. « Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec : une analyse prospective et comparative ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 28, n°4 (1995) : 637-657.
Blais, André et Richard Nadeau. « L'appui au Parti québécois : évolution de la clientèle de 1970 à 1981 ». In *Le comportement électoral au Québec*, Jean Crête (dir.), 279-318. Chicoutimi : Gaëtan Morin, 1984.
Blais, André et Richard Nadeau. « La clientèle du OUI ». In *Le comportement électoral au Québec*, Jean Crête (dir.), 321-334. Chicoutimi : Gaëtan Morin, 1984.
Blais, André et Richard Nadeau. « To Be or Not to Be Sovereignist : Quebeckers' Perennial Dilemma ». *Canadian Public Policy* 18, n°1 (1992) : 89-103.
Blake, Raymond B. *Canadians at Last : Canada Integrates Newfoundland as a Province*. Toronto : University of Toronto Press, 1994.
Blondiaux, Loïc. « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? ». *Revue française de science politique* 57, n°6 (2007) : 759-774.
Blondiaux, Loïc et Yves Sintomer. « L'impératif délibératif ». *Politix* 15, n°57 (2002) : 17-35.
Bloor, Michael. *Focus groups in social research*, Introducing qualitative methods. Thousand Oaks : Sage Publications, 2001.
Bock-Côté, Mathieu. *La dénationalisation tranquille*. Montréal : Boréal, 2007.
Bodin, Jean. *Les six livres de la République*. Stuttgart : Scientia, [1576] 1961.
Bohman, James. *Public Deliberation : Pluralism, Complexity, and Democracy*. Cambridge : MIT Press, 1996.

Bohman, James. « Survey Article : The Coming of Age of Deliberative Democracy ». *Journal of Political Philosophy* 6, n°4 (1998) : 400-425.

Bohman, James et William Rehg (dir.). *Deliberative Democracy : Essays on Reason and Politics*. Cambridge : MIT Press, 1997.

Bouchard, Gérard et Charles Taylor. « Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation ». Montréal : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 2008.

Bouhon, Frédéric. « La circonscription fédérale : un placebo administré à un malade incurable ? ». 6 p. Liège : Université de Liège, 2007.

Bourdieu, Pierre. « L'opinion publique n'existe pas ». *Les Temps modernes*, n°318 (1973).

Bourdieu, Pierre. *Le Bal des célibataires : Crise de la société paysanne en Béarn*, Points Essais. Paris : Seuil, 2002.

Bourque, Gilles et Légaré Anne. *Le Québec. La question nationale*, Petite collection Maspero. Paris : Librairie François Maspero, 1979.

Bradburn, Norman M. « How NORC Selected the Deliberative Poll's Respondents ». *Public Perspective* 7, n°1 (1996) : 7-11.

Brancati, Dawn. « Decentralization : Fueling the Fire or Dampening the Flames of Ethnic Conflict and Secessionism? ». *International Organization* 60, n°3 (2006) : 651-685.

Brassard Desjardins, Alexandre. « Participation politique et mobilisation nationale chez les artistes québécois ». *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008) : 41-67.

Breton, Raymond. « From Ethnic to Civic Nationalism. English Canada and Quebec ». *Ethnic and Racial Studies* 11, n°1 (1988) : 85-102.

Breux, Sandra. « Représentations territoriales et engagement public individuel : premières explorations ». *Politique et Sociétés* 27, n°3 (2008) : 187-210.

Breux, Sandra, Min Reuchamps et Hugo Loiseau. « Apports et potentialités de l'utilisation de la carte mentale en science politique ». *Transeo Review*, n°2 (2010).

Brinckman, Bart, Isabel Albers, Steven Samyn et Wouter Verschelden. *De zestien is voor u. Hoe België wegzakte in een regimecrisis. Het verhaal achter de langste regeringsvorming ooit*. Tielt : Lannoo, 2008.

Brodie, Janine et Linda Trimble (dir.). *Reinventing Canada : Politics of the 21st Century*. Toronto : Prentice Hall, 2003.

Brooks, Stephen. *Canadian Democracy : An Introduction*. 5ème éd. Don Mills : Oxford University Press, 2007.

Brouillet, Eugénie. *La Négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien*, Cahiers des Amériques. Sillery : Septentrion, 2005.

Brown, David. *Contemporary Nationalism. Civic, Ethnocultural and Multicultural Politics*. Londres : Routledge, 2000.

Brunet, Sébastien et Pierre Delvenne. « Politique et expertise d'usage en situation de haute incertitude scientifique : application de la méthodologie des Focus groups au risque électromagnétique ». *Cahiers de Sciences politiques de l'ULg*, n°17 (2010), http ://popups.ulg.ac.be/csp/document.php?id=462.

Brunet, Sébastien et Isabelle Fucks. « Les groupes focalisés - Focus groups ». In *Les méthodes participatives*, 14 p. Liège : Université de Liège, 2003.

Bruter, Michael. « Winning Hearts and Minds for Europe : The Impact of News and Symbols on Civic and Cultural European Identity ». *Comparative Political Studies* 36, n°10 (2003) : 1148-1179.

Buchanan, Allen E. *Secession : the morality of political divorce from Fort Sumter to Lithuania and Quebec*. Boulder : Westview Press, 1991.

Buchanan, Allen E. « Federalism, Secession, and the Morality of Inclusion ». *Arizona Law Review* 37, n°1 (1995) : 53-63.

Burelle, André. *Pierre Elliott Trudeau. L'intellectuel et le politique*. Montréal : Fidès, 2005.

Burgess, Michael. *The British tradition of federalism*, Studies in federalism. Madison ; Londres : Fairleigh Dickinson University Press ; Leicester University Presses, 1995.

Burgess, Michael. *Comparative Federalism : Theory and practice*. London ; New York : Routledge, 2006.

Burgess, Michael et Alain Gagnon (dir.). *Comparative Federalism and Federation : Competing Traditions and Future Directions*. Toronto ; Buffalo : University of Toronto Press, 1993.

Burgess, Michael et John Pinder (dir.). *Multinational federations*. New York : Routledge, 2007.

Burnheim, John. *Is democracy possible? The alternative to electoral politics*. Cambridge : Polity Press, 1985.

Button, Mark et Kevin Mattson. « Deliberative Democracy in Practice : Challenges and Prospects for Civic Deliberation ». *Polity* 31, n°4 (1999) : 609-637.

Cabinet du Premier ministre. « Le PM déclare que les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni ». http ://pm.gc.ca/fra/media.asp?id=1415.

Cadigan, Sean T. *Newfoundland and Labrador : A History*. Toronto : University of Toronto Press, 2009.

Cairns, Alan C. « The Judicial Committee and Its Critics ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 4, n°3 (1971) : 301-345.

Cairns, Alan C. *Disruptions : Constitutional Struggles, from the Charter to Meech Lake*. Toronto : McClelland & Stewart, 1991.

Calhoon, Robert M. *The Loyalists in Revolutionary America, 1760-1781*. New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1973.

Calhoon, Robert M., Timothy M. Barnes et George A. Rawlyk (dir.). *Loyalists and Community in North America*, Contributions in American History. Westport : Greenwood Press, 1994.

Calhoun, Craig. « Cosmopolitanism and nationalism ». *Nations and Nationalism* 14, n°3 (2008) : 427-448.

Cameron, David R. « Canada ». In *Guide des pays fédéraux*, Ann L. Griffiths (dir.), 156-170. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005.

Cameron, David R. et Jacqueline D. Krikorian. « The study of federalism, 1960-99 : A content review of several leading Canadian academic journals ». *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 45, n°3 (2002) : 328-363.

Campbell, Angus, Philip E. Converse, Warren E. Miller et Donald E. Stokes. *The American voter*. New York : Wiley, 1960.

Carty, R. Kenneth. « Canada ». *European Journal of Political Research* 48, n°7-8 (2009) : 917-924.

Centre liégeois d'étude de l'opinion (CLEO). « Wallobaromêtre. Les Wallons jugent leur région ». In *Publication du CLEO et de la Fondation André Renard*. Liège, 1991.

Chambers, Simone. « Measuring Publicity's Effect : Reconciling Empirical Research and Normative Theory ». *Acta Politica* 40, n°2 (2005) : 255-266.

Christensen, Tom et Per Laegreid (dir.). *New Public Management : The Transformation of Ideas and Practice*. Hampshire : Ashgate, 2002.

Cloutier, Édouard, Jean-Herman Guay et Daniel Latouche. *Le virage, l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960*. Montréal : Québec/Amérique, 1992.

Cody, Howard. « The Evolution of Federal-Provincial Relations in Canada ». *American Review of Canadian Studies* 7, n°1 (1977) : 55-83.

Cohen, Joshua. « Deliberation and Democratic Legitimacy ». In *The Good Polity*, Alan Hamlin et Phillip Petit (dir.), 17-34. Oxford : Blackwell, 1989.

Cohen, Joshua. « The Economic Basis of Deliberative Democracy ». *Social Philosophy & Policy* 6, n°2 (1989) : 25-50.

Cole, Alistair et Jocelyn Evans. « Utilisation de l'échelle de Moreno en France et au Royaume-Uni ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 545-573.

Cole, Richard L. et John Kincaid. « Public Opinion on U.S. Federal and Intergovernmental Issues in 2006 : Continuity and Change ». *Publius : The Journal of Federalism* 36, n°3 (2006) : 443-459.

Cole, Richard L., John Kincaid et Andrew Parkin. « Public Opinion on Federalism in the United States and Canada in 2002 : The Aftermath of Terrorism ». *Publius : The Journal of Federalism* 32, n°4 (2002) : 123-148.

Cole, Richard L., John Kincaid et Alejandro Rodriguez. « Public Opinion on Federalism and Federal Political Culture in Canada, Mexico, and the United States, 2004 ». *Publius : The Journal of Federalism* 34, n°3 (2004) : 201-221.

Coleman, James S. *Foundations of social theory*. Cambridge : Harvard University Press, 1990.

Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces. « Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces ». Ottawa : Imprimeur du Roi, 1940.

Commission sur le déséquilibre fiscal. « Le « pouvoir fédéral de dépenser » ». 47 p. Québec : Gouvernement du Québec, 2002.

Converse, Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». In *Ideology and discontent*, David Ernest Apter (dir.), 206-261. New York : Free Press, 1964.

Converse, Philip E. « Attitudes and Non-attitudes : Continuation of a Dialogue ». In *The Quantitative Analysis of Social Problems*, Edward R. Tufte (dir.), 168-189. Reading : Addison-Wesley, 1970.

Converse, Philip E. « Assessing the capacity of mass electorates ». *Annual Review of Political Science* 3, n°1 (2000) : 331-353.

Cook, Ramsay. « Nationalist Ideologies in Canada ». Paper presented at the Conference on the future of the Canadian Federation, University of Toronto, Toronto 1977.

Cooke, Maeve. « Five Arguments for Deliberative Democracy ». *Political Studies* 48, n°5 (2000) : 947-969.

Coser, Lewis A. *Masters of sociological thought : ideas in historical and social context*. New York : Harcourt Brace Jovanovich, 1971.

Croisat, Maurice. *Le fédéralisme dans les démocraties contemporaines*. 3ème éd, Clefs/Politique. Paris : Montchrestien, 1999.

Cusso, René, Anne Dufresne, Corinne Gobin, Geoffroy Matagne et Jean-Louis Siroux (dir.). *Le conflit social éludé*. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 2008.

De Bruycker, Philippe. « Bruxelles dans la Réforme de l'État ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1230-1231 (1989).

De Bruycker, Philippe et Nicolas Lagasse. « Bruxelles dans la réforme de l'Etat belge ». In *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.), 227-249. Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001.

de Callataÿ, Etienne et Réginald Savage. « Fédéralisme et choix budgétaires ». *Reflets et perspectives de la vie économique* 37, n°2 (1998) : 101-122.

de Coorebyter, Vincent. « Clivages et partis en Belgique ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°2000 (2008).

De Coster, Michel. *Les enjeux des conflits linguistiques : le français à l'épreuve des modèles belge, suisse et canadien*. Paris : L'Harmattan, 2007.

De Croo, Herman. *België barst? Vragen aan de separatisten. Que la Belgique crève? Questions aux séparatistes*. Tielt ; Bruxelles : Lannoo ; Racine, 2008.

de Stexhe, Paul. *La révision de la Constitution belge 1968-1971*. Bruxelles ; Namur : Larcier ; Société d'études morales, sociales et juridiques, 1972.

De Winter, Lieven. « La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 575-595.

De Winter, Lieven. « Les identités territoriales : 25 ans d'évolution ». In *Élections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, André-Paul Frognier, Lieven De Winter et Pierre Baudewyns (dir.), 141-156. Bruxelles : De Boeck, 2008.

De Winter, Lieven et Pierre Baudewyns. « Belgium : Towards the Breakdown of a Nation-State in the Heart of Europe? ». *Nationalism and Ethnic Politics* 15, n°3 (2009) : 280-304.

De Winter, Lieven, Margarita Gómez-Reino Cachafeiro, Peter Lynch et Beatriz Acha (dir.). *Autonomist Parties in Europe : identity politics and the revival of the territorial cleavage*. 2 vols. Barcelone : Institut de Ciències Polítiques i Socials, 2006.

Delcamp, Alain. *Les institutions de Bruxelles. De la commune à l'agglomération, de la Région-capitale à l'Etat fédéré*, Collection de la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles. Bruxelles : Bruylant, 1993.

Delli Carpini, Michael X., Fay Lomax Cook et Lawrence R. Jacobs. « Public Deliberations, Discursive Participation and Citizen Engagement : A Review of the Empirical Literature ». *Annual Review of Political Science* 7, n°1 (2004) : 315-344.

Delli Carpini, Michael X. et Scott Keeter. « Measuring Political Knowledge : Putting First Things First ». *American Journal of Political Science* 37, n°4 (1993) : 1179-1206.

Delli Carpini, Michael X. et Scott Keeter. *What Americans Know about Politics and Why it Matters*. New Haven : Yale University Press, 1996.

Delpérée, Francis. *Le fédéralisme en Europe*, Que sais-je ? Paris : PUF, 2000.

Delruelle-Vosswinckel, Nicole et André-Paul Frognier. « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes I ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°880 (1980).

Delruelle-Vosswinckel, Nicole et André-Paul Frognier. « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes II ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°927-928 (1981).

Delruelle-Vosswinckel, Nicole, André-Paul Frognier, Josette Dawance-Goosens et Jean-Jacques Grodent. « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes III ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°966 (1982).

Delruelle-Vosswinckel, Nicole, André-Paul Frognier, Josette Dawance-Goosens et Jean-Jacques Grodent. « L'opinion publique et les problèmes communautaires. Régioscopes IV ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°991-992 (1983).

Delwit, Pascal. *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*. Vol. 6, UB lire références. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.

Denkgreop "In de Warande". *Manifest. Voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa*. Bruxelles : Denkgreop "In de Warande", 2005.

Denver, David et Gordon Hands. « Does Studying Politics Make a Difference? The Political Knowledge, Attitudes and Perceptions of School Students ». *British Journal of Political Science* 20, n°2 (1990) : 263-279.

Depeau, Sandrine. « De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale : La notion de « représentation » en psychologie sociale et environnementale ». *Éso, Travaux et documents*, n°25 (2006) : 7-17.

Deschouwer, Kris. « Une fédération sans fédérations de partis ». In *La réforme de l'Etat... et après ? L'impact des débats constitutionnels en Belgique et au Canada*, Serge Jaumain (dir.), 77-83. Bruxelles : Editions de l'ULB, 1997.

Deschouwer, Kris. « Comprendre le nationalisme flamand ». *Fédéralisme Régionalisme* 1 (1999-2000).

Deschouwer, Kris. « Falling apart together. The changing nature of Belgian consociationalism, 1961-2000 ». *Acta Politica* 37 (2002) : 68-85.

Deschouwer, Kris. « Kingdom of Belgium ». In *Constitutional Origins, Structure, and Change in Federal Countries*, John Kincaid et G. Alan Tarr (dir.), 49-75. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005.

Deschouwer, Kris. « And the peace goes on? Consociational democracy and Belgian politics in the twenty-first century ». *West European Politics* 29, n°5 (2006) : 895-911.

Deschouwer, Kris. « La dynamique fédérale en Belgique ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 65-72. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Deschouwer, Kris. *Politics of Belgium : Governing a Divided Society*, Comparative Government and Politics Series. Londres : Palgrave Macmillan, 2009.

Deschouwer, Kris, Pascal Delwit, Marc Hooghe et Stefaan Walgrave (dir.). *De stemmen van het volk*. Bruxelles : VUB Press, à paraître en 2010.

Deschouwer, Kris et Maarten Theo Jans. « L'avenir des institutions, vu de Flandre ». In *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.), 209-225. Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001.

Deschouwer, Kris et Dave Sinardet. « Taal, identiteit en stemgedrag ». In *De stemmen van het volk*, Kris Deschouwer, Pascal Delwit, Marc Hooghe et Stefaan Walgrave (dir.). Bruxelles : VUB Press, à paraître en 2010.

Deschouwer, Kris et Philippe Van Parijs. « Une circonscription fédérale pour tous les Belges ». *La revue nouvelle*, n°4 (2007) : 12-24.

Deschouwer, Kris et Philippe Van Parijs. « Een federale kieskring voor een gezonde federatie ». *Samenleving en Politiek* 15, n°3 (2008) : 43-52.

Devos, Carl, Tine Boucké, Sofie Staelraeve, Kurt Vandaele, Blomme Wouter, Nicolas Bouteca, Soetkin Kesteloot, Emmanuel Mus et Hilde Van Liefferinge. « En petit comité. Acteurs en regisseurs van de Belgische politiek ». In *Over de dynamiek van de politiek : Een kwarteeuw politieke machtsverschuivingen*, Carl Devos et Hendrik Vos (dir.), 93-153. Gand : Academia press, 2007.

Dickinson, John et Brian Young. *A Short History of Quebec*. 4ème éd. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2008.

Dieckhoff, Alain (dir.). *La constellation des appartenances. Nationalisme, libéralisme et pluralisme*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2004

Dogan, Mattei et Dominique Pelassy. *How to Compare Nations : Strategies in Comparative Politics*. Chatham : Chatham House Publishers, 1984.

Downs, Anthony. *An economic theory of democracy*. New York : Harper, 1957.

Downs, Roger et David Stea. *Maps in mind : reflections on cognitive mapping*. New York : Harper & Row, 1977.

Dryzek, John S. *Deliberative democracy and beyond : liberals, critics, contestations*, Oxford political theory. Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000.

Dryzek, John S. « Deliberative Democracy in Divided Societies : Alternatives to Agonism and Analgesia ». *Political Theory* 33, n°2 (2005) : 218-242.
Dryzek, John S. « Theory, Evidence, and the Tasks of Deliberation ». In *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.), 237-250. Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007.
Duchacek, Ivo D. *Comparative federalism : The territorial dimension of politics*. New York : Holt, 1970.
Duchacek, Ivo D. « Dyadic Federations and Confederations ». *Publius : The Journal of Federalism* 18, n°2 (1988) : 5-31.
Duchesne, Sophie et André-Paul Frognier. « National and European Identifications : A Dual Relationship ». *Comparative European Politics* 6, n°2 (2008) : 143-168.
Duchesne, Sophie et Florence Haegel. *L'enquête et ses méthodes. L'entretien collectif*, Sociologie. Paris : Armand Colin, 2005.
Duchesne, Sophie et Florence Haegel. « Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk ». *British Journal of Political Science* 37, n°1 (2006) : 1-22.
Dumont, Fernand. *Raisons communes*, Papiers collés. Montréal : Boréal, 1995.
Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal : Boréal, 1996.
Dumont, Fernand. *Raisons communes*, Boréal compact. Montréal : Boréal, 1997.
Dupoirier, Élisabeth. « De l'usage de la Question Moreno en France ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 531-543.
Durand, Claire. « À qui la faute ? Le référendum dix ans après ». In *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), 27-50. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008.
Dutilleul, Philippe (dir.). *Bye-Bye Belgium*. Loverval : Labor, 2006.
Easton, David. *The political system. An inquiry into the state of political science*. New York : Alfred A. Knopf, 1953.
Easton, David. *A framework for political analysis*. Hemel Hempstead : Prentice-Hall, 1965.
Easton, David. *A systems analysis of political life*. New York : John Wiley & Sons, 1965.
Elazar, Daniel J. *Exploring Federalism*. Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1987.
Elliott, Janice. « Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Deliberative Polling® ». Bruxelles : Fondation Roi Baudouin et Vlaams Instituut voor Wetenschappelijk en Technologisch Aspectenonderzoek (viWTA), 2005.
Elo, Kimmo et Lauri Rapeli. « Determinants of Political Knowledge : The Effects of the Media on Knowledge and Information ». *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 20, n°1 (2010) : 133-146.
Elster, Jon (dir.). *Deliberative Democracy*, Cambridge Studies in the Theory of Democracy. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1998.
Erk, Jan. « Le Québec entre la Flandre et la Wallonie : Une comparaison des nationalismes sous-étatiques belges et du nationalisme québécois ». *Recherches sociographiques* 48, n°3 (2002) : 499-516.
Erk, Jan. « » Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus », le nationalisme flamand et la démocratie chrétienne ». *Politique et Sociétés* 22, n°1 (2003) : 79-98.
Erk, Jan. « 'Wat We Zelf Doen, Doen We Beter' : Belgian Substate Nationalisms, Congruence and Public Policy ». *Journal of Public Policy* 23, n°2 (2003) : 201-224.
Erk, Jan. « Substate Nationalism and the Left-Right Divide : Critical Junctures in the Formation of Nationalist Labour Movements in Belgium ». *Nations and Nationalism* 11, n°4 (2005) : 551-570.

Erk, Jan. « Federalisme, nationalisme en de integratie van immigranten : een vergelijking van Canada en België ». In *Burgerschap en integratie in staatsrechtelijk perspectief*, Frank Judo et Godfried Geudens (dir.), 191-208. Bruxelles : Larcier, 2006.

Erk, Jan. *Explaining Federalism. State, society and congruence in Austria, Belgium, Canada, Germany and Switzerland*, Routledge series in federal studies. Londres ; New Yok : Routledge, 2008.

Erk, Jan. « Is Nationalism Left or Right? Critical Junctures in Québécois Nationalism ». *Nations and Nationalism* 15, n°5 (2009).

Erk, Jan et Lawrence Anderson. « The Paradox of Federalism : Does Self-Rule Accommodate or Exacerbate Ethnic Divisions? ». *Regional & Federal Studies* 19, n°2 (2009) : 191 -202.

Erk, Jan et Alain-G. Gagnon. « Constitutional Ambiguity and Federal Trust : The Codification of Federalism in Belgium, Canada and Spain ». *Regional & Federal Studies* 10, n°1 (2000) : 92-111.

Erk, Jan et Edward Koning. « New Structuralism and Institutional Change : Federalism Between Centralization and Decentralization ». *Comparative Political Studies* 43, n°3 (2010) : 353-378.

EuroPolis. « More Informed Voters Select a Parliament in Unprecedented Experiment : Greens Make Dramatic Gains, Public Supports Action on Climate Change and Immigration ». Bruxelles, 2009.

Facal, Joseph et André Pratte. *Qui a raison? Lettres sur l'avenir du Québec*. Montréal : Boréal, 2008.

Fafard, Patrick et François Rocher. « The Current State of Federalism Studies in Canada (2000-2007) : A Quantitative and Qualitative Review of the Scholarly Literature ». In *CPRN Research Report*, 42 p. Ottawa : Canadian Policy Research Networks, 2008.

Fafard, Patrick et François Rocher. « The evolution of federalism studies in Canada : From centre to periphery ». *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 52, n°2 (2009) : 291-311.

Fafard, Patrick, François Rocher et Catherine Côté. « Clients, Citizens and Federalism : A critical appraisal of integrated service delivery in Canada ». *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 52, n°4 (2009) : 549-568.

Fafard, Patrick, François Rocher et Catherine Côté. « The Presence (or the Lack Thereof) of a Federal Culture in Canada : The Views of Canadians ». *Regional & Federal Studies* 20, n°1 (2010) : 19-43

Farrar, Cynthia, Donald P. Green, Jennifer E. Green, David W. Nickerson et Steven Shewfelt. « Does Discussion Group Composition Affect Policy Preferences? Results from Three Randomized Experiments ». *Political Psychology* 30 (2009) : 615-647.

Fielding, Nigel G. et Raymond M. Lee. *Computer Analysis and Qualitative Research*. Thousand Oaks : Sage Publications, 1998.

Filippov, Mikhail, Peter C. Ordeshook et Olga Shvetsova. *Designing federalism : A theory of self-sustainable federal institutions*. New York : Cambridge University Press, 2004.

Fishkin, James S. *Democracy and deliberation : new directions for democratic reform*. New Haven : Yale University Press, 1991.

Fishkin, James S. « The Idea of A Deliberative Opinion Poll ». *Public Perspective* 3, n°2 (1992) : 26-27.

Fishkin, James S. *The Voice of the People : Public Opinion and Democracy*. New Haven : Yale University Press, 1995.

Fishkin, James S. « Consulting the public through deliberative polling ». *Journal of Policy Analysis & Management* 22, n°1 (2003) : 128-133.

Fishkin, James S. et Peter Laslett (dir.). *Debating deliberative democracy*, Philosophy, politics and society. Malden : Blackwell, 2003.

Fishkin, James S. et Robert C. Luskin. « The Deliberative Poll : A Reply to Our Critics ». *Public Perspective* 7, n°1 (1996) : 45-49.

Fleiner, Thomas et Nicolas Schmitt (dir.). *Towards a European Constitution : Europe and Federal Experiences*, Etudes et Colloques. Fribourg : Institut du fédéralisme, 1996.

Foley, Michael W. et Bob Edwards. « Is It Time to Disinvest in Social Capital? ». *Journal of Public Policy* 19, n°2 (1999) : 141-173.

Fourmand, Anne. « Images d'une cité. Cartes mentales et représentations spatiales des adolescents de Garges-lès-Gonesse ». *Annales de géographie* 112, n°633 (2003) : 537-550.

Fournier, Bernard. « Socialisation politique et mosaïque des possibles : l'apport de Jean Piaget ». In *Penser la négociation. Mélanges en hommage à Olgierd Kuty*, Didier Vrancken, Christophe Dubois et Frédéric Schoenaers (dir.), 83-91. Bruxelles : De Boeck, 2008.

Fournier, Bernard et Min Reuchamps. « Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 53, n°3 (2008) : 371-383.

Fournier, Bernard et Min Reuchamps. « Le fédéralisme en Belgique et au Canada ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 9-18. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Fournier, Bernard et Min Reuchamps (dir.). *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Ouvertures sociologiques. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Fournier, Bernard, Min Reuchamps et Elodie Flaba. « L'intérêt politique des jeunes : Une conception multidimensionnelle ». In *Engagements d'actualité – actualité des Engagements*, Marc Jacquemain et Pascal Delwit (dir.). Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2010.

Fowler, James H., Laura A. Baker et Christopher T. Dawes. « Genetic Variation in Political Participation ». *The American Political Science Review* 102, n°2 (2008) : 233-248.

Frazer, Elizabeth. « Teenage girls reading Jackie ». *Media Culture Society* 9, n°4 (1987) : 407-425.

Frazer, Elizabeth. « Teenage Girls Talking about Class ». *Sociology* 22, n°3 (1988) : 343-358.

Frazer, Elizabeth. « Feminist Talk and Talking about Feminism : Teenage Girls' Discourses of Gender ». *Oxford Review of Education* 15, n°3 (1989) : 281-290.

Frégault, Guy. *La guerre de la conquête*. Montréal : Fides, 1954.

Friedrich, Carl J. *Tendances du fédéralisme en théorie et en pratique*. Bruxelles : Institut belge de science politique, 1971.

Friedrich, Carl J. « Federalism, Regionalism, and Association ». *European Journal of Political Research* 2, n°4 (1974) : 385-394.

Frognier, André-Paul et Anne-Marie Aish (dir.). *Élections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*. Bruxelles : De Boeck, 1994.

Frognier, André-Paul et Anne-Marie Aish (dir.). *Des élections en trompe-l'oeil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*. Bruxelles : De Boeck, 1999.

Frognier, André-Paul et Anne-Marie Aish (dir.). *Élections : la rupture ? Le comportement des Belges face aux élections de 1999*. Bruxelles : De Boeck, 2003.

Frognier, André-Paul, Lieven De Winter et Pierre Baudewyns (dir.). *Élections : le reflux ? Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*. Bruxelles : De Boeck, 2008.

Frognier, André-Paul, Lieven De Winter et Pierre Baudewyns. « Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007 ». In *PIOP*, 23. Louvain-la-Neuve : Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique, Université catholique de Louvain, 2008.

Fuller, Gary et Murray Chapman. « On the Role of Mental Maps in Migration Research ». *International Migration Review* 8, n°4 (1974) : 491-506.

Fung, Archon. « Minipublics : Deliberative Designs and Their Consequences ». In *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.), 159-183. Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007.

Gagné, Gilles et Simon Langlois. *Les raisons fortes. Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Politique et Économie. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2002.

Gagné, Gilles et Simon Langlois. « Les jeunes appuient la souveraineté et les souverainistes le demeurent en vieillissant ». In *L'annuaire du Québec*, Michel Venne (dir.), 440-456. Montréal : Éditions Fides, 2006.

Gagné, Gilles et Simon Langlois. « L'appui à la souveraineté du Québec, dix ans après le référendum de 1995 ». In *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), 51-73. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008.

Gagnon, Alain-G. « The moral foundations of asymmetrical federalism : A normative exploration of the case of Quebec and Canada ». In *Multinational democracies*, Alain-G. Gagnon et James Tully (dir.), 319-337. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001.

Gagnon, Alain-G. « Le fédéralisme asymétrique au Canada ». In *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*, Alain-G. Gagnon (dir.), 287-304. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006.

Gagnon, Alain-G. (dir.). *Le fédéralisme canadien contemporain : fondements, traditions, institutions*, Paramètres. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2006.

Gagnon, Alain-G. *Au-delà de la nation unificatrice : Plaidoyer pour le fédéralisme multinational*. Barcelona : Institut d'Estudis Autonomics, 2007.

Gagnon, Alain-G. « Democratic multinational federalism under scrutiny. Healthy tensions and unresolved issues in Canada ». In *Multinational federations*, Michael Burgess et John Pinder (dir.), 17-30. New York : Routledge, 2007.

Gagnon, Alain-G. (dir.). *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Prisme. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008.

Gagnon, Alain-G. *La raison du plus fort : Plaidoyer pour le fédéralisme multinational*. Montréal : Québec Amérique, 2008.

Gagnon, Alain-G. et Laurent-Mehdi Chokri. « Le régime politique canadien : histoire et enjeux ». In *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.), 9-35. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2005.

Gagnon, Alain-G. et Jacques Hérivault. « La reconnaissance irrésolue du Québec ». In *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), 169-190. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008.

Gagnon, Alain-G. et Raffaele Iacovino. *De la nation à la multination : les rapports Québec-Canada*. Montréal : Boréal, 2007.

Gagnon, Alain-G. et François Rocher. « Faire l'histoire au lieu de la subir ». In *Réplique aux détracteurs de la souveraineté*, Alain-G. Gagnon et François Rocher (dir.), 27-47. Montréal : VLB, 1992.

Gagnon, Alain-G., François Rocher et Montserrat Guibernau (dir.). *The conditions of diversity in multinational democracies*. Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2003.

Gagnon, Alain-G. et James Tully (dir.). *Multinational Democracies*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001.

Galesic, Mirta, Roger Tourangeau, Mick P. Couper et Frederick G. Conrad. « Eye-Tracking Data : New Insights on Response Order Effects and Other Cognitive Shortcuts in Survey Responding ». *Public Opinion Quarterly* 72, n°5 (2009) : 892-913.

Gallup, George Horace. *Public opinion in a democracy*, The Stafford Little Lectures. Princeton : Princeton University Extension Service, Herbert L. Baker foundation, 1939.

Gallup, George Horace et Saul Forbes Rae. *The pulse of democracy ; the public-opinion poll and how it works*. New York : Greenwood Press, [1940] 1968.

Gamson, William A. *Power and discontent*. Homewood : Dorsey, 1968.

Gastil, John et Peter Levine (dir.). *The Deliberative Democracy Handbook : Strategies for Effective Civic Engagement in the 21st Century*. San Francisco : Jossey-Bass, 2005.

Gaxie, Daniel. « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des « citoyens » ». *Revue française de science politique* 57, n°6 (2007) : 737-757.

Gellner, Ernest. *Nations and nationalism*. Ithaca : Cornell University Press, 1983.

Gerber, Alan et Donald P. Green. « Rational Learning and Partisan Attitudes ». *American Journal of Political Science* 42, n°3 (1998) : 794-818.

Gerber, Alan et Donald P. Green. « Misperceptions about Perceptual Bias ». *Annual Review of Political Science* 2, n°1 (1999) : 189-210.

Gerth, Hans Heinrich et C. Wright Mills. *The man and his work*, introduction to *From Max Weber : Essays in Sociology*. New York : Galaxy Book, [1946] 1958.

Ghai, Yash. « Autonomy as a Strategy for Diffusing Conflict ». In *International Conflict Resolution after the Cold War*, Paul C. Stern et Daniel Druckman (dir.), 483-530. Washington : National Academy Press, 2000.

Gibbins, Roger et Guy Laforest (dir.). *Beyond the Impasse : Toward Reconciliation*. Montréal : Institute for Research on Public Policy, 1998.

Gibbs, Graham R. *Qualitative Data Analysis : Explorations with NVivo*. Buckingham : Open University Press, 2002.

Glenn, Norval D. et Michael Grimes. « Aging, Voting, and Political Interest ». *American Sociological Review* 33, n°4 (1968) : 563-575.

Godbout, Luc et Suzie St-Cerny. « La réforme fédérale proposée de la péréquation : le mauvais remède pour l'un des organes vitaux du fédéralisme fiscal canadien ». *CIRANO Working Papers*, n°27 (2005), http ://www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2005s-27.pdf.

Godin, Pierre. *René Lévesque. L'homme brisé*. Montréal : Boréal, 2005.

Goodin, Robert E. et John S. Dryzek. « Deliberative Impacts : The Macro-Political Uptake of Mini-Publics ». *Politics Society* 34, n°2 (2006) : 219-244.

Gould, Peter et Rodney White. *Cartes mentales*. Fribourg : Éditions Universitaires de Fribourg, 1984.

Grandjean, Geoffrey, Min Reuchamps, Elodie Flaba et Bernard Fournier. « Le fédéralisme « incompris » : perceptions et préférences d'un auditoire d'étudiants de l'ULg ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°3 (2009) : 405-430.

Greaves, Justin et Wyn Grant. « Crossing the Interdisciplinary Divide : Political Science and Biological Science ». *Political Studies* 58, n°2 (2010) : 320-339.

Green, Donald P. et Rachel L. Seher. « What role does prejudice play in ethnic conflict? ». *Annual Review of Political Science* 6, n°1 (2003) : 509-531.

Greenbaum, Thomas L. *The handbook for focus group research*. 2ème éd. Thousand Oaks : Sage Publications, 1998.

Greenbaum, Thomas L. *Moderating focus groups : a practical guide for group facilitation*. Thousand Oaks : Sage Publications, 2000.

Greenfeld, Liah. *Nationalism. Five Roads to Modernity*. Cambridge : Harvard University Press, 1992.

Grenier, Bernard. « Enquête du DGE sur certaines révélations du livre Les secrets d'Option Canada ». Québec : Directeur général des élections du Québec, 2007.

Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires. « Pour réaliser un dessein national. Remettre la péréquation sur la bonne voie ». (2006), http ://www.eqtff-pfft.ca/epreports/EQ_Report_f.pdf.

Guibernau, Montserrat. *Nations without States. Political Communities in a Global Age*. Cambridge : Polity Press, 1999.

Guindon, Hubert. *Quebec Society : Tradition, Modernity, and Nationhood*. Toronto : University of Toronto Press, 1988.

Gurr, Ted Robert. *Peoples versus states : minorities at risk in the new century*. Washington : United States Institute of Peace Press, 2000.

Gutmann, Amy et Dennis F. Thompson. *Democracy and disagreement*. Cambridge : Harvard University Press, 1996.

Gutmann, Amy et Dennis F. Thompson. *Why deliberative democracy?* Princeton : Princeton University Press, 2004.

Haas, Valérie. « Les cartes cognitives : un outil pour étudier la ville sous ses dimensions socio-historiques et affectives ». *Bulletin de psychologie* 57, n°6 (2004) : 621-633.

Habermas, Jürgen. *Legitimation crisis*. Boston : Beacon Press, 1975.

Habermas, Jürgen. *The Theory of Communicative Action*. 2 vols. Boston : Beacon Press, 1984.

Habermas, Jürgen. *The structural transformation of the public sphere : an inquiry into a category of bourgeois society*, Studies in contemporary German social thought. Cambridge : MIT Press, 1989.

Habermas, Jürgen. *Moral Consciousness and Communicative Action*, Studies in Contemporary German Social Thought. Cambridge : MIT Press, 1990.

Habermas, Jürgen. *Between facts and norms : contributions to a discourse theory of law and democracy*, Studies in contemporary German social thought. Cambridge : MIT Press, 1996.

Habermas, Jürgen. « Concluding comments on empirical approaches to deliberative politics ». *Acta Politica* 40, n°3 (2005) : 384-392.

Habermas, Jürgen. « Political Communication in Media Society : Does Democracy Still Enjoy an Epistemic Dimension? The Impact of Normative Theory on Empirical Research ». *Communication Theory* 16, n°4 (2006) : 411-426.

Hachez, Théo. « Communauté française et société belge ». In *L'État de la Belgique. 1989-2004 Quinze années à la charnière du siècle*, Marie-Thérèse Coenen, Serge Govaert et Jean Heinen (dir.), 81-108. Bruxelles : De Boeck, 2004.

Hale, Henry E. « Divided We Stand : Institutional Sources of Ethnofederal State Survival and Collapse ». *World Politics* 56, n°2 (2004) : 165-193.

Hamilton, Alexander, James Madison et John Jay. *The Federalist Papers*. New York : Mentor, [1788] 1999.

Hansen, Kasper M. et Vibeke Normann Andersen. « The Deliberative Poll : Opinion formation in the experimental context of Deliberative Polling ». In *Annual Meetings of the American Political Science Association*. San Fransisco, 2001.

Hatemi, Peter K., John R. Alford, John R. Hibbing, Nicholas G. Martin et Lindon J. Eaves. « Is There a "Party" in Your Genes? ». *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) : 584-600.

Hatemi, Peter K., Carolyn L. Funk, Sarah E. Medland, Hermine M. Maes, Judy L. Silberg, Nicholas G. Martin et Lindon J. Eaves. « Genetic and Environmental Transmission of Political Attitudes Over a Life Time ». *The Journal of Politics* 71, n°3 (2009) : 1141-1156.

Haynes, Sam W. et Christopher Morris (dir.). *Manifest Destiny and Empire : American Antebellum Expansionism*. College Station : Texas A&M University Press, 1997.

Hechter, Michael. *Containing nationalism*. Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000.

Henderson, Ailsa. *Hierarchies of Belonging : National Identity and Political Culture in Scotland and Quebec*. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2007.

Henrikson, Alan K. « The Geographical "Mental Maps" of American Foreign Policy Makers ». *International Political Science Review/Revue internationale de science politique* 1, n°4 (1980) : 495-530.

Hetherington, Marc J. « The Political Relevance of Political Trust ». *The American Political Science Review* 92, n°4 (1998) : 791-808.

Hibbing, John R. et Elizabeth Theiss-Morse. *Stealth democracy : Americans' beliefs about how government should work*, Cambridge studies in political psychology and public opinion. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2002.

Hobbes, Thomas. *Leviathan. Or The matter, Forme and Power of a Commonwealth, Ecclesiasticall and Civil*. New York : Touchstone, [1651] 1997.

Hogg, Michael A. et Dominic Abrams. *Social identifications : Social psychology of intergroup relations and group processes*. Londres : Routledge, 1988.

Hooghe, Marc et Dave Sinardet. « Introduction : Is there a Belgian public opinion? ». In *Is Democracy viable without a unified public opinion? The Swiss experience and the Belgian case*, Dave Sinardet et Marc Hooghe (dir.), 5-8. Bruxelles : Re-Bel initiative, 2009.

Hoppe, Marilyn J., Elizabeth A. Wells, Diane M. Morrison, Mary R. Gillmore et Anthony Wilsdon. « Using Focus Groups to Discuss Sensitive Topics with Children ». *Evaluation Review* 19, n°1 (1995) : 102-114.

Horowitz, Donald L. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley : University of California Press, 1985.

Howe, Paul. « Rationality and Sovereignty Support in Quebec ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 31, n°1 (1998) : 31-59.

Hueglin, Thomas O. et Alan Fenna. *Comparative Federalism : A Systematic Inquiry*. Peterborough : Broadview Press, 2006.

Hurtig, Mel. *The Vanishing of Canada? Is It Too Late to Save Canada?* Toronto : McClelland & Stewart, 2003.

Hutchinson, John. *The Dynamics of Cultural Nationalism*. Londres : Unwin Hyman, 1987.

Huyse, Luc. *Passiviteit, pacificatie en verzuiling in de Belgische politiek : Een sociologische studie*. Anvers : Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1970.

Huyse, Luc. « Political conflict in bicultural Belgium ». In *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society*, Arend Lijphart (dir.), 107-126. Berkeley : Institute of International Studies, University of California, 1981.

Ignatieff, Michael. *Blood & Belonging*. Toronto : Penguin Canada, 1993.

Inglehart, Ronald. « The Silent Revolution in Europe : Intergenerational Change in Post-Industrial Societies ». *The American Political Science Review* 65, n°4 (1971) : 991-1017.

Inglehart, Ronald. *The silent revolution : Changing values and political styles among Western publics*. Princeton : Princeton University Press, 1977.

Inglehart, Ronald. « The Renaissance of Political Culture ». *The American Political Science Review* 82, n°4 (1988) : 1203-1230.

Inglehart, Ronald. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton : Princeton University Press, 1990.

Inglehart, Ronald. *Modernization and postmodernization : Cultural, economic and political change in 43 societies*. Princeton : Princeton University Press, 1997.

Inglehart, Ronald F. « Changing Values among Western Publics from 1970 to 2006 ». *West European Politics* 31, n°1 (2008) : 130-146.

Jackman, Robert W. et Ross A. Miller. « A Renaissance of Political Culture? ». *American Journal of Political Science* 40, n°3 (1996) : 632-659.

Jackson, Robert J. et Doreen Jackson. *Politics in Canada : Culture, Institutions, Behaviour and Public Policy*. 6ème éd. Toronto : Pearson Prentice Hall, 2006.

Jacquemain, Marc (dir.). *Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon*. Vol. 6, *Fédéralisme Régionalisme*, 2005-2006.

Jacquemain, Marc, Réné Doutrelepont et Michel Vandekeere. « Identités sociales et comportement électoral ». *Res Publica* 32, n°1 (1990) : 63-79.

Jacquemain, Marc, Réné Doutrelepont et Michel Vandekeere. « L'identité Wallonne saisie par l'enquête. Une approche constructiviste de l'identité collective ». *Res Publica* 36, n°3/4 (1994) : 343-360.

Jacquemain, Marc, Patrick Italiano, Frédéric Heselmans, Michel Vandekeere, Dimitri Deflandre et Isabelle Willems. « Introduction. Les racines de l'identité collective ». *Fédéralisme Régionalisme* 6 (2005-2006) : 7-14.

Janssens, Rudi. *Taalgebruik in Brussel. Taalverhoudingen, taalverschuivingen en taalidentiteit in een meertalige stad*. Bruxelles : VUB Press, 2001.

Javeau, Claude. *L'enquête par questionnaire. Manuel à l'usage du praticien*. 4ème éd. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 1990.

Jedwab, Jack. « "L'âge et les votes ethniques" : la jeunesse, ses origines et l'avenir du Québec ». In *D'un référendum à l'autre : le Québec face à son destin*, Alain-G. Gagnon (dir.), 75-88. Québec : Les Presses de l'Université de Laval, 2008.

Jenson, Jane. « Reconnaître les différences : sociétés distinctes, régimes de citoyennetés, partenariats ». In *Sortir de l'impasse : les voies de la réconciliation*, Guy Laforest et Robert Gibbins (dir.). Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, 1998.

Kagan, Jerome. « Biology, Context, and Developmental Inquiry ». *Annual Review of Psychology* 54, n°1 (2003) : 1-23.

Kaplan, David H. « Two Nations in Search of a State : Canada's Ambivalent Spatial Identities ». *Annals of the Association of American Geographers* 84, n°4 (1994) : 585-606.

Karmis, Dimitrios. « Pluralism and National Identity(ies) in Contemporary Québec : Conceptual Clarifications, Typology, and Discourse Analysis ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 69-96. Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004.

Karmis, Dimitrios et Alain-G. Gagnon. « Fédéralisme et identités collectives au Canada et en Belgique : des itinéraires différents, une fragmentation similaire ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 29, n°3 (1996) : 435-468.

Karmis, Dimitrios et Jocelyn Maclure. « Two escape routes from the paradigm of monistic authenticity : post-imperialist and federal perspectives on plural and complex identities ». *Ethnic and Racial Studies* 24, n°3 (2001) : 361-385.

Karmis, Dimitrios et Wayne Norman. *Theories of Federalism : A Reader*. New York : Palgrave Macmillan, 2005.

Keating, Michael. « Stateless Nation-Building : Quebec, Catalonia and Scotland in the Changing State System ». *Nations and Nationalism* 3, n°4 (1997) : 689-717.

Keating, Michael. *Plurinational Democracy : Stateless Nations in a Post-Sovereignty Era*. Oxford ; New York : Oxford University Press, 2001.

Kincaid, John et Richard L. Cole. « Public Opinion on Issues of U.S. Federalism in 2005 : End of the Post-2001 Pro-Federal Surge? ». *Publius : The Journal of Federalism* 35, n°1 (2005) : 169-185.

Kincaid, John, Andrew Parkin, Richard L. Cole et Alejandro Rodriguez. « Public Opinion on Federalism in Canada, Mexico, and the United States in 2003 ». *Publius : The Journal of Federalism* 33, n°3 (2003) : 145-162.

King, Preston T. *Federalism and Federation*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1982.

Kitzinger, Jenny et Rosaline S. Barbour. *Developing focus group research : politics, theory, and practice*. Thousand Oaks : Sage Publications, 1999.

Knopff, Rainer et Anthony Sayers. « Canada ». In *Constitutional Origins, Structure, and Change in Federal Countries*, John Kincaid et G. Alan Tarr (dir.), 104-142. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005.

Kohn, Hans. *The Idea of Nationalism*. New York : Macmillan, 1945.

Krueger, Richard A. et Mary Anne Casey. *Focus groups : a practical guide for applied research*. 3ème éd. Thousand Oaks : Sage Publications, 2000.

Kuklinski, James H. (dir.). *Citizens and Politics : Perspectives from Political Psychology*, Cambridge Studies in Public Opinion and Political Psychology. New York : Cambridge University Press, 2001.

Kurth, Godefroid. *La Nationalité belge*, 1913.

Kymlicka, Will. *Multicultural citizenship : a liberal theory of minority rights*, Oxford political theory. Oxford ; New York : Clarendon Press ; Oxford University Press, 1995.

Kymlicka, Will (dir.). *The Rights of Minority Cultures*. Oxford ; New York : Oxford University Press, 1995.

Kymlicka, Will. *Finding Our Way : Rethinking Ethnocultural Relations in Canada*. Oxford : Oxford University Press, 1998.

Kymlicka, Will. *Politics in the vernacular : nationalism, multiculturalism, and citizenship*. Oxford ; New York : Oxford University Press, 2001.

Kymlicka, Will. *La voie canadienne. Repenser le multiculturalisme*. Montréal : Boréal, 2003.

Labelle, Micheline, François Rocher et Guy Rocher. « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration : de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés ». *Cahiers de recherche sociologique* 25 (1995) : 213-246.

Lachapelle, Guy. « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage ». *Politique et Sociétés* 17, n°1-2 (1998) : 91-120.

Lachapelle, Guy. « Identités, économie et territoire : la mesure des identités au Québec et la Question Moreno ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 597-612.

Lacoursière, Jacques, Jean Provencher et Denis Vaugeois. *Canada-Québec : 1534-2000*. Sillery : Septentrion, 2000.

Ladd, Everett C. « Fishkin's 'Deliberative Poll' Is Flawed Science And Dubious Democracy ». *Public Perspective* 7, n°1 (1996) : 41-45.

Ladner, Kiera L. « Treaty Federalism : An Indigenous Vision of Canadian Federalisms ». In *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.), 167-194. Peterborough : Broadview Press, 2003.

Laforest, Guy. *Trudeau et la fin du rêve canadien*. Sillery : Septentrion, 1992.

Laforest, Guy et Robert Gibbins (dir.). *Sortir de l'impasse : Vers la réconciliation*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 1998.

Lajoie, Andrée. « Le fédéralisme canadien : science politique fiction pour l'Europe? ». *Lex Electronica*, n°1 (2005), http ://www.lex-electronica.org/articles/v10-1/lajoie.pdf.

Lamarre, Jean. *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*. Sainte Foy : Septentrion, 1993.

Lane, Jan-Erik. *New Public Management*. New York : Routledge, 2000.

Lang, Amy. « But Is It for Real? The British Columbia Citizens' Assembly as a Model of State-Sponsored Citizen Empowerment ». *Politics Society* 35, n°1 (2007) : 35-70.

Laponce, Jean. « Le centre du monde : icône ou carrefour ? ». *International Review of Sociology/Revue Internationale de Sociologie* 11, n°3 (2001) : 299 - 307.

LaSelva, Samuel V. *The moral foundations of Canadian federalism : paradoxes, achievements, and tragedies of nationhood*. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 1996.

Laski, Harold. « The Obsolescence of Federalism ». *The New Republic* 3 (1939) : 367-369.

Lavariega Monforti, Jessica et Gabriel R. Sanchez. « The Politics of Perception : An Investigation of the Presence and Sources of Perceptions of Internal Discrimination Among Latinos ». *Social Science Quarterly* 91, n°1 (2010) : 245-265.

Lavoie, Nathalie et Pierre Serré. « Du vote bloc au vote social : le cas des citoyens issus de l'immigration de Montréal, 1995-1996 ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 35, n°1 (2002) : 49-74.

Laxer, James. *False God : How the Globalization Myth has Impoverished Canada*. Toronto : Lester Publishing Company, 1993.

Laycock, Samantha. « Experience versus Perceptions : Accounting for the NHS "Perception Gap" ». *Journal of Elections, Public Opinion & Parties* 19, n°4 (2009) : 449-472.

Le comité consultatif sur le déséquilibre fiscal. « Réconcilier l'irréconciliable : s'attaquer au déséquilibre fiscal au Canada ». (2006), http ://www.conseildelafederation.ca/pdfsfrancais/Rapport_Fiscal_31mars06.pdf.

Leclair, Jean. « The Supreme Court's Understanding of Federalism : Efficiency at the Expense of Diversity ». *Queen's Law Journal* 28 (2003) : 411-453.

Leclair, Jean. « Vers une pensée politique fédérale : La répudiation du mythe de la différence québécoise "radicale" ». In *Reconquérir le Canada : un nouveau projet pour la nation québécoise*, André Pratte (dir.), 39-83. Montréal : Les Éditions Voix parallèles, 2007.

Lecours, André. « Belgique ». In *Guide des pays fédéraux*, Ann L. Griffiths (dir.), 99-114. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2005.

Lecours, André. « Speaking of Asymmetry. Canada and the 'Belgian Model' ». *Asymmetry Series*, n°7 (2005), http ://www.iigr.ca/pdf/publications/365_Speaking_of_Asymmetry_Ca.pdf.

Léger Marketing. « Intentions de vote référendaire au Québec ». 5 p. Montréal : Léger Marketing, 2009.

Lejeune, Christophe. « Petite histoire des ressources logicielles au service de la sociologie qualitative ». In *Humanités numériques*, Claire Brossaud et Bernard Reber (dir.), 197-214. Paris : Hermès, 2007.

Lejeune, Christophe. « Au fil de l'interprétation. L'apport des registres aux logiciels d'analyse qualitative ». *Revue Suisse de Sociologie* 34, n°3 (2008) : 593-603.

Lenihan, Donald G. « Citizen-Centred Federalism : The Implications for Executive Federalism ». In *Managing the Federation : A Citizen-Centred Approach*, Rona Ambrose, Donald G. Lenihan et John Milloy (dir.), 45-59. Ottawa : Crossing Boundaries National Council, 2006.

Lester, Normand et Robin Philpot. *Les secrets d'Option Canada*. Montréal : Les Intouchables, 1995.

Leton, André. « Contribution à l'étude des conflits communautaires en Belgique ». Thèse pour le Doctorat d'Etat en science politique, Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris II, 1989.

Leton, André et André Miroir. *Les conflits communautaires en Belgique*, Perspectives internationales. Paris : Presses universitaires de France, 1999.

Lévesque, René. *Option Québec*. Montréal : Les Éditions de l'Homme, 1968.

Levi, Margaret. « Social and Unsocial Capital : A Review Essay of Robert Putnam's Making Democracy Work ». *Politics Society* 24, n°1 (1996) : 45-55.

Levy, Jacob T. « Federalism, Liberalism, and the Separation of Loyalties ». *The American Political Science Review* 101, n°3 (2007) : 459-477.

Lijphart, Arend. « Comparative Politics and the Comparative Method ». *The American Political Science Review* 65, n°3 (1971) : 682-693.

Lijphart, Arend. *Democracy in Plural Societies : a Comparative Exploration*. New Haven : Yale University Press, 1977.

Lijphart, Arend (dir.). *Conflict and coexistence in Belgium : the dynamics of a culturally divided society*. Berkeley : Institute of International Studies, University of California, 1981.

Litosseliti, Lia. *Using focus groups in research*, Continuum research methods series. Londres ; New York : Continuum, 2003.

Lits, Marc (dir.). *Le vrai-faux journal de la RTBF : les réalités de l'information*. Charleroi : Couleur Livres, 2007.

Livingston, William S. « A Note on the Nature of Federalism ». *Political Science Quarterly* 67, n°1 (1952) : 81-95.

Luskin, Robert C., James S. Fishkin et Roger Jowell. « Considered Opinions : Deliberative Polling in Britain ». *British Journal of Political Science* 32, n°3 (2002) : 455-487.

Maalouf, Amin. *Les identités meurtrières*. Paris : Editions Grasset & Fasquelle, 1998.

Maalouf, Amin. *Le Dérèglement du monde : Quand nos civilisations s'épuisent*. Paris : Editions Grasset & Fasquelle, 2009.

Mabille, Xavier. *Histoire politique de la Belgique : facteurs et acteurs de changement*. 4ème éd. Bruxelles : CRISP, 2000.

Macedo, Stephen (dir.). *Deliberative politics : essays on democracy and disagreement*, Practical and professional ethics series. New York ; Oxford : Oxford University Press, 1999.

Macedo, Stephen et Allen E. Buchanan (dir.). *Secession and Self-Determination*, Nomos. New York : New York University Press, 2003.

MacKinnon, Janice. « Equalization : Its Problems and the 2007 Federal Budget ». In *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, John R. Allan, Thomas J. Courchene et Christian Leuprecht (dir.), 73-87. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009.

MacLennan, Hugh. *Two Solitudes*. New York : Duell, Sloan and Pearce, 1945.

Maclure, Jocelyn. *Récits identitaires. Le Québec à l'épreuve du pluralisme*, Débats. Montréal : Québec Amérique, 2000.

Maclure, Jocelyn. *Quebec Identity. The Challenge of Pluralism*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 2003.

Maclure, Jocelyn. « Narratives and Counter-Narratives of Identity in Québec ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 33-50. Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004.

Maher, Michel. « Le défi du fédéralisme fiscal dans l'exercice du pouvoir de dépenser ». *Canadian Bar Review* 75 (1996) : 403-432.

Maillard Desgrées du Loû, Dominique (dir.). *Les évolutions de la souveraineté*, Grands colloques. Paris : Montchrestien, 2006.

Maíz Suárez, Ramón. « Democracy, federalism and nationalism in multinational states ». In *Identity and territorial autonomy in plural societies*, William Safran et Ramón Maíz Suárez (dir.), 35-60. Londres ; Portland : Frank Cass, 2000.

Malhotra, Neil. « Order Effects in Complex and Simple Tasks ». *Public Opinion Quarterly* 73, n°1 (2009) : 180-198.

Mallory, James R. « The five faces of federalism ». In *Canadian federalism : Myth or reality*, J. Peter Meekison (dir.), 55-66. Toronto : Methuen, 1971.

Mansbridge, Jane J. *Beyond adversary democracy*. New York : Basic Books, 1980.

Marc, Alexandre. *Dialectique du déchaînement, fondements philosophiques du fédéralisme*, Réalités du Présent. Paris : La Colombe-Éditions du Vieux Colombier, 1961.

Marc, Alexandre. « New and Old Federalism : Faithful to the Origins ». *Publius : The Journal of Federalism* 9, n°4 (1979) : 117-130.

Marc, Alexandre. *Fondements du fédéralisme. Destin de l'homme à venir*. Paris : L'Harmattan, 1997.

Martin, Pierre. « Générations politiques, rationalité économique et appui à la souveraineté au Québec ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 27, n°2 (1994) : 345-359.

Martin, Pierre et Richard Nadeau. « Understanding Opinion Formation on Quebec Sovereignty ». In *Citizen Politics : Research and Theory in Canadian Political Behaviour*, Joanna Everitt et Brenda O'Neill (dir.), 142-158. Don Mills : Oxford University Press, 2002.

Martiniello, Marco. *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Que sais-je ? Paris : Presses universitaires de France, 1995.

Massart-Pierard, Françoise. « Les entités fédérées belges : des relations internationales peu « paradiplomatiques » ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 173-183. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Massart-Piérard, Françoise. « Les entités fédérées de Belgique, acteurs décisionnels au sein de l'Union européenne ». *Politique et Sociétés* 18, n°1 (1999) : 3-40.

Massart-Piérard, Françoise. « Une étude comparée des relations entre entités fédérées au sein du système de politique extérieure en Belgique francophone ». *Revue internationale de politique comparée* 12, n°2 (2005) : 191-205.

Massicotte, Louis. « Le pouvoir exécutif : la monarchie, le premier ministre et les ministres ». In *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.), 379-415. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009.

Matagne, Geoffroy. « Du conflit « révolutionnaire » au conflit « institutionnalisé » : étude des revendications centrifuges en Belgique ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°4 (2009) : 555-566.

Matagne, Geoffroy. « La dynamique fédérale en Belgique et au Canada ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 89-94. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

McDermott, Rose et Kristen Renwick Monroe. « The Scientific Analysis of Politics : Important Contributions from Some Overlooked Sources ». *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) : 568-570.

McRoberts, Kenneth. « English-Canadian Perceptions of Quebec ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 116-129. Scarborough : Nelson, 1993.

McRoberts, Kenneth. *Misconceiving Canada : The Struggle for National Unity*. Toronto ; New York : Oxford University Press, 1997.

McRoberts, Kenneth. *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*. Montréal : Boréal, 1999.

McRoberts, Kenneth. « Canada and the multinational state ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 34, n°4 (2001) : 683-713.

McRoberts, Kenneth. « Preface : Managing cultural differences in multinational democracies ». In *The conditions of diversity in multinational democracies*, Alain-G. Gagnon, François Rocher et Montserrat Guibernau (dir.), iii-xi. Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2003.

Medland, Sarah E. et Peter K. Hatemi. « Political Science, Biometric Theory, and Twin Studies : A Methodological Introduction ». *Political Analysis* 17, n°2 (2009) : 191-214.

Meersseman, Erik et Marc Swyngedouw. « De invloed van de media op de subjectieve stemmotieven : een geaggregeerde data-analyse ». In *Politieke-agendasetting in België (1991-2000). De moeilijke dialoog tussen publieke opinie, media en het politieke systeem*, Stefaan Walgrave, Lieven De Winter et Michiel Nuytemans (dir.), 29-46. Gand : Academia Press, 2005.

Mendelberg, Tali. « The deliberative citizen : theory and evidence ». In *Research in Micropolitics : Political Decisionmaking, Deliberation and Participation*, Michael X. Delli Carpini, Leonie Huddy et Robert Y. Shapiro (dir.), 151-193. Greenwich : JAI Press, 2002.

Mendelberg, Tali et John Oleske. « Race and Public Deliberation ». *Political Communication* 17, n°2 (2000) : 169-191.

Mendelsohn, Matthew. « Measuring National Identity and Patterns of Attachment : Quebec and Nationalist Mobilization ». *Nationalism and Ethnic Politics* 8, n°3 (2002) : 72-94.

Mendelsohn, Matthew. « Rational Choice and Socio-Psychological Explanation for Opinion on Quebec Sovereignty ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 36, n°3 (2003) : 511-537.

Merton, Robert K. « The Focussed Interview and Focus Groups : Continuities and Discontinuities ». *The Public Opinion Quarterly* 51, n°4 (1987) : 550-566.

Merton, Robert K. et Patricia L. Kendall. « The Focused Interview ». *The American Journal of Sociology* 51, n°6 (1946) : 541-557.

Merton, Robert K., Fiske Marjorie et Patricia L. Kendall. *The Focused Interview*. New York : The Free Press, 1990.

Michaud, Nelson. « Le Québec et le monde : des raisons d'agir ? ». *Points de mire*, 29 Novembre 2005, 2 p.

Michaud, Nelson. « L'utilité d'une politique internationale dans un État fédéré : Le cas du Québec ». In *Discours à la Délégation générale du Québec à Bruxelles*, 2007.

Michaud, Nelson. « Le Québec et ses relations internationales : impacts sur le sytème fédéral et sur le système international ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 185-195. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Michelmann, Hans (dir.). *Foreign Relations in Federal Countries*, A Global Dialogue on Federalism. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2009.

Mill, John Stuart. *Utilitarianism, On Liberty, Considerations on Representative Government*. Londres : J. M. Dent, [1861] 1993

Milne, David. « Equality or asymmetry : Why choose? ». In *Options for a new Canada*, Ronald L. Watts et Douglas M. Brown (dir.), 285-307. Toronto : University of Toronto Press, 1991.

Milne, David. « Asymmetry in Canada, Past and Present ». *Asymmetry Series*, n°1 (2005), http ://www.iigr.ca/iigr.php/site/publication_detail?publication=354.

Milner, Henry. *Civic literacy in comparative context : why Canadians should be concerned*. Montréal : IRPP, 2001.

Milner, Henry. *Civic literacy : how informed citizens make democracy work*, Civil society : Historical and Contemporary Perspectives. Hanover : University Press of New England, 2002.

Milner, Henry. *La compétence civique : comment les citoyens informés contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2004.

Milner, Henry. « La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. Complément de *L'Annuaire du Québec 2008* ». In *L'Annuaire du Québec*, Michel Venne et Miriam Fahmy (dir.). Montréal : Institut du Nouveau Monde, 2008.

Ministère des Finances du Canada. « Programme de la péréquation ». http ://www.fin.gc.ca/fedprov/eqp-fra.asp.

Mishler, William et Richard Rose. « What Are the Origins of Political Trust? Testing Institutional and Cultural Theories in Post-communist Societies ». *Comparative Political Studies* 34, n°1 (2001) : 30-62.

Mitofsky, Warren J. « It's Not Deliberative and It's Not a Poll ». *Public Perspective* 7, n°1 (1996) : 4-6.

Mondak, Jeffery J. « Reconsidering the Measurement of Political Knowledge ». *Political Analysis* 8, n°1 (1999) : 57-82.

Mondak, Jeffery J. « Developing Valid Knowledge Scales ». *American Journal of Political Science* 45, n°1 (2001) : 224-238.

Mondak, Jeffery J. et Mary R. Anderson. « A Knowledge Gap or a Guessing Game? Gender and Political Knowledge ». *Public perspective* 14, n°2 (2003) : 6-9.

Mondak, Jeffery J. et Mary R. Anderson. « The Knowledge Gap : A Reexamination of Gender-Based Differences in Political Knowledge ». *The Journal of Politics* 66, n°2 (2004) : 492-512.

Mondak, Jeffery J. et Damarys Canache. « Knowledge Variables in Cross-National Social Inquiry ». *Social Science Quarterly* 85, n°3 (2004) : 539-558.

Mondak, Jeffery J. et Belinda Creel Davis. « Asked and Answered : Knowledge Levels When We Won't Take 'Don't Know' for an Answer ». *Political Behavior* 23, n°3 (2001) : 199-224.

Monière, Denis et Jean-Herman Guay (dir.). *La bataille du Québec. Troisième épisode : 30 jours qui ébranlèrent le Canada*. Vol. 3. Saint-Laurent : Fides, 1996.

Montpetit, Éric. *Le fédéralisme d'ouverture : La recherche d'une légitimité canadienne au Québec*. Sillery : Septentrion, 2007.

Montpetit, Éric. « Les futurs des fédérations belge et canadienne : un dialogue comparatif ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 255-258. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Morelli, Anne (dir.). *Les Grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*. Bruxelles : Editions vie ouvrière, 1995.

Moreno, Luis. « Decentralization in Britain and Spain : The Cases of Scotland and Catalonia ». University of Edinburgh, 1986.

Moreno, Luis. « Scotland, Catalonia, Europeanization and the 'Moreno Question' ». *Scottish Affairs* 45 (2006) : 1-21.

Moreno, Luis. « Identités duales et nations sans État (la Question Moreno) ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 497-513.

Morgan, David L. *Focus groups as qualitative research*. 2ème éd. Thousand Oaks : Sage Publications, 1997.

Morgan, David L., Richard A. Krueger et Jean A. King. *Focus group kit*. 6 vols. Thousand Oaks : Sage Publications, 1998.

Mucchielli, Roger. *Le questionnaire dans l'enquête psycho-sociale*. Paris : Librairies Techniques/Editions Sociales Françaises, 1968.

Muijtjens, Arno M. M., Henk van Mameren, Ron J. I. Hoogenboom, Johannes L. H. Evers et Cees P. M. van der Vleuten. « The effect of a 'don't know' option on test scores : number-right and formula scoring compared ». *Medical Education* 33, n°4 (1999) : 267-275.

Mutz, Diana C. « Is Deliberative Democracy a Falsifiable Theory? ». *Annual Review of Political Science* 11, n°1 (2008) : 521-538.

Mutz, Diana C. et Paul S. Martin. « Facilitating Communication across Lines of Political Difference : The Role of Mass Media ». *The American Political Science Review* 95, n°1 (2001) : 97-114.

Myers, Greg. « Enabling talk : How the facilitator shapes a focus group ». *Text & Talk - An Interdisciplinary Journal of Language Discourse & Communication Studies* 27, n°1 (2007) : 79-105.

Nadeau, Richard. « Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990 ». *Recherches sociographiques* 33, n°1 (1992) : 9-28.

Nadeau, Richard et Christopher J. Fleury. « Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 28, n°1 (1995) : 35-50.

Nadeau, Richard, Pierre Martin et André Blais. « Attitude towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty ». *British Journal of Political Science* 29, n°3 (1999) : 523-539.

Neijens, Peter. *The Choice Questionnaire : Design and evaluation of an instrument for collecting more informed opinions of a population*. Amsterdam : Free University Press, 1987.

Neijens, Peter et Claes de Vreese. « Helping Citizens Decide in Referendums : The Moderating Effect of Political Sophistication on the Use of the Information and Choice Questionnaire as a Decision Aid ». *Public Opinion Quarterly* 73, n°3 (2009) : 521-536.

Nesbitt-Larking, Paul. « Canadian Political Culture : The Problem of Americanization ». In *Crosscurrents : Contemporary Political Issues*, Mark Charlton et Paul Barker (dir.), 4-21. Toronto : Thomson Nelson, 2002.

Nevitte, Neil, André Blais, Elisabeth Gidengil et Richard Nadeau. *Unsteady State : The 1997 Canadian Federal Election*. Don Mills : Oxford University Press, 2000.

Newport, Frank. « Why Do We Need a Deliberative Poll? ». *Public Perspective* 7, n°1 (1996) : 7-9.

Nielsen, François. « The Flemish Movement in Belgium After World War II : A Dynamic Analysis ». *American Sociological Review* 45, n°1 (1980) : 76-94.

Nothomb, Charles-Ferdinand. *Mon plan de paix pour la Belgique. Entretiens avec Christian Laporte*. Bruxelles : Racine, 2009.

Nuttin, Joseph Remi. *Het stereotiep beeld van Walen, Vlamingen en Brusselaars : hun kijk op zichzelf en elkaar : een empirisch onderzoek bij universitairen*, Mededelingen van de

Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België. Klasse der letteren. Brussel : Paleis der Academiën, 1976.

Nuttin, Jozef Remi. « Gezindheid van Vlaamse studenten tegenover de Walen : sociaal-psychologisch onderzoek naar het verband tussen de gezindheid en het contact ». Katholieke Universiteit Leuven, 1957.

O'Brien, Al. « Strengthening Canada's Territories and Putting Equalization Back on Track : The Report of the Expert Panel on Equalization and Territorial Formula Financing ». In *Canada : The State of the Federation 2006/07. Transitions : Fiscal and Political Federalism in an Era of Change*, John R. Allan, Thomas J. Courchene et Christian Leuprecht (dir.), 53-64. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2009.

O'Flynn, Ian. *Deliberative Democracy and Divided Societies*. New York : Palgrave Macmillan, 2006.

O'Flynn, Ian. « Divided Societies and Deliberative Democracy ». *British Journal of Political Science* 37, n°4 (2007) : 731-751.

O'Leary, Brendan. « An iron law of nationalism and federation? A (neo-Diceyian) theory of the necessity of a federal Staatsvolk, and of consociational rescue ». *Nations and Nationalism* 7, n°3 (2001) : 273-296.

Pagano, Giuseppe, Miguel Verbeke et Aurélien Accaputo. « Le manifeste du groupe In de Warande ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°1913-1914 (2006) : 64 p.

Papadopoulos, Yannis et Philippe Warin. « Are innovative, participatory and deliberative procedures in policy making democratic and effective? ». *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) : 445-472.

Papadopoulos, Yannis et Philippe Warin. « Major findings and paths for research : A concluding note ». *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) : 591-605.

Pâques, Michel et Marie Olivier. « La Belgique institutionnelle, quelques points de repère ». In *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet, Henri Capron et Philippe Liégeois (dir.), 55-77. Bruxelles : De Boeck, 2007.

Paquin, Stéphane. « La paradiplomatie identitaire : Le Québec, la Catalogne et la Flandre en relations internationales ». *Politique et Sociétés* 23, n°2-3 (2004) : 203-237.

Paquin, Stéphane. « Les actions extérieures des entités subétatiques : quelle signification pour la politique comparée et la théorie des relations internationales ? ». *Revue internationale de politique comparée* 12, n°2 (2005) : 129-142.

Paquin, Stéphane. « Quelle place pour les provinces canadiennes dans les organisations et les négociations internationales du Canada à la lumière des pratiques au sein d'autres fédérations ? ». *Canadian Public Administration/Administration publique du Canada* 48, n°4 (2005).

Paquin, Stéphane (dir.). *Les relations internationales du Québec depuis la Doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005)*, Prisme. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2006.

Paquin, Stéphane. « Fédéralisme et système de gouvernance à paliers multiples en matière de politique étrangère : une comparaison entre le Canada et la Belgique ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 197-205. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Parkin, Andrew et Matthew Mendelsohn. « A New Canada : An Identity Shaped by Diversity ». In *The CRIC papers*. Montréal : Centre for Research and Information on Canada, 2003.

Parkinson, John. « Legitimacy Problems in Deliberative Democracy ». *Political Studies* 51, n°1 (2003) : 180-196.

Parkinson, John. *Deliberating in the real world : problems of legitimacy in deliberative democracy*. Oxford ; New York : Oxford University Press, 2006.

Pavkovic, Aleksandar, with Peter Radan. *Creating New States. Theory and Practice of Secession*. Aldershot : Ashgate, 2007.

Pelletier, Benoît. « Le Fédéralisme Asymétrique : Une Formule Gagnante Pour Tous! ». *Asymmetry Series*, n°15b (2005), http ://www.iigr.ca/pdf/publications/379_Le_Fdralisme_Asymtrique_.pdf.

Pelletier, Gérard. *La crise d'octobre*. Montréal : Éditions du jour, 1971.

Pelletier, Réjean. « La Révolution tranquille ». In *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), 609-624. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1992.

Pelletier, Réjean. *Le Québec et le fédéralisme canadien. Un regard critique*, Prisme. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2008.

Pelletier, Réjean. « Constitution et fédéralisme ». In *Le parlementarisme canadien*, Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir.), 41-87. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009.

Pelletier, Réjean. « La dynamique fédérale au Canada ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 73-88. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Pelletier, Réjean et Manon Tremblay (dir.). *Le parlementarisme canadien*. 4ème éd. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2009.

Peres, Hubert. « Genèse et contexte d'une invention : le questionnaire de Juan Linz entre identité subjective et prétentions nationalistes ». *Revue internationale de politique comparée* 144, n°4 (2007) : 515-530.

Perrella, Andrea et Éric Bélanger. « Young sovereignists and attitudes about federalism ». In *Annual meeting of the Canadian Political Science Association*. Saskatoon, 2007.

Perrella, Andrea et Éric Bélanger. « Young Quebec Sovereignists and Attitudes about Canadian Federalism ». *Québec Studies* 47 (2009) : 95-118.

Petermann, Simon. « Idéologies et étude de l'opinion ». In *Sondage et opinion politique*, Jean Beaufays (dir.), 8-13. Liège : Université de Liège, 1975.

Pierson, Paul. « The Path to European Integration : A Historical Institutionalist Analysis ». *Comparative Political Studies* 29, n°2 (1996) : 123-163.

Pierson, Paul. « Increasing Returns, Path Dependence, and the Study of Politics ». *The American Political Science Review* 94, n°2 (2000) : 251-267.

Pilet, Jean-Benoit et Emilie van Haute. « The federal elections in Belgium, June 2007 ». *Electoral Studies* 27, n°3 (2008) : 547-550.

Pilet, Jean-Benoit, Jean-Michel De Waele et Serge Jaumain (dir.). *L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?*, Science politique. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2009.

Pinard, Maurice. « Les fluctuations du mouvement indépendantiste depuis 1980 ». In *Un combat inachevé*, Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux (dir.), 69-99. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1997.

Pinard, Maurice, Robert Bernier et Vincent Lemieux (dir.). *Un combat inachevé*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 1997.

Pinard, Maurice et Richard Hamilton. « The Class Bases of the Quebec Independence Movement : Conjectures and Evidence ». *Ethnic and Racial Studies* 7, n°1 (1984) : 19-54.

Pinard, Maurice et Richard Hamilton. « Motivational Dimensions in the Quebec Independence Movement : A Test of a New Model ». In *Research in Social Movements,*

Conflict and Change, Kurt Lang et Gladys E. Lang (dir.), 225-280. Greenwich : JAI Press, 1986.

Pinder, John. « Multinational federations : Introduction ». In *Multinational federations*, Michael Burgess et John Pinder (dir.), 1-16. New York : Routledge, 2007.

Pirenne, Henri. *Histoire de Belgique*. 7 vols, 1900-1932.

Pires, Alvaro. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». In *La recherche qualitative, Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Jean Poupart, Lionel-H. Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière et Robert Mayer (dir.), 113-169. Montréal : Gaëtan Morin, 1997.

Piret, Paul. « Une Belgique en pointillés ». *Etudes* 55, n°11 (2006) : 441-452.

Piroth, Scott. « Generational Replacement, Value Shifts, and Support for a Sovereign Quebec ». *Québec Studies* 37 (2004) : 23-43.

Poirier, Johanne. « Fédéralisme en Belgique et au Canada : parallèles, dissonances et paradoxes ». *Septentrion : arts, lettre et culture de Flandre et des Pays-Bas* (2004) : 26-32.

Poirier, Johanne. « Protection sociale et (dé)construction de la citoyenneté dans les fédérations multinationales ». In *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*, Jane Jenson, Bérengère Marques-Perrera et Eric Remacle (dir.), 195-214. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2007.

Poirier, Johanne. « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales : la situation au Canada ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 107-122. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Price, Vincent. « Political Information ». In *Measures of Political Attitudes*, John P. Robinson, Phillip R. Shaver et Lawrence S. Wrightsman (dir.). New York : Academic Press, 1999.

Price, Vincent et Peter Neijens. « Deliberative Polls : Toward Improved Measures of 'Informed' Public Opinion? ». *International Journal of Public Opinion Research* 10, n°2 (1998) : 145-176.

Proudhon, Pierre-Joseph. *Œuvres complètes : Du principe fédératif et des œuvres diverses sur les problèmes politiques européens*. Paris : Marcel Rivière, [1863] 1959.

Przeworski, Adam et Henry Teune. *The Logic of Comparative Social Inquiry*, Comparative Studies in Behavioral Science. New York : Wiley-Interscience, 1970.

Putnam, Robert D. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy* 6, n°1 (1995) : 65-78.

Putnam, Robert D. *Bowling alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon & Schuster, 2000.

Putnam, Robert D., Robert Leonardi et Raffaella Nanetti. *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*. Princeton : Princeton University Press, 1993.

Quévit, Michel. *Les causes du déclin wallon*. Bruxelles : Vie ouvrière, 1978.

Ragin, Charles C. *The comparative method : moving beyond qualitative and quantitative strategies*. Berkeley : University of California Press, 1987.

Raney, Tracey. « Canada's 'Civic' Nation : The Determinants of Canadian National Identifications ». In *77th Annual Meeting of the Canadian Political Science Association*, 32 p. University of Western Ontario, London, 2005.

Raney, Tracey. « A Nation of Self-Doubters? The Canadian National Identity in the New Canada ». In *Diversity in Canada Regions and Communities*, 5-8. Montréal : Centre for Research and Information on Canada, 2005.

Raney, Tracey. « Quintessentially Un-American? Comparing Public Opinion on National Identity in Canada and the United States ». In *Forms of Nationalism Conference*. Campus Saint-Jean, University of Alberta, Edmonton, 2008.

Raney, Tracey. « As Canadian as Possible… Under What Circumstances? Public Opinion on National Identity in Canada Outside Québec ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes* 43, n°3 (2009) : 5-29.

Rawls, John. « Reply to Habermas ». *The Journal of Philosophy* 92, n°3 (1995) : 132-180.

Rawls, John. « The Idea of Public Reason ». In *Deliberative Democracy : Essays on Reason and Politics*, James Bohman et William Rehg (dir.), 93-142. Cambridge : MIT Press, 1997.

Rawls, John. « The Idea of Public Reason Revisited ». *Chicago Law Review* 64, n°3 (1997) : 765-807.

Rémillard, Gil. *Le fédéralisme canadien. Le rapatriement de la constitution. Éléments constitutionnels de réalisation*. Vol. 2. Montréal : Québec Amérique, 1985.

Renan, Joseph Ernest. *Qu'est-ce qu'une nation ? Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882*, 1882.

Renwick Monroe, Kristen, Adam Martin et Priyanka Ghosh. « Politics and an Innate Moral Sense : Scientific Evidence for an Old Theory? ». *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) : 614-634.

Requejo, Ferran. « Cultural pluralism, nationalism and federalism : A revision of democratic citizenship in plurinational states ». *European Journal of Political Research* 35, n°2 (1999) : 255-286.

Requejo, Ferran (dir.). *Democracy and National Pluralism*, Routledge Innovations in Political Theory. Londres ; New York : Routledge, 2001.

Requejo, Ferran. « Fédéralisme et groupes nationaux ». *Revue internationale des sciences sociales* n°167 (2001) : 43-51.

Requejo, Ferran. « Value pluralism and multinational federalism ». *Australian Journal of Politics and History* 50, n°1 (2004) : 23-40.

Resnick, Philip. *The Masks of Proteus : Canadian Reflections on the State*. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 1990.

Resnick, Philip. *Toward a Canada-Quebec union*. Montréal ; Buffalo : McGill-Queen's University Press, 1991.

Resnick, Philip. « Hubris and melancholy in multinational states ». *Nations and Nationalism* 14, n°4 (2008) : 789-807.

Reuchamps, Min. « La parité linguistique au sein du conseil des ministres ». *Res Publica* 49, n°4 (2007) : 602-627.

Reuchamps, Min. « La parité linguistique au sein des « gouvernements » bruxellois ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 53, n°2 (2008) : 181-199.

Reuchamps, Min. « Les Belges francophones et le fédéralisme. À la découverte de leurs perceptions et de leurs préférences fédérales ». *Fédéralisme Régionalisme* 8, n°2 (2008).

Reuchamps, Min. « Mini-assemblées citoyennes sur l'avenir du fédéralisme canadien ». *Revue parlementaire canadienne/Canadian Parliementary Review* 31, n°4 (2008) : 15-19.

Reuchamps, Min. « Mini Citizens' Assemblies on the Future of Canadian Federalism ». *Canadian Parliementary Review/Revue parlementaire canadienne* 31, n°4 (2008) : 15-19.

Reuchamps, Min. « La frontière linguistique : le mur des Belges ? ». In *Entre les murs - Un collage*, Département de Science politique de l'Université de Liège (dir.), 129-136. Liège : Les Editions de l'Université de Liège, 2009.

Reuchamps, Min. « Le fédéralisme et ses deux sens - négatifs - en Belgique francophone ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège* 54, n°4 (2009) : 527-540.

Reuchamps, Min. « Structures institutionnelles du fédéralisme belge ». In *Le fédéralisme belge*, Régis Dandoy, Geoffroy Matagne et Caroline Van Wynsberghe (dir.). Louvain-la-neuve : Academia-Bruylant, à paraître en 2009.

Reuchamps, Min et Jérémy Dodeigne. « Le partage des compétences et les relations intergouvernementales dans les fédérations belge et canadienne ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 123-128. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Reuchamps, Min, Geoffrey Grandjean et Elodie Flaba. *« Dessinez la Belgique » : Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme*. Liège : Les Editions de l'Université de Liège, 2009.

Reuchamps, Min et François Onclin. « La fédération belge ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 21-40. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Rihoux, Benoît, Patrick Dumont, Lieven De Winter, Damien Bol et Serge Deruette. « Belgium ». *European Journal of Political Research* 47, n°7-8 (2008) : 917-928.

Riker, William H. « Federalism ». In *Governmental institutions and processes, Handbook of political science, Vol. 5*, Fred I. Greenstein et Nelson W. Polsby (dir.), 93-172. Reading : Addison-Wesley Pub. Co., 1975.

Roberts, Leslie. *Le chef : une biographie politique de Maurice L. Duplessis*. Montréal : Éditions du Jour, 1963.

Rocher, François. « The End of the "Two Solitudes"? The Presence (or Absence) of the Work of French-speaking Scholars in Canadian Politics ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 40, n°4 (2007) : 833-857.

Rocher, François. « L'avenir de la fédération, l'avenir du fédéralisme : deux enjeux distincts au Canada ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 231-254. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Rocher, François et Miriam Smith. « The Four Dimensions of Canadian Federalism ». In *New Trends in Canadian Federalism*, François Rocher et Miriam Smith (dir.), 21-44. Peterborough : Broadview Press, 2003.

Rosenberg, Shawn W. « Sociology, Psychology, and the Study of Political Behavior : The Case of the Research on Political Socialization ». *The Journal of Politics* 47, n°2 (1985) : 715-731.

Rosenberg, Shawn W. *Reason, ideology, and politics*. Princeton : Princeton University Press, 1988.

Rosenberg, Shawn W. « The Structure of Political Thinking ». *American Journal of Political Science* 32, n°3 (1988) : 539.

Rosenberg, Shawn W. *The Not So Common Sense : Differences in How People Judge Social and Political Life*. New Haven : Yale University Press, 2002.

Rosenberg, Shawn W. « Types of Discourse and the Democracy of Deliberation ». In *Deliberation, Participation and Democracy : Can the People Govern?*, Shawn W. Rosenberg (dir.), 130-158. Basingstoke ; New York : Palgrave Macmillan, 2007.

Rudin, Ronald. *Making History in Twentieth-Century Québec*. Toronto : University of Toronto Press, 1997.

Rumilly, Robert. *Maurice Duplessis et son temps*. 2 vols. Montréal : Fides, 1973.

Russell, Peter H. *Constitutional odyssey : can Canadians become a sovereign people?* Toronto ; Buffalo : University of Toronto Press, 1992.

Ryfe, David M. « The Practice of Deliberative Democracy : A Study of 16 Deliberative Organizations ». *Political Communication* 19, n°3 (2002) : 359 - 377.

Ryfe, David M. « Does deliberative democracy work? ». *Annual Review of Political Science* 8, n°1 (2005) : 49-71.

Sägesser, Caroline. *Introduction à la Belgique fédérale*. Bruxelles : CRISP, 2006.

Saint-Aubin, Bernard. *Duplessis et son époque*. Montréal : La Presse, 1979.

Salée, Daniel. « The Québec State and Indigenous Peoples ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 97-124. Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004.

Sanders, Lynn M. « Against Deliberation ». *Political Theory* 25, n°3 (1997) : 347-376.

Sapiro, Virginia. « Not Your Parents' Political Socialization : Introduction for a New Generation ». *Annual Review of Political Science* 7, n°1 (2004) : 1-23.

Sartori, Giovanni. « From the Sociology of Politics to Political Sociology ». In *Politics and the social sciences*, Seymour Martin Lipset (dir.), 65-100. New York : Oxford University Press, 1969.

Sartori, Giovanni. « Concept Misformation in Comparative Politics ». *The American Political Science Review* 64, n°4 (1970) : 1033-1053.

Savoie-Zajc, Lorraine. « L'analyse de données qualitatives : pratiques traditionnelles et assistées par le logiciel NUD*IST ». *Recherches qualitatives* 21 (2000) : 99-123.

Savoie-Zajc, Lorraine. « Triangulation (technique de validation par) ». In *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Alex Mucchielli (dir.), 289-290. Paris : Armand Colin, 2004.

Scharpf, Fritz W. « The joint-decision trap : Lessons from German federalism and European integration ». *Public administration* 66, n°3 (1988) : 239-278.

Schmidt, Vivien A. *Democracy in Europe : The EU and National Politics*. New York ; Oxford : Oxford University Press, 2006.

Scholsem, Jean-Claude. « Le « modèle belge » de pacification communautaire : un produit d'exportation ? ». *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, n°3 (2005) : 281-294.

Scholsem, Jean-Claude. « Des « conseils » aux « parlements » et autres variations sur le pouvoir des mots ». In *Mélanges en hommage à Francis Delpérée – Itinéraires d'un constitutionnaliste*, 1401-1414. Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2007.

Scholsem, Jean-Claude. « Bref survol de la Belgique comme « laboratoire des minorités » ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 131-141. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Schumpeter, Joseph Alois. *Capitalism, socialism, and democracy*. New York ; Londres : Harper & Brothers, 1942.

Scott, Frank R. « Centralization and Decentralization in Canadian Federalism ». In *Federalism in Canada : Selected Readings*, Garth Stevenson (dir.), 52-61. Toronto : McClelland & Stewart, 1989.

Sears, David O. et Robert E. Whitney. *Political Persuasion*. Morristown : General Learning Press, 1973.

Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes. « Position historique du Québec sur le pouvoir fédéral de dépenser 1944-1998 ». 42 p. Québec : Gouvernement du Québec, 1998.

Séguin, Maurice. *Une histoire du Québec : vision d'un prophète*. Montréal : Guérin, 1995.

Seiler, Daniel-Louis. « Commentaires comparatifs sur les institutions de la « Belgique nouvelle » ». In *La Belgique : un état fédéral en évolution*, André Leton (dir.), 185-207. Bruxelles ; Paris : Bruylant ; L.G.D.J., 2001.

Seligson, Mitchell A. « The Renaissance of Political Culture or the Renaissance of the Ecological Fallacy? ». *Comparative Politics* 34, n°3 (2002) : 273-292.

Settle, Jaime E., Christopher T. Dawes et James H. Fowler. « The Heritability of Partisan Attachment ». *Political Research Quarterly* 62, n°3 (2009) : 601-613.

Seymour, Michel. *Le pari de la démesure. L'intransigeance canadienne face au Québec*. Montréal : L'Hexagone, 2001.

Sherriffs, Alex C. et Donald S. Boomer. « Who's Penalized by the Penalty for Guessing? ». *Journal of Educational Psychology* 45, n°2 (1954) : 81-90.

Simeon, Richard. « Limits to Partnership : Canada-Quebec Relations in a Postsecession Era ». In *The Secession Papers*. Toronto : C.D. Howe Institute, 1998.

Simeon, Richard et Martin Papillon. « Canada ». In *Distribution of Powers and Responsibilities in Federal Countries* Akhtar Majeed, Ronald L. Watts et Douglas M. Brown (dir.), 92-122. Montréal ; Ithaca : McGill-Queen's University Press, 2006.

Simon, Sherry. *Hybridité culturelle*. Montréal : L'île de la torture, 1999.

Simon, William H. « Three limitations of deliberative democracy : Identity politics, bad faith, and indeterminacy ». In *Deliberative Politics : essays on democracy and disagreement*, Stephen Macedo (dir.), 49-57. New York ; Oxford : Oxford University Press, 1999.

Sinardet, Dave. « De communautaire koorts : Symptomen, diagnose en aanzet tot remedie ». *Samenleving en Politiek* 10, n°3 (2003) : 14-24.

Sinardet, Dave. « Politiek en pers in de Belgische communautaire maalstroom : Samenleven onder een lekkend dak ». In *'Quo Vadis Belgica ?'*, Carl Devos (dir.), 237-249. Gand : Academia Press, 2006.

Sinardet, Dave. « Wederzijdse mediarepresentaties van de nationale andere. Vlamingen, Franstaligen en het Belgische federale samenlevingsmodel ». Universiteit Antwerpen, 2007.

Sinardet, Dave. « Belgian Federalism Put to the Test : The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath ». *West European Politics* 31, n°5 (2008) : 1016-1032.

Sinardet, Dave. « De natie versus de cijfers ». *De Standaard*, 5 octobre 2009.

Sinardet, Dave. « Des accents flamands au Canada ». *Le Soir*, 22 octobre 2009, 19.

Sinardet, Dave. « Futur(s) de la fédération belge : paradoxes fédéraux et paradoxes belges ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 209-230. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Sinardet, Dave. « Modeste contribution à un espace fédéral ». *Le Soir*, 24 septembre 2009.

Sinardet, Dave et Marc Hooghe (dir.). *Is Democracy viable without a unified public opinion? The Swiss experience and the Belgian case*. Vol. 3, Re-Bel e-books. Bruxelles : Re-Bel initiative, 2009.

Sintomer, Yves. *Le pouvoir au peuple : Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Cahiers libres. Paris : Découverte, 2007.

Sintomer, Yves et Jacques De Maillard. « The limits to local participation and deliberation in the French politique de la ville ». *European Journal of Political Research* 46, n°4 (2007) : 503-529.

Slakter, Malcolm J. « The Effect of Guessing Strategy on Objective Test Scores ». *Journal of Educational Measurement* 5, n°3 (1968) : 217-222.

Slaton, Christa Daryl. *Televote : expanding citizen participation in the quantum age*. New York : Praeger, 1992.

Slocum, Nikki. « Méthodes participatives. Un guide pour l'utilisateur. Focus groupe ». Bruxelles : Fondation Roi Baudouin et Vlaams Instituut voor Wetenschappelijk en Technologisch Aspectenonderzoek (viWTA), 2005.

Smith, Anthony D. *Theories of nationalism*. Londres : Duckworth, 1971.

Smith, Anthony D. *The Ethnic Revival*. Cambridge : Cambridge University Press, 1981.

Smith, Anthony D. *The Ethnic Origins of Nations*. Oxford : Blackwell, 1986.

Snyder, Jack. *From Voting to Violence : Democratization and Nationalist Conflict*. New York : Norton, 2000.

Sprague, D. N. « Canada's Treaties with Aboriginal Peoples ». *Manitoba Law Journal* 23 (1995) : 341-351.

Stangherlin, Katrin (dir.). *La Communauté germanophone de Belgique. Die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens*. Bruxelles : La Charte, 2005.

Stanké, Alain (dir.). *A contre-courant : textes choisis 1939-1996*. Montréal : Gallimard, 1996.

Stein, Michael B. « Federal Political Systems and Federal Societies ». *World Politics* 20, n°4 (1968) : 721-747.

Steiner, Jürg. « Concept Stretching : The Case of Deliberation ». *European Political Science* 7, n°2 (2008) : 186-190.

Steiner, Jürg, André Bächtiger, Markus Spörndli et Marco R. Steenbergen. *Deliberative Politics in Action : Analyzing Parliamentary Discourse*, Theories of Institutional Design. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2004.

Stengers, Jean. *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*. Vol. 1, Les racines de la Belgique. Bruxelles : Racine, 2000.

Stevenson, Garth. *Unfulfilled union : Canadian federalism and national unity*, Canadian controversies series. Toronto : Macmillan of Canada, 1979.

Stevenson, Garth. « English-Speaking Québec : A Political History ». In *Québec : State and Society*, Alain-G. Gagnon (dir.), 329-344. Peterborough ; Orchard Park : Broadview Press, 2004.

Stewart, David W., Prem N. Shamdasani et Dennis W. Rook. *Focus groups : theory and practice*. 2ème éd, Applied social research methods series. Thousand Oaks : Sage Publications, 2007.

Stoker, Gerry. « Exploring the Promise of Experimentation in Political Science : Micro-Foundational Insights and Policy Relevance ». *Political Studies* 58, n°2 (2010) : 300-319.

Stuart, Reginald C. *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1988.

Sturgis, Patrick, Nick Allum et Patten Smith. « An Experiment on the Measurement of Political Knowledge in Surveys ». *Public Opinion Quarterly* 72, n°1 (2008) : 90-102.

Sturgis, Patrick, Caroline Roberts et Nick Allum. « A different take on the deliberative poll ». *Public Opinion Quarterly* 69, n°1 (2005) : 30-65.

Sunstein, Cass R. « Deliberative Trouble : When groups go to extremes ». *Yale Law Journal* 110, n°1 (2000) : 71-119.

Sunstein, Cass R. *Republic.com*. Princeton : Princeton University Press, 2001.

Sunstein, Cass R. « The Law of Group Polarization ». *Journal of Political Philosophy* 10, n°2 (2002) : 175-195.

Swenden, Wilfried. *Federalism and Regionalism in Western Europe : A Comparative and Thematic Analysis*. New York : Palgrave Macmillan, 2006.

Swenden, Wilfried, Marleen Brans et Lieven De Winter. « The politics of Belgium : Institutions and policy under bipolar and centrifugal federalism ». *West European Politics* 29, n°5 (2006) : 863-873.

Swenden, Wilfried et Maarten Theo Jans. « 'Will it stay or will it go?' Federalism and the sustainability of Belgium ». *West European Politics* 29, n°5 (2006) : 877-894.

Swyngedouw, Marc et Jaak Billiet (dir.). *De kiezer heeft zijn redenen. 13 juni 1999 en de politieke opvattingen van Vlamingen*. Louvain : Acco, 2002.

Swyngedouw, Marc, Jaak Billiet, Ann Carton et Roeland Beerten (dir.). *Kiezen is verliezen. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen*. Louvain : Acco, 1993.

Swyngedouw, Marc, Jaak Billiet, Ann Carton et Roeland Beerten (dir.). *De (on)redelijke kiezer. Onderzoek naar de politieke opvattingen van Vlamingen. Verkiezingen van 21 mei 1995*. Louvain ; Amersfoort : Acco, 1998.

Swyngedouw, Marc, Jaak Billiet et Bart Goeminne (dir.). *De Kiezer Onderzocht. De verkiezingen van 2003 en 2004 in Vlaanderen*. Louvain : Universitaire Pers Leuven, 2007.

Swyngedouw, Marc et Nathalie Rink. « Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007 ». In *Onderzoeksverslag Centrum voor Sociologisch Onderzoek (CeSO)*, 19. Louvain : Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO), 2008.

Taber, Charles S., Martin Lodge et Jill Glathar. « The Motivated Construction of Political Judgments ». In *Citizens and Politics : Perspectives from Political Psychology*, James H. Kuklinski (dir.), 198-226. New York : Cambridge University Press, 2001.

Taber, Charles S. et Milton Lodge. « Motivated Skepticism in the Evaluation of Political Beliefs ». *American Journal of Political Science* 50, n°3 (2006) : 755-769.

Taiaiake, Alfred. « Sur le rétablissement du respect entre les peuples kanien'kehaka et québécois ». *Arguments* 2, n°2 (2000) : 31-43.

Taillon, Patrick. « Les obstacles juridiques à la réforme du fédéralisme au Canada ». *Bulletin québécois de droit constitutionnel*, n°3 (2008) : 37-41.

Taylor, Charles. « Shared and divergent values ». In *Options for a new Canada*, Ronald L. Watts et Douglas M. Brown (dir.), 53-76. Toronto : University of Toronto Press, 1991.

Taylor, Charles. *Rapprocher les solitudes. Écrits sur le fédéralisme canadien*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1992.

Taylor, Charles. « Why do nations have to become states? ». In *Reconciling the solitudes : essays on Canadian federalism and nationalism*, Charles Taylor et Guy Laforest (dir.), 40-58. Montréal ; Buffalo : McGill-Queen's University Press, 1993.

Taylor, Charles et Amy Gutmann (dir.). *Multiculturalism : Examining the Politics of Recognition*. Princeton : Princeton University Press, 1994.

Telford, Hamish. « The Federal Spending Power in Canada : Nation-Building or Nation-destroying? ». *Publius : The Journal of Federalism* 33, n°1 (2003) : 23-44.

Terlinden, Charles. *Histoire de la Belgique contemporaine 1830-1914*. Vol. II. Bruxelles : Librairie Albert Dewit, 1929.

Thisse, Jacques et Isabelle Thomas. « What does human geography tell us? Or A geo-economic approach to Belgian dualism ». In *Rethinking the Foundations of Belgium's Socio-economic Institutions*. Fondation universitaire, Bruxelles, 2008.

Thompson, Dennis F. « Deliberative Democratic Theory and Empirical Political Science ». *Annual Review of Political Science* 11, n°1 (2008) : 497-520.

Thomson, Dale C. *Jean Lesage et la révolution tranquille*. Montréal : Éditions du Trécarré, 1984.

Tilley, James et Christopher Wlezien. « Does Political Information Matter? An Experimental Test Relating to Party Positions on Europe ». *Political Studies* 56, n°1 (2008) : 192-214.

Tomorrow's Europe. « EU citizens accept need for pension form, resist enlargement : First EU-wide Deliberative Poll® reveals citizens' considered preferences ». Bruxelles, 2007.

Tremblay, André. « Federal Spending Power ». In *The Canadian Social Union Without Quebec : 8 Critical Analyses*, Alain-G. Gagnon et Hugh Segal (dir.), 155-186. Montréal : Institute for Research on Public Policy, 2000.

Trudeau, Pierre Elliott. *Le fédéralisme et la société canadienne-française*. Montréal : Hurtubise Hmh, 1967.

Trudeau, Pierre Elliott. « Who Speaks for Canada? Defining and Sustaining a National Vision ». In *The Meech Lake Primer : Conflicting Views of the 1987 Constitutional Accord*, Michael D. Behiels (dir.). Ottawa : University of Ottawa Press, 1989.

Trudeau, Pierre Elliott. « Nationalist alienation ». In *Against the current : selected writings 1939-1996*, Gérard Pelletier (dir.). Toronto : McClelland & Stewart, 1996.

Tully, James. *Strange multiplicity : constitutionalism in an age of diversity*, John Robert Seeley lectures. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1995.

Tully, James. *Une étrange multiplicité : le constitutionnalisme à une époque de diversité*, Collection Prisme. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1999.

Tully, James. « Introduction ». In *Multinational democracies*, Alain Gagnon et James Tully (dir.), 1-33. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 2001.

Turp, Daniel. *La nation bâillonnée : le plan B, ou l'offensive d'Ottawa contre le Québec*. Montréal : VLB éditeur, 2000.

Turp, Daniel. *Le droit de choisir : essais sur le droit du Québec à disposer de lui-même*. Montréal : Éditions Thémis, 2001.

Uslaner, Eric M. *The Moral Foundations of Trust*. New York : Cambridge University Press, 2002.

Van Dam, Denise. *Flandre, Wallonie : le rêve brisé : Quelles identités culturelles et politiques en Flandre et en Wallonie*. Ottignies : Quorum, 1997.

van Haute, Emilie. « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti ». In *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement*, Pascal Delwit (dir.), 243-264. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2005.

van Haute, Emilie, Régis Dandoy, Nicolas De Decker et Pascal Delwit. « Complexes identitaires ou identités complexes en Belgique fédérale ». In *L'espace Wallonie-Bruxelles : voyage au bout de la Belgique*, Benoît Bayenet, Henri Capron et Philippe Liégeois (dir.), 37-53. Bruxelles : De Boeck, 2007.

van Haute, Emilie et Jean-Benoit Pilet. « Regionalist parties in Belgium (VU, RW, FDF) : Victims of their own success? ». *Regional & Federal Studies* 16, n°3 (2006) : 297-313.

Van Parijs, Philippe. « Bruxelles capitale de l'Europe : les nouveaux défis linguistiques ». *Brussels Studies*, n°6 (2007) : 10 p.

Van Wynsberghe, Caroline, Johanne Poirier, Dave Sinardet et François Tulkens. « Le développement politique et institutionnel de la Zone métropolitaine de Bruxelles : constats et perspectives ». In *Note de synthèse*, 11 p. Bruxelles : États généraux de Bruxelles, 2009.

Vandekeere, Michel, Réné Doutrelepont et Marc Jacquemain. « Les déclinaisons de l'identité en Wallonie. Couplages et divorces entre électorats, appartenances et prises de position en matière communautaire et institutionnelle ». In *Élections : la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, André-Paul Frognier et Anne-Marie Aish (dir.), 149-182. Bruxelles : De Boeck, 1994.

Vanier, Martin. « Qu'est-ce qui fait tenir le Canada ensemble ? Road movie d'Est en Ouest ». In *La société canadienne en débats. What holds Canada together ?...* Alain Faure et Robert Griffiths (dir.), 109-116. Paris : L'Harmattan, 2008.

Vergniolle de Chantal, François. *Fédéralisme et antifédéralisme*, Que sais-je ? Paris : Presses universitaires de France, 2005.

Verjans, Pierre. « Mutation des systèmes partisans et résultats électoraux : Proportion congrue et gouvernabilité ». In *La Belgique en mutation. Systèmes politiques et politiques publiques (1968-2008)*, Jean Beaufays et Geoffroy Matagne (dir.), 49-96. Bruxelles : Bruylant, 2009.

Vlaams Parlement. « Resolutie betreffende Brussel in de volgende staatshervorming ». 1999.

Vlaams Parlement. « Resolutie betreffende het tot stand brengen van meer coherente bevoegdheidspakketten in de volgende staatshervorming ». 1999.

Waite, Peter B. *The Life and Times of Confederation 1864-1867. Politics, newspapers and the union of British North America*. Toronto : University of Toronto Press, 1962.

Waite, Peter B. (dir.). *The Confederation Debates in the Province of Canada*. Toronto : McClelland & Stewart, 1963.

Warren, Mark E. et Hilary Pearse (dir.). *Designing Deliberative Democracy : The British Columbia Citizens' Assembly*, Theories of Institutional Design. New York : Cambridge University Press, 2008.

Watts, Ronald L. *New federations : experiments in the Commonwealth*. Oxford : Clarendon Press, 1966.

Watts, Ronald L. « Executive Federalism : A Comparative Analysis ». Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, 1989.

Watts, Ronald L. *Comparing federal systems in the 1990s*. Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 1996.

Watts, Ronald L. *Comparaison des régimes fédéraux des années 1990*. Kingston : Institut des relations intergouvernementales, 1998.

Watts, Ronald L. « Federalism, Federal Political Systems, and Federations ». *Annual Review of Political Science*, n°1 (1998) : 117-137.

Watts, Ronald L. *Étude comparative du pouvoir de dépenser dans d'autres régimes fédéraux*. Kingston : Institut des relations intergouvernementales, 1999.

Watts, Ronald L. « Models of federal power sharing ». *International Social Science Journal* 53, n°167 (2001) : 23-32.

Watts, Ronald L. « Les principales tendances du fédéralisme au XXe siècle ». *Revue internationale de politique comparée* 10, n°1 (2003) : 11-18.

Watts, Ronald L. « Autonomy or Independence : Intergovernmental Financial Relations in Eleven Countries ». In *The Watts Collection*. Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 2005.

Watts, Ronald L. « The Historical Development of Comparative Federal Studies ». In *The Watts Collection*. Kingston : Institute of Intergovernmental Relations, Queen's University, 2007.

Watts, Ronald L. *Comparing Federal Systems*. 3ème éd. Montréal ; Kingston : McGill-Queen's University Press, 2008.

Webb, Norman L. « What, Really, Should We Think About "The Deliberative Poll" ». *Public Perspective* 5, n°5 (1994) : 29-30.

Weber, Max. « Objectivity in Social Science and Social Policy ». In *The Methodology of the Social Sciences*, Edited and translated by Edward A. Shils and Henry A. Finch (dir.), 50-112. New York : Free Press, [1904] 1949.

Westen, Drew, Pavel S. Blagov, Keith Harenski, Clint Kilts et Stephan Hamann. « Neural Bases of Motivated Reasoning : An fMRI Study of Emotional Constraints on Partisan Political Judgment in the 2004 U.S. Presidential Election ». *Journal of Cognitive Neuroscience* 18, n°11 (2006) : 1947-1958.

Wheare, Kenneth Clinton. *Federal government*. Londres ; New York : H. Milford ; Oxford University Press, 1946.

Wheare, Kenneth Clinton. *Federal Government*. 4ème éd. Londres ; New York : Oxford University Press, [1946] 1963.

Wiarda, Howard J. et Douglas A. Chalmers (dir.). *New directions in comparative politics*. Boulder : Westview, 1985.

Wildavsky, Aaron. « Federalism means inequality ». *Society* 22, n°2 (1985) : 42-49.

Wilson, David A. (dir.). *The Orange Order in Canada*. Dublin : Four Courts, 2007.

Witte, Els, André Alen, Hugues Dumont et Rusen Ergec (dir.). *Het statuut van Brussel - Bruxelles et son statut*. Bruxelles : Larcier, 1999.

Woehrling, José. « Fédéralisme et protection des droits et libertés au Canada (avec un point de vue comparatif sur les Etats-Unis) ». In *Conférences sur le fédéralisme comparé*, 34 p. Bruxelles : Centre d'études canadiennes et Centre de droit public de l'Université Libre de Bruxelles, 2004.

Woehrling, José. « La protection des minorités nationales dans le système fédéral canadien ». In *Le fédéralisme en Belgique et au Canada. Comparaison sociopolitique*, Bernard Fournier et Min Reuchamps (dir.), 143-165. Bruxelles : De Boeck Université, 2009.

Woolsey, Samantha. « Medicare Reform Preferences : Before and After Education and Deliberation ». *Politics & Policy* 37, n°3 (2009) : 485-508.

Yale, François. « L'évolution de l'appui à la souveraineté du Québec : effets de la formulation de la question et effets de contexte ». Université de Montréal, 2008.

Yale, François et Claire Durand. « L'appui à la souveraineté du Québec : effets de formulation de la question et effets de contexte ». In *Méthodes de sondage*, Philippe Guilbert, David Haziza, Anne Ruiz-Gazen et Yves Tillé (dir.). Paris : Dunod, 2008.

Young, Lori et Éric Bélanger. « BQ in the House : The Nature of Sovereigntist Representation in the Canadian Parliament ». *Nationalism and Ethnic Politics* 14, n°4 (2008) : 487-522.

Zaller, John R. *The nature and origins of mass opinion*. Cambridge ; New York : Cambridge University Press, 1992.

Zolberg, Aristide R. « The Making of Flemings and Walloons : Belgium : 1830-1914 ». *Journal of Interdisciplinary History* 5, n°2 (1974) : 179-235.

Zolberg, Aristide R. « Les origines du clivage communautaire en Belgique. Esquisse d'une sociologie historique ». *Recherches sociologiques* 7, n°2 (1976) : 150-170.

LISTE DES FIGURES

LISTE DES TABLEAUX

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures

Figure 2.1 Cadre méthodologique 48
Figure 2.2 Carte du fédéralisme, modèle du Québec 80
Figure 3.1 Nuage des marqueurs de connaissance politique 112
Figure 3.2 Carte du fédéralisme de B3 114
Figure 3.3 Carte du fédéralisme de B6 115
Figure 3.4 Carte du fédéralisme de B2 118
Figure 3.5 Carte du fédéralisme de B9 119
Figure 3.6 Carte du fédéralisme de B5 120
Figure 3.7 Carte du fédéralisme de B1 122
Figure 3.8 Carte du fédéralisme de B8 124
Figure 3.9 Nuage des marqueurs d'identités et de sentiments d'appartenance 139
Figure 4.1 Carte du fédéralisme de N1 173
Figure 4.2 Carte du fédéralisme de N2 174
Figure 4.3 Carte du fédéralisme de K4 179
Figure 4.4 Carte du fédéralisme de K1 180
Figure 4.5 Carte du fédéralisme de L4 182
Figure 4.6 Carte du fédéralisme de K5 183
Figure 5.1 Carte du fédéralisme de S7 247
Figure 5.2 Carte du fédéralisme de S4 248
Figure 5.3 Carte du fédéralisme de T3 250
Figure 5.4 Carte du fédéralisme de T2 252
Figure 5.5 Carte du fédéralisme de T5 253
Figure 5.6 Carte du fédéralisme de T7 254
Figure 5.7 Carte du fédéralisme de S3 256
Figure 5.8 Carte du fédéralisme de T6 279
Figure 6.1 Carte du fédéralisme de Y2 309
Figure 6.2 Carte du fédéralisme de V5 310
Figure 6.3 Carte du fédéralisme de V1 311
Figure 6.4 Carte du fédéralisme de Y4 312
Figure 6.5 Carte du fédéralisme de Y3 313
Figure 6.6 Carte du fédéralisme de V3 316
Figure 6.7 Carte du fédéralisme de Y3 317

Figure 7.1 La dynamique politique et la dynamique identitaire 382
Figure 7.2 La dynamique fédérale 402

Liste des tableaux

Tableau 3.1 Croisement entre S'intéresse à la politique et Raison principale de participer (en nombres réels, T2) 101

Tableau 3.2 Programme de la Rencontre citoyenne sur le fédéralisme 102

Tableau 3.3 Connaissance politique : 15 indicateurs (en nombres réels) 107

Tableau 3.4 La Belgique est officiellement un État fédéral depuis… (en nombres réels) 109

Tableau 3.5 Index de connaissance politique (en nombres réels) 110

Tableau 3.6 Index d'information 111

Tableau 3.7 Perception du système fédéral 117

Tableau 3.8 Fonctionnement du système fédéral belge est satisfaisant en T1 (lignes) et en T2 (colonnes) 125

Tableau 3.9 Croisement entre Système fédéral est préférable (lignes) et Système fédéral belge meilleure solution pour la coexistence pacifique (colonnes) 133

Tableau 3.10 Perception politique : synthèse 134

Tableau 3.11 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse 141

Tableau 3.12 Seule la langue différencie les Flamands des Wallons en T1 (lignes) et en T2 (colonnes) 143

Tableau 3.13 Normal de revendiquer plus d'autonomie pour la Flandre en T1 (lignes) et en T2 (colonnes) 144

Tableau 3.14 Perception de l'autre : synthèse 147

Tableau 3.15 Scénario pour l'avenir de la Belgique en T1 (lignes) et en T2 (colonnes). 150

Tableau 3.16 Préférences fédérales : synthèse 155

Tableau 3.17 Quatre profils de citoyens belges francophones 156

Tableau 4.1 Programme du *Publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme* 168

Tableau 4.2 Connaissance politique : neuf indicateurs (en nombres réels) 170

Tableau 4.3 Index de connaissance politique (en nombres réels) 171

Tableau 4.4 Index d'information (en nombres réels, T1) 172

Tableau 4.5 Confiance dans les institutions 185

Tableau 4.6 La Flandre vu de Flandre 191

Tableau 4.7 Perception politique : synthèse 194

Tableau 4.8 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse 200

Tableau 4.9 Perception de l'autre : synthèse 207

Tableau 4.10 Préférences fédérales : synthèse 218

Tableau 4.11 Cinq profils de citoyens belges néerlandophones 219

Tableau 5.1 Programme de la *Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism*.. 239

Tableau 5.2 Les indicateurs de connaissance politique (en nombres réels) 241

Tableau 5.3 Fréquence des participants selon le nombre de réponses correctes (en nombres réels) 243

Tableau 5.4 Perception politique : synthèse 262

Tableau 5.5 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse 268

Tableau 5.6 Le Québec est une nation distincte du reste du Canada en T1 (lignes) et en T2 (colonnes) 270

Tableau 5.7 La perception de l'autre : synthèse 275

Tableau 5.8 Les préférences fédérales : synthèse 286

Tableau 5.9 Trois profils de citoyens canadiens anglophones 287

Tableau 6.1 Programme de l'Assemblée citoyenne sur l'avenir du Québec 303

Tableau 6.2 Les indicateurs de connaissance politique (en nombres réels) 305

Tableau 6.3 Fréquence des participants selon le nombre de réponses correctes (en nombres réels) 308

Tableau 6.4 Le fédéralisme canadien est avantageux économiquement pour le Québec en T1 (lignes) et en T2 (colonnes) 321

Tableau 6.5 Confiance dans les acteurs et les institutions politiques 323

Tableau 6.6 Perception politique : synthèse 327

Tableau 6.7 Identités et sentiments d'appartenance : synthèse 337

Tableau 6.8 La perception de l'autre : synthèse 344

Tableau 6.9a Le plus grand avantage de devenir un pays et de rester dans la fédération : classé selon le type d'arguments pour devenir un pays souverain et en fonction de l'appui à la souveraineté 350

Tableau 6.9b Le plus grand avantage de devenir un pays et de rester dans la fédération : classé selon le type d'arguments pour rester dans la fédération et en fonction de l'appui à la souveraineté 354

Tableau 6.10 Appui ou rejet de la souveraineté et scénario pour l'avenir du Québec ... 365

Tableau 6.11 Préférences pour l'avenir du Québec : synthèse 368

Tableau 6.12 Quatre profils de citoyens québécois 369

Tableau 7.1 Cinq idéaux types 378

Tableau 7.2 Poids relatif des idéaux types dans les quatre terrains 380

Table des matières

Remerciements ..... *vii*

Sommaire ..... *ix*

INTRODUCTION

Introduction

Les citoyens et le fédéralisme en Belgique et au Canada *3*

I. Les perceptions du fédéralisme et les préférences envers son avenir 3

II. Des panels citoyens délibératifs 7

III. Les quatre terrains de la recherche 8

IV. Le plan de la thèse 11

PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉMATIQUE ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Chapitre 1

Le fédéralisme en Belgique et au Canada *15*

I. Le fédéralisme et la fédération 16

II. La fédération canadienne 18
A. Les origines et la formation : une vieille fédération 18
B. Le partage des compétences : le fédéral et le provincial 22
C. La dynamique fédérale : « deux solitudes » au sein d'un même pays 27

III. La fédération belge 30
A. Les origines et la formation : une jeune fédération 30
B. Le partage des compétences : une Autorité fédérale, trois Communautés et trois Régions 35
C. La dynamique fédérale : les relations communautaires 38

IV. Le fédéralisme en Belgique et au Canada 41
A. Le fédéralisme multinational 42
B. Le paradoxe du fédéralisme 44

Chapitre 2

Des panels citoyens délibératifs sur l'avenir du fédéralisme *47*

I. Les perceptions et les préférences fédérales 48
A. Les perceptions 48
1. La connaissance politique 49
2. La perception politique 51
3. Les identités et les sentiments d'appartenance 54
4. La perception de l'autre 58
B. Les préférences 60

II. L'ère de la délibération 62
A. L'âge de la délibération 62
B. L'éclosion d'expériences délibératives 64
1. La délibération dans les institutions formelles 65
2. La délibération instituée 67
3. La délibération comme moyen 69

III. Les panels citoyens 71
A. L'organisation 72
1. Le nombre et le recrutement des participants 72

2. Le déroulement du panel 74
3. L'encadrement académique, technique et logistique 76
B. Les trois outils de collecte de données 76
1. Deux questionnaires 77
2. Les cartes du fédéralisme 79
3. Les focus groupes 81
C. Le traitement et l'analyse des données 84
1. Un encodage et un codage systématiques 84
2. L'analyse des données 86
3. La construction d'idéaux types 88

IV. Les limites 89

DEUXIÈME PARTIE : PANELS CITOYENS

PREMIÈRE SOUS-PARTIE : PANELS CITOYENS BELGES

Chapitre 3

Les citoyens belges francophones et le fédéralisme en Belgique 95

I. La Rencontre citoyenne sur le fédéralisme 95
A. Le contexte : Liège, la Belgique francophone et la Wallonie 95
1. Le fédéralisme en Belgique francophone 96
2. La question fédérale exacerbée 98
B. Les participants : 64 citoyennes et citoyens 99
C. L'organisation et le déroulement 101

II. Les perceptions fédérales des citoyens belges francophones 106
A. La connaissance politique 107
1. La connaissance politique au travers des 15 indicateurs du questionnaire 107
2. Le niveau d'information et la connaissance politique 111
3. La connaissance politique dans les discussions 112
4. La connaissance politique : synthèse 116
B. La perception politique 116
1. La perception du système fédéral 117
2. La confiance dans les institutions 125
3. Les hommes politiques et le fédéralisme 127
4. Les médias et les conflits communautaires 129
5. Une culture fédérale belge francophone ? 131
6. La perception politique : synthèse 133
C. Les identités et les sentiments d'appartenance 134
1. Humanisme contre nationalisme 135
2. La multitude et la complémentarité des identités 136
3. La prédominance du sentiment national belge 138
4. Les identités et les sentiments d'appartenance : synthèse 140
D. La perception de l'autre : les Flamands/néerlandophones 141
1. Seule la langue différencie les Flamands des Wallons ? 142
2. Les raisons du fédéralisme 145
3. La perception de l'autre : synthèse 146

III. Les préférences fédérales des citoyens belges francophones 148
A. L'avenir de la Belgique 148
B. Trois tendances fédérales 151
C. Les préférences fédérales : synthèse 155

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens belges francophones : quatre idéaux types 156
A. L'unitariste 157
B. L'unioniste 159
C. Le fédéraliste 160
D. Le régionaliste 161

Chapitre 4

Les citoyens belges néerlandophones et le fédéralisme en Belgique *163*

I. *Het publiek forum over de toekomst van het Belgische federalisme* 163
A. Le contexte : Anvers, la Belgique néerlandophone et la Flandre 163
1. Le fédéralisme belge et la Flandre 164
2. Le fédéralisme vu de Flandre 165
B. Les participants : 23 citoyennes et citoyens 167
C. L'organisation et le déroulement 168

II. Les perceptions fédérales des citoyens belges néerlandophones 169
A. La connaissance politique 169
1. La connaissance politique au travers des neuf indicateurs du questionnaire 169
2. Le niveau d'information et la connaissance politique 172
3. La connaissance politique dans les discussions : *complexiteit en ingewikkeld* 172
4. La connaissance politique : synthèse 176
B. La perception politique 177
1. La perception du système fédéral 177
2. La confiance dans les institutions 185
3. Les hommes politiques et les conflits communautaires 187
4. Les médias et les conflits communautaires 188
5. La Flandre vu de Flandre 190
6. Une culture fédérale chez les Belges néerlandophones ? 193
7. La perception politique : synthèse 194
C. Les identités et les sentiments d'appartenance 195
1. La prédominance 196
2. La complémentarité 197
3. La relativité 199
4. Les identités et les sentiments d'appartenance : synthèse 200
D. La perception de l'autre : les Wallons/francophones 201
1. Seule la langue différencie les Wallons des Flamands ? 201
2. La perception des Wallons/francophones 202
3. La perception de l'autre : synthèse 207

III. Les préférences fédérales des citoyens belges néerlandophones 207
A. *De toekomst van het Belgische federalisme* 207
B. Les caractéristiques des préférences fédérales 209
1. *Splitsing* 209
2. *Een sterke federatie* 214
3. *Brussel* 216
C. Les préférences fédérales : synthèse 218

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens belges néerlandophones : cinq idéaux types 219
A. L'unitariste 220
B. L'unioniste 221
C. Le fédéraliste 222
D. Le régionaliste 222
E. Le séparatiste/indépendantiste 223

DEUXIÈME SOUS-PARTIE : PANELS CITOYENS CANADIENS

Chapitre 5

Les citoyens canadiens anglophones et le fédéralisme au Canada *229*

I. *The Citizens' Assembly on the Future of the Canadian Federalism* 229
A. Le contexte : le Canada, l'Ontario et Kingston 229
1. Le fédéralisme au Canada : quatre grandes visions 230
2. Le fédéralisme canadien vu de l'Ontario 235
3. Kingston, les Loyalistes et les Orangistes 237

B. Les participants : 16 citoyennes et citoyens 237
C. L'organisation et le déroulement 239

II. Les perceptions fédérales des citoyens canadiens anglophones 240
A. La connaissance politique 241
1. Les indicateurs de la connaissance politique 241
2. La connaissance du fédéralisme : *What is a federal system*? 246
3. La connaissance politique : synthèse 251
B. La perception politique 251
1. La perception du système fédéral : trois grandes tendances 251
2. La perception de la péréquation 256
3. La perception politique : synthèse 262
C. Les identités et les sentiments d'appartenance 263
1. *First and foremost Canadian* 263
2. *What is Canadian identity?* 266
3. Les identités et sentiments d'appartenance : synthèse 268
D. La perception de l'autre 269
1. *Quebec, a distinct nation*? 269
2. Les Premières nations 273
3. La perception de l'autre : synthèse 275

III. Les préférences fédérales des citoyens canadiens anglophones 276
A. Les différents scénarios 277
B. *The future of Canadian federalism* 278
1. Les préférences fédérales et l'appui à des politiques nationales 278
2. L'avenir du fédéralisme canadien : entre *instrumental federalism* et *organic federalism* 284
C. Les préférences fédérales : synthèse 286

IV. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens canadiens anglophones : trois idéaux types 287
A. Le centralisateur 288
B. L'unioniste 289
C. Le fédéraliste 290

Chapitre 6

Les citoyens québécois et le fédéralisme au Canada 293

I. L'assemblée citoyenne et la soirée citoyenne sur l'avenir du Québec 293
A. Le contexte : le Québec et le fédéralisme canadien 293
1. Le fédéralisme au Canada vu du Québec 294
2. L'indépendance, la souveraineté, l'autonomisme, le séparatisme, la sécession du Québec 296
3. La question nationale en quelques repères chronologiques 298
4. Montréal 301
B. Les participants : 24 citoyennes et citoyens 302
C. L'organisation et le déroulement 303

II. Les perceptions fédérales des citoyens québécois 304
A. La connaissance politique 304
1. Les indicateurs de la connaissance politique 304
2. La définition du fédéralisme 308
3. La connaissance politique : synthèse 314
B. La perception du fédéralisme canadien 315
1. La perception du système fédéral : d'un extrême à l'autre 315
2. Le gouvernement d'Ottawa contre le gouvernement du Québec ? 323
3. La perception politique : synthèse 327
C. Les identités et les sentiments d'appartenance 328
1. Un foisonnement identitaire 330
2. Nous, les Québécois 333
3. Les identités et sentiments d'appartenance : synthèse 337
D. La perception de l'autre 338

1. Le Québec et le reste du Canada 339
2. Les Québécois et les autochtones 342
3. La perception de l'autre : synthèse 344

IV. Les préférences fédérales des citoyens québécois 345
A. Fédéralistes contre souverainistes 345
1. Oui ou Non ? 348
2. Les raisons de l'appui ou du rejet de la souveraineté 349
B. L'avenir du Québec et l'avenir du fédéralisme canadien 360
1. Quatre grandes préférences 360
2. L'évolution et la cohérence des préférences 364
C. Les préférences fédérales : synthèse 367

V. Les perceptions et préférences fédérales des citoyens québécois : quatre idéaux types 369
A. L'indépendantiste 370
B. Le souverainiste 371
C. Le fédéraliste 373
D. L'unioniste 374

TROISIÈME PARTIE : COMPARAISONS ET CONCLUSIONS

Chapitre 7

Les perceptions et les préférences fédérales en Belgique et au Canada 377

I. Des citoyens divisés, un paysage fragmenté 377

II. La dynamique politique et la dynamique identitaire 381
A. Le fédéraliste 382
B. L'unioniste 387
C. L'unitariste et le centralisateur 391
D. L'indépendantiste 395
E. Le régionaliste et le souverainiste 398

III. La dynamique fédérale 401

Conclusions

Les citoyens et le fédéralisme 405

I. Quelques retours méthodologiques : les panels citoyens 405

II. Quelques retours thématiques : les citoyens et le fédéralisme 409

III. Et l'avenir ? 413

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie 421

LISTE DES FIGURES, LISTE DES TABLEAUX ET TABLES DES MATIÈRES

Liste des figures 459

Liste des tableaux 461

Table des matières 463

Ce DVD contient les documents et les données des quatre enquêtes de terrain.
Un logiciel spécifique peut être nécessaire pour ouvrir certains fichiers.

Cette thèse a été rédigée en garamond 12.
Achevée d'imprimer en avril 2010